Tristan Boffard

Les BOFFARD



2008 – 2015 - 2020

Prologue

Une famille solide, sur une terre solide, comme tant de familles françaises…

Malgré les épidémies, la faim et les guerres, arqueboutée sur sa terre nourricière et parfois ingrate, elle a tenu.

Elle se présente aujourd'hui à nous avec ses défauts et ses qualités, pour autant que mon travail ait permis de les mettre en lumière.

C'est sans doute le plus difficile : les documents sont souvent impersonnels, de nature juridique ; les membres de la famille ayant laissé filtrer des informations sur leur vie privée se comptent sur les doigts d'une main.

Dans ces conditions, il faut une fréquentation régulière des époques et des lieux envisagés pour imaginer le quotidien de leur vie. Mais je n'ai pas voulu ici inventer quoi que ce fût, ni même orner la vérité historique ; c'est là le travail d'un romancier, que j'ai voulu bien distinguer, et qui viendra peut-être plus tard. Il s'appuierait alors sur le travail scientifique réalisé ici.

Nonobstant, je voudrais faire une remarque générale : la vie de nos ancêtres, jusqu'à très récemment, est bien plus rude que la nôtre. Cela n'est pas vrai dans tous les cas, on trouvera des situations difficiles aujourd'hui, et des situations plus agréables par le passé. Mais c'est le lot commun : leur meilleure compagne a toujours été l'insécurité ; insécurité économique des paysans, seuls face aux caprices climatiques et aux passages incessants des « gens de guerre » ; insécurité physique des habitants face à la criminalité, peu soutenus par un Etat bien moins présent qu'aujourd'hui (ce dont témoigne la lourdeur dissuasive exemplaire des peines pénales).

A travers les siècles, ils ont donc tenu leur place. Leurs défauts et leurs qualités, leurs faiblesses et leurs forces, leur foi et leur défiance parfois, ont été indispensables à ce que nous sommes maintenant.

Plutôt que de les juger, ou même les ignorer, aimons-les ; et constatons, au-delà de notre existence physique, tout ce que nous devons à une histoire dont le sens nous dépasse. A comparer ce qu'est l'homme au prix de ce qui est, nous sentirons en même temps notre grandeur et notre petitesse.
Ce livre est un hommage à l'une et à l'autre.

Avant d'étudier nos Boffard de manière détaillée (Chapitre II), quelques remarques préliminaires sont nécessaires (Chapitre I).

Chapitre I. Remarques préliminaires

En particulier, il faut souligner que ce livre se place sur un chemin de rencontres (section I), et qu'il est tributaire de sources multiples (section II).

Section I. Un chemin de rencontres

En 1995, ma tante **Françoise**, mon père et moi avons rencontré, grâce à ma tante **Anny**[1], **Henry Boffard**. De Chambéry (La Motte Servolex), il avait déjà arpenté les mairies à la recherche de nos ancêtres perdus, et reconstitué leur chemin depuis le village de Voissant (Isère, entre le Pont-de-Beauvoisin et Saint-Geoire-en-Valdaine), au début du XVIIème siècle[2]. Un bel arbre généalogique descendant le fit connaître à tous, qui fut distribué à toute une partie de la famille lorsque celle-ci se réunit à Artemare (01) pour fêter les 40 ans de ma tante **Nicole** (1983).

Des découvertes conséquentes depuis cette époque ont rendu indispensable une réédition, réalisée en 2007 par **Françoise Boffard Perret**.C'est sur lui que repose notre généalogie officielle[3].

Mais **Henry Boffard** n'est pas le premier à s'être intéressé à cette histoire. On sait par les mémoires du médecin **Joseph Boffard** (1862-1948) que son cousin **Jean-Pierre « Joanny** » (1837-1910), avait entrepris des recherches de cette nature à la mairie de Voissant ; il ne semble pas qu'ait circulé un arbre à cette époque, puisque **Joseph** affirme avoir vu ces notes dans les papiers de la succession de **Joanny**[4].

A cette époque, de nombreux documents devaient être conservés à la *boffardière*, maison familiale de la *chanéaz* (hameau de Voissant, « lieu où poussent les chênes ») : en 1909, après la vente de toute la propriété, les **Boffard** de cette branche ne possédaient plus rien à Voissant : les petits-enfants des acheteurs, actuellement propriétaires, rapportent le témoignage de leurs parents et grands-parents : un grand tas de papiers avait été rassemblé dans la cour et brûlé. Rien ne serait demeuré ; le doute est cependant possible : les papiers justificatifs des terres ont pu être conservés par sécurité…

En attendant, il ne subsistait plus rien en dehors de ce qui était conservé par la branche de **Henry Boffard**. Il fallait donc chercher tous azimuts : archives départementales, archives municipales, archives ecclésiastiques, archives privées…

Cette *boffardière*, nous l'avons découverte en passant à Voissant avec **Isabelle**, en 1995 ; en arrivant à la *chanéaz*, elle ne passe pas inaperçue : c'est une grosse maison ancienne, au toit dauphinois ; au premier coup d'œil, nous étions persuadés de l'avoir trouvée. L'avenir nous donna raison.

[1] Anny Boffard Charras : fille de Paul Boffard et Germaine Tabusse, née en 1949, sœur de Françoise, Nicole et Guy, épouse Jean-Pierre Charras, ma tante, mère de Christine et Eric.

[2] Henry est décédé en 2008

[3] Mon exemplaire est couvert de griffonnages, intégrés dans ma version « hérédis ».

[4] *Mémoires* de Joseph Boffard, Arch Boffard, Rouge 2.

La boffardière, vue du couchant, du sud ouest, puis du sud-est









Depuis le jardin, en 2000 (avant la réparation du toit…)



La boffardière, 2015



La boffardière, 2005

La confirmation est venue grâce à Mme **Paule Micoud** née **Pélissier**. Ses parents, **Alphonse** et **Julie Boffard** (fille de Jules), ont longtemps vécu à Voissant dans la « maison Pélissier », au-dessus de l'église[5]. **Paule Micoud** est contemporaine de **Henry Boffard**, tous les deux sont nés en 1928.

Et surtout, **Paule Micoud** a conservé dans son cœur tous les souvenirs de sa famille de Voissant et un lien particulier avec sa mère. Ses parents avaient partagé le rôle de lien de la famille avec tante **Augustine Jouffray** ; ils recevaient tous les Boffard de passage à Voissant[6].

Depuis quelques années, **Paule Micoud** a quitté Voissant pour le Pont-de-Beauvoisin ; ceux de Voissant ont toujours été attirés, soit par Saint-Geoire, soit par le Pont-de-Beauvoisin ; longtemps l'équilibre fut tenu, mais aujourd'hui, Saint-Geoire en Valdaine compte moins de 2000 habitants, et le Pont plus de 4000 (Isère 2500 et Savoie 1500) ; depuis le Moyen-Âge, le marché de la partie dauphinoise se tient le lundi …[7]. Désormais, c'est sur la place du Professeur Trillat que nous nous retrouvions régulièrement, jusqu'au départ de Paule en maison de retraite en 2018 à Montferrat.

Durant nos visites, nous avons notamment rencontré l'ancien maire de Voissant, M**. Roger Buscoz**, qui possède en son sang autant de sang **Boffard** que nous. Il habite la maison de ses ancêtres **Pierre Boffard Cocat** et **Victorine Boffard** à la *chanéaz*. Ce fut l'occasion de rappeler l'un des mythes fondateurs des trois familles **Pélissier**, **Buscoz** et **Boffard**, à travers leur union avec la famille **Patricot** : à la fin du XVIIIème s, **Benoît I Patricot** et **Françoise Marion** marièrent leurs trois filles, l'une à un **Buscoz**, l'autre à un **Pélissier**, la troisième à **Laurent Boffard** (fils de **François** notre ancêtre) ; cet épisode qui consacra l'union de cinq des principales familles de Voissant (une fille **Dulac** épousait un fils de **Benoît I Patricot**), est encore vivant dans les mémoires au début du XXIème siècle…[8]

Nous avons aussi rencontré M**. Lucien Bertet,** ancien maire de Voissant, qui nous a toujours accueillis.

Paule Micoud m'a fait rencontrer M. **Albert Freton**. Les **Freton** étaient déjà installés à Voissant au XVIème, au plus haut que remontent nos archives[9]. Ils ont toujours été plus localisés à *péréaz* (sur la montagne, entre Voissant et Miribel), au hameau de *verchère*, et au-dessus : terre de la *tour*, où habite M**. Albert Freton**. Plus de tour, mais une maison ancienne, peut-être bâtie sur les vestiges de la tour, et avec ses pierres ?[10] Les pierres d'une partie de la maison et du four sont hors d'âge…

Albert Freton est le principal responsable de la réfection de l'église et de la cure, qui sont sauvées de la ruine et organisées rationnellement pour recevoir les activités paroissiales.

---

[5] Maison qui appartient toujours aux descendants des Pélissier. Elle est aujourd'hui habitée par Eric Micoud et sa famille.

Aussi loin que remontent nos archives, ce quartier de Voissant s'est toujours dénommé *pélissier* ; on y comptait plusieurs maisons Pélissier, probablement derrière celle qui subsiste aujourd'hui. Jadis, l'ensemble de la maison en enfilade appartenait à la famille Pélissier … qui ne désespère pas, depuis quelques dizaines d'années déjà, de la réunifier.

[6] Ce qui était très important : à cette époque, très peu de membres de la famille vivaient encore à Voissant : la plupart était dispersés à Lyon, Annecy, Lancey, Saint-Geoire, Chambéry, Grenoble, Aubenas, Saint-Privat, dans la Loire ou à Voiron. Mais aucun n'oubliait Voissant, et tous passaient parfois : les Martin avaient leur maison de la *chanéaz*, ceux de la branche aînée n'avaient plus rien depuis 1909, Julie et sa sœur Hélène, filles de Jules et Emilie Buscoz, avaient hérité de leur mère la maison de *verchère*.

[7] D'après M. Albert Freton, les habitants de *verchère* et ceux du *village* penchent historiquement vers le Pont. Ceux du *bertet* ou de *la chanéaz* vers Saint-Bueil et Saint-Geoire.

[8] Une généalogie de la descendance de Benoît Patricot et Françoise Marion a été établie en 1911 par l'instituteur de Voissant à la demande d'un Boffard : les plus anciens parmi les intéressés rapportent qu'on lui donna 2 bouteilles de gnôle pour prix de cet important travail… Elle était entre les mains d'Elise Pélissier épouse Pichat, du Pont-de-Beauvoisin, décédée récemment. Copie aux Arch Boffard, Bleu.

Plus récemment, la famille Patricot s'est retrouvée (2003) ; à l'occasion de cette rencontre a été établie une *Petite histoire de notre famille Patricot*. Divers généalogistes et amoureux de leur famille ont apporté leur pierre à cette histoire au fil du temps ; les principaux auteurs sont Robert Allierde Grenoble et surtout Marie-Hélène Mathieude Saint-Etienne.

Les Buscoz portaient d'abord le nom de Gay. Famille très nombreuse, dont nous avons des traces dès le XVème siècle à Voissant, elle s'est appelée Buscoz à compter du milieu du XVIIème siècle, d'abord avec Gay, puis sans lui. Voir mon site internet « Familles de Valdaine », ainsi que mon *Dictionnaire historique de Vaulserre*, 2013

[9] Une famille Freton, ou Fretton était installée à Saint-André la Palud : honnête Claude Fretton (fils de feu Pierre) tient des terres du seigneur de Mollarond (Saint-Jean d'Avelanne) en 1635 : Fds Boffard-Dulac, 102. Sur la famille Freton, voir mon site internet « Familles de Valdaine », ainsi que mon *Dictionnaire historique de Vaulserre*, 2013, et l'*Histoire et histoires des Freton* du XVIème siècle à aujourd'hui (Copy média, 101 p.), coécrite en 2019 avec M. Albert Freton.

[10] Nous ne disposons d'aucun élément permettant de préciser l'époque à laquelle cette tour a été construite, puis détruite. Cependant, on peut supposer qu'une tour à cet emplacement stratégique s'intégrait dans un ensemble fortifié destiné à surveiller l'étranger ; cet ensemble aurait compris notamment le château de Saint-Albin (siège de la seigneurie de Vaulserre depuis 1591, la maison du Mercier à Saint-Albin (Famille Dulac), le château féodal de Vaulserre (incendié 1591) et donc cette tour à Voissant.

Durant les travaux de réfection de l'église et de la cure, **Albert Freton** a collecté des documents paroissiaux du XIXème et du XXème s qui, sans lui, auraient été perdus : registres paroissiaux, livre de messe, délibérations du conseil de fabrique, livre du statut des âmes de la paroisse, plusieurs carnets de l'ordinaire des messes. L'état dans lequel ils nous sont parvenus en 2004 nous le prouve assez ; ces documents sont maintenant numérisés, après un patient travail de mise en état.

C'est aussi grâce à **Albert Freton** que nous avons réalisé le film qu'une partie de la famille a pu voir à l'occasion du soixantième anniversaire de mon père (2005) : plusieurs heures durant quelques mois, nous avons arpenté les chemins de Voissant, à la découverte de la maladrerie de Crolard, des chemins de traverse, de l'ancien moulin de Vaulserre sur l'Ainan, des masures et des anciennes portes de la ville de Saint-Michel de Vaulserre, des ruines du vieux (et du neuf) château féodal, de la « cave du diable » ou « de Mandrin ».

Durant ces arpentages, nous avons rencontré M**. Robert Curtet**. Lui aussi est issu d'une ancienne famille de Saint-Martin de Vaulserre, venue à Voissant au XVIIIème siècle[11]. **Robert Curtet** est propriétaire du terrain sur lequel s'élevait le château féodal de Vaulserre. Il est donc attaché à son histoire.

Concrétisation de notre proximité avec **Albert Freton** : notre co-écriture en 2019 de l'*Histoire et histoires des Freton* du XVIème siècle à aujourd'hui (Copy média, 101 p.).

Voici donc quelques-uns des Voissigneaux qu'il m'a été donné d'apprécier et qui, de cousins probables, sont devenus des amis.

C'est donc sur ce chemin de rencontres que prend place ce livre. Il est tout à la fois un hommage rendu à nos ancêtres et à ceux que j'ai croisés sur ce chemin.

Section II. Les sources

Les sources de ce travail sont numérisées, et conservées à titre de pièces justificatives. Selon les sources, nous disposons ou non des originaux.

Les informations réfèrent à leur source d'origine ; cependant, les références présentées renvoient à mon classement personnel, la plupart du temps par numéros de photographie. Par exemple : Registre paroissial de Voissant, 80 **:** la référence ne se trouvera pas à la page 80, ou dans l'acte numéroté 80 du registre conservé à la mairie de Voissant ou aux Archives départementales de l'Isère ; elle se trouvera dans mes archives photographiques, au Registre paroissial de Voissant, photo n°80.

Même traitement pour toutes les autres sources. Par exemple : la référence suivante : « Arch Vaulserre L 1614, 180 » : doit se lire : « Archives de Vaulserre, Liasse 1614, photo n°180 » : le numéro de photo est personnel, et sert à retrouver la référence précise au sein des pages de cette Liasse 1614.

Voici les sources principales :

I. « Archives Boffard »

[11] Sur cette famille, voyez aussi mon site internet « Familles de Valdaine », ainsi que mon *Dictionnaire historique de Vaulserre*, 2013

Les Curtet semblent être arrivés à Voissant entre 1735 et 1747 : taille 1747 (63) : Claude ; à partir de 1757 (capitation) : Joseph Desemptes Curtet (est-ce la même famille que celle de Saint-Martin ?), charpentier à la capitation de 1759 (13). Enfin, en 1778 (capitation, 1516) : Joseph et Jacques Curtet père et fils, marguillier ; et toujours à Saint-Bueil : taille 1788, Arch Vaulserre L 1536

Ce sont les archives de la famille **Boffard**, à quelque membre qu'elles appartiennent. Je dispose de copies, sauf lorsque ces sources m'appartiennent. En particulier, nous disposons de nombreuses photographies d'ancêtres, glanées de toutes les branches de la famille ; la provenance précise n'est pas indiquée. Je suis à la disposition des lecteurs pour tout détail.

Ces « archives » s'entendent aussi des témoignages oraux des plus anciens d'entre nous !

En revanche, les archives conservées sous forme photographique dans mon ordinateur, qui proviennent d'autres sources que familiales, sont évidemment référencées par leur provenance.

II. « Fonds Boffard-Dulac »

Il s'agit d'un ensemble d'archives dont je suis propriétaire, et qui est maintenant versé aux Archives Départementales de l'Isère (les papiers les plus significatifs concernant les **Boffard** en ont auparavant été retirés).

L'histoire de ce fonds mérite d'être contée : l'été 2002, alors que je passais quelques jours de vacances sur mes travaux historiques, je regrettais la maigreur des archives familiales conservées. Parallèlement, j'annotais les photos de famille collectées dans toutes les branches ; l'une d'elle, du début du XX ème siècle environ, représentait cinq membres de la famille **Dulac**. Le souvenir d'avoir été proches de cette famille était parvenu jusqu'à moi (tombe d'une partie de la famille dans le nouveau cimetière de Voissant).

Pour en avoir le cœur net, j'ai appelé au hasard le numéro de téléphone de **Jean Dulac** à Grenoble ; surprise ! Il s'agissait de **Jean Dulac**, professeur, neveu des plus jeunes sujets de la photo. Il a accepté de recevoir cette photo, s'avouant totalement inintéressé par la généalogie et par l'idée de nous connaître, mais en me promettant d'en parler à ses tantes encore vivantes ; il a bien conservé la photo, mais j'attends toujours pour le reste.

Le seul intérêt de ce coup de téléphone, mais essentiel pour l'avenir : à plusieurs reprises, **Jean Dulac** avait été contacté par **Maurice Dulac**, l'un de ses cousins amateur de généalogie. Il n'avait jamais donné suite, mais me suggérait de le contacter à tout hasard.

En reposant le téléphone, j'ignorais tout le poids de ce renseignement ; appelant immédiatement **Maurice Dulac**, j'ai progressivement compris. Ce dernier avait alors 73 ans ; ancien artisan menuisier-charpentier, il habite à Oullins (69) et possédait une maison de campagne à Romagnieu (38). Il est marié à **Carmen** –50 ans de mariage en 2006-, avec laquelle ils ont eu deux filles et un fils[12]. Depuis sa retraite, il se passionnait pour l'histoire et la généalogie de sa famille, et avait décidé depuis peu de trier les nombreuses archives de cette dernière.

Les **Dulac** sont une ancienne famille du mandement de Vaulserre ; ils proviennent sans doute du village de Saint-Martin, où existait autrefois un lac d'importance (presqu'asséché aujourd'hui) dont ils tirent probablement leur nom. La fin du XVIème siècle fait probablement venir une branche à Voissant, en la personne de **Gabriel Dulac**. Depuis le XVIIème siècle, les **Dulac** sont une famille notable de Voissant et du mandement de Vaulserre. Au début du XIXème siècle, elle reçoit par succession une grosse maison fortifiée située à Saint-Albin, qu'elle possède encore en la personne de **Roselyne Mathon**, épouse (div.) de **François Favier**, fille de **René Mathon** et **Marie-Thérèse Dulac**, cousine germaine de **Maurice Dulac**.

Cette maison et le domaine agricole étaient passés par succession des **Pélissier** aux **Pascal**, aux **Passard**, aux **Bellemin**, pour finir aux **Dulac**[13][14].

[12] Voir l'arbre généalogique de la famille Dulac, auquel j'ai participé pour les XVIème et XVIIème siècles (don de M. Maurice Dulac, autre version comprise dans la notice *Domaine le Mercier, 500 ans d'histoire*)

[13] Voir la notice illustrée que Maurice Dulac et moi avons consacré à l'histoire de cette maison en 2006 : *Domaine le Mercier, 500 ans d'histoire*. Cette notice comprend aussi un arbre généalogique de la famille Dulac, et un tableau des possesseurs de cette maison depuis le XVIème siècle.



La Pélisserie, connue depuis le XIXème siècle comme la « maison du Mercier »

Ces familles notables de la seigneurie de Vaulserre avaient accumulé dans la maison de vastes archives concernant la gestion de leurs terres ; ces archives ont sans doute été épurées, notamment au moment de la succession **Bellemin-Dulac**, puis ponctuellement au fil des années.

Néanmoins, c'était encore un ensemble impressionnant, conservé pour le principal dans 5 caisses de bois, et pour nombre de documents, simplement sur le sol.

L'ensemble comprenait des documents d'origine publique : registres d'imposition, P.V. d'assemblées de communauté, cadastres ; et des documents d'origine privée : registres de notaires, sac de procès contenant les actes de procédure et pièces justificatives, actes épars, terriers…, et un grand nombre de correspondances du XIX ème et du XX ème siècles, utiles surtout pour l'histoire de la famille **Dulac** à cette époque.

[14] Sur l'histoire de la famille Dulac, consulter la notice précitée, mon site internet « Familles de Valdaine », ainsi que mon *Dictionnaire historique de Vaulserre*, 2013. La plupart des documents utiles à cette histoire sont conservés aux Archives Dulac. M. Maurice Dulac a ouvert un musée à Oullins (69) destiné à l'initiation aux recherches généalogiques et d'histoire des familles. L'ensemble des Archives Dulac y est exposé. A visiter absolument ! (*Musée Dulsel*)



2003.07 Aspect du grenier, emplacement où étaient conservées les archives

Les **Dulac** avaient gardé à l'esprit la vieille amitié qui unissait nos familles depuis plusieurs siècles, au moins depuis XVIIIème s, quand **François Boffard** et le notaire **François Dulac** se sont associés pour percevoir les dîmes des prieurés de Voissant et Chirens au nom de l'archevêque de Vienne.

Rapidement, **Maurice Dulac** me proposa, au nom de sa cousine, de participer au dépouillement de cette masse d'archives ; moment d'exaltation !



2002.09 Premier tri, réalisé dans les jacobines du grenier lui-même.



Après un premier tri réalisé par siècles, dans le grenier du Mercier lui-même, l'ensemble du fonds a été transféré dans la maison de campagne de **Maurice** et **Carmen Dulac**. La grange avec son plancher neuf était toute indiquée pour recevoir un travail plus précis, un classement par noms de famille.

2004 10 Grange de Romagnieu : Roselyne Favier et Maurice Dulac ; classement par noms de famille

A l'issue de ce classement, le fonds fut réparti en boîtes d'archives : des boîtes rouges pour les documents d'origine publique, et de couleurs indifférentes pour les documents privés des familles, classés par ordre alphabétique.

Tout ce travail, depuis la découverte d'août 2002 jusqu'au classement par boîte, a duré 2 ans, une trentaine de journées environ. Le souvenir en restera ineffaçable : à la difficulté du travail répondit la qualité de la relation tissée avec **Maurice** et **Carmen Dulac**, **Roselyne Favier** et ses enfants. Ces journées étaient pour moi une perspective toujours réjouissante, et je crois avoir fait le maximum en fonction des autres occupations.



2004 11 Transfert du fonds à Bron où nous résidions entre 2003 et 2005

Une fois ce travail terminé, les propriétaires du fonds ont convenu de la difficulté de le conserver dans les meilleures conditions, et ont cherché à en faire profiter les associations locales d'historiens, qui auraient pu, sinon racheter l'ensemble, au moins le recevoir dans un local adapté. Peine perdue, à notre grand désappointement. Nous sommes sortis de l'impasse lorsque j'ai proposé de le racheter moi-même. Opération réalisée en novembre 2004.

Dès décembre 2004 : mise en condition physique des documents (dépoussiérage, mise à plat, numérotation de chacun), photographie, amélioration des photos et travail de classement durèrent 8 mois ; puis l'inventaire précis nécessita environ 800 heures de travail, sur 12 mois. En y mettant bonne fin, je soupirais d'aise. Le « Fonds Boffard-Dulac », selon son nom désormais, comporte environ 10 500 documents, qui représentent 10 m linéaires et plus de 32 200 photos numériques. L'inventaire sur base de données comporte près de 6 000 pages[15].

Voilà pour l'histoire rapide de ce fonds d'archives, parvenu extraordinairement jusqu'à nous, et encore plus étonnement dans notre famille. Il est aujourd'hui déposé aux Archives départementales de l'Isère, sous son nom.

L'archétype de la référence au fonds Boffard Dulac se présentera ainsi : « Fds Boffard Dulac, 25 894 » ; et se lira ainsi : « Fonds Boffard Dulac, numéro de photo 25 894 ».

Diverses autres sources d'archives seront utilisées dans ce travail.

III. Les « Archives Dulac »

Désormais, ce qui, dans les archives du Mercier, intéressait directement la famille Dulac, est conservé par **Maurice Dulac** sous le nom d'« Archives Dulac ».

On y compte notamment une correspondance considérable, ainsi qu'une grande quantité de contrats de toute nature. En revanche, ne s'y trouve aucun registre de notaire, bien que **François Dulac**, l'ancêtre direct de **Maurice**, ait exercé à Voissant de 1761 à sa mort en 1802[16].

[15] Cet Inventaire, ainsi que diverses aides à sa lecture, sont consultables sur mon site internet « Familles de Valdaine ».

[16] Ces registres ont été acquis par Me Louis-François Charmeil, notaire à Saint-Geoire entre 1792 et 1819. Un travail de recherche s'impose.

Outre les papiers d'origine privée, figurent aux Archives Dulac de nombreux documents que l'on peut dire « d'origine publique » selon nos critères actuels : procès verbaux d'assemblées de la communauté de Vaulserre, registres d'imposition de cette dernière, cadastre de 1670 complet, dénombrement-cadastre de 1792 (manque la paroisse de Saint-Martin). Nous possédons des photos numérisées de ces pièces. Les analyses des cadastres et des registres d'imposition sont disponibles sur le site internet « Familles de Valdaine » ; le *Dictionnaire historique de Vaulserre*, paru en 2013, s'appuie notamment sur ces archives pour décrire la vie dans nos anciennes paroisses depuis la Renaissance.

Ces archives n'ont pas fait l'objet d'un classement académique. L'archétype de la référence aux Archives de la famille Dulac se présentera ainsi : « Arch Dulac » ; et se lira ainsi : « Archives de la famille Dulac ».

IV. Les « Archives de Vaulserre »

Le Comte François de Colbert, résidant aux Echelles (73), grand amateur d'histoire familiale, est le neveu du dernier des Vaulserre[17].



En plus d'une dévotion aux valeurs de sa famille, il en a conservé l'essentiel des archives, connues sous le nom d' **« Archives de Vaulserre »,** classées aux Archives de France ; ce fonds est considérable, comprenant des documents de toute nature entre les XIIème et XXème siècles. Les archives ont fait l'objet d'un classement par liasses, une liasse pouvant comprendre un ou plusieurs documents connexes.

Depuis notre rencontre en 2004, des relations d'amitié, sinon de confiance se sont établies ; elles sont fondées sur un mutuel apport du matériau fondamental que constituent les archives et de connaissances paléographiques et universitaires[18]. Elles sont aussi fondées sur des valeurs communes. Le comte de Colbert a rejoint son épouse auprès du Père en janvier 2020.

Ces « Archives de Vaulserre » sont immenses, tant par la quantité que par la qualité despièces. Les miennes les complètent. Celles du château de Longpra à Saint-Geoire-en-Valdaine forment peut-être la troisième grande source privée conservée pour l'histoire de la vallée de la Valdaine.



Une grande partie de la connaissance de notre famille vient de ces Archives de Vaulserre, ainsi plus largement de l'environnement dans lequel celle-ci a vécu. Le *Dictionnaire de Vaulserre* en est tributaire.

L'archétype de la référence aux Archives de Vaulserre se présenteraainsi : « Archives de Vaulserre, L 1614 » et se lira ainsi : « Archives de Vaulserre, Liasse n°1614 » ; s'il s'agit d'un livre de

---

[17] Décédé au milieu des années 1970 sans descendance directe.
Entre autres ouvrages, discours, interventions, le comte François de COLBERT est l'auteur de *Les Corbel Corbeau de Vaulserre, une famille de Savoie et de Dauphiné du XIIème au XXème siècles*, 2007, ainsi que *Les mille vingt-quatre ayeux de mes enfants*, 2014

[18] Lors de notre rencontre de janvier 2007, François de Colbert m'offrit un exemplaire de son magnifique ouvrage sur les Colbert.

compte ou d'un livre terrier, d'un registre de notaire, en fin de référence sera ajouté un numéro correspondant au numéro de la photographie dans mes dossiers informatiques (pour faciliter la recherche de la référence précise). Ex : « Arch Vaulserre L1614, 180 » : doit se lire : « Archives de Vaulserre, Liasse 1614, photo n°180 » :

V. Archives paroissiales ou municipales de Voissant

Nous avons utilisé les archives paroissiales et municipales de Voissant, la commune d'origine de nos ancêtres.

Les registres paroissiaux offrent toujours un grand intérêt ; Voissant est bien dotée, puisque les actes y ont été notés depuis 1612 jusqu'à 1792, avec des lacunes au départ.

L'archétype de la référence aux registres paroissiaux se présente ainsi : « Registre paroissial de Voissant n°6, 151 » ; et se lira ainsi : « Registre paroissial de Voissant, photographie n°6, photo n° 151 »

La commune conserve un certain nombre de documents portant sur les XIX ème et XX ème siècles : bâtiments publics, routes, cimetière, impositions, actes du Conseil municipal…Mais la plupart des archives pour les XIXème et XXème siècles est encore conservée dans la mairie de Voissant, inaccessible au chercheur.

Une bonne partie des documents issus de la municipalité de Voissant figurait aux Archives Dulac (3 maires Dulac entre la Révolution et 1872).

Après 1792, les archives paroissiales sont extrêmement lacunaires ; quelques liasses ou registres ont été sauvés grâce à des passionnés ; globalement, elles ont été perdues entre 1792 et 1799. Quelques actes existent entre 1799 et 1801. A partir de 1802, les registres subsistent, jusqu'en 1863 ; mais l'humidité a causé des ravages, et nombre d'actes sont amputés ou illisibles. Un exemple caractéristique :



Registre paroissial de Voissant n°18, 1009

Quoique souvent très abîmés, les actes de baptême, mariage et sépulture, divers documents intéressant la paroisse et les paroissiens apportent un regard indispensable sur Voissant durant les XIX ème et XX ème siècles.

Moins systématiquement, ont aussi été utilisés les registres paroissiaux d'autres paroisses : Saint-Geoire, le Pont-de-Beauvoisin, Saint-Bueil, Saint-Albin, Saint-Aupre ou Miribel notamment.

VI. Archives départementales de l'Isère

Les recherches ont surtout porté jusqu'à la Révolution de 1789. Des sondages ont été effectués après la Révolution chez les notaires qui paraissaient les plus prometteurs, mais sans caractère systématique.

Avant la Révolution, les recherches ont porté sur le contrôle des actes des notaires[19] ; les bureaux de Saint-Geoire en Valdaine (début de l'enregistrement en 1719) et de Pont-de-Beauvoisin (1706) sont concernés. Le travail est considérable et souvent décevant : pour un grand nombre des notaires cités, les minutes sont absentes. La présence de l'enregistrement permet de disposer au moins d'une trace.

Les archives ecclésiastiques sont pauvres, du fait du brûlement à la Révolution de la plus grande partie des papiers de l'archevêché de Vienne, dont Voissant et Saint-Bueil relevaient.

Les archives judiciaires sont encore peu classées aux Archives de l'Isère ; nous avons pratiqué des sondages, notamment dans les fonds des justices seigneuriales. Celle de Vaulserre n'a quasi rien laissé.

L'archétype de la référence aux Archives départementales de l'Isère se présentera ainsi : « ADI, 3^E 6872 » ; et se lira ainsi : « Archives départementales de l'Isère, série 3^E-notaires-, registre 6872 –identifiant le registre précis et donc le notaire dont il s'agit ». Le nom du notaire sera toujours précisé dans le texte ou en note. Le numéro du folio ne sera pas précisé pour ne pas alourdir l'ensemble. Nous le conservons à disposition des chercheurs, étant entendu que nous possédons des photos de tous les actes cités en référence dans ce travail ; hormis si vous avez été envahi par le démon de la recherche (c'est bien louable), il apparaît plus simple de m'en demander une expédition.

Les chercheurs sont les bienvenus, le programme est passionnant et … gigantesque. La « note sur les archives notariales » qui suit, l'illustre.

Note sur les archives notariales

Les sources notariales sont essentielles pour l'histoire des familles. Hélas, elles sont très lacunaires jusqu'au XVIII è siècle. Nos ancêtres fixaient pourtant dans le marbre du papier notarial les moindres événements concernant leur famille ou leurs biens. Quant bien même ils ne savaient ni lire ni écrire. Si bien que les notaires foisonnaient ; exemple dans la seconde moitié du XVIème siècle, instrumentent pour des habitants de Vaulserre

Antoine Pélissier de Saint-Albin
Jean Pélissier de Voissant
Jacques Bayoud de Voissant
Claude Jacquier de Saint-Martin
S ébastien Tercinel
Antoine Pascal de Saint-Martin
Michel Pascal de Saint-Martin
Claude Juge
Michel Pélissier

[19] En 1581, un édit d'Henri III prescrivait ce contrôle (appelé « enregistrement » par la révolution et l'Empire). Il fallut attendre la puissance de Louis XIV et un édit de 1693 pour que l'obligation soit respectée. Sans contrôle, l'acte est privé de valeur. Et encore, quelques années ont été nécessaires pour l'enregistrement systématique. Nul doute que les contemporains ont reçu le contrôle comme une expression de l'oppression administrative…

Jean Bayard

Et bien sûr, tous les notaires du Pont-de-Beauvoisin, de Saint-Jean d'Avelanne et de Pressins, de Saint-Bueil et de Saint-Geoire (**Barrillion**, **Garnier**, **Nouel**, **Berrion, Martin, Pélisson**…)

Et tous ceux que nous ne connaissons pas…

Il y avait donc le choix. Mais hélas, ce marbre était bien fragile, et ne sont parvenus jusqu'à nous que quelques registres, une part infime de ce qui a été écrit au long des siècles.

Prenons, dans le mandement de Vaulserre, l'exemple des **Pélissier**. Entre 1474 et 1677, il y a toujours eu au moins un notaire Pélissier en activité. Or, aux Archives départementales où sont collectées les archives des notaires versées par leurs successeurs, ne figurent que 2 registres Pélissier, l'un en 1541, l'autre en 1545[20]. Aux Archives de Vaulserre sont conservés les registres de 1532, 1535, 1539 pour **Claude Pélissier** et 1542 pour son fils **Antoine**[21]. Au Fonds Boffard-Dulac, nous conservons des actes concernant **Antoine Pélissier**, et **Jean Pélissier Odoard** notaire de Voissant, ainsi que quelques autres entre 1546 et 1550, les registres du notaire **Antoine Pélissier** de 1558 et 1569, la trace d'une importante acquisition réalisée par le même notaire en 1570, des actes épars entre 1596 et 1599 par le notaire **Michel Pélissier**, et enfin un registre de 1599 de ce dernier. Rien pour le XVIIème siècle ; les Archives de Vaulserre conservent seulement les registres du notaire **Pierre Pélissier** des années 1632 et 1635[22]. Les Archives départementales ne conservent le reste.

L'explication réside dans le fait que bien souvent, les familles conservent les registres après la mort du notaire et ne les confient pas au successeur du notaire décédé. Ces registres de minutes ont un prix, puisqu'ils donnent la connaissance des secrets de famille : on assiste régulièrement à des ventes de minutes (terme qui désigne les actes ; on trouve parfois *protocole* en référence à Byzance) ; et nous sommes encore loin du XVIIIème siècle avec le contrôle des actes des notaires, organisé par l'Etat. Ainsi les circonstances se renforcent pour rendre fragile la pérennité de ces registres. Les registres des Pélissier ont été conservés par la famille ; en 1701, pour l'avancée d'un procès, **Louis Pascal** remet les registres de 1511 à 1596 à son procureur et parent **Bolian**, à Grenoble[23]. Puis, plus aucune nouvelle ; une enquête approfondie serait souhaitable, mais bien aléatoire…

Le cas des notaires **Bayoud** de Voissant est encore plus net. Dès 1550 et jusqu'en 1635 environ, un membre de cette famille instrumenta à Voissant. Il ne reste aujourd'hui que deux registres, de la même année 1583. L'un est conservé aux Archives départementales de l'Isère, l'autre à la Bibliothèque municipale de Grenoble[24].

Ainsi, cette ressource est limitée. Mais les notaires suffisamment proches de Vaulserre pour recueillir logiquement la plupart des actes concernant notre famille n'ont pas encore été dépouillés convenablement. Nous avons pratiqué de la manière suivante : lorsque le contrôle des notaires a été établi, nous avons noté systématiquement les actes où les Boffard ont été parties et le nom du notaire ayant recueilli l'acte. Nous avons ensuite dépouillé l'acte lui-même, lorsque les minutes du notaire étaient conservées.

Mais l'ensemble du contrôle n'a pu encore être inventorié ;

De plus, les actes où les **Boffard** sont mentionnés comme voisins ou témoins ne peuvent pas avoir été identifiés par cette méthode ; il ne reste qu'à lire l'ensemble des registres, travail intéressant mais bien long…

---

[20] AD de l'Isère 3^E 4117 et 4118

[21] Arch Vaulserre L 1716 à 1719

[22] Fonds Boffard-Dulac, chaque photo est numérotée et inventoriée précisément dans l'Inventaire. La recherche d'un acte s'effectue par le nom d'une partie.

[23] Fds Boffard-Dulac 30334-42.

Il s'agit de plusieurs papiers enliassés, dont une quittance du sieur Bérard de Grenoble adressée à Louis Pascal ; d'autres registres ont pu être aussi remis : l'ensemble est en mauvais état, rongé sur les deux coins supérieurs, laissant seulement lisible une fine bande s'étirant vers le sommet de la feuille.

Quelques oublis ont été commis, puisque nous disposons aujourd'hui de certains de ces registres –voir plus haut-. Mais peut-être ont-ils été récupérés par la suite, bien que cela soit improbable : comment expliquer la disparition de tant de registres dans une famille qui conservait précieusement ses archives ?

[24] AD de l'Isère 3E 441, Bibliothèque Municipale de Grenoble (BMG) R 8223

VII. Archives municipales de Lyon

Plusieurs branches de la famille ont de tous temps vécu à Lyon, plus qu'à Grenoble, Vienne ou Chambéry. La consultation des registres paroissiaux et d'Etat civil de la ville a permis d'exhumer des **Boffard** installés à Lyon aux XVIème et XVIIème siècles, sans rattachement à notre famille. Mais ces informations ne sont pas à prendre « au pied de la lettre » : plusieurs familles *Bossard* et *Buffard* vivaient à Lyon, et la graphie des noms de famille ne permet aucune certitude…

Nous y voyons plus clair sous la Révolution française : plusieurs branches de notre famille ont vécu à Lyon, et s'y sont éteintes dans les mâles au fil du XXème siècle.

L'archétype de la référence aux Archives municipales de Lyon se présentera ainsi : « AML, Etat civil, date » ; et se lira ainsi : « Archives municipales de Lyon, registres de l'Etat civil, à la date du 18 juin 1865 (l'ensemble étant classé par date) ».

VIII. Le site internet « Familles de Valdaine »

Ce site est voué à recueillir les résultats de mes recherches portant sur les habitants de la vallée de la Valdaine et ses environs. Voici son adresse : http://pagesperso-orange.fr/famillesdevaldaine

Puisque les recherches qui font la trame de ce travail évoquent les mêmes territoires, nombre de renseignements sont aussi référencées sur ce site.

En particulier, deux sources sont fréquemment utilisées : l'Inventaire du Fonds Boffard Dulac (le Fonds a été présenté ci-dessus), et un Répertoire des reconnaissances, analysant toutes les reconnaissances de terres rencontrées au fil de mes recherches.

Les parcellaires de Vaulserre : 1635, 1670 et 1792 ont aussi fait l'objet d'analyses visibles sur ce site. Nous nous en servirons dans ce travail.

Les registres d'imposition de Vaulserre ont fait l'objet d'un début d'analyse déposé sur ce site.

Ainsi, toutes les références :

Fds Boffard Dulac
Répertoire des reconnaissances
Parcellaires de Vaulserre

sont visibles sur le site « Familles de Valdaine ».

Après la publication de cet ouvrage, nous avons réalisé une *Base des ressources familiales*, déposée sur le site.

Elle reçoit nos informations sur les familles, collectées dans des fonds d'archives, et qui n'ont pas vocation à s'inscrire dans les bases de données mentionnées plus haut[25].

[25] Le répertoire des reconnaissances, le registre d'impositions, les parcellaires, poursuivent un but précis ; le fonds Boffard-Dulac est un ensemble homogène d'archives qui m'appartient.

Chapitre II. Etudes sur les Boffard

Du général au particulier, il faut d'abord présenter quelques réflexions sur notre nom de famille (Section I) ; puis, considérer que ce nom est porté par de nombreuses familles, subsistantes ou non, qui ont souvent un lien avec nous (Section II) ; enfin, détailler l'histoire de notre branche de Voissant depuis les premiers documents (1516), jusqu'à 1914 (Section III).

Section I. Boffard. Origine, nom et localisation

I. Une origine légendaire

Les temps les plus anciens nous font remonter à **saint Bruno** : lorsque celui-ci fonda la Grande Chartreuse en 1084, il était accompagné de 6 compagnons ; notre tradition familiale veut que deux aient été frères germains. Le premier s'est épanoui au Désert ; l'autre, devant l'austérité de cette vie, a quitté, s'est marié et a alors essaimé dans les environs de la Chartreuse. C'est la raison de la présence des Boffard, tout particulièrement au nord du massif.

Cette origine légendaire est maintenant traduite dans le blason de la famille, représenté sur la première de couverture. Une tradition si vénérable méritait bien une consécration officielle…

II. Un nom

Les noms de famille se sont fixés à partir du XIème siècle. Nombre de noms proviennent de caractéristiques géographiques. Ce n'est pas le cas du nôtre ; il provient sans doute de l'ancien français *boffer* = celui qui gonfle ses joues, qui a les joues gonflées. Il pourrait s'agir d'une caractéristique morphologique, ou d'habitudes prises au cours d'une vie bien fournie en banquets, d'un « tic », ou encore d'une profession qui exigeait de souffler.

Il s'agissait en tous cas de distinguer les membres d'une même famille.

Depuis que nos sources mentionnent le nom (fin XVème siècle), celui-ci n'a pas varié fondamentalement. En revanche, ont existé plusieurs variantes (**Boffard Roupé, Boffard Galliard, Boffard Cocat, Boffard Froment, Ramassot Boffard, Gontaud Boyffard, Boffard Chaney, Boffard Grobon…,** sans compter les **Bofard** ou surtout **Bouffard**), qui peuvent avoir des rapports de famille avec nous. Nous évoquerons ces « cousins » dans un prochain passage[26].

[26] Voir Chap. II, Section II. Des cousins … à la mode de Bretagne

III. Une localisation

Les premières localisations des Boffard les placent entre Saint-Sixte et Saint-Aupre[27], puis dans la vallée de la Valdaine[28]. Nos sources permettent de remonter la lignée de nos ancêtres de façon sûre en 1516 à Voissant.

Voissant est une commune du Nord de l'Isère, dans le canton de Saint-Geoire en Valdaine. Elle appartient à la communauté d'agglomération du Pays Voironnais et forme le départ du Parc naturel régional de Chartreuse. Voyez la carte ci-contre :

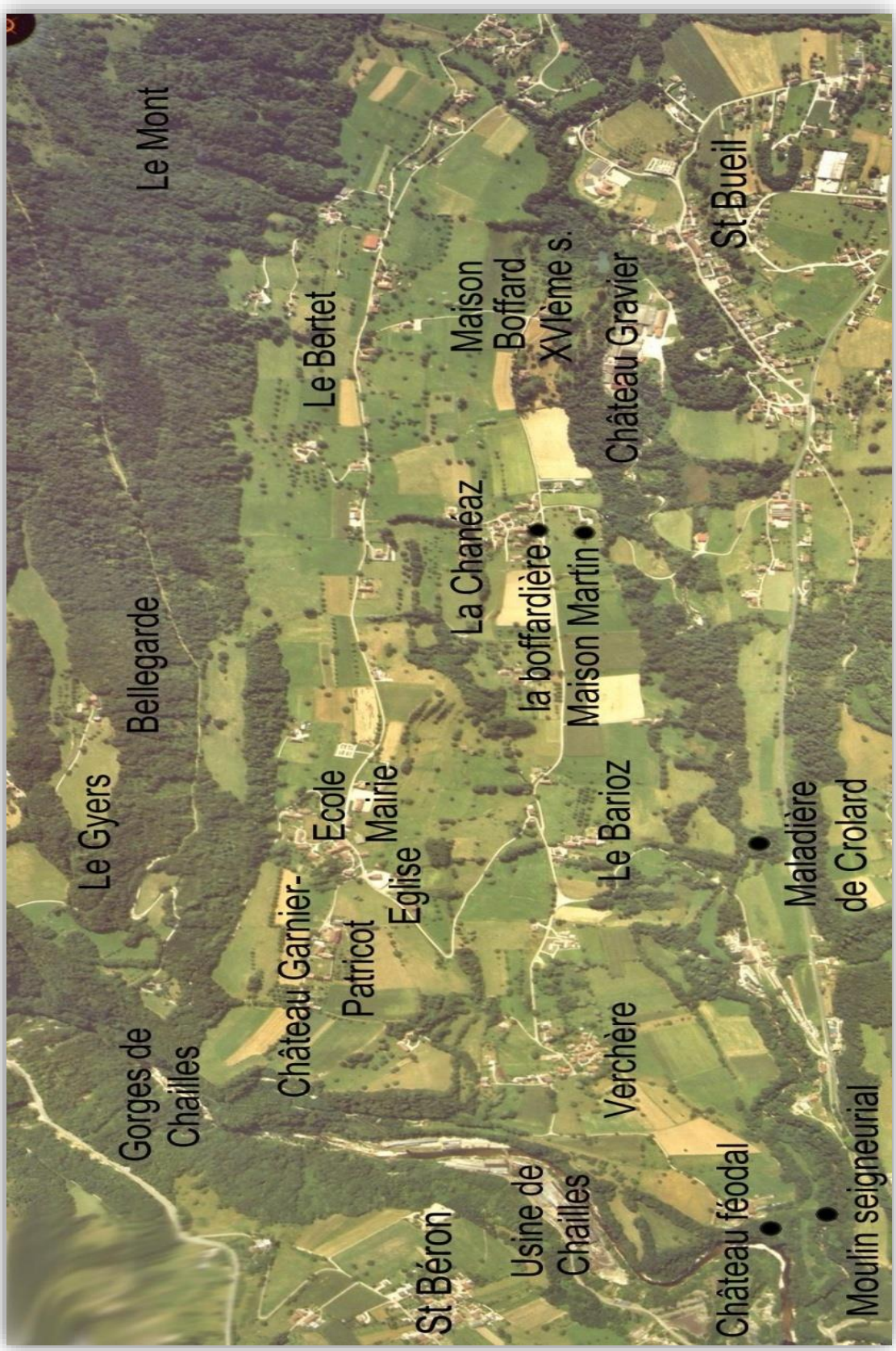


Le village est situé au débouché de la vallée de la Valdaine, qui commence à Chirens. Ainsi la commune s'étire sur une forte pente: de 269 m (fond de la vallée sur l'Ainan), à 788 m d'altitude (au Mont), sur une surface de 388 ha.

[27] Registre paroissial de Saint-Aupre, dont je dispose des relevés concernant les Boffard.

[28] AD de l'Isère B 2755, révision des feux du bailliage du Viennois : des Boffard à Massieu et Saint-Geoire en Valdaine ; il en existe certainement dans la paroisse de Miribel-les-Echelles, ainsi qu'à Saint-Aupre.

L'image ci-après présente une photo aérienne de la commune, prise par l'Institut géographique national en 1993. J'ai mentionné les principaux lieux-dits (*Villages*[29]) : *Verchère*, la *Chanéaz*, le *Bertet*, et l'on pourrait ajouter *le village de Voissant*, nom par lequel est encore parfois désigné le centre de la



[29] Forme très répandue. Un *village* est un hameau dépourvu de clocher, ce qui le distingue du bourg.

commune, avec l'église. Quelques autres lieux-dits importants ont été précisés, ainsi que la localisation des **Boffard**.

La commune est bordée au nord par le Guiers, qui a toujours formé la frontière entre le Dauphiné français et la Savoie étrangère jusqu'en 1860 (se jette dans le Rhône), vers l'ouest par l'Ainan, rivière tumultueuse qui coule au fond de la vallée (se jette dans la Guiers), vers l'est par la montagne, et vers le sud par la *combe de Sardin*, au fond de laquelle coule le ruisseau du même nom jusqu'à l'Ainan.

Le peuplement y est sans doute très ancien ; rappelons la proximité du lac de Paladru, autour des rives duquel les hommes étaient installés voilà 9 000 ans. A la *montagne*, se trouve encore un dolmen de l'époque gauloise, que tous connaissent ici sous le nom de « pierre à mata » à la limite entre Voissant et la Chapelle-de-Merlas. Des voies romaines circulent à Voissant, comme le vieux chemin du château féodal à Miribel-les-Echelles, ou le long du *mont*.

La commune compte aujourd'hui environ 222 habitants (53 habitants / km²); en 1607, on peut estimer la population à 285 habitants[30]. En 1681, une taille négotiale révèle 58 chefs de famille : environ 290 habitants[31]. En 1698, la visite de l'archevêque de Vienne est l'occasion du dénombrement de 250 communiants[32] ; en 1759, la capitation nous permet d'envisager environ 330 habitants[33]. La taille de 1788 nous ramène à 290 habitants environ[34], ce qui semble être une moyenne sur les deux derniers siècles de l'ancien régime. En 1891, on comptait 331 habitants. Depuis 1962 jusqu'en 2004, la population est passée de 208 à 222[35].

Sous l'Ancien Régime, pas de plan cadastral : mais depuis 1635, l'impôt est réparti sur chacun selon la valeur de ses terres. Ainsi est rédigé à Vaulserre le premier parcellaire, qui recense toutes les propriétés du mandement. Il nous est parvenu partiellement (pour les paroisses de Voissant et Saint-Bueil seulement). Sa révision en 1670 est conservée intégralement. En 1792, pour refonder le système fiscal, un nouveau recensement a lieu. A la différence des premiers, il mentionne seulement les surfaces et la localisation, et non les confins (voisins).

Nous avons retrouvé quelques plans, mais ils ne concernent que les terres de certains propriétaires importants qui suivaient ainsi l'évolution de leur domaine.

Le premier plan cadastral fut initié par Napoléon Ier [36]; à Voissant, il fut dessiné en 1818. Nous en proposons quelques illustrations : tout d'abord, page suivante, une vue générale ; puis une vue de la section C dite « de *la chanéaz* ». Enfin, sur la dernière page, une vue du plan actuel de la section C.

Les numéros de parcelle sont différents entre les deux plans. Une comparaison rapide confirme que, s'il n'y a pas eu de remembrement massif et ponctuel à Voissant, une grande majorité des parcelles est maintenant découpée différemment, dans le sens d'une plus grande rationalité, d'une surface plus importante, ou d'un accès plus facile. Les chemins ont été redessinés avec le temps, certains ont été créés, d'autres progressivement délaissés, jusqu'à être fréquemment englobés dans des propriétés particulières. Tout imprescriptible qu'il soit, le domaine public court de forts risques de réduction…

---

[30] Taille de 1607, Arch Vaulserre L 1528 ; nous comptons 71 chefs de famille tailliables ; certains exploitent avec leur frère, et sont donc cotés ensemble, mais cela ne signifie pas nécessairement que l'un ou les deux soient célibataires… Certains ne devaient pas avoir d'enfants, mais les registres paroissiaux de Voissant commencent en 1616… Invérifiable. Un coefficient de 4 personnes par famille paraît acceptable.

[31] Taille négotiale de Voissant en 1681, Arch Dulac : imposition qui pesait sur les seuls habitants de la paroisse de Voissant, et non sur ceux des trois autres paroisses du mandement de Vaulserre. La plupart du temps, il s'agit d'effectuer des travaux sur la partie des biens ecclésiastiques paroissiaux à la charge de tous les habitants.

Contrairement à la taille de 1607, il existe beaucoup moins de déclarations communes entre frères ; un coefficient de 5, classique à cette époque, peut être appliqué.

[32] AD de l'Isère 1 G8, Visite pastorale de l'archevêque comte de Vienne Armand de Montmorin, 1698.

[33] Capitation 1759, Arch Dulac.

[34] Taille de 1788, Arch Vaulserre L 1536 : 57 chefs de famille, coefficient 5

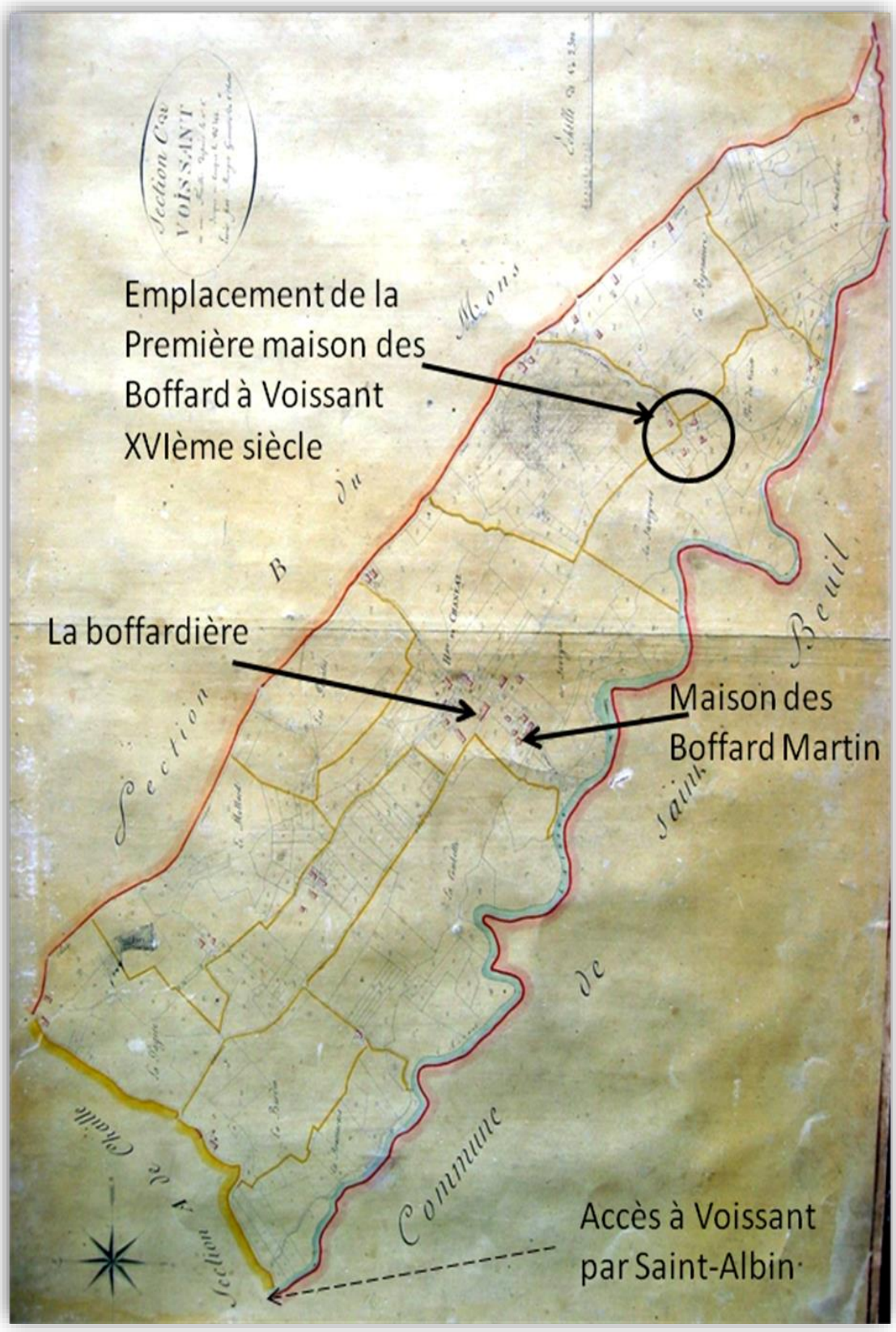
[35] Site internet de l'INSEE.

[36] Loi du 15 septembre 1807 créant le cadastre dit « napoléonien » ; les travaux ont commencé en 1808, se sont développés rapidement à partir de 1822, et se sont terminés en 1850. Toute la superficie de la nation était décrite et cadastrée à cette date.

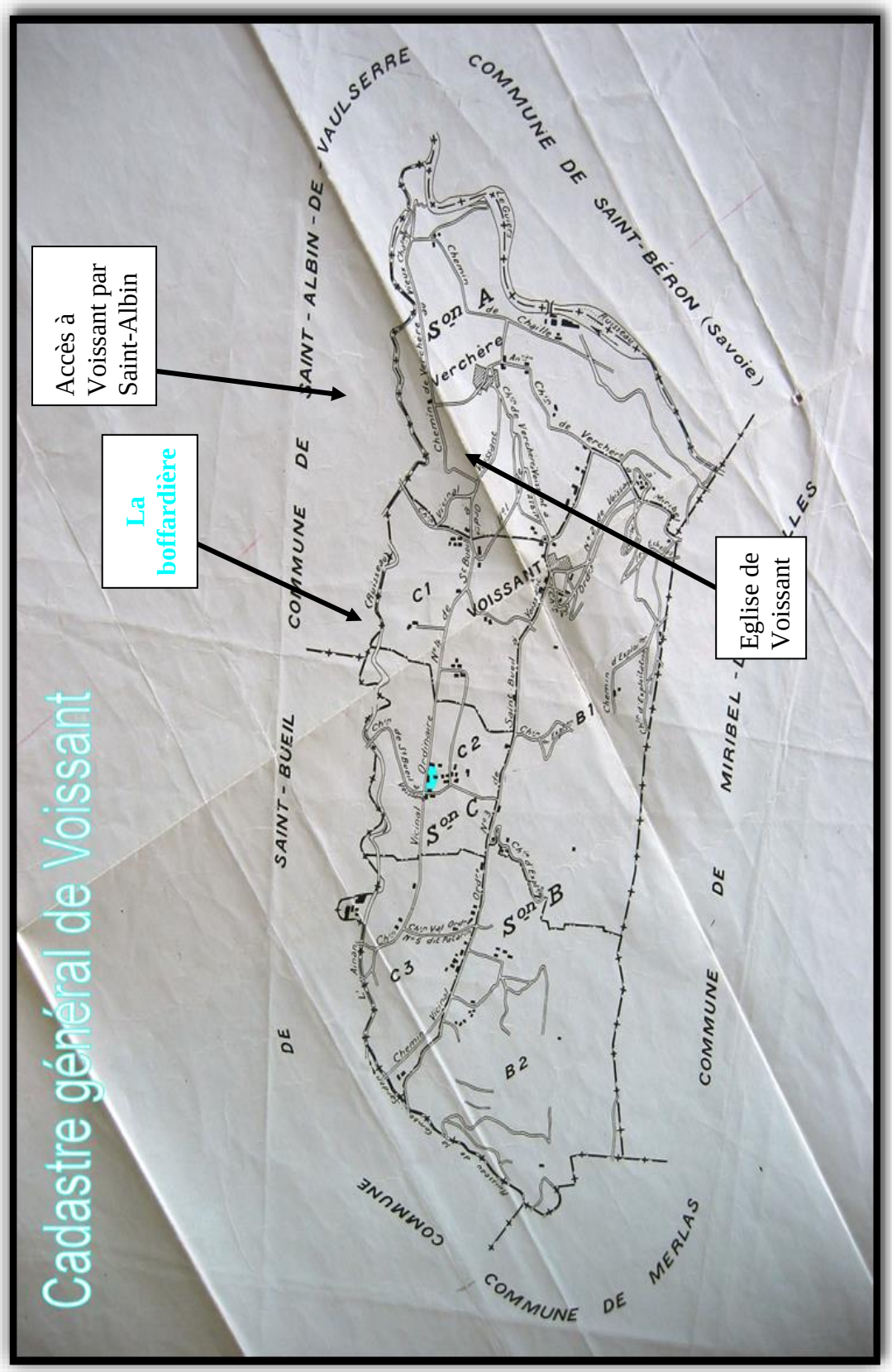
Ces plans ont été progressivement dépassés par l'évolution des terres. Seules les matrices étaient mises à jour ; même s'il n'y eut pas de remembrement général, de nombreuses parcelles ont été redessinées. Depuis les années 1930, et surtout depuis la mise en place de la publicité foncière en 1955, les plans sont rénovés.



Plan cadastral de Voissant en 1818, conservé à la mairie de Voissant. Vue générale.



Plan cadastral de Voissant, 1818, conservé à la mairie de Voissant ; section C



Plan cadastral de Voissant, actuel, Mairie de Voissant

L'origine du nom de Voissant est obscure. Il semble qu'aucune autre commune ou même lieu-dit français ne porte ce nom. Plusieurs origines ont été proposées :

L'ancien maire **Auguste Gergot** vouait une admiration émouvante à son village d'adoption. Il remarquait que le chemin principal d'origine romaine, reliant le vieux château de Vaulserre à Miribel-les-Echelles, était une voie sainte, qui conduisait aux lieux saints. La proximité des consonances permettait ensuite d'envisager que le village aurait tiré son nom du latin « via sanctus », autrement dit Voissant[37]. L'explication n'est pas étayée scientifiquement, mais elle a pour elle de prendre en charge et de mettre en valeur tout l'amour que l'on porte à son village.

En 1679, les commissaires chargés d'établir la contenance de la seigneurie-mandement de Vaulserre, originaires du mandement, expliquaient que

« Voissant … tire
L'étymologie de son nom du grand nombre de
Chemins qui s'y font comme qui dirait : via cent
Voye cent et par abréviation ou conjonction de
Mot ou syllabes Voissant »[38]

En 1938, un lieutenant-colonel du nom de Thomasson prétendit que Voissant tirait son nom du grand nombre de noisetiers de son territoire, « Voisset » étant un mot celtique signifiant « noisetier »…

On peut aussi proposer une origine liée à la géologie du village : « …la plus grande partie des fonds est située dans des coteaux dont les pentes sont tellement rapides que les ravines et les torrents en ruinent très souvent les fruits… »[39]. Le village est entièrement placé à flanc de coteau, et les plaintes de ce type sont récurrentes dans nos recherches. En 2001, les inondations du mois de juin laissent des traces profondes dans la population : durant quelques jours, le village fut quasi coupé du monde par l'orage, le pont sur l'Ainan ayant été emporté, ainsi que la route allant à Miribel ; quant à celle qui mène à Saint-Bueil, elle avait été coupée par des torrents de pierre et de terre chariées depuis la montagne.

Ainsi, l'eau a toujours été abondante à Voissant ; or une racine germanique, *vas*, signifie « être humide ». C'est par exemple la topographie reconnue du lieu-dit « les Voisons » dans le district de Val-de-Ruz à Neuchâtel. C'est aussi le sens du mot patois *vouazon* par lequel était désignée l'herbe qui repousse dans un pré après que les vaches l'ont broutée.

Enfin, et peut-être surtout, on peut proposer une origine fondée sur la topologie du lieu : on a décrit l'escarpement du village : du fond de la vallée de l'Ainan (269 m d'altitude) jusqu'à la crête du Mont (788 m), Voissant est un coteau. Il n'y a guère que le village de *verchère* et son prolongement vers le vieux château et le confluent entre l'Ainan et le Guiers qui échappe radicalement à cette pente omniprésente[40]. Or en celte, *var* signifie « escarpement », et semble être à la racine du nom de la ville de Voiron. Il pourrait être à la racine de *Voissant*.

Outre l'aspect escarpé de Voissant, deux arguments semblent militer dans ce sens : la paroisse de Voissant appartient à la seigneurie de Vaulserre depuis l'installation de la famille des Clermont au XIème siècle ; avec Saint-Bueil, mais sans Saint-Albin et Saint-Martin, paroisses qui formaient une seigneurie située sur l'autre versant de la Valdaine, séparée de Vaulserre par le ruisseau d'Ainan ; Vaulserre était une terre appartenant en toute propriété aux Clermont, alors que Saint-Albin et Saint-Martin était possédé par les Corbeau en fief du comté de Belley (qui relevait lui du comté de Savoie…)[41] La toponymie de Vaulserre est avérée : en latin, *vallis* désigne « l'endroit vallonné », et *vallis serra*, l'endroit où le vallon se resserre ; une autre signification liée à la topologie. Et le château féodal de Vaulserre est bâti sur la paroisse de Voissant…

Enfin, au XVIème siècle, le fief de Saint-Albin et Saint-Martin relevait désormais de la seigneurie de Vaulserre. Celle-ci s'étendait donc aux quatre paroisses de Voissant et Saint-Bueil, Saint-Albin de Vaulserre et Saint-Martin de Vaulserre. Trois paroisses sous un vocable sanctifié, ce qui tranche avec

---

[37] Auguste Gergot, *Voissant*, 1968, manuscrit, 1ère partie p. 85-6, 2ème partie p. 9

[38] Arch Vaulserre L1526 Description de la terre et seigneurie de Vaulserre, 131-32

[39] AD de l'Isère 2C 315 Révision des feux de 1702, 48

[40] Ce qui éclaire d'ailleurs le nom de *verchère*, très courant dans les campagnes, donné à ce territoire : le terme désigne habituellement une terre cultivée, ou terre attenante à une ferme. On le trouve aussi bien dans l'ancien français *verchere* que dans le franco provençal *verchiere* que dans le latin médiéval *vercheria* et le gaulois *vercaria*.

Il faut aussi signaler que ce terme désigne fréquemment la dot de la fille mariée dans les testaments de la Valdaine, probablement par rapprochement de sens…

[41] Arch Vaulserre L 198 ; notre ouvrage sur l'histoire de Vaulserre fera le point sur la question.

Voissant. Or on observe que des quatre paroisses, seule Voissant jouit d'un relief homogène. Les trois autres sont formées de plateaux et de vallons. Ainsi Voissant aurait pu être désigné par ce qui faisait son originalité, en un temps où la morphologie de la terre est essentielle pour un peuple paysan.

Ces arguments permettent de retenir l'origine de l'escarpement. Jusqu'à plus ample informé.

Voissant appartenait au mandement de Vaulserre. Développons cet environnement historique et juridique dans les grandes lignes, et depuis la Renaissance[42].

Au XVIème siècle et jusqu'à la Révolution, le seigneur de Vaulserre exerce l'autorité au nom du roi sur la seigneurie-mandement. Pour des raisons historiques, la seigneurie et le mandement ont les mêmes limites.

Sur ce territoire, les pouvoirs réels du seigneur varient selon les domaines concernés[43].

Il exerce des pouvoirs directs, de nature patrimoniale : le seigneur fait exploiter ses terres par des paysans à des conditions fixées par un contrat.

Des pouvoirs patrimoniaux indirects sont exercés sur les terres qui ont fait partie du domaine seigneurial, mais qui sont de tous temps occupées et exploitées par des paysans : le pouvoir essentiel du seigneur consiste à percevoir un cens chaque année des occupants, très faible mais qui reconnaît juridiquement la propriété éminente du seigneur. Pour le reste, les paysans occupant peuvent vendre ou donner ces terres, comme s'ils en étaient propriétaires. Le nouveau propriétaire doit seulement obtenir l'investiture du seigneur, ce qui manifeste encore l'appartenance ancestrale au domaine de la seigneurie (l'investiture est payante).

Mais certaines terres dans les limites de la seigneurie échappent à ces pouvoirs. En effet, depuis toujours, le seigneur a vendu ou aliéné certaines terres à des nobles ou roturiers, soit à titre de fief (terre dite noble), soit à titre de tenure (terre dite roturière) ; ou, inversement, la seigneurie de Vaulserre s'est développée sur des terres relevant déjà d'un autre maître ; c'est probablement le cas du prieuré bénédictin de Voissant, seigneur de nombreux bois, terres et prés à Voissant, Saint-Bueil et la Chapelle-de-Merlas[44].

On peut aussi imaginer un legs de terre à l'église (cure de Voissant par exemple, ou prieuré) par un mourant : cette terre relevait auparavant du seigneur de Vaulserre, par exemple. Le curé de Voissant versait alors le cens, attaché à la terre, au seigneur de Vaulserre…[45]

Ces terres ne doivent donc pas le cens au seigneur de Vaulserre, mais à un autre seigneur[46].

Mais quel que soit celui qui perçoit le cens, les droits de vente ou la directe, toutes ces terres sont sous la domination seigneuriale du seigneur de Vaulserre. Les conséquences sont multiples : les paysans doivent moudre leurs grains dans les moulins du seigneur[47], ne peuvent vendre leur vin durant certains mois, qui sont réservés à la vente du vin du seigneur[48].

Le seigneur de Vaulserre exerce aussi la police générale et la police des poids et mesures, il détient aussi l'usage des eaux coulant dans le mandement et la police des chemins (interdiction de les détourner, de les affecter de quelconque manière sans son accord) ; il détient encore les droits de chasse et de pêche dans la seigneurie.

Enfin et surtout, le seigneur de Vaulserre est haut justicier ; c'est-à-dire qu'il détient la basse, la moyenne et la haute justice (sous l'autorité du roi, depuis que celui-ci a reconquis sa souveraineté); les peines allaient de la simple amende à la mort[49].

---

[42] Pour tout ce qui suit, voyez surtout le *Dictionnaire historique de Vaulserre*, 2013

[43] Sur les droits du seigneur de Vaulserre dans l'étendue du mandement et seigneurie, j'utilise le préambule de la reconnaissance générale prévue en 1728 : Arch Vaulserre L 1614. Ce document est le brouillon du préambule de la reconnaissance qui dut être passée au seigneur de Vaulserre : cette reconnaissance a disparu, mais quelques fragments recopiés pour des raisons spécifiques subsistent ; ex : reconnaissance des frères du Sozay, Arch Vaulserre L 891.

[44] Parmi les fiefs présents dans la seigneurie de Vaulserre, il faut signaler en premier lieu les terres du prieuré bénédictin de Voissant, dont le prieur était l'archevêque de Vienne. Les terres des Boffard relevaient pour beaucoup de ce prieuré.

[45] A l'occasion d'une mutation, le seigneur de Vaulserre perçoit donc une taxe.

[46] Il faudrait aussi évoquer les *alleux*, ces terres qui ne doivent rien à personne. Mais c'est sans doute un cas d'école : Vaulserre semble en être dépourvu.

[47] La *banalité*. Entre 1603 à 1745, nombreux contrats d'exploitation des moulins du seigneur de Vaulserre : Arch Vaulserre, Liasses 3875, 4134, 4138.

[48] *Droit de banvin*

[49] Les archives de la justice de Vaulserre sont très lacunaires ; hormis mes propres archives, elles sont conservées aux Archives Départementales de l'Isère 16B 83. Mais il faudrait encore dépouiller les archives du bailliage de Grésivaudan ; enfin, de nombreuses pièces de la justice de Vaulserre peuvent encore se trouver dans les archives de la Chambre des comptes de Grenoble (AD de l'Isère, série B).

Grâce à ce droit de justice, le seigneur nomme tous les officiers de justice, notamment le juge de Vaulserre, mais aussi le procureur fiscal (semblable au procureur de nos jours), et surtout le châtelain. Celui-ci est chargé de l'administration générale du mandement ; il rassemble les habitants du mandement pour collecter l'impôt, il surveille les opérations jusqu'au transfert des sommes dans les mains des administrations royales ; il instruit des affaires judiciaires au nom du juge du lieu ; il joue l'intermédiaire entre les habitants et le château. Bref, il a un rôle central dans la seigneurie.

Peut-être joue-t-il aussi le rôle d'homme de confiance du seigneur et d'agent de ses intérêts privés[50]. Au XVIIIème siècle, le seigneur de Vaulserre utilisa officiellement les services d'un agent, en la personne d'**Etienne Delavy-Mercier** de 1727 jusqu'à sa mort en 1777, puis d'**Antoine Brossat**, lui-même déjà châtelain depuis 1766.

Ainsi, le châtelain forme-t-il la seconde zone d'influence dans la seigneurie.

La troisième est constituée par l'assemblée des habitants. Depuis toujours, celle-ci fait contrepoids au pouvoir du seigneur ; dans un contexte féodal et encore par la suite, elle est certes dirigée par ce dernier : c'est le châtelain (homme du seigneur) qui la convoque, et qui en maîtrise l'ordre du jour. L'histoire de la communauté de Vaulserre est encore à écrire, mais on peut affirmer d'ores et déjà qu'un équilibre savant fut trouvé entre les puissances. L'histoire a bien gardé des traces d'affrontements entre la communauté et les Corbeau de Vaulserre, des particuliers de Vaulserre, au sujet de terres, des rentes rachetables depuis 1708 ou d'impositions exagérées[51].

Mais l'impression dominante est celle d'une entente prudente de part et d'autres : le seigneur représentait une puissance que les habitants ne pouvaient heurter de front ; le seigneur doit pouvoir s'appuyer sur les habitants pour maintenir la paix dans le village. Plus le XVIIIème siècle avançait, avec la multiplication des exactions des seigneurs, auxquelles répondaient de véritables soulèvements des paysans, plus cette nécessité de l'équilibre devient la marque de Vaulserre. Deux exemples parlants : en 1777, l'évêque d'Olympe décède à Saint-Albin. Par son testament, il avait fait héritier le seigneur de Vaulserre, à la charge de participer à la réfection et extension de l'église, presque « caduque ». Le seigneur s'exécute, et même dépense bien plus que la valeur des biens hérités. Face aux plaintes de noble **Antoine de Varnier** sur l'utilisation de ces fonds, la communauté prend fait et cause pour le seigneur[52]. Enfin au début de la Révolution, la plupart des habitants prirent parti pour les **Corbeau** et les protégea de son mieux contre les bandes de pillards qui voulaient dévaliser et brûler le château[53].

La quatrième et dernière grande force de la seigneurie est l'Eglise. En ce qui nous concerne, il s'agit des quatre cures (Saint-Albin, Saint-Martin, Voissant et Saint-Bueil), de leurs multiples chapelles créées au fil de l'histoire, des monastères et du prieuré de Voissant. Les chapelles sont nombreuses : on en compte deux dans l'église Notre-Dame de Voissant, la chapelle Saint Pierre de Mollarond et la chapelle Saint Antoine. Les deux disposent de terres disséminées dans toute la vallée et tiennent un registre de ce que ces terres leur rapportent chaque année[54].

A Saint-Albin, les chapelles Saint Jean-Baptiste et Saint Claude ; à Saint-Martin, la chapelle Saint Claude ; à Saint-Bueil, les chapelles Saint Blaise et Saint Sébastien. Ou encore la chapelle Saint Michel de Crolard, dont la personnalité juridique persiste alors même que la maladrerie auprès de laquelle elle était placée était ruinée depuis des siècles[55]…

---

[50] C'est ce que suggèrent quelques lettres échangées entre le seigneur de Vaulserre et le châtelain Passard. Ex : lettre de 1700, Fds Boffard-Dulac 16218-20

[51] Contre Florissant Varnier en 1692 (Arch Vaulserre L 489) ; Contre le sieur Masse du Muret en 1698 (Arch Vaulserre L 2264) ; contre le maitre aux comptes Pélissier en 1730 (Arch Vaulserre L 1613) ; entre 1720 et 1771, contre Madeleine Michal veuve de Jean Philippes et son fils Gaspard Philippes (Arch Vaulserre L 3875) ; contre Dona et Garrel en 1730 (Arch Vaulserre L 3875).

[52] Assemblées des 8 et 22 juin 1777, assemblées convoquées par François Boffard consul. Le cahier des assemblées se termine malheureusement durant cette seconde assemblée.

[53] Les registres des assemblées de la Révolution portent les traces de ces épisodes. Ils sont rappelés par le Comte François de Colbert (de Corbeau de Vaulserre) dans l'ouvrage qu'il a consacré à ses ancêtres : *Les Corbel Corbeau de Vaulserre : une famille de Savoie et de Dauphiné du XIIème au XXème siècles*, 2007.

[54] Exemple : 1551-1565, diverses reconnaissances pour la chapelle Saint Antoine, in Fds Boffard-Dulac 20993 sq
ou encore : 1615-29, terrier complet pour la chapelle Saint Antoine, in Arch Vaulserre L 1583
ou encore : 1714, reconnaissance de Benoît Passard pour la chapelle Saint Antoine, in Fds Boffard-Dulac 32078-83

[55] Située dans la commune de Saint-Albin depuis toujours ; en effet, elle était dressée sur la rive gauche de l'Ainan, qui sépare Voissant de Saint-Albin. Les travaux de terrassement nécessaires à la construction de la grande route de Chirens au Pont de Beauvoisin, longeant globalement le cours de l'Ainan jusqu'au Guiers et passant par le bas de Saint-Geoire, Saint-Bueil et Saint-Albin, ont bouleversé la morphologie du lieu.

De nombreuses chapelles extérieures possèdent des biens dans le mandement : par exemple, les chapelles Sainte Catherine et du Saint Sépulchre, toutes deux fondées dans l'église du Pont-de-Beauvoisin.

Les monastères sont nombreux : en particulier le monastère des bénédictines de Saint-André de Saint-Geoire ; la commanderie des Echelles ; les Ursulines de Saint-Geoire ; tous possèdent des terres à faire valoir, et des produits à percevoir.

Il faut enfin évoquer le prieuré de Notre-Dame de Voissant. A l'origine bénédictin, probablement formé au Xème siècle, il fut au XVIIème siècle uni au chapitre de Saint-Chef, dont l'abbé était l'archevêque de Vienne. Celui-ci devint donc prieur de Voissant, et le resta jusqu'à la Révolution. Là encore, à la Renaissance, le prieuré était ruiné depuis longtemps ; des ruines des bâtiments demeuraient encore du côté nord de l'église de Voissant. Mais si les bâtiments étaient ruinés, et les religieux dispersés depuis longtemps, la personnalité juridique demeurait car les biens, considérables, demeuraient. Ils firent l'objet de reconnaissances multiples[56].

Ainsi en 1711, un homme important comme Benoît Passard, châtelain de Vaulserre, se plaignait de la quantité de seigneurs directs dont ses terres dépendaient :
le seigneur de Vaulserre,
l'archevêque de Vienne (pour ses prieurés de Voissant et Chirens),
les seigneurs conseillers du Sozay (Garnier, centrés sur Voissant),
le monastère Saint André de Saint-Geoire (bénédictines),
la cure de Voissant,
la cure de Saint-Albin
la cure de Saint-Bueil
la cure de Saint-Martin
la chapelle Saint Antoine de Voissant
la chapelle Saint Pierre de Mollarond de Voissant
la chapelle de Saint Michel du Crolard (Saint-Albin jouxtant l'Ainan)
la chapelle du Saint Sépulchre du Pont-de-Beauvoisin
la chapelle Sainte Catherine du Pont-de-Beauvoisin
le seigneur de Clermont
le seigneur de Hautefort
la dame de la Chabaudière
la cure de La Bridoire (en Savoie)
la chapelle Saint Antoine de Saint-Jean d'Avelanne
le seigneur conseiller de la Roche
le chapitre Saint André de Grenoble
la cure de Massieu
la chapelle Saint Sébastien de Saint-Bueil

Ce qui fait 22 seigneurs directs (dont 16 ecclésiastiques…), auxquels il faut, diverses fois par an, verser leur dû féodal et seigneurial…[57]

En février 1790, la commune de Vaulserre s'est substituée au mandement du même nom. Voissant, comme chacune des paroisses, est devenue une section de l'ensemble. Ce n'est qu'en 1801 que chacune des 4 sections est devenue une commune à part entière.

Ainsi, avant 1790, Voissant était une paroisse. Rappelons que la paroisse désigne depuis le Vème siècle l'unité de base de l'organisation ecclésiastique, sous l'autorité d'un curé ; les paroisses sont regroupées en diocèse sous l'autorité d'un évêque ; ajoutons qu'avant 1790, chacun considère la paroisse comme un territoire aussi bien religieux qu'administratif.

Mais, à quelques mètres au sud du pont qui permet à la route départementale de rejoindre Voissant, les ruines affleurent encore sur la butte. Il y avait là une léproserie et une chapelle. L'ensemble s'appelait *Crolard*, la chapelle avait le vocable de Saint Michel, comme la « ville » incluse dans les murs du vieux château de Vaulserre.

[56] Nous avons retrouvé la reconnaissance passée en 1733, devant le notaire Michal de Saint-Geoire : AD de l'Isère 3^E 6908, et quelques copies de parties de la reconnaissance précédente, qui datait de 1634

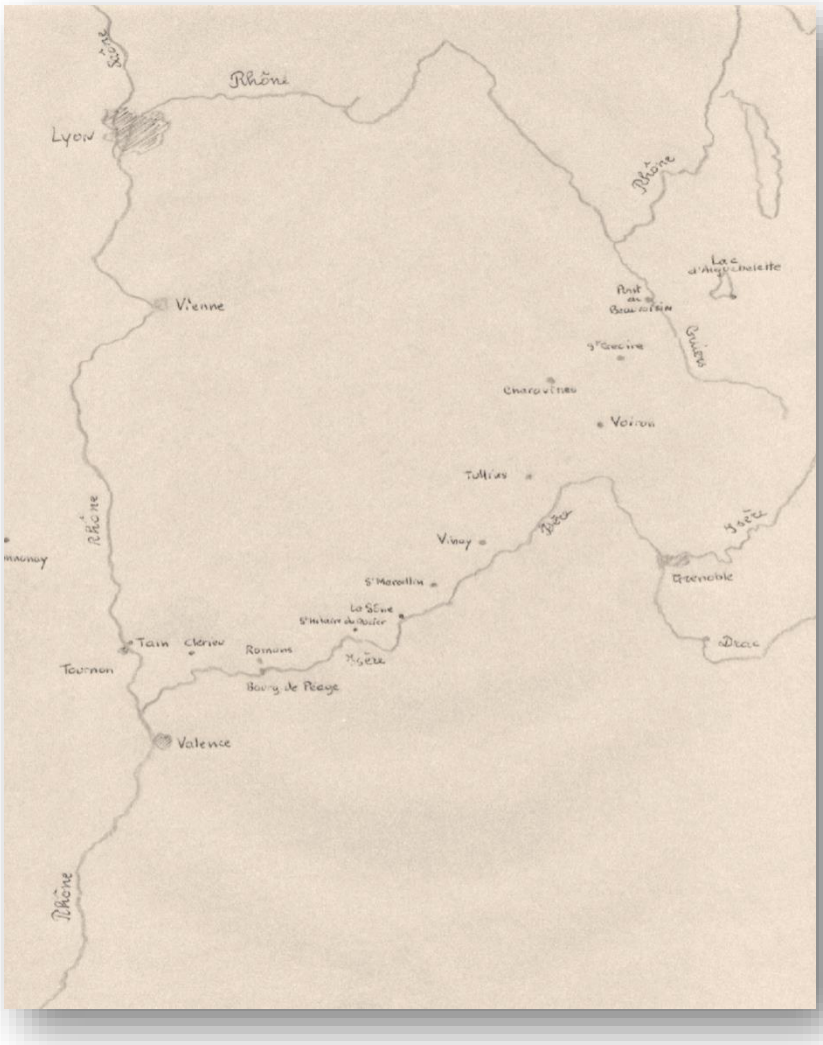
[57] Arch Boffard, Jaune 1. Voir aussi au fonds Boffard-Dulac

Au hasard des recherches, de nombreux Boffard ont été identifiés dans d'autres paroisses. Pour l'instant, il reste impossible de les rattacher. Mais nous avons la ferme conviction d'être « de famille » avec eux. Ce sont nos cousins … à la mode de Bretagne.

Section II. Des cousins … à la mode de Bretagne

I. Les Boffard de la Drôme des collines, nos cousins de cœur…

Je laisse le soin à **Françoise Boffard-Perret** de présenter cette branche, dont elle est spécialiste. Elle est aussi l'auteur de la carte suivante, sur laquelle sont représentés les lieux d'implantation des **Boffard** de cette branche :



Lorsque nous avons commencé les recherches généalogiques sur la famille **Boffard** originaire de Voissant et que nous avons découvert dans la Drôme des homonymes, je suis allée aux Archives de Valence : sachant que ce patronyme est rare, je croyais trouver immédiatement quel membre de la famille avait quitté la Chartreuse pour faire souche dans un climat plus agréable !

Mais j'ai découvert une famille **Boffard** nombreuse dans la Drôme des Collines (région de Romans et vallée de l'Isère) et mes recherches pour les relier entre eux sont loin d'être terminées. Heureusement, ma cousine **Jacqueline Charignon** née **Boffard**, qui habite Chatillon-Saint-Jean, à côté de Romans, s'est jointe à moi[58].

Voici donc résumé le résultat actuel de nos recherches.

Première grande surprise : la famille **Boffard** de la Drôme est très ancienne :

1408 : quittance de 80 francs or valant 30 sols monnaie papale par noble **Jean Boffard**, mandataire de noble **Amieu de Virieu**, capitaine de gens d'armes à Sainte-Cécile pour n'avoir rien à souffrir de lui…

1597 Romans : plusieurs maisons Boffard, **Laurent Boffard** praticien, **Pierre Boffard** précepteur, **Jean Boffard** cardeur, **Antoine**et **Claude**, travailleurs

1613 Bourg-les-Valence **Jacques Boffard** époux de **Claire Uzier**

1625 Bourg de Péage : décès de **Claude Boffard** boulanger

1632 St Hilaire-du-Rozier : naissance d'Anne fille de **Jean Boffard** et **Benoîte Brun**

1634 Clérieu : naissance d'**Antoine** fils de **Pierre** et de **Gabrielle Dupoisle**

Etc…

Ces familles se sont développées, et l'on trouve au 18 ème siècle des notaires à Clérieu, un châtelain à Clérieu et à Beaumont-Monteux, un chirurgien. Dans la commune de Bren, mandement de Saint-Donat, il existe à cette époque un domaine des **Boffard** dont on peut encore voir une belle maison aujourd'hui. A Parnans également, près de Chatillon Saint Jean une ancienne maison porte aussi le nom de **Boffard** gravé dans la pierre. Cette famille était donc importante, sans être noble. Ils savaient lire et écrire, ont parfois été maires ou consuls, dans cette Drôme des Collines.

Qu'en reste-t'il aujourd'hui ? Essentiellement deux branches dont nous ne pouvons pas pour l'instant trouver l'origine commune, celle de Clérieu-Bren-Marsaz-Chavannes dont descend le pianiste très connu **Florent Boffard**, et dont une sous-branche a dû s'installer à Chabeuil avec de nombreux descendants actuels et celle de Saint Hilaire du Rozier-la Sône dont il n'y a plus, à notre connaissance de descendant mâle.

Quelles énigmes encore à résoudre ? D'abord où s'arrêtent les **Boffard** de la Drôme qui sont présents jusqu'à Tullins et même Grenoble et oû s'arrêtent les **Boffard** de Chartreuse ?

Ensuite certains auteurs disent que la famille **Boffard** viendrait de la région de Tournon. Effectivement, on trouve au 17 ème siècle des **Boffard** et **Boffardi** dans cette région et notamment à Saint-Marcel-les-Annonay. Mais nous n'avons fait aucune recherche là-bas, faute de temps.

Enfin nous ne savons toujours pas d'où et quand sont partis les **Boffard** qui vivent en New Jersey aux Etats-Unis.

Donc encore beaucoup de travail !… Toute coopération est très bienvenue pour soutenir l'équipe de recherches, composée de **Jacqueline** et moi !

Autre recherche en plein essor : celle qui s'intéresse aux Boffard anglo-saxons.

[58] Tous nos remerciements vont à Michel Perollier, dont les recherches sur le village de Bren nous sont très utiles : *Bren : dans la Drôme des collines, un village millénaire à la recherche de son passé*, Le Puy-en-Velay : Imp Jeanne d'Arc, 1993.

II. Montjoie ! Saint-Denis ! Des Boffard anglo-saxons…

Les premières recherches ont été initiées voici quelques années par **Françoise Boffard-Perret**, aidée des conseils de **Jean-Claude Boffard** (branche Martin, ancien maître de conférences en langue et civilisation anglo-américaine à la Sorbonne) ; depuis peu, ils sont rejoints par **Anne Boffard**, fille de **Claude** et **Madeleine Haddadi**.

Une nouvelle fois, je laisse donc la plume à **Françoise** sur le point des recherches :

Grâce aux documents des Mormons, nous avons découvert des **Boffard** aux USA et en Afrique du Sud. Nous avons correspondu pour essayer de les relier à notre arbre généalogique, ce que nous n'avons pas encore réussi à obtenir.

Ceux d'Afrique du Sud et la plupart des Américains descendent de deux frères **Franck** et **Harry**, naturalisés dans les années 1880 à Passaïc (New Jersey) Leur famille pense qu'ils sont venus d'Europe Centrale, voire de Pologne ou de Russie, mais il peut y avoir confusion avec leurs épouses dont certaines étaient juives. Leurs descendants actuels sont en tout cas très intéressés par nos recherches, puisque **Charles** et son épouse sont même venus de Prétoria à la réunion **Boffard** de 1998.

Il semblerait que le nom **Boffard** ait été parfois transformé en **Bofford** ou **Boffort** pour ceux qui se sont éloignés du New Jersey, piste qui reste à explorer, et il nous reste un ou deux personnages dont nous n'avons pas obtenu de réponse et qui ne semblent pas connus des autres, notamment un physicien appelé **John Boffard**.

Nous remercions d'avance tous ceux qui voudront bien apporter leur aide à cette orientation de la généalogie.

III. Chirens, Massieu, des Boffard isolés

Des **Boffard** vivent du XVIè au XVIIIè siècle à Chirens (hameau de *galbit*). Nous disposons de mentions dans les registres paroissiaux, de reconnaissances, de contrats de mariage et de testaments. Très vraisemblablement, ils n'ont pas eu de relations avec les nôtres : des traces eussent été rencontrées[59].

Des recherches approfondies sont donc à mener chez les notaires, et dans les registres paroissiaux. Nous verrons ainsi s'ils proviennent de Saint-Aupre, qui semble être la source la plus ancienne de notre présence.

[59] -1551 reconnaissance pour la chapelle Saint Antoine de Voissant par Antoine Boffard alias Galbit, fils de Claude Galbit, Arch Vaulserre L 4202
-1610 Baptême de Pierre fils d'Antoine : Registre paroissial de Saint-Geoire en Valdaine, à sa date.
-1739 Philippe Boffard : Testament, reçu Galbit AD de l'Isère 3^E 6590
-1740 Antoinette Doude, belle sœur de Philippe B : Testament, reçu Galbit 3^E 6590
-1741 Hte Claude Boffard (fils Philippe) : Mariage avec Hte Françoise Bonnard, reçu Galbit, 3^E 6590
-1741 Hte Claude Boffard (fils Philippe) : Quittance, reçue Galbit, 3^E 6590
Ainsi que de nombreux actes issus du Contrôle des actes des notaires, au bureau de Saint-Geoire (voir avec moi)

IV. Saint-Aupre, Saint-Bueil, des Boffard à surnom

Des Boffard affublés d'un surnom furent, et sont encore nombreux dans le nord Isère : **Boffard Froment**, **Boffard Roupé** et surtout **Boffard Cocat (ou Coquat)**, voisinent à Saint-Aupre avec des **Boffard** tout court.

A la charnière des XVIIème et XVIIIème siècles, les **Boffard Cocat** ont migré vers le nord et se sont fixés à Saint-Bueil en la personne de **François**, qui épouse en 1702 **Ennemonde Billion** d'une ancienne famille de cette paroisse[60]. Dès 1704, **François** est qualifié d' « honnête » dans l'acte de baptême de **Benoîte Chaney Savoyen** de Voissant. Au fil des siècles suivants, une partie de la famille est parvenue jusqu'à Voissant, et les relations avec nos ancêtres furent très proches[61]. Au total, nous disposons d'une généalogie assez complète de cette famille depuis avant 1600[62]… Mais aucun rattachement possible : notre cousinage très probable remonte avant le XVIème siècle.

Nous disposons de très nombreuses pièces pour cette famille **Boffard Cocat**, bien représentée aujourd'hui. Ces pièces s'étendent du XVIIIème au XXème siècle. Une étude détaillée est nécessaire ; nous nous contenterons ici d'une ébauche généalogique[63]. Une étude historique plus poussée est en vue.

La famille, très étendue, doit être abordée suivant les trois branches, créées par les trois fils que laissent **François** et **Ennemonde Billion** : **Antoine**, **Pierre** et **Michel**. **Antoine** s'installa à Voissant, **Pierre** et **Michel** à Saint-Bueil (au *sâtre* pour ce dernier)

La branche aînée, celle d'**Antoine**, resta proche des Boffard, du fait de son installation à Voissant. Au début du XIX ème siècle, elle se divisa en deux branches : **Isaac II** s'installa au *sâtre* à Saint-Bueil, **Pierre** demeura à Voissant. Voici une généalogie simplifiée :

Antoine (1718-1758) + Catherine Ravey Raclet
- Isabeau (1750-ap 1812) + 1771 Jeoffray Buscoz
- Isaac (1742-1797) + Marianne Berger
  - Catherine
  - Françoise (1782- + 1813 Jean Sotat Gorin
    - Marianne
    - Jeoffray
    - Pierre
    - François
  - Isaac (1784-1867) + 1813 Marie Rose Buscoz
    - Joseph (1835-1855) + Constance Michallet
    - Claude (1826 + 1864 Marie Goujon (ià Lyon)
      - Claude Joannès (1864
    - D'autres enfants
  - Pierre (garde champêtre de Voissant) (1788-1873) + Marie Ogier
    - Pierre (instituteur de Voissant) (1825-1878) + Victorine Boffard
      - Joseph (1869-
      - 10 filles

[60] Registre paroissial de Saint-Bueil ; fils de Pierre et Madeleine Emptaz Colomb, mariés en 1655 à Saint-Aupre : Registres paroissiaux de Saint-Bueil et Saint-Aupre. François et Ennemonde Billion sont répertoriés pour la première fois sur les registres d'imposition à l'occasion d'une taxe pour les fourrages, levée en 1713. Charles B Cocat, le frère de François, l'avait probablement suivi, puisque son fils Pierre est marié à Antony Garon de Saint-Bueil.

[61] Mme Denise Boffard-Cocat, décédée en 2008, habitait la maison familiale de *verchère* à Voissant.

Le dimanche le plus proche du 25 novembre, la vogue de Voissant se tenait tous les ans dans la maison Boffard-Cocat. On buvait le café dans la maison (tabac-café tenu par les parents de Denise, et on dansait –tous les dimanches- dans les cabanes en bois en bas du jardin (que j'ai visitées). Pour la vogue, on organisait aussi des jeux de tir…

[62] André Boffard et Ennemonde Vachon parents d'Antoine, né en 1607.

[63] Par courtoisie envers ceux qui s'occupent de cette généalogie, notamment Pascal Caillet-Rousset, d'une famille de Saint-Bueil (adresse disponible sur « Généanet »). Je me tiens à leur disposition.

La branche de **Pierre**, fixée à Saint-Bueil au *Sâtre*, connut des difficultés de fortune, notamment à la mort du fils homonyme de ce dernier en 1818 : les dettes dépassaient la valeur totale de la succession. Elle se dispersa à Saint-Aupre et Saint-Nicolas de Macherin. Voici une généalogie très incomplète, et jusqu'au dispersement :

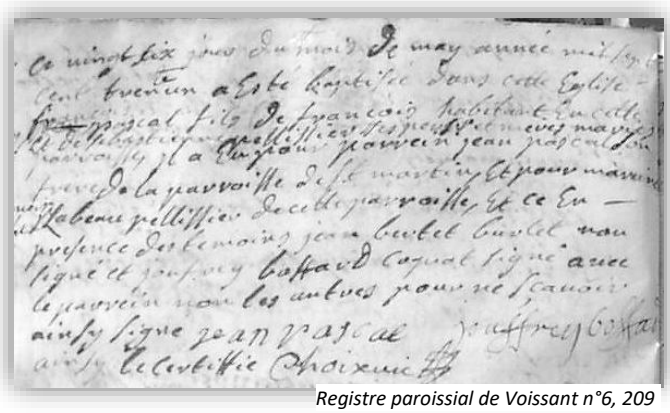
Pierre (1719-ap 1767) + Claudine Villard, SP
+ Marie Villard
Pierre -1818) + Marie Martin 1849)
Marie + Jean Chevron
Pierre (Saint-Aupre)
Antoine (Saint-Nicolas de Macherin)
Isaac
Madeleine
Catherine + Claude Gallin
Louise + Claude Chaboud Mollard
Elisabeth + Louis Berger By

A l'origine, la branche de **Michel** est plus proche des **Boffard**, par le mariage du premier avec **Anne Boffard**, fille de **Isaac** et **Marianne Michal** nos ancêtres. Restée d'abord ancrée à Saint-Bueil, au *Sâtre* (limite de Voissant), elle fut globalement plus prospère que les deux autres. Au XIXème siècle, elle essaima jusqu'à Paris ; trois frères reçurent successivement la légion d'honneur. Son étude serait d'un grand intérêt…

Michel 1778) +1735 Anne Boffard
Antoine 1808) +1788 Benoîte Martin
Isaac (1792-1843) +1813 Séraphie Buscoz -1866)
Antoine (1792-
Laurent +1851 Marie Billy
Marie +1858 Jean Gallin Martel
Adrienne
Julie
Benoîte
Isaac
Joseph (1840-1889) + 1881 Marie Mgte Vagnon à Lyon
Charles
Agnès ap 1860) +1813 Louis Recoura
Jean Louis
Isaac
Guillaume
Marie + François Falque
Laurent
Marie + Guillaume Muzy
Benoîte + André Vagnon
Joséphine
Louise
Claudine + Jacques Borel la Rochette
Isaac
Antoinette + Jean Périer
Joseph 1812)
François
Marie + Antoine Civit

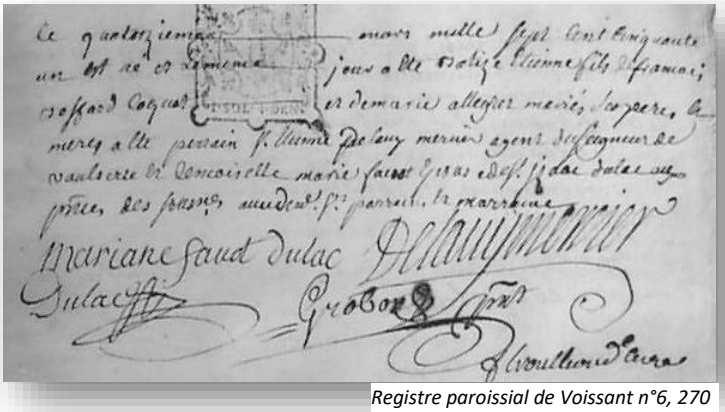
Les première et troisième branches des **Boffard Cocat** ont vécu assez proches des Boffard depuis 1700, avec au moins 2 mariages et des affaires communes (contrats d'arrentement) ; sans compter les unions illégitimes : le 4 décembre 1793, **Claudine Boffard Cocat** fait une déclaration de grossesse devant le juge : elle désigne **Emmanuel Boffard** (fils de **François** notre ancêtre) comme le père de son enfant.

Evidemment, la date est mal choisie : Emmanuel épouse **Thérèse Garavel** le 17 décembre … **Emmanuel** refuse de reconnaître l'enfant et donc de régler les frais de bouche ; le 29 mars 1795, **Jeoffray Gudimard**, de la Chapelle de Merlas, non payé de la nourrice de l'enfant, fait assigner la mère et le père supposé devant le juge de paix de Mont d'Avelanne. Considérant la loi toute nouvelle du 25 janvier 1795 sur les enfants nés hors mariage, le juge renvoie prudemment au tribunal de district[64].



Registre paroissial de Voissant n°6, 209

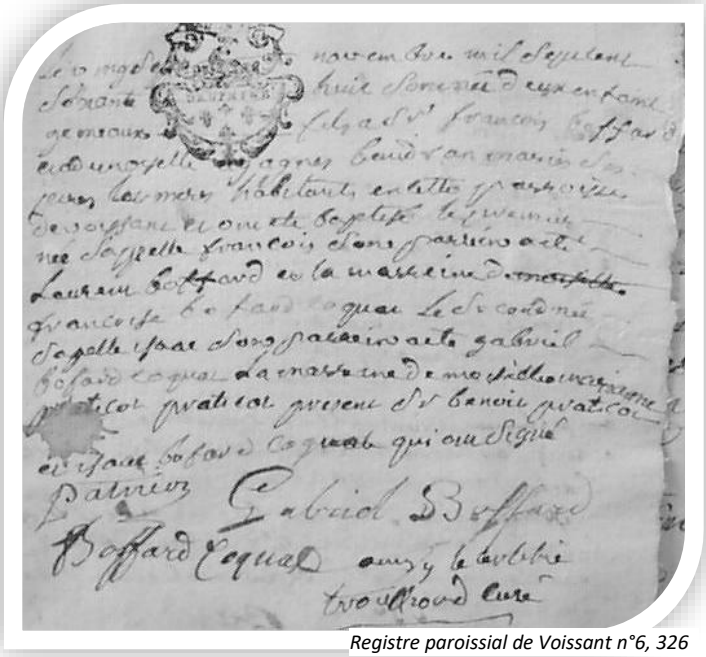
Régulièrement, les **Boffard** et **Boffard Cocat** sont témoins des baptêmes, naissances, ou mariages des autres, malgré les aléas de fortune et de considération. Ils se sentaient « de famille » par ces liens autant que par leur nom de famille. Il en était ainsi pour leurs contemporains, au point que plusieurs Boffard ont été appelés **Boffard Cocat** par des curés peu connaisseurs de la vie du pays : ainsi, **Jeoffray Boffard** le fils de notre ancêtre **Isaac**, est-il nommé Boffard Cocat en 1731 !



Registre paroissial de Voissant n°6, 270

François Boffard, fils d'**Isaac** et notre ancêtre lui-même, est qualifié de **Boffard Cocat** au baptême de son fils aîné **Etienne** par le curé de Voissant.

C'est encore le cas pour **Gabriel**, fils de **François** (mort sans descendance en 1783), lors du baptême de son frère **Isaac**.



Registre paroissial de Voissant n°6, 326

Et l'on ne compte plus les **Boffard Cocat** qui signent **Boffard**. C'est le cas en particulier de la branche issue de **Pierre**, garde champêtre de Voissant (1788-1873) : lui-même, son fils **Pierre**, instituteur à Voissant, le fils de ce dernier

[64] AD de l'Isère L 2469, justice de paix de Mont d'Avelanne (Saint-Jean d'Avelanne, canton auquel étaient alors rattachées les 4 paroisses de Vaulserre).

Joseph, dont la tombe au cimetière du village ne comporte pas de mention « **Cocat** »[65]. Il court même une rumeur (vérifiée) comme quoi une certaine branche **Boffard Cocat** aurait abandonné officiellement le « **Cocat** » pour ne conserver que le « **Boffard** ».

Les Boffard Roupé sont encore représentés aujourd'hui, et j'ai été reçu en 2002 chez **Claude Boffard Roupé** au *grand vivier* à Saint-Aupre : la maison offre une vue panoramique sur la vallée de Saint-Laurent-du-Pont, et en premier plan sur toute l'étendue de la commune de Saint-Aupre[66].

Lui et son épouse sont très intéressés par la généalogie, et ils possédent un petit sac de papiers de famille. Mais le souvenir le plus marquant de leurs ancêtres est une plaque de cheminée en fonte de 1755, qu'ils conservent précieusement :



Enfin, toujours de Saint-Aupre, quelques autres **Boffard** ont été rencontrés fortuitement : d'abord à Voissant, les registres paroissiaux évoquent **Dimanche** (=Dominique) **Boffard** à partir de 1679[67]. Elle épousa un **Bornat Guerre** et fut rapidement et bien intégrée à Voissant, puisqu'elle fut choisie comme marraine à plusieurs reprises[68]. Elle était encore en vie en 1704 lors du contrat de mariage de son fils **Gabriel**, boulanger de Voissant (métier très honorable) avec Hble **Louise Pélissier**[69].

Voilà donc pour Saint-Aupre, disons de l'autre côté du *mont*. C'est bien sûr frustrant de ne pouvoir rattacher ces **Boffard** à notre famille. Il en est de même pour une famille **Boffard** installée dans la Valdaine, face à Voissant, à Saint-Albin-de-Vaulserre.

V. Les Boffard de Saint-Albin

ANTOINE, a eu
BENOÎT, qui a eu
Etienne
1.1.1 Pierre et nos BOFFARD de VOISSANT

[65] Nombreuses mentions dans les registres paroissiaux de Voissant : n°15, 13 (4 juillet 1816) ; n°18, 1068 (24 février 1851) ; n°18, 1075 (20 avril 1853) … ou même, dans la branche créée par Michel à Saint-Bueil : Joseph, né en 1840 à Saint-Bueil émigre à Lyon où il devient chocolatier au 101 rue Masséna. Il épouse en 1881 Marie Marguerite Vagnon née en 1845 et fille d'André et Benoîte Boffard-Cocat et cuisinère place des Terreaux. Il signe « Boffard » : ADR Mi 049, 695.

[66] Commune de moyenne montagne (436 – 925m d'altitude), canton de Voiron, 872 habitants en croissance constante, des monuments intéressants, notamment la chapelle de la maladière de Saint-Aupre fondée au XIème s. : la toiture de cette chapelle, encore aujourd'hui, ressemble à celle du clocher de l'église de Voissant, qui remonte au XIIème siècle.

[67] 1679 Mariage avec Gabriel Bornat Guerre de Voissant.

[68] Par exemple, 1680 Baptême de Dimanche Martin Tapion.

[69] Reçu Garon, notaire à Saint-Geoire, parchemin, Arch Boffard, Jaune 1

Antoine
Jean 1641)
Marguerite
Jeanne ép 1628 Gabriel Dalmais (frère de Georgy)
Benoîte (1629
Marguerite (1631
Louis (1634
Jean (1637-1707)
Martianne (1640
Benoît (1643
André (1648
Antoine 1674)
Louis 1677) ép en 1628 Georgy Dalmais (sœur de Gabriel)
Jean (1636-1671) ép Antoinette Rigolet de Dizimieu
Catherine ép Jeoffray Pascal, puis François Garavel
Famille **GARAVEL**
Marguerite (1630 ép Joseph Garrel de Saint-Bueil
Famille **GARREL**
Benoîte (1632
Pierre (1634 prêtre de Saint-Albin
Benoît av 1652), curé d'Avaux, recteur de la chapelle du Saint Sépulchre (PdB)
Benoît ép Clauda Riondet
Benoîte ép Claude Martoud

Cette famille nous est bien connue, tant par ses membres que par ses activités, tout au long du XVIIème siècle en particulier[70].

Mais ses origines restent mystérieuses. Le premier connu avec certitude est **Antoine Boffard**. En 1575, il est témoin d'une obligation passée au notaire **Antoine Pascal** de Saint-Martin par **Jean Bayoud** de Voissant[71]. En 1576, il est témoin au testament de **Catherin Grobon** de Saint-Albin[72] ; en 1584, **Guillaume Grobon**, fils de feu **Jeoffray**, reconnaît une terre voisine de celle d'**Antoine**[73]. **Antoine Boffard** encore cité en 1592 dans le rachat par la communauté de la garde du château de Vaulserre désormais ruiné[74]. Cet **Antoine** est probablement décédé en 1592. Un accord passé entre un **Grobon** et un **Juge**, de Saint-Albin en 1593, porte sur une terre confinée par « l'hoirie d'Antoine Boffard »[75].

Mais c'est seulement en 1615 que nous avons pu placer **Antoine** à la source de ces **Boffard** de Saint-Albin : **Antoine** a eu au moins trois enfants : **Jean**, **Benoît** et **Benoîte**. Cette dernière est mariée avec **Claude Martoud**, tisserand de Lyon habitant à Vienne. Le règlement de la succession de leurs parents posa difficulté, **Jean** l'aîné refusant de régler les 69 livres qui revenaient à sa sœur **Benoîte**. C'est chose faite en 1615, au terme de plusieurs actes reçus par le notaire **Tallaud** de Saint-Jean d'Avelanne[76]. Confirmation de cette filiation en 1629 : **Jean Boffard**, son fils, reconnaît des terres en faveur du terrier de Vaulserre[77].

Antoine Boffard est donc le père de **Jean**, cité en voisin dans un partage successoral de 1606[78]. Mais il n'est sans doute pas né à Saint-Albin : nous en aurions une trace. Or, en 1607, les terres reconnues par **Jean Boffard** à la chapelle du Saint Sépulchre appartenaient à un **Grobon** lors de la précédente reconnaissance, passée en 1559[79].

[70] Mais il faudrait approfondir les registres paroissiaux de Saint-Albin, encore non inventoriés systématiquement.
[71] Obligation reçue Juge, Fds Boffard-Dulac 31211-12
[72] Testament reçu Me Antoine Pascal, notaire de Saint-Martin, Arch Boffard, Gris.
[73] Fds Boffard-Dulac 15332
[74] Acte de rachat reçu Pélissier et Pascal, Arch de Vaulserre, L 179
[75] Fonds Boffard-Dulac, 22271-22274 ; placé dans les Arch Boffard, Gris.
[76] Actes reçus Tallaud, Arch de Vaulserre, L 1697
[77] 1629, Rente Vaulserre, Arch Vaulserre n.c., 60
[78] Partage entre Claude et Jean Grobon, enfants de feu Pierre, reçu Dumoren, Arch Boffard, Vert 1
[79] 1607, cahier de reconnaissances reçues Me Pascal, reconnaissance Jean Boffard p 37, Arch Boffard, Vert 1

Il faut donc en conclure qu'**Antoine** était venu d'ailleurs. Pourrait-il être issu de notre branche installée à Voissant ? Cela n'est pas impossible, puisque le premier représentant de notre branche est aussi un **Antoine** ; on a quelques raisons de croire que ses parents sont arrivés à Voissant au début du XVIème siècle. Cet Antoine aurait pu avoir deux fils : **Benoît** notre ancêtre, resté à Voissant, et **Antoine**, parti courir l'aventure ou s'installer près de sa belle-famille à Saint-Albin ; ou encore **Benoît** aurait pu avoir deux fils : **Etienne**, resté à Voissant et notre ancêtre, et **Antoine**, parti à Saint-Albin.

De même, si la taille de Vaulserre en 1579 ne compte qu'un Boffard (**Benoît**), et à Voissant, celle de 1585 évoque **Antoine Boffard** à Saint-Albin avec 42 sols (alors que **Benoît** ne cotise que pour 29 sols)[80]. Peut-être le fils cadet a-t-il été émancipé, et est-il installé à Saint-Albin ? Rien ne le prouve, mais tout concorde[81].

Antoine a donc eu **Jean**, qui est le premier membre assuré de cette famille. Il eut cinq enfants dont deux ont eu eux-mêmes des enfants.

Ces **Boffard** de Saint-Albin sont installés au lieu-dit *grobon*[82]et sont entourés de **Grobon** de part et d'autre ; sans doute se sont-ils installés là à la suite du rachat d'une succession d'un membre de cette famille, ou d'un mariage.

Le parcellaire de 1635 ne nous apporte aucune indication, car il semble que les relevés de la paroisse de Saint-Albin soient perdus. Mais celui de 1670, complet, confirme cette implantation *en Grobon*[83] et la qualité de notable de cette famille : la valeur de sa parcelle se classe 30 ème sur 334 à Vaulserre[84]. **Jean Boffard** est qualifié d' « honnête » par les notaires, irrégulièrement mais depuis le début du siècle.

Dès 1603 et jusqu'en 1615, il est témoin ou mentionné comme voisin dans plusieurs reconnaissances pour la chapelle du Saint Sépulchre de l'église du Pont-de-Beauvoisin[85].

En 1607, il reconnaît lui-même au profit de la chapelle du Saint Sépulchre[86].

En 1617, son frère **Benoît** est installé comme pelletier au Pont-de-Beauvoisin, où il a épousé Hte **Clauda Riondet**. Celle-ci est fille de Me **Claude**, cordonnier du Pont et de **Gasparde Chapuis**[87]. En 1621, Me **George Chaffard**, chirurgien du Pont, passe quittance au même **Benoît** (« Hte Benoît »)[88].

En 1627, **Jean Boffard** passe quittance de sa dette à **Jean Gros Fontaine**, de Saint-Martin de Vaulserre[89].

En 1634, il entre en relation d'affaires avec **François Tercinel**, fils de feu Hte **Claude Tercinel**[90]. Il achète une rente, ainsi qu'une terre, et l'acte précise que François Tercinel le vendeur utilisera le prix pour régler ses dettes et procès[91]. En 1635 et 1640, deux prêts de **Jean Boffard** au même **François Tercinel**[92]. Mais, comme c'était courant, le créancier s'aperçoit qu'il aura des difficultés pour récupérer ses fonds ; il cède ses créances à un plus notable que lui qui aura l'influence nécessaire pour les régler, ou les compenser. C'est ainsi que le 2 juillet 1641, on oblige **François Tercinel** à passer ratification de toutes ses dettes envers **Jean Boffard** ; le 2 août, ce dernier cède tous ses droits à Dlle **Clauda Bolian**, l'une des plus importantes fortunes de Vaulserre[93].

---

[80] Taille 1585, image 170

[81] Antoine et Benoît auraient eu une sœur (au moins), Benoîte épouse de Jean Perrin. En 1558, elle vend une terre à Saint-Albin à François Pascal et ses neveux : Fds Boffard-Dulac 24987

[82] « souche » selon le *Dictionnaire des noms de lieux en France*, d'André PEGORIER.

[83] Fonds roturiers de Saint-Albin, Parcellaire 1670, Arch Dulac, p. 78v sq.

[84] Parcellaire 1670, Arch Dulac ; la parcelle de Claude Boffard, notre ancêtre, se classe immédiatement derrière.

[85] 4 reconnaissances, Fds Boffard-Dulac 20899-20932 ; 26642-4

[86] Fds Boffard-Dulac 20925-8

[87] Reconnaissance pour le seigneur de Mollarond, Arch Vaulserre, Liasses 1563, 257 ; sommation reçue Garnier, notaire au Pont-de-Beauvoisin, 1618, AD de l'Isère 3^{E} 6157

[88] Quittance reçue Tallaud à Saint-Jean d'Avelanne, Arch Vaulserre L 1699

[89] Reçue Tallaud à Saint-Jean d'Avelanne, Arch Vaulserre L 1704

[90] Famille importante de Saint-Albin, émigrée au Pont-de-Beauvoisin.

[91] Acte reçu Pélisson, Arch Boffard, Vert 1

[92] Obligations reçues Pélisson, Arch Boffard, Vert 1

[93] Ratification du 2 juillet reçue Pélisson, cession du 2 août reçue Pierre Pélissier, Arch Boffard.

En 1637, **Jean** et **Louis Boffard**, père et fils, figurent parmi les quatre témoins d'un accord trouvé entre Hte **Pierre Corbeau** et **Claude Giroud**[94].

Jean Boffard décède en 1641[95].

Un indice de la notabilité d'une famille dans un village est la présence dans ses rangs d'un ecclésiastique, curé de paroisse notamment, ou clerc incorporé dans un chapitre ou une abbaye prestigieuse. C'est le cas de la famille Boffard de Saint-Albin : **Jean** le père de **Louis**, était aussi père de **Benoît**, prêtre et curé de la paroisse d'Avaux dès avant 1635 (l'un des derniers de cette paroisse, qui ne fut plus ensuite desservie par un curé à demeure), recteur de la chapelle Saint Jean-Baptiste de l'église de Saint-Albin[96], et enfin recteur de la chapelle du Saint Sépulchre fondée en l'église du Pont-de-Beauvoisin.

Messire (ce titre est alors d'usage pour les curés ; on trouve parfois « honorable ») **Benoît Boffard** est très lié à sa famille, dont il a reçu sa bonne fortune qu'il a cherché à favoriser en retour, comme c'était la règle alors. Il était bien intégré à la vie économique et sociale de son temps : en 1638, son père Jean confie en son nom l'exploitation de terres à Saint-Albin à **Antony Muzy**, veuve de **Louis Bouvier Guillermet** et **Jean Bouvier Guillermet** son fils : 4 journaux (1 ha) de terre au *champ* ; 1 journal (2 500 m²) de pré et terre au *muzy* ; 2 500 m& de pré et terre à la *serve de madame* ; et enfin 2 500 m² de pré en *cotier*. Le prix annuel est de 19 livres, un chapon pallier et une géline[97].

En 1644, le contrat a été rompu, et comme souvent, le rentier récalcitre à régler ses dettes au propriétaire : il est créancier pendant plusieurs années[98].

En 1644 toujours, il est témoin d'une obligation entre **Claude Garcin Furet** et **Claude Frepaz Liaudet**[99]. D'autres actes le concernent[100].

Louis Boffard, fils de **Jean**, frère du curé **Benoît**, épouse en 1628 **Georgy Dalmais**, fille de **Jean**. Le même jour, sa sœur **Jeanne** épouse **Gabriel Dalmais**, le frère de **Georgy**. Ce dut être un beau mariage, avec à la clef une alliance profonde entre les deux familles[101].

En 1631 et en 1653, il reconnaît des terres pour le seigneur de Vaulserre[102]. En 1659 **Barthélémy Varnier**, rentier du seigneur de Vaulserre, passe avec lui un arrentement pour l'exploitation d'un domaine à Saint-Albin[103].

Il meurt âgé d'au moins 75 ans en 1677. En 1671 déjà, devant la communauté de Vaulserre qui souhaite le nommer consul pour un an, il décline l'offre en avançant son grand âge et sa caducité. Diverses mentions de **Louis** sont disponibles[104].

---

[94] Arch Boffard, Vert 1

[95] Registre paroissial de Saint-Albin, 36

[96] Parcellaire 1635, cahier des ecclésiastiques, 70

[97] Arrentement reçu le 4 juillet 1638 Tallaud à Saint-Jean d'Avelanne, Arch Vaulserre L 1712

[98] Arch Boffard, Vert 1

[99] Fds Boffard-Dulac, 10861-4

[100] -1619 : témoin dans un transport et une quittance, Fds Boffard-Dulac 30589-92
-1626 : Rente abrégée pour le seigneur de Vaulserre, Arch Vaulserre n.c., 6
-1627 : voisin d'une terre reconnue au monastère saint-andré de Saint-Geoire, Fds Boffard-Dulac 19949-50

[101] Mariage célébré par leur frère le curé Benoît Boffard : registre paroissial de Saint-Albin, 28-9
Jeanne est plusieurs fois marraine, elle décède en 1679 : registre paroissial de Saint-Albin, 39
Les Dalmais (ou Darmais) ont connu une bonne fortune en la présence d'André, dernier enfant de Gabriel et Jeanne Boffard : après avoir vécu avec son frère Jean à Saint-Albin, il s'installe marchand au Pont-de-Beauvoisin. En 1689, on le retrouve parrain d'une fille de son frère Benoît et de sa femme Jeanne Humbert : registre paroissial de Saint-Albin, 41

[102] -1631 Rente pour le seigneur de Vaulserre, Arch Vaulserre n.c., 60
-1653 Terrier reçu Claude Gérard, Arch Vaulserre L 1609, 14 et 15

[103] Liste des actes reçus par les Varnier pour le seigneur de Vaulserre entre 1632 et 1677, Arch Vaulserre L 1405, 122

[104] -1649 Hte Louis est parrain de Jeanne Muzy, registre paroissial de Saint-Albin, 21
-1652 : Louis B vend des arrerages de rente à sieur Etienne Pascal, qu'il tient de la succession de Mre Benoît B son frère : Arch Boffard, Vert 2
-1653 : Reconnaissance pour le seigneur de Vaulserre, reçue Gérard, Arch Vaulserre 14-15
-1657 : Hte Louis B est témoin lors d'une saisie, Fds Boffard-Dulac 13285-9
-1657-1668 : plusieurs pièces du procès qu'intenta Etienne Pascal à Claudine Chappat, cessionnaire de Louis Boffard, lui-même héritier de son frère feu Mre Benoît Boffard, Arch Boffard, Vert 2

Louis eut deux fils : **Jean**, le dernier du nom, et **Pierre** prêtre.
Et deux filles : **Marguerite** née en 1630 et **Benoîte** en 1632.

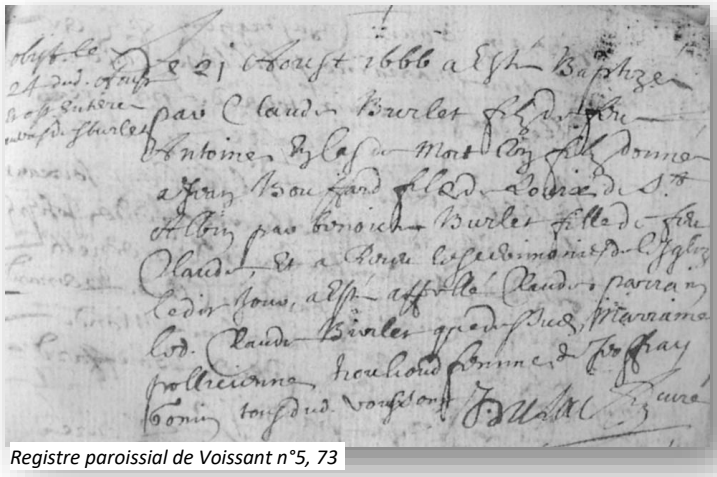
Commençons par **Pierre**, prêtre de Saint-Albin comme son oncle **Benoît**. Mais il ne fut jamais curé, ni recteur d'une chapelle. Les actes précisent seulement « prêtre de la chapelle Saint Jean-Baptiste » fondée en l'église de Saint-Albin. La raison n'est pas claire. Divers actes à son sujet[105].

De **Benoîte**, nous savons peu de choses, sauf qu'elle est qualifiée d' « honnête » au baptême des enfants dont elle est marraine[106]. Elle se marie en 1661 (née en 1632) avec **Vincent Grivet**, en présence de Messire **Pierre Boffard** son frère, et du curé **Pélissier** de Saint-Martin[107].

En revanche, de **Marguerite**, nous savons plus[108]. En 1637, elle épousa **Antoine Garrel**, laboureur de Saint-Bueil[109]. Ils ont notamment **Charles** et **Joseph**, eux aussi laboureurs à Saint-Bueil. A la suite de relations d'affaire avec le châtelain de Vaulserre **Etienne Pascal**, **Marguerite** et son fils **Charles** doivent soutenir divers procès entre 1665 et 1697[110].

Jean, le frère de **Marguerite**, est né en 1636 et mort en 1671. Ce qui, en des temps où on se marie tard et où l'homme a des enfants passé 30 ans, ne lui laisse que peu de temps[111].

Il est marié à **Antoinette Rigollet** (d'une bonne famille de Dizimieu), dont il a une fille unique **Catherine**. Mais il trouva tout de même le temps pour quelques amourettes, dont une au moins, avec **Benoîte Burlet** de Voissant, laissa une trace : en 1666, est baptisé un fils qu'elle lui attribue.



Registre paroissial de Voissant n°5, 73

[105] Né en 1634.

Plusieurs fois parrain ou témoin d'actes de baptême. Ex : en 1671, baptême de Dimanche Pélissier, Registre paroissial de Voissant. Mais la plupart se trouve aux registres paroissiaux de Saint-Albin. Toujours en 1671, parrain de sa nièce Catherine, dont le père Jean était décédé durant la grossesse : registre paroissial de Saint-Albin, 26

Plusieurs fois témoin de mariage, ou de décès : en 1679, témoin du décès de sa tante Jeanne, veuve de Gabriel Dalmais : registre paroissial de Saint-Albin, 39

[106] -1648 : registre paroissial de Saint-Albin, 20

-1654 : registre paroissial de Saint-Albin, 22

[107] Registre paroissial de Saint-Albin, 34

[108] Elle est marraine à de nombreuses reprises: voir les registres paroissiaux de Saint-Albin notamment, 4 (1631), 11 (1639)

[109] Registre paroissial de Saint-Albin, 30 ; témoin Mre Benoît Boffard oncle de la mariée, Hte Aymar Pélissier de Saint-Albin, fils du châtelain Michel Pélissier.

[110] Fds Boffard-Dulac 5099-5111 ; 10037-8; 13788-13701 ; 13992-13995 ; 18411-8 ; 18419-20 ; 18488-528 ; 29479-88. D'autres pieces n'ont pas été référencées dans le fonds Boffard-Dulac. Elles se trouvent aux Arch Boffard, Vert 2

Ajoutons une quittance passée par Barthélémy Varnier au nom du seigneur de Vaulserre en 1673 : Liste des actes passés par les Varnier pour le seigneur de Vaulserre entre 1632 et 1677, Arch Vaulserre L 1405, 130

[111] Parrain ou témoin à quelques reprises, Jean signait et savait probablement écrire. Exemple : 1668 témoin de baptême, registre paroissial de Saint-Albin, 24

Malheureusement pour lui, cet enfant « bâtard » sera réprouvé plus que son père dans le village, et autant que sa mère, qui aura toutes les peines du monde à trouver ensuite chaussure à son pied. Il ne recevra de son père que les aliments et la formation professionnelle. Sitôt qu'il sera placé, les relations pourront juridiquement s'éteindre totalement. Tout le contraire des enfants nés en légitime mariage, qui avaient un droit naturel à obtenir une part du patrimoine de leurs parents au jour de leur décès : la fameuse *légitime*[112].

Signalons, à propos de Louis, que **Pierre Muzy** de Saint-Albin, réclame à **François Quinquine**, la vidange d'un journal de terre à la *Grobonnière* (Saint-Albin), terre qui avait été remise par **Antoine Muzy** à **Louis Boffard** en 1648 en gage du payement d'une dette. Mais cette demande a lieu en … 1793 ! **Pierre Muzy**, le demandeur, était le petit-fils d'**Antoine**, et la terre dont il s'agit avait été acquise par **François Quinquine** en 1771 sans que la moindre mention de cette hypothèque ait été portée dans l'acte ! La procédure a lieu devant **Jacques Bellemin**, juge de paix, assisté notamment de **Benoît I Patricot** notre ancêtre. Le juge renvoie l'affaire devant le tribunal compétent, après avoir constaté l'impossibilité d'une conciliation… [113].

Jean décède avant la naissance de son seul enfant légitime, sa fille **Catherine**[114]. Celle-ci, à la mort de son grand-père **Louis** en 1674[115] est une riche, mais bien jeune héritière ; Il faut arrenter les biens de l'hoirie (jusqu'à la majorité de **Catherine** sans doute, ou son mariage) aux frères **Isaac** et **Barthélémy Ravier** de Saint-Albin et Saint-Bueil[116].

En 1687, un premier mariage l'unit à **Jeoffray Pascal**, marchand de Saint-Bueil, fils de Pierre[117]. La dot est de 1500 livres, dot importante. En 1688 naît **Dorothée**. A cette occasion, on apprend qu'**Antoinette Rigollet**, veuve de **Jean Boffard** depuis 1671, est remariée à sieur **Pierre Corbeau**[118]. En 1689 naît **Jeanne**, puis en 1691 **Jean**[119].

Jeoffray Pascal meurt rapidement, et en 1694, **Catherine** se remarie à **François Garavel**[120]. **Catherine** garde **Jeanne** avec elle, et laisse **Dorothée** et **Jean** chez leur grand-père par alliance **Pierre Corbeau**. De **Jean**, nous ne savons rien[121] ; **Dorothée** meurt en bas âge ; **Jeanne** se marie avec **Pierre Pélissier** de Voissant, dont elle a 2 enfants. Pour eux, la famille **Pélissier** réclame l'héritage de **Jeoffray Pascal**, estimé à 1800 livres. En 1738, une transaction intervient avec **Catherine Boffard** pour terminer l'affaire à la satisfaction de tous : les **Pélissier** reçoivent 375 livres[122].

---

[112] Le Dauphiné suit globalement le droit romain des successions : sauf dispositions contraires du défunt, le patrimoine est partagé également entre les héritiers. Cependant, chacun peut faire un testament et disposer librement de ses biens, sauf à réserver une fraction à chacun des enfants, dont le montant est fixé par le Code de Justinien en fonction de leur nombre. C'est ce qu'on appelle leur (part) « légitime ».

On peut utiliser cette liberté testamentaire pour organiser un partage inégal, ou même partager entre un et plusieurs héritiers, et laisser aux autres leur seule légitime.

Bien que le droit romain prohibe les pactes sur succession future, l'usage est admis comme dans les autres provinces de France suivant le droit romain, d'instituer l'héritier et de fixer les légitimes dans un contrat de mariage. On ne peut plus revenir dessus par la suite, alors qu'un testament peut être fait et défait à l'envie.

[113] Arch Boffard, Jaune 2

[114] Baptême de Catherine le 3 juillet 1671 ; son parrain est son oncle Messire Pierre, et sa marraine Hte Catherine Louvat sa grand-mère maternelle : registre paroissial de Saint-Albin, 26

[115] Registre paroissial de Saint-Albin, 39

[116] Transaction 1693 entre les deux frères, reçue Michel, Fds Boffard-Dulac 26964-7

[117] Jeoffray Pascal est qualifié de « sieur » par les actes ;

La taille de 1690 mentionne : « Jeoffray Pascal et sa femme », 139

En 1693, Catherine est citée dans la transaction Ravier évoquée plus haut : Fds Boffard-Dulac 26965

[118] Elle est marraine de sa petite-fille : registre paroissial de Saint-Albin, 40

Elle se remarie probablement en 1678 : la taille de 1677 mentionne « Antoinette Rigolet veuve de Jean Bouffard », la succession n'est donc pas encore réglée : Arch Dulac, 21 ; la taille de 1679 porte « les héritiers de Jean Boffard » : Arch Dulac, 123 ; Idem en 1684, 157

[119] Registre paroissial de Saint-Albin, 42. La marraine est Isabeau Rigollet de Miribel, qui signe.

[120] Baptême de leur file Hélène en juin 1695 : registre paroissial de Saint-Albin, 43 ; en 1707 : « Sieur François Garavel et Hte Catherine Boffard mariés », Taille 1707 263, Arch Dulac.

[121] Mais peut-être est-ce le Jean Pascal, procureur fiscal de Vaulserre, au profit duquel Catherine Boffard et François Garavel passent un transport en janvier 1737, reçu Michal à Saint-Geoire : AD de l'Isère 8C 407, f°33

[122] 8 avril 1738 reçue Grabit, AD de l'Isère 3E 20704 ; AD de l'Isère 8C 407 contrôle du 17 avril 1738

François Garavel est le fils de **René**, consul de la communauté de Vaulserre en 1682, 1684, de 1693 à 1695. **François** est lui-même consul en 1704, 1708, 1714 et 1715, péréquateur en 1724, 1731, 1738.

Pour insister sur cette habitude essentielle dans la vie des campagnes de marier des familles, et non d'abord des personnes, remarquons que la cote de taille personnelle de **François Garavel** est quasi la même que celle de son épouse **Catherine Boffard** : la taille de 1715 l'illustre bien : 26 livres 17 sols et 7 deniers pour lui, 26 livres 11 sols et 7 deniers pour elle[123].

Il poursuit l'ascension sociale de la famille en devenant d'abord fermier du procureur **Billiard** de Saint-Albin, puis surtout fermier du **seigneur de Vaulserre** à la Chapelle-de-Merlas. Le fermage est important, et le début du XVIII ème siècle est la période la plus propice à l'enrichissement des fermiers jusqu'à la Révolution[124].

François et **Catherine** ont notamment **Hélène** (1695) et **Claudine** (1698)[125] ainsi que **Louis,** témoin au testament d'**Isaac Boffard** notre ancêtre[126]. Ce **Louis** a **Charles**, propriétaire aisé du temps de la Révolution, procureur de la commune de Vaulserre à partir de 1790 (représente la commune et requiert l'application du droit par le conseil municipal)[127]. Enfin, **Charles** a notamment **Thérèse**, mariée en 1793 avec **Pierre-Emmanuel Boffard**, fils de notre ancêtre **François**[128].

Ainsi s'éteignit cette famille **Boffard** de Saint-Albin, dans les **Garavel**[129]

VI. Divers Boffard

C'est très éparpillé. Il suffit d'entrer « Boffard » sur le site internet « généanet » (entrée gratuite), pour s'en rendre compte.

J'en cite ici quelques-uns, identifiés au fil des recherches : **Jeoffray Boffard** de la Bridoire (Savoie) vivait en 1584 et fut parrain d'un nouveau-né de Pont-de-Beauvoisin[130] ; fort probablement, c'est l'un des nôtres. En effet, le 27 août 1631 est baptisé Louis fils de **François Gilibert** et **Françoise Boffard**, de Rochefort en Savoie ; les parrains et marraines sont **Louis** et **JeanneBoffard** frères et sœurs et enfants de Jean de Saint-Albin[131].

La Bridoire et Rochefort sont voisins… D'ici à imaginer que **Jeoffray** serait le père de **Françoise**, il n'y a qu'un pas que nous franchissons au titre des suppositions éclairées. Mais cela reste une supposition : **Françoise Boffard Gilibert** pouvait tout simplement être une fille de **Jean** de Saint-Albin, et donc la sœur des parrain et marraine…

Si l'on retient la première supposition, on peut alors imaginer que **Jeoffray** aurait été lié à la famille de Saint-Albin. Ce serait même la seule solution propre à expliquer le choix des parrain et marraine dans la famille **Boffard**. Peut-être **Jeoffray** était-il frère de **Jean** de Saint-Albin ?

Mais cette dernière supposition est sujette à forte caution. Elle ne repose que sur un fort sentiment d'esthétique généalogique, qui nous pousse à tisser les liens entre les individus.

Ainsi, faute de rattachement certain, nous devons le laisser parmi les cousins de Bretagne.

---

123 Taille 1715, 304, Arch Dulac.

124 Dossier complet sur ce fermage aux Archives de Vaulserre.

125 Registre paroissial de Saint-Albin, 44

126 1736 reçu Grabit, AD de l'Isère 3E 20704. Il signe.

Sur Louis Garavel, mentionnons la reconnaissance qu'il fait au terrier de Vaulserre en 1762, Arch Vauls 1612, 6

127 Voir Communauté de Vaulserre, aux Arch Dulac.

128 Acte reçu Favot, AD de l'Isère 3E 25154

129 Les registres paroissiaux de Saint-Albin ont été consultés systématiquement entre 1623 et 1700. La période suivante attend les courageux.

130 Registre paroissial du Pont-de-Beauvoisin.

131 Registre paroissial de Saint-Albin, 3

La Bridoire doit avoir été un lieu d'implantation des **Boffard**. En effet, avant ce **Jeoffray**, on trouve un **Antoine** (encore), vendeur en 1541 de terres à **Claude Cleyet** de Saint-Béron, terres qui relevaient du fief de **Jean Corbel** seigneur de Saint-Franc[132].

Toujours en 1541, **Antoine Gontaud Boyffard** (de Saint-Béron) est témoin de la vente réalisée par **Jean Reynaud** de la Bridoire[133]. En 1542, **Jean**, **Antoine** et **Claude** acquièrent une terre à Saint-Béron de **Pernette** « **Gonthaude** », probablement leur sœur[134]. Ce n'est qu'un exemple, on retrouve le nom très fréquemment.

En 1578, **Jeoffray** et **Benoît Ramassot Boffard** frères (appelés **Boffard** pour l'expédition de l'acte en marge et au long de l'acte), passent contrat de grangeage avec noble **Louis de Sallines** seigneur de la maison forte de la Trollière, pour l'exploitation d'un domaine à Saint-Béron[135].

VII. Le secret des Larderat

Selon Jean TOSTI et « Généanet »[136], « **Larderat** » (orthographe variable) est un « Nom rare qui semble originaire de Haute-Savoie, où il s'écrivait **Larderat** au XVIIe siècle (communes de Chilly et Frangy). Il est également porté en Suisse. Il devrait évoquer la mésange (franco provençal "lardera"), soit comme sobriquet, soit éventuellement comme toponyme. ». Il est aujourd'hui essentiellement porté par une famille **Deville Larderat**, en Haute-Savoie, Savoie et Isère (ainsi qu'à Paris)

Plus haut dans le passé, on trouve des **Larderat** dans toute la Savoie, à Chambéry par exemple, à Domessin vers le Pont-de-Beauvoisin.

Du XVIè au XVIIIè siècle, une famille Larderat vivait à Voissant. Au XVIème siècle, elle fut très proche de la nôtre, au point que certains de ses membres étaient nommés **Larderat Boffard**, voire **Boffard Larderat**. Au fil des actes, certains perdent même **Larderat** pour ne conserver que **Boffard**… !

Même si un lien de parenté est établi, il est certain que **Larderat** et **Boffard** ne sont pas une seule et même famille avant le XVIème siècle : ce sont deux surnoms qui ne peuvent pas s'exclure l'un l'autre, comme j'ai été tenté de le croire un moment. Il vaut mieux y voir une proximité d'abord géographique, puis familiale mâtinée d'amitié profonde[137]. Les **Boffard Larderat** et les **Boffard** ont fait des affaires ensemble : ventes ou achat communs de terrain vers *la chanéaz*…, expression et renforcement de cette proximité.

On peut d'abord identifier **Barthélémy Larderat dit Boffard**, vivant en 1535[138]. Sa proximité avec la famille **Boffard**, à laquelle il doit peut-être son surnom, vient d'abord de son épouse **Françoise Boffard**, sœur d'**Antoine** notre ancêtre le plus lointain. En 1535 toujours, **Stéphane Larderat Boffard** épouse **Antonie Pascal du Bois**, d'une famille de Saint-Béron (notre ancêtre **Antoine Boffard**, son oncle, figure parmi les témoins)[139].

---

[132] Investiture par Jean Corbel, écuyer de Saint-Franc, reçue Pélissier, AD de l'Isère 3^E 4117

[133] Vente reçue Pélissier, AD de l'Isère 3^E 4117 ; autre acte en 1539, Arch Vauls 1719, 145

[134] Reçu Claude Pélissier, Arch Vaulserre L 1719

[135] Bel acte de 10 pages reçu Bovier notaire de Saint-Béron, en présence de Me Jean Roux du Pont-de-Beauvoisin, châtelain de Saint-Béron : Arch Vaulserre L 1640

[136] Voici une adresse internet à consulter pour l'origine de vos noms de famille :
http://jeantosti.com/indexnoms.htm

[137] En 1544, habitent à Voissant :
Claude et Etienne Larderat Boffard : Arch Vaulserre n.c., 4
Claude et Etienne Larderat dit Boquin : Arch Vaulserre n.c., 5
Benoît Larderat : Arch Vaulserre n.c., 9
Sans compter ceux, peu nombreux sans doute, qui ne déclaraient rien au seigneur de Vaulserre.

[138] 1535 : acte pour Barthélémy Larderat Boffard, reçu Pélissier, Arch Vaulserre L 1717, où Antoine Boffard notre ancêtre est témoin.

[139] Contrat reçu Pélissier, Arch Vaulserre, L 1716

Barthélémy a trois, ou peut-être quatre enfants: **Françoise** qui épouse **Jean Genin** boulanger de Marseille, **Claude, Etienne** et enfin **Stéphane.** On retrouve ce dernier en 1539 : lui et son frère **Claude** passent quittance à sa belle-mère **Monette Pascal du Bois** du prix de la dot de son épouse **Antonie**[140].

Barthélémy et **Stéphane** semblent décédés en 1540 : le carnet de rentes dues au seigneur de Vaulserre mentionne **Antoine** (le nôtre), puis « Claude Larderat dit Boffard »[141] ; et en 1544, toujours après **Antoine**, « Claude et Etienne Boffard frères »[142]. En 1546, **Claude** est décédé, ses héritiers sont **Michel** et **Benoît Larderat dit Boffard**[143], ce qui prouve que le surnom se transmet aussi lorsqu'il est celui d'une autre famille.

Plusieurs actes concernent ensuite **Michel**, appelé **Boffard** en 1569, comme témoin du testament **d'Arnaud Cotier** en 1569[144], **Boffard Larderat** en 1573[145], **Boffard** dans un réachat de 1583, **Larderat dit Boffard** dans une vente de la même année et dans un achat commun suivi d'un partage fait avec notre **Antoine**[146]…

Puis, les **Larderat** abandonnent les **Boffard** ; il semble que **Michel** n'ait eu qu'une fille, **Clauda** ; mais dès l'époque de **Michel**, les autres **Larderat**, qui pourtant descendent d'un **Benoît Larderat Boffard**, ne se savent plus **Boffard**, mais seulement **Larderat**.

Pire, pour notre ego, ils ont parfois pris d'autres surnoms : **Larderat Boquin** en particulier, qui ont survécu à Voissant en compagnie des **Larderat** aux XVIè et XVIIèmes siècles[147].

En définitive, un surnom peut se prendre et se perdre rapidement, en moins d'un siècle (ou 3 générations ici). C'est bien la proximité d'affection avec les **Boffard** qui s'exprimait ici ; lorsqu'elle ne fut pas ou lorsqu'elle cessa, le surnom n'exista pas ou disparut.

Ainsi, le secret est éventé : les **Larderat Boffard** étaient bien des **Larderat**, et non des **Boffard**, et les **Boffard** n'étaient pas des **Larderat**, mais bien des **Boffard**. Ce qui a l'insigne mérite de nous confirmer **Boffard** depuis le Moyen-Âge et non depuis la Renaissance seulement.

Il est temps maintenant d'aborder les nôtres.

---

[140] Quittance reçue Pélissier, Arch Vaulserre L 1718

[141] Arch Vaulserre n. c., 43

[142] Arch Vaulserre n. c., 4

[143] Mention dans une vente passée par la confrérie du Saint-Esprit de Voissant, représentée par son exacteur Antoine Cayère Colliaud, son recteur Me Jean Pélissier Odoard et son procureur Jean Bertet à Antoine Cotier, reçue Pélissier AD de l'Isère 3^E 4118.

[144] Reçu Antoine Pélissier, Arch Boffard, Gris.

[145] Quittance reçue Antoine Pascal notaire de Saint-Martin, Arch Boffard, Gris.

[146] BMG 8R 2223, AD de l'Isère 3^E 441, BMG 8R 2223

[147] De 1558 à 1704, 95 mentions dans le Fonds Boffard-Dulac.

Section III. Les nôtres

Etudions d'abord les « patriarches », c'est-à-dire ceux dont descendent tous les **Boffard** vivants de l'Isère. Cela nous conduira d'**Antoine** (1516) à **François** (1727-1791), souche de nos diverses branches et dernier de nos ancêtres communs (I) ; les nombreux rameaux créés par **François** seront étudiés par la suite (II).

A chaque début d'étude, un tableau généalogique situe le(s) personnage(s) évoqué(s).

I. Les Patriarches1516-1789

Nous consacrerons une étude à chacun de ces patriarches. Ce sera aussi l'occasion d'étudier ses frères et sœurs, jusqu'à l'extinction de leurs branches. A notre connaissance, aucune n'a fait souche. L'arbre généalogique des **Boffard**, jusqu'à **François** (1727-1791), ressemble plus à un tronc dont toutes les ramifications ont séché et sont mortes. Par contraste, après **François**, l'impression inverse domine, une sorte de foisonnement d'héritiers. Notre Jacob à nous…

On ne trouve pas de mention de **Boffard** à Voissant dans la révision des feux de 1474[148].

Tout commence en 1516, l'année d'après la victoire de Marignan et bien avant le début des guerres de religion. C'est la première mention de celui qui est à coup sûr notre ancêtre : **Antoine Boffard**, de Voissant.

A. Antoine Boffard 1490 env-1545

Antoine (1490 env-1545)
Benoît (1525 env-1584 env) et nos ancêtres
Françoise –av 1542), ép Barthélémy Larderat (-av 1542)
Françoise Larderat, ép Jean Genin
Claude Larderat dit Boffard
Etienne Larderat dit Boffard
Claude
Pierre ?

En 1516, première mention d'**Antoine Boffard**, de Voissant. Il apparaît comme témoin dans une reconnaissance passée au seigneur de Vaulserre par **Claude Chaney dit Toniet** et son frère **Antoine**, et reçue par **Claude Pélissier** notaire à Saint-Albin[149].

Voici deux familles que nous rencontrerons régulièrement : les **Chaney**, avec toutes les variantes (**Chaney**, **Chaney Vernay**, **Chaney Toniet**, **Chaney Savoyen**) doivent probablement leur nom à ce lieu dit de Voissant où ils étaient implantés depuis toujours : la *chanéaz* (lieu où poussent les chênes).

Quant à la famille **Pélissier**, ce fut une famille fameuse de Vaulserre, dont la souche était probablement issue de Voissant ; deux branches ont cohabité : celle de Saint-Albin et celle de Voissant. Ce furent des notaires (depuis 1474 avec certitude[150], avant sans doute) et des châtelains[151]. Une branche

[148] AD de l'Isère B 2755, révision des feux du bailliage de Vienne et terre de la Tour.
[149] Arch Vaulserre L 2529
[150] AD de l'Isère B 2755, révision des feux du bailliage de Vienne et terre de la Tour.
[151] Jean Pélissier à la charnière des XVI et XVII èmes siècles, Michel Pélissier jusqu'en 1639

parvint à la noblesse au XVIIIème siècle. Une autre resta à Voissant, et contracta plusieurs alliances avec les **Boffard** ou les **Dulac**. La dernière en date : **Alphonse Pélissier** épouse **Julie Boffard** (fille de **Jules**), d'où **Paule Pélissier** née en 1928, épouse **Micoud**.

Ce sont les **Pélissier** qui habitaient depuis des temps immémorés la maison du *mercier*, aujourd'hui propriété des **Dulac** à Saint-Albin[152].

A cette date de 1516, on peut supposer que le père d'**Antoine** était décédé. Dans notre pays de droit romain, les fils, sauf cas particulier, ne disposent pas de la personnalité juridique (ou en tous cas signent un acte en tant que témoin, ou même partie) du vivant du père. Si d'aventure on rencontre « Jean fils de Jacques Bertet », c'est que plusieurs « Jean Bertet » vivent en même temps et qu'il s'agit de préciser.

L'absence de trace des **Boffard** à Voissant lors de la révision des feux de 1474 semble signifier que la famille a émigré dans le village entre cette date et 1516. Cependant, il est toujours possible que l'homme de la famille ait été décédé en 1474 : la mère de ses enfants aurait pu être désignée par le scribe sous son nom de jeune fille, et ses enfants en bas âge non mentionnés. En tout état de cause, l'absence de **Boffard** dans le recensement de 1474 n'est pas une preuve certaine de l'absence de la famille de Voissant à cette date

Pourtant, les quelques documents du XVème siècle qui nous sont parvenus, semblent militer dans le sens du recensement de 1474 :

Dans un recueil d'actes divers concernant les **Clermont** seigneurs de Vaulserre, où sont cités de nombreux noms de famille de Voissant ou de Vaulserre ayant eu des relations d'affaire avec leur seigneur, on ne trouve aucun **Boffard**[153]. Même constatation dans un inventaire des actes intéressant les **Corbel** seigneurs de Saint-Albin, vassaux des **Clermont**, entre 1450 et 1459[154].

Mais il s'agit là d'inventaires d'actes, non des actes eux-mêmes : ne sont mentionnés que les noms des parties, et l'on ne sait rien des témoins ou des innombrables noms de famille cités habituellement au sein des actes eux-mêmes. Indices donc, mais toujours pas de preuves…

Plus récemment, le carnet de la rente du seigneur de Vaulserre en 1539 précise que les quatre articles reconnus sont des « acquests », et non du « vieux ». Ce n'est pas une preuve : **Antoine** pouvait posséder des biens relevant d'un autre seigneur, en particulier du prieur de Voissant ; cela reste un indice, dans la mesure où le seigneur de Vaulserre est le plus important propriétaire foncier de tout le mandement[155]. De plus, le terrier des nobles **Corbeau**, seigneur de Saint-Albin (avant qu'ils n'acquièrent la seigneurie de Vaulserre en 1567) dans le mandement de Vaulserre ne comporte pas de reconnaissance de **Boffard** ; mais **Antoine** est cité en tant que témoin[156].

En 1544, nouvelle reconnaissance pour le terrier de Vaulserre, mais dans laquelle on ne précise pas s'il y a du « vieux » ou du « neuf »[157]. Ainsi, des indices concordent, maisrien ne prouve l'absence des Boffard à Voissant avant 1516.

A la rareté des documents pour le XVème siècle s'ajoute un obstacle supplémentairejusqu'à 1539 : la langue. Avant l'ordonnance de Villers Cotterêts qui instaure le français comme langue administrative, tout est en latin[158]. Signe de l'importance du pouvoir monarchique, et de la décadence du latin à cette époque, l'ordonnance est appliquée dès 1540 par les notaires dans leurs actes laïques…, heureusement pour les chercheurs.

---

[152] Voir notre notice sur l'histoire de cette maison forte, rédigée avec M. Maurice Dulac : *Domaine le Mercier, 500 ans d'histoire*, chez les auteurs, 2006.

[153] Arch Vaulserre L 1426

[154] Arch Vaulserre L 795

[155] Rente Vaulserre, Arch Vaulserre n.c., 43 et 52 (où Antoine est mentionné en même temps que ses neveux Claude et Etienne Larderat Boffard).

Il semble que ces terres appartiennnent en 1654 à noble Isaac de Garnier, pour les avoir achetées de François Chaney Savoyen, qui les avait lui-même peut-être acquise des descendants d'Antoine : reconnaissance d'Isaac de Garnier pour le seigneur de Vaulserre, Arch Vaulserre L 4079, 39, article n°47

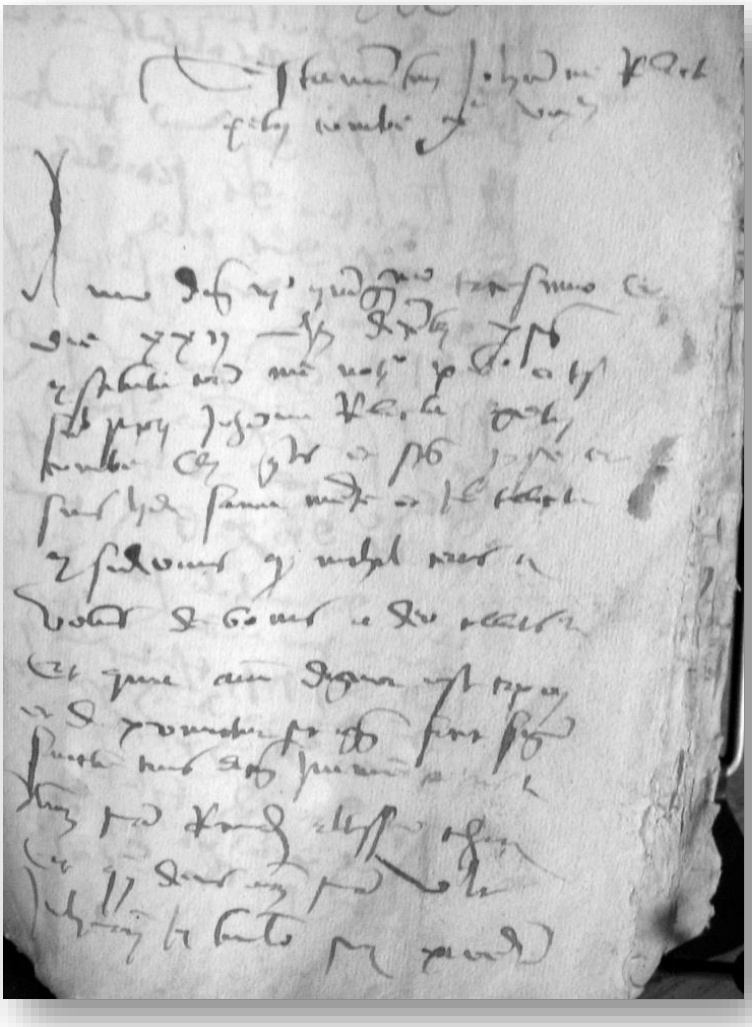
[156] Arch Vaulserre L 1607, 12 pour Antoine, témoin de la reconnaissance de Jean Bornat alias Bertet.

[157] Rente Vaulserre, Arch Vaulserre n.c., 4

[158] Ordonnance, art. 111

Mais le latin ne serait pas un obstacle si considérable, si les notaires n'utilisaient constamment des abréviations dont ils avaient chacun le secret[159].

A titre d'exemple, voici une page caractéristique du notaire **Périer** de Saint-Bueil :



Arch Vaulserre, L 1636

Ces actes ne sont pas entièrement déchiffrés; cela demandera du temps, de la sueur et des larmes. Et la collaboration d'un latiniste, d'autant plus distingué qu'il alliera au maniement courant du bas latin une passion pour la paléographie des abréviations…

Ainsi, il n'est pas prouvé que la famille Boffard soit arrivée à Voissant au début du XVIème siècle.

En tout cas, nos documents, plus abondants à partir de 1530, révèlent une famille bien établie à Voissant, avec au moins trois membres cités dans divers actes

Antoine, bien sûr, notre ancêtre direct, cité dès 1516, que nous évoquerons précisément plus bas. Mais aussi **Claude Boffard**.

En 1530, **Claude** et **Antoine**, tous les deux de Voissant, payent leur dette commune à **Antoine Charpenne** ; ils en reçoivent quittance devant le notaire **Périer** de Saint-Bueil[160]. Mais **Claude** n'est pas cité

[159] L'authentification des actes n'en était que facilitée…

[160] Arch Vaulserre L 1636

dans le testament d'**Antoine**, la même année, ce qui exclut l'hypothèse déjà improbable que ce dernier soit son père[161]. Si ce n'est son père, c'est probablement son frère.

En 1539, **Claude** est cité à de nombreuses reprises comme voisin des terres appartenant aux héritiers de **Benoît Cotier**, terres situées dans la paroisse de Voissant[162].

Claude décède avant 1542 : les actes notariés réglant des conflits de famille et impliquant **Antoine** n'en font aucune mention.

A **Antoine** et **Claude** s'ajoute **Françoise**. Plusieurs actes de 1541 et 1542 la mentionnent comme épouse de **Barthélémy Larderat**, de Voissant. Elle est mère de **Stéphane**, **Claude**, **Etienne** et **Françoise Larderat dit Boffard**.

A **Antoine**, **Claude** et **Françoise** pourrait s'ajouter **Pierre Boffard**, qui apparaît en 1530 : il est témoin dans une vente par **Jean Périer Muzet** de la Chapelle de Merlas à **Jacques Allioud**, de même lieu[163].

On le retrouve en 1539, comme témoin de l'ascensement (= mise en ferme) des dîmes de la Chapelle de Merlas par le prieur **Aymar de Clermont**[164]. Dans aucun de ces deux actes, on ne mentionne sa paroisse ; la Chapelle de Merlas est probable mais, la même année, on retrouve **Pierre** comme témoin de l'ascensement des dîmes de Saint-Bueil par le même prieur **Aymar de Clermont** à **Collet Baritel**. L'acte est signé au prieuré de Saint-Béron, devant le notaire **Claude Pélissier** de Saint-Albin[165]. Ainsi, **Pierre** demeure une énigme, mais il pourrait être le frère de **Claude, Antoine et Françoise**…

Ainsi, trois **Boffard** au moins résident à Voissant entre 1516 et 1530. Si la famille s'y est installée récemment, c'est en la personne de leurs parents. Donc au tout début du XVIème siècle. En l'absence de preuve matérielle, c'est la conclusion provisoire à laquelle nous nous tenons.

Antoine, notre ancêtre direct, est celui sur lequel nous disposons des informations les plus détaillées.

Pour l'année 1530, on compte 13 actes dont il est témoin et 6 dont il est sujet[166].

En 1530, il acquiert probablement des terres dépendantes du terrier du seigneur de Vaulserre, appartenant à **Claude Rozaz** (prêtre de Voissant) et **Antoine Baritel** de Saint-Bueil. La famille **Rozaz** était notoirement possessionnée à Voissant, entre la *chanéaz* et l'Ainan, au *savoyen* et aux *cossilles*. Il est bien probable qu'une partie de ce lieu prit ensuite le nom de *Boffard*. Une autre affaire opposa **Michel Cayère Codé** à **Antoine Boffard** ; la famille **Cayère Codé** est installée depuis toujours à Saint-Bueil et Voissant (aux mêmes lieux-dits que les **Rozaz**).

Enfin, **Antoine** tombe gravement cette même année ; il prononce son testament[167]. Mais sa bonne étoile se pencha sur lui, et il survécut jusqu'en 1545.

Entre temps, nous le retrouvons à plusieurs reprises dans les registres de notaires.

En 1535, il est témoin du mariage de son neveu **Stéphane Larderat dit Boffard,** fils de **Barthélémy** et **Françoise Boffard**, avec **Antonie Pascal du Bois**[168].

Mais un conflit familial oppose l'oncle à ses neveux **Claude** et **Etienne Larderat Boffard**, frères de **Stéphane** ; en 1539, un premier appointement (= accord pour éteindre une action judiciaire engagée) intervient. L'acte (en latin) est considérable : il compte neuf pages, et parmi les six témoins figure le châtelain de Vaulserre **Antoine Garnier** …[169]

---

[161] Arch Vaulserre L 1636

[162] Inventaire de la succession reçu Pélissier à Saint-Albin, Arch Vaulserre L 1718

[163] Vente reçue Périer à Saint-Bueil, Arch Vaulserre L 1636

[164] Reçu Pélissier à Saint-Albin, Arch Vaulserre L 1718

[165] Arch Vaulserre L 1718

[166] Notaire Périer à Saint-Bueil, Arch Vaulserre L 1636

[167] Notaire Périer à Saint-Bueil, Arch Vaulserre L 1636 : 3 pages encore à transcrire, et qui nous apporteront des informations capitales…

[168] Investiture reçue Pélissier à Saint-Albin, Arch Vaulserre L 1717, 28

[169] Appointement et complément d'appointement reçus Pélissier, Arch Vaulserre L 1718

En 1539 a lieu la division de la succession de **Claude Cotier**, entre ses fils **Antoine**, **Benoît**, **Arnaud** et **Vincent**. Sont cités comme voisins **Claude Larderat Boffard** (ph 133), **Claude Boffard** (134, 4 fois)[170].

Entre 1541 et 1545, **Antoine** poursuit l'acquisitionde terres à Voissant.

En 1541, un échange est conclu avec **Vincent Cotier** au cossert des *cotier* de Voissant. La terre échangée étant du fief du prieur de Voissant, celui-ci perçoit des droits de vente, et investit officiellement **Antoine**[171].

Toujours en 1541, nous retrouvons ce dernier témoin d'une vente en faveur de **Claude Jacquier** de Saint-Martin, reçue par **Claude Pélissier**[172]. A l'occasion de cette vente, on note l'existence d'un lieu dit appelé *bois boffard* proche du *tachet* à Saint-Albin. Simple coïncidence ou lieu d'implantation des **Boffard** ? La première solution est sans doute la bonne, puisque nous n'avons aucune trace de la famille avant 1517 à Vaulserre.

Le 13 mai 1542, **Antoine** et l'écuyer **Michel du Cerf**, du Pont-de-Beauvoisin, achètent ensemble des biens à Voissant, de **Françoise Larderat**[173].

Celle-ci vend tous ses biens situés dans le mandement de Vaulserre et aux lieux avoisinants, pour le prix de 10 écus d'or « au soleil » (écus du roi en majesté). Les biens dépendent de plusieurs seigneurs différents, dont le seigneur de Vaulserre. Au surplus, elle donne aux acheteurs la plus value de ces biens par donation irrévocable entre vifs et les investit selon la coutume du Dauphiné, par le don d'une plume. Selon l'usage, l'ensemble est juré sur les saints Evangiles et sous l'hypothèque de tous les biens du vendeur.

Mais les acheteurs, bien informés de la teneur de ces biens, n'ont pas jugé utile d'en détailler dans l'acte le contenu et la localisation. Près d'un demi-millénaire plus tard, les descendants en sont réduits aux conjectures.

En 1542, **Antoine Boffard** et **Claude Larderat Boffard** sont débiteurs de Mre **Jean Phélicie** (prêtre) ; son héritier, **Guillaume Cholat dit Dhonix**, laboureur de Velanne, achète une terre à Velanne à Me **Jacques Martin**, greffier de la communauté de Clermont. Le prix de vente est constitué d'espèces et de cette créance sur **Antoine Boffard** et **Claude Larderat Boffard**[174].

En 1542 encore, **Antoine** est témoin d'une cession de terre à Saint-Bueil par Hte **Claude Cailly** à **Jacquemoz Donna** (fils de feu **Antoine**)[175].

Autre acte de 1542 : un troisième appointement intervient entre **Antoine** et son neveu **Claude Larderat dit Boffard**, tous deux anciens associés, pour éteindre un procès entamé devant le juge de Vaulserre[176].

Le procès est né des dettes dues par l'association à divers créanciers, dont **Françoise Larderat**. Chacun accuse l'autre de n'avoir pas respecté l'accord initial de rembourser chacun la moitié des dettes.

Claude accuse aussi **Antoine** d'avoir acquis sans titre les biens de **Françoise** (acte étudié au dessus) : les biens de la succession parentale n'étaient pas divisés, cette dernière ne pouvait donc les vendre (ce qui explique qu'ils n'aient pas été identifiés dans l'acte de vente).

Pour éviter les frais d'un procès, les parties s'en remettent à 3 arbitres : **Aymar Pélissier** greffier du mandement, **Jean Rongier** cordonnier (métier « noble ») et **Etienne Pascal du Bois,** probablement beau-frère de **Claude.**

En fin de compte, toutes les demandes sur les dettes de l'association sont éteintes ; **Antoine** rendra à **Claude** et à son frère **Etienne** les biens acquis, contre une somme de 7 florins pour le désintéresser de la succession ; accord est aussi passé pour rembourser **Antoine** du prix de l'acquisition.

---

[170] Division reçue en 1539 par Claude Pélissier, Arch Vaulserre L 1718

[171] Investiture reçue Claude Pélissier, AD de l'Isère 3^E 4117

[172] AD de l'Isère 3^E 4117

[173] Rappel : Françoise Larderat est la fille de Barthélémy et de Françoise Boffard (elle-mêmesœur d'Antoine). Elle est mariée à Jean Genin, boulanger de Marseille (…) : acquisition reçue Pélissier, Arch Vaulserre L 1719

[174] Procuration, cession quittance et rémission reçues en 1542 par Claude Pélissier, Arch Vaulserre L 1719

[175] Cession quittance et rémission reçues en 1542 par Claude Pélissier, Arch Vaulserre L 1719

[176] Appointement reçu Pélissier, Arch Vaulserre L 1719

En 1545, il est témoin dans une vente par **Benoît** fils de feu **Gabriel Gerfaut Charamelet** à **Antoine Pélissier** (notaire et greffier de Vaulserre). Comme bien souvent, il s'agissait de régler une dette faite par le père : sur le prix total de 65 florins, 60 vont au remboursement[177]. C'est ainsi que s'appauvrissaient les petits paysans, et que se concentraient les fortunes rurales. C'est un phénomène observable jusqu'à la Révolution. Les **Boffard** en ont été victimes à la fin du XVIème siècle.

Plus aucune mention de lui dans nos actes après cette date ; en revanche, on voit apparaître en 1546 son fils **Benoît**. **Antoine** est donc décédé en 1545 ou 1546. Le temps qui suit est celui de son fils.

Mais auparavant, tentons une excursion thématique du côté des maisons des Boffard à Voissant.

Les Maisons des Boffard

Au XVIème siècle

Les actes du XVI è siècle permettent de localiser la première maison des **Boffard** (celle d'**Antoine**) de manière assez précise, quoique rien ne subsiste aujourd'hui.

Ainsi, la maison d'**Antoine Boffard** se situe à Voissant *chez les boffard*[178]. Le nom du lieu-dit a disparu au XVIII è siècle.
On peut le localiser le long du *chemin de la chanéaz* ou anciennement le *chemin de Saint-Bueil au vieux château de Vaulserre*, au carrefour avec le chemin rural n° 5 dit *de la chanéaz et patarin* qui descend du chemin n° 3 (cadastre actuel) dit *chemin de sous le mont*, ou anciennement *chemin de Voissant à Saint-Geoire*. La maison se situait au carrefour, plus probablement encore à l'ouest du *chemin de la chanéaz*[179].

En 1596, **Pierre Boffard**, fils aîné d'**Etienne**, en qualité d'héritier et de tuteur de ses frères et sœurs, doit acquitter une dette de son père envers feu **Jean Chaney Savoyen**. Pour cela, il vend à **Jean Chaney Savoyen** et ses frères et sœurs une terre jouxtant sa maison[180].

Aurait-il été contraint de vendre d'autres parcelles par la suite ?

Nous l'ignorons. Mais le parcellaire de 1635 mentionne encore quelques terres appartenant à **Pierre Boffard** *en boffard*, ainsi qu'une maison qu'il ne semble plus habiter[181]. Seules 2 autres parcelles possèdent des biens en *boffard* : celles de Me **Jean Jarrin Baraudon** charpentier (2 parcelles sur 2, dont sa maison –628 m²-)[182], de **Jean** et **Claude Roulet Reynard** (1 sur 5, mais toutes indiquent un voisinage **Boffard** ou **Jarrin Baraudon**)[183]. Une maison figurant dans la parcelle d'**Antoine Chaney Savoyen** est déclarée *en cossilles*, mais dans la déclaration des **Roulet Reynard**, cette maison est déclarée *en boffard*[184].

---

[177] Acte reçu Jean Pélissier Odoard, notaire à Voissant, Arch Boffard, Gris.
[178] Les terres des Boffard sont essentiellement concentrées dans cette zone de Voissant, à la frontière avec Saint-Bueil : Parcellaires 1635 (25) et 1670
[179] Ces terres sont aujourd'hui impossibles à apréhender, victimes des achats opérés par Gustave Veyre dans les années 1880, pour créer sa propriété de Voissant, juste au-dessus de l'usine sur l'Ainan. Par exemple, en 1881, il acquiert de Claude Chaney Savoyen (marié à Françoise Bertin) une terre, pré et vigne de 4 200 m² qui appartenait auparavant à Jean le père du vendeur. L'ensemble jouxte au levant et au sud le chemin de la chanéaz, et sur tous les autres côtés les biens déjà acquis par Gustave Veyre ; le prix de 3 000 FF démontre assez que Gustave Veyre a vraiment besoin de cette parcelle pour achever la constitution de son domaine : acte reçu le 14 mars 1881 Favot au Pont, AD de l'Isère 3^{E} 20569
[180] Vente reçue Pascal, Arch Boffard, Gris.
[181] Parcellaire Vaulserre, Arch Dulac, 37sq ; il déclare une autre maison à la *chanéaz*, dans laquelle il habite avec son épouse Marchienne Baroz.
[182] Parcellaire Vaulserre, Arch Dulac, 21
[183] Parcellaire Vaulserre, Arch Dulac, 21
[184] Parcellaire Vaulserre, Arch Dulac, 22

Le parcellaire de 1670 mentionne 3 propriétaires possédant *en boffard* : **Claude Chaney Savoyen** frère de **Jean** (4 parcelles dont sa maison –968 m²)[185], **Claude Boffard** bien sûr (2 parcelles)[186], **Jean Chaney Savoyen** frère de Claude (1 parcelle : sa maison –1ha et 2008 m²)[187].
C'est peut-être de cette première moitié du XVIIème siècle que date la construction de l'une des deux maisons : il était courant qu'à l'occasion d'une succession, les deux fils restent sur place, l'un conservant la maison du père, l'autre construisant la sienne à proximité (c'est ce qui se passe à la fin du XVIIème siècle à *la chanéaz* pour les Boffard).
En 1786, intervient un échange de terres entre **François Boffard** et **Pierre Chaney Savoyen**, portant sur des terres, verger, cote et vignes à cet emplacement[188]. Les **Boffard** abandonnent totalement *les boffard.*
Le plan cadastral de Voissant, en 1818, mentionne encore 3 maisons, de 7ème classe, appartenant toutes à **Jean Chaney Savoyen**, et un bâtiment ruiné de **Joseph Gallin**.

Les noms des lieux dits alentours, qui ont aussi pu évoluer avec le temps, sont dits au *savoyen* ou aux *côtes des cossilles*, ou encore à la *cayère*, en *cotier*, au *vivier* ou *à la croze*
Ainsi les familles les plus proches de nous géographiquement à Voissant, dans ces temps les plus anciens : **Larderat**, **Cayère**, **Chaney Savoyen** ou **Chaney Toniet**, **Cotier**, **Roulet Reynard** ou **Jarrin Baraudon**.

Au XVIIème siècle

Pierre Boffard, fils d'**Etienne**, acquit ou construit une maison au *village de la chanéaz*. La date exacte n'est pas connue, étant donné la faiblesse des sources notariales pour cette première moitié du siècle.

On peut apporter quelques précisions :
En 1635, **Pierre Boffard** est en cours de changement de maison : il habite déjà à *la chanéaz*, c'est-à-dire dans l'un des trois grands hameaux de Voissant, avec *le village* et *verchère*, mais conserve encore la maison des *boffard*.
La maison de *la* chanéaz jouxte le *chemin de Vaulserre à Saint-Bueil* du couchant (comme la *boffardière* aujourd'hui), et les domiciles de **Claude Burlet**, **Claude Chaney Savoyen** et **Isaac Richard Berland**. Compte tenu de ce voisinage, on peut estimer que la maison devait s'élever à l'emplacement de la *boffardière* aujourd'hui, ou vers l'emplacement actuel du pressoir.
En 1638, **Benoît**, fils de **Pierre Boffard**, reconnaît la maison au seigneur de Mollarond ; elle fait partie d'un lot de 837 m²[189].

En 1670, **Claude Boffard** (fils de **Benoît**) habite toujours la maison de *la chanéaz*, sur le même lot qu'en 1635 ; mais il ne possède plus la maison *en boffard*[190].

Son fils **Isaac** abandonne Voissant pour Saint-Bueil au début du XVIIIème siècle, mais le fils de ce dernier, **François**, s'y réinstalle très rapidement. Il fait sans doute réaliser des travaux importants dans la maison, qui s'appelle dès cette époque *la boffardière*.

Son fils aîné **Laurent** s'y installe à son tour. La maison passera à son aîné **Noël Antoine**, à l'aîné de celui-ci **Benoît Antoine**. Au décès de celui-ci en 1906, et au décès son épouse en 1907, les 3 garçons ont un métier : **Antoine** (**Antonin**) est marchand de vin (aubergiste) à la *Folatière* (Pont-de-Beauvoisin), **Emmanuel** est pharmacien à Lancey, **Romain** tient un magasin à Saint-Geoire en Valdaine. Aucun ne souhaite reprendre cette maison.

---

185 Parcellaire Vaulserre, Arch Dulac, p 461sq
186 Parcellaire Vaulserre, Arch Dulac, p 419 sq
187 Parcellaire Vaulserre, Arch Dulac, p 424 sq
188 Echange reçu Dulac, AD de l'Isère 8C 2077, enregistrement du Pont-de-Beauvoisin. Répercuté dans le casdastre de 1670, à la parcelle de Claude Boffard, p.419 : voyez « Familles de Valdaine » : http://pagesperso-orange.fr/famillesdevaldaine/page5.html
189 Terrier Mollarond, 23v et 24, Arch Boffard, Vert 1 ; et notre Répertoire des reconnaissances, in rubrique Terriers-reconnaissances.
190 Parcellaire 1670 p 419 sq, Arch Dulac.

Tout le domaine est vendu en 1909 aux frères **Louvat** pour la somme de 29 000 francs-or[191]. Leurs descendants, **Paulette**, **Ambroise** et **Aimée Louvat** l'occupent toujours, sans aucun morcellement.

B. Benoît Boffard 1525 env-1585 env

Antoine (1490 env-1545)
Benoît (1525 env-1584 env)
Etienne (1550 env-1595 env) et nos ancêtres
Françoise, ép Barthélémy Larderat
Françoise Larderat, ép Jean Genin
Claude Larderat dit Boffard
Etienne Larderat dit Boffard

Benoît naît aux environs de 1517[192] et les dernières mentions que nous possédons datent de 1583. Plus aucune mention par la suite, mais il faut rappeler la faiblesse de nos sources jusqu'au XVIIème siècle.

Benoît était maître chapuis (charpentier) à Voissant ; comme tout métier échappant directement à la terre, c'était un métier très honorable. Sans doute avait-il été placé en apprentissage chez un maître du mandement ; et à l'issue de son apprentissage, il était devenu compagnon. Mais les actes mentionnent le plus souvent : « maître Benoît Boffard, chapuis de Voissant » : peut-être avait-il aussi présenté et obtenu son chef d'œuvre, ce qui l'avait fait entrer dans l'aristocratie des métiers, surtout à la campagne.

En 1546, plusieurs actes le mentionnent :

-un échange entre **Aymard Cosselliat** de Voissant, et maître **Claude Garcin** (notaire de Saint-Bueil) porte sur une terre voisine de l'Ainan et de **Benoît**[193] ;

-un ascensement et réachat par **Claude de Luliot** en faveur de **Benoît Bouarnet** (tous les deux de Saint-Franc), reçu par **Antoine Pélissier** dans sa « boutique » de Saint-Albin, auquel **Benoît** est témoin[194].

Un acte plus important, qui mettait en cause le seigneur de Vaulserre : celui-ci possédait des moulins sur l'Ainan à Saint-Bueil ; dans l'objectif de les donner en ascensement à **Jacques** fils de **Jean Bertet** et à **Jean Bertet**, de Voissant, il fallait procéder à l'inventaire des pièces s'y trouvant. Pour cela, on nomme des prudhommes, qui furent ici **Benoît Sotat Gorin** (d'une très ancienne famille de la *chanéaz*, voisine des **Boffard**), et **Benoît Boffard**[195].

Enfin en 1546 toujours, **Benoît** est témoin d'un mariage entre **Claude Donna** fils d'**Antoine** et frère de **Jacques**, de Saint-Bueil sur Vaulserre (une autre partie de Saint-Bueil faisait partie du mandement de Saint-Geoire) et **Gabrielle Baritel** de la même paroisse[196].

En 1558, **Benoît** est encore témoin du testament de **Jean Cosselliat**, en compagnie de **Jean Cayère Codé**, de plusieurs **Chaney** et **Rol**, de **Benoît Larderat**, d'un **Bertet** et d'un **Jacquet**[197].

En 1569, il est témoin d'un ascensement consenti par **Pierre Galliot** de Saint-Jean d'Avelanne à **Benoît Rongier Guinet** de Saint-Albin, d'une terre à la *grobonnière* (Saint-Albin, lieu d'installation des

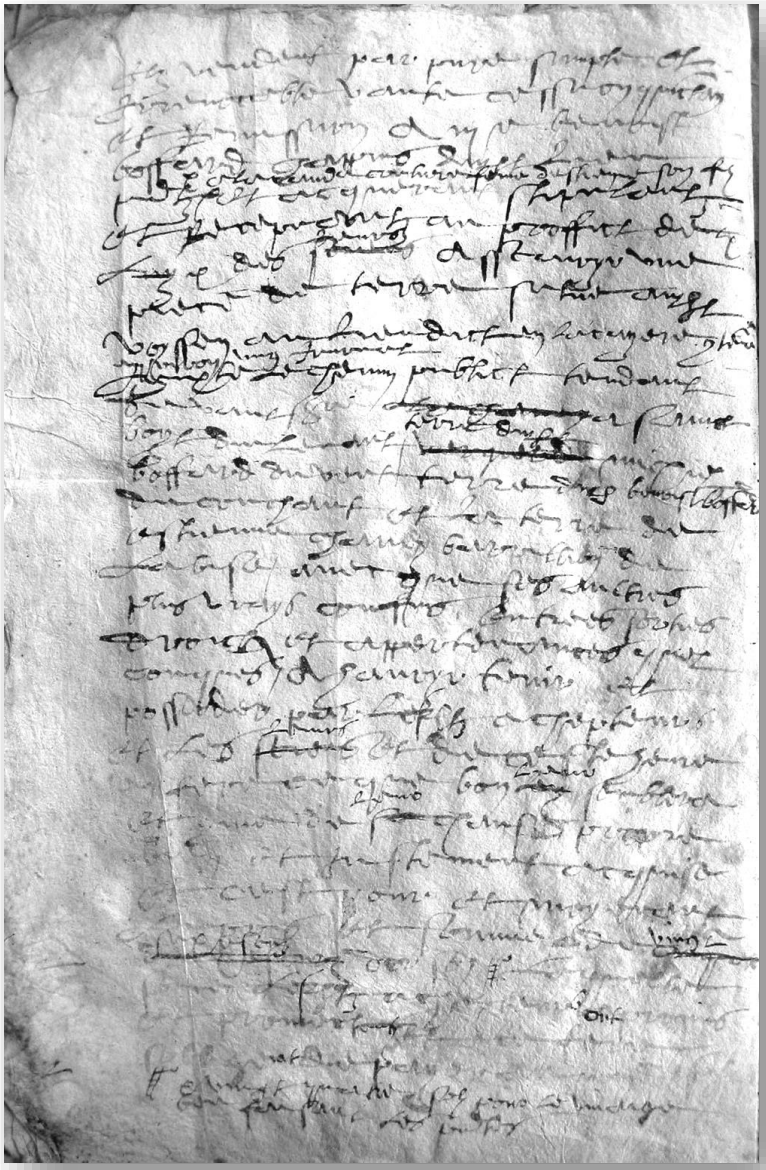
[191] Acte dont nous disposons des photocopies : Arch Boffard, Bleu.
[192] Date estimée à partir de sa désignation comme témoin dans un litige entre François Pascal et François Garnier en 1577. Il est dit avoir environ 60 ans : AD de l'Isère, H763, image 187
[193] Acte reçu Antoine Pélissier, AD de l'Isère 3^E 4118 ; la terre en question ressort du fief du prieuré de Voissant; on peut supposer qu'il en est de même pour celle de Benoît –les Boffard ont eu la quasi totalité de leurs terres du fief du prieuré.
[194] Deux actes distincts, AD de l'Isère 3^E 4118
[195] AD de l'Isère 3^E 4118
[196] AD de l'Isère 3^E 4118
[197] Jean institue son fils Benoît comme héritier universel : Arch Boffard, Gris.

Boffard de Saint-Albin)[198]. Il est aussi témoin de l'investiture de **Jacques Bertet**. Celui-ci avait acheté une terre de **Jean Cosselliat**, située *en cosselliat* mouvant du fief de **François Pélissier Odoard**. Ce dernier devait donc investir (=agréer) le nouveau « propriétaire », ce qu'il fait contre une somme d'argent. C'est le système féodal, qui fonctionne aussi bien même quand le seigneur est roturier[199].

En 1573, **Benoît** est une nouvelle fois témoin, dans un acte reçu par **Antoine Pascal** notaire de Saint-Martin (qu'il connaissait assez pour lui faire un gros emprunt en septembre 1570, dont nous reparlerons plus tard)[200].

Par le lieu où ils ont été passés, ces actes prouvent que **Benoît** est au moins sur la voie de la notabilité, qui sort volontiers de son village de Voissant pour aller à Saint-Albin, Saint-Franc ou Saint-Bueil.

En 1583, nous avons le témoignage essentiel de deux registres du notaire **Bayoud** (et rare, puisque c'est la seule année qui nous soit parvenue de ce notaire de Voissant). Or, surprise : **Benoît Boffard** est fréquemment cité dans ces pages ! Mais quelle écriture ! Pour donner une petite idée des difficultés de la recherche, voici une page type de ce notaire …



BMG, R 8223

Que tirer des actes de cette année 1583 ?

Ils concernent avant tout **Benoît** et son fils **Etienne**. Celui-ci est alors marié à **Clauda Cayère Cotier**, d'une famille de Voissant voisine des **Boffard**. Compte tenu de la date, **Benoît** devait être âgé pour l'époque : environ 60 ans. Peut-être cherche-t-il à mettre ses affaires en ordre pour son fils. Cela explique l'activité considérable qu'il mène cette année là, et l'absence de toute mention de lui après 1583 : il est sans doute décédé rapidement.

Antoine Cotier avait vendu un pré important (plusieurs journaux –1 journal = 2500 m²) à Voissant *en pré d'ainan*, à Hte **Jean** et **François**

[198] Ascensement reçu Antoine Pélissier, Fds Boffard-Dulac 21866-7

[199] Reçue Antoine Pélissier, Arch Boffard, Gris.

[200] Arch Boffard, Gris. Voir notre passage sur Pierre Boffard 1575 env-1643.

Cayère père et fils ; à cette époque, toute vente était affectée d'une possibilité de réachat au même prix, durant un temps variable (10 ans, ou même un réachat perpétuel) ; on pouvait vendre ce réachat ; c'est ce qu'a fait **Antoine Cotier** à **Benoît** et **Etienne Boffard** père et fils en 1582, pour le prix de 20 écus d'or, 1 écu 12 sols et deux jours de boeufs[201].

L'affaire pouvait être intéressante pour **Benoît Boffard**, notamment si **Antoine Cotier** avait vendu ce pré à faible prix pour honorer une dette, comme bien souvent. De plus, le pré jouxtait l'Ainan du couchant (toujours plus riche qu'en côte) et ses pré et vernay de la bize. L'acte de vente du réachat en main, **Etienne Boffard** se présente devant le seigneur direct M Me **Bertrand Galliot**, docteur en médecine du Pont-de-Beauvoisin ; celui-ci accorde l'investiture pour le prix de 10 écus, somme qui devait être payée par les **Boffard** avant un certain délai.

Le 4 février, les **Boffard** font donc sommation aux **Cayère**, pour qu'ils acceptent le réachat et leur cèdent la pièce. Mais ceux-ci répliquent qu'ils possèdent le droit de préférence du réachat, et qu'ainsi **Antoine Cotier** ne pouvait le vendre à quiconque sans avoir auparavant obtenu leur désistement. Droit de préférence conclu devant notaire[202].

Les **Cayère** se pourvoient alors devant le juge de Vaulserre qui les autorise à acquérir le réachat d'**Antoine Cotier** pour le même prix qu'il l'avait vendu aux **Boffard**.

Ainsi, entre temps, **Antoine Cotier** vend son droit de réachat aux acheteurs du pré, **Jean** et **François Cayère**.

Bertrand Galliot, dont les lods n'avaient toujours pas été réglés, obtient alors du bailliage de Vienne une saisie sur **Benoît Boffard**. Celui-ci fait opposition à cette saisie au motif qu'il ne jouit pas de la terre, et que de plus, le prieur de Voissant a certains droits sur elle.

Compte tenu de cette situation inextricable et pour éviter les frais d'un procès aléatoire, **Bertrand Galliot** et **Benoît Boffard** transigent : ce dernier payera les frais de la saisie pratiquée par **Jean Pascal** sergent royal (ancien nom de nos actuels huissiers) de Saint-Geoire. **Bertrand Galliot** quitte **Benoît Boffard** du surplus[203].

Epilogue de l'histoire quelques jours plus tard :

Le 24 février 1583 intervient l'accord (=*appointement*) entre les **Boffard** et les **Cayère**, toujours pour éviter les frais et aléas de la justice.

Les **Boffard** rendent les instruments de vente du réachat aux **Cayère** (qui conservent donc le pré), contre la somme payée à **Antoine Cotier** et un dédommagement de 3 écus d'or sol et 36 sols, réglé immédiatement[204].

Le 14 février, entre temps, les **Boffard** étaient encore devant le notaire **Bayoud** pour une affaire très différente : **Antoine Bertet**, cordonnier de Voissant installé au Pont-de-Beauvoisin, donne à **Benoît** et son fils **Etienne** 3750 m² de terre et vignes, avec des arbres, pour exploiter à grangeage et à faire valoir. Les biens sont situés à *patarin*et à la *cayère*, c'est-à-dire à proximité de la *chanéaz*. Ils y ajoutent une demi sesterée de pré (1 880 m²) à *la cayère* ; 1 250 m² de terre ; 7 500 m² de terre *au mont*, jouxtant une terre des Boffard : 12 500 m² de terres et vignes, 1 880 m² de pré.

Le tout pour 3 ans. Chacun participe à moitié, en particulier pour les semences ; les preneurs ramassent le foin, dont une moitié est reversée au bailleur. Ainsi que tout le produit de la vigne, dont le soin est encore laissé aux preneurs[205].

Le même jour, **Benoît** et **Etienne** sont témoins d'une vente d'un bois consentie par le même **Antoine Bertet** à **Benoît Larderat Boquin**[206].

---

[201] Vente reçue par Me Charles Carre, notaire à Saint-Geoire, dont tous les registres ont disparu.
[202] Me Gaspard Pascal.
[203] Quittance reçue Bayoud, BMG R8223
[204] Acte signé Bayoud et passé dans l'étude du notaire Tercinel au Pont-de-Beauvoisin, BMG R8223
[205] Reçu Bayoud 14 février 1583, AD de l'Isère 3^{E} 441
[206] Reçue Bayoud 14 février 1583, AD de l'Isère 3^{E} 441

Le 1er mai, **Benoît** est témoin d'une vente consentie par **Benoîte Varnière** veuve de **Jacques Bertet**, en compagnie de **Benoît** et **Valentin Cayère**[207].

Le 9 mai, dans la maison du notaire **Bayoud** à Voissant (*verchère*), **Benoît** reconnaît devoir à **Benoît Gerfaut** la somme de 4 écus d'or sol[208].

Le 9 mai toujours, on retrouve **Benoît** à Saint-Bueil chez **Jean Roche**, pour être témoin de la procuration que passe celui-ci[209].

Le 29 mai, toujours à Saint-Bueil, il est témoin d'un ascensement passé par **Jean Villard Chappat** (famille importante de cette paroisse et de Saint-Albin) à **Benoît Cayère Codé** (famille de Saint-Bueil et de Voissant, nos voisins à la *chanéaz*)[210].

Puis au mois d'août, achat important de **Benoît** et **Clauda Cayère Cotier** épouse de son fils **Etienne**, associé à **Michel Larderat dit Boffard**, à **Claude** et **Benoît Larderat** fils de feu **Benoît** : une pièce de terre de 5000 m² *à la cayère*pour un prix de 52 écus d'or sol (chacun en payant 26). Quelques arbres poussant au-dessus étaient réservés à **Louise Larderat** leur sœur, épouse de **Etienne Chaney Barrelon**. Mais les 3 déjà cités avaient un autre frère, **Jean.**

En l'absence de ce dernier, les acheteurs avaient pris soin d'exiger devant le notaire que les vendeurs leur garantissent l'achat. Moyennant quoi, les vendeurs ont investi les acheteurs, toujours au moyen du don d'une plume à écrire, selon la tradition dauphinoise[211].

Mais les complications craintes s'avèrent bien réelles ; en effet, le même jour, après sommation, les vendeurs refusent d'exécuter aux l'acte de vente en totalité, prétextant une dette envers leur frère **Jean**[212]. L'affaire fit long feu, peut-être cette sommation suffit-elle ?, l'acte fut finalement exécuté, et la quittance passée le 12 décembre à **Benoît Boffard**[213].

Le 9 août a lieu la division en deux parts égales de cet achat commun (une terre plus importante pour **Benoît Boffard**, qui s'engage à régler à **Michel Larderat** 1 écu d'or sol en compensation). L'acte fourmille de détails, sur le nombre et la localisation des arbres que chacun est autorisé à planter dans l'avenir sur sa pièce, sur les arbres qui restent à **Louise Larderat**…[214]

En septembre, nouvel achat, d'une pièce de terre et bois de 5 000 m² *au mont* de Voissant, appartenant à **Antoine Bertet**, le cordonnier émigré au Pont-de-Beauvoisin. Cette vente est passée pour 8 ans et 8 prises (de foin sans doute), contre le prix de 5 tonneaux de vin de Vaulserre[215].

C'est là le dernier témoignage de la vie de **Benoît Boffard**. Les acquisitions se sont multipliées durant cette année 1583, sans que l'on puisse affirmer qu'il en était de même les autres années. On peut seulement suggérer que le métier de charpentier assura à **Benoît** une certaine aisance. Alors qu'il ne signe jamais, une reconnaissance de 1559, à laquelle il est témoin, vient montrer qu'il le sait pourtant[216].

Celui-ci décède probablement rapidement après 1583, et en tout état de cause, a bien préparé son fils **Etienne** à prendre sa suite. **Benoît** a-t-il eu d'autres enfants ? Nous n'en avons aucune preuve. Mais des indices concordants laissent penser qu'il eut aussi **Antoine**, qui alla faire souche à Saint-Albin de Vaulserre, donnant naissance à ces cousins étudiés plus haut[217].

De toutes les manières, **Etienne** était le fils aîné. Il resta à Voissant dans la maison familiale.

---

[207] Reçue Bayoud 14 février 1583, AD de l'Isère 3E 441 ; on féminise souvent les noms de famille, au XVIème et encore au XVIIème siècles…

[208] Reçue Bayoud 14 février 1583, AD de l'Isère 3E 441

[209] Reçue Bayoud 14 février 1583, AD de l'Isère 3E 441

[210] Reçue Bayoud 14 février 1583, AD de l'Isère 3E 441

[211] Reçue Bayoud 14 février 1583, BMG R 8223

[212] Reçue Bayoud 14 février 1583, BMG R 8223

[213] Reçue Bayoud 14 février 1583, BMG R 8223

[214] Reçue Bayoud 14 février 1583, BMG R 8223

[215] Reçue le 28 septembre 1583 Bayoud, BMG R 8223

[216] Reconnaissance de Guillaume Gay au seigneur de Grôlée, Arch Vaulserre L 2842

[217] Voir Chap. II Section II V. Les Boffard de Saint-Albin

C. Etienne Boffard 1550 env-1595 env

Antoine (1490 env-1545)
Benoît (1525 env-1584 env)
Etienne (1550 env-1595 env) + Clauda Cayère Cotier
Pierre (1575 env-1643) et nos ancêtres
Antoine
Clauda
Charlotte
Martianne
Claude
Benoît
Antoine et les Boffard de Saint-Albin (?)

Ce n'est pas le plus ancien de nos ancêtres, c'est le plus mystérieux. Nous ne savons rien de plus que ce qui a été dit au sujet de son père, **Benoît**.

En 1583, il est donc marié et très au fait des affaires de son père, auxquelles il participe. En 1596, il est décédé, ainsi que sa femme **Clauda Cayère Cotier**. Il laisse plusieurs enfants, dont la tutelle est confiée à l'aîné **Pierre** (notre ancêtre) : voyez le tableau généalogique simplifié ci-dessus.

D. Pierre Boffard 1575 env-1643

Antoine (1490 env-1545)
Benoît (1525 env-1584 env)
Etienne (1550 env-1595 env) + Clauda Cayère Cotier
Pierre (1575 env-1643) + Martianne Baroz -1628)
Benoît (1598-1648) et nos ancêtres
Antoine –av 1625) + Jeanne Cayère –1662)
Louise + 1649 Jean Gathe Barral
Benoîte -1662) + 1634 Jean Cayère
Benoîte (1635-
Clauda (1639-
Claude (1642-
Jeanne
Clauda (1614-
Clauda + Pierre Baroz
Jean Baroz
Charlotte + Benoît Larderat
Martianne
Claude
Benoît
Antoine et les Boffard de Saint-Albin

Nous évoquerons **Pierre**, bien sûr, notre ancêtre, mais aussi ses frères et sœurs, et les descendants de ces derniers jusqu'à épuisement de la branche.

Pierre

A l'orée du XVII ème siècle, les documents se font plus nombreux.

Les débuts sont difficiles : pour lui et ses frères et sœurs dont il est tuteur, **Pierre** doit régler les dettes d'**Etienne**. Mais aussi celles de son grand-père **Benoît**, qu'**Etienne** n'avait pas réglé de son vivant. Or, il semble qu'Etienne soit décédé très tôt. En 1593 Pierre est domestique de François Garnier de Voissant[218]. Il n'en est qu'à ses débuts.

Notre premier document concerne justement le règlement d'une dette en 1596. Il faut pour cela se plier aux exigences du créancier, un **Chaney Savoyen**, et vendre un passage de terre contigu à la maison des héritiers *en boffard*. C'est peut-être ce qui explique « l'émigration » des **Boffard** à la *chanéaz*[219].

Pierre se marie dans ces années. L'aîné de ses enfants, **Benoît**, naît en 1598. Deux filles suivront. Le mariage est flatteur : **Pierre** épouse **Martianne** (**Marchienne** …) **Baroz**, d'une importante famille de Saint-Albin et de Voissant[220]. C'est peut-être ce qui sauva les **Boffard**, et qui notamment leur apporta leur implantation au *village de la chanéaz* ; les **Baroz** étaient possessionnés *au baroz*, c'est-à-dire tout à côté.

Mais les créanciers continuent d'affluer. En 1599, début d'un procès qui dura au moins jusqu'en 1640, époque des dernières pièces, l'ensemble figurant aux Archives Boffard.

Tout commence en 1570 et 1574, par cinq obligations passées par **Benoît** (grand-père de Pierre) au profit du notaire **Antoine Pascal** de Saint-Martin (pour une somme totale de 19 écus, 58 sous, 6 deniers, 4 sommes de vin et un bichet de froment). Celui-ci étant décédé prématurément en 1588, son fils **Louis**, âgé de 2 ans, est placé sous la tutelle de ses oncles **Jean** (effets mobiliers) et **Michel** (effets immobiliers). **Jean**, en particulier, se lance dans une véritable campagne de recouvrement des nombreuses créances de la succession.

Et notamment celles des **Boffard**, qui prennent de l'importance avec le temps qui court. Après l'échec de plusieurs demandes de remboursement verbales, **Jean** se résigne à un règlement judiciaire.

Nombre de pièces ont été perdues, mais il en reste suffisamment pour reconstituer ce procès de plus de 40 ans qui s'ouvre en 1599.

Nous disposons de la demande d'assignation de **Pierre Boffard** au juge de première instance (juge de Vaulserre, nommé par le seigneur, justice soumise au roi par la voie de l'appel) : l'assignation est accordée : **Pierre** devra se présenter à Grenoble, siège de la justice de Vaulserre ; l'assignation est délivrée au début de 1602 par un sergent royal (huissier d'aujourd'hui), en présence de proches voisins : **Claude Burlet** et **Pierre Sotat Gorin**[221].

Pierre ne se présente pas, comme la plupart des débiteurs défaillants. Selon la procédure civile en usage, 3 défauts sont prononcés contre lui, et la décision est ensuite rendue par contumace (du moins le prétendront les **Pascal** plus tard).

Puis le procès est stoppé, sans qu'on en connaisse la raison ; on pourrait en imaginer plusieurs : un règlement partiel de la dette a peut-être eu lieu, ou **Jean Pascal** a porté son attention sur des affaires plus importantes, ou simplement a-t-il été négligent, comme souvent (d'après les archives…). En réalité, il semble que la sentence éventuelle n'ait pu être appliquée parce que **Pierre** et ses frères et sœurs ont renoncé à la succession de leur père. Rappelons que le grand-père **Benoît** avait acquis des biens en

[218] AD de l'Isère, H764, image 511 (gagement François Garnier contre Anne Tirard veuve Giroud

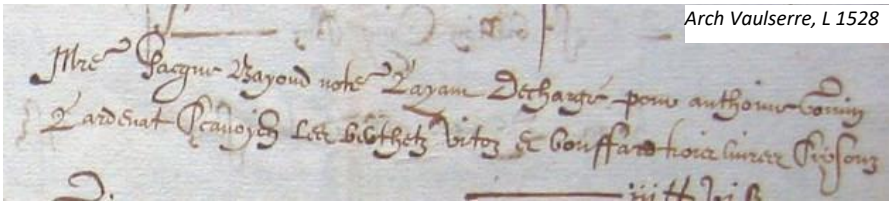
[219] Acte reçu Michel Pascal, Arch Boffard, Gris.

[220] Nombreux actes disponibles sur cette famille tout au long des XVIème-XVIIIème siècles : Fds Boffard-Dulac, Répertoire des reconnaissances, parcellaire de Vaulserre (pour ces trois sources, voyez notre site Familles de Valdaine) ; Registres d'imposition, procès verbaux d'assemblées de communauté…

[221] Arch Boffard, Vert 1 ; à l'origine, le dossier conservé par la famille Pascal comportait les 5 obligations des années 1570 et 1574 ; malheureusement, elles ont été perdues depuis.

association avec **Clauda Cayère Cotier** sa belle-fille, et non seulement avec son fils. Ainsi les 6 enfants d'**Etienne** et de **Clauda Cayère Cotier** ont partagé la seule succession de leur mère, en 1605[222].

En 1607, il est probable que le notaire **Jacques Bayoud**, de Voissant ait vendu de nombreuses terres (peut-être est-il décédé cette année là ?) à plusieurs de Voissant, dont **Pierre Boffard** : voici la cote de **Jacques Bayoud** pour la taille de 1607 :



Arch Vaulserre, L 1528

Le procès semble reprendre en 1620, d'après des pièces de 1639 et 1640, mais qui sont contredites par la liste des pièces du procès établie en 1640 par les **Pascal** : alors que cette liste reprend tous les frais et procédures depuis la requête fondamentale de 1599, elle ne mentionne aucun acte entre 1620 et 1639. Or les **Pascal** auraient eu tout intérêt à mentionner le moindre acte, pour gonfler les dommages-intérêts et dépens du procès…

En 1639, reprise du procès ; **Louis Pascal**, fils du créancier, est largement adulte, il est même vice châtelain de Vaulserre, et s'apprête à marier son fils **Etienne** à la plus riche héritière de Vaulserre[223].

Devant cet ennemi puissant, la défense de **Pierre Boffard** est la même qu'en 1601 : les **Boffard** sont héritiers de leur mère, et non de leurs père et grand-père. S'y ajoutent 2 remarques : **Pierre** ne peut être le seul destinataire de la demande puisque les biens maternels ont été partagés en 1605 ; il faut donc assigner tous les descendants. Enfin, la sentence de 1601 est notoirement prescrite, ayant plus de 30 ans[224]. Cette argumentation est peu développée, le document se présente plus comme un résumé des points allégués, et non comme de véritables conclusions.

N'allant pas jusqu'à la solution, nos documents nous privent du plus croustillant. Incontestablement **Pierre Boffard** devait cette somme. L'a-t-il jamais payée, avec les intérêts de retard au moins depuis le jugement de 1601… ?

En 1605, lors du premier registre de taille conservé, les biens de **Pierre** et ses frères et sœurs sont imposés 7 sous = dans la moyenne des autres cotes, pour tout le mandement de Vaulserre, c'est-à-dire les quatre paroisses de Voissant, Saint-Albin, Saint-Martin et Saint-Bueil. La cote de **Pierre** est de 3 sous, et le classe au 60 ème rang sur 68 … Si ce n'est pas la misère, cela y ressemble. On peut aussi remarquer que les enfants d'**Etienne** et **Clauda Cayère Cotier** ont hérité à parts égales, sauf une prime de 20% pour **Pierre** : **Claude**, **Clauda**, **Charlotte**, **Antoine**. **Martianne** était probablement décédée en bas âge, et **Benoît** duquel on ne sait rien.

La taille 1613 révèle en revanche une certaine prospérité, puisque de cette époque jusqu'à son décès, **Pierre** est classé au 20 ème rang environ. Que s'est-il passé entre temps ? Il est possible que **Martianne Baroz** ait hérité des biens de sa famille ; en 1613, dans une reconnaissance au seigneur de Vaulserre, **Claude Richard Berland** et **Clauda Chaney** son épouse déclarent posséder un verger jouxtant « le domicile de **Marcianne Baroz** femme de **Pierre Boffard** du vent ». **Jeoffray Chaney Savoyen** et **Jean Cayère Codé** parlent du domicile de « **Pierre Boffard** et de sa femme »[225]. On ne mentionne l'épouse que lorsque le bien considéré lui appartient en propre.

[222] Même si le registre de la taille cotisée en 1605 mentionne : « Pierre Boffard pour le bien de son père » Taille 1605, 4 (Arch Vaulserre L 4075) ; le collecteur se sera égaré.

[223] Clauda Bolian veuve d'Aymar Pélissier le fils du châtelain Michel. A son tour, Etienne Pascal deviendra châtelain de Vaulserre en 1657 jusqu'en 1680.

[224] Le délai de 30 ans est le délai romain de prescription des actions en revendication de meubles ou d'obligation. Ce n'est évidemment pas un délai applicable pour prescrire une décision de justice…

[225] Arch Vaulserre L 3822, 3 et 4, 8-11

Cette maison relève du seigneur de **Mollarond**, comme le rappelle la reconnaissance de 1611[226]. **Pierre Boffard** ne reconnaît rien de plus au seigneur de Mollarond. Au seigneur de Vaulserre et de Saint-Albin, il ne reconnaît qu'un tiers de journal de verger (environ 830 m²)[227], ce qui lui coûtait chaque année un poids de cire fixe, 2/3 du ¼ d'une livre[228]. En 1617, le terrier **Bornerand** (les terriers portent souvent le nom du notaire les ayant reçus) pour le seigneur de Vaulserre, révèle 6 parcelles déclarées par **Pierre**[229].

En 1635, **Pierre Boffard** était au 45ème rang de valeur (sur 201) de toutes les parcelles nobles, ecclésiastiques, roturières des 2 paroisses de Saint-Bueil et Voissant, avec près de 3 ha. L'essentiel était reconnu au profit du prieuré de Voissant[230], largement possessionné dans la section C du cadastre de Voissant (1818).

Ainsi, **Pierre** est parti de peu et resta affaneur (cultivateur), et non laboureur, toute sa vie. Nul ne sait s'il a pu ou voulu honorer les dettes laissées par ses père et grand-père ; à la fin de sa vie (environ 70 ans, âge canonique à cette époque[231], 15 ans après **Martianne Baroz**[232]), il avait mis sa famille à l'abri des difficultés immédiates. D'après le consensus des auteurs, il fallait 4 ha de terre pour qu'une famille de paysans puisse vivre sans souci permanent. On en est à 3 ; mais il faut tenir compte que le Dauphiné est considéré comme une terre d'habitants modestes[233] .

C'est donc la génération suivante qui développera la prospérité de cette famille.

En attendant, il faut évoquer les frères et sœurs de **Pierre**.

Les frères et sœurs de Pierre, et leurs descendants

On commence par une incertitude sur le nombre et l'identité de ces frères et sœurs. Lors du procès évoqué plus haut, les **Pascal** évoquent 7 enfants d'**Etienne**. Pierre, dans ses réponses, affirme qu'il est l'aîné de 6.

En bas âge, il semble bien qu'ils aient été sept **: Pierre, Antoine, Claude, Martianne, Clauda, Benoît et Charlotte.**

Sans renseignement sur **Martianne**, il faut supposer que celle-ci était morte très tôt, avant 1605. Idem pour **Benoît**.

Les autres apparaissent encore quelques temps dans les registres d'imposition : jusqu'en 1609 sont cotisés **Antoine**, **Clauda**, **Claude** et **Charlotte**.

Charlotte disparaît entre 1609 et 1613 : elle épouse **Benoît Larderat**, et leurs cotes sont donc fusionnées. En 1619, veuve, elle donne naissance à **Benoîte**, qu'elle attribue à **Louis Bertet** fils de **Georges**[234]. En 1622, naissance de **Claude**, attribué au même père[235] ; en 1623, naissance de **Dimanche**, attribuée au même **Louis Bertet**[236]. Cette fidélité sans lien matrimonial a sans doute fait scandale … **Charlotte** décède en 1626[237].

---

[226] Arch Vaulserre L 1563, 41 et 42. Lors de la reconnaissance passée en 1540 environ, cette pièce était divisée en 3 parcelles, appartenant toutes à des membres de la famille Chaney.

[227] Arch Vaulserre L 3822, 7 et 8

[228] Abrégé d'une rente due sur une reconnaissance de 1630, Arch Vaulserre n.c, 15 v

[229] Dont on ne sait rien de plus que les numéros de chacune, par lesquels elles sont référencées dans le répertoire : Arch Vaulserre L 1611, n°3.

[230] Reconnaissance au profit du prieuré de Voissant en 1733, AD de l'Isère 3E 6908. Ce cahier fait référence aux précédentes reconnaissances passées en 1634 : seules en ont été sauvegardées quelques reconnaissances éparses, et non celle de Pierre Boffard.

[231] Registre paroissial Voissant n°1, 10

[232] Registre paroissial Voissant n°1, 10

[233] Jean NICOLAS, « Le paysan et son seigneur en Dauphiné à la veille de la Révolution » in *La France d'AR : études réunies en l'honneur de Pierre Goubert*, Toulouse : Privat, 1984, vol II, p.97-107

[234] Registre paroissial de Voissant n°1, 60

[235] Registre paroissial de Voissant n°1, 55

[236] Registre paroissial de Voissant n°1, 53

[237] Registre paroissial de Voissant n°1, 5

En 1617, **Clauda** et **Claude** ont disparu eux aussi. **Clauda** s'est sans doute mariée cette année là avec **Pierre Baroz**, dont elle aura **Jean** ; le couple a peut-être quitté Voissant, car on ne les retrouve pas dans les registres d'imposition, pour s'installer à Saint-Geoire[238].

De **Claude**, on ignore tout. Il est probablement décédé sans postérité. Si postérité il y avait eu, celle-ci aurait été cotisée ; s'il avait quitté Voissant, les registres l'auraient cotisé parmi les forains : propriétaires non résidents. Seule autre possibilité : il a quitté Voissant après avoir vendu son bien.

Il reste à évoquer **Antoine**. Celui-ci figure dans les registres d'imposition à partir de 1608 comme « Maître Antoine Boffard »[239]. Il est cordonnier, bon métier, et probablement maître cordonnier. Son destin était de devenir un « coq de village », là où son frère **Pierre** est toujours qualifié d'affaneur (cultivateur). D'ailleurs en 1609, sa taille est au 53 ème rang de celles de Voissant, lorsque celle de son frère **Pierre** est au 60ème[240].

On le retrouve en 1617 dans le terrier **Bornerand**, pour le seigneur de **Vaulserre** : il déclare 11 parcelles, ce qui n'est pas rien, mais dont on ne peut connaître la valeur puisque seuls sont cités dans notre document les numéros de références du terrier[241].

Antoine a été parrain une fois, semble-t-il, en 1615 pour un enfant **Colin**[242].

Mais, accident de la vie ou accident professionnel, il meurt jeune, probablement en 1617[243].

En laissant une veuve, **Jeanne Cayère Cotier**, et 4 filles : **Louise**, **Benoîte**, **Jeanne**, **Clauda**. Le tout en assez mauvaise situation financière, puisque son bien résidait en grande partie dans son art : en 1617, la taille de la succession se classe au 67 ème rang sur 73…[244] La succession est partagée entre 1633 et 1636 : si **Louise** reçoit sa part et part habiter Saint-Geoire ou Merlas, les deux autres filles, **Benoîte** et **Clauda**, font même feu et pot avec leur mère à Voissant jusqu'à ce que mort s'ensuive[245].

Jeanne Cayère Cotier est d'une famille de Voissant, voisine de la nôtre. Les stratégies familiales tissent souvent un lien étroit entre les familles qui vivent en voisines, en particulier quand elles appartiennent au même milieu social. Un mariage associe des familles, on se soucie peu des personnes. Rappelons que son beau-père **Etienne** avait épousé **Clauda Cayère Cotier**, probablement une cousine (sans documents, nous n'avons aucune précision sur le degré de parenté, et donc sur les dispenses ecclésiastiques nécessaires). **Jeanne** est la fille de **Marcian Cayère Cotier**, et la sœur de **Claude**[246].

Jeanne fut marraine au moins 2 fois, pour des enfants **Bornat Guerre** (1627) et **Bornat Cayerat** (1635)[247]. Elle mourut âgée, en 1662[248].

Elle sut tenir sa famille et marier deux de ses filles :

Louise épousa à Merlas en 1649 **Jean Gathe Barral** de Saint-Geoire. La date et la localisation de ce mariage sont étonnantes, mais vraies.

---

[238] 1607 acte de baptême d'un Jean Baroz, fils de Pierre et de Jeanne Boffard (et non Clauda ; erreur du copiste ou du curé ?)

Une recherche approfondie dans les registres paroissiaux est nécessaire. Le parcellaire de 1635, comme la taille de 1636 font état d'un Antoine Baroz, important laboureur de Voissant : il acquitte la 3ème contribution de la paroisse de Voissant (Pierre Boffard : la 20ème), et possède la 5ème parcelle des paroisses de Voissant et Saint-Bueil (Parcellaire, 43).

[239] Arch Dulac, Taille 1608, 22

[240] Comparaison de tailles pour Voissant, voyez mon site « Familles de Valdaine ».

[241] Arch Vaulserre L 1611, n°3

[242] Registre paroissial de Voissant n°1, 66

[243] Pas de mention aux registres paroissiaux ; entre les deux dates, nous ne possédons aucun registre d'imposition.

[244] Comparaison de tailles pour Voissant, voyez mon site « Familles de Valdaine ».

[245] Dernière mention des « hoirs d'Antoine Boffard » ; en 1636, est cotisée Jeanne Cayère, veuve d'Antoine Boffard : Comparaison de tailles pour Voissant, voyez mon site « Familles de Valdaine »; toutes les impositions sont communes, jusqu'en 1662, ainsi que les reconnaissances, comme en 1633 au terrier de Vaulserre : Arch Vaulserre n.c, 24, ou en 1654 au terrier Gérard de Vaulserre : Arch Vaulserre L 1610, 33-36

[246] Voir sa reconnaissance pour le seigneur de Vaulserre au terrier Gérard en 1655, Arch Vaulserre L 1610, 31 ; reconnaissance de Martian Cayère au terrier Bornerand pour le seigneur de Vaulserre en 1617, Arch Vaulserre L 1611, 3

[247] Registre paroissial de Voissant n°1, 47 et 37

[248] Registre paroissial de Voissant n°5, 138

Benoîte épousa en 1634 **Jean Cayère Bert**, d'une famille évidemment cousine de celle de sa mère et de sa grand-mère, mais habitant à Saint-Bueil[249]. Avant ce mariage, elle fut employée comme chambrière au service de noble **Charles de Garcin**, ancien seigneur de Vaulserre, d'une famille de Merlas[250].

En 1635, naissance de **Benoîte**[251] ; en 1639, de **Clauda**[252] ; en 1642, de **Claude**[253]. 3 enfants répertoriés.

Benoîte décéda en 1662, juste avant sa mère[254].

Antoine Boffard et **Jeanne Cayère** ont 2 autres filles :

Jeanne, née en 1614. Nous ne disposons d'aucun autre renseignement sur elle. Sans doute est-elle décédée à Voissant très jeune : les registres de sépulture débutent en 1617.

Et enfin **Clauda**, qui fut marraine de **Clauda Cayère Bert** sa nièce en 1639[255]. Elle ne semble pas s'être mariée.

Ainsi, après la mort d'**Antoine**, qui laisse une veuve désemparée chargée de trois ou quatre enfants, celle-ci relève les défis, éduque ses filles et en marie deux. Elle vit probablement à Voissant avec **Clauda** et **Benoîte**, même après le mariage de celle-ci en 1634[256], et a fortiori après le décès de **Jean Cayère Bert** intervenu avant 1652. Ainsi, en 1654, **Jeanne** et ses deux filles reconnaissent tenir du seigneur de Vaulserre presque 15 journaux de terres et bois à Voissant (3,75 ha environ)[257].

Les enfants de **Pierre Boffard** et **Martianne Baroz** nous attendent maintenant. Nous les étudierons sous le vocable de notre patriarche suivant : **Benoît**

E. Benoît Boffard 1598-1648

Etienne (1550 env-1595 env) + Clauda Cayère Cotier
Pierre (1575 env-1643) + Martianne Baroz -1628)
Benoît (1598-1648) + 1631 Benoîte Pélissier
Claude (1640-1690) et nos ancêtres
Jeanne + 1616 Antoine Dulac Guillomin
Michelle –1629)
Antoine –av 1625) + Jeanne Cayère –1662)
Louise + 1649 Jean Gathe Barral
Benoîte -1662) + 1634 Jean Cayère
Benoîte (1635-
Clauda (1639-
Claude (1642-

[249]Registre paroissial de Voissant n°1, 14 ; Jean Cayère Bert est fils d'un autre Jean ; les Cayère Bert doivent leur surnom à Bert Cayère, qui vivait en 1540 (plusieurs reconnaissances : voir notre Répertoire des reconnaissances, in Familles de Valdaine ; il semblerait même que la famille s'appelait « de Chauché », et que « Cayère » ait été un surnom. Le basculement dut se faire au milieu du XVIème siècle.

Jean Cayère Bert apparaît à de nombreuses reprises dans nos documents ; par exemple, en 1617 au terrier Bornerand pour Vaulserre (6), en 1617 toujours au terrier de la chapelle Saint Antoine de Voissant (n°82) ou encore en 1626 à la rente abrégée pour le seigneur de Vaulserre (15) : voyez le Répertoire des reconnaissances.

[250] 15 novembre 1632 pour une durée de 7 mois environ. La jeune fille était accompagnée de sa mère, qui a consenti pour elle : Livre journalier de Charles de Garcin, Arch Vaulserre n.c

[251] Registre paroissial de Voissant n°1, 36

[252] Registre paroissial de Voissant n°1, 31

[253] Registre paroissial de Voissant n°1, 26

[254] Registre paroissial de Voissant n°5, 138

[255] Registre paroissial de Voissant n°1, 31

[256] Reconnaissance pour le terrier de Vaulserre en 1633, Arch Vaulserre n.c, 24

[257] Arch Vaulserre L 1610, 33-36

Jeanne
Clauda (1614-
Clauda + Pierre Baroz
Charlotte + Benoît Larderat
Martianne
Claude
Benoît

Benoît

Benoît n'a pas survécu longtemps à son père, puisqu'il est décédé en 1648, à l'âge d'environ 50 ans[258]. Âge très raisonnable pour l'époque.

Benoît se marie en 1631, donc un peu plus tard que la moyenne qu'on peut fixer d'après nos relevés, à 28 ans pour les hommes.

Symbole de l'ascension familiale, il épouse **Benoîte Pélissier**, fille d'honorable **Claude** et **Louise Baudet**[259]. La famille **Pélissier**, divisée depuis longtemps en plusieurs rameaux, est l'une des plus considérables du mandement. **Claude Pélissier** est le frère de **Jean** et de **Michel** le notaire de Saint-Albin et châtelain tout puissant du mandement[260].

Pour tenter une comparaison, lors de la taille de 1621, l'imposition de **Claude Pélissier** est de 43 sous, celle de **Pierre Boffard** de 23,6 sous[261]. En 1636, **Claude Pélissier** est qualifié de « clerc » (état qui doit conduire à un métier d'homme de loi : notaire en particulier), 41 sous contre 17,3[262] ; en 1638, 4 livres et 18 sous contre 2 livres et 3 sous[263]. En 1659, l'imposition payée par **Claude Pélissier**, avec ses fils **Guillaume** et **Pierre**, est la plus importante de la paroisse[264].

Ce qui nous permet de compter parmi nos ancêtres tant la famille **Pélissier** de Voissant, qui donna plusieurs notaires et châtelains à la seigneurie de Vaulserre, que la famille **Pélissier** de Saint-Albin : le père de **Claude**, **François**, avait épousé **Sébastienne Pélissier**, fille du notaire **Claude** de Saint-Albin.

Ce sont là deux familles qui possèdent des fiefs et qui furent propriétaires successifs de la maison du *mercier* (maison des **Dulac** à Saint-Albin de Vaulserre)[265].

Ce mariage est donc incontestablement un beau mariage. En tout état de cause, c'est le dernier mariage entre deux Voissigneaux. Tous nos patriarches suivants choisiront fille en dehors.

Il est certain que **Benoît** a des espérances : il n'a que 2 sœurs, qui sont dotées en pays de droit écrit comme dans le Dauphiné et spécialement à Vaulserre. Après le payement des dots, tous les biens restant à son père lui reviennent. Quoi qu'il en soit, il était utile de se placer sous le patronage des **Pélissier** pour construire une certaine prospérité.

C'est ce que l'on remarque au baptême du seul enfant du couple, né tardivement, en 1640 : son parrain est son grand-père **Claude Pélissier**, qui lui donne donc son nom de baptême, sa marraine **Marguerite Panix**, épouse de **Guillaume Pélissier** son oncle maternel. Rien pour les **Boffard**, alors que **Pierre**, notamment, est encore en vie, et surtout qu'il s'agit d'un enfant très tardif. La mise en place de la protection est d'autant plus aisée que traditionnellement, on choisit les parrain et marraine du premier enfant d'un couple dans la famille maternelle.

Dès lors, entre 1636 et 1641, **Benoît** et **Benoîte** sont parrains et marraines à de nombreuses reprises, surtout d'enfants issus de familles de *la chanéaz* : **Larderat**, **Burlet le Plan**, **Chaney Savoyen**,

[258] Registre paroissial de Voissant n°1, 80
[259] Registre paroissial de Voissant n°1, 16. Cette famille Pélissier était enterrée dans l'église de Voissant, du côté de la chapelle Saint Antoine (Voir acte de sépulture de Guillaume Pélissier en 1674 : registre paroissial de Voissant n°6, 162).
[260] C'est ce que laissent supposer les différentes mentions de Claude Pélissier dans les registres d'imposition de Vaulserre depuis 1605 et le parcellaire de 1635. La taille de 1654 le fait encore apparaître, avec Guillaume et Pierre ses enfants : 58, Arch Dulac.
[261] N° 139 et 140, Arch Dulac.
[262] N° 89, Arch Dulac.
[263] N° 95, Arch Dulac.
[264] Site Familles de Valdaine, « impositions », « tailles et contribuables de Vaulserre ».
[265] Nombreux documents disponibles.

Cayère Codé (Me **Arnaud Cayère Codé** a d'ailleurs épousé **Gasparde Pélissier**, soeur de notre ancêtre **Benoîte**). Les solidarités de quartier vont loin, puisque **Benoît** brave même la désapprobation générale en acceptant de devenir le parrain de **Catherine**, fille donnée par **Clauda Chaney Savoyen** à **François Bret Trolliet**, tous de Voissant[266].

En 1638, **Benoît** est gratifié du titre de « honnête » dans la reconnaissance qu'il fait au seigneur de Mollarond de la maison de la *chanéaz* dans laquelle il vit avec sa famille et son père (parcelle de 830 m² environ)[267]. C'est la seule mention que nous possédions ; en particulier, les registres paroissiaux notent toujours « **Benoît Boffard** ».

Pierre son père est décédé en 1643. En 1636, ce dernier est encore désigné seul, preuve qu'il n'a pas fait donation de tous ses biens à son fils **Benoît** à l'occasion du mariage de celui-ci en 1631. Il semble qu'il l'ait fait en 1637, puisque l'année suivante, la cote de la taille mentionne « **Pierre** et **Benoît Boffard** père et fils »[268].

Dès 1640, leur cote les classe alors au 22ème rang à Voissant. En 1644 après la mort de son père, **Benoît** se classe au 23ème rang. Malheureusement, durant le peu d'années qui lui restent à vivre (4 ans), nous disposons d'un seul registre de taille, en 1647 : **Benoît** y est classé au 13ème rang de Voissant ![269] Spectaculaire progression, mise en danger par son décès rapide et par la reprise de ses biens par **Claude**, alors âgé de 8 ans.

En 1648 en effet, peut-être épuisé par les festivités rabelaisiennes que nos ancêtres avaient l'habitude d'organiser le mardi gras, **Benoît** meurt en entrant en carême[270].

Benoîte Pélissier se remarie avec **Claude Morand Colin**. Les registres de mariage étant très incomplets dans les premiers temps du curé **Jean Dulac**, entre 1645 et 1669, on ignore la date exacte du remariage de sa mère : avant décembre 1649 en tous cas, puisque son fils **Pierre** naît en août 1650, sitôt le délai de viduité passé (1 an dans le droit romain, pour éviter toute difficulté de paternité). Mais il est possible qu'elle se soit remariée sans délai, puisque le droit canonique n'imposait aucun délai aux veuves, pour leur épargner les désordres amoureux.

Claude Morand Colin appartient à une famille des Abrets ; mais on trouve un **Pierre Morand Colin** à Saint-Albin en 1659, marié à **Louise Cytra** : ils baptisent un **Claude**, dont le parrain n'est autre que … **Claude Boffard**, fils de **Benoît**[271]. Nul doute que les **Morand Colin** étaient très proches des **Boffard**. **Claude** était chapelier à Voissant ; il fabriquait donc des chapeaux, gants, foulards et autres accessoires de mode. Ce commerce semble avoir bien fonctionné : en 1677, la cote de l'industrie de la famille est de 60 sous, quasiment la plus élevée de tout Vaulserre[272].

Benoîte meurt en 1675 sans avoir eu d'autres enfants[273]. Elle est enterrée au tombeau des **Boffard**.

Les sœurs de Benoît

Pierre a eu **Benoît**, **Jeanne** et **Michelle**.

Dès 1614, **Jeanne** est marraine à plusieurs reprises et 1614 et 1615, pour des nouveaux-nés **Chaney Savoyen**, **Baroz** et **Cayère**[274] ; et en 1614 pour le baptême de sa cousine **Clauda**, fille d'**Antoine Boffard** et **Jeanne**[275].

---

[266] Registre paroissial de Voissant n°1, 35
[267] Terrier Mollarond, 55, Arch Boffard, Vert 1
[268] Taille 1638, 95, Arch Vaulserre L 4075
[269] Pour la valeur et le rang des impositions à Voissant : consultez le site « Familles de Valdaine » rubrique « impositions ».
[270] Deux mentions de Benoît au Fds Boffard-Dulac, en 1644 : 3842-3 ; 3959-62 ; il n'est pas directement concerné : il s'agit de délimitations de terres dont il est voisin.
[271] Registre paroissial de Saint-Albin, 23
[272] Taille 1677, image 31a
[273] Registre paroissial de Voissant n°6, 166
[274] Registre paroissial de Voissant n°1, 66 et 67
[275] Registre paroissial de Voissant n°1, 67

En 1616, **Jeanne** épouse **Antoine Dulac Guillomin**, fils de **Benoît** de Saint-Martin[276]. **Benoît** était tisserand à *Bat*(en bas de Saint-Martin). Le contrat de mariage est reçu par Me **Michel Pélissier**, châtelain de Vaulserre. La dot est de 132 livres, et **Pierre Boffard** effectue le dernier versement en 1635. Nous disposons de la quittance de l'époux, reçue par Me **Pierre Pélissier**, passée au Pont-de-Beauvoisin en présence de **Jean Chappat**, greffier de Vaulserre, et surtout d'**Arnaud Cayère Codé**, tisserand de Voissant[277].

Se confirme ici un cercle relationnel qui comprend les **Pélissier**, les **Cayère Codé** et les **Baroz**, toutes familles qui se considéraient au même niveau social : **Benoît Boffard**, fils d'une **Baroz** et petit-fils d'une **Cayère**, avait épousé une **Pélissier**, dont la soeur avait épousé un **Cayère**…

Dès lors, les **Chaney** (qui paraissent sur la mauvaise pente sociale au XVIIème siècle), **Burlet**, **Sotat Gorin**, **Jarrin** et autres **Larderat**, alliés traditionnels, sont plutôt en demande de relation qu'au même niveau que les Boffard. Le qualificatif rare d' « honnête » donné à **Benoît** symbolise la réalité du changement en cours. En 1635, un codicille de **Claude Burlet** assigne 120 livres de dot pour chacune de ses deux filles, alors que la même année, **Pierre Boffard** termine de régler la dot de 132 livres de sa fille Jeanne mariée à **Antoine Dulac Guillomin**[278].

Michelle ne s'est pas mariée. Elle est marraine à plusieurs reprises, en 1618, 1623, 1626, d'enfants **Larderat**, **Sotat Gorin**, **Cayère** et **Michel Dulac**, fils de **Gabriel** et frère du curé de Voissant[279]. Elle semble avoir habité avec son père jusqu'à son décès en 1629[280].

Les mêmes causes produisent les mêmes effets ; **Benoît Boffard** et **Benoîte Pélissier** n'ont eu qu'un enfant : **Claude** ; il recueillit tout le patrimoine de la famille ; celle-ci devint l'une des plus importantes de Voissant et Vaulserre au début du XVIIIème siècle : en 1647, la dernière taille payée par **Benoît Boffard** s'élève au 13ème rang de Voissant[281].

F. Claude Boffard 1640-1690

Pierre (1575 env-1643) + Martianne Baroz -1628)
Benoît (1598-1648) + 1631 Benoîte Pélissier
Claude (1640-1690) + Ennemonde Gonet
Pierrette (1669- + 1620 Benoît Carre Pierrat
Jean (1671-
Isaac (1676-1736) et nos ancêtres
Antoinette –1719) + 1716 Louis Garcin Furet
Marguerite (1679-1699)
Hugues (1685-1758)
Dominique (1688-
François (1689-
Jeanne + 1616 Antoine Dulac Guillomin
Michelle –1629)

[276] Registre paroissial de Voissant n°1, 22
[277] Arch Vaulserre L 1718
[278] Les deux actes sont reçus par le notaire Pierre Pélissier, imag. 85-87 pour le codicille et 261 pour la quittance, Arch Vaulserre 1716
[279] Registre paroissial de Voissant n°1, 50
[280] Registre paroissial de Voissant n°1, 5
[281] Taille 1647, Arch Dulac, 26

Claude est le fils unique de **Benoît** et **Benoîte Pélissier**. Sur son berceau se sont penchées les fées bienfaisantes des **Pélissier** : comme cela est dit plus haut, son grand-père **Claude** est son parrain, sa marraine est **Marguerite Panix**, épouse de son oncle **Guillaume Pélissier**[282]. Les **Panix** sont une famille ancienne de Saint-Béron, dont plusieurs membres ont été notaires au XVIème siècle[283].

Et en effet, si **Benoît** avait inauguré le titre d' « honnête », son fils le porta dans la plupart des actes qui le concernent[284].

Claude vit en bonne entente avec sa mère jusqu'à la mort de celle-ci en 1675, et s'entend au mieux avec son beau-père **Claude Morand Colin**. Les actes disponibles les mentionnent toujours ensemble, alors qu'officiellement, **Claude** (« **Claudy** ») est le seul propriétaire du patrimoine : par exemple, en marge de la reconnaissance de la maison de *la chanéaz* par **Benoît** et **Pierre**, en 1638, il est écrit : « Claude Morand Colin et son beau-fils »[285] ; les registres d'imposition sont à l'unisson.

Jusqu'à la mort, qu'ils reçoivent quasi en même temps : **Claude Boffard** début mars 1690, **Claude Morand Colin** fin mars de la même année[286] : la douleur d'avoir perdu son beau-fils… Notons que ce beau (et bon) père fut enterré dans le tombeau (*vas*) des Boffard, au lieu du tombeau des étrangers (ce dernier se trouvait dans l'église, proche du cœur).

Cette intimité, jusque dans la mort ; la certitude que les deux familles se connaissaient bien avant la naissance de **Claude** ; la naissance tardive de ce dernier (1640 pour un mariage célébré en 1631), qui plus est enfant unique, en un temps où les enfants, même morts nés, sont mentionnés dans les registres de baptême ; la rapidité du remariage de **Benoîte Pélissier**, au plus tard en 1649 ; l'omniprésence des Pélissier lors du baptême de **Pierre**, le frère utérin de **Claude Boffard** en août 1650 (le parrain est **Pierre**, frère de **Benoîte**, et la marraine sa propre mère **Louise Baudet**) [287]; tout ceci peut alimenter le doute : ce beau-père aurait-il pu être un « simple »… père ?

Mais sans indice plus précis, il faut renoncer à poursuivre la conjecture. Un renoncement scientifique largement récompensé par la tranquillité des familles.

Claude Morand Colin fut parrain à de nombreuses reprises, en 1651, 1664, 1666, 1669, d'enfants **Chaney** ou **Martin Tapion**.

Claude Boffard épouse en 1665 **Ennemonde Gonet**, née en 1650 à Saint-Geoire[288]. La famille **Gonet** est installée à Saint-Geoire, au lieu dit de *Choché* (en face du village de Saint-Geoire, sur la route qui mène à Merlas, Saint-Sixte et Miribel par le col des Mille Martyrs). Elle est la fille de Hte **Charles** (décédé avant 1691) et de **Clauda Magnin Rolin Bogat** (décédée en 1691 et enterrée dans la tombe de son gendre **Claude Boffard**[289] par sa fille toujours vivante).

Nos renseignements sur les **Gonet** s'affinent à mesure des recherches : en 1669 lors du baptême du premier enfant, **Pierrette**, traditionnellement abandonné aux parents maternels : est parrain Hte **Benoît Gonet** fils de **Charles**, donc le frère de la mère, et marraine **Pierrette Gonet** fille de sieur **Antoine**. Le titre de « sieur », alors rare, est attribué après un passage obligatoire par « honnête » et facultatif par « honorable »[290].

Charles et **Antoine** sont déjà qualifiés d' « honnête » depuis les années 1630. Contrairement à **Charles**, illettré, **Antoine** sait lire et écrire, et nous possédons plusieurs documents de sa main. En 1637, il est l'agent de **Charlotte Perrotin**, fille d'un important bourgeois de Saint-Geoire, qui avait épousé **Jean Garnier**, plus important propriétaire de la paroisse de Voissant et du mandement de Vaulserre. Ainsi, **Antoine** est-il au cœur des relations entre Saint-Geoire et Voissant, et ses fonctions l'amènent fréquemment dans cette dernière[291].

---

[282] Registre paroissial de Voissant n°6, 29

[283] Fonds Boffard Dulac, nombreuses références au milieu du XVIème siècle : Pierre, Pernette, Louis, Nicolas, Jeoffray, Jean, Gabriel, Etienne, Benoît, Antoine.

[284] Ce qui n'est pas le cas de son beau-père Claude Morand Colin, qui ne le reçoit apparemment jamais.

[285] Terrier Mollarond, n°55, Arch Boffard, Vert 1

[286] Registre paroissial de Voissant n°6, 204 ; les deux déclarations se suivent.

[287] Registre paroissial de Voissant n°4, 101

[288] Registre paroissial de Saint-Geoire, à la date du 2 novembre.

[289] Registre paroissial de Voissant n°6, 209

[290] C'est du moins ce que révèle l'ensemble de nos archives ; ce n'est en aucun cas un titre juridique. Ainsi, les habitudes ne sont pas semblables partout en France.

[291] Voir par exemple l'acte reçu le 14 juin 1637 par Mathieu Charreton à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20142

Antoine est encore mentionné une dizaine de fois au Fonds Boffard Dulac, entre 1630 et 1657 : il est clerc et rentier du terrier de la chapelle Saint Antoine de Voissant[292].

Charles, son père, n'est pas en reste : en 1643 par exemple, il obtient le sous arrentement de la dîme appelée « la coche au-dessus de choché », qui appartenait à la grande dîme de Saint-Geoire[293]. Le prix annuel est de 90 livres, 2 livres de cire et 1 bichet de froment (mesure de Saint-Geoire).

Il paraît associé à sa belle-mère **Charlotte Bolongeat**, puisque de nombreux actes sont passés en leurs deux noms ; par exemple, une quittance à **Benoît Martin Tapion**, laboureur de Voissant, du prix de l'arrentement que tous les deux lui avaient consenti[294]. Il s'agissait d'ailleurs de biens situés dans le mandement de Vaulserre, puisque la somme reçue est immédiatement versée à **Aymar Pélissier**, receveur des tailles de Vaulserre pour l'année en cours[295]. L'arrentement avait été conclu en 1641 devant le notaire **Pierre Pélissier**, de Saint-Albin[296]. Il est renouvelé en 1644 et 1647 (devant le notaire de Saint-Martin Josué Galliot), et encore en 1651[297]. En 1659, il est transmis à **Antoine Larderat Boquin**, d'une famille de la *chanéaz*, bien connue des **Boffard.** Enfin en 1660, les terres en cause sont arrentées à **Claude Morand Colin**, beau-père de **Claude Boffard**[298]…

Les deux frères s'entendent bien, passent de nombreux actes ensemble[299].

Ennemonde est fille de **Clauda Magnin Rolin** (ou **Robin**, un doute subsiste à ce sujet ; les deux familles existent, elles sont sans doute issues de la même souche, mais cela crée pour nous un trouble pénible, du fait des prénoms identiques à chaque génération). Cette famille est originaire de Saint-Bueil, installée à Voissant au village de *la chanéaz* : *bogat* ou *bégasse*est le nom d'un lieu-dit proche de *la chanéaz*[300]. Ils arrivèrent après 1635 : il n'existe aucune parcelle **Magnin Rolin** ou **Robin** à Voissant au parcellaire. **Charles Gonet** et **Clauda Magnin** sont propriétaires de terres à la *budière* (proche de la *chanéaz*)[301].

Le père de **Clauda**, **Jean Magnin Rolin**, marié à **Charlotte Bolongeat**, est décédé très tôt, laissant 3 enfants en bas âge : **Clauda**, **Ennemond** et **Jean**. La tutelle fut attribuée à **Antoine Bolongeat** et **Clauda Baroz Bégasse**, les grands-parents maternels ; les grands-parents paternels **Pierre** et **Jeanne Bergier**, de Saint-Bueil, sont décédés depuis 1626 au moins. Les familles **Gonet** et **Bolongeat** se connaissaient depuis longtemps : le berceau des **Bolongeat** est au lieu-dit du même nom, à quelques centaines de mètres de *choché* ; ils résident dans les deux hameaux tout au long du XVIIème siècle au moins. Par exemple, en 1691, **Alexandre** et **Pierre Bolongeat**, fils de **François** et de **Françoise Chaney**, habitent *choché*[302].

Ainsi, dès le premier tiers du XVIIème siècle, les **Gonet** sont en relation avec Voissant, particulièrement avec les familles de la *chanéaz* : **Baroz**, **Chaney**, **Martin Tapion**, **Magnin Robin, Bernard** et finalement **Boffard**. Le mariage d'**Ennemonde** et **Claude** s'explique mieux.

En 1654, la reconnaissance des biens des **Magnin Rolin** à Voissant, au profit du seigneur de Vaulserre, est faite par **Charles Gonet**[303]. Une partie passera à **Ennemonde Gonet**, et par la suite aux **Boffard**. En 1718, **Isaac Boffard** est témoin au contrat de mariage entre Hte **Pierre Pascal** de Saint-Bueil et Hte **Jeanne Bolongeat** fille d'**Antoine** et **Claudine Philippes Janon** (famille de notaires issue de

---

[292] Fds Boffard Dulac, références précises consultables sur le site « Familles de Valdaine ». La chapelle Saint Antoine de Voissant possédait de nombreux biens, loués à des particuliers : ces baux de toute nature sont conservés dans un terrier, qu'il faut mettre à jour régulièrement ; sur ses indications, il faut ensuite en percevoir les fruits. C'est le (dur) métier de rentier du terrier.

Au XVIIIème siècle, François Dulac et François Boffard seront de lointains successeurs d'Antoine.

[293] Acte reçu le 5 juillet 1643 Mathieu Charreton à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20143 ; le rentier de la grande dîme est alors Me Baptiste Reynaud.

[294] Quittance reçue le 11 mars 1646 Mathieu Charreton, AD de l'Isère 3E 20144

[295] Idem

[296] Quittance reçue le 12 mars 1646 Mathieu Charreton à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20144

[297] 8 juin 1651 Mathieu Charreton à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20145

[298] Voyez les quittances passées par Charles Gonet à Claude Morand Colin en 1661 et 1664 pour le prix des années précédentes : reçues le 24 juin 1661 et le 2 janvier 1664 Mathieu Charreton à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20147. Parmi les témoins de cette quittance, Antoine Gonet et Antoine Martin Tapion...

[299] Nombreux actes reçus par Mathieu Charreton à Saint-Geoire ; par exemple, ils sont tous deux témoins de l'obligation passée par Benoît Martin Tapion à Françoise Chaney, reçue le 12 mars 1645, AD de l'Isère 3E 20144

[300] Parcellaire 1670 p.420, Arch Dulac et « Familles de Valdaine » Fds Boffard Dulac, références précises consultables sur le site « Familles de Valdaine » pour la transcription et les analyses.

[301] Par exemple en 1651 : ils sont cités dans une vente de fruits d'une terre de la *budière* par Jean Cayère Codé à George Bernard, reçue le 24 juin 1651 Mathieu Charreton à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20145.

[302] Terrier du Président de Saint-André, Fds Boffard-Dulac 31394

[303] Terrier Gérard, pour le seigneur de Vaulserre, Arch Vaulserre L 1610, 38

Chirens)[304] ; 1733, le même **Isaac** reconnaît tenir du fief du prieuré de Voissant un bois reconnu en 1637 par **Charlotte Bolongeat**[305].

Antoine Bolongeat + Clauda Baroz Bégasse

Pierre Magnin Rolin + Jeanne Bergier

X +

Jean Magnin Rolin
Clauda + Charles Gonet
Ennemonde + Claude Boffard
Ennemond
Jean

Les conventions de mariage le 12 septembre 1665, reflètent cet environnement : à titre de dot, **Ennemonde** reçoit tous les biens possédés à Vaulserre par ses parents et grand-parents (les deux paroisses de Voissant et Saint-Bueil). On indique qu'il y avait une maison, dans laquelle une pièce était réservée. La prise pendante faisait partie de la dot. En supplément, **Charlotte Bolongeat** donne un réachat qui appartenait à son père **Antoine** sur un bien possédé aujourd'hui par **Benoît Martin Tapion**. Mais les deux époux devront donner en échange 150 livres à **Charlotte** pour payer un réachat qu'elle souhaite faire à **Jean Philippes Janon** d'une terre également vendue par **Antoine** son père.

Claude reçoit de sa mère une maison couverte à paille à la *chanéaz*, ainsi qu'une grange, ainsi que 7 journaux d'un seul tenant : terre, pré, vernay, champéage, la terre garnie de vigne. L'ensemble est compris entre le chemin de l'ancien château à Saint-Bueil et l'Ainan. Il est possible d'y voir la maison **Boffard Martin**, si elle existait à cette époque. Il reçoit également un journal de terre à la *bioudière* et 2 jounaux de bois à Saint-Bueil. **Benoîte Pélissier**, par la voix de son procureur et frère hte **Guillaume Pélissier**, lui donne encore la moitié de ses biens, sauf les fruits en cas de séparation de vie d'avec son fils.

Combien valait tout cela ? Nous l'ignorons faute de description des biens. Ce n'est pas la valeur du contre augment donné par **Claude Boffard** à sa future épouse qui peut répondre à cette question : il lui donne 180 livres, qui paraissent n'avoir rien à voir avec la valeur des biens donnés en dot. Nul doute que ces conventions ont été arbitrées avec patience et précision, pour satisfaire les deux familles qui souhaitaient se recentrer, l'une sur *choché*, l'autre sur Voissant.

Les témoins sont au nombre de 12. En plus de l'archiprêtre de la Valdaine **Adrien Rage**, **Louis Verre** curé de la Chapelle-de-Merlas, noble **Isaac de Garnier**, **Antoine Gonet** et **Antoine Charpenne** oncles de la mariée, **Pierre Pinot-Pageot** parrain de l'épouse, **Claude Gauthier** fils de **Jean**, et tous ceux de Voissant, visiblement témoins et amis de **Claude Boffard** : **Pierre Chaney, Claude Cayère Codé** fils de feu **Arnaud,** hte **Claude Baroz, Antoine Martin** et hte **Claude Bernard** ; la liste n'est pas exhaustive, puisque la famille directe, passant les conventions, n'est pas évoquée parmi les témoins[306].

Ennemonde Gonet est marraine à Voissant en 1668 et 1669. **Claude** est aussi parrain en 1671, d'un enfant **Chaney**[307]. Curieusement, pas de trace plus tard dans les registres paroissiaux.

Le couple met au monde au moins 7 enfants, dont 2 garçons et 2 filles survivent ; un garçon seulement donnera des descendants : **Isaac** notre ancêtre. Nous y reviendrons.

Claude Boffard et **Claude Morand Colin** son beau-père participent aux réunions de la communauté de Vaulserre. Ils y croisent régulièrement leurs cousins **Jean** et **Louis** de la branche de Saint-Albin.

Chaque fin année, les habitants se réunissent (assemblée de la communauté), pour élire leconsul moderne de la communauté pour l'année suivante. Il ne s'agit pas d'une désignation comparable à nos

[304] Reçu Philippes à Chirens, AD de l'Isère 3E 6872, f°24
[305] Terrier du prieuré de Voissant, reçu Michal à Massieu, AD de l'Isère 6908, 13-15
[306] Reçu Pélissier à Saint-Albin, AD de l'Isère 3E33095, f°84 sq
[307] Registre paroissial de Voissant n°6, 147

élections modernes : seuls les membres les plus aisés de la communauté participent aux séances : ils désignent l'élu sur une liste de 3 candidats présentée par le consul sortant.

Le consul est responsable de la collecte des impositions pour l'année (responsable sur ses propres deniers). A cette époque, le roi fixe une somme pour chaque généralité ; chacune répartit ensuite cette somme entre les élections ; chaque élection répartit cette somme entre chaque communauté ; le consul, les péréquateurs et indicateurs répartissent la somme entre chaque contribuable suivant différentes procédures, selon que la taille est personnelle (estimation des revenus), réelle (revenus de la terre, en général dans le sud de la France, pays de droit romain) ou personnelle-réelle (système mixte en vigueur dans le Dauphiné).

Une nomination comme consul était à double tranchant : certes, elle reflétait l'importance sociale, permettait d'entrer dans la vie privée des familles ; maisdevant la difficulté des temps, le consul était systématiquement obligé d'avancer le payement de l'impôt de nombreux paysans. Pour en obtenir ensuite le remboursement, le consul pouvait passer des accords avec ses débiteurs ; mais devant la multiplicité des cas, il était de coutume de susciter la communauté, en lui demandant de s'imposer de la somme avancée .C'est ainsi que la solidarité s'organisait.

Souvent, la communauté rechignait à prendre en charge les impayés des individus… . Et, comme aujourd'hui, les mécanismes étaient lourds : pour tout engagement de dépense, et décision d'imposer ses membres dans ce but, les communautés devaient obtenir l'autorisation de l'intendant (préfet actuel), au moins depuis le dernier quart du XVIIème siècle. Ainsi, quand le consul parvenait à se faire rembourser ses avances, c'était plusieurs années plus tard…

Le consul est aussi l'exécutif de la communauté pour toutes ses autres affaires. Globalement, ilpartage cette tache de représentation avec le châtelain (nommé par le seigneur pour un temps indéfini).

Pour 1671 étaient présentés **Jean** fils de **Louis Boffard** de Saint-Albin, **Claude Boffard** et **Claude Morand Colin** de Voissant, et **Louis Villard Chappat** de Saint-Bueil. Ce dernier l'emporte avec 16 voies contre 8 pour **Jean Boffard** et 4 pour nos **Boffard** de Voissant ; mais « étant incommodé de sa personne et de ses facultés », il obtient son exemption. A sa place est proposé **Benoît Pélissier Odoard** fils de feu **Claude**, de Voissant (cousin de **Claude Boffard**). Nouveau vote : **Jean Boffard** obtient la majorité, suivi de nos **Boffard** et de **Benoît Pélissier** bon dernier. **Jean** est élu et investi du rôle.

Mais avant Pâques 1671, il décède inopinément ; il faut rapidement lui trouver un remplaçant. Le père, **Louis**, renonce à cause de « son grand âge et sa caducité ». On reprend alors le résultat du vote : **Claude Morand Colin** et **Claude Boffard**, arrivés en deuxième position, sont immédiatement élus consuls. Ils reçoivent le rôle et les quittances et sommes des premières opérations de collecte[308]. En 1672, **Benoît Pélissier Odoard** est élu.

Il ne semble pas que par la suite, **Claude Boffard et Claude Morand Colin** aient été encore élus.

Cette période de 1670-1 est importante pour la communauté. Non qu'elle ait eu de plus nombreux procès à régler, mais elle réalise un nouveau parcellaire. Il faut imaginer une opération longue et complexe, qui requiert des experts arpenteurs durant de longues semaines, capables de recouper les informations de multiples manières. En particulier pour l'identification et l'évaluation des terres nobles ou ecclésiastiques.

La réalisation en avait été donnée à prix fait (forfait) au notaire du Fontanil **Abraham Félix**. L'essentiel fut réalisé en 1670, mais il fallut adjoindre une addition pour des terres de Saint-Albin et Saint-Martin en 1677. L'ensemble nous est parvenu aujourd'hui, et figure aux Archives Dulac[309].

La parcelle de **Claude Boffard** est située principalement à Voissant (4,8 ha) et s'étend sur Saint-Bueil (5700 m²) et sur Saint-Albin (4500 m²) : le tout couvre près de 6 ha, ce qui le place au 45 ème rang de Vaulserre pour la surface, et au 31 ème pour la valeur de l'ensemble (sur 334). **Jean Boffard** et la branche de Saint-Albin, se classent au 30 ème rang[310].

[308] Assemblée de communauté du 6 avril 1671, Arch Dulac n.c.

[309] Photos de l'ensemble du parcellaire. Transcription détaillée et analyses sur le site « Familles de Valdaine »

[310] Parcellaire 1670, Arch Dulac. Transcription détaillée et analyses sur le site « Familles de Valdaine ». Précisons que les parcellaires jusqu'à Napoléon ne décrivent pas la surface ou la valeur des bâtiments, maisons ou granges. Il est donc impossible d'en savoir plus, sauf à l'occasion d'une succession (testament, procédure de partage…)

Ainsi, en fin de parcours, entre 1676 et 1684, l'imposition des **Boffard** oscille entre le 4ème et le 9ème rang à Voissant. Elle n'en bougera plus jusqu'à la Révolution de 1789. Elle avait fortement augmenté entre 1676 et 1677 : de 160 à 261,9 sous. Même si l'industrie était en baisse de 75 à 60 sous, elle reste l'un des meilleures de Vaulserre[311].

Claude et son beau-père décèdent à 3 ou 4 semaines d'intervalle, en mars 1690[312]. **Ennemonde Gonet**, qui a plusieurs enfants à élever (elle a encore donné naissance à **Françoise** l'année précédente), se remarie en juillet 1690 (!) avec **Jean Sotat Gorin**[313]. Une fille naît de cette union, baptisée en danger de mort le 4 janvier 1693, dont le parrain est Hte **Isaac Boffard**, son frère utérin et notre ancêtre[314]. Sans doute épuisée par cette dernière naissance à l'âge de 43 ans, **Ennemonde** s'éteint en septembre de la même année[315].

Le temps d'**Isaac** commence.

G. Isaac Boffard 1676-1736

Benoît (1598-1648) + 1631 Benoîte Pélissier
- Claude (1640-1690) + Ennemonde Gonet
  - Pierrette (1669- + 1720 Benoît Carre Pierrat
  - Jean (1671-
  - **Isaac (1676-1736)**
    - **+ 1696 Gasparde Monin (-1719)**
      - Jeanne (1702
      - Louise (1705
      - Marie Anne (1706
      - Clauda (1708
      - Jeoffray (1711
      - Louis (1718
    - **+ 1721 Marianne Michal (-1751)**
      - Anne (1722-1785)
      - Jean Pierre (1724
      - ***François (1727-1791) et nos ancêtres***
  - Antoinette –1719) + 1716 Louis Garcin Furet
  - Marguerite (1679-1699)
  - Hugues (1685-1758)
  - Dominique (1688-
  - François (1689-

Jeanne + 1616 Antoine Dulac Guillomin
Michelle –1629)

Isaac 1676-1736

Ce prénom est assez rare dans la famille : **Isaac** en est le seul porteur. Il provient de son parrain noble **Isaac de Garnier**, dernier représentant mâle de l'illustre (dans les limites de notre pays de la Valdaine) famille des **Garnier**, seigneurs de Crolard et possesseur du château actuel de Voissant.

311 Arch Dulac, Taille 1677
312 Claude Boffard a 50 ans, l'âge auquel son père Benoît était aussi décédé.
313 Registre paroissial de Voissant n°6, 205
314 Registre paroissial de Voissant n°6, 253. Première signature d'un Boffard de Voissant.
315 Registre paroissial de Voissant n°6, 256

Isaac est le premier de la famille de Voissant à savoir écrire. Il signe en 1693, comme parrain de sa demi-sœur **Françoise** (fille de sa mère remariée à **Jean Sotat Gorin**) :



Registres paroissiaux de Voissant n°6, 110

Isaac fut encore parrain à plusieurs reprises en :
-1696, un enfant **Chaney Toniet** / **Morard** ;
-1704, un enfant **Chaney Prince** / **Chalaron** ;
-1705, un enfant **Cayère Codé** / **Carre** ;
-1706, un enfant **Bret Vitoz** / **Boursier** ;
-1710, un enfant **Pascal** / **Billion** ;

Et témoin en :
-1715, baptême d'un fils naturel de **Françoise Billion** ;
-1717, baptême d'un enfant **Renard** / **Fallioz** ;
-1727, baptême d'un enfant **Bertet** / **Garavel** ;
-1701, mariage **Meyer** / **Chaney Savoyen** ;
-1707, mariage **Chaney Savoyen** / **Gay Buscoz** ;
-1718, contrat de mariage **Pascal** / **Bolongeat** (de Saint-Bueil) ;
-1728, mariage **Bertet** / **Recoura** ;
-1734, mariage **Morel** / **Viond**[316]

Isaac a 17 ans lorsqu'il épouse, le 26 juin 1696 **Gasparde Monin**, d'une bonne famille de Pressins qui fréquentait Voissant depuis au moins une génération[317] : **Gasparde** est la fille de **Jean Monin**, qui se marie en 1666 avec **Jeanne Gay Buscaud** de Voissant[318]. Son frère **Pierre** est marchand à Pressins et marié à **Jeanne Gayraud**.

Gasparde est marraine 2 fois,
-1704, une fille **Meyer** et **Chaney** ;
-1710, à Saint-Bueil pour une fille **Villard Chappat**[319].

Isaac et **Gasparde** ont 6 enfants : **Jeanne** (1702-1763), **Marie-Anne** (1706-), **Claudine** (1708-1782), **Jeoffray** (1711-1751), **Louise** (1715-1781) et **Louis** (1718-)[320].

Gasparde Monin meurt en octobre 1719, trop brusquement pour avoir rédigé un testament, mais après avoir reçu ses sacrements de pénitence et extrême onction.

---

316 Toutes les références sont visibles aux registres paroissiaux de Saint-Bueil et de Voissant ; le contrat de mariage de 1718 est reçu Philippes, AD de l'Isère 3E 6872, f°24
317 Mention marginale dans le registre paroissial de Voissant n°6, 119
318 Registre paroissial de Voissant n°5, 26 ; signalons que Jean Monin était fils de Claude ; Jeanne Gay Buscaud est fille d'Antoine.
319 Registre paroissial de Voissant n°6, 74, et registre de Saint-Bueil.
320 Actes de baptême aux registres paroissiaux de Voissant ou Saint-Bueil.

L'activité professionnelle d'**Isaac**, fermier du châtelain **Passard** à Saint-Bueil, l'oblige à habiter la maison de **Benoît Passard** à la *roche* de Saint-Bueil. La maison devait être voisine de l'église actuelle. Plus qu'à Voissant, il est donc proche de Saint-Geoire, où semble se trouver le coeur de ses relations.

En particulier, il y rencontre sa seconde épouse, qui est notre ancêtre : **Marianne Michal**. Celle-ci est la fille de **Claude Michal** ; sergent royal (huissier) puis notaire à Massieu, et **Françoise Pascal**.

Le mariage a lieu à Saint-Beuil le 30 juin 1721[321], soit 25 ans après son premier mariage. **Isaac** a alors 45 ans, âge avancé. L'épouse n'est pas non plus sans avoir déjà vécu, puisqu'elle est veuve de sieur **Pierre Cholat** de Massieu (notaire royal de la *danière* à Massieu, épousé en 1703) et qu'elle avoue alors environ 35 ans (née en 1686 environ).

Le même jour, **Aymé Argentier** et **Jean Drevon** son gendre reconnaissent devoir à **Marianne Michal** la somme de 150 livres pour prix d'un arrentement que leur avait consenti **Pierre Cholat**, et à **Melchior Cholat** (fils du premier lit) les semences que leur avait avancées ce dernier[322].

Pour situer l'importance de ce mariage en termes de reconnaissance sociale, évoquons le premier mariage de **Marianne Michal** avec **Pierre Cholat**. Celui-ci est le fils de **Claude Cholat**, notaire de Massieu et de **Madeleine Roche**, d'une autre famille de notaire de Saint-Geoire (son père est **Claude** ; notaire à Saint-Geoire de 1618 à 1663), mariés en 1666. **Claude Cholat** est fils de **Benoît**, notaire de Massieu (fils de **Jacques**), et de **Catherine Bertet** (fille d'**Antoine Bertet** procureur au parlement du Dauphiné)[323]

Jacques CHOLAT
Benoît + Catherine Bertet (fille Me Antoine, proc en parlement)
Claude + Madeleine Roche (fille Me Claude, notaire)
Pierre + Marianne Michal (fille Me Claude, sergent royal)
Il y eut des enfants, notamment Melchior Cholat sous curatelle de son oncle et parrain Melchior Michal en 1721[324]) ; et Cyprien, frère augustin, qui donna la bénédiction au mariage de sœur utérine, Anne Boffard, avec Michel Boffard Cocat en 1735.

Cette généalogie rapide montre que l'on a quitté la terre : les ancêtres du premier mari de **Marianne Michal** sont tous des officiers de justice du XVIIème siècle. Ils y resteront majoritairement aux XVIII et XIX èmes siècles, donnant des avocats au parlement, des notaires et avocats.

La famille de **Marianne** pouvait sans conteste prétendre à cette alliance, elle qui remontait à 1151. A cette date, **Philibert**, établi à Massieu, reçut la liberté de son seigneur **Aymar de Clermont** (Clermont-Tonnerre) sous la condition d'édifier à Massieu un petit bastion pour surveiller le carrefour « des quatre routes ». A la 4ème génération, la famille se divisa en 3 branches, dont une (la cadette) vit encore en Savoie, munie de la noblesse acquise en 1579 d'un office de maître des comptes à la cour de Chambéry (capitale de l'Etat de Savoie).

Marianne, et nous, descendons de la branche aînée créée par **Charles II** notaire seigneurial à Massieu, mort en 1472. Son fils **Antoine** est connu comme « le dissipateur ». Après lui, la famille revient à la terre : 4 générations de laboureurs suivent ; le dernier, **Benoît**, dit « l'économe », amassa une fortune suffisante pour que son fils **Claude** (1657-1726, le père de **Marianne**) achète l'office de sergent royal, puis une charge de notaire. Cette bonne fortune fut complétée en 1680 par le mariage de **Claude** avec **Françoise Pascal**, de la famille des **Pascal** de Saint-Geoire (et non celle de Saint-Martin ; en tous cas n'avons-nous pas découvert le lien). Le père de **Françoise**, **Matthieu**, est châtelain de Saint-Geoire, et plusieurs de ses descendants se succèdent à cette charge jusqu'en 1789[325].

---

[321] A Massieu : voir AD de l'Isère 2J 1206 ; le contrat est reçu le 10 juin 1721 par Me Philippes à Chirens, AD de l'Isère 3E 6875

[322] Acte qui suit immédiatement le contrat de mariage de Marianne et Isaac Boffard : AD de l'Isère Philippes 3E 6875

[323] Cette recherche rapide est issue des relevés de mariages de la paroisse de Massieu, réalisés par M. Revol, AD de l'Isère 2J 1190. La généalogie des Roche et des Cholat (ou Chollat) doit s'obtenir assez facilement par la consultation de « Généanet », des registres paroissiaux de Saint-Geoire ou par la lecture des registres de notaires du XVIIème siècle, que recense le Centre généalogique du Dauphiné.

[324] Melchior Cholat épouse en 1722 Laurence Bigallet, fille de André et de Marguerite Garon ; contrat reçu Roche AD de l'Isère 3E 20195, f°86

[325] Sur Matthieu Pascal : deux reconnaissances reprises au Répertoire des reconnaissances. Sur la famille Pascal et ses rameaux (à Saint-Geoire, Saint-Bueil, Saint Martin…), nombreuses références au Fonds Boffard-Dulac.

Nous disposons d'une généalogie simplifiée des Michal ; sur « généanet », nous avons trouvé l'équivalent. Nombreuses familles Michal : voir au Fonds Boffard-Dulac, et au Répertoire des reconnaissances.

Ainsi **Marianne** est-elle fortement attachée à Saint-Geoire par toute sa famille. Son père et son frère **Melchior** sont notaires royaux à Massieu, sa sœur **Catherine** est mariée à **Daniel Roche**, notaire de Saint-Geoire, son grand-père, son oncle et son cousin sont châtelains de Saint-Geoire. Les **Boffard** suivent ; les affaires d'**Isaac** surtout, et aussi dans une moindre mesure celles de son fils **François** seront très orientées vers Saint-Geoire.

Isaac et **Marianne** ont 3 enfants : **Anne** (1722-1785), **Jean-Pierre** (1724-av 1736) et **François** notre ancêtre (1727-1791).

Ce mariage avec **Marianne Michal** est un des moments décisifs dans la vie d'**Isaac**. Un autre est son engagement en qualité de fermier de **Benoît Passard**.

Benoît Passard connut un destin exceptionnel : né à Miribel[326], fils d'**Etienne** et de **Louise Pélissier** de Voissant (pas directement apparentée aux **Boffard**), il suivit la tendance de son père **Etienne** et de son grand-père **Claude** (maçon de Miribel) à se tourner vers la vallée de la Valdaine ; la famille n'y était pas inconnue : des **Passard Colin** résidaient depuis toujours à Voissant[327].

Son père meurt en 1665, laissant 3 enfants en bas âge, dont **Benoît** en est le seul survivant. Sous la tutelle de sa mère **Louise Pélissier**, puis de son oncle **Maurice Louvat**, puis sous la curatelle de **Balthazard Tirard**, second mari de sa mère, il fait ses armes. Après que ces trois derniers eurent abusé de la fortune de son père, il les pourchassa de tribunaux en tribunaux, rédigeant lui-même les plaidoiries, faisant le procureur (avoué aujourd'hui) et l'avocat. Poursuivant les intérêts de son père, il acquiert de nombreux héritages à Saint-Bueil sur le mandement de Saint-Geoire (**Blanc Viollet** et **Baritel** notamment) et une maison à la *Roche* (mandement de Vaulserre), où il s'installe.

Praticien en 1680, bourgeois de Miribel en 1682 ; il devient châtelain de Vaulserre au tout début de l'année 1680 à la suite d'un arrangement avec le titulaire de la charge, **Etienne Pascal**, la plus grosse fortune du mandement. Grâce à cette notabilité, il peut épouser en février 1680 **Marguerite Pascal**, la fille d'**Etienne**. Celle-ci lui apporte près de 8 000 livres de dot !

Le couple habite dans la maison de la Roche de Saint-Bueil jusqu'en 1706, date du décès de **Louis**, le frère de **Marguerite**. Ce dernier n'était pas marié, et ses sœurs **Catherine** et **Marguerite** se partagent un héritage considérable[328]. La maison de Saint-Albin étant maintenant disponible, **Benoît Passard** et sa famille s'y installent. Reste à Saint-Bueil le fermier **Pierre Hiboud Perron**[329].

Soit les relations entre le propriétaire et le fermier s'étaient détériorées (fréquent), soit avec le déménagement des Passard, il fallait un homme de confiance dans la place.

Toujours est-il qu'en 1707, **Isaac Boffard** devient l'intendant (« rentier », « granger » ou « fermier ») de **Benoît Passard** pour les terres de Saint-Bueil et la maison. En 1711, **Benoît Passard** a 6 autres fermiers, répartis chacun dans un domaine, de Saint-Albin à Miribel, en passant par Saint-Martin et Voissant : **Pierre Billion**, **Jacques Berger By**, **Claude Muzy**, **Claude Lussat**, **Jean Billion** et **Louis Martin Veyzin**.

En 1707 a lieu le déménagement des **Boffard** à Saint-Bueil. C'est le début d'une nouvelle vie pour toute la famille. Les terres de la famille, situées à Voissant sont affermées à plusieurs laboureurs de Voissant, dont **Jean Martin Tapion** à partir de 1724[330].

Le retour à Voissant n'a lieu qu'après 1736 (mort d'**Isaac**), mais les liens n'ont jamais été coupés : la proximité géographique, la surveillance des fermiers, les affaires de la communauté de Vaulserre, et

---

[326] Généalogie suivie depuis Claude Passard dit Colin, vivant au milieu du XVIème siècle : Fonds Boffard Dulac 24191 ; nombreuses mentions au Fonds Boffard Dulac et aux Archives Dulac.

[327] Parcellaire 1635, Voissant : Pierre Passard Colin, dont la parcelle est classée au 74ème rang ; domicile au cossert des *michals* : partie de Voissant frontière avec Saint-Bueil.

[328] La fortune de Charles Passard, héritier universel de Benoît et Marguerite Pascal, est la plus importante de la Valdaine : 8000 livres de rentes (à comparer aux 653 livres annuelles de François Boffard en 1790, pourtant l'une des 5 premières fortunes du mandement…)

[329] Fonds Boffard Dulac 44-45

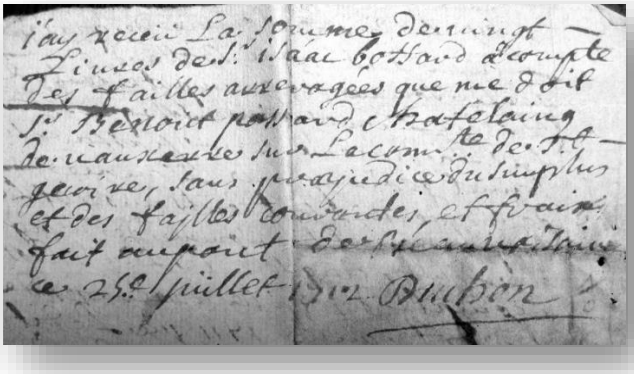
[330] Acte d'albergement du 27 janvier 1724, reçu Philippes (mention dans l'inventaire de la succession de Claude Bertet Bornaton, réalisé par Pierre Allégret et François Boffard, reçu Dulac en 1788 : petit registre du notaire Dulac, propre à cette affaire, Arch Boffard, Jaune 2).

surtout les fonctions de fermier d'un important domaine conservent à **Isaac** des rapports constants avec les villages alentours[331].

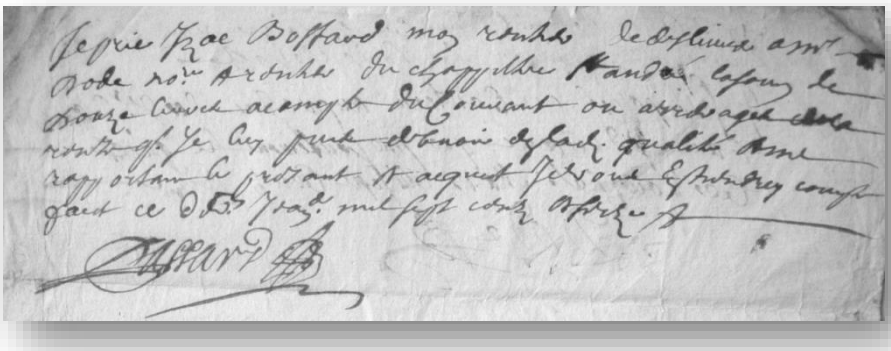
Ces fonctions étaient recherchées par les familles de laboureurs ou de marchands : dans la plupart des cas, elles permettaient de s'élever ; toutes les familles importantes du mandement de Vaulserre durant l'époque moderne ont utilisé ce moyen : les **Bertet** au XVIème siècle, les **Frepaz Liaudet**, **Pélissier**, **Dulac**, **Pascal**, **Charpenne**, **Garavel,** ou encore **Micoud**, **Boiron**, **Pélisson**, **Patricot** aux XVIIème et XVIIIème siècles.

Les premières années furent difficiles, entre 1705 et 1710, avec des hivers extrêmement rigoureux[332]. Mais **Isaac** réussit à se maintenir, et de « honnête » à ses débuts, il est unanimement qualifié de « sieur » dans les dernières années de sa vie.

Selon le degré de confiance entre le propriétaire et le fermier, celui-ci était notamment en charge de payer les impositions annuelles dues par les terres de la ferme. Les quittances étaient conservées précieusement, si bien que beaucoup nous sont parvenues jusqu'à nous ; en voici quelques exemples, payées par **Isaac Boffard** et venant en déduction du prix annuel de la ferme.



1712 07 25 Quittance par Jean Duchon à Benoît Passard et Isaac Boffard, Arch Boffard



Ordre de payement par Benoît Passard à Isaac Boffard, et promesse d'en tenir compte, 1716, Arch Boffard

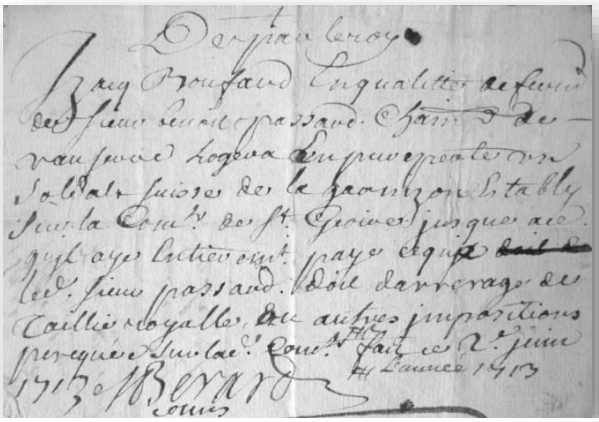
[331] Isaac Boffard n'a jamais été compris dans les rôles d'imposition de Saint-Bueil, mais toujours de Voissant, même pour la capitation.

[332] Le « grand hiver » de 1709, à défaut d'avoir été le plus long, fut le plus rigoureux qu'on ait connu en Europe : La plupart des fleuves et des rivières furent gelés, la température descendit à -23,5 ° à Paris et à – 17,5 à Marseille, -16,1 à Montpellier, records absolus. Dans la région parisienne, le prix du pain atteignit, en juin 1709, 35 sous les neuf livres au lieu de 7 sous, prix ordinaire. On enregistre une moyenne de 40% de mortalité supplémentaire dans toute la France.

Il en fut de même dans la Valdaine : en 1711, Benoît Passard sollicite un allègement des impositions royales des taille et 10ème : « mrs les subdélégués auront la bonté de faire réflexion sur la perte totale des grains et des arbres, causée par l'hiver de 1709 l'a mis [le suppliant] en arrerrages et dans l'impossibilité de payer ses charges et … l'oblige de s'endetter pour l'entretien et l'éducation de 11 enfants qu'il a, espérant leur bonne justice et équité » : Arch Boffard, Jaune 1. Voir aussi au Fonds Boffard-Dulac

Ce grand hiver fut encadré par deux saisons elles-aussi très rigoureuses, en 1708 et 1710 : ainsi dans la région parisienne, la récolte de vin fut à peu près nulle durant ces trois années.

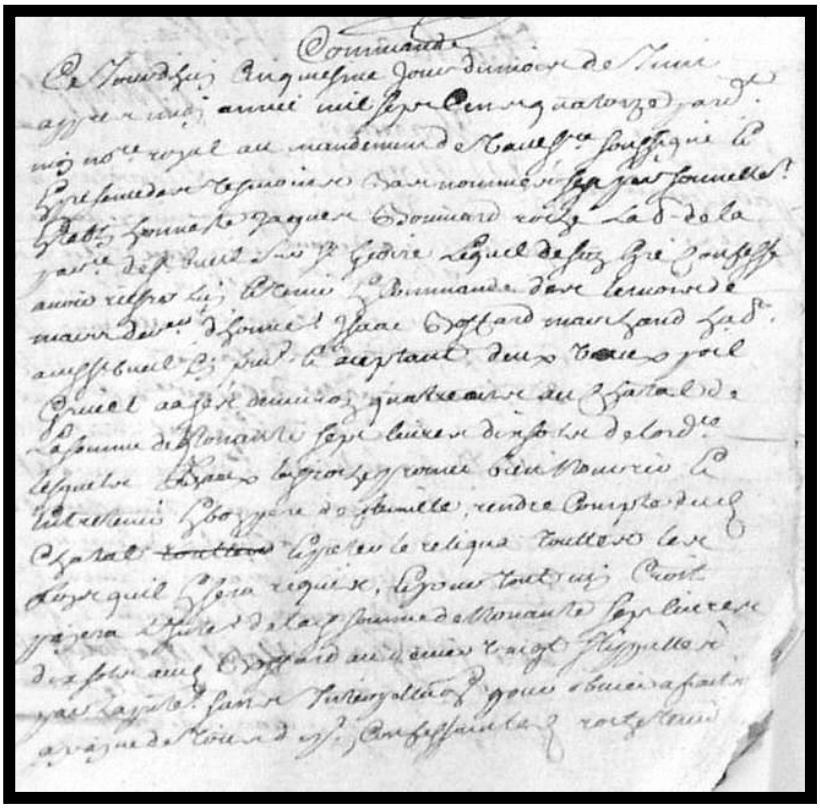
Les tailles sont bien souvent payées en retard en ces temps difficiles ; pour réduire les récalcitrants, la dernière –et la plus efficace-des solutions était le logement des gens de guerre. Le pire est qu'on les logeait … chez le rentier, et non chez le propriétaire !



1713 06 02 Ordre de loger « en pure perte » un soldat suisse de la garnison établie à Saint-Geoire, Arch Boffard

La condition de fermier n'est pas toujours facile ; témoin la remontrance privée qu'adressa en 1721 **Jean Duchon** prêtre à **Benoît Passard** : ses fermiers de Saint-Bueil (donc **Isaac Boffard**) se sont notoirement rendus coupables du détournement du torrent qui descend de *coreyzin*, pour inonder la terre du remontrant. **Duchon** accuse les fermiers d'avoir agi sur ordre de **Benoît Passard**[333]. Loin de manquer, l'eau a toujours été abondante dans notre vallée de la Valdaine, au point de devenir une arme des plus indélicats. Nous ne connaissons pas la suite donnée à cette affaire : un arbitrage a peut-être eu lieu ; dans ce cas, il a été consigné chez un notaire, pour plus de sûreté : mais les registres d'enregistrement des actes des notaires n'en font pas mention. Il reste l'hypothèse de la procédure judiciaire ; cela ne nous avance guère : les archives judiciaires du marquisat de Corbeau (Vaulserre) sont rares[334] ; celles du comté de Clermont et Saint-Geoire, n'apportent rien de plus[335].

Mais **Isaac Boffard** semble avoir joui de la confiance de **Benoît Passard** et de son fils **Charles** : ainsi, en 1708, le roi avait permis aux particuliers dont les terres payaient des rentes (une somme d'argent ou en nature annuelle) de racheter ces rentes si leurs propriétaires ne pouvaient prouver leurs titres depuis 1450.



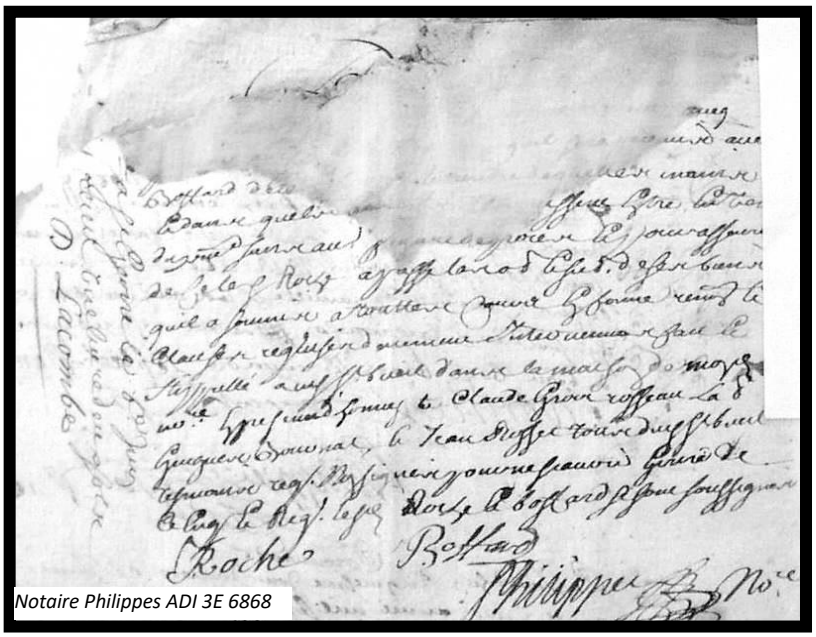
En 1725, **Charles Passard** (qui a hérité de son père tant les biens que la charge de châtelain de Vaulserre), confie par écrit à « sieur Isaac Boffard, marchand de Vaulserre habitant sur ledit mandement en la ferme de sieur Charles Passard » le soin de racheter toutes les rentes possédées par le monastère Saint André de Saint-Geoire dans le mandement de Saint-Geoire. Ce qui est fait en février 1725 ; dans l'acte, passé devant notaire, **Isaac Boffard** s'engage à régler

[333] Arch Boffard, Jaune 1

[334] Deux malheureux registres seulement : AD de l'Isère 16B 83 (1770-1790) et 16B 409 (1700-1772)

[335] AD de l'Isère 16B 386 (1709-1729).

aux dames du monastère le montant de ces rentes (env 57 livres) dans les deux ans, avec un intérêt de 5% (2 livres 17 sols et 11 deniers par an). Mais en 1743, ces intérêts n'étaient pas encore payés ; une procédure s'en suivit, qui alla jusqu'en parlement, dans laquelle, pour sa défense, **Charles Passard** affirma qu'**Isaac Boffard** avait outrepassé les termes de son mandat… C'était bien mal récompenser la fidélité, mais **Isaac** était décédé depuis 1736…[336]


Notaire Philippes ADI 3E 6868

Cette activité de fermier d'**Isaac**, et son emplacement à Saint-Bueil, le mettaient donc au cœur du mouvement économique de la Valdaine. En août 1714, **Benoît Dona Moulet** s'oblige envers lui pour 90 livres[337].

La même année, **Isaac** livre deux veaux à honnête **Jacques Bonivard Roche**, de Saint-Bueil sur Saint-Geoire. Voici l'acte :

En 1717, **Isaac** arrente des terres à Voissant à **Claude Gay Buscoz**, pour le prix de 20 livres[338].

Cette même année, **Jean Baroz** de Voissant, lui transporte des biens pour une somme de 39 livres et 10 sols[339].

En 1721, chez le notaire **Roche** de Saint-Geoire, son beau-frère : il est témoin de deux arrentements et d'une cession de droits[340]. On pourrait multiplier ces références.

En 1723, **Balthazard Giroud** lui consent un transport pour 60 livres[341].

En 1725, **Jean Pélissier** s'oblige envers **Isaac** pour 43 livres ; **Antoine Ravet** pour 8 livres ; **Jean Bornat Guerre** pour 6 livres et 5 sols ; **Jean Baroz** pour 7 livres ; **Joseph Chaney Savoyen** pour 24 livres ; **Jeoffray Gay Buscoz** pour 19 livres[342].

Et l'on pourrait continuer ainsi chaque année. Pour avoir une idée véritable de son activité, il faudrait aussi réintégrer tous les contrats sous seing privé.

Isaac fait aussi figure d'arbitre: en 1728, il intervient entre **Joseph Baudet Garrit** et **Pierre Billion** tous les deux de Saint-Martin : ce dernier avait détérioré le matériel avec lequel il exploitait les biens de **Baudet Garrit** (portes, serrures…)[343].

La même année, « sieur Isaac Boffard, bourgeois de Vaulserre » est témoin de la reconnaissance faire au seigneur de Vaulserre par **Claude Dona Mottet** tisserand de Saint-Bueil.

[336] La v*Arch de Vaulserre 1614* ans les documents du procès : fonds Boffard Dulac 31548 et 31459 ; les pièces conservées du procès dans le Fonds Boffard Dulac sont cotées 31500-59

[337] Reçu Philippes à Saint-Bueil, AD de l'Isère 8C 2337 contrôlé en mars 1723

[338] Reçu Michal à Massieu, AD de l'Isère 8C 2337 contrôlé le 13 mars 1723

[339] Reçu Philippes à Saint-Bueil, AD de l'Isère 8C 2337 contrôlé en mars 1723

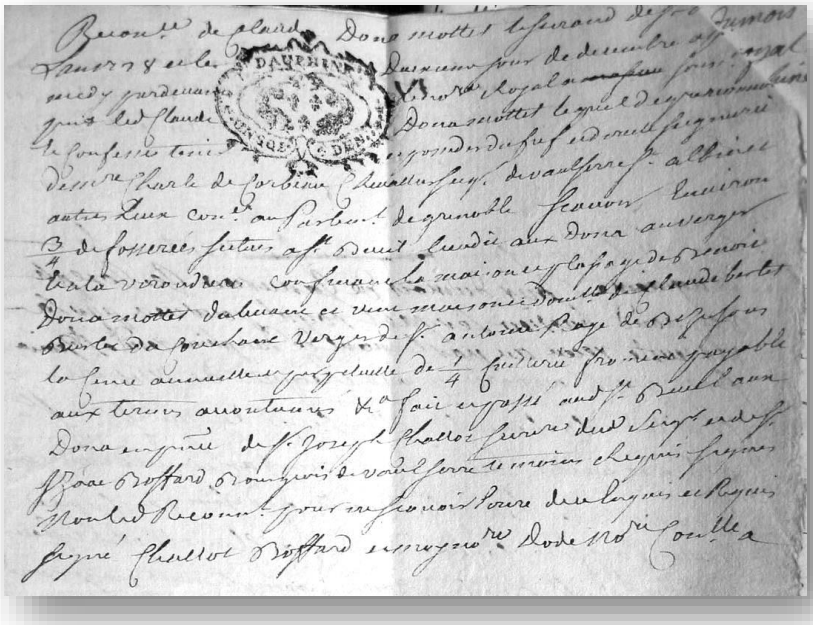
[340] AD de l'Isère, 3E 20194, f°104 sq et 86 sq

[341] Reçu Michal à Massieu, AD de l'Isère 8C 2338

[342] Reçu Michal à Massieu, AD de l'Isère 8C 2339

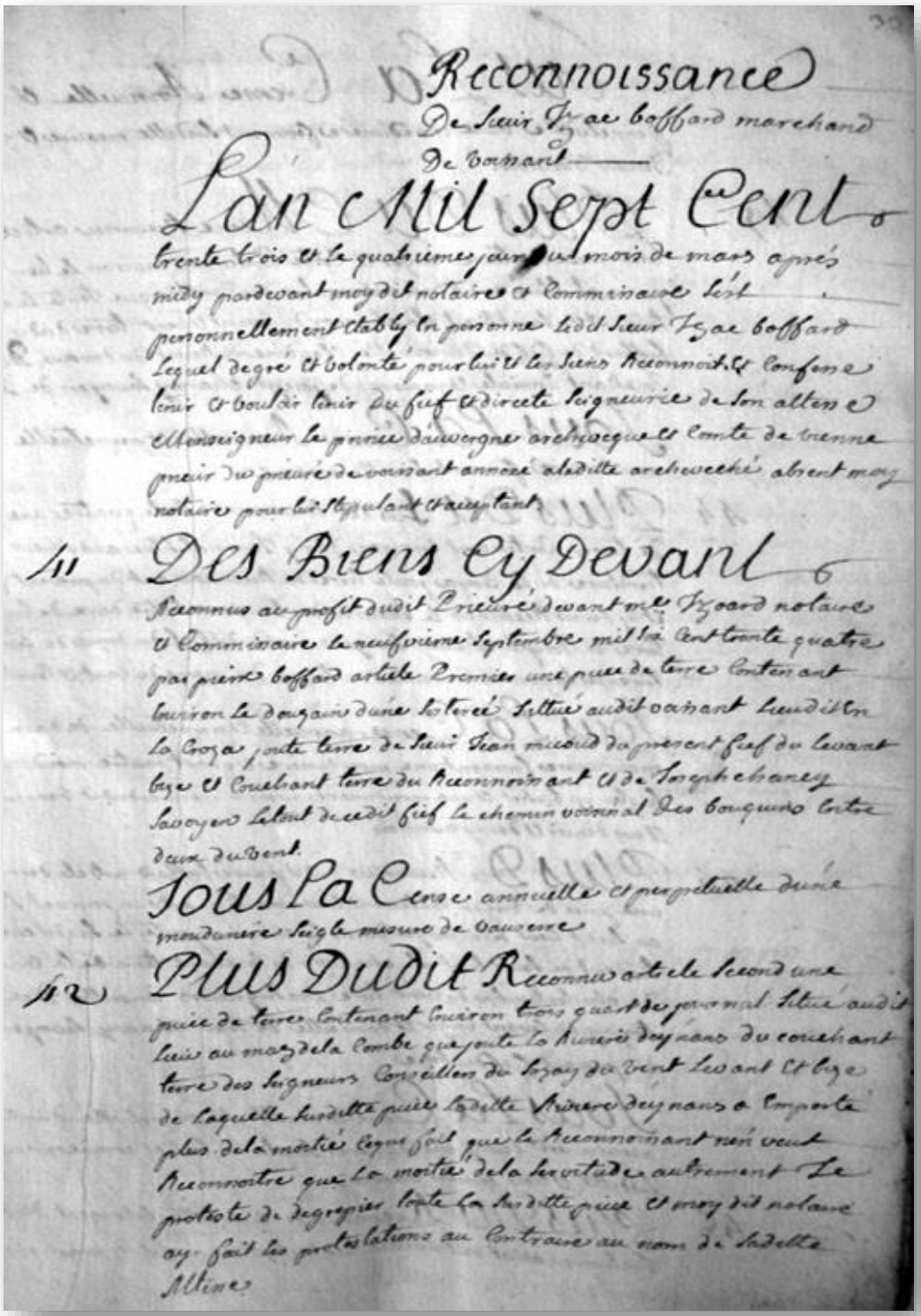
[343] Acte inventorié au Fonds Boffard Dulac 5722-3, placé aux Arch Boffard, Jaune 1

Dès 1728, **Isaac** avait atteint le sommet de l'état social d'un roturier à la campagne. Cela couronnait à la fois la fortune et la considération. Nous ignorons encore si cette bourgeoisie était conférée par les autorités du mandement (le seigneur de Vaulserre), ou si elle traduisait seulement la *vox populi*. A toutes époques, il y eut des bourgeois à Vaulserre, en très petite quantité. Nous penchons donc pour l'existence de véritables lettres de bourgeoisie, acquises à prix d'or et qui conféraient quelques privilèges : l'exemption de la garde du château du seigneur, l'exemption de logement des gens de guerre par exemple.



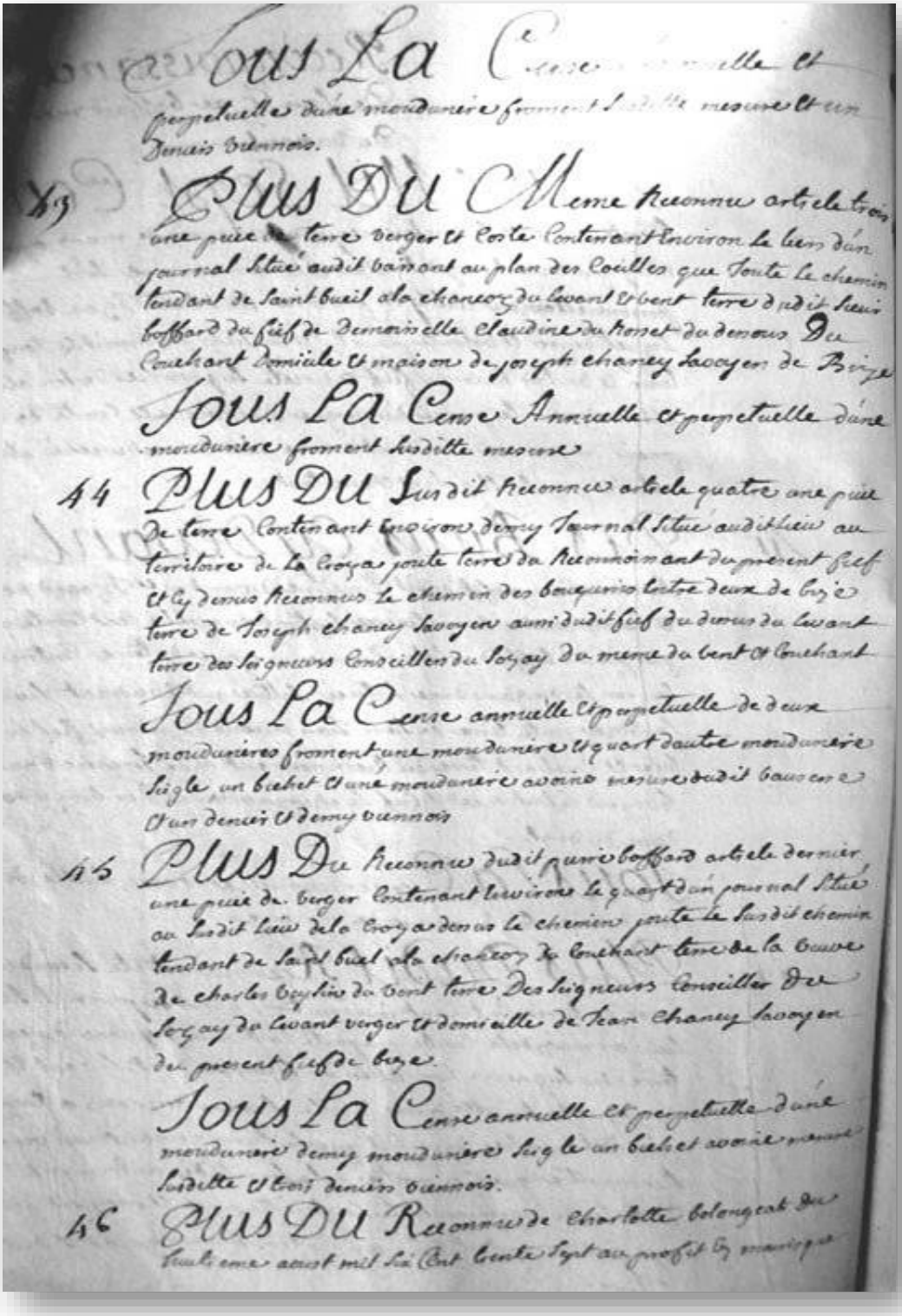
Isaac Boffard, en dépit de ce nouvel état, reste fermier de **Charles Passard** jusqu'à sa mort (1736).

Les terres des **Boffard** dépendaient pour la plupart de l'archevêque de Vienne, à travers le prieuré de Voissant, qui possédait de vastes portions de Voissant. Malheureusement pour nous, et pour toutes les familles du Viennois, les archives de l'archevêché de Vienne ont été prises et brûlées au début de la Révolution. Autant qu'un miracle, c'est donc une bénédiction que les reconnaissances de 1732-3 aient été conservées dans un registre du notaire **Michal** qui les avait reçues[344].Voici la reconnaissance d'**Isaac** :



Reconnoissance
De Sieur Isaac boffard marchand
De Voissant
L'an Mil Sept Cent
trente trois et le quatrieme jour du mois de mars après
midy pardevant moy dit notaire et Commissaire Sert
personnellement etably en personne ledit Sieur Isaac Boffard
Lequel degré et bolonté pour luy et les siens Reconnoit et Confesse
tenir et bouloir tenir du fief et directe seigneuries de son allteze
Monseigneur le prince dauvergne archevesque et Comte de Vienne
prieur du prieuré de voissant annexé audite archeveché absent moy
notaire pour luy Stipulant et acceptant
Des Biens Cy Devant
Reconnus au profit dudit Prieuré devant Me Izoard notaire
et Commissaire le neufvieme Septembre mil sept cent trente quatre
par pierre boffard article Premier une piece de terre Contenant
Quiron le dosgain dune boterée Scituée audit voisant lieu dit en
la Croza joute terre de Sieur Jean micoud du present fief du levant
bize et Couchant terre du Reconnoissant et de Joseph chavrey
Savoyen Labat dudit fief le chemin voisinal des bouquets Contre
deux du vent.
Sous la Censse annuelle et perpetuelle dune
mondanerie Seigle mesure de Vauvere
Plus Dudit Reconnus article Second une
piece de terre Contenant Quiron trois quart de journal Scitué audit
Lieu au mas dela Combe que joute la Ruvire des nans du couchant
terre des Seigneurs Conseillers du Voyay du vent Levant et bize
de laquelle hordite piece laditte Ruvire des nans a emporté
plus dela moitié Cequi fait que le Reconnoissant ne veut
Reconnoitre que la moitié dela hordite autrement Le
proteste de degrepier toute la hordite piece et moy dit notaire
ay fait les protestations au Contraire au nom de ladite
Allteze

[344] AD de l'Isère 3E 6908 ; en particulier, celles de 1634 reçues par Me Ennemond Isoard ont été perdues. Pierre Boffard y déclarait ses biens.



Sous La Cense annuelle et perpetuelle dune mondaniere froment ladite mesure et un denais vennois.

43 Plus Du Meme Reconnue article trois une piece de terre verger et coste contenant environ le lieu dun journal situé audit baimont au plan des Coulles que toute le chemin tendant de Saint Buel alo chanoey du Levant et vent terre dudit lieu Boffard du fief de Demoiselle Claudine du Homet du demeure Du Couchant domicile et maison de joseph chaney Savoyen de Bize

Sous La Cense Annuelle et perpetuelle dune mondaniere froment ladite mesure

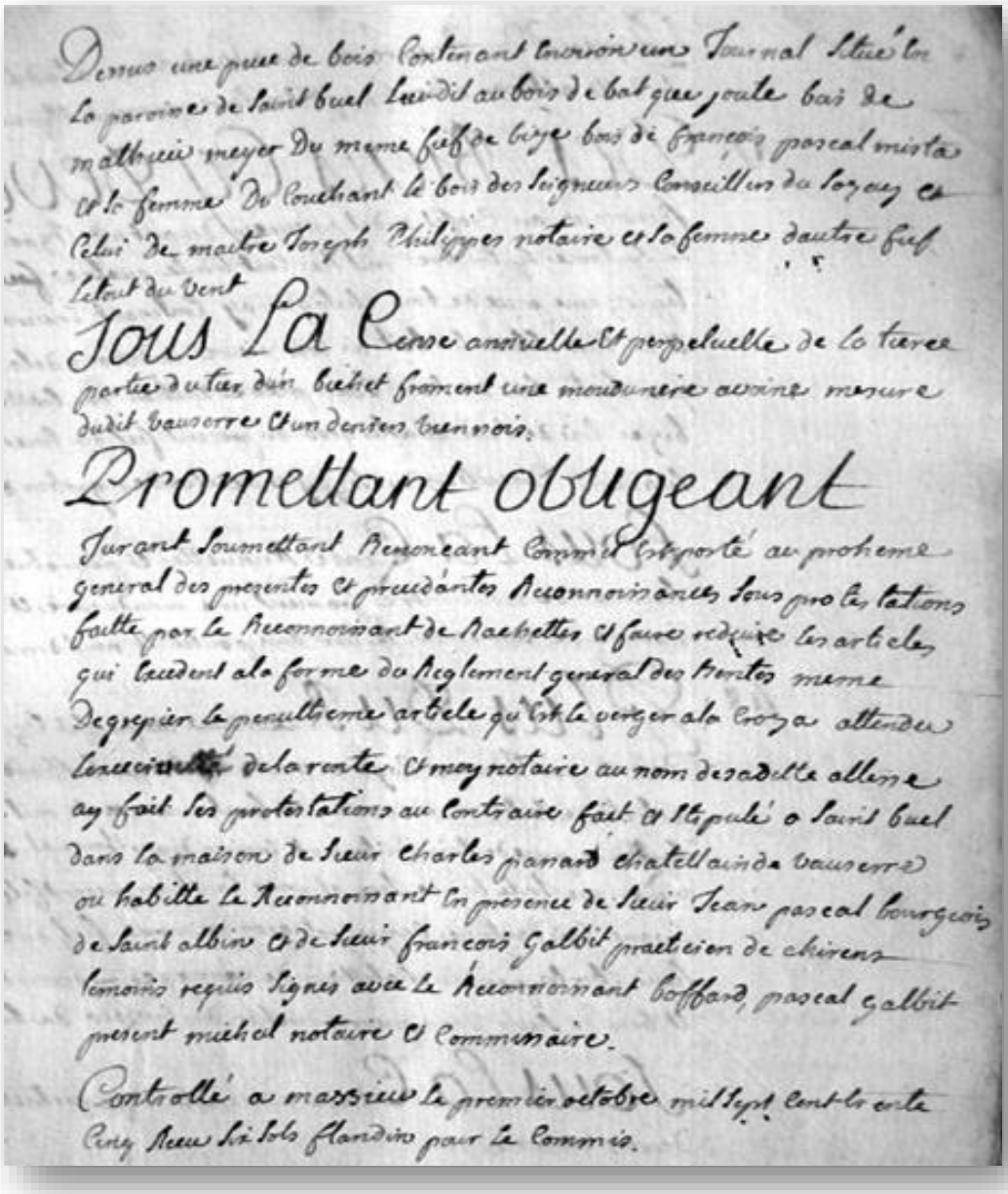
44 Plus Du Sus dit Reconnue article quatre une piece de terre contenant trois ou demy journal situé audit lieu au territoire de La Croya joute terre du Reconnoissant du present fief et cy devers Reconnue le chemin des banquets entre deux de bize terre de Joseph chaney Savoyen ami dudit fief du devers du Levant terre des seigneurs Conseillers du Soyay du meme du vent et Couchant

Sous La Cense annuelle et perpetuelle de deux mondanieres froment une mondaniere et quart dautre mondaniere seigle un biebet et une mondaniere avoine mesure dudit baumes et un denier et demy vennois

45 Plus Du Reconnue dudit purie boffard article dernier une piece de verger contenant environ le quart dun journal situé au Sudit lieu dela Croya devers le chemin joute le Sus dit chemin tendant de Saint Buel alo chanoey du Couchant terre de la veuve de charles Reylin du vent terre des seigneurs Conseiller Du Soyay du Levant verger et domicille de Jean Chaney Savoyen du present fief de bize.

Sous La Cense annuelle et perpetuelle dune mondaniere demy mondaniere seigle un biebet avoine mesure ladite et deux denier vennois.

46 Plus Du Reconnue de Charlotte Belongeat Du Chatelet a cause de son Cas Conte soyt au profit cy mentionne



Dernie une piece de bois Contenant trois cens Journal situé en
La paroisse de Saint Buel Lieu dit au bois de bat que joute bois de
malbreu meyer Du meme fief de bize bois de françois pascal mineur
et la femme De Couchant le bois des Seigneurs Conseillers de Lozay et
Celui de maitre Joseph Philippes notaire et la femme dautre fief
Letout du vent

Sous La Cense annuelle et perpetuelle de la tierce
partie dun tier dun bichet froment une meaudiere avoine mesure
dudit Vauserre et un denier tournois.

Promettant obligeant

Jurant Soumettant Renonceant Comme il est porté au protheme
general des presentes et precedantes Reconnoissances sous protestations
faitte par le Reconnoissant de Rachetter et faire reduire les articles
qui tiendent a la forme du Reglement general des rentes meme
Degrepier la penultieme article qui est le verger a la croix a attendre
Lexecution de la rente et moy notaire au nom de ladite allenee
ay fait les protestations au Contraire fait et Stipulé a Saint Buel
dans la maison de Sieur Charles pinard chatellain de Vauserre
ou habitte Le Reconnoissant en presence de Sieur Jean pascal bourgeois
de Saint albin et de Sieur françois Galbit practicien de chirens
temoins requis Signés avec Le Reconnoissant Boffard pascal galbit
present michal notaire et Commissaire.

Controllé a massieu le premier octobre mil Sept Cent Soixante
Cinq Reçu Six Sols flandrin pour Le Commis.

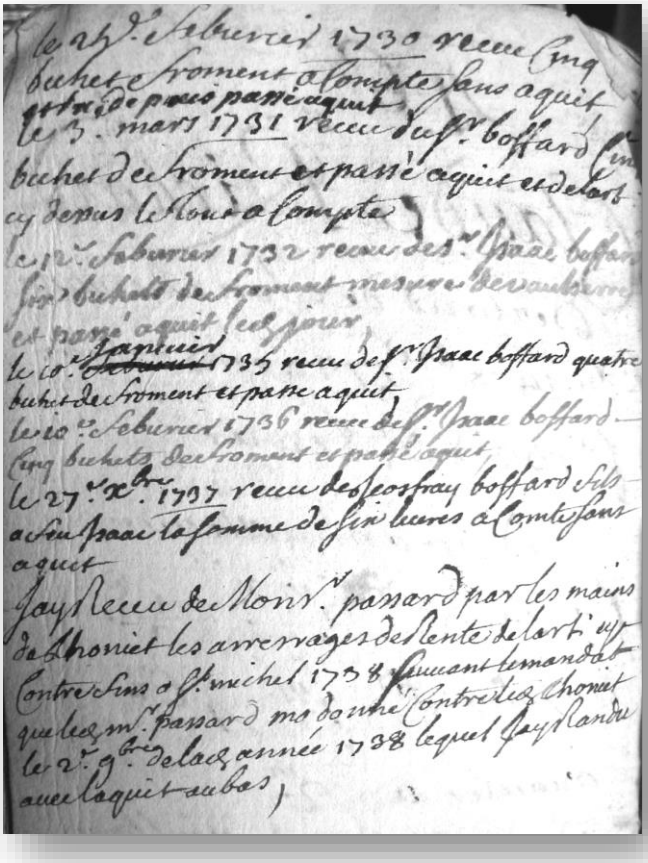
Reconnaissance reçue Michal notaire à Massieu, ADI, 3E 6908

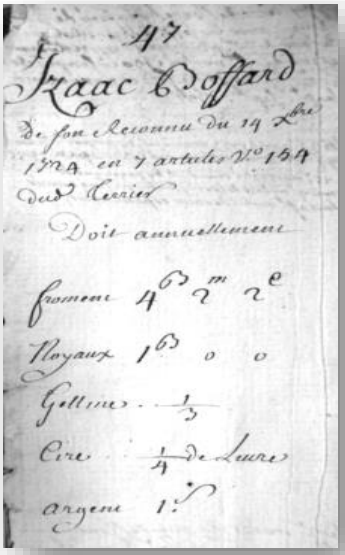
Isaac est témoin de 56 des 72 reconnaissances, avec le futur notaire de Chirens, **François Galbit**.

Signalons qu'**Isaac** n'y était pas désigné sous son titre de « bourgeois ». Il faut penser que sa situation était encore récente. En revanche, aucune hésitation sur sa qualité, sociale celle-là et non juridique, de « sieur ».

Isaac détenait aussi quelques terres dépendant du **seigneur de Vaulserre**, notées dans le livre des rentes du seigneur (où l'agent de ce dernier tenait un compte exact des entrées et retards de payement des rentes)[345] :

[345] Reconnaissance du 14 décembre 1724, terrier reçu Pélisson, Arch Vaulserre L 1613





Arch Vaulserre L 1613

Isaac occupe donc une place de premier plan dans la vie économique de la Valdaine ; dans la même logique, il prend dans la communauté de Vaulserre une place centrale à partir de la décennie 1710.

Rappelons que nous ne commençons à suivre véritablement les assemblées de la communauté qu'à partir de cette décennie 1710. Pour le XVIème siècle, nous ne possédons quasi rien. Pour le Grand siècle, des pièces éparses, qui ne devaient pas être codifiées en liasse, et une liasse des assemblées des années 1670-1671[346], qui ont échappé au destin du reste.

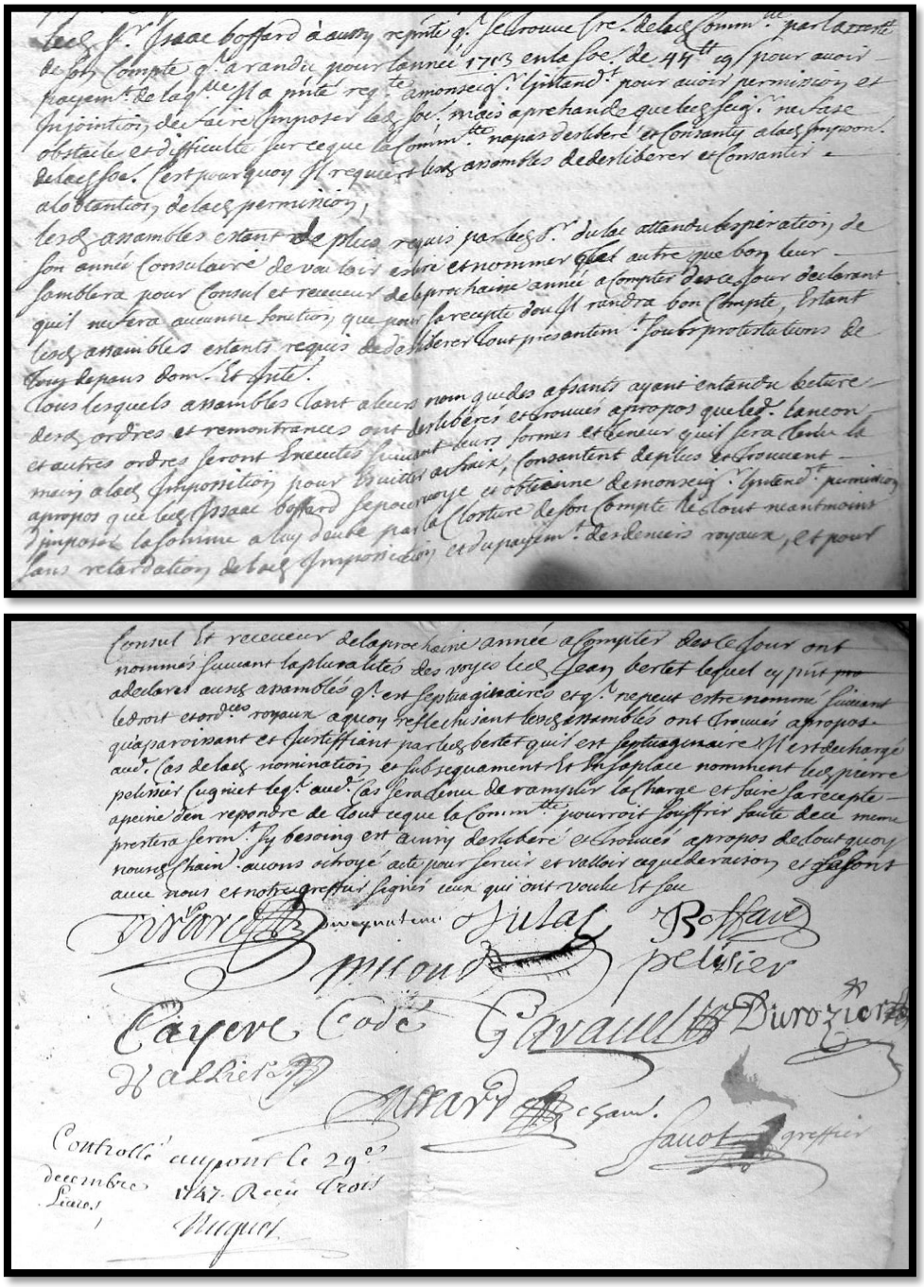
Pour l'année	*1713*	*1714*	*1720*	*1724*	*1725*	*1729*	*1734*	*1735*
Isaac B	Consul	Indic	Péréq	Consul	Péréq	Péréq	Péréq	Indic

Légende :
Indic = *indicateur*, membre de la communauté chargé de la cotation des contribuables à la capitation
Péréq = *péréquateur*, membre de la communauté chargé de la cotation des contribuables à la taille

Autant dire qu'il connaissait intimement le mandement et ses dirigeants. La fonction de consul requérait une fortune suffisante pour avancer les sommes dues par les contribuables récalcitrants ou nécessiteux. Comme la plupart des consuls, chaque année, **Isaac** doit puiser dans ses deniers personnels. Pour en obtenir le remboursement par la communauté, il faut demander à celle-ci de solliciter de l'intendant l'autorisation de s'imposer du même montant. C'est donc l'ensemble de la communauté qui prend en charge les dettes des plus pauvres. Notre système actuel en est bien proche…

Suivant ces règles, **Isaac** demande et obtient cette autorisation le 27 décembre 1716, pour obtenir la somme de 40 livres avancée en 1713. Mais pas question d'obtenir le payement d'intérêts. Voici le texte de sa réclamation :

[346] Une véritable chance, car c'est en 1671 que Claude Boffard et son beau-père Claude Morand Colin ont été désignés comme consuls. Nous ne l'aurions sans doute jamais su sans cette liasse providentiellement conservée…



Arch Dulac

Le montant de ses impositions le place au 4ème rang de la paroisse de Voissant, de 1700 à 1735[347].

On connaît le nom de l'un de ses domestiques en 1719 : **Guigues Bournat**. Cette année-là, Guigues est désigné avec d'autres par la communauté de Vaulserre pour être tirés au sort : sur 46 proposés par la communauté (choisis en dessous de 40 ans et non chefs de famille), 1 doit aller servir l'armée du roi[348]

[347] Voir notre site Familles de Valdaine, rubrique « impositions ».

[348] Ordonnance du subdélégué pour le Pont-de-Beauvoisin Charvet 1719, décision de la communauté de Vaulserre, attestation de Jeoffray Vallier consul de l'année 1719 : Arch Dulac.

En mars 1736, **Isaac** semble en bonne santé. Mais un refroidissement lui est fatal et il rédige son testament le 10 mai. Il lègue le luminaire de l'église de Saint-Bueil et la confrérie du Rosaire.

L'héritier universel est son fils aîné **Jeoffray**, né en 1711. Il doit acquitter les dettes et les legs faits dans le testament. Parmi ces derniers : 150 livres (la *légitime*, c'est-à-dire le minimum que les enfants devaient hériter de leurs parents dans une province qui suivait le droit romain. Ce minimum était fixé par rapport à la fortune du défunt) à **Louis** et **François**, ses deux autres enfants mâles. L'apprentissage de serrurier de **Louis** devait être payé en sus.

Jeanne, **Claudine** et **Anne**, ses trois filles mariées, reçoivent chacune 3 livres, qui s'ajoutent aux 150 livres de dot déjà reçues dans leur contrat de mariage (dot fixée au prix de la légitime par **Isaac**).

Isaac rend à **Marianne** tous les biens et effets qu'elle lui avait donnés en plus des conventions matrimoniales (beaucoup de linge de maison, plusieurs bichets de grains, la somme de 150 livres notamment).

Enfin **Louise**, fille non mariée, reçoit 150 livres (légitime, pour servir de dot) et deux brebis.

Les enfants mineurs ne touchent ces legs qu'à leur majorité (25 ans pour garçon et fille) ou lorsqu'ils se marient. En attendant, ils peuvent tous résider dans la maison de l'héritier universel, à Voissant, et y être nourris par lui à condition de travailler à son profit. Ce sont là des clauses habituelles des testaments de notre région. Cela permet d'imaginer dans **Isaac** un homme de son temps, drapé dans ses vêtements noirs de bourgeois des campagnes, élevant ses enfants durement et justement, et très attentif à ce que le patrimoine acquis ne se délite pas à son décès.

Compte tenu de ces informations et du droit de la légitime (partie du patrimoine que tous les enfants avaient un droit naturel à recevoir), le patrimoine d'**Isaac** peut être évalué au minimum à 2 100 livres.

Parmi les témoins à ce testament, les amis les plus fidèles d'**Isaac**, que l'on trouve déjà lors de son mariage avec **Marianne Michal**, et régulièrement dans ses affaires : **François Cayère Codé**, marchand de Voissant[349], **Jeoffray Vallier** praticien de Saint-Bueil, **Louis Garavel** fils de **François** (ce dernier était le fermier du seigneur de Vaulserre à la Chapelle de Merlas, et était marié à **Catherine Boffard**, la dernière représentante des **Boffard** de Saint-Albin[350].

La mort d'**Isaac** ouvre un temps troublé, à la fin duquel émerge **François**. Avant d'évoquer cette période, il faut aborder les frères et sœurs d'**Isaac**.

Les frères et sœurs d'Isaac

Fils unique, **Claude Boffard** avait laissé plusieurs enfants.

Benoît + Benoîte Pélissier
- Claude (1640-1690) + 1668 Ennemonde Gonet (1650-1693)
  - Pierrette (1669-) + Benoît Carre Pierrat
  - Jean (1671-)
  - ***Isaac*** *(1676-1736)* *+ 1696 Gasparde Monin*
    + 1721 Marianne Michal et nos ancêtres
  - Antoinette -1719) + 1716 Louis Garcin Furet
  - Marguerite (1679-1699)
  - Hugues (1685-1758)
  - Dominique (1685-)
  - François (1689-)

Jean (parrain hte **Jean Baroz** qui signe ; marraine hte **Anne Lanfrey**), **Marguerite** (parrain hte **Pierre Baroz** fils de **Claude**, marraine **Marguerite Pélissier** épouse du notaire **Pierre Michal**, qui signe),

[349] Il donne lui aussi 150 livres de dot à sa fille Madeleine, lorsqu'elle épouse André Chaney Toniet en 1724 : Rappel fait en 1803 dans un compte entre les héritiers Chaney Toniet et Joseph Cayère Codé : 1 124 francs dus par ce dernier, dont 555 à titre d'intérêts ! : AD de l'Isère Charmeil 3E20449, 27.09.1803.

[350] Testament reçu Grabit, notaire au Pont-de-Beauvoisin, AD de l'Isère 3E 20704

Dominique et **François** (parrain **François Balmetière** bourgeois de Voissant, qui signe ; marraine **Virginie de Garnier**, fille de noble **Isaac de Garnier**, qui signe) sont morts sans postérité : de **Dominique** et **François**, les registres de sépulture n'ont même gardé aucun souvenir. **Marguerite** est morte à un âge où l'on est normalement tiré d'affaire : la douleur dut être intense, quoi qu'elle fût morte après ses parents[351].

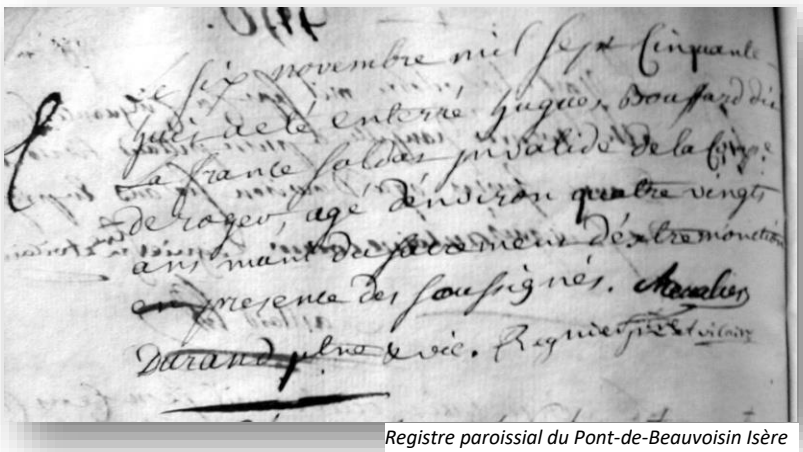
-**Pierrette** est née en 1669. Comme en général pour les aînés, ses parrains et marraines ont été choisis dans la famille maternelle : son parrain est son oncle honnête **Benoît Gonet**, qui signe, et sa marraine **Pierrette Gonet** fille de sieur **Antoine Gonet**, tous de Saint-Geoire[352]. Elle est marraine une fois, en 1690 pour un enfant **Sotat Gorin**[353]. Pierrette est mariée à **Benoît Carre Pierrat**, marchand de Bilieu (vers Montferrat) en 1720[354]. Elle fait son testament chez **Jayet** à Montferrat le 28 février 1738 et meurt juste après[355]. Nous ne savons rien de plus.

-**Antoinette** est marraine une fois, en 1705, pour un enfant **Chaney Savoyen**.

Elle est mariée tard, en 1716 à **Louis Garcin Furet**. C'est une ancienne famille de Saint-Bueil, issue de la grande famille des Garcin. Une branche des **Garcin** avait accédé à la noblesse et avait même possédé la seigneurie de Vaulserre entre 1615 et 1627 avant de la vendre aux Pourroy. Les **Furet** étaient sans doute la moins reluisante des branches Garcin subsistantes, mais elle avait une forte assise à Saint-Bueil. Les parents de **Louis** sont **Sébastien** et **Jeanne Baritel**, cette dernière d'une famille illustre de Saint-Bueil, qui dominait le village aux XV et XVIèmes siècles. Cette famille avait notamment fondé la chapelle Saint Sébastien dans l'église paroissiale dont elle occupait par ailleurs la cure de génération en génération. Les **Baritel** étaient même propriétaires de moulins à eau sur l'Ainan, signe tangible de leur fortune puisque cela brisait le monopole seigneurial. Mais la famille, faute de mâles sans doute, et probablement aussi à cause de mauvaises affaires, sombra au fil du XVIIème siècle. Dans les années 1680, sieur **Jeoffray Baritel** avait dû vendre tous ses biens à l'encant ; encore n'avait-il dû qu'à ses liens de parenté et d'amitié avec les **Passard,** les **Pélissier** et les **Varnier** d'échapper à la prison pour dette…

Antoinette décède en 1719 après avoir fait son testament le 6 novembre. Sans enfant, son héritier est son mari. Les biens sont estimés à 120 livres[356].

Ainsi, l'intégration à Saint-Bueil avait été recherchée, et il est certain que le déménagement d'**Isaac** à Saint-Bueil y avait entraîné toute la famille. **Antoinette** y meurt en 1719, après avoir reçu tous ses sacrements.



Registre paroissial du Pont-de-Beauvoisin Isère

-**Hugues Boffard** (« sieur » comme le disent certains textes[357]) naît en 1685 (parrain hte **Guigues Baroz** fils de **Bernard** ; marraine **Georgy Gonet** sa tante) et meurt en 1758, soldat invalide à la compagnie des Invalides logée au Pont-de-Beauvoisin. Il était connu sous le surnom de « la France »

[351] Voir les registres paroissiaux de Voissant, à chaque date.
[352] Registre paroissial de Voissant n°5, 79
[353] Registre paroissial de Voissant n°6, 61
[354] Contrat du 30 janvier, reçu Michal notaire à Massieu, beau-père de son frère Isaac : AD de l'Isère 8C 2334. Les biens de l'épouse sont estimés 175 livres. La cérémonie religieuse est du 6 février 1720.
[355] AD de l'Isère 8C 408, contrôle le 3 juin 1738
[356] Testament reçu Tirard, notaire à Saint-Bueil, AD de l'Isère 8C 2334 ; les minutes du notaire Tirard n'ont pas été conservées. Nous ne disposons que des mentions sommaires de l'enregistrement.
[357] Vente à François Boffard 8 mai 1758 reçue Roche, AD de l'Isère 3E 20150, f°39 sq

probablement en mémoire des campagnes subies au cours de sa longue carrière.

L'acte de décès rappelle qu'il est âgé « d'environ quatre vingt ans » : 73 en réalité. Longévité exceptionnelle et caducité avancée, sans doute.

Nous savons peu de choses d'**Hugues**, sinon qu'il était célibataire et qu'il était en relation avec son frère **Isaac** : en témoigne une quittance entre les deux frères de 99 livres et 15 sols, reçue par **Michal** à Massieu en 1726[358].

En 1739, il passe une obligation au profit de **Charles Passard,** (comme fondé de pouvoir de **Jeoffray Boffard**), pour une somme de 100 livres ; une quittance au profit de **Jean Chaney Toniet** pour 114 livres[359].

Il possède des biens à Voissant, affermés à sa nièce **Jeanne Boffard** (fille d'**Isaac** et sœur consanguine de notre ancêtre **François**) épouse de **Jean Chaney Toniet**, et au fils de celle-ci, **André**[360]. Ces terres dépendent des héritiers des seigneurs de Garnier. En 1758, pressentant une fin prochaine, il les vend à son neveu **François** moyennant la somme de 600 livres, sous la forme d'une rente viagère et alimentaire de 60 livres. Il est prévu dans l'acte qu'après la mort d'**Hugues**, le capital sera éteint, et que les héritiers ne pourront rien en demander à l'acquéreur. Nul ne sait si **Hugues** voyait la dernière heure proche ; en tous cas fit-il un beau cadeau à son neveu en décédant dans l'année-même…[361]

Après la mort d'**Isaac**, en 1736, s'ouvre une période troublée, à la fin de laquelle émerge la grande figure de **François**.

H. François 1727-1791

Claude (1640-1690) + Ennemonde Gonet
- Pierrette (1669- + 1720 Benoît Carre Pierrat
- Jean (1671-
- Isaac (1676-1736)
  + 1696 Gasparde Monin (-1719)
    - Jeanne (1702-1763) + 1724 Jean Chaney Toniet
    - Louise (1705-1781) + 1741 Pierre Piot Colomb
    - Marie Anne (1706)
    - Clauda (1708-1782) + 1729 Pierre Gallin
    - Jeoffray (1711-1751)
    - Louis (1718-
  + 1721 Marianne Michal (-1751)
    - Anne (1722-1785) + 1735 Michel Boffard Cocat
    - Jean Pierre (1724)
    - **François (1727-1791)**
      - **+ 1750 Marie Allégret (1726-1766)**
        - Etienne (1751-1753)
        - Marianne (1753-1756)
        - Gabriel (1756-1783)
        - ***Laurent (1759-1818) >>> branche aînée***
        - Joseph (1762-1830) DP
        - Benoît (1765-1810) DP
      - **+ 1766 Agnès Baudrand (1732-1804)**
        - Pierre Emmanuel (1767-1842) DP

[358] AD de l'Isère 8C 2340, contrôle le 30 avril 1726

[359] AD de l'Isère 8C 408, contrôle le 17 août 1739 ; les 2 actes sont passés chez le notaire Bertet, à la Sauge. Son petit-fils épouse en 1790 Anne-Françoise Boffard (fille de Joseph et petit-fils de notre ancêtre François).

[360] Jean est fils de Bernard et Dimanche Morard.

[361] L'acte est signé au Pont-de-Beauvoisin en présence de sieur Joseph Garon bourgeois de la Chapelle-de-Merlas et de sieur Etienne Petit Permezel greffier du mandement de Vaulserre. La position des terres, les confins ne sont pas précisés.

François (1768-1840) DP
Isaac (1768)
Madeleine (1770-1775)
Martin (1771-1844) >>>branche « Martin »
Antoine (1773-1803)
Louise (1775-ap 1839) DP
Antoinette –1719) + 1716 Louis Garcin Furet
Marguerite (1679-1699)
Hugues (1685-1758)
Dominique (1688-
François (1689-

Jusqu'à présent, sauf exception, un seul enfant mâle **Boffard** avait une descendance par les mâles ; ainsi nous avions pris le parti de traiter des frères et sœurs du sujet principal après ce dernier. Cela aurait dû nous conduire à étudier les frères et sœurs de **François** après lui.

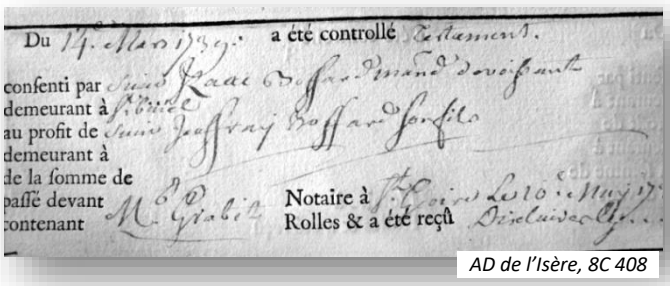
Pourtant, il faut changer de méthode. Non seulement, **François** est tout jeune lors de la mort de son père (1736), mais encore il est le dernier de la famille. Il lui faut attendre les décès de **Louis** (date inconnue) et de **Jeoffray** (1751), pour être le seul garçon survivant, et hériter l'essentiel des biens de son père Isaac.

De plus, François donne naissance à sept branches masculines, dont deux ont encore des descendants **Boffard** aujourd'hui. Il est plus opportun de traiter des nombreux enfants de **François** à sa suite, et non après l'évocation de leurs oncles et tantes. Voyons donc immédiatement les frères et sœurs de **François I**.

Les frères et sœurs de François, et Marianne Michal

Il faut régler la succession d'**Isaac**. La grande affaire des années 1736-1756 est le désintéressement des créanciers de **Isaac**, dans un monde où l'habitude était prise d'utiliser les grands moments de la vie (mariage avec la constitution de la dot, décès), pour leur échapper.

Deux documents glissés mentionnent la procédure intentée en 1738 devant le juge de Vaulserre par **Joseph Billion**, marchand de Miribel. Celui-ci veut faire régler sa créance par **Jeoffray**, héritier universel de son père **Isaac**. Pour s'y opposer, **Marianne Michal**, et **Hugues Boffard** (frère d'**Isaac**) ; affirment que **Jeoffray** n'est pas le seul héritier, qu'il y a eu des enfants du second lit (ce qui, en passant, tend à supposer que Louis était décédé à ce moment) ; qu'ainsi, aucun recouvrement ne peut être réalisé avant le partage de la succession[362].


Du … a été controllé …
consenti par …
demeurant à …
au profit de …
demeurant à …
de la somme de …
passé devant …
contenant …
Notaire à …
Rolles & a été reçû …

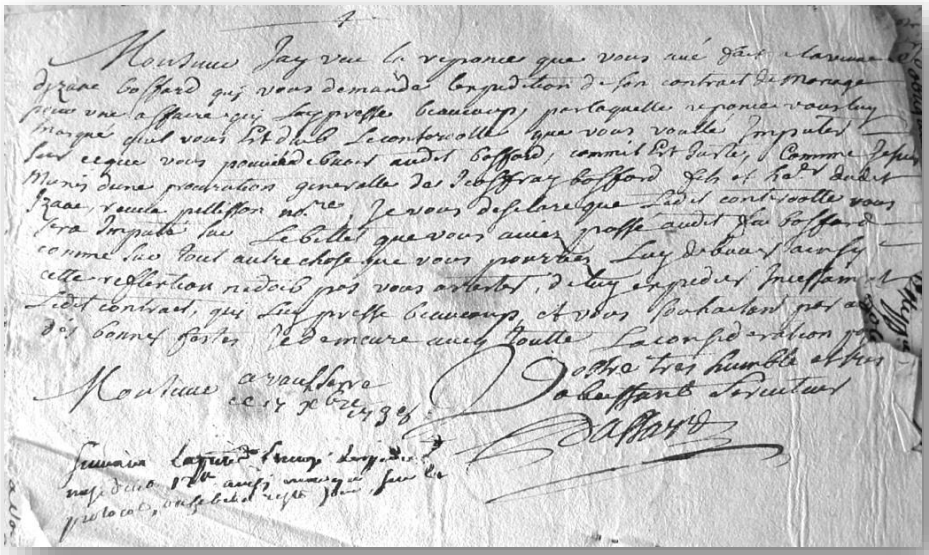
AD de l'Isère, 8C 408

Le juge de Vaulserre ordonne à **Joseph Billion** de produire des preuves, et notamment le testament d'**Isaac**. Mais, à la fois proche parent de **Marianne Michal** et créancier d'**Isaac** lui-même, le notaire **Grabit**[363], refuse, et **Joseph Billion** doit se pourvoir à nouveau devant le juge. Le testament est finalement contrôlé, c'est-à-dire publié officiellement, le 14 mars 1736.

Le contrôle confirme qu'il n'y avait qu'un héritier universel, par lequel toutes les dettes devaient être acquittées. L'affaire de **Marianne Michal** était mal engagée ; mais elle entendait mettre aussi en avant les avantages que lui faisait son contrat de mariage de 1721. Elle se heurte là encore à de multiples difficultés, notamment le refus du notaire **Philippes** de lui envoyer une copie du contrat : il prétendait que le contrôle ne lui en avait pas été payé. Il faut faire intervenir **Charles Passard**, châtelain de Vaulserre et

[362] Celle-ci n'avait pas encore eu lieu, on comprend pourquoi …
[363] Notaire au Pont-de-Beauvoisin entre 1720 et 1784, minutes versées aux AD de l'Isère.

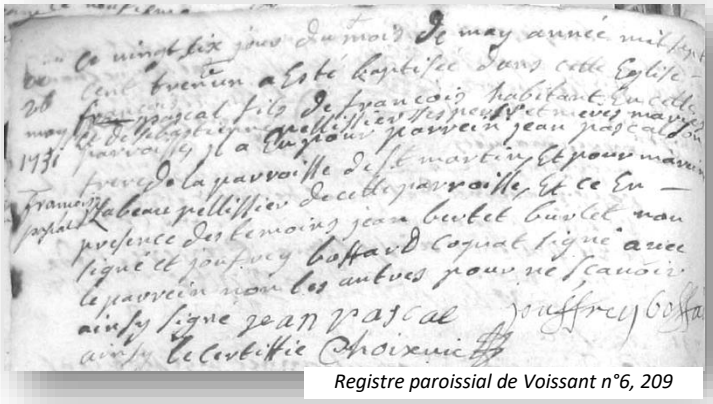
première fortune du pays, muni d'une procuration générale de **Jeoffray Boffard**, pour qu'il cède : le prix du contrôle sera imputé sur ce qu'il doit lui-même à la succession d'**Isaac**.



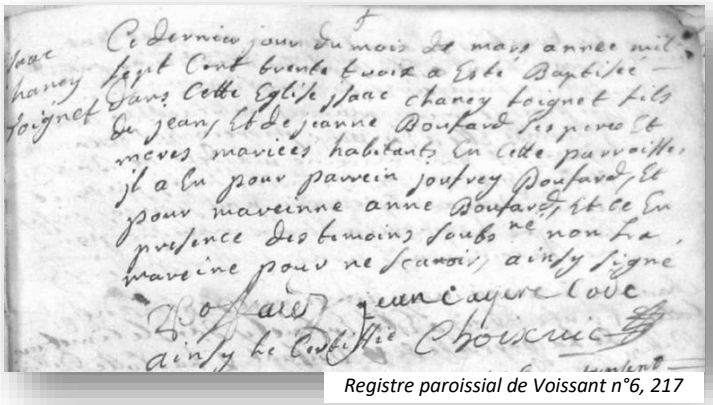
Lettre glissée dans le registre du notaire Philippes de Chirens en 1721 : AD de l'Isère3E 6875

On ne connaît pas la solution de ces affaires, faute d'archives de la justice de Vaulserre. On sait seulement par les registres du contrôle, que l'inventaire des biens d'**Isaac** a été réalisé le 27 septembre 1756 (20 ans après son décès), à la requête des créanciers de la succession[364], avec une addition le 31 juillet 1757[365].

En tous cas la lettre insérée plus haut rappelle la proximité entre les familles **Boffard** et **Passard**, particulièrement entre **Isaac** et **Charles Passard** ; contemporains. Il est bien dommage que les minutes du notaire **Pélisson**, qui reçoit la procuration générale de **Jeoffray Boffard**, aient été perdues ; elles nous auraient fourni plus de détail sur cette relation, et notamment sur la personnalité de **Jeoffray**. Celui-ci ne semble pas avoir été en pleine possession de ses moyens, tout au moins à partir de 1738-1739.



Registre paroissial de Voissant n°6, 209



Registre paroissial de Voissant n°6, 217

Bien peu de documents sur **Jeoffray** nous sont parvenus.

Il est baptisé en 1711 à Saint-Bueil ; son parrain est **Jeoffray Buscoz** de Voissant ; la famille **Buscoz** apparaît comme l'une des plus proches des **Boffard** jusqu'au XXème siècle. Sa

[364] AD de l'Isère 8C 419 contrôle du 6 octobre 1756

[365] AD de l'Isère 8C 419 contrôle du 9 août 1757

marraine est sa tante **Antoinette**[366].

En 1731, il est témoin d'un baptême **Pascal** / **Pélissier**, et signe d'une écriture assurée.

En 1732, il est témoin, avec son père, de la reconnaissance de **Claude Grobon** en faveur de l'archevêque de Vienne prieur de Voissant. Il signe[367].

Même signature assurée en 1733 au baptême de son neveu **Isaac Chaney Toniet**.

Après le décès de son père, **Jeoffray** semble administrer directement les affaires : en décembre 1737, c'est lui qui règle les cens dus au seigneur de Vaulserre[368].

Le 17 septembre 1737, il promet de payer à **Joseph Billion**, évoqué plus haut, la somme de 27 livres ; le 13 novembre, autre obligation de 33 livres[369].

Le 2 juillet 1738, il passe obligation à **Charles Passard** d'une somme de 1909 livres, probablement pour le fermage de Saint-Bueil qu'il avait repris[370].

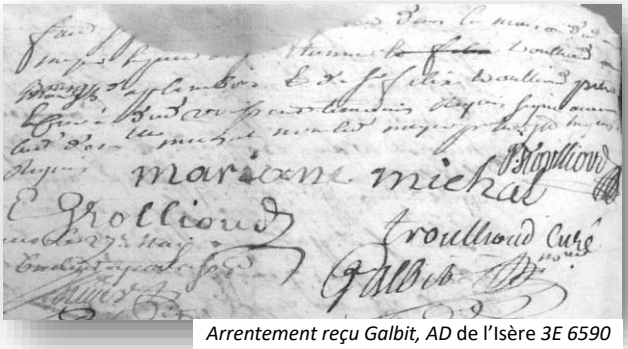
C'est la dernière mention ou signature dont on dispose. Il s'est produit un accident, ou une dégradation profonde de la santé de **Jeoffray** entre juillet et décembre 1738 ; à partir de cette date, **Charles Passard** administre la succession grâce à la procuration générale que lui passe **Jeoffray** entre juillet et décembre 1738.

Notons cependant qu'on ne trouve pas trace de lui dans les assemblées générales de la communauté de Vaulserre en novembre 1736 et 1737. Le greffier précise les noms des présents. Même si **Jeoffray** avait été oublié par le greffier (peu probable compte tenu de la place qu'avait occupé **Isaac Boffard** dans cette communauté), il aurait sans doute signé le procès verbal. Or, aucune signature de **Jeoffray** n'a été retrouvée. Il faut en conclure qu'il ne participe pas aux délibérations de la communauté. Ce qui ne s'explique que par une déficience personnelle, qui dut faire sentir ses premiers effets avant même qu'il passe cette procuration à **Charles Passard** en juillet 1738.

La seule mention de **Jeoffray** dans les registres d'imposition de Vaulserre est la taille de 1739 : « Les héritiers de sieur Isaac Boffard ; industrie de Jeoffray Boffard[371]. En 1747, registre le plus proche conservé, nous lisons déjà : « la veuve Boufart et son fils ; industrie de son fils »[372] ; ainsi à cette date, **Marianne Michal** avait réussi à mettre hors course son beau-fils **Jeoffray**. Celui-ci ne meurt cependant qu'en 1751, âgé de 40 ans, sans alliance et sans descendance[373].

Marianne Michal disposait sans doute de biens de famille, et avait de grandes ambitions pour son fils **François**.

En 1740, elle obtient du fermier du prieuré de Voissant, le sieur **Trouilloud**, la ferme des dîmes de la paroisse de Voissant au village des *bertet*. Elle s'engage donc à payer durant 2 ans une somme forfaitaire et percevoir ensuite elle-même la ferme sur les habitants[374]. Une manière zachéenne de s'enrichir. Voici la page des signatures de cet arrentement : **Marianne Michal** signe ainsi que **Félix Trouilloud,** alors curé de Voissant.



Arrentement reçu Galbit, AD de l'Isère *3E 6590*

366 Registre paroissial de Saint-Bueil, 31 octobre 1711

367 AD de l'Isère 3E 6908, f°4

368 Reconnaissance du 14 décembre 1724, Terrier reçu Pélisson, Arch Vaulserre L 1613

369 AD de l'Isère 8C 2039 f°93. Les minutes du notaire Pélisson n'ont malheureusement pas été conservées ; on doit se contenter de la mention aux archives de l'enregistrement.

370 AD de l'Isère 8C 2039 f°93

371 Arch Dulac 61. Sauf 1739 et 1747, il faut dire que nous ne possédons pas de registres entre 1736 et 1751.

372 Arch Dulac 70

373 Registre paroissial de Voissant n°6, 169

374 La perception de la dîme (impôt perçu pour l'Eglise) est divisée en « coches », dont les limites épousent celles des quartiers des paroisses. La coche des *bertet* se perçoit sur les récoltes du quartier du *bertet*.

En 1747 et 1749, Voissant doit fournir le gîte et le couvert à la troupe. La communauté répartit la charge : **Marianne Boffard** fournitdeux draps et une couverture[375].

La taille de 1750 mentionne encore : « la veuve d'Isaac Boffard » ; en 1752, « sieur François Boffard et sa mère » puisque **François** atteint 25 ans (âge de la majorité) cette année ; en 1753 « François Boffard » Mais **Marianne** ne décède que le 27 juillet 1758, ayant satisfait ses désirs pour son fils **François**[376].

Après **Jeoffray**, et avant **François**, évoquons les autres frères et sœurs de ce dernier.

-**Jeanne** est l'aînée ; née en 1702 à Voissant ; son parrain est son oncle **Hugues Boffard**, frère d'**Isaac**, et sa marraine **Jeanne Gayraud** épouse de **Pierre Monin** de Pressins, sa tante maternelle[377]. Elle fut marraine 2 fois ; en 1715 pour un enfant **Chaney Savoyen** / **Pélissier** ; en 1744 pour une fille **Meyer** / **Roche**[378]. Elle est mariée en 1724 à **Jean Chaney Toniet** de Voissant[379]. En 1736, sont déjà nés **André**, **Pierre** et **Marianne Chaney Toniet**[380] (mariée en 1760 à honnête **Michel Baude** de Saint-Bueil[381], et décédée à Voissant en 1812[382]). L'aîné, **André**, passe plusieurs contrats avec son cousin **François Boffard**, que nous évoquerons avec ce dernier ; il est marié en 1760 à Voissant à **Marianne Martel** de Saint-Geoire (**François Boffard**, son cousin, est témoin et signe)[383]. En 1764, **Pierre** est marié à **Françoise Bornat Guerre** de Voissant[384]. **Françoise**, née en 1744, épouse **Pierre Muzy** à Saint-Albin en 1776[385].

Jeanne décède en 1763 à Voissant[386].

-Après **Jeanne**, naît en 1706 à Voissant **Marie Anne**. Son parrain est **Jean Micoud**, fils du rentier des héritiers **Garnier** de Voissant ; sa marraine : **Marie Anne Varnier**, fille de **Louis** bourgeois de Voissant (famille proche des **Boffard** au temps d'**Isaac**). Elle semble être décédée en mai, d'après une mention marginale sur le registre de baptême[387].

-Puis vient **Clauda** (ou Claudine), née en 1708 à Saint-Bueil. Son parrain est **Charles Passard** (un indice de plus de la bonne entente avec **Isaac Boffard**) ; sa marraine : **Clauda Passard**[388].

Elle est mariée en 1729 à **Pierre Gallin** charpentier de Saint-Bueil. En 1799, le puîné des garçons, **Claude**, passe quittance à son aîné, **Antoine**, de ses droits dans la succession de ses père et mère[389].

C'est la première alliance avec les **Gallin**, ce ne sera pas la dernière : jusqu'au XXème siècle, chaque génération de **Boffard** en comptera au moins une[390].

En 1736 sont nés **Marianne**, **Jeoffray**, **Claude** et **François**.

-En 1711 vient **Jeoffray**, déjà évoqué.

-En 1715, **Louise**, dont le parrain est **Pierre Pellin** et la marraine **Louise Ravier**[391].

---

375 Arch Boffard, jaune 1

376 Registres paroissial n°6, image 289

377 Registre paroissial de Voissant n°6, 71

378 Registre paroissial de Voissant n°6, 145 et 265

379 23 juin 1724 : contrat de mariage (dot de 150 livres), reçu Michal à Massieu, AD de l'Isère 8C 2339 ;
Jean était le fils de Bernard et de Dimanche Morard : registre paroissial de Saint-Bueil, 26 juillet 1725 ;
Jean fait son testament en 1750, par lequel il institue son fils André pour son héritier universel : contrôle du 15 août 1752 : AD de l'Isère 8C 417

380 Isaac, né en 1733 et filleul de son oncle Jeoffray Boffard, est décédé en 1736.

381 Contrat du 8 octobre 1760 reçu Roche, conventions matrimoniales de 400 livres : AD de l'Isère 3E 20150 et AD de l'Isère 8C 421, contrôle du 16 octobre 1760

382 80 ans ; décédée à Voissant dans la maison de François Baude son fils, où elle avait aussi son domicile : registre paroissial de Voissant.

383 Registre paroissial de Voissant n°6, 294 ; AD de l'Isère 8C 421, contrôle du 1er juillet 1760

384 Contrat reçu Bertet notaire à la Sauge, conventions matrimoniales de 480 livres : AD de l'Isère 8C 423, contrôle du 24 novembre 1764. La période manque aux registres paroissiaux de Voissant.

385 Registre paroissial de Saint-Albin, 9 janvier 1776 ; Pierre est fils de Jean et Lucresse Canet, et il est tisseur de toile.

386 Registre paroissial de Voissant n°6, 317

387 Registre paroissial de Voissant n°6, 81

388 Registre paroissial de Saint-Bueil, 15 février 1729 ; Pierre est fils de Claude et de Jeanne Blanc.

389 Quittance reçue Charmeil à Saint-Geoire, le 5 octobre 1799, AD de l'Isère 3E 20447

390 Nombreux documents concernant les Gallin, famille très nombreuse et divisée en plusieurs branches, voire plusieurs familles.

Au décès de son père en 1736, **Louise** n'est pas mariée. Elle reçoit donc dans le testament paternel une portion plus importante que celle de ses sœurs, dotées à leur mariage : 150 livres et deux brebis[392].

En 1740, elle est marraine de sa nièce **Louise Boffard Cocat**, fille d'**Anne** sa sœur et de **Michel Boffard Cocat** (le parrain : **Pierre Boffard Cocat**, frère de **Michel**)[393].

Louise est mariée en 1741 (26 ans, âge tardif) à **Pierre Piot Colomb** de Saint-Bueil[394]. Quatre enfants naissent de ce mariage : **François** et **Clémence** notamment[395].

Au décès du curé de Saint-Bueil **François Varnier**, très proche d'**Isaac**, on apprend que **Louise** était à son service, ou du moins lui rendait régulièrement des services. Les héritiers **Varnier** demandent à leur cohéritier **Charles Passard** de verser 36 livres à **Pierre Piot Colomb** « pour reste des gages que feu messire **François Varnier** devait à **Louise Boffard** »[396].

Pierre décède en 1767. **François** est son héritier universel, les autres héritiers reçoivent 24 livres[397].

Louise décède en 1781, toujours à Saint-Bueil, après avoir fait son testament le 4 juillet 1778 ; elle avait légué **Claude**, **Madeleine** et **Clémence**, et désigné son fils aîné **François** comme son héritier universel[398]. Le 4 juillet 1792, **François** teste en faveur de son cousin **Laurent Boffard**[399]. Mais il survit, puisqu'en juin 1794, il règle à Antoine Gallin l'époux de sa sœur Clémence la somme de 44 livres correspondant à l'héritage paternel et maternel[400].

-En 1718, naissance de **Louis** ; parrain **Louis Pélissier** de Voissant, marraine **Françoise Monin** sœur de sa mère **Gasparde**. **Pierre Pellin**, déjà parrain de **Louise** en 1715, est témoin.

En 1734, une mention de **Louis** est faite dans un procès entre **Claude Meyer** et **Charles Tirard** de Saint-Bueil : « contre **Louis Boffard** c'est un jeune homme dont la conduite n'est pas des meilleures, et demeure au service de **François Tirard**, qui est l'oncle de Charles du côté gauche …»[401]. **Louis** est donc domestique dans sa jeunesse (16 ans), comme il arrivait souvent en attendant un apprentissage.

Au décès de son père en 1736, **Louis** commence son apprentissage de serrurier (métier noble), dont **Isaac** s'est engagé à payer le prix. Cet engagement passe dans le testament, en plus de la légitime des enfants, fixée à 150 livres. **Louis** peut décider d'habiter dans la maison de **Jeoffray**, l'héritier universel, avant d'avoir 25 ans ou avant d'être marié ; **Jeoffray** sera tenu de l'accepter et de le nourrir, en contrepartie de son travail pour la maison[402].

Nous ignorons la date de son décès ; aucune autre mention n'a pu être trouvée dans nos sources. Il a pu décéder très tôt, comme beaucoup de jeunes adultes.

-**Anne**, l'aînée du mariage d'**Isaac** et de **Marianne Michal**, est née en 1722. Dès 1735 et l'âge nubile, elle est mariée à **Michel Boffard Cocat**[403].

---

391 Registre paroissial de Saint-Bueil.

392 Testament d'Isaac Boffard, reçu Grabit, AD de l'Isère 3E 20704

393 Registre paroissial de Saint-Bueil.

394 Registre paroissial de Saint-Bueil, 12 septembre 1741 ; Pierre est fils de Claude et Marguerite Gay Latour.

395 Clémence épouse en 1786 Claude Robin, fils de Charles et Elisabeth Quéroz, de Saint-Bueil : registre paroissial de Saint-Bueil, 12 septembre 1786 (à cette époque, le « Piot » est déjà perdu, les scribes ne retiennent que le « Colomb »). Claude Robin décède vite, et Clémence se remarie le 1 juillet 1788 avec Antoine Gallin, fils d'Antoine et Françoise Villard, de Voissant : AD de l'Isère 3E32974, images 1141-1142

396 Fds Boffard Dulac 11165-6

397 8C 2342, contrôle du 14 février 1768

398 Répertoire des actes reçus par François Dulac (rédigé par son fils Jacques François), 431, Arch Dulac ; AD de l'Isère, 3E 32969, images 463-464

399 Répertoire des actes reçus par François Dulac (rédigé par son fils Jacques François), 457, Arch Dulac.AD de l'Isère, 3E 32976, images 1280-1281

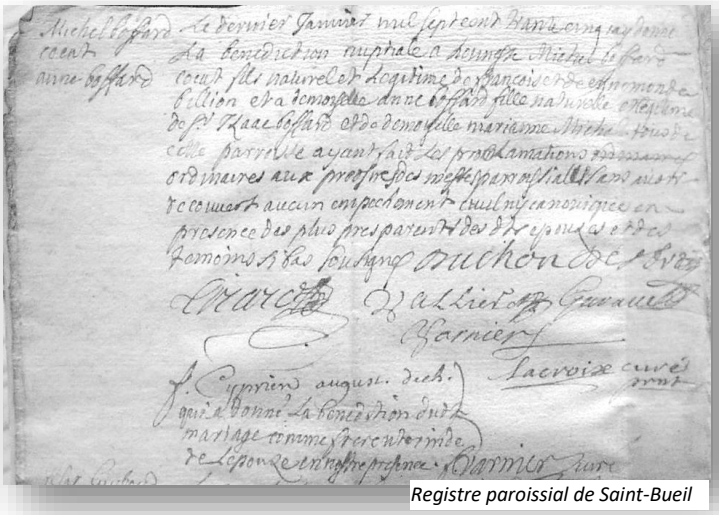
400 AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32977, images 1432-1433

401 Procédures du comté de Clermont 1730-1739, AD de l'Isère 16B 387

402 Testament d'Isaac Boffard, reçu Grabit, AD de l'Isère 3E 20704. Ce sont là des clauses traditionnelles, prévues pour tous les enfants puînés non établis au décès de leur père.

403 Contrat de mariage reçu Michal le 4 septembre 1734

La famille de ce dernier a été évoquée plus haut[404]. Le père de **Michel**, **François**, était venu de Saint-Aupre à Saint-Bueil pour se marier en 1702 avec **Ennemonde Billion**, d'une ancienne famille du lieu. Le couple avait laissé trois fils : **Antoine**, **Pierre** et **Michel**. **Pierre** n'ayant pas eu d'enfants malgré deux mariages, les **Boffard Cocat** installés dans la Valdaine descendent tous d'**Antoine** ou de **Michel**. Quant aux **Boffard**, ils gardent des liens très forts avec les deux branches jusqu'au XXème siècle, tout en distinguant biens les liens de famille, avec la branche de **Michel**[405].



Registre paroissial de Saint-Bueil

Michel Boffard Cocat est qualifié d' « honnête » dans les nombreux actes conservés. En 1741, le seigneur de Vaulserre lui confie l'exploitation du domaine appelé la grange de la *Lardinière*, à Voissant : 15 journaux de terres, pré, champéage environ (presque 4 ha), et 2 sesterées en *pré Grobon* (1,5 ha environ). La grange de la *Lardinière* est un riche domaine, qui a fait la prospérité de ses fermiers. Il est arrenté pour 6 ans, moyennant 110 livres et de nombreuses denrées[406]. L'importance de ce domaine permet d'en remonter l'histoire : en 1615, l'ensemble était loué à **Jeoffray Chaney Savoyen**[407]. En 1639, il était loué au fils de ce dernier, **Claude**, qui en devient le sous locataire après la location de tous ses biens par la **dame de Gerbolles** à **Antoine** et **Barthélémy Varnier** père et fils[408].

Plus tard, le domaine était arrenté à **François Cayère Codé**, grand ami d'**Isaac Boffard**, mort dans un accident de voiture sur le chemin du Pont-de-Beauvoisin. En 1741, il est donc arrenté à **Michel Boffard Cocat**.

Enfin, en 1749, **François Boffard** notre ancêtre en devient le fermier. Il le reste jusqu'à l'acheter en 1781.

En 1753, **Michel Boffard Cocat** se reconnaît débiteur de **François Boffard** son beau-frère, pour une somme de 200 livres[409].

En 1759, il se reconnaît débiteur du seigneur de Vaulserre de sommes dues depuis l'époque de son père **François**[410].

En 1760, il est attaqué par **Bénigne Billion** devant le juge de Vaulserre pour n'avoir pas réglé le solde de l'achat de 2 bœufs. Les 2 Bœufs sont saisis, et **Michel Boffard Cocat** doit payer[411].

---

404 Voir Chap. II Section II IV. Saint-Aupre, Saint-Bueil, des Boffard à surnom

405 En 1813, Isaac Boffard Cocat, de la branche d'Antoine (Voissant) épouse Rose Buscoz fille d'Antoine et de Marie Patricot ; la même année, Isaac Boffard Cocat, de la branche de Michel (Saint-Bueil), épouse Séraphie Buscoz, aussi fille d'Antoine et de Marie Patricot. Laurent Boffard, de la branche aînée des Boffard, est témoin du second mariage, en tant qu'oncle par alliance de l'épouse, et surtout en tant que cousin germain de l'époux. Il n'apparaît pas au premier mariage, alors qu'il est pourtant aussi l'oncle maternel de Rose Buscoz… : registre de l'état civil de Voissant.

406 Arch Vaulserre L 3822

407 Arrentement passé par Jean Pégoud au nom du seigneur de Chappeaucornu, Fds Boffard Dulac 10338

408 Le premier inventaire de cette « grange » (= domaine) de la Lardinière, que nous possédions, date de 1639. Hélène de Poyzieu, dame de Gerbolles, confie en décembre l'ensemble de ses terres à Vaulserre (moulins de Saint-Bueil, domaines de *la Lardinière* et de *la Buretière* les deux à Voissant) à Antoine et Barthélémy Varnier père et fils. Ces derniers sont déjà rentiers de Vaulserre, c'est-à-dire qu'ils gèrent les biens du seigneur de Vaulserre dans la seigneurie.

Les Varnier exigent alors un inventaire des biens arrentés. C'est l'objet de cet acte très détaillé, reçu par Pierre Pélissier notaire à Saint-Albin. La grange est alors louée à Claude Chaney Savoyen fils de feu Jeoffray, qui en devient donc le sous locataire. Si les vignes et arbres sont en bon état, ce n'est pas le cas du bâtiment. Le rentier s'engage à y faire les réparations nécessaires et à l'entretenir en bon père de famille. Hte Jean Cayère Codé et Claude Chaney Prince en sont témoins : Arch Vaulserre L 3875

409 AD de l'Isère 8C 417, contrôle du 2 février 1753

410 Obligation reçue Grobon, Arch Vaulserre L 1859

411 Arch Boffard, Jaune 2

Mais **Michel** n'est pas seulement laboureur : il est aussi maçon et terrassier ; **Claude Berger** de Recoing lui passe prix fait de la réalisation d'un chemin en 1768[412].

En 1753, il est nommé consul de la communauté de Vaulserre. Mais comme il arrivait souvent lorsque le consul n'a pas la surface sociale nécessaire pour effectuer lui-même les opérations de collecte (on imagine la difficulté de faire régler les contribuables), il déléguait cette charge à un autre, en l'espèce sieur **Etienne Permezel**, greffier de la communauté. Ces délégations étaient orales, et nous n'en avons connaissance que fortuitement. C'est le cas ici. Un compte consulaire est rendu chaque année au nom du consul en titre. En l'espèce, il faisait ressortir une dette de la communauté envers le consul. C'est ainsi qu'en 1771, **Michel Boffard Cocat** reconnaît officiellement que cette dette appartient à **Permezel** et l'autorise à solliciter de l'intendant l'autorisation pour la communauté de s'imposer en sa faveur[413].

En tant qu'héritière de son mari[414], **Anne Boffard** reconnaît en 1784 des terres au profit de la chapelle Sainte Catherine de l'église du Pont-de-Beauvoisin : 21 journaux = 5,25 ha à la Chapelle-de-Merlas[415].

Elle fait son testament la même année, en faveur de son fils aîné **Antoine**[416]. Par ce testament, elle constitue aussi au curé de Saint-Bueil, **Jean Pascal**, une rente au capital de 1 200 livres. Il s'agissait de rembourser la dette de son défunt mari à Joseph Bonnet (de très nombreux habitants avaient des dettes envers lui, dont François Boffard lui-même)[417].

Les révolutionnaires souhaitaient en même temps respecter la propriété privée et supprimer celle des ecclésiastiques et des églises : en 1795, le directoire du département de l'Isère liquida la rente et le receveur de l'enregistrement du Pont-de-Beauvoisin reçut le capital restant et les arriérés de la rente depuis quelques années[418].

Michel et **Anne** ont eu **Louise**, **Antoine**, **Antoinette**, **Françoise**, **Isaac et Marie Boffard Cocat**. **Louise** est née en 1740, et sa marraine est sa tante **Louise Boffard**.

-Antoine est laboureur à Voissant, marié à **Benoîte Martin** en 1788[419], décédé en 1808 ; ils ont eu **Isaac Antoine** en 1792, marié en 1813 à **Séraphie Buscoz** de Voissant.

-Antoinette est mariée à **Jean Périer**, maçon de la Chapelle-de-Merlas en 1786 à Saint-Bueil. Ils ont des enfants, mais elle décède avant 1791. A cette date, son mari obtient de son beau-frère **Antoine** le payement du reste de la dot faite à son épouse défunte (78 livres ; 160 déjà payées). Aucune des parties ne signe[420].

-Françoise est née en 1743 : son parrain est **Daniel Joseph Roche** notaire de Saint-Geoire, sa marraine **Catherine Michal** de Massieu (de la famille de **Marianne Michal** sa grand-mère).

En 1782, elle est marraine de **Françoise Muzy** (**François II Boffard**, fils de notre ancêtre **FrançoisI**, est le parrain)[421].

Elle est restée domestique toute sa vie dans la maison de son oncle **François Boffard** ; à la mort de **François**, elle reste auprès de son cousin **Laurent**; attachée à la maison jusqu'à la mort, en 1808. **Laurent Boffard** déclare son décès à la mairie de Voissant :

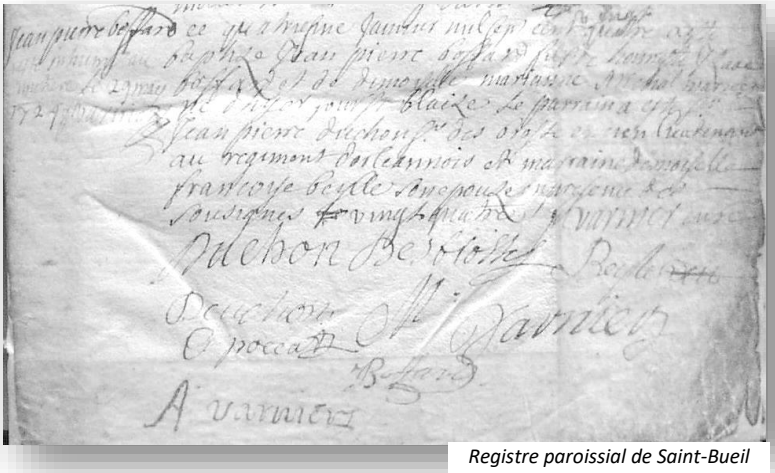
-Isaac dont on sait seulement qu'il profite de la toute neuve législation révolutionnaire sur le divorce pour faire résilier son mariage civil avec **Thérèse Blanc** en 1791. Apparaissent à l'acte son frère **Antoine**, et les frères **Laurent** et **Benoît Boffard**, cousins germains d'**Isaac** et **Antoine**[422].

---

412 Contrôle de ce prix-fait devant notaire in AD de l'Isère 8C
413 Acte reçu Dulac, Arch Boffard, Jaune 2.
414 Testament reçu le 30 décembre 1778 Michal à Massieu.
415 AD de l'Isère G 682, f°41
416 Répertoire des actes reçus par François Dulac (rédigé par son fils Jacques François), 441, Arch Dulac.
417 . AD de l'Isère, 3E 32972, images 847-851
418 Quittance reçue le 31 mai 1795 Permezel au Pont.
419 Contrat de mariage reçu le 7 juin 1788 Dulac à Voissant.
420 22 mai 1791, quittance reçue Roche, AD de l'Isère 3E 20260
421 Registre paroissial de Voissant n°6, 380. Laurent et François Boffard frères, fils de François, signent.
422 Acte commun des deux parties, reçu Roche le 26 juin 1791, AD de l'Isère 3E 20260

-De **Marie Boffard Cocat**, on sait bien peu de choses, sinon qu'elle fait une déclaration de grossesse contre **Chapuisat**, originaire du Bugey (les filles devaient déclarer le père de l'enfant né hors mariage, pour que celui-ci, innocent de l'acte coupable de ses parents, puisse être entretenu par les deux parents jusqu'à ce qu'il subvienne lui-même à ses besoins)[423].

-**Jean Pierre Boffard** est né et décédé en 1724. Son parrain est **Jean Pierre Duchon** seigneur des Brosses, ancien lieutenant au régiment d'Orléans, d'une famille de Saint-Bueil et la Chapelle-de-Merlas, proche des **Varnier** et des **Boffard – Michal**[424] ; sa marraine : **Françoise Beyle** épouse du parrain.



Registre paroissial de Saint-Bueil

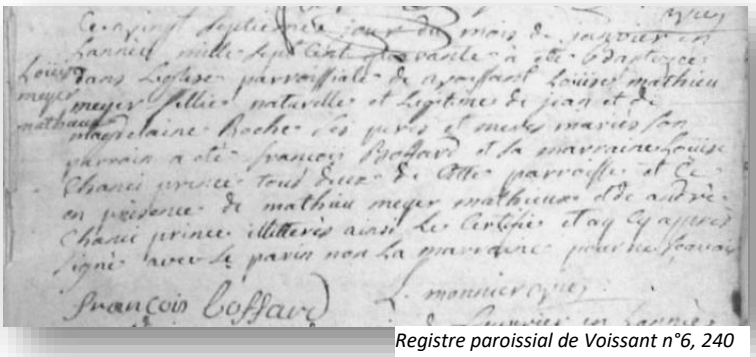
Le dernier enfant d'**Isaac Boffard** est **François I**, notre ancêtre à tous. Après avoir évoqué tous ses frères et sœurs, étudions celui qui apparaît comme la figure éponyme de la famille **Boffard**.

François I 1727-1791

A la mort de son père, **François** n'a que 9 ans. Mais il a au moins deux alliés « de poids » : sa mère, **Marianne Michal**, qui va tout faire pour lui, grâce à laquelle il parvient finalement à incarner la famille **Boffard** ; sa santé ensuite, qui fut son alliée finalement fidèle durant 64 ans, en un temps où l'espérance de vie ne dépasse pas 40 ans.

En 1738 première trace qu'il laisse dans l'état civil, **François** est témoin d'un baptême **Bertet** / **Recoura** ; il y est dit illettré[425].

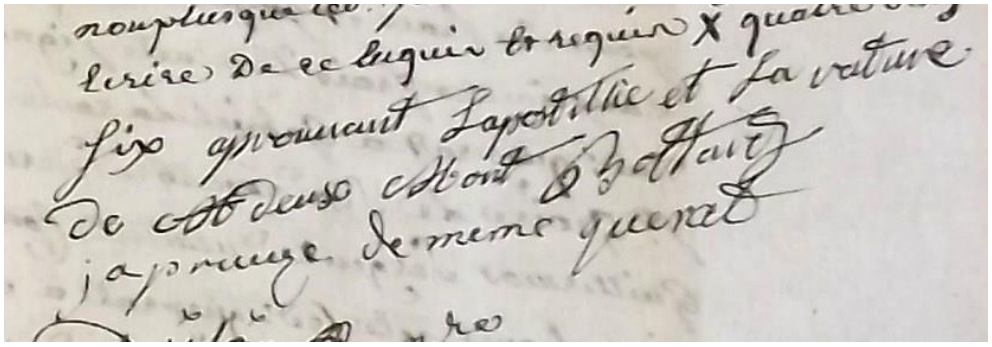
En 1740, première signature (13 ans) comme témoin d'un baptême **Meyer** / **Roche :**



Registre paroissial de Voissant n°6, 240

On sait par deux mentions seulement, qu'il savait aussi écrire. En 1781 lorsqu'il acquiert le domaine de la *lardinière* au seigneur de Corbeau ; en 1771, lors d'une quittance de **Lucresse Meyer** à **Jean Bertet** :

[423] Répertoire des actes reçus par François Dulac (rédigé par son fils Jacques François, 443, Arch Dulac.
[424] Cette proximité apparaît aussi en 1735 au mariage de Anne et Michel Boffard Cocat (imagé insérée plus haut).
[425] Registre paroissial de Voissant n°6, 235



AD de l'Isère, 3E 32968, image 151

A partir de cette date, **François Boffard** est parrain à six reprises, et témoin de baptême, mariage, ou décès 38 fois. Les détails sont donnés dans la note de bas de page qui suit[426].

[426] François Boffard est 6 fois parrain :
-1745, (pour un enfant de père et de mère) **MathieuMeyer** / **Piriaz**, (Registre paroissial de Voissant) 242
-1746, **RichardBerland** / **CayèreCodé**, 244-5
-1748, **Bornat** / **Martin Tapion**, 250
-1755, **Bellemin** / **Croibier**, 277
-1756, **Bertet Burlat** / **Périer**, 285
-1782, **Pélissier Picot** / **Patricot**, 379
Il est 20 fois témoin de baptême :
-1742, (pour un enfant de père et de mère) **Dulian** / **Chaney Savoyen** (registre paroissial de Voissant) 262
-1744, **Perrin** / **Ragret**, 265
-1749, **Robin** / **Garrel Griche**, 254 ou 420
-1756, **Bellemin** / **Grobon**, 284
-1762, **Bertet Bornaton** / **Pélissier**, 302
-1763, **Gruat** / **Guinet Miribel**, 318
-1764, **Buscoz** / **Freton**, 321
-1768, **Bertet** / **Meyer**, 325
-1769, **Bertet Bornaton** / **Billot Mornet**, 328
-1771, **Dulac** / **Bellemin**, 336
-1771, **Chaney Prince** / **Billot Mornet**, 337
-1771, **Bertet Bornaton** / **Billot Mornet**, 338
-1774, **Dulac** / **Bellemin**, 347
-1775, **Chaney Prince** / **Billot Mornet**, 353
-1776, **Dulac** / **Bellemin**, 357
-1777, **Dulac** / **Bellemin**, 361
-1779, **Dulac** / **Bellemin**, 365-6
-1779, **Cayère Codé** / **Croibier Bâton**, 368
-1784, **Dulac** / **Bellemin**, 385
-1790, **Freton** / **Reynaud**, 406
Il est 18 fois témoin de mariage :
-1752, (pour les époux) **Mathieu Meyer** / **Baroz**, (registre paroissial de Voissant) 272
-1754, **Billot Mornet** / **Sotat Gorin**
-1760, pour son cousin **André Chaney Toniet** / **Marianne Martel**, 294
-1762, **Rigollet** / **Perrin**, 300
-1762, **Bertet** / **Meyer**, contrat reçu Dulac, Arch Boffard, Jaune 2.
-1763, **Bertet Bornaton** / Meyer, 317
-1763, **Villard Chappat** / **Poulaud Dulian**, 318
-1764, **Bertet** / **Bernard**, 321
-1768, **Brosse Maron** / **Dulac**, 315
-1769, **Chaney Savoyen** / **Meyer Mathieu**, 327
-1769, **Mury** / **Patricot**, 329
-1772, **Chaney Savoyen** / **Gallin**, 340
-1774, **Bertet** / **Burlet Plan**, 347
-1776, **Isaac Boffard Cocat** / **Marianne Berger**, 357
-1776, **Jeoffray** et **AntoineBuscoz** avec **Elisabeth Billion** et **Marie Patricot**, 358
-1777, **Recoura** / **Buscoz**, 361
-1781, **Pélissier Picot** / **Patricot**, 376
-1790, **Joffard** (de Domessin) / **Buscoz**, 407
Enfin, il est témoin de 2 décès :
-1775 : pour le décès de sa fille **Madeleine**, (registre paroissial de Voissant) 354
-1782 : pour **Claude Bertet Bornaton**, 380

En 1748, **François** faillit bien passer l'arme à gauche plus vite que de raison ; malade, il dicte « de mot à autre » son testament à son oncle **Roche** le 30 décembre. Sauf 60 livres versées au curé de Voissant pour faire dire des messes de requiem, il lègue tout à sa mère **Marianne Michal**. Le testament est récité « au lieu de Voissant dans la maison du testateur et au devant de son lit ». La signature de **François** en dit long sur son affaiblissement[427].



La famille **Boffard**, pour ce qui concerne notre branche de l'Isère, ne tenait qu'à un fil. Et le fil a tenu, puisque **François** s'est rétabli en un temps où cela tenait du miracle. Jamais sans doute la formule rituelle des testaments n'a paru si vraie : « considérant qu'il n'y rien de si certain que la mort, ni de si incertain que l'heure d'icelle… ».

Cette aventure le marqua tant qu'elle explique probablement les 13 enfants légitimes qu'il eut de ses deux épouses (successives). On est en tous cas frappé de cette fragilité du milieu du siècle, et de cette vitalité 50 ans plus tard : six garçons et une fille vivants, tous munis de descendance…

L'environnement social de la famille, surtout après le décès d'**Isaac**, tourne autour de Saint-Geoire et Massieu, d'où est originaire **Marianne Michal**.

Nous avons déjà évoqué l'environnement familial de celle-ci, dont nous descendons tous[428] : sont notaires à Massieu ou à Saint-Geoire le père **Claude**, le frère **Melchior**, le fils de ce dernier **François** (qui porte ensuite son étude à Voiron), le beau-frère **Daniel Roche**, de **Marianne Michal**. Sans parler de la famille de sa mère, née **Françoise Pascal**, notaire, châtelain et juge de Saint-Geoire ou Clermont.

Le 31 décembre 1749, **François Boffard** réunit l'autre grande souche de notables de Saint-Geoire en signant son contrat de mariage avec **Marie Allégret** (1726-1766). Marie est fille de **Jacques** et d'**Elisabeth Grabit**[429]. Les familles **Allégret** et **Grabit** évoluent aussi dans le milieu des officiers de justice de cette ville, même si le père est marchand.

Jacques Allégret (1688-1769), marchand d'étoffes, est bourgeois de Saint-Geoire ; son père **Benoît** (déc 1730), est marchand voiturier à Saint-Geoire. Parmi les frères et sœurs de **Marie** notre ancêtre : **Joseph**, officier au régiment de la Reine Dragon puis marchand d'étoffes, et **Pierre**, notaire, procureur au parlement de Grenoble, châtelain de Saint-Geoire.

Elisabeth Grabit est fille d'**Antoine** et d'**Anne Loude** (**Antoine** était lui-même fils de **François** et de **Jeanne Roche**, de la famille des notaires de Saint-Geoire). Son frère **Pierre Jacques** 1696-1756 est notaire à Saint-Geoire (marié à **Marie Cuchet**), ainsi que le fils de celui-ci **Pierre Daniel** ; **Pierre Daniel** est d'ailleurs marié à **Elisabeth Michal**, nièce de **Marianne**.

Ainsi, résumons l'environnement social de **François Boffard**, en se limitant aux cousins germains : un père marchand et bourgeois de Voissant (**Isaac Boffard**) un grand-père laboureur aisé (**Claude Boffard**), un grand-père notaire (**Claude Michal**) ; des cousins paternels marchands (**Carre Pierrat**) et laboureurs (**Chaney Toniet**) deux oncles maternels notaires (**Roche** et **Melchior Michal**), deux cousins maternels notaires (**Daniel Joseph Roche**, vice châtelain de Saint-Geoire en 1780 et **François Michal**) ;

par alliance : un beau-père marchand et bourgeois de Saint-Geoire (**Jacques Allégret**), un oncle et un cousin notaires (**Pierre Jacques** et **Pierre Daniel Grabit**), un beau-frère marchand d'étoffes (**Joseph Allégret**) et un autre notaire, procureur au parlement de Grenoble et châtelain de Saint-Geoire (**Pierre Allégret**).

Le contrat de mariage signé chez son oncle **Roche** le 31 décembre 1749. Les conventions matrimoniales sont de 1 000 livres (500 de dot).

Marianne Michal marque sa satisfaction en faisant don à son fils de tous ses biens (estimés à 600 livres pour satisfaire au contrôle des actes des notaires, et donc toujours sous-estimés) ; à sa charge d'acquitter ses dettes, et de payer à **François**, **Pierre**, **Marguerite** et **Thérèse Cholat** enfants de **Melchior**

[427] AD de l'Isère 3E 20247
[428] Voir Isaac 1676-1736
[429] Reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20247

et ses petits-enfants du premier lit, leur légitime fixée à 6 livres chacun. **François** est aussi chargé de recouvrer le legs de 30 livres que lui a fait son fils **Melchior Cholat** dans son testament (ce qui posera des difficultés) et d'acquitter la dot faite à sa fille **Anne** lors du mariage avec **Michel Boffard Cocat**.

Hugues Boffard, oncle de François, lui fait aussi don d'une somme de 100 livres.

Ainsi, l'ensemble des conventions monte à 1 700 livres. C'est un beau mariage. Le contrat est conclu à Saint-Geoire dans la maison de **Jacques**, et signé par **François Michal** notaire à Massieu (cousin de François), **Pierre Allégret** procureur en parlement, châtelain de Saint-Geoire (frère de l'épouse), **Pierre Daniel Grabit** notaire à Saint-Geoire (cousin de l'épouse) et **Pierre Fouilloud Buyat** maréchal ferrand de Saint-Geoire, **Jacques Allégret**, son épouse **Elisabeth Grabit** (parents de l'épouse), **Marie Cuchet** (mère de **Pierre Daniel Grabit**, tante par alliance de l'épouse), **Joseph Allégret** marchand (frère de l'épouse), et quelques autres non identifiés.

Marie Allégret a été marraine à 2 reprises : en 1755 pour un enfant **Bellemin** / **Croibier**[430] ; en 1763 pour un enfant **Gruat** / **Guinet Miribel**[431].

Naissent de ce mariage

-Etienne (1751-1753), dont le parrain est **Etienne Delavy Mercier**, intendant du seigneur de Vaulserre, et la marraine **Marianne Favot** épouse d'**Isaac Dulac** bourgeois de Voissant[432]. Il s'agit peut-être de tenter de rééquilibrer les relations du côté de Vaulserre, puisque Voissant en fait partie. Les parrainages ont toujours une signification, et nous savons que le premier enfant est en général filleul de la famille maternelle.

-**Marianne** (1753-1756) : son parrain **Pierre Allégret** son oncle, procureur en parlement ; marraine **Marianne Dulac** fille de **Isaac Dulac**, cité pour **Etienne** déjà. En présence de **Daniel Joseph Roche**, notaire à Saint-Geoire et cousin du père, vice châtelain de Saint-Geoire en 1780[433]. On revient ici à la famille de Saint-Geoire.

-**Gabriel** (1756-1783) sans postérité : son parrain **Gabriel Laroche** ; marraine **Isabeau Allégret**[434]. Il décède à 28 ans sans avoir pu avaler l'hostie (note du curé). La douleur du père est imaginable (la mère est décédée en 1766). Un parrainage lié à l'activité commerciale du père.

-**Laurent** (1759-1818), ancêtre de la branche aînée : parrain **Laurent Blanc** de la paroisse de Saint-Ondras ; marraine **Anne Maron** du Pont-de-Beauvoisin[435]. Le parrainage est encore lié aux relations commerciales.

-**Joseph** (1762-1830) : parrain **Joseph Croizel** cordonnier du Pont-de-Beauvoisin ; marraine **Louise Primard** du même lieu ; est présent **Etienne Permezel** greffier de Vaulserre[436].

-**Benoît** (1765-1810) : parrain **Benoît I Patricot** fermier des seigneurs de Garnier ; marraine **Françoise Marion** son épouse[437]. L'excellente relation entre les Boffard, Dulac et Patricot naît à cette époque.

Marie Allégret meurt à 40 ans le 5 février 1766[438] ; il n'est pas interdit de penser que l'accouchement de son sixième enfant, **Benoît** (le 18 novembre 1765), n'y a pas été indifférent. Il est vrai aussi que les hivers sont froids chez nous, qu'il y gèle à pierre fendre. Elle est enterrée dans la nef de l'église de Voissant (preuve de considération sociale, on avait le droit de séjourner plus près du bon Dieu, à l'abri des éléments. C'est aussi le cas des **Pélissier** –pas tous- et des **Garnier** il y a fort longtemps, et des **Dulac** jusqu'à la Révolution)

Marie Allégret ne semble pas avoir rédigé de testament.

Le 30 décembre de la même année, remariage de **François Boffard**, avec **Agnès Baudrand** (1732-1804). La famille est originaire de Chimilin et Faverges. **Agnès** est la fille de **Joseph** (1701-1750), bourgeois

[430] Registre paroissial de Voissant n°6, 277 ; le parrain est François Boffard.
[431] Registre paroissial de Voissant n°6, 318
[432] Registre paroissial de Voissant n°6, 270 pour le baptême, 275 pour le décès.
[433] Registre paroissial de Voissant n°6, 278 pour le baptême, 283 pour le décès.
[434] Registre paroissial de Voissant n°6, 285 pour le baptême, 384 pour le décès.
[435] Registre paroissial de Voissant n°6, 291
[436] Registre paroissial de Voissant n°6, 301
[437] Registre paroissial de Voissant n°6, 305
[438] Registre paroissial de Voissant n°6, 307

de Faverges et de **Josephte Chevallier** (1690-1750). **Joseph** était fils de **Pierre** (1656-1721), maître chirurgien à Chimilin, marié en 1682 à **Marie Joly** (déc en 1728)[439].

Le frère d'Agnès, **Pierre**, est notaire à Faverges et marié depuis 1755 avec **Madeleine Bovier Lapierre**. Entre 1748 et 1835, quatre notaires sont répertoriés par les Archives départementales de l'Isère. Le nôtre, **Pierre**, n'en fait pas partie…

La dot est de 1 000 livres, le trousseau évalué à 200 livres. L'augment donné par **François Boffard** est de 600 livres. Et « attendu le veuvage dud sieur Boffard, il donne par reconnaissance et à cause de noces à lad dle Baudrand » la somme de 300 livres. En effet, la situation n'est pas des meilleures pour Agnès : elle épouse un homme chargé d'enfants, et comme l'aîné hérite tout le patrimoine, déduction faite de la légitime de chaque enfant, elle se trouvera peut-être veuve dans la maison de son beau-fils… Perspective peu enthousiasmante. Mais **Agnès** n'est déjà plus en position d'exiger ce que le niveau social de sa famille pourrait lui offrir : elle a déjà 34 ans (née en 1732) … Les conventions matrimoniales montent donc à 2 100 livres.

Pour équilibrer encore davantage ce mariage, en cas de veuvage d'**Agnès**, **François** lui lègue la jouissance d'un appartement « dans une maison à Voissant et d'un petit jardin » (la *boffardière* est, encore aujourd'hui, organisée pour permettre ce type de séparation, du côté sud), ainsi qu'une pension viagère en nature. Le tout est annulé en cas de remariage.

Ce contrat de mariage est signé à Chimilin, hameau de *Bugnon*, maison de Me **Pierre Baudrand** frère d'**Agnès**. Parmi les témoins pour l'époux : **Joseph Allégret** son beau-frère ; **Antoine Turin** marchand au Pont-de-Beauvoisin ; **Isaac Dulac** et **Benoît I Patricot** marchands de Voissant. Du côté **Baudrand**, **Pierre** le frère d'**Agnès**, **Jean-Baptiste Girerd Roland** subdélégué de l'intendant (réside à Faverges), **Antoine Durozier** d'une grande famille du Pont-de-Beauvoisin (négociant et châtelain).

On y trouve aussi des signatures **Croizel** et **Maron** : or **Anne Maron** est la marraine de **Laurent Boffard**, né en 1759, et **Joseph Croizel** le parrain de **Joseph Boffard** né en 1762. Les deux sont installés au Pont. Des **Turin** et **Bovier Lapierre Turin** sont parrains ou marraines de deux autres enfants de François : **Pierre Emmanuel** et **Antoine Martin**.

Signalons aussi que la famille **Patricot** est originaire de Corbelin. Il est possible que François et Agnès se soient rencontrés par l'entremise de **Benoît** I **Patricot**. Autre possibilité : François est lié professionnellement à **Antoine Turin**, du Pont: Celui-ci est marié à **Léonor Bovier Lapierre** ; la sœur de Léonor, **Madeleine Sophie**, est mariée au frère d'**Agnès**, **Pierre Baudrand**…[440]

En tous cas, se confirme une nouvelle orientation dans la vie de **François**, vers Vaulserre, le Pont-de-Beauvoisin, la Tour-du-Pin et la Bâtie-Montgascon. Avec un fort réseau à la fois amical et professionnel. Nous aurons l'occasion de le vérifier durant l'examen de ses activités professionnelles.

Agnès Baudrand est marraine quatre fois, en 1769 (**Bertet Bornaton** / **Billot Mornet**)[441], 1775 (**Chaney Prince** / **Billot Mornet**)[442], 1779 (**Muzy** / **Chaney Toniet**)[443] et 1780 (**Chaney Prince** / **Billot Mornet**)[444].

Sept enfants naissent de ce mariage :

-**Pierre Emmanuel** (1767- : parrain son oncle **Pierre Baudrand** ; marraine l'épouse de ce dernier **Madeleine Bovier Lapierre**. **François** et **Agnès** ont respecté la tradition qui voulait que l'on consacre le premier né à la famille maternelle[445].

-**François** (1768-1840) et **Isaac** (1768), jumeaux ; le parrain de **François** est son demi-frère **Laurent**, sa marraine **Françoise Boffard Cocat** ; le parrain d'**Isaac** est son demi-frère **Gabriel**, sa marraine **Marianne Patricot**[446].

---

[439] Contrat 30 décembre 1766, reçu Roche (le cousin de François) et Chevallier (famille Baudrand), Arch Boffard, Jaune 2 (de la main de Pierre Emmanuel Boffard à la fin du XVIIIème siècle).

[440] C'est ce qui résulte du baptême de Pierre Emmanuel Boffard le 30 octobre 1767, registre paroissial de Voissant n°6, 313.

[441] Registre paroissial de Voissant n°6, 328

[442] Registre paroissial de Voissant n°6, 353

[443] Registre paroissial de Voissant n°6, 367

[444] Registre paroissial de Voissant n°6, 373

[445] Registre paroissial de Voissant n°6, 313

[446] Registre paroissial de Voissant n°6, 326

-**Madeleine** (1770-1775) : son parrain **François Dulac** notaire de Voissant et grand ami de **François Boffard** ; sa marraine **Madeleine Bellemin**, épouse du parrain.[447]

-**Antoine Martin** (1771-1844) : son parrain **Antoine Turin** marchand du Pont ; sa marraine **Léonor Bovier Lapierre** épouse du parrain[448].

-**Antoine** (1773-1803) : son parrain **Antoine Brossat** châtelain de Vaulserre ; sa marraine **Madeleine Bellemin** épouse de François Dulac[449].

-**Louise Françoise** (1775-1845) : son parrain **Sébastien Patricot**, notaire de Corbelin et fils de **Benoît I ;** marraine **Louise Patricot**[450].

La dernière partie de la grossesse qui donna le jour à **Pierre Emmanuel** fut très difficile pour sa mère, qui faillit en mourir. Il naît le 30 octobre ; le 25, **Agnès Baudrand** avait fait son testament devant le notaire Roche : elle instituait pour son héritier universel l'enfant attendu, et en attendant sa majorité, **François Boffard** devait administrer tous ses biens. Le testament a été reçu à Saint-Geoire dans la maison de **Michel Ollagnier** bourgeois du lieu, et non à Voissant dans son lit. Probablement au retour d'un voyage durant lequel elle s'était sentie mal. On ne peut imaginer qu'**Agnès** ait fait le voyage de Saint-Geoire seulement pour dicter son testament. Les notaires se déplaçaient couramment. Les témoins sont **Jean Baptiste Bigallet** consul de Saint-Geoire, **Michel Ollagnier** et plusieurs **Roullet Matton** (huissier royal, sergent ordinaire et cordonniers de Saint-Geoire et Chirens)[451].

Agnès se remet, pour la plus grande prospérité de sa famille, puisqu'elle a encore six enfants. Dont **Antoine Martin Boffard**, auteur de la branche des « martin » aujourd'hui florissante.

Il faut bien mourir, et Agnès s'y résout en 1804. La succession ne nous est pas encore connue dans le détail. Nous disposons seulement du règlement des conventions de mariage de 1766 : au cas où l'épouse survivait, son époux lui faisait don d'une certaine somme d'argent, destinée à faciliter sa vie quotidienne = l'augment. Ainsi par sa survie, **Agnès** gagne cet augment et ses enfants et héritiers le reçoivent de leur frère aîné **Laurent**, défini dans son contrat de mariage de 1790 comme le débiteur de cette somme. Le 19 novembre 1804, **Pierre Emmanuel** (à ce moment propriétaire à Saint-Pierre-de-Paladru), **François, Antoine Martin** et **Louise** épouse de **Pierre Gallin**, tous enfants d'**Agnès**, quittent **Laurent** leur frère aîné : ce dernier leur remet 600 francs or, au titre du capital de l'augment, et 12 francs à titre d'intérêts de ce capital depuis 1791 date du décès de l'époux[452].

Evoquons maintenant la vie professionnelle de **François.**

Il est qualifié de « marchand » à Voissant, exclusivement jusqu'en 1771. Il acquiert cette année-là des lettres de bourgeoisie ; désormais, il est nommé tantôt « marchand » ou « négociant », tantôt « bourgeois »[453]. Il semble qu'il ait poursuivi son activité marchande jusqu'en 1788 au moins[454].On trouve ainsi plusieurs mentions de **François** dans les livres de raison d'**Etienne Delavy Mercier** et de **Jacques Bellemin** : en 1761, il fournit 600 tuiles et 300 briques à **Etienne Delavy Mercier**[455]. En 1770, il lui achète huit bichets de seigle pour 34 livres ; la même année, six autres bichets de seigle au prix de 20 livres et 10 sous …[456]. .

---

[447] Registre paroissial de Voissant n°6, 331

[448] Registre paroissial de Voissant n°6, 335

[449] Registre paroissial de Voissant n°6, 344

[450] Registre paroissial de Voissant n°6, 353

[451] Testament reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20252

[452] Quittance reçue Permezel, notaire au Pont-de-Beauvoisin, AD de l'Isère 3E 20590 ; la personnalité de Pierre Emmanuel Boffard éclate dans ce texte : une grande ambition, doublée du sens des événements ; il est le seul à ajouter avant de signer : « je proteste de tous plus amples droits » ; il ne vivait d'ailleurs plus à Voissant, et avait épousé une fille de Charles Garavel. Il aurait volontiers joué le rôle de chef de famille, mais n'était l'aîné que des enfants d'Agnès Baudrand. Laurent, l'aîné de tous les enfants Boffard, était pour lui un concurrent. Destiné à la prêtrise, la Révolution lui permit de croire à la réalisation de ses ambitions ; il abandonne son destin primitif et on le voit très actif durant cette période, jusqu'à devenir greffier du juge de paix du canton de Saint-Jean d'Avelanne (qui englobait Vaulserre).

Martin apparaît quant à lui plus consensuel. Il réside à Voissant, et reste très proche de son frère Laurent.

[453] Il est noté « bourgeois de Voissant » par le notaire François Dulac dans la sous ferme du domaine de *la galanière* que tient Pierre Ravier des seigneurs du Sozay : AD de l'Isère 3E 32968, images 148-149 ; en 1773 dans une procédure d'experts commençant en 1773 : Procédure tirée des papiers du notaire Dulac, petit registre relié propre à cette affaire, Arch Boffard, Jaune 2

[454] Il est ainsi qualifié par le notaire Roche de Saint-Geoire, comme témoin d'une procuration passée par la veuve d'Isaac Dulac, 21 octobre 1788, AD de l'Isère 3E 20258

[455] Livre de raison Etienne Delavy Mercier, Arch Boffard, Jaune 2

[456] Livre de raison Etienne Delavy Mercier, Arch Boffard, Jaune 2

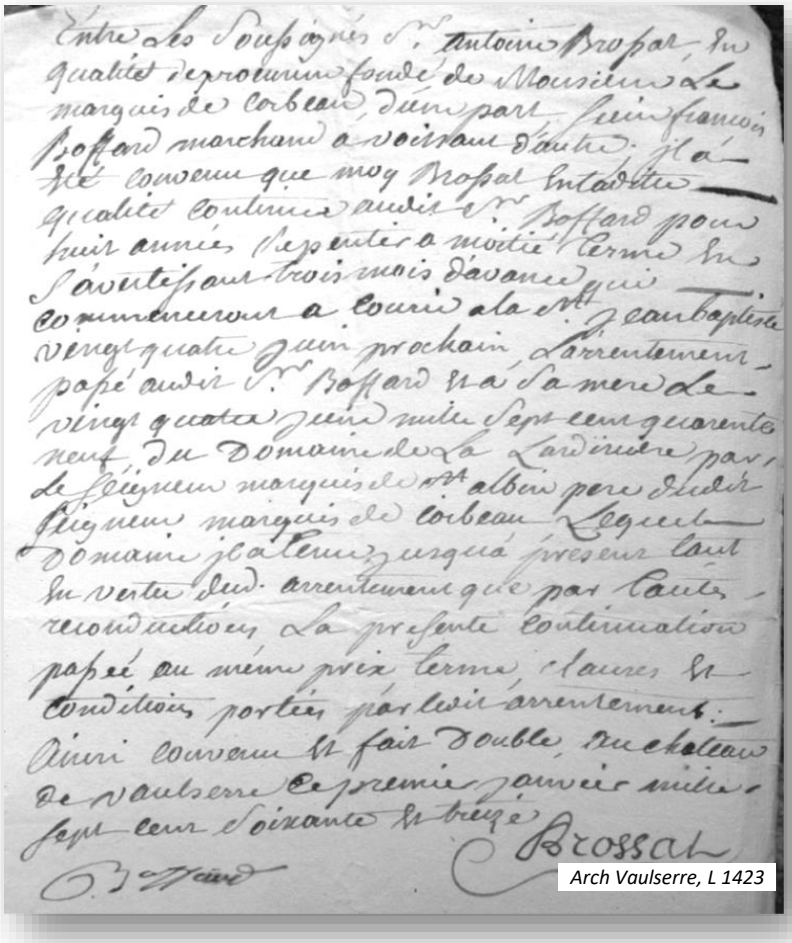
En 1749, il suit les traces de sa mère et sous loue à **Antoine Boffard Cocat** une partie de la dîme perçue à Voissant. Cette partie correspond aux alentours de *la Chanéaz* (entre l'Ainan –couchant- et le chemin de Voissant à Saint-Geoire –levant- ; le chemin de l'église de Voissant à l'Ainan –de bize- et le chemin du Bertet à Saint-Bueil –levant). La durée du contrat est indéfinie (jusqu'au terme de celui de **Antoine Boffard Cocat**). Le prix est fixé à 74 livres et 10 sols par an, avec un chapon, et la 24 ème partie des sommes collectées, due aux pauvres, reste à la charge du bailleur.

La même année, **François** et sa mère se tournent vers le **seigneur de Vaulserre** (qui devient marquis deux ans plus tard). Celui-ci leur arrente l'important domaine de *la lardinière* à Voissant : environ 4 ha de terres ; prés, cotes, pacquerages, 13 treilles de vigne, 350 souches ainsi que le pré *grobon* de 1.5 ha, le tout pour six ans. L'ensemble avait été arrenté préalablement à **Michel Boffard Cocat** en 1741, (et encore avant à **François Cayère Codé**).Le prix est de 120 livres, plusieurs chapons, poulets, du beurre cuit, des fèves et des noyaux. Le preneur pourra utiliser le bois mort, mais ne pourra couper aucun arbre sans l'autorisation du seigneur[457]. En 1760, on apprend que le prix de la ferme a dû être réduit à 100 livres, sans que la raison soit précisée ; probablement le gel, ou une mauvaise récolte de raisin…[458]. Le prix repassa à 120 livres l'année suivante.

Le livre de raison d'**Etienne Delavy Mercier**, intendant général du seigneur de Vaulserre, tient un compte précis des payements effectués entre 1750 et 1766[459].

François Boffard fut régulièrement reconduit dans ses fonctions jusqu'en 1781, par des conventions écrites (sous seing privé) ou verbales.

Par exemple celle de 1773 :


Arch Vaulserre, L 1423

En témoignent aussi plusieurs quittances passées par **Antoine Brossat**, nouvel agent général du seigneur de Vaulserre à partir de 1667 jusqu'en 1782[460].

Le 6 juillet 1781 finalement, **François** achète le domaine au seigneur de Vaulserre, pour la coquette somme de 6 400 livres. Il semble que le prix a été réduit « sans toutes lesquelles conditions led seigneur marquis de Corbeau n'aurait vendu lesd fonds à si bas prix… » pour tenir compte du statut aléatoire des terres vendues. Aucun doute sur le fait qu'elles sont roturières, puisqu'elles sont soumises à l'impôt. En revanche, elles sont peut-être susceptibles de plusieurs directes seigneuriales, sur toute ou partie de la surface. C'est-à-dire que la

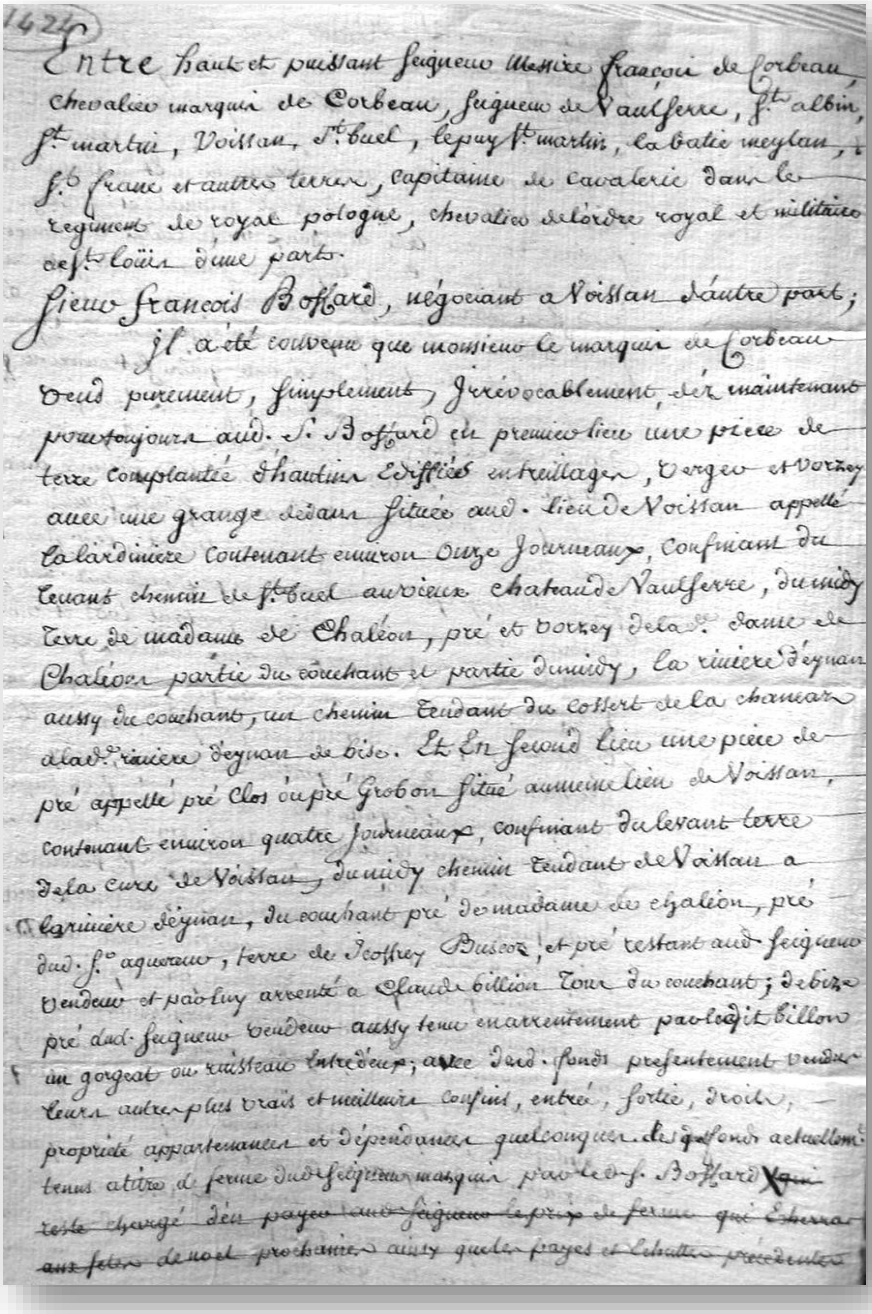
[457] Arch Vaulserre L 1423
[458] Testament d'Antoine de Corbeau 1760, Arch Vaulserre L 92, 5
[459] Arch Vaulserre L 30 : 1750 (86), 1752 (87, 88), 1753 (89, 90), 1755 (91, 92, 93), 1756 (94, 95), 1757 (96, 97), 1758 (98, 99), 1759 (101, 102, 103, 104), 1760 (105, 106), 1761 (107, 108, 109), 1762 (110), 1763 (111, 112, 113), 1764 (114), 1765 (115), 1766 (116)
[460] Arch Vaulserre livre 35, 119, 125 et 129

propriété pourrait en être revendiquée par plusieurs seigneurs. Une telle incertitude montre la complexité du régime de la terre sous l'ancien régime : même vis à vis de seigneurs soucieux de conserver leurs titres, et que chacun se savait exposé à tout moment à un procès à ce sujet.

Notons aussi l'impressionnante dévaluation de la livre : en 1635, lors de la rédaction du premier parcellaire de Vaulserre, on estimait sa valeur à 200 livres[461].

Le prix a bien été payé en temps et en heure. Le dernier payement (de 1 000 livres) a même été réglé en avance par un **François Boffard** soucieux de sa réputation et de sa crédibilité (le 21 novembre 1782 pour le 1er janvier 1783)[462].

Heureusement pour l'acquéreur, il ne semble pas qu'une action en revendication soit venue ternir cette excellente affaire. **François** pouvait être fier de cette acquisition, qui consacrait une ascension sociale aux yeux de tout le pays. Elle méritait bien d'être présentée ici :



1424

Entre haut et puissant seigneur Messire François de Corbeau, chevalier marquis de Corbeau, seigneur de Vaulserre, St albin, St martin, Voissan, St Buel, le puy St martin, la balie meylan, & ses fiefs franc et autres terres, capitaine de cavalerie dans le regiment de royal pologne, chevalier de l'ordre royal et militaire de St Loüis d'une part.

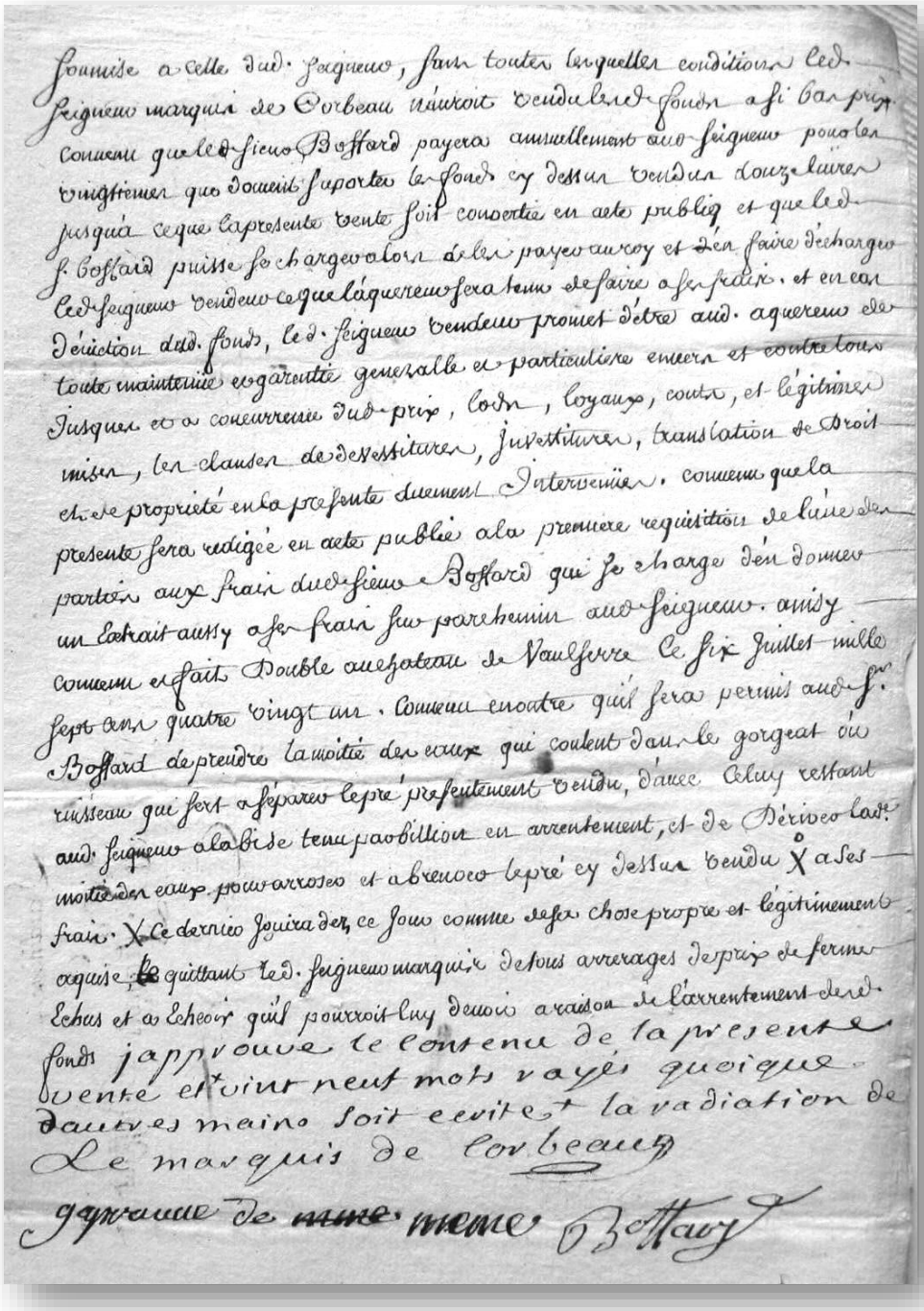
Et sieur François Boffard, négociant a Voissan d'autre part;

Il a été convenu que monsieur le marquis de Corbeau vend purement, simplement, irrévocablement, dès maintenant pour toujours aud. S. Boffard en premier lieu une piece de terre complantée d'hautins Edifiée entreillagen, Verger et Vorzey avec une grange dessus située aud. lieu de Voissan appellé la lavandiere contenant environ Onze Journeaux, confinant du tenant chemin de St Buel au rieux chateau de Vaulserre, du midy terre de madame de Chaléon, pré et vorzey de la Ste dame de Chaléon partie du couchant et partie du midy, la riviere d'eyran aussy du couchant, un chemin tendant du coffert de la chanar d'aud. riviere d'eyran de bise. Et En second lieu une piece de pré appellé pré Clos du pré Grobon situé au meme lieu de Voissan, contenant environ quatre Journeaux, confinant du levant terre de la cure de Voissan, du midy chemin tendant de Voissan a la grinière d'eyran, du couchant pré de madame de chaléon, pré dud. Sr aqueraux, terre de Geoffrey Buisson, et pré restant aud. seigneur vendeur et paolay arrenté a Claude billion Tour du couchant; de bize pré aud. seigneur vendeur aussy tenu en arrentement paolay dit billon un gorgeat ou ruisseau entredeux; avec dud. fonds presentement vendu leurs autres plus vrais et meilleurs confins, entrée, sortie, droits, propriété appartenances et dépendances quelconques de ces fonds actuellem. tenus a titre de ferme dud. seigneur marquis par led. S. Boffard qui reste chargé des payes aud. seigneur le prix de ferme qui échera aux festes de noel prochaines ainsy que les payes et échattes précédentes

[461] Parcellaire 1635, parcelle d'Hélène de Poyzieu, veuve de Jacques de Grolée seigneur de Gerbolles, 77 et 78

[462] Quittance du seigneur de Vaulserre mentionnée dans son *Livre de raison*, à la date du 21 novembre 1782, Arch Vaulserre livre 35

~~en fait vra de~~. La Présente Vente faite et passée moyennant le prix et Somme convenue de Six mille quatre cens livres, a compte Delaquelle led. S. Boffard en apresentement et reellement payé en Especes de cours aud. Seigneur marquis Celle de trois mille quatre Cens livres dont il quitte Lequereau : Et a legard des trois mille livres restantes led. S. Boffard promet et s'oblige den payer audit Seigneur Vendeur Celle de Deux mille livres le premier Janvier prochain Et les autres mille livres le premier Janvier mille Sept cens quatre vingt trois Sans interets, et passé le terme avec interets au dernier vingt: led. Fonds vendus nobles a la forme du reglement de Lyon de mille Sept cens trente neuf, et a la charge de la rente qu'ils se trouveront faire au Seigneur direct mieux informant, neanmoins franc exempte et quitte de d. arrerages Delad. rente et des autres charges et autres Impositions auxquelles ils sont assujetis fin et Jusques les Estrattes de la presente Année ; et dans le cas quelesdits fonds presentement Vendus ne soient soumis a aucune Cense et rente Directe envers aucun Seigneur Direct, led. Sieur Boffard aquereur se soumet de payer annuellement et perpetuellement aud. Seigneur marquis de Corbeau une rente et cense directe portant lods et Vente autant de fois qu'il sera Vendu du Juste prix, de deux Cuillerées froment mesure de Pauferre, beau et recevable a chaque fete de St. michel arcange dont le premier payement Echerra et sera fait a la fete de St. michel de l'année prochaine mille Sept cens quatre Vingt deux, ainsy continuant annuellement et perpetuellement, delaquelle rente une Cuillerée sera supporté par le preneur cy dessus Vendu et l'autre Cuillerée par la terre : et dans le cas que led. fonds Vendus, ou l'un des deux, se trouvent asservis a une rente quelconque directe, portant lods et Vente envers quelques autres Seigneurs directs, il est convenu que lad. rente de Deux cuillerées froment Cense sur les fonds cy dessus Vendus par la présente, sera convertie en une pension fonciere, sans directe, irrachetable et Irredemptible de d. deux cuillerées froment payable annuellement et perpetuellement par led. S. Boffard aud. Seigneur de la maniere et aux Epoques cy devant Expliquées, laquelle rente Directe ou pension fonciere faisant que le cas arrivera led. aquereur promet de reconnoitre quand il en sera requis bien entendu toujours que dans tous les cas si les fonds presentement vendus ne sont soumis qu'en partie a une Directe envers quelques autres Seigneurs, la partie qui ne sera asservie a aucune directe sera



soumise a celle dud. seigneur, sous toutes lesquelles conditions led.
seigneur marquis de Corbeau vendoit vendu led. fonds a sd. Bossard
comme que led. sieur Bossard payera annuellement aud. seigneur pour le
vingtieme que doivent supporter led. fonds cy dessus vendus douze livres
jusqua ce que la presente vente soit convertie en acte publiq et que led.
J. Bossard puisse se charger alors de les payer au roy et den faire decharger
led. seigneur vendeur ce que laquereur sera tenu de faire a ses frais. et en cas
deviction dud. fonds, led. seigneur vendeur promet detre aud. aquereur de
toute maintenue en garantie generalle et particuliere envers et contre tous
Jusques et a concurrence dud. prix, loyaux, coutz, et legitimes
mises, les clauses de dessaisines, investitures, translation de droit
et de propriété en la presente dument Intervenüe. comme que la
presente sera redigée en acte publie ala premiere requisition de lune des
parties aux frais dud. sieur Bossard qui se charge den donner
un extrait aussy a ses frais sur parchemin aud. seigneur. ainsy
comme est fait Double au chateau de Vaulserre Ce six Juillet mille
sept cens quatre vingt un. comme encore quil sera permis aud. sr.
Bossard de prendre la moitié des eaux qui coulent dans le gorgeat du
ruisseau qui sert a separer led. pré presentement vendu, dauec celuy restant
aud. seigneur ala bise de tem pavillon en arrentement, et de derivee lad.
moitié des eaux pour arroser et abreuver led. pré cy dessus vendu X a ses
frais. X Ce dernier jouira des ce jour comme de sa chose propre et legitimement
acquise, le quittant led. seigneur marquis de tous arrerages de prix de ferme
Echus et a Echeoir quil pourroit luy devoir a raison de larrentement dud.
fonds japprouve le contenu de la presente
vente et vingt neuf mots rayés quoique
dautres mains soit ecrits et la radiation de
Le marquis de Corbeau
gagnante de meme Bossard



6. Juillet 1781.
Vente du domaine de la
Lardiniere,
a
S. François Bossard

Arch Vaulserre L 1424

En 1771, il prend en sous ferme, auprès de **Louis Ravier** laboureur de Voissant, qui le tenait lui-même des seigneurs du Sozay, le domaine de *la galanière* dans la même paroisse : 2 journaux de terre labourable garnis de 4 rangées de vignes en mauvais état. Le contrat est conclu pour 6 ans, au pris de 30 livres par an[463].

En même temps qu'il exploite cette « grange » de *la lardinière*, et ses propres terres, **François** prend soin de quelques affaires familiales.

[463] AD de l'Isère 3E 32968, images 148-149

En 1750, devant le notaire **Roche**, son cousin, il quitte son beau-père **Jacques Allégret** des 500 livres de dot prévues au contrat de mariage. Mais dans le même acte, on apprend que cette somme sert à régler immédiatement une dette de **François Boffard** envers **Joseph Bonnet**, maître particulier des eaux et forêts de Grenoble. L'origine de cette dette n'est pas précisée, mais **Joseph Bonnet** était cohéritier avec **Charles Bellemin** de **Charles Passard**. Ce dernier était une excellente relation d'**Isaac Boffard**, et a continué de protéger la famille **Boffard** au décès de celui-là en 1736. A sa mort, en 1745, sa fortune est répartie entre ses deux neveux : **Charles Bellemin** (qui hérite les terres de Saint-Albin, la maison des **Pélissier** et la charge de capitaine châtelain du mandement de Vaulserre, et **Joseph Bonnet**, qui recueille notamment Voissant.

Très probablement, il s'agit donc d'une dette contractée à propos des relations entre les **Passard** et les **Boffard** : peut-être des loyers de fermages en retard, ou des prêts d'argent…

En tous cas, ce mariage doit être considéré comme une bénédiction par **François** ; la dot aurait-elle été fixée par rapport à la dette en cause ?

L'acte est signé à Saint-Geoire, dans la maison de **Michel Vial** chirurgien, en présence de **François Carre**, bourgeois. En voici les signatures[464] :



Quittance de François Boffard à son beau-père Jacques Allégret, 1750

En 1753, **François** règle une partie de l'héritage maternel et de la dot de sa sœur **Anne**, épouse de **Michel Boffard Cocat** depuis 1735 (contrat signé devant son grand-père **Claude Michal** le 4 septembre 1734) : 100 livres sur 300 montant auquel la somme a été « réduite, réglée et modérée », comme le précise la quittance (150 livres de dot et un montant d'environ 300 livres de sa mère **Marianne Michal**). **Michel Boffard Cocat** fait donc grâce à son beau-frère de 150 livres au moins « par bonne considération »[465].

En 1757 est réglée par **François** le solde de la dot de sa sœur **Claudine** et de ses droits dans la succession de ses parents **Isaac** et **Gasparde Monin**. Rappelons que celle-ci est mariée mariée depuis 1729 -28 ans !- avec **Pierre Gallin** charpentier de *la Roche* de Saint-Bueil[466].

Mais l'affaire la plus importante commence à la succession de **Marianne Michal**. Elle décède en 1758 et **François**, son héritier universel (nous ne possédons pas le testament de **Marianne Michal**, mais le témoignage de plusieurs actes notariés), recueille un procès familial important dans la corbeille de succession. Ce procès était pendant devant le parlement de Dauphiné, ce qui donne une indication de son importance pour les parties, et de son ancienneté.

Le sujet est la succession de **Pierre** et de **Melchior Cholat**, respectivement premier mari et fils de **Marianne Michal**. On déduit de l'accord passé dans cette affaire, que les deux avaient fait des legs à **Marianne Michal**, et que **François Cholat**, fils de feu **Melchior**, petit-fils de **Marianne**, refusait de les acquitter.

Pour terminer l'affaire, **François Boffard** et **François Cholat** (oncle et neveu) transigent en modérant leurs prétentions : le second se reconnaît débiteur au premier de 836 livres ; 800 sont acquittées par la vente de 2 pièces à **François Boffard** :

---

[464] AD de l'Isère, 3E 20247

[465] Quittance reçue Roche à Saint-Geoire, AD DE L'ISÈRE 3E 20248, toujours en présence de Michel Vial, grand ami de François Boffard.

[466] Quittance reçue Roche, AD de l'Isère 3E 20249

le*pré de la sentre*, d'environ 3 700 m². Ce pré est situé à la *danière* paroisse de Massieu : au nord, il jouxte le chemin de la *danière* à Chirens, à l'est le chemin de Chirens à la *Vivary*, autre chemin allant à *la vivary* à l'ouest, et la terre de **Thomas Chamard** au sud.

Une terre d'environ 5 000 m² également à *la danière*, au *mas des merges*et au *verdet*. Cette pièce a pour voisins au nord le pré aussi vendu, dit le *pré de la sentre*, la terre de **Laurent Bertet Bizot** à l'est, celle de **Jean Drevon Freydel** au sud et à l'ouest une terre restant au vendeur, appelée *les noyraux.*

Comme dans tout contrat de vente, on prend soin de préciser que les terres sont vendues libres de tous droits et taxes seigneuriaux ou royaux, et de toutes hypothèques ou servitudes. Le vendeur garantissant ces conditions sur tous ses biens.

Restent 36 livres que **François Cholat** s'engage à régler 3 mois plus tard.

« et de grâce espéciale et sans en être prié led. Sieur Boffard accorde aud sieur Cholat de pouvoir reprendre les 2 pièces de fonds ci-dessus vendues pendant le cours de deux années … à compter dès ce jour », moyennant le même prix de 800 livres[467]. L'option n'a pas été levée.

En 1758, **François** loue les terres de Massieu, qui lui viennent de cette transaction avec **François Cholat**. Le locataire est **Claude Cholat Serpoud**, tisserand de la *danière* paroisse de Massieu. Le prix de la location est de 105 livres, des chapons et poulets, pour 8 ans[468]. En 1759, le fermier est peut-être défaillant, car les terres sont louées à **Antoine Primard** 75 livres[469]. En 1777, le fermier est **Melchior Primard**, pour 9 ans et un prix annuel de 117 livres et 4 poulets[470].

En 1762, nouvelle transaction pour terminer la succession **Cholat**. **Marianne Michal** avait notamment eu **Melchior** et **Claude**. Elle fut héritière de **Claude**, religieux de Saint Augustin.

Thérèse Cholat, fille de **Melchior**, avait hérité de ce dernier. Son mari **Benoît Benoît Cattin**, marchand à Massieu revendiquait à ce titre la vidange d'une terre de plus de 1 ha à Massieu *mas des valourières*. Mais depuis une décision du juge de Clermont de 1757, c'est **François Boffard** qui jouissait de cette terre.

Ainsi en 1762, **François Boffard** et **Benoît Benoît Cattin** transigent sur des prétentions qui montent à plusieurs centaines de livres : les sommes dues au premier sont fixées à 39 livres. Moyennant le versement, immédiat, de cette somme, la terre *des Valourières* est rendue à **Benoît Cattin**, ainsi que toutes les pièces du procès (26).

L'importance de cette affaire se déduit du lieu où elle se réalisa : la maison de **Pierre Allégret**, procureur au parlement de Grenoble et beau-frère de **François Boffard**. Nul doute que son aide fut précieuse pour faire plier les **Cholat** ; il signa l'acte. Même remarque pour le notaire : c'est **Daniel Joseph Roche**, l'un des notaires les plus importants de Saint-Geoire (et vice châtelain) et cousin germain de **François**, qui reçoît l'acte[471].

En 1774, **Benoît Cattin** et **François Boffard** sont devenus amis ; le dernier rend au premier les papiers d'un procès qu'il lui avait prêtés[472].

Et en 1780, épilogue de toute l'affaire : **François** et **Benoît Benoît Cattin** passent un traité portant vente : l'ensemble des terres est vendu pour le prix de 2 512 livres. 512 sont payées immédiatement. Les 2 000 livres restantes sont converties en rente de 100 livres annuelles. **Benoît Cattin** pourra racheter la rente en deux échéances de 1 000 livres chacune ; le payement de la rente est garanti par une hypothèque permanente sur les immeubles vendus. L'hypothèque est étendue à **Antoine Drevon** de Massieu, auquel **Benoît Cattin** a emprunté 500 des 512 livres versées immédiatement au vendeur. L'acte est signé chez le notaire **Roche** à Saint-Geoire, en présence de **Benoît I Patricot**[473]. Preuve de plus de la proximité entre les deux.

En 1762, **François** apparaît dans la rénovation de la rente du seigneur de Vaulserre (le dernier document de ce type que nous possédions pour Vaulserre) : ses biens relevant de la seigneurie de

[467] Vente du 13 juillet 1752, reçue Roche, AD de l'Isère 3E 20248
[468] Fermage reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20249 ; contrôle des baux à ferme laïcs, AD de l'Isère 8C 424, p.33
[469] Désignation des baux et fermages : AD de l'Isère 8C 2359 ; contrôle des baux à ferme laïcs, AD de l'Isère 8C 424, p.80
[470] Contrat reçu Grabit ; AD de l'Isère 3E 20708 ; registre des baux et fermages AD de l'Isère 8C 2359
[471] Transaction novembre 1762, reçue Roche, AD de l'Isère 3E 20251
[472] Décharge de papiers reçue Roche, AD de l'Isère 3E 20255
[473] Traité portant subrogation et vente reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20256

Vaulserre sont les 7 mêmes que ceux déclarés par son père **Isaac** le 14 décembre 1724, réunis à ceux qu'avait possédés **Hugues Boffard** le frère de ce dernier. Il doit annuellement des bichets de froment, de noyaux, des gélines, un quart de livre de cire et 1 sou d'argent[474].

Les quelques actes conservés du notaire **François Dulac** montrent en 1762 **François Boffard** très proche de **Benoît I Patricot**. Celui-ci est venu l'année précédente de Corbelin prendre la gestion du domaine des héritiers **Garnier** : le domaine le plus important de Voissant, avec plusieurs biens dans les paroisses alentours. Le fermier loge au château de Voissant, château de la famille **Garnier** depuis toujours, à la *conversière*, qui deviendra ensuite pour tout le pays le *château Patricot*. Il devient très vite le l'un des notables les plus importants de Voissant. De 1761 à la Révolution, **Benoît I Patricot, François Dulac** et **François Boffard** forment un trio inséparable dont notre ancêtre paraît avoir été le ciment : **François Dulac** est plus tourné vers la communauté de Vaulserre et Saint-Albin que **Benoît I Patricot**. **François Boffard** fait le lien entre les deux.

Dès son entrée en fonction en 1762, **Benoît I Patricot** procède à la sous location de diverses parties de son fermage devant le notaire **François Dulac**, et **François Boffard** en est témoin.

Tout d'abord en faveur de **Pierre Boffard Cocat** de Saint-Bueil, frère de **Michel** (le beau-frère de **François Boffard**). Il lui est confié la grange de la *rajonnière* à Voissant, que tenait auparavant **Jeoffray Tirard**, pour 9 ans. Le prix est de 64 livres, 21 bichets de froment, 10 de seigle et 10 d'avoine. L'acte est passé chez **Jean Pélissier Cugnet**. L'autre témoin est **Louis Queyron** laboureur de Voissant[475].

Le même jour, est continué à **Jean Meyer Mathieu** laboureur de Voissant très proche de la famille **Boffard**, le même fermage qu'il tenait auparavant : maison, terres, prés, bois, vigne et treillage, sans localisation malheureusement. L'ensemble est important, puisque le prix est fixé à 131 livres, des chapons, des poulets et 4 journées d'homme, et qu'il contient une maison. Serait-ce celui de *la chanéaz* ? (la famille **Meyer Mathieu** est de la *chanéaz*…) L'acte est passé dans le château de Voissant. L'autre témoin est **Jacques Poulat** de la Chapelle-de-Merlas[476].

Toujours le même jour, le domaine de *la talaudière*, au *bertet* (toujours à Voissant), est affermé à **Jean Queyron**, rencontré plus haut, laboureur de Voissant et **Claudine Garavel** mariés. Il est assez rare qu'un fermage soit donné à un couple nommément, on contracte généralement avec le seul mari. Dans ce cas, **Claudine Garavel** disposait sans doute de biens propres, qui permettaient de garantir le contrat. Le prix de celui-ci est fixé à 45 livres, 29 bichets de froment, 2 de seigle, 18 d'avoine et 2 de noyaux. L'acte est passé chez **Jean Pélissier Cugnet**. L'autre témoin est **Jean Meyer Mathieu**[477].

Dans les années 1760, **François Boffard** faisait déjà figure de notable dans la communauté de Vaulserre. En 1761, il est choisi par son cousin le notaire **Daniel Joseph Roche**, de Saint-Geoire, avec **Etienne Permezel** greffier de Vaulserre, comme expert dans le différend opposant **Louis Angélique de la Balmetière** à son fermier **Pierre Pélissier Picot**. Le premier est le descendant direct d'**André Grevon**, châtelain de Pressins et Romanieu dans la première moitié du XVIIème siècle, gendre et créancier du châtelain de Vaulserre **Michel Pélissier.** La dette était si considérable qu'au décès de ce dernier (1639), les héritiers avaient été contraints de céder à **André Grevon** tous les biens de Voissant. De cet ensemble, les **Grevon** possèdent encore en 1761 un domaine important à *verchère* paroisse de Voissant, dont **Pierre Pélissier Picot** est le fermier, et qui est accusé de malversations et dégradations : une décision du juge de Vaulserre exige la détermination précise du contenu du domaine affermé : c'est pourquoi les deux experts sont nommés[478].

---

[474] Carnet de la rente de 1762, 141

[475] Arch Dulac.

[476] Arch Dulac.

[477] Arch Dulac.

[478] Détermination du contenu du fermage devant Roche, AD de l'Isère 3^E 20257. Voir aussi, le 23 mai 1761, l'attestation de présence à Voissant du propriétaire devant le greffe de la communauté, et qui figure au registre. Cette attestation précise que faute d'auberge à Vaulserre, la Balmetière doit loger au Pont ou à Saint-Geoire : Arch Dulac.

Ce conflit avait commencé avant 1748 : Balmetière avait déjà fait attester par le greffier de la communauté, le 24 mai 1748, qu'il séjournait à Voissant depuis plusieurs jours, qu'il devait se rendre à Pont et multiplier les démarches, pour faire régler par son fermier les sommes dues : Arch Dulac.

Louis Angélique de la Balmetière est aussi en conflit avec la communauté de Vaulserre de 1761 à 1764, Arch Dulac

Ces années voient **François** suivre le modèle de son père et occuper sa place dans la communauté. Légitimiste, il avait scrupuleusement attendu le décès de son frère **Jeoffray**, héritier en titre des biens et position d'**Isaac**. Sa première apparition dans une assemblée de la communauté date du 28 mars 1751 à Saint-Bueil. On le retrouve régulièrement par la suite, mais il ne signe qu'à partir de l'assemblée générale du 4 décembre 1757

La communauté de Vaulserre élisait chaque année, entre septembre et décembre, le consul, responsable de la collecte des impositions de l'année. Lorsqu'il en avait la capacité, intellectuelle, surface sociale …, il était aussi chargé de représenter la communauté auprès des autorités ou de la justice (au moyen de multiples procurations ponctuelles passées au fil de l'année) ; par exemple le roi, sur la demande du seigneur de Vaulserre, accepte l'établissement d'un atelier de charité ; celui-ci devait aider les nécessiteux en leur fournissant du pain et éventuellement en les aidant à trouver une formation, un apprentissage. L'Etat dotait ces établissements : comme consul de Vaulserre, **François Boffard** avait reçu 540 livres. Le 16 avril 1775, il les remet au seigneur de Vaulserre, chargé de l'installation de l'atelier[479].

Le consul devait aussi avoir les reins solides, responsable qu'il était sur ses propres deniers de la collecte des impôts. Pour cette raison, on dit que la fonction était fuie ; mais elle asseyait aussi l'influence d'un notable ; en outre, la situation de Vaulserre depuisle XVIIème siècle conduit à nuancer le jugement : régulièrement, nous voyons l'assemblée réélire le consul plusieurs années de suite : depuis 1644, nous avons reconstitué une liste de noms significative à défaut d'être exhaustive. Les chiffres donnés ici sont donc *a minima*, et nous ne donnons que des listes supérieures à deux nominations (les élus 2 fois sont légion) ; **Barthélémy Varnier** 5 fois entre 1650 et 1655 ; **René Garavel** 5 fois aussi entre 1682 et 1695 ; **Jean Dulac** 3 fois de suite entre 1699 et 1701, puis en 1716 et 1720 ; **François Garavel** 3 fois entre 1708 et 1715 ; **Jeoffray Vallier** 7 fois entre 1719 et 1743 ; **Aimé Petit Permezel** 4 fois entre 1725 et 1765.

Entre 1746 et 1760 (pas de renseignements pour 1761 et 1762), changement d'attitude : la communauté élit des habitants de condition inférieure à ceux cités précédemment : aucun n'est reconduit durant toute la période.

A partir de 1763, la communauté retrouve ses anciennes attitudes : **Jacques Bornat Quérat** est nommé 4 fois entre 1763 et 1767 ; **François Boffard** est nommé 3 fois de suite en 1768-1770, puis 7 fois de suite entre 1772 et 1778 ; il cède ensuite sa place aux **Lanet**, d'abord **Hugues** : 4 fois entre 1779 et 1782, puis **Jean Baptiste** : 8 fois entre 1783 et 1790 (ce qui est le record observé pour la communauté de Vaulserre). Cette année 1790 marque la fin de cette organisation en communauté, et le début de la municipalité de Vaulserre et de ses quatre sections : Saint-Albin, Saint-Martin, Saint-Bueil et Voissant[480]. Cette pratique de la réelection fait du consul un homme influent.

Le consul est aidé, régulièrement depuis 1717, par un aide consul. Celui-ci est officiellement aussi en charge de la collecte, il partage la responsabilité de celle-ci « solidairement » ; son rôle est de seconder le consul, en observant ses ordres pour l'exécution des opérations de recouvrement. De nombreuses assemblées ne précisent même plus que le second est l'aide consul : elles élisent deux consuls (toutes les assemblées du milieu du XVIIIème siècle). Cependant, à partir de 1763, on marque une nette distinction entre le consul collecteur et son aide, le premier étant seul chargé de la collecte[481]. Certaines précisent même le rôle de l'aide consul : « lui ont donné pour aide **Pierre Berger By** pour porter et signifier les commandements qui seront envoyés à ladite communauté »[482]. C'est toutefois exceptionnel : la plupart du temps, les assemblées « nomment pour aide consul la personne de N. pour faire et l'aider dans toutes les affaires relatives au consulat la susdite année prochaine »[483].

A partir de 1780, la communauté n'élit plus d'aide consul.

On évoque encore la question des rapports entre le propriétaire et son fermier dans l'assemblées des 3 ordres de la communauté du 10 février 1765 : le PV rappelle que Pélissier a été condamné par sentence du 17 juin 1763 aux dépens de l'instance, fixés à 122 livres. Forte somme qui rappelle qu'hier comme aujourd'hui, mieux vaut acquitter ses dettes, ou à la limite un « mauvais » arrangement à un « bon » procès…

[479] Livre de raison du marquis de Corbeau, seigneur de Vaulserre, 16 avril 1775, Arch Vaulserre livre 35

[480] Assemblée du 14 février 1790, Arch Dulac.

[481] Par exemple, l'assemblée du 4 décembre 1763, Arch Dulac.

[482] Assemblée du 16 décembre 1764, Arch Dulac.

[483] Assemblée du 26 novembre 1775, Arch Dulac.

Le consul est aussi aidé pour la répartition de la somme totale entre chacun des contribuables par des péréquateurs. Ils ne sont pas responsables sur leurs deniers, et pourtant ce sont eux qui vont cristalliser les mécontentements des habitants. Leur office impose qu'ils connaissent bien les fonds du mandement, et les possibilités de chacun. Et qu'ils soient incorruptibles. Bref, encore plus que pour le consul, il importe que le rôle soit tenu par des notables de la communauté.

Depuis nos premiers renseignements (taille royale de 1596), la communauté nomme les péréquateurs par paroisse : ainsi à Voissant étaient nommés des péréquateurs originaires de Voissant. A partir de 1647 et jusqu'en 1790, deux péréquateurs seulement pour tout le mandement, sans distinction de paroisse.

Sur cette organisation fut calquée la mise en place de deux répartiteurs de la capitation, quand cet impôt fut mis en place et réellement prélevé.

Rappelons qu'**Isaac Boffard** avait été 7 fois péréquateur ou indicateur entre 1714 et 1735 ; **François**le fut 10 ans entre 1767 et 1790 (forcément en dehors des années où il fut consul)

Durant ces années, **François** avance constamment des fonds à la communauté, que ce soit pour clôturer les comptes annuels, ou pour représenter celle-ci. A plusieurs reprises, il tente de se les faire rembourser. Il fallait d'abord que la communauté soit d'accord sur le montant en cause. Elle donnait alors une autorisation de principe. Puis l'autorisation, accompagnée des comptes rendus de gestion concernés, étaient produits devant l'intendant ; au vu du dossier, celui-ci autorisait ou refusait que la communauté s'impose pour régler la dette. Une ordonnance favorable était produite devant l'assemblée de la communauté. On ajoutait alors le montant de la dette aux impositions de l'année à recouvrer ; la route était longue …, mais la cause était bonne, et justifiait quelques belles formules au bas des suppliques. Ainsi, la plainte adressée à l'intendant par **François** en 1773 porte : « le suppliant ne cessera d'offrir ses vœux et prières au ciel pour la conservation et santé de votre grandeur monseigneur, implorant justice »

Le 13 novembre 1773, l'intendant accorde l'imposition. Mais une certaine lenteur administrative empêcha que l'ordonnance de l'intendant n'arrivât avant la faction des rôles. Il fallut supplier l'intendant à nouveau, pour obtenir la même autorisation le 4 août 1775[484].

Les comptes sont parfois rendus très en retard. Le compte rendu de la collecte de 1777 est rendu par **François Boffard** le 17 septembre 1789 ! Sans doute en est-il ainsi pour permettre aux retardataires de régler leurs dettes au consul, qui a avancé l'argent. En tous cas, c'est la preuve de la confiance de la communauté dans ce dernier. Comme à l'accoutûmée, ce compte fait apparaître un débit de 96 livres. Le district de la Tour-du-Pin renvoie la décision de s'imposer au conseil municipal. Le 13 mars 1791, celui-ci accepte.

Finalement, durant 25 ans, entre 1767 et 1790, François est absent quatre ans des fonctions de direction de la communauté : 1781, 1782, 1784 et 1786. Il est donc logique qu'il ait été élu à la municipalité de Vaulserre dès 1790 et la mise en place du système actuel.

Cette régularité dans la direction de la communauté révèle une position centrale et une connaissance intime des habitants de Vaulserre. Elle en est la conséquence et elle l'a développe en même temps. Le rang de **François Boffard** dans les impositions de la paroisse de Voissant le confirme : rejoignant son père, il hausse sa famille de la 7ème à la 4ème place. Ceci ne tient pas compte des biens qu'il détient ailleurs, particulièrement dans les mandements de Saint-Geoire et de Clermont (terres à Massieu), pour lesquels il paye les impositions à Saint-Geoire[485]. On estime qu'il figure parmi les cinq habitants les plus aisés du mandement. Ainsi **François** a-t-il poursuivi l'aventure commencée par son grand-père **Claude** et son père **Isaac**.

Les moyens par lesquels il y parvient sont assez bien connus. A la base de tout, une solide amitié avec **Isaac Dulac** et surtout le fils de celui-ci **François**, notaire en 1761 et vice châtelain de Vaulserre en 1779. Une amitié profonde entre deux familles anciennes de Voissant, qui n'est pas sanctionnée par une alliance des nombreux enfants de l'un et de l'autre. Mais **François** est témoin du baptême de la plupart des enfants **Dulac**, et inversement.

[484] Arch Boffard, Jaune 2 pour les deux ordonnances.

[485] Voyez le tableau des tailles de la paroisse de Voissant depuis 1605, disponible sur le site « Familles de Valdaine ».

Ce lien indéfectible avec les **Dulac** se double de relations très proches avec **Benoît I Patricot**, venu à Voissant avec sa famille en 1761. **Benoît Patricot** vient de Corbelin pour prendre à ferme le domaine des seigneurs **du Sozay et de Larnage**, héritiers des **Garnier**. Le précédent fermier n'était autre que … **Isaac Dulac**[486]. Ce n'est pas une coïncidence, dans un monde où tous se connaissent. Par cette ferme considérable, **Benoît Patricot** devient aussitôt l'un des notables de Vaulserre, même si, en tant qu'étranger, il ne participe vraiment aux affaires de la communauté qu'une fois la Révolution bien avancée. Cette amitié profonde et cette estime réciproque s'entrevoient au fil des textes : on ne compte plus les actes de baptême ou de mariage **Patricot** et **Boffard** où les uns et les autres sont témoins, parrain ou marraine. Plus encore, en 1781, **Benoît I Patricot** ne peut assister au mariage de sa fille **Françoise** avec **Benoît Pélissier Picot** : il confie sa procuration de consentement à **François Boffard**[487]. Enfin en 1790, **Laurent**, fils aîné de **François**, épouse **Françoise Patricot**, dernière fille de **Benoît**.

Cette amitié fidèle entre les trois, qui ne sera pas aussi nette à la génération suivante, fut bénéfique à tous.

Ainsi en 1768 ; **François Boffard** est consul et **Isaac Dulac** péréquateur ; en 1770, 1773, 1774, 1775, 1776 et 1778, même situation avec **François Dulac** le fils de ce dernier. En 1783, 1788 et 1790, les deux François sont péréquateurs en même temps. Une génération au-dessus, c'était déjà le cas en 1720, 1730 et 1735 entre **Isaac Boffard** et **Jean** et **Isaac Dulac** père et fils.

On peut admirer la répartition des tâches, qui asseyait l'importance des deux familles.

Mais l'amitié profonde surgit encore plus nettement de l'association professionnelle entre les deux **François**. Deux associations ont été formée : d'abord dans la ferme du terrier de la chapelle Saint Antoine fondée en l'église de Voissant ; puis dans la ferme des prieurés de Chirens et Voissant et donc notamment la perception de dîmes considérables dans toute la vallée de la Valdaine. Dans les deux cas, nous ne disposons pas du contrat d'origine.

Et même pour le terrier de la chapelle Saint Antoine, cette association nous a été connue tardivement et de manière fortuite, par la lecture attentive du livre de raison des recettes du marquis de Vaulserre.

L'église de Voissant comprend 2 chapelles : l'une dite « Saint Pierre de mollarond », l'autre dédiée à « Saint Antoine » ; cette dernière a été fondée en 1494 en exécution du testament de **Jacques de Clermont** en tant que seigneur de Vaulserre[488]. Elle comportait deux desservants (« recteur ») chargés d'y faire le service divin prescrit par le testament, à perpétuité.

Comme toutes les chapelles de France et de Navarre, et d'Europe, le fondateur leur attribuait le revenu (« rente ») de certains de ses biens pour faire vivre ses desservants et assurer la dignité de cette chapelle (celle-ci représentait la famille qui l'avait fondée) : la chapelle Saint Antoine avait été bien dotée. Le seigneur de Vaulserre (« patron ») conservait à perpétuité le privilège de présenter le ou les desservant(s) (« recteur ») de ces chapelles à l'évêque, en l'espèce l'archevêque de Vienne. Celui-ci agréait automatiquement dès lors qu'était présenté un prêtre, capable de la consécration des espèces. Il délivrait alors les lettres de provision nécessaire à la mise en possession concrète de la chapelle. Celle-ci se déroulait sur place en présence du curé du lieu, par la réalisation de cérémonies rituelles[489].

En 1622, **Antoine de Grolée**, seigneur de Chappeaucornu et de Viriville, héritier de sa mère **Sébastienne de Clermont** et de son frère **Jacques de Grôlée** comte de Viriville, vend à **Jean Garnier** de Voissant le fief et seigneurie, avec tous les droits attachés à ce fief, des rentes données à la chapelle. Mais il ne peut vendre le patronage de la chapelle, attaché à la seigneurie de Vaulserre, détaché des rentes données, donc qui n'appartient qu'au seigneur de Vaulserre

Cela signifie que les possesseurs effectifs des terres dont le revenu avait été donné en 1494 à la chapelle, reconnaîtront maintenant tenir ces biens non des vendeurs, mais de **Jean Garnier**. Voilà comment un roturier acquiert un fief, même si ce fief, à cette époque en tous cas, ne donne pas la noblesse. Et surtout, il n'est pas d'une valeur suffisante pour conférer d'avantages considérables, telle l'exemption des impôts. La question sera définitivement tranchée à la fin du procès séculaire des tailles

[486] Encore fermier le 5 juillet 1761 : assemblée de la communauté de Vaulserre, Arch Dulac.

[487] Registre paroissial de Voissant n°6, 376

[488] Arch Vaulserre L 4198

[489] Voir par exemple :

1655 : mise en possession pour Louis Verre, Arch Vaulserre L 4198

1689 : mise en possession pour François Aimé de Corbeau, chanoine de Saint Pierre de Vienne, Arch Vaulserre L 4199

(1635) : en Dauphiné, sont imposées les terres roturières et les propriétaires roturiers de terres nobles (ou ecclésiastiques).

Les revenus donnés à la chapelle portaient sur des biens éparpillés entre Montferrat et Voissant. La coutume s'était établie que l'un des recteurs vivait aux alentours de Montferrat, et l'autre vers Voissant. En 1635, **Jean de Salles**, prêtre et chanoine du chapitre cathédral saint-maurice de Vienne tient, comme recteur de la chapelle Saint Antoine, 1/24 ème de sesterée de biens à Voissant, dans lequel sont les ruines de la maison du recteur[490]. En 1696, après accord du seigneur de Vaulserre, patron de la chapelle, l'archevêque de Vienne réduit la co rectorie à une seule, eu égard à l'affaiblissement des revenus de la chapelle[491].

Les recteurs se partageaient les revenus de la chapelle. Pour percevoir ceux-ci, ils donnaient le terrier (le registre sur lequel sont recensées les rentes et leurs montants) à ferme. Ainsi en 1555, **Claude Pélissier** curé du Pont et co-recteur de la chapelle, à **Michel Pélissier Odoard**, prêtre de Voissant[492].

En 1777, **François Dulac** et **François Boffard** s'associent pour prendre à ferme le revenu de cette chapelle, au prix de 183 livres et 7 sous annuels, et sans doute pour six ans. Le recteur de la chapelle ayant cédé ce prix de ferme au marquis son frère, on retrouve la mention des payements annuels dans le livre de raison du marquis de Corbeau de Vaulserre. Les deux fermiers payent tantôt séparément (1778, 1779, 1780), tantôt l'un pour l'autre (1780), tantôt ensemble (1781, 1782, 1783)[493].

En 1783, devant **François Dulac** notaire, le recteur donne la ferme de cette chapelle à **François Ruelle**, déjà régisseur des biens du comté de Clermont. Le bail est conclu pour neuf ans, pour le même prix[494].

Mais surtout, le 28 juin 1774, **François Dulac** et **François Boffard** deviennent les fermiers des prieurés de Chirens et Voissant (prieuré Notre-Dame de Voissant[495]). Ces prieurés ont été créés au XIème siècle ; il est probable que la fondation du prieuré ait entraîné l'érection de l'église actuelle de Voissant : les bâtiments de celui de Voissant joignaient l'église sur son côté nord, sur l'actuelle place[496].

A l'origine bénédictins, les deux prieurés sont progressivement abandonnés par les moines. Seules subsistent les églises, qui deviennent paroissiales, avec un curé à leur tête, nommé par l'archevêque. Au curé, la détention des biens de la cure, à l'archevêque de Vienne la détention des biens des deux prieurés, comme prieur de Chirens et de Voissant. Mais le lien était très net entre les deux institutions, puisque la portion congrue du curé de Voissant est payée par le prieur de Voissant (même lien à Chirens bien sûr).

Par la suite, au fil des siècles, la distinction entre la cure de Voissant et le prieuré est source de difficultés constantes, au point qu'à l'évocation des biens de la cure, on ajoute souvent « ou du prieuré », dans l'incertitude de leur statut exact. Au fil du temps, des biens passent du prieuré à la cure, comme en 1593 : le prieur de Voissant, archevêque de Vienne, cède à la cure de Voissant une pièce de vignes en très mauvais état (1,75 ha environ), joignant les terres de la cure. En échange, le curé (**Pierre Pélissier** à ce moment), accepte une réduction de sa portion congrue : 7 sommes de vin qui doivent lui être livrées chaque année, et qu'il ne parvient d'ailleurs pas à obtenir... Lors de cet échange, la maison de prieuré est encore debout[497]. En 1635, cette terre avait été reconquise sur la nature, et les prud'hommes l'estimaient à 120 livres[498]. Toujours en 1635, l'archevêque de Vienne, comme prieur du prieuré de Voissant, possède 1/6ème de sesterée dans lequel sont les ruines du prieuré ; les « prud'hommes ont rapporté led prieuré ruiné de forts longues années desquelles ils n'ont souvenance, icelle pièce estre de tout temps des

[490] Parcellaire de Vaulserre de 1635, 65

[491] Arch Vaulserre L 4199

[492] Fds Boffard Dulac 25145-6

[493] *Livre de raison* du marquis de Corbeau, Arch Vaulserre livre 35 ; photos n° 122-128 ; 130 ; 132

[494] Arch Vaulserre L 4201 ; nous disposons de nombreux autres documents sur la chapelle Saint Antoine de Voissant, tirés des Archives de Vaulserre.

[495] Acte passé devant Joseph Armanet, notaire à Vienne.

[496] C'est une évidence pour Chirens, puisque les bâtiments du prieuré joignaient notoirement l'ancienne église paroissiale, aujourd'hui propriété privée. Sur ces prieurés, voir T. BOFFARD, *Dictionnaire historique de Vaulserre*, Le Puy, 2013, à l'article correspondant.

[497] Echange de terre entre la cure de Voissant et le prieuré en 1593 : Arch Vaulserre L 4197

La question de la portion congrue occasionna un procès important durant toute la première partie du XVIIIème siècle, tranché par le parlement de Dauphiné ; les curés Dulac et Passard en particulier, soutenus par les paroissiens, réclamaient au moins qu'elle fut payée par l'archevêque, comme prieur de Voissant.

[498] Parcellaire 1635, 64 et 65

appartenances dud prieuré et qu'à présent elle ne vaut du tout rien de revenu »[499]. En 1670, la cure de Voissant possède les ruines du prieuré[500].

Concrètement, les curés perçoivent chaque année leur portion congrue du fermier des prieurés.

Depuis toujours, l'archevêque de Vienne donne la ferme de ses prieurés à un notable de la Valdaine, qui se chargeait de la gestion, et notamment, de la perception de la dîme et du payement des portions congruës. En 1558 par exemple, le censier comme on disait alors, est **Jean Michal** le vieux, un frère de notre ancêtre **AntoineII** (celui-ci était né le 15 juin 1530 et était marié à **Marguerite Reynaud**)[501]. En 1740, c'est **Joseph Trouilloud**, d'une famille notable de Chirens. La place permettait de multiples avantages ; c'est ainsi que **Félix Trouilloud** a été nommé curé de Voissant au décès de **Jean Passard**.

Les **Boffard** fréquentaient ce monde de la perception des impôts depuis au moins 1740, puisqu'à cette date **Marianne Michal** veuve d'**Isaac**, avait obtenu la sous ferme d'une partie des dîmes de Voissant.

Ainsi, quand en 1774, les deux **François**, **Boffard** et **Dulac** obtiennent la ferme des deux prieurés par l'archevêque **Jean George le Franc de Pompignan**, c'est autant la consécration que le début de leur ascension sociale. 2 fois renouvelés dans cette charge, ils l'exercèrent jusqu'à 1790, année durant laquelle la Révolution substitua au prieur la municipalité dans la gestion des biens de l'Eglise (les dîmes ont été supprimées durant la nuit du 4 août 1789).

Dès le mois d'août 1774, les deux fermiers passent des contrats de sous ferme devant le notaire **Daniel Joseph Roche**. Le 6 août, ils donnent à ferme à **Joseph Allégret**, beau-frère de **François Boffard**, et **Jean Benoît Cattin** (son fils **Benoît** épousa **Thérèse Cholat** fille de **Melchior**, c'est-à-dire la nièce utérine de **François Boffard**), les dîmes des deux prieurés qui se perçoivent sur la paroisse de Saint-Geoire pour 6 ans. Le prix est de 209 livres et une paire de chapons par an que les deux sous fermiers s'engagent solidairement à porter à Voissant chez l'un des fermiers tous les 25 novembre ; ils restent aussi chargés de la 24ème partie des dîmes due aux pauvres de la paroisse concernée[502].

En octobre, **François Dulac** et **François Boffard** arrentent à **Jean Tuilliel** et **Hugues Bouval**, de Charavines, les pré et terres à Bilieu dépendants du prieuré de Chirens. Jusque là, ces biens étaient tenus par **Augustin Ayssard** et **Joseph Monin**. Le prix est de 177 livres[503].

Le 8 décembre de la même année, les deux fermiers arrentent à **Louis** et **Michel Charreton** père et fils de Saint-Bueil, les dîmes perçues dans la paroisse de Saint-Bueil. Celles-ci dépendaient du prieuré de Voissant. Le prix est de 124 livres par an, durant six ans[504].

Deux jours plus tard, **Claude Miliat dit Rigard** est chargé des dîmes perçues dans la paroisse de Charavines pour le prix annuel de 26 livres et de deux canards sauvages, dans les mêmes conditions que pour les autres sous-fermiers. L'acte est signé à Chirens, en présence de **Joseph Trouilloud**, précédent fermier général des deux prieurés, et actuellement greffier de Clermont[505].

Le même mois, **Antoine Janon Coderot** de Massieu obtient la coche de dîmes de *champaz*et celle de *goutary* à Massieu, pour six ans. Le prix annuel est de 84 livres, deux chapons et trois paires de poulets, dans les mêmes conditions qu'au-dessus. L'acte est passé dans la maison curiale de Massieu en présence de **Philippe Antoine Moyroud**, curé de Massieu[506].

En avril 1775, nouvelle série de sous fermes : **Jean Baptiste Berger**, bourgeois résidant à Clermont, **Pierre Hilaire** bourgeois de Chirens et **Guillaume Bret**, maître des forges à Charavines, reçoivent dans la paroisse de Charavines.

-la coche de *Clermont*
-celles du *plan cutie*,
-de la *bernardière*,
-de *montfoulet* (?),

[499] Parcellaire 1635, 63
[500] Voyez notre site « Familles de Valdaine » rubrique « parcellaire ».
[501] Fds Boffard Dulac, 4641
[502] Reçu en août 1774 Roche à Saint Geoire, AD de l'Isère 3^{E} 20255
[503] Reçu en octobre 1774 Roche à Saint Geoire, 3^{E} 20255
[504] Reçu en décembre 1774 Roche à Saint Geoire, AD de l'Isère 3^{E} 20255
[505] Reçu en décembre 1774 Roche à Saint Geoire, AD de l'Isère 3^{E} 20255
[506] Reçu en décembre 1774 Roche à Saint Geoire, AD de l'Isère 3^{E} 20255

-de la *pagettière*,
-de *colletière*,
-du *domaine de Madame de Vallin*,
-de *guillermet*,

Ainsi que toutes les dîmes qui se perçoivent à *Plambois* (Saint-Didier-de-la-Tour, Fitilieu…). Le tout pour six ans et le prix de 1 200 livres, quatre chapons gras, quatre chapons, quatre paires de poulets. Les sous-fermiers s'engagent comme d'habitude à payer la 24ème des pauvres, et, plus original, à entretenir les cordes des cloches de Charavines[507].

En juin 1775, les deux fermiers généraux contractent avec **Pierre Gallin** fils de **Claude**, **Michel Boffard Cocat** et **François Riondet dit Corbellion**, tous de Saint-Bueil. Les deux **Gallin** sont charpentier à Saint-Bueil, au hameau du *donna* ; **Claude** est probablement le fils de **Pierre Gallin** et de **Claudine Boffard** fille d'**Isaac** ; donc encore ici **François Boffard** loue au fils émancipé de son cousin. Quant à **Michel Boffard Cocat**, il est le beau-frère souvent rencontré de **François**.

Les trois sous-fermiers reçoivent la coche de dîmes *des donnas* (**Gallin**, pour 60 livres et deux paires de poulets), celle du *sâtre* (**Michel Boffard Cocat**, pour 18 livres et deux paires de poulets) et tous les biens abandonnés par le curé de Saint-Bueil à l'archevêque de Vienne, et donc dépendants du prieuré (**François Riondet**, pour 120 livres et deux bichets de noyaux), le tout pour six ans. Les autres conditions sont classiques[508].

En juillet, les biens du prieuré à Voissant, pré terres et vignes, sont affermés à **François Billion**, qui les tenait déjà jusqu'à la fin de l'année 1774. Le prix est de 236 livres, 2 chapons gras et 2 chapons. De plus le sous-fermier doit livrer à la cure de Chirens plusieurs charges de vin des vignes du prieuré ; enfin, il est chargé d'entretenir les vignes en cause en bon père de famille[509].

En 1781, l'affermage des prieurés de Voissant et Chirens a été renouvelé à **François Boffard** et **François Dulac**. A partir d'avril, ils continuent l'affermage des dîmes de Saint-Geoire à **Jean Benoît Cattin**. Mais cette fois, **Joseph Allégret** n'apparaît pas. Le prix est toujours de 209 livres, une paire de chapons, ajoutés d'une paire de poulets ; l'augmentation est faible. Les autres conditions sont identiques[510].

Le même mois, les dîmes de Clermont et autres, confiées en avril 1775 à **Jean Baptiste Berger** et autres, sont affermées à **Benoît** et **Jean Bardin** père et fils, marchands de Charavines. Le prix, de 1 200 livres en 1774, baisse à 1 150 livres en 1781 ; c'est toujours un bon indicateur de l'activité économique générale[511].

Ces deux actes sont tout ce que nous ayons retrouvé pour 1781 ; si 'l'on se fie au nombre d'affermage de 1774, il faut en conclure que d'autres notaires ont dû recevoir des contrats ; d'autres notaires dont les minutes ont disparu. L'un de ces notaires était Me **Gounon**. Il est mentionné dans la sous ferme poursuivie en 1787 à **Antoine Pitot Pajot**[512].

En juin 1786, nouveau renouvellement par l'archevêque de Vienne aux deux **François**, pour le prix de 1 900 livres[513]. Dont l'amitié est visiblement aussi solide que la compétence.

Cette même année, le sacristin de Chirens, le père **Pierre Pichot**, confie aux fermiers des prieurés le soin d'affermer la dîme qu'il perçoit à Chirens au lieu de *baronnes* ; en mars, la ferme est confiée à **Claude** et **Claude Louvat** père et fils artisan et tisserand de Massieu. Le prix est de 96 livres, qui seront portées à chaque saint Martin au domicile du sacristin ou à ceux des fermiers à Voissant[514].

Au mois de juillet, **François Berger**, tisseur de toile de Saint-Bueil, reçoit la coche de la dîme de la *roche* , que tenait auparavant **Melchior Charreton**, et avant lui **Louis** et **Michel** ses père et grand-père. Le

---

[507] Avril 1775, reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20255 ; l'acte est signé au Pont-de-Beauvoisin « dans le logis à l'ensigne des trois couronnes ».

[508] Reçu en juin 1775 Roche à Saint Geoire, AD de l'Isère 3E 20255

[509] Reçu en juillet 1775 Roche à Saint Geoire, AD de l'Isère 3E 20255 ; l'acte a été signé dans la maison de François Dulac à Voissant, *au bertet*, en présence de Sébastien Patricot, fils de Benoît et bourgeois de Voissant.

[510] Reçu Grabit à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20708, le notaire Roche étant décédé.

[511] Reçu Grabit à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20708

[512] Reçu le 1ER août 1787 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20258

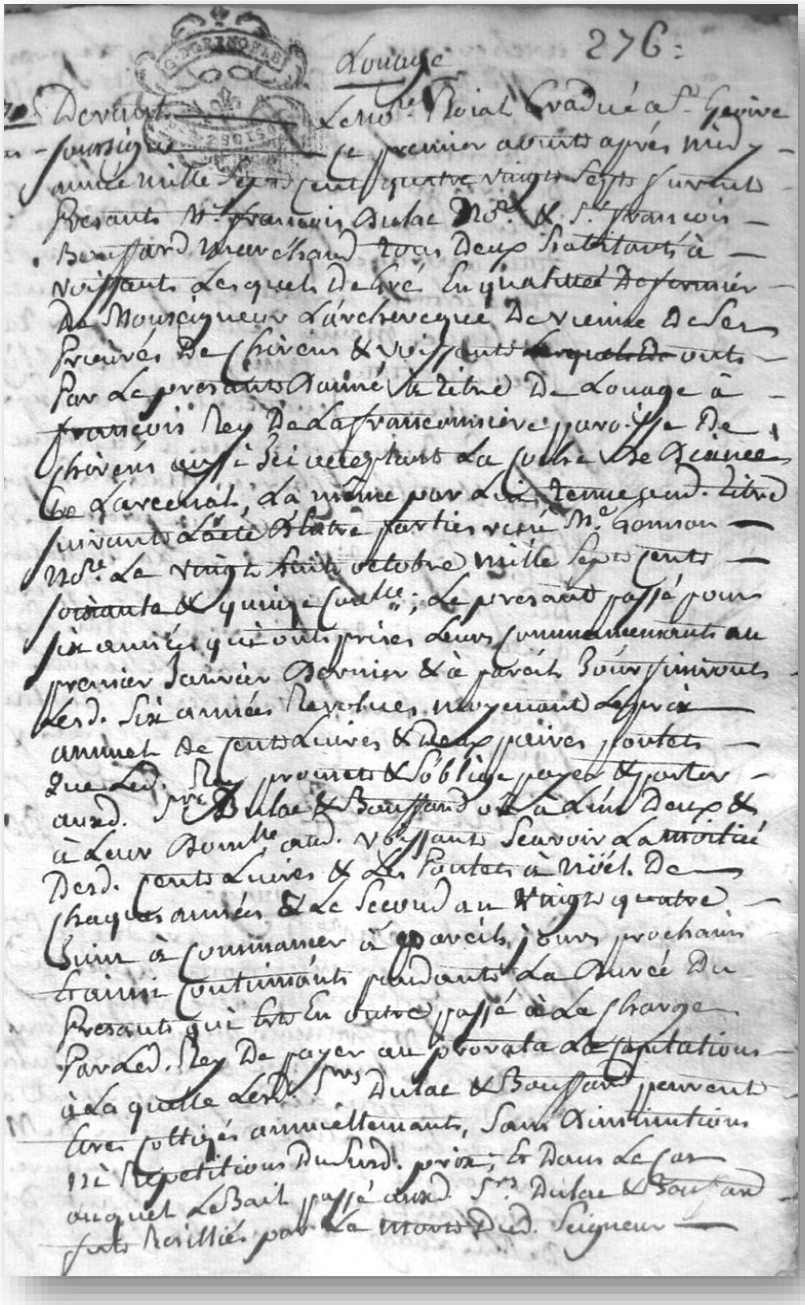
[513] Reçu Charmeil à Tullin.

[514] Reçu Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20258

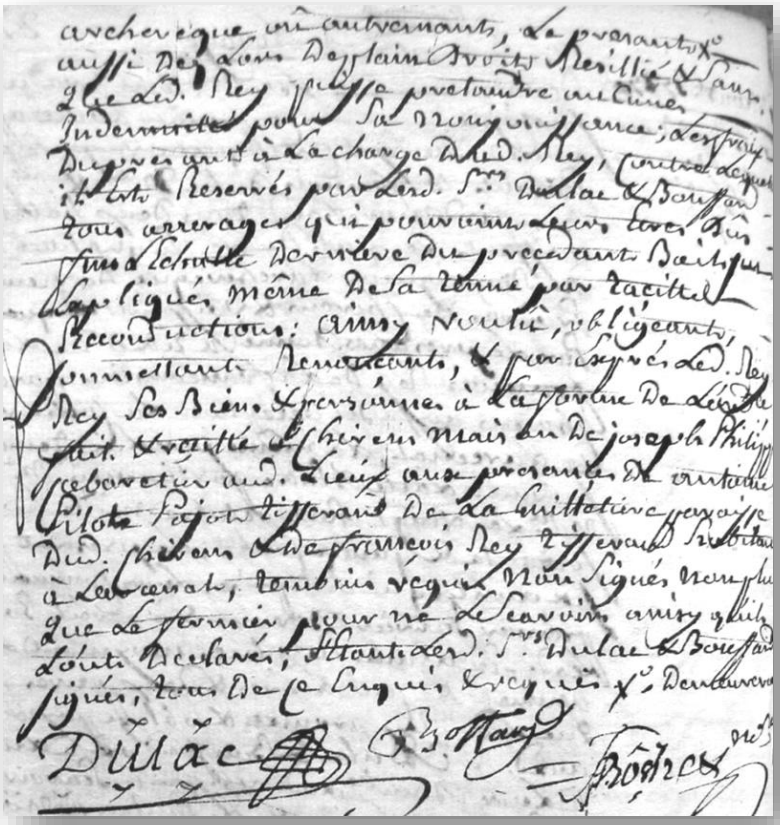
prix a chuté, compte tenu de la dégradation économique : de 124 livres, il est passé à 60 et deux paires de poulets[515].

Le mois suivant, en août, **Antoine Pitot Pajot**, tisserand de *la guilletière* (paroisse de Chirens), est continué dans sa sous ferme reçue en 1781 ; celle-ci n'est pas désignée dans l'acte. Le prix est de 54 livres et deux paires de poulets[516].

Le même jour, **François Boffard** et **François Dulac** continuent à **François Rey** de la *franconnière* à Chirens, la coche de dîme de l'Arsenal qu'il tient depuis 1775. Le prix est de 100 livres et deux paires de poulets[517] :



[515] Reçu Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20258
[516] Reçu Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20258
[517] Reçu Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20258

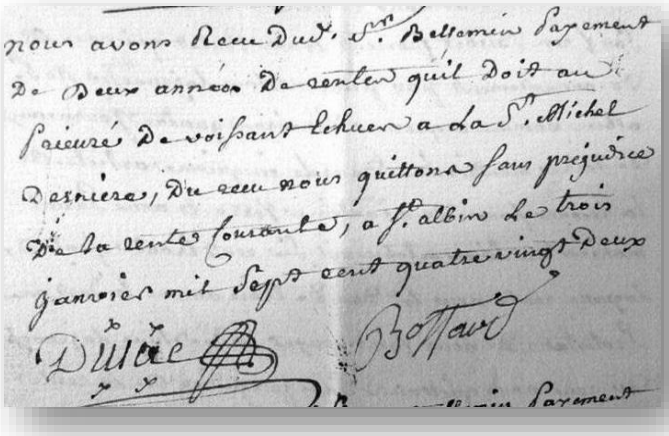


ADI, 3E 20258

Le même jour encore, **Pierre Martin** marchand de Bilieu, est continué dans sa sous ferme des terres et prés dépendants du prieuré de Chirens : terre de *la cure*, pré *rolin*, pré *chantarêt* et pré du *verger*. Le prix est de 192 livres et 10 livres en carpes

Le 2 septembre 1787, **Antoine Rey** de la *franconnière*à Chirens, est continué dans la coche de dîmes de la *franconnière*. Le prix est de 102 livres.

D'autres biens du prieuré de Voissant n'étaient pas affermés comme ceux que nous évoquons plus haut. Ils avaient été arrentés de longue date : en 1634, **Antoine Verre** et **Anne Pascal** (de la grande famille des **Pascal** de Saint-Martin, qui accéda au milieu du siècle à la charge de châtelain de Vaulserre) mariés, reconnaissent tenir une terre du prieuré, pour laquelle ils lui doivent une rente chaque année. Entre 1775 et 1779, **François Dulac** et **François Boffard** quittent, le possesseur de cette terre, **Jacques Bellemin**. Voici l'une de ces quittances, qui s'étalent entre 1777 et 1783 sur le même feuillet[518] :



Archives Boffard

Les derniers renouvellements sont datés de 1787, devant le notaire **Bertet** du Pont-de-Beauvoisin :

Pierre Lanfrey Laperrière de Saint-Bueil reçoit la sous ferme de trois coches de dîmes dans la paroisse. Le prix est de 108 livres, deux chapons paliers et deux chapons gras[519].

Jeanne Bret Vitoz de Voissant, veuve de **François Billion**, reprend la ferme de tous les biens du prieuré situés à Voissant que son

[518] Feuillet que l'on réutilisait donc durant plusieurs années. L'exemple suffit à comprendre qu'un effort est nécessaire pour appréhender cette époque, bien différente de la nôtre.

[519] 23 avril 1787 Bertet au Pont, AD de l'Isère 3E 20293

mari tenait depuis 1774 et 1781 (renouvellement le 15 mai 1781 chez Me **Sébastien Patricot**, notaire de Faverges et beau-frère de **François Boffard**). Le prix est de 250 livres, deux chapons gras et deux palliers[520].

Quelques jours plus tard, **Jean Recoura** (laboureur de Saint-Bueil), obtient la sous ferme de la coche de dîmes de la roche de Saint-Bueil. Le prix est de 71 livres et deux paires de poulets[521].

Dès les débuts de la Révolution, en août 1789, le débat porte sur la dîme : on distingue la propriété privée, sacralisée, et celle des organismes assurant un service public, telle l'Eglise pour le culte, l'assistance et l'enseignement. Ainsi, durant la nuit du 4 août, la dîme est supprimée, « comme n'étant pas d'institution divine, mais usurpée », comme disent les cahiers de doléances[522].

Les biens de l'Eglise de France sont nationalisés, et les ministres du culte salariés à partir de la Constitution civile du Clergé de juillet 1790. En attendant la mise en place du nouveau système, il fallait proroger l'ancien. C'est pourquoi **François Dulac** et **François Boffard** continuent dans un premier temps de percevoir les dîmes suivant le contrat passé en 1786. Ils se démettent dans la première moitié de l'année 1790, et l'archevêque de Vienne remet les baux aux municipalités de chaque nouvelle commune. Elles sont chargées d'administrer les biens des prieurés situés dans son territoire. Ainsi le 2 juillet 1790 comparaissent devant le conseil municipal de Saint-Geoire **Antoine Benoît Cattin**, marchand de Saint-Geoire, **Pierre Lanfrey Laperrière** et **Jean Recoura** laboureurs de Saint-Bueil sur Saint-Geoire, et enfin **Joseph Tirard Gallier** marchand de Saint-Bueil aussi sur Saint-Geoire. Comme anciens sous fermiers de **François Dulac** et **François Boffard**, ils sollicitent de la commune la continuation de leur bail. La réponse de la municipalité n'est pas indiquée[523].

Les registres de la municipalité de Vaulserre ont conservé le procès verbal de la réattribution de ces revenus. Le 27 juin 1790, un représentant de l'archevêque de Vienne comparaît devant la municipalité : il remet au maire les baux des dîmes et les titres fondateurs des droits auxquels il prétend. Cette décision est motivée, selon le procès verbal, par l'approche de la moisson et par le désistement des fermiers **Dulac** et **Boffard** (il est donc bien possible que ces derniers aient volontairement démissionné).

Le 29 juin ont lieu les enchères : **Benoît I Patricot** emporte les revenus de Voissant pour 400 livres ; **Barthélémy Crolard** ceux de Saint-Bueil sur Vaulserre pour 170 livres ; les dîmes du *sâtre* (à Saint-Bueil) jusque là affermées à **Antoine Boffard Cocat**, sont attribuées à **Pierre Curtet** pour 31 livres ; celles de *coreyzin* tenues par **Guillaume Cleyet Marrel** sont attribuées à **Michel Charreton** pour 15 livres ; celles de *la roche* à **Barthélémy Crolard** pour 64 livres[524].

François Boffard aide aussi ceux qui lui sont proches ; par exemple la famille **Cayère Codé**, qui connaît des revers de fortune après la mort de **François** vers 1745. Ainsi en 1745, **Jean**, le fils de **François**, passe de nombreuses obligations à divers créanciers, qui entraînent la ruine de la famille. Une obligation de plus de 637 livres avait été passée en faveur du seigneur de Vaulserre par Jean. Son fils **François** est dans l'incapacité de régler la dette, qu'il doit vendre à **François Boffard**. Ainsi en 1773, **François Boffard** commence à régler l'obligation de 1745, en échange de la vente par **François Cayère Codé** d'un pré verger qu'il possède le long de la *boffardière* (c'est l'actuel jardin potager bordant le chemin qui allait alors de la *chanéaz* au *bertet*. La pièce allait jusqu'au chemin de Saint-Bueil au vieux château de Vaulserre, englobant le chemin d'accès actuel à la maison depuis la croix de la *chanéaz*)[525].

De même en 1774, nouvelle vente de **François** à **François Boffard** : 3760 m² de terre avec 6 rangées de vignes à la *bioudière*. Les 300 livres sont payées au seigneur de Vaulserre pour apurer la même dette.

Il reste alors 727 livres à régler en capital et intérêts, que **Cayère Codé** règle immédiatement par un prêt que lui fait **François Boffard**[526].

---

[520] 22 juin 1787 Bertet au Pont, AD de l'Isère 3E 20293

[521] 25 juin 1787 Bertet au Pont, AD de l'Isère 3E 20293

[522] Comme par exemple ceux de la paroisse de Fontet, dans le Bazadais : article 5.

[523] AD de l'Isère, 1G 23

[524] Registres de la municipalité de Vaulserre, 27 et 29 juin 1790, Arch Dulac. L'emportait celui qui avait fait la meilleure offre, non dépassée durant une heure.

[525] *Livre de raison* du marquis de Corbeau, à la date du 10 mars 1773, Arch Vaulserre livre 35. AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32968, images 200-201

[526] AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32968, images 250-252

Les relations se poursuivent sur le même mode, puisqu'en 1790, ce dernier acquiert un quart de journal de verger (environ 620 m²) à *la chanéaz*. Sur le prix de 33 livres, une partie est payée directement au notaire Bouffier[527].

François Boffard règle aussi la dette de son ami envers les cousins **Richard Berland** de celui-ci : en 1731, **Françoise Cayère Codé** épouse **Pierre Richard Berland** ; en 1774, la dot n'était toujours pas payée : 150 livres[528].

En 1776, nouvelle vente de **François Cayère Codé** à **François Boffard**, d'environ 3750 m² de terre labourable et pré, avec 5 rangées de vignes en très mauvais état, à *la bioudière* de Voissant. Il s'agit du reste de la pièce vendue 2 ans plus tôt. Le prix de 374 livres est compensé entre une dette et une autre dette d'impositions royales de **CayèreCodé** envers **François Boffard**. Il reste 133 livres, que **François Boffard** est chargé de payer aux plus anciens créanciers de **Cayère Codé**[529].

En 1774 toujours, **François Boffard** prête 200 livres à son voisin **Jean Sotat Gorin**[530].

En 1775, **François** est mandaté par **Antoine Gallin** (artisan de Voissant), pour consentir au mariage de son fils **Pierre** « avec **Marie Liatard** … ou avec telle autre que bon lui semblera » ; l'ensemble du contrat est prévu dans la procuration, de la dot à la légitime des frères et sœurs. Le contrat de mariage est signé le même jour 14 janvier 1775[531].

Les uns et les autres se rendaient donc mutuellement service. Sur un autre plan, un voyage à Grenoble (deux jours de cheval) était l'occasion de porter nombre de commissions. A la fin des années 1770, **François** est chargé par **Jacques Bellemin** de porter ses honoraires à son procureur à Grenoble[532].

Sa connaissance de la communauté de Vaulserre est mise à contribution dans les procédures judiciaires, dont les Français étaient déjà friands. Au point qu'on pouvait lire sur les épitaphes : « heureux X , qui a vécu sans procès… ».

Nombre de procédures nécessitaient l'intervention d'auxiliaires de justice ; les contestations de succession nécessitaient la réalisation d'un état précis et détaillé de la valeur de la succession, par exemple. Les plaignants s'adressaient au juge, qui permettait la saisine d'un notaire pour collecter les pièces nécessaires au procès. A défaut d'accord sur ce point entre les parties, le notaire nommait des « experts », parmi les notables du mandement, propres à apprécier sagement et justement.

Ainsi, nous avons déjà évoqué l'expertise menée par **François** en 1761 dans le conflit entre **Louis Grenon de la Balmetière** et son fermier de Voissant **Pierre Pélissier Picot**.

En 1773, **François Dulac** le choisit ainsi que **André Grobon**, notaire de Saint-Albin, dans l'affaire de la succession de **Gabriel Allioud Perraud** et **Louise Villard** sa femme, tous les deux de Saint-Bueil. Dans cette affaire, **Gabriel**, le fils aîné, exploite les biens de la succession et n'avait aucun intérêt à son ouverture. Ses frères **Jean**, **François** et le mari d'**Anne**, ses frères et sœurs obtiennent du juge de Clermont, puis en appel, du bailliage de Vienne, le droit de composer la masse de la succession. L'affaire commence le 30 novembre 1773 par la vérification des titres et qualités et la désignation des deux experts. Le 14 novembre 1775, les plaignants font assigner les experts et leur frère **Gabriel** devant le notaire. **Gabriel** « fait le mort », et les experts refusent d'instrumenter au motif que les biens dépendants de la succession n'ont fait l'objet d'aucune liste ou description même sommaire. Le notaire ordonne alors que, selon la règle, **Gabriel Allioud Perraud**, nanti de tous les titres des terres et meubles dépendants de la succession, en fasse la liste. La difficulté est justement que **Gabriel** refuse de composer cette masse et de procéder à la succession

Le 11 août 1777, nouvelle comparution des frères **Allioud Perraud** et assignation de leur frère aîné pour le 9 décembre de la même année.

---

527 AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E32975, images 1213-1214

528 AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32968, images 258-259

529 AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E32969, images 368-370

530 AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E32968, image 271 ; des ventes peuvent aussi avoir lieu, par exemple en 1775, date à laquelle François vend un bois à Louis Bertet Rat, *idem* image 326

531 AD de l'Isère, actes reçus François Dulac, 3E 32968, images 285-288

532 Jacques Bellemin est héritier d'Etienne Delavy Mercier, mais doit faire valoir ses droits en justice. Dans une lettre à son procureur, chargé de ses prétentions dans la succession d'Etienne Delavy Mercier, Jacques Bellemin lui reproche son refus de prendre ses honoraires de François Boffard qui s'en était chargé : Arch Boffard, Jaune 2

Ce jour-là, **Gabriel** est encore absent ; il reste à ses deux frères d'établir la liste détaillée des biens de la succession. De toute manière, la visite devra attendre la fin de l'enneigement, qui la rend malaisée. Renvoi au 11 août 1778.

Ce jour-là, on assigne une dernière fois **Gabriel Allioud Perraud** pour qu'il déclare la consistance des biens de ses parents.

Le 5 septembre 1780, l'affaire semble en état, mais il faut nommer un expert en remplacement d'**André Grobon**, décédé : est choisi **Sébastien Patricot**, notaire à Faverges et fils de **Benoît I** notre ancêtre : le beau-frère de **François Boffard**.

Après les derniers réglages en septembre, l'inventaire est proposé par les plaignants en décembre à Voissant dans la maison de **Pierre Pélissier Picot**, cabaretier. On comprend alors pourquoi **Gabriel Allioud Perraud** a tant freiné la procédure : plus aucun des biens en cause ne lui appartient : il a tout vendu à des tiers. Ainsi l'affaire a changé de nature juridique : il ne s'agit plus d'évaluer la masse successorale, et les experts n'ont plus de titre à intervenir. Le 19 mai 1781, ils renoncent à réaliser leur rapport et renvoient les parties à se plaindre devant le juge pour dissipation d'héritage[533]… Ainsi, tant d'assignations, tant d'efforts, tant d'argent, tant de temps (1773 à 1781), en pure perte ! Les voies de droit restent ouvertes, bien sûr, mais comment ne pas être sensible au découragement d'une telle issue !

Entre temps, en octobre 1779, **François Dulac** avait été saisi d'un contentieux entre le sieur **Trouilloud**, possesseur d'un domaine à Voissant, et son ancien fermier **Jacques Villeton Pachot**[534]. Le premier reproche au second des détériorations et malversations. Là encore, le notaire commet d'office **François Boffard**, auquel il adjoint **Daniel Joseph Roche**, notaire et vice-châtelain de Saint-Geoire et cousin de **François Boffard**. Les deux experts accèdent au domaine sur l'invitation de **Louis Chappat la combe** nouveau fermier. A la différence de l'affaire précédente, le principal accusé, **Jacques Villeton Pachot,** est présent lors des visites des experts, avec le plaignant et le nouveau fermier. Après ces visites et « pourne faire injustice à aucune des parties », les experts exigent du plaignant un état des lieux d'entrée dans le domaine comme fermier. Le notaire relaye cette exigence. Et là, surprise : la procédure s'arrête sur cette exigence. Il devient évident qu'aucun état des lieux d'entrée n'avait été pratiqué…[535]

Le 29 janvier 1788, dernière expertise que nous ayons conservée : François Dulac intervient comme commissaire député du juge du marquisat de Corbeau Vaulserre. **Marie Bertet Bornaton** de Voissant encore sous curatelle (**Louis Sotat Gorin**) veut faire inventorier la succession de son père **Claude**, décédé en 1782. Il faut faire assigner les créanciers de la succession ; c'est le cas de **Justine Cayère Codé** veuve de **François Marillat** habitante de Grenoble ; de **Marguerite Millet** veuve d'**Etienne Magnin** et mariée en seconde noces à **Michel Vianey Liaud** ; sieur **François Guichard**, maître menuisier de la Tronche ; et enfin **Catherine Billot Mornet** sa mère, veuve de **Claude Bertet Bornaton**.

Pour dresser l'inventaire de la succession, sont nommés par le notaire : **François Boffard**, bourgeois de Voissant, et **Pierre Allégret**, ancien procureur au parlement de Grenoble, châtelain de Saint-Geoire (et beau-frère de **François Boffard**) ; l'inventaire fait le détail des meubles et papiers trouvés dans la maison et les granges de *la chanéaz* ; les immeubles ne sont pas détaillés[536].

Nous avons déjà décrit l'état lacunaire des archives judiciaires ou leur difficulté d'accès. Malgré tout, elles gardent le souvenir de quelques procédures ayant impliqué directement **François Boffard** :

Entre 1773 et 1776, il fut opposé à **Benoît Gros**, curé de saint-paul[537].

En 1785, nouvelle mention dans les archives de la justice de Vaulserre : **François Boffard** est opposé à **Pierre Mabillon**, maître boulanger du Pont-de-Beauvoisin, comme mari et maître des droits de **Marie Richard Berland**.

L'affaire, qui débute le 14 avril 1784, est liée à la vente à François d'un domaine par **Elisabeth Micoud** veuve de **Bernardin Richard Berland** le 15 février 1775. L'ensemble comporte une maison au toit de paille, des prés, terres, vignes et bois sur Voissant, Saint-Martin et Saint-Albin. L'ensemble est vendu au

[533] Procédure tirée des papiers du notaire Dulac, petit registre relié propre à cette affaire, Arch Boffard, Jaune 1

[534] Contrat de ferme reçu le 5 mai 1774 Me Prié à Grenoble.

[535] Procédure en octobre et novembre 1779, tirée des papiers du notaire Dulac, petit registre relié propre à cette affaire, Arch Boffard, Jaune 1

[536] Procédure tirée des papiers du notaire Dulac, petit registre relié propre à cette affaire, Arch Boffard, Jaune 1.Signalons que Marie Bertet Bornaton épouse son voisin François II Boffard (le fils de François notre ancêtre) le 17 octobre 1795.

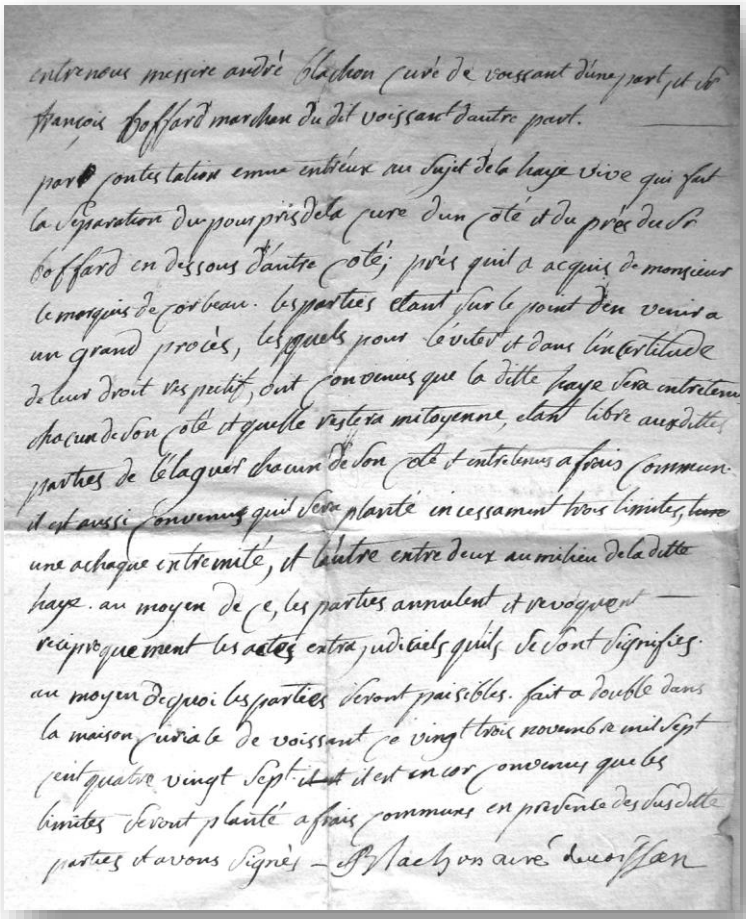
[537] AD de l'Isère 16B 83

prix de 1 436 livres, payées comptant[538]. Leur fille **Marie Richard Berland** et son mari obtiennent le droit de faire expertiser la valeur des biens. **François Boffard** doit représenter tous les meubles compris dans la vente, ainsi que tous les arbres existant dans le domaine au moment de la vente.

Mais les recherches sont insuffisantes dans ce domaine. Il faut approfondir.

Le sort incertain d'une affaire judiciaire était aussi bien connu qu'aujourd'hui, au point d'en être, comme aujourd'hui, un argument de plaidoirie. Avant de recourir à ce moyen incertain et coûteux, et à tous les instants d'une procédure, les uns et les autres s'efforçaient d'en finir à l'amiable. Une illustration nous en a déjà été donnée par le règlement du conflit successoral avec les **Cholat**. Dans ce cas, l'accord est passé devant notaire.

Pour les affaire de moindre importance, par hypothèse les plus nombreuses, on se contentait d'un acte sous seing privé. Malheureusement pour les chercheurs, ce sont là des actes plus fragiles aux injures du temps, et qui laissent moins de trace. Le hasard fait parfois bien les choses : lorsque nous avons dépouillé les archives de la cure de Voissant, sauvées d'un sort funeste par M. **Albert Freton**, nous y avons découvert les registres paroissiaux de Voissant au XIXème siècle, des archives de la fabrique de Voissant (organisation des paroissiens chargés de la gestion matérielle de la paroisse), et de moments bien particuliers comme la confiscation des biens qui suivit la séparation de l'Etat et des églises. Enfin des livres d'intentions de messe et de recension des familles chrétiennes de la paroisse, renseignés par le curé, avec un certain regard inquisiteur d'ailleurs. On y trouve quelques remarques bien senties sur la pratique, régulière ou non, et quelques faiblesses de certains paroissiens. Et, au détour de ces archives qui concernent toute la paroisse, la copie d'un accord de 1787 entre le curé de Voissant, **André Blachon**, et **François Boffard**. Le différend portait sur la propriété d'une haie ; il est convenu que celle-ci sera mitoyenne et sera entretenue à frais commun. Voici cet accord :



Archives de la Cure de Voissant

Dans les années qui précèdent la Révolution, **François Boffard** se livre à plusieurs acquisitions. L'achat du domaine de la *Lardinière* en 1781 a déjà été évoqué.

Dans ces années, il achète aussi au seigneur de Vaulserre le pré qui fait l'objet de l'accord avec le curé **Blachon**[539].

On peut aussi mentionner l'achat d'un pré à **Antoine Brossat**, et d'un fond à **Pierre Rosset**[540].

Entre 1764 et 1767 a lieu l'acquisition du domaine du sieur **René Vial**, avec lequel **François** semble avoir eu les meilleures relations ;

[538]AD de l'Isère, actes reçus François Dulac, 3E 32968, image 295

[539] Nous ne possédons pas l'acte.

[540] Ces deux acquisitions ne sont connues que par le contrat de mariage de Laurent, le fils aîné de François, en 1790 : Arch Boffard, Jaune 2

ce domaine était important, puisqu'il valait près de 50% des biens de **François**. La taille de 1771 mentionne encore les deux cotes, réglées par **François** : 33 livres pour son bien personnel, près de 15 livres pour le domaine **Vial**[541].

Le 15 mai 1786, échange de fonds avec **Pierre Chaney Savoyen**, pour une somme équivalente de 150 livres. **François Boffard**, bourgeois de Voissant, donne 2 journaux et ¼ de terre, verger et côte, la plupart *chez les boffard* à Voissant. **Pierre Chaney Savoyen** vigneron de Voissant, donne ¾ de journal de vignes à la *chanéaz*. C'est ainsi que les **Boffard** abandonnent *les boffard*, et que ce lieu-dit perd son nom[542].

En 1788, **François** achète aussi une rente à son beau-frère **Pierre Baudrand** notaire à Faverges. 2 habitants de Faverges lui doivent annuellement 43,10,2 livres. Dans le même acte, il acquiert une autre rente, de 11 livres payables par un autre habitant de Faverges. Ces pensions avaient été constituées dans les années 1760 en contrepartie d'albergements[543].

En 1790, il vend à **Jean Chaney Savoyen** 3 quart de journal ((1 900 m² environ) de pré à *la galanière*. Le prix est de 324 livres[544]. Les 100 livres restantes seront payées en 1792 à **Laurent Boffard** par **Pierre Chaney Savoyen**, frère et héritier de Jean[545].

François continue de remembrer son domaine : à une date inconnue, il acquiert la plus grande partie de l'héritage **Larderat**, dont la maison « martin », maison encore occupée par les **Boffard** jusqu'en 2000. Nous ne possédons pas l'acte, mais la mention en est faite dans la description des biens relevant du fief des héritiers **Garnier**, en 1788. Pour cette maison, **François Ier** payait donc les droits seigneuriaux aux héritiers des **Garnier**[546].

Le 25 mai 1789, **François** réalise sa plus grande acquisition : le « domaine de la *chanéaz* », qui appartenaient aux descendants de la famille **Garnier**.

Le 1er mai 1789, **Pierrette de la Coste**, épouse de **Laurent César de Chaléon**, héritière de son oncle **Pierre du Sozay**, vend à **Etienne Bon**, procureur au bailliage de Grésivaudan, tous ses biens de Vaulserre, Saint-Geoire, Miribel et lieux voisins[547]. Parmi ces biens figurent deux trésors : deux terriers, l'un sur Voissant, tenu par **Benoît I Patricot** comme fermier et l'autre sur Miribel tenu par **Jean Vachon** au même titre sur ce dernier mandement[548]. La directe du terrier de la chapelle Saint Antoine de Voissant est comprise dans la vente, ainsi que le patronage de la chapelle Saint Pierre de Mollarond, aussi dans l'église de Voissant[549].

Le prix est de 153 000 livres ; l'acheteur doit aussi habiller trois pauvres de Voissant par an, en application d'une clause du testament de **Suzanne de Garnier** épouse de **Pierre de Ferrus** en 1705[550].

Cette vente avait été consentie à Me **Etienne Bon** et à un ou plusieurs de ses amis. C'est une « élection d'amis » : les uns et les autres s'étaient mis d'accord pour diviser les biens acquis entre eux. Ainsi à partir du 25 mais 1789, **Etienne Bon** vend à ses « amis » les biens prévus :

---

[541] Taille 1764, 66 ; taille 1767, 674 ; taille 1771, 1408, le tout aux Arch Dulac

[542] AD de l'Isère 8C 2077, enregistrement du Pont-de-Beauvoisin ; notons que le contrat d'échange n'évoque pas le lieu dit *boffard* : AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32973, images 992-993

[543] AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32974, images 1133-1134

[544] AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32975, images 1219-1220

[545] AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32976, images 1297-1298

[546] Arch Vaulserre, L 4205

[547] Vente reçue Vachon à Entre-deux-Guiers, AD de l'Isère 3E 25154

[548] Les terriers sont des registres qui conservent les preuves des droits seigneuriaux et surtout des rentes et cens qui lui sont dus par les paysans chaque année. Sans terrier, pas de perception possible de ces droits. La Révolution le réaffirme, ce qui explique la chasse aux terriers à laquelle se livrèrent les municipalités, pour les brûler comme instruments de la féodalité.

[549] Le terrier de la chapelle Saint Antoine appartient au seigneur de Vaulserre. La directe du terrier signifie que les biens de cette chapelle se trouvent dans la seigneurie des Garnier ; cela leur permet de lever des droits sur les mutations de ces biens. Jean Garnier avait acquis cette directe en 1622 des héritiers de Jacques de Clermont le fondateur de la chapelle. Ainsi le droit de patronage (droit de nommer le desservant = « recteur ») de la chapelle Saint Antoine et le terrier étaient passés aux Corbeau en même temps que la seigneurie de Vaulserre, alors que la directe seigneurie des biens affectés à la chapelle étaient restés aux héritiers féminins des Clermont. Jusqu'à 1622 et l'acquisition par les Garnier : Arch Vaulserre L 4200

Le patronage de la chapelle Saint Pierre de Mollarond signifie que les Garnier et leurs descendants ont le droit de nommer le recteur de la chapelle. Soit qu'ils aient fondé cette chapelle, soit qu'ils aient acquis ce droit des fondateurs, ce qui est le cas ici.

[550] Cette obligation sera exécutée jusqu'en plein cœur du XIXème siècle, lorsque le marquis de Corbeau achètera le domaine des héritiers de Benoît Patricot (1827). Nombreux documents sur cette vente, tirés des Archives de Vaulserre.

-Antoine Brossat, châtelain de Vaulserre, la ferme du *grand crolard*, celle du *petit crolard* qui appartenait au domaine de *la chanéaz*, avec notamment le pré *bramaret*, et les biens de Saint-Albin. Il acquiert aussi une rente que doit **Antoine Berger Potageon**. Le tout pour le prix de 5 748 livres.

-**François Boffard**, le domaine de *la chanéaz* et 2 journaux de terre et broussailles à la *grabitière*, pour la somme de 9 436 livres. Le domaine est constitué notamment des terres de la *combette*, du *savoyen*, des *cossilles*et autres lieux-dits.

Le 25 mai 1789, **François** acquiert aussi d'**Antoine Brossat** 2 journaux de pré (dans le *pré bramaret* et deux autres journaux de vernay pour le prix de 500 livres, les 4 journaux provenant aussi de la vente Chaléon[551].

-La **veuve du marquis de Vaulserre**, le terrier antique des Garnier sur Vaulserre et surtout Voissant. Par exemple, **François Boffard** nouveau propriétaire du domaine de *la chanéaz*, continuera à payer les cens et divers droits seigneuriaux, non plus aux héritiers des **Garnier**, mais aux marquis de **Corbeau de Vaulserre**. La veuve du marquis acquiert aussi la directe d'une rente due par **Catherine Perrin Grivaz** veuve de **Jean Freton**, mais non la rente elle-même ; la rente due par **François Dulac** est partagée et sa directe est entièrement vendue ; la directe du terrier de la chapelle Saint Antoine de Voissant. Le tout est vendu pour 21 000 livres, plus une rente de 18 livres annuelles à verser à la cure de la Bridoire (en Savoie).

-**Antoine Buscoz**, les fonds qu'il tenait déjà en sous ferme de **Benoît I Patricot**, le fermier général de ces biens de la dame veuve de Chaléon. Le prix est de 924 livres. Malheureusement, les biens en question ne sont ni décrits ni dénommés.

-**Benoît I Patricot**, ancien fermier général de tous ces biens, et principal bénéficiaire de cette élection d'amis. Il acquiert le « domaine de Voissant », comprenant notamment le château Garnier, appelé jusqu'à aujourd'hui « château Patricot » ; le domaine tenu en sous ferme par **Isaac Boffard Cocat**, non dénommé ni décrit ; le domaine de *la talaudière*, ainsi que les bois châtaigneraie du *melet*, appartenant au domaine de *miribelière.* Le prix, considérable : 61 664 livres ! Sans oublier le devoir d'habiller les 3 pauvres de Voissant par an, obligation insérée dans son testament par **Suzanne de Garnier**, dernière porteuse du nom.

-**François Dulac** de Voissant, notaire et vice châtelain de Vaulserre. Il acquiert le domaine de *la réjonnière* à Voissant. Le prix est de 6 564 livres.

Ce sont là les principaux bénéficiaires de cette élection d'amis. Beaucoup d'autres sont concernés, pour des montants plus faibles.

-Antoine Denis Ogier laboureur des *servajettes*, pour 5 120 livres ;

-Claude Bardin Prieur de Saint-Geoire, pour des terres de Saint-Geoire et le prix de 500 livres ;

-Benoît Divat marchand de Miribel pour des biens de Miribel et le prix de 1 496 livres ;

-Benoît Pélissier, fils émancipé de **Pierre**, de Voissant, pour les fonds qu'il tient en sous ferme, et pour le prix de 636 livres. Les biens ne sont pas décrits ;

-**François Chaney Prince** de Voissant, pour des vignes à la *galbitière*, le pré *boinan*, des terres au *mont*, aux *emptes*, à la *roche*, en *gabert*, le tout à Voissant. Le prix est de 1 830 livres.

-**François Bertet** de Voissant, pour des prés et terres en *grobon*, en *gabert*, en *boinan*, à la *chanéaz*, au *mont*, en *merdaril*. Le prix est de 724 livres.

-**Claude Garrel**, pour des bois et broussailles à *la boutonnière* à Saint-Martin, pour le prix de 200 livres.

-Louis Gudimard de Saint-Bueil, pour des biens s'y trouvant, pour le prix de 1 550 livres. **Antoine Brossat** garantit la solvabilité de l'acquéreur.

-Antoine Berger Potageon de Saint-Bueil, pour des fonds s'y trouvant, et pour le prix de 24 livres.

-Jacques et **Pierre Bellemin**, frères et tous deux bourgeois de Saint-Albin, pour des biens de Saint-Martin au *cossert* et au *terrat*, pour le prix de 72 livres pour le premier, et 1 600 pour le second.

-Jacques Berger de *péréaz*à Voissant, pour le domaine tenu en sous ferme par François Morard Châtaignier, des terres aux *borruelles* (?), en *l'épinette*, le tout à *péréaz*. Le tout pour le prix de 5 840 livres.

-Jacques Freton, laboureur de *péréaz* à Voissant, pour une terre aux *borruelles*, en *l'épinette*, et aux *ourdoux*, le tout à *péréaz*. Le prix est de 1 060 livres.

[551] AD de l'Isère, reçu François Dulac, 3E 32974, image 1175

-Jean Bertet Bornaton, laboureur de Voissant, pour le domaine qu'il tient en sous ferme. Louis Bertet est caution.

-Joseph Dardarin, fils de Benoît, laboureur de Miribel, pour des terres à Miribel derrière le domaine de *bozonnier*. Pour le prix de 1 368 livres.

-Joseph Fuzier, curé de Saint-Martin, pour les bois au *bournay*, et à *la rigole* ; terre en *valier*, bis de la *cote guiboud*, bois aux *rivoires*, terre et pré au *boutrat*, et enfin pré au *buyat*. Le prix est de 2 128 livres.

-Joseph Mollier Rousson dit Canard, des *servajettes* à Miribel, pour des biens s'y trouvant. Le prix est fixé à 222 livres.

-Louis Bertet Rat tisserand de Voissant, pour une vigne en *buquinière*à Voissant et d'autres fonds à Voissant. Le prix est fixé à 400 livres.

-Louis Dardarin laboureur de Miribel, pour le pré du *mas* à Miribel. Le prix : 2 800 livres.

-François Millioz et **Jean Arragon** des Echelles et Entre-deux-Guiers, acquièrent le terrier de Miribel, pour le prix de 7 600 livres.

-Claude et **Etienne Montagnat Valette**, père et fils de Miribel, pour le bois des *sabots* à Miribel. Le prix : 386 livres.

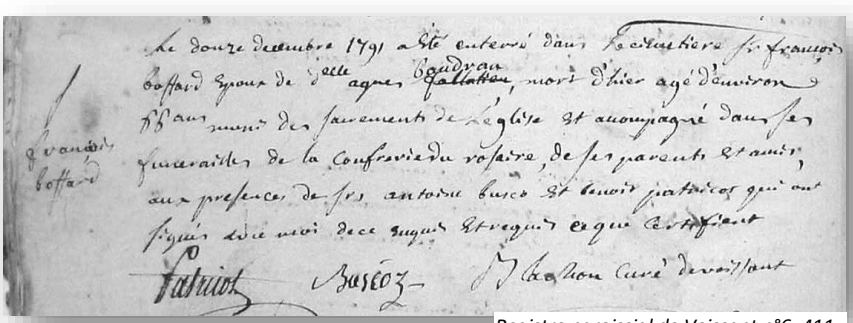
-Prosper Bernard de Saint-Martin, pour un bois châtaigneraie sur Saint-Albin, en *bat*. Le prix est de 84 livres.

En 1789 éclate la Révolution. **François** est âgé de 62 ans, âge vénérable à cette époque. On ne sait quels furent ses sentiments face aux événements. Les actes de la communauté de Vaulserre trahissent peu d'émoi jusqu'à la Terreur : cependant, en septembre 1789 : « pour la sûreté publique et le maintien du bon ordre, il convient de faire une levée d'homms nécessaire pour la formation de la milice bourgeoise pour la garde de la communauté et de la province, ce qui a déjà été fait par la plupart des communautés voisines. En conséquence, le comparaissant, persuadé que les habitants de cette communauté non moins jaloux de ce devoir patriotique que leurs voisins… c'est pourquoi il a fait convoquer cette assemblée… ». Ainsi la communauté traîne un peu les pieds à s'organiser. L'ensemble des actes dont nous disposons ne montre aucun empressement dans un sens où l'autre. Les élites rurales ne savent pour l'instant où est leur véritable intérêt, elles qui tirent le meilleur profit de leur cohabitation entre la noblesse et la paysannerie.

Ainsi la communauté applique sans passion mais sans frein les nouvelles lois, et notamment celles qui organisaient les municipalités et les nouvelles impositions.

Le 14 février 1790, les 117 citoyens actifs (hommes de plus de 25 ans, domiciliés dans la communauté depuis un an, avec une certaine fortune) élisent leur municipalité : **Jacques Bellemin** est élu maire ; à l'unanimité, le procureur syndic de la commune est **Charles Garavel**, bourgeois de *Bat* (paroisse de Saint-Martin) ; au nombre des voies obtenues **Jean Baptiste Valory**, curé de Saint-Albin, est premier officier municipal, **François Boffard** second ; puis **Antoine Buscoz**, **Ennemond Allioud Gossard**, **Vincent Bermond**. Vaulserre compte donc 5 officiers municipaux. Il fallait aussi élire 12 notables, au plus grand nombre des voies : **PierreMuzy**, **Pierre Blanc la jeunesse**, **Jacques Neyton**, **Antoine Billion**, **Jean Bertet Bornaton**, **Joseph Gallin**, **Isaac Boffard Cocat**, **Pierre Rosset**, **Jeoffray Tirard**, **Barthélémy Crolard**, **Jacques Lanet** et **Guillaume Cleyet Marrel**[552].

Dans le courant de l'année 1791, **François** décide sans doute de mettre en avant son fils aîné **Laurent**, déjà élu capitaine de la garde nationale de la section de Saint-Bueil en septembre 1789 (**Jacques**



Registre paroissial de Voissant n°6, 411

[552] Arch Dulac.

Bellemin pour la section de Saint-Albin, **Charles Garavel** pour Saint-Martin, et **François Dulac** pour Voissant). Le 6 février 1791, **François** signe encore le procès verbal de la municipalité ; le lendemain, c'est **Laurent** qui signe un procès verbal pour la désignation des indicateurs du nouveau système fiscal. Il en est ainsi tout le mois de février. **François** signe de nouveau en mars. Nos assemblées suivies s'arrêtent fin juin 1791, et reprennent seulement en septembre 1792.

François, entre temps, est mort. En août 1791, il se sent faiblir. Il rassemble autour de lui son neveu **Pierre Allégret**, et **Jean René Dode**, tous deux notaires à Saint-Geoire. Le sujet était le règlement d'une difficulté de délivrance d'un legs dans les familles Bernard, Bertet Bornaton et Billiot Mornet. En réalité, on organise aussi la succession de François[553].

Il décède en décembre :

Le 18 novembre 1791, il avait récité son testament devant son grand ami le notaire **François Dulac** ; il lègue les pauvres de Voissant (30 livres) ; les curés **Pascal** de Saint- Bueil, **Blachon** de Voissant, l'abbé **Bellemin** de Chimilin et l'abbé **Fallatieux** ancien vicaire de la Bâtie Montgascon (ce qui devrait entraîner des recherches chez les notaires de la Bâtie…°) (25 livres), en échange de 50 messes basses de requiem par chacun d'eux.

Chacun de ses enfants (**Joseph**, **Benoît**, **Pierre** et **Antoine Martin Boffard)**reçoit la somme de 200 livres en plus de leur légitime, fixée à 2 000 livres dans le contrat de mariage de leur frère aîné **Laurent** le 25 novembre 1790 ; de même, **Louise** sa fille reçoit en plus la somme de 400 livres ; **François** le fils homonyme, ne reçoit rien de plus (il avait déjà reçu 400 livres de plus dans le contrat de mariage de 1790). En réalité, la légitime sera fixée amiablement entre les frères et sœur à 3 000 livres[554].

Agnès Baudrand reçoit la jouissance d'une maison, d'un lit garni et d'une petite chambre attenante à une vieille maison acquise d'**Etienne Bon**. Tout cela en plus de la paille, du foin, d'arbres fruitiers et des produits d'une vache qu'il lui avait donnés en 1790. Il faut bien prévoir le veuvage d'**Agnès Baudrand**, et les relations potentiellement difficiles avec un héritier qui n'est que son beau-fils…

L'héritier universel est **Laurent Boffard**, selon la donation que lui fait son père à l'occasion de son mariage avec **Françoise Patricot**[555]. Sauf la somme de 10 000 livres et toutes ses dettes actives, que François s'était réservées dans ce contrat de mariage. C'est sur cette somme, et tout ce qu'il avait pu gagner en 2 ans environ, qu'il peut assigner dans son testament ces legs supplémentaires à **Joseph**, **Benoît**, **Pierre**, **Antoine Martin** et **Louise Boffard**.

Compte tenu de ces éléments (3 000 livres par enfant) et du droit de la légitime[556], on peut estimer la valeur du patrimoine de François à 47 000 livres, + les 10 000 livres qu'il se réserve pour apurer ses dettes. Les 47 000 livres sont donc très probablement sans dettes (à comparer aux 2 100 livres environ du patrimoine de son père Isaac ; mais la monnaie avait bien perdu de sa valeur entre 1736 et 1791).

Durant la révolution (1795), les « livres » ont été transposées en « francs », sans changement notable de valeur (1 livre = 0.98765 FF ; pour des raisons pratiques, nous ferons comme si la valeur avait été la même). En outre, les historiens considèrent que la livre de Louis XVI a perdu 30 fois sa valeur entre 1789 et 1900. Les calculs font donc apparaître un patrimoine d'environ 3 millions d'euros ou plus de 20 millions de francs[557].

---

553 AD de l'Isère, notaire François Dulac 3E 32976, images 1337-1338

554 AD de l'Isère, notaire François Dulac 3E32976, images 1330-1331 ; le testament est en 1332-1334

555 Arch Boffard, Jaune 2

556 Calcul auquel se livre le notaire François Dulac en 1762, Arch Dulac.

557 Avec une marge d'erreur certaine. L'importance de cette somme est évidente, mais doit être nuancée :

On ne peut tenir compte du seul critère de l'évolution de la monnaie ; dans un pays à 95% agricole, un patrimoine terrien représente une valeur certaine. Le même patrimoine aujourd'hui est loin d'avoir la même valeur…

Rappelons aussi que l'élévation générale du niveau de vie dissimule parfois les conditions de vie de nos ancêtres. Notons, par exemple, qu'une charge de conseiller au parlement de Dauphiné est estimée à 14 000 livres en 1784 : Clarisse COULOMB, « Les juges du parlement de Grenoble XVIIème – XVIIIème siècles » in Olivier COGNE (dir), *Rendre la justice en Dauphiné de 1453 à 2003*, PU Grenoble « La Pierre et l'écrit », 2003, p. 133

En somme, si l'on voulait actualiser raisonnablement le patrimoine de François, il faudrait y voir aujourd'hui quelqu'un capable de vivre et faire vivre largement sa famille de ses rentes, c'est-à-dire des intérêts de son capital. Pour une estimation plus précise encore, on peut consulter Tristan BOFFARD, *Dictionnaire historique de Vaulserre*, article Poids et mesures.

Il faut noter de François avait commencé à acquérir des terres nobles, but poursuivi par tous les notables, des villes comme des campagnes : taille de 1788, 131 : 46.6 sols d'imposition.

Quant à la surface totale de ses terres, elle peut être estimée à environ 28,5 hectares, ce qui le place au quatrième rang des surfaces de Vaulserre, derrière le seigneur marquis de **Corbeau**, **Jacques Bellemin** et **Benoît I Patricot**[558].

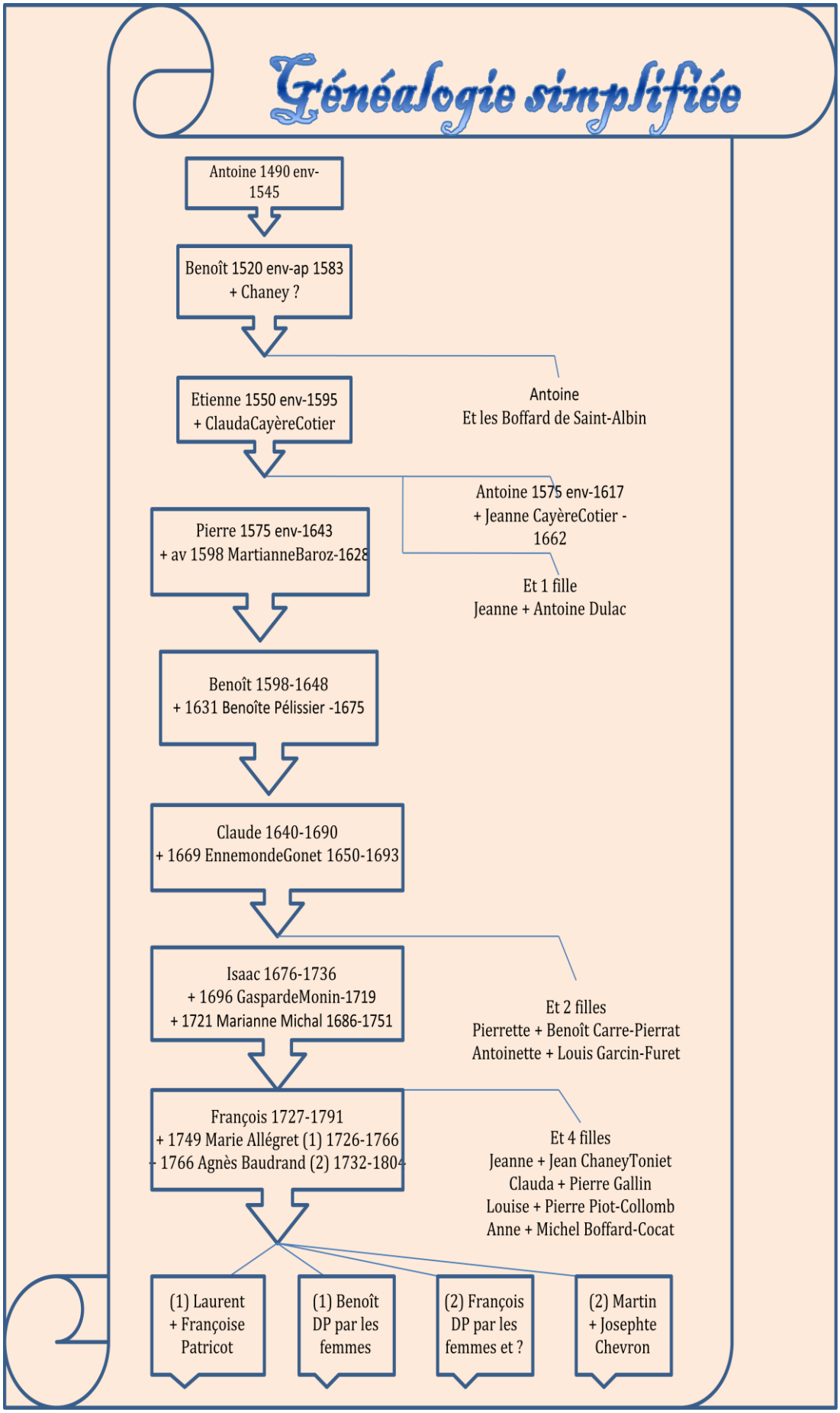
Avec le décès de **François Boffard** se termine une histoire rigoureusement commune de tous les **Boffard**. Notre tronc commun disparaît en même temps que les événements politiques se précipitent. La tourmente révolutionnaire fera son œuvre dans la famille comme en France. Même si l'on a l'impression que tout suit ou reprend son cours dès la fin de la Révolution, en réalité rien ne sera plus pareil. La famille était en pleine ascension sociale. L'Ancien Régime aurait survécu que nous aurions acquis, à la génération des enfants de **François**, une de ces charges qui fait l'honorabilité. Puis la noblesse, à long terme. D'autres familles ont vécu le même destin : les **Dulac**, les **Bellemin**, les **Brossat** ou **Patricot** notamment. Partout c'est une impression de permanence, mais les codes ont changé : l'ascension ne passe plus par les mêmes canaux, notamment plus par la terre et certains se sont mal adaptés. Les **Boffard** en sont un bon exemple, notamment l'aîné de la famille qui garde la propriété familiale en imaginant qu'il s'agit toujours de la meilleure manière de grimper l'échelle sociale[559].

Désormais ce sont les branches puînées, contraintes de quitter une terre exiguë, qui prospéreront dans le commerce ou les professions juridiques. La branche aînée parviendra à conserver son lustre, à Voissant…

[558] Voyez la somme des 3 cotes des frères et sœurs Boffard, héritiers de François, déclarées aux matrices cadastrales de Vaulserre de 1792 : http://pagesperso-orange.fr/famillesdevaldaine/page5.html, Parcellaire 1792, classement par rang de surface.

[559]Dans les années 1880, les paysans réalisaient cette évolution ; c'est ainsi qu'en 1878, **Romain Boffard** (confiseur à Lyon), conseille à son frère **Jules** (corroyeur à Lyon), de vendre les terres et d'investir son argent : « comme je te l'ai déjà dit, nos terres perdent de valeur … et alors abondance de denrées fait diminuer le prix, enfin ce pauvre Voissant est cruellement éprouvé… » (Lettre du 22 mai 1878, Arch Micoud 96)

Généalogie simplifiée



II. Une floraison de rameaux (1789-1914)

La Révolution est un événement commode pour commencer ce paragraphe II ; d'abord, la césure historique est telle que chacun l'a en mémoire, et que nombre d'ouvrages l'utilisent ; ensuite, la Révolution est une vraie période de remises à plat et de bouleversements dans tous les domaines : mariage, succession, filiation, propriété privée, cadre de vie avec la puissance de l'Eglise qui s'effrite ; enfin, la période des patriarches **Boffard** cesse : les deux épouses (successives) de **François** (« François I » pour le distinguer d'autres **François Boffard**) ont mis au monde 13 enfants, dont 7 ont une descendance ! La mort de **François I**(1791) est le début d'une nouvelle époque : de rares et simples qu'ils étaient, les **Boffard** deviennent nombreux et complexes.

Trois bonnes raisons de commencer leur histoire en 1791, disons à la Révolution.

1914 évoque notoirement la fin d'un monde, que l'on a appelé plus tard la « belle époque » ; les nuages s'amoncellent dans un ciel serein, l'orage gronde et éclate avec fracas durant l'été. Désormais plus rien ne sera comme avant. La cruelle saignée de la population (1.5 millions de morts français) entraîne l'accélération des mutations économiques et sociales. Cette date est aussi fréquemment usitée des historiens.

Au delà de ces bouleversements, cette époque marque aussi la fin du travail de l'historien des familles : on sait que les documents d'état civil ne sont pas communicables avant un délai de 100 ans, pour des raisons de confidentialité compréhensibles. Il doit en être de même pour les histoires.

Deux bonnes raisons de terminer, provisoirement, notre histoire en 1914.

Précisons enfin que nos recherches dans les archives des notaires trouvent leur terme en 1865 environ. A cette époque s'interrompent les tables des acquéreurs et des vendeurs des services de l'Enregistrement (des actes des notaires). Il n'existe pas de tables ultérieures : tous les registres des notaires proches de Voissant doivent être consultés. Faute du temps nécessaire et des conditions de communication des documents par les services d'archives, ce travail de bénédictin n'a pu être mené…[560]

Compte tenu de la quantité de nos branches et du nombre de générations qu'elles renferment, il nous faut adopter une numérotation « américaine ». Un chiffre est attribué à chaque enfant mâle de **François I**auteur d'une descendance : **Laurent** (1), **Joseph** (2), **Benoît** (3), **Pierre Emmanuel** (4), **François II** (5), et **Antoine Martin** (6). L'attribution d'un chiffre signifie qu'un développement spécifique est proposé. Seuls les garçons, et lorsqu'ils ont une descendance, reçoivent un numéro ; ainsi dans le cas de **François I**, aucun numéro n'est attribué aux six autres garçons de **François I**, qui n'ont pas eu de descendance, et a fortiori à ses trois filles. La vie des filles des personnages « numérotés » est développée à la fin de la vie des parents faisant l'objet de ce numéro. Par exemple : **Laurent** (1759-1818) numéroté 1, a trois garçons ayant laissé une descendance, et une fille : **Julie**. La vie de celle-ci est abordée à la fin de l'étude sur son père. Suit ensuite une étude spécifique par garçon, dans l'ordre de leur naissance : **Noël** (1.1), **Joseph Romain** (1.2) et **François Napoléon** (1.3).

Cette organisation est reproduite à chaque génération.

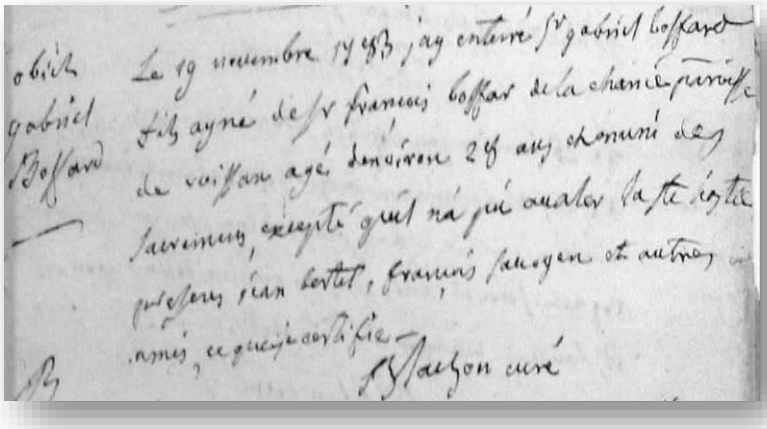
De tous les enfants de François, ceux qui n'ont pas laissé de descendance doivent être évoqués ici :

Etienne est né en 1748 et décédé en 1753.

Marianne est née en 1753 et décédée en 1756.

[560] C'est là encore une voie d'amélioration de ce travail, présentée à la sagacité des chercheurs futurs.

Gabriel est né en 1756, et décédé en 1783. Ce fut sans doute un drame pour ses parents, qui depuis longtemps l'avaient préparé à prendre la succession du père. On le voit apparaître dans les registres paroissiaux de Voissant à diverses reprises : il est parrain de **Gabriel** fils de **Jean Bertet** et **Louise Meyer** en 1768[561], et de son frère **Isaac** la même année[562] ; témoin du mariage de **Pierre Chaney Savoyen** et de **Jeanne Matthieu Meyer** en 1769[563] ; et enfin témoin du baptême de **François Cayère Codé** (fils de **François** et **Denise Croibier Bâton**) en 1779[564]. Les détails rapportés dans cet acte mortuaire (*Registre paroissial de Voissant n°6, 384*) le prouvent : ce décès fut ressenti comme un drame, à une époque où ce n'est pourtant pas l'habitude.



Isaac, frère jumeau de François, est né et décédé en 1768.

Madeleine est née en 1770 et décédée en 1775.

Enfin, **Antoine** est né en 1773 et décédé en 1803.

En mars 1793, **Antoine** est tiré au sort pour servir la France aux armées[565]. Dans le contexte difficile du début de l'année 1793, une loi du 24 février prescrivait le tirage au sort dans toutes les communes d'un contingent variable selon l'importance de la population. Vaulserre, composée des quatre anciennes paroisses de Saint-Albin, Saint-Martin, Saint-Bueil et Voissant appartient alors au canton de Saint-Jean d'Avelanne (avec cette dernière, Pressins et la Folatière) ; elle doit un contingent de 20 hommes (cinq pour Saint-Jean, neuf pour Pressins, cinq pour la Folatière). Chaque tiré au sort pouvait se faire remplacer, ce qui a créé un véritable marché du remplacement militaire.

Parmi les six tirés au sort pour Voissant figurent notamment **Joseph Freton** et **François Bertet**, qui se font remplacer, et **Antoine Boffard**[566]. Il a certainement été affecté dans le 2ème ou le 8ème bataillon des « volontaires » de l'Isère, dans l'infanterie légère, comme la plupart des tirés au sort de cette date[567]. Il y est devenu caporal et a participé à plusieurs campagnes en Catalogne avec l'armée des Pyrénées Orientales.

C'est là qu'il est blessé en avril ou mai 1795 d'un coup de feu dans la cuisse gauche, qui nécessite l'amputation[568]. Dans des conditions éloignées des nôtres…

En 1798, il est déclaré invalide absolu par le service de santé de l'Armée d'Italie cantonné à Grenoble, reçoit une solde régulière et revient à Voissant[569].

---

561 Registre paroissial de Voissant n°6, 325

562 Registre paroissial de Voissant n°6, 326

563 Registre paroissial de Voissant n°6, 327

564 Registre paroissial de Voissant n°6, 368

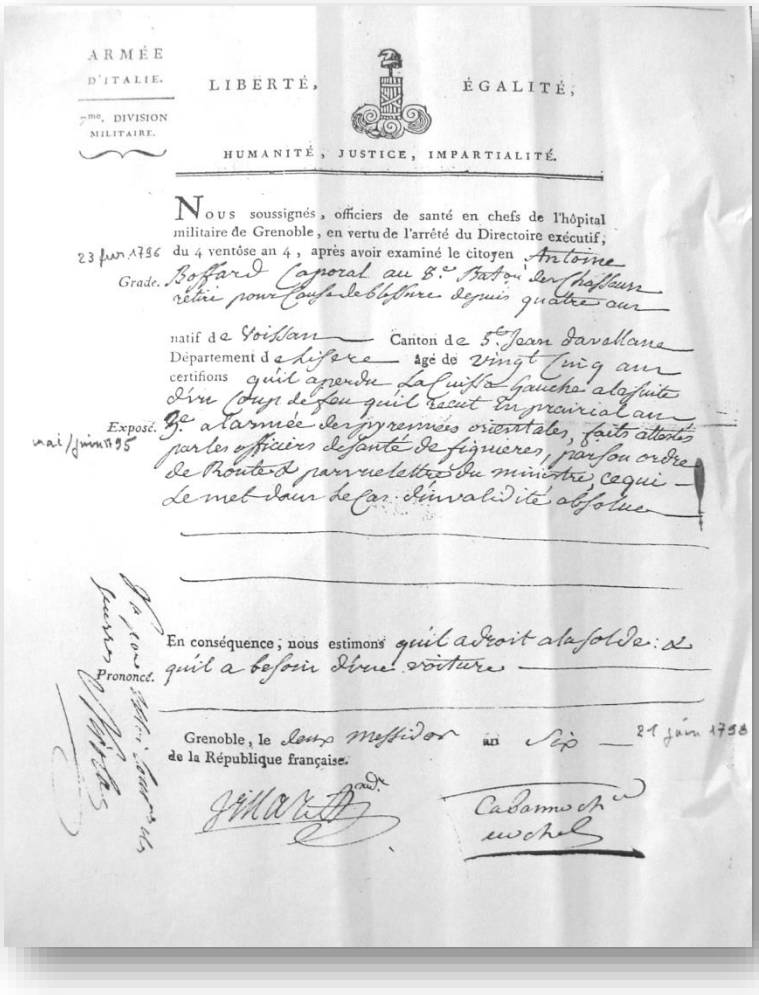
565 Registres des assemblées de la commune de Vaulserre, Arch Dulac.

566 D'autres partiront en août 1793, dont Joseph Anthelme Dulac, Pierre et Jérôme Buscoz ou Gaspard Chaney Prince, parmi les 25 que le conseil municipal de Vaulserre juge aptes le 25 septembre 1793 : Arch Dulac.

567 Registres des assemblées de la commune de Vaulserre 26 mars 1794 (secours accordés aux familles des soldats : pas de secours pour la famille Boffard, alors que Agnès Baudrand, mère d'Antoine, est toujours en vie ; l'activité économique de la famille n'a pas été mise en péril par le départ d'Antoine aux armées), Arch Dulac.

568 Rappelons qu'à cette époque, l'armée française est friande d'amputations, qui apparaissent comme le seul moyen d'en réchapper : le chirurgien Larrey se distingua pendant les 4 jours de la bataille de la Sierra Negra (Figueras) : il avait pratiqué 700 amputations !

569 L'état de ses services militaires est rapporté par Henry Boffard.



ARMÉE D'ITALIE. — 7me. DIVISION MILITAIRE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ,

HUMANITÉ, JUSTICE, IMPARTIALITÉ.

Nous soussignés, officiers de santé en chefs de l'hôpital militaire de Grenoble, en vertu de l'arrêté du Directoire exécutif, du 4 ventôse an 4, après avoir examiné le citoyen Antoine Boffard Caporal au 8.e Bataillon des Basses Alpes retiré pour cause de blessure depuis quatre ans

23 fur 1796

Grade.

natif de Voissan Canton de St. Jean d'avellane Département de l'Isère âgé de vingt cinq ans certifions qu'il a perdu la cuisse gauche a la suite d'un coup de feu qu'il reçut en prairial an 3.e a l'armée des pyrenées orientales, fait atteste par les officiers de santé de figueres, par son ordre de route et par une lettre du ministre ci qui le met dans le cas d'invalidité absolue

Exposé.

mai/juin 1795

En conséquence, nous estimons qu'il a droit a la solde de retraite et qu'il a besoin d'une voiture

Prononcé.

Grenoble, le deux messidor an 4e de la République française. — 21 juin 1796

Il semble qu'il s'entende bien avec ses frères : il habite tantôt chez **Laurent**, tantôt chez **Martin**. En 1801, il déclare le décès de **Françoise**, fille de **Laurent**[570].

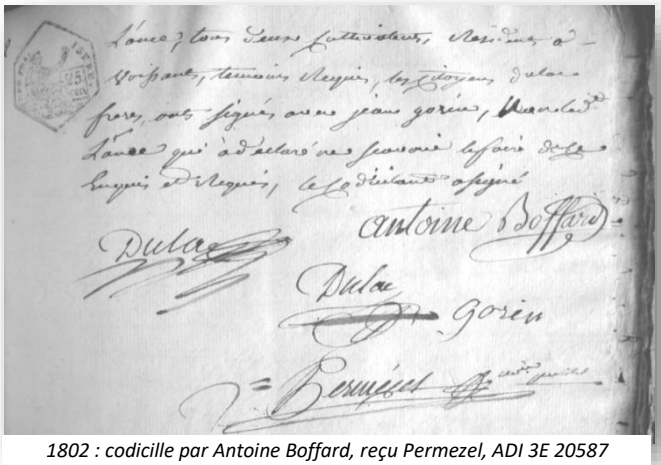
En septembre 1802, Antoine fait son testament, additionné d'un codicille passé dans la maison de son frère **Laurent**, où il réside. Il fait héritiers de la moitié de ses biens, ses frères **François II** et **Martin**. Assistent à cet acte **Jacques François Dulac,** maire de Voissant et fils du notaire **François**, et **Joseph Anthelme Dulac** frère du premier[571].

Mais **Antoine** se remet, et le 19 novembre de la même année, vend à son frère **François** une terre de 30 ares au *savoyen* (jouxte la *chanéaz*, de l'autre côté du chemin de Saint-Bueil au vieux château de Vaulserre), pour le prix de 1 000 francs[572].

Le même jour, il vend plusieurs terres à son frère **Martin**, ainsi que sa portion de la maison « *Martin* » ; désormais, cette maison appartient à **Martin**, **Pierre Emmanuel I** et **François II**. La vente est conclue pour le prix total de 2 300 francs[573].

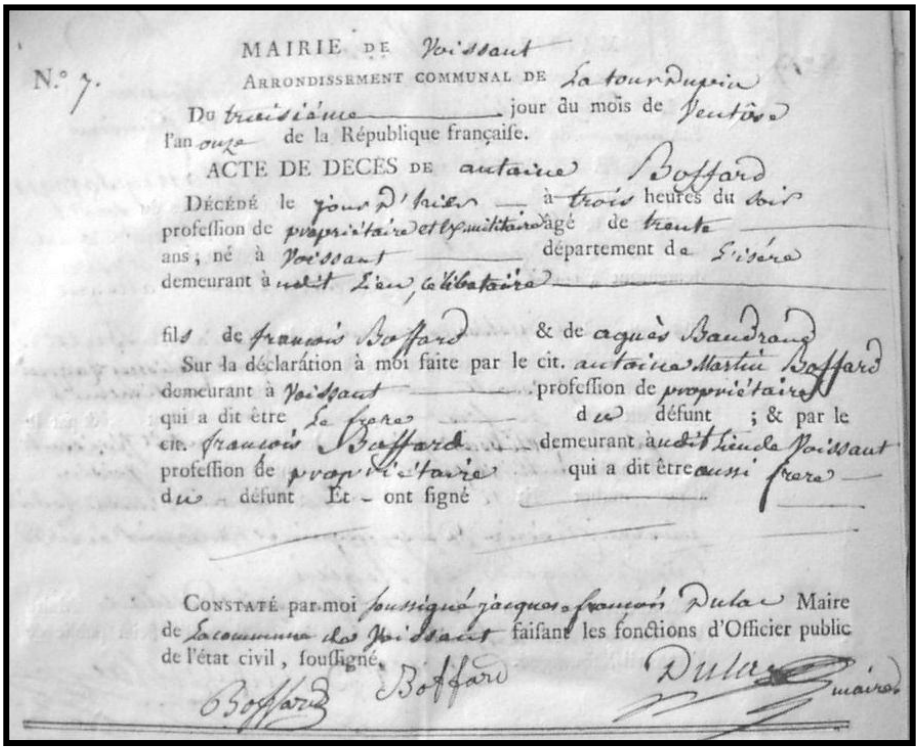
En décembre 1802, nouveau testament, toujours reçu par **Permezel**, notaire au Pont-de-Beauvoisin.

Le 12 janvier suivant, nouveau codicille : **Antoine** avantage son frère **Martin**, chez qui il vit désormais, pour le remercier des soins qu'il lui donne pendant sa maladie[574]. Il meurt le 21 février, âgé de 30 ans.



1802 : codicille par Antoine Boffard, reçu Permezel, ADI 3E 20587

[570] Registre de l'état civil de Voissant, 21 octobre 1801
[571] Acte reçu Permezel au Pont-de-Beauvoisin, AD de l'Isère 3E20587
[572] Vente reçue Permezel au Pont-de-Beauvoisin, AD de l'Isère 3E20588
[573] Vente reçue Permezel au Pont-de-Beauvoisin, AD de l'Isère 3E20588
[574] Vente reçue Permezel au Pont-de-Beauvoisin, AD de l'Isère 3E20588



N.° 7.

MAIRIE DE Voissant

ARRONDISSEMENT COMMUNAL DE la tour Dupin

Du treizième jour du mois de Ventôse
l'an onze de la République française.

ACTE DE DÉCÈS DE autaire Boffard

DÉCÉDÉ le jour d'hier à trois heures du soir
profession de propriétaire et ex-militaire âgé de trente
ans ; né à Voissant département de Isère
demeurant à ledit Lieu, célibataire

fils de François Boffard & de agnès Baudrand
Sur la déclaration à moi faite par le cit. autaire Martin Boffard
demeurant à Voissant profession de propriétaire
qui a dit être le frere du défunt ; & par le
cit. François Boffard demeurant audit Lieu de Voissant
profession de propriétaire qui a dit être aussi frere
du défunt Et ont signé

CONSTATÉ par moi soussigné jacques françois Dulac Maire
de la commune de Voissant faisant les fonctions d'Officier public
de l'état civil, soussigné.

Boffard Boffard Dulac maire

Registre d'état civil de Voissant, 22 février 1803

Les autres enfants de **François** seront étudiés dans l'ordre généalogique des branches qu'ils ont créées. La première est celle de **Laurent**, fils aîné de **François** et de **Marie Allégret**.

1. Laurent 1759-1818

François I (1727-1791) + 1750 Marie Allégret (1726-1766)

1 Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)

2 Joseph (1762-1830) + av 1788 Françoise Gouillon

3 Benoît (1765-1810 + 1797 Catherine Marron

François I (1727-1791) + 1766 Agnès Baudrand (1732-1804)

4 Pierre Emmanuel (1767-1843) + 1793 Thérèse Garavel

5 François II (1768-1840) + 1795 Marie Bertet Bornaton (1767-1810)

6 Antoine « Martin » (1771-1844) + env 1797 Josephte Chevron (1775-1847)

Les informations sur **Laurent** sont issues de plusieurs sources, mais nous avons un regret (temporaire) : celui de n'avoir pas identifié son notaire habituel. Certains actes ont bien été reçus par **François Dulac**, mais, tout comme pour son père **François I**, ce dernier ne semble pas avoir été le notaire familial par excellence. **François I** recourait fréquemment à ses cousins de Saint-Geoire : **Michal**, **Allégret**, **Roche** ou **Grabit** ; **Laurent** y apparaît parfois comme témoin, mais rarement comme partie principale d'un acte (son testament chez **François Xavier Dode** en 1818 par exemple ; et encore le notaire **Dode** n'est pas de famille avec les **Boffard**). L'état du dépouillement des registres des notaires du Pont-de-Beauvoisin, en cours, donne déjà des indices concordants négatifs. Il faut maintenant entreprendre une recherche approfondie chez les notaires de Miribel-les-Echelles. Les espérances existent, puisque la famille se tourne vers Miribel depuis la Révolution avec le mariage de **Louise Boffard** et **Pierre Gallin**, puis en 1821, un mariage croisé entre **Benoît** et **Thérèse Gallin**, enfants de **Louise** et **Pierre**, avec **Noël** et **Julie Boffard** leurs cousins germains.

Mais en ce qui concerne précisément **Laurent**, nous aurons peu à glaner : les registres de l'étude de Miribel versés aux Archives départementales ne remontent qu'à 1813 ; et **Laurent** décède en 1818.

Après trois enfants (**Etienne**, **Marianne** et **Gabriel**), **Laurent** est né le 4 mai 1759. Ses parrain et marraine sont **Laurent Blanc** de Saint-Ondras, et **Anne Marron** du Pont-de-Beauvoisin, qui signent tous les deux (avec deux signatures Marron supplémentaires, manifestant la proximité des deux familles).

Il ne devient l'aîné qu'en 1783, par le décès de son frère **Gabriel**, âgé de 27 ans… Il n'est donc pas préparé comme son frère aîné à prendre la succession de son père. La lecture des registres paroissiaux laisse percer la proximité entre **Gabriel** et son père, et par contrecoup la moins grande proximité entre **Laurent** et son père.

La légitimité de celui-ci et l'environnement social de l'époque les destinaient pourtant à s'entendre.

C'est ainsi que Laurent est 4 fois parrain jusqu'en 1792 :

-1768, baptême de son frère **François II** alors que le jumeau de ce dernier reçoit pour parrain son frère **Gabriel**. **Laurent** n'a que 9 ans ;

-1780, de la fille de **François Chaney Prince** et **Antoinette Mornet**[575] ;

-1784, de **Laurent Bornat l'Hermite** fils de **Joseph** et **Elisabeth Buscoz Fit** [576];

-1786, de **Marie Sotat Gorin** fille de **Louis** et **Madeleine Bertet Bornaton** [577].

Il est témoin 9 fois, toujours jusqu'en1792 :

-1782, baptême de **Françoise Muzy** fille de **Pierre** et **Françoise Chaney Toniet**[578] ;

-1782, baptême de **Jean Chaney Savoyen**, fils de **Jean** et **Louise Bernard**[579] ;

[575] Registre paroissial de Voissant n°6, 373
[576] Registre paroissial de Voissant n°6, 388
[577] Registre paroissial de Voissant n°6, 393
[578] Registre paroissial de Voissant n°6, 380
[579] Registre paroissial de Voissant n°6, 383

-1784, baptême d'**Isaac Boffard Cocat**, fils **d'Isaac**et **Marianne Berger**[580] ;
-1787, mariage de **François Gruat** et **Marguerite Bertet** de Voissant[581] ;
-1788, baptême de **Jean Sotat Gorin**, de **Louis** et **Madeleine Bertet Bornaton**[582] ;
-1789, baptême d'**Isaac Buscoz Fit**, fils de **Jeoffray** et **Elisabeth Boffard Cocat**[583] ;
-1790, baptême de **Joseph Boffard Cocat**, fils d'**Isaac** et **Marianne Berger**[584] ;
-1792, mariage entre **Pierre Rongier** (Saint-Albin) et **Elisabeth Bertet Bornaton**(Voissant)[585]
-1792, baptême de **Pierre Girard**, fils d'**Antoine** et **Marie Billion** (le parrain est **Pierre Gallin** et la marraine **Louise Boffard** sa soeur)[586]

En 1792, les registres paroissiaux perdent leur monopole ; s'installe alors un état civil laïc : on ne constate plus les baptêmes, mariages religieux et décès, mais les naissances, mariages civils et décès civils. La connaissance des parrains et marraines devient délicate : les registres paroissiaux de Voissant, que l'Eglise continue à tenir parallèlement aux registres civils, ont subi l'humidité ou sont parfois perdus (entre 1792 et 1801 globalement)[587]. Ces registres, ainsi que les actes des notaires permettent d'identifier les actes civils dans lesquels **Laurent** est témoin ; quelques chances existent pour qu'il soit aussi témoin dans l'acte religieux systématique à l'époque (naissance-baptême – surtout si le prénom du baptisé est identique à celui du parrain- mariage).
A partir de 1802, les registres paroissiaux reprennent.

Ces trois sources additionnées, **Laurent** apparaît 40 fois comme témoin :
-1793, naissance de son neveu **Laurent Buscoz**, d'**Antoine** et **Marie Patricot**[588] ;
-1793 toujours, naissance de **Madeleine Patricot**, fille de **Benoît II** (à ce moment officier municipal de la section de Voissant) et **Marguerite Dulac** (fille du notaire **François**, maire de Vaulserre)[589] ;
-1794, mariage de **François Bertet** avec **Marie Bertet**[590] ;
-1794, naissance de **Françoise Bertet Bornaton**, de **Jean** et **Françoise Truffier (Françoise Patricot** est le second témoin)[591] ;
-1794, naissance de **Laurent Bertet**, de **François** et **Marie Bertet**[592] ;
-1795, mariage de **Claude Duliand** de Pressins et **Marie Buscoz**de Voissant[593] ;
-1795, dans la procédure du divorce entre **Antoine Chanay Toniet** et **Françoise Montagnat Rentier**[594] ;
-1795, naissance de **Marie Thérèse**, aînée de son frère **Pierre Emmanuel**[595] ;
-1795, mariage de son frère **François** et **Marie Bertet Bornaton**[596] ;
-1795, naissance de **Pierre Bertet**, de **François** et **Marie Bertet**[597] ;
-1796, naissance de **Louis Sotat Gorin**, de **Louis**et **Madeleine Bertet**[598] ;
-1797, naissance de **Marie Françoise Gruat**, de **François**et **Marguerite Bertet**[599] ;
-1797, naissance de **Benoît Bertet Bornaton**, de **Jean**et **Françoise Truffier**[600] ;

[580] Registre paroissial de Voissant n°6, 385
[581] Registre paroissial de Voissant n°6, 397
[582] Registre paroissial de Voissant n°6, 401
[583] Registre paroissial de Voissant n°6, 405
[584] Registre paroissial de Voissant n°6, 408
[585] Registre paroissial de Voissant n°6, 415
[586] Registre paroissial de Voissant n°6, 349
[587] Ils ont disparu entre 1792 et 1799. Quelques actes entre 1799 et 1801 ; des actes plus réguliers par la suite, mais des registres dans un état très variable, jusqu'en 1863. Plus rien après.
[588] Registre d'état civil de Voissant, 7 février 1793
[589] Registre d'état civil de Voissant, 16 décembre 1793 ; il signe avec Jacques François Dulac, le frère de la mère. Laurent, l'aîné des Boffard, a 12 ans de plus que Jacques François, l'aîné des Dulac.
[590] Registre d'état civil de Voissant, 20 janvier 1794
[591] Registre d'état civil de Voissant, 23 septembre 1794
[592] Registre d'état civil de Voissant, 31 décembre 1794
[593] Registre d'état civil de Voissant, 6 janvier 1795
[594] Registre d'état civil de Voissant, 20 août 1795 ; procédure qui ne dut pas aboutir, ou qui aboutit à un remariage, puisque le 26 mars 1802 naît François, fils d'Antoine Chanay Toniet et Françoise Montagnat Rentier… (Registre d'état civil de Voissant)
[595] Registre d'état civil de Voissant, 27 septembre 1795
[596] Registre d'état civil de Voissant, 17 octobre 1795
[597] Registre d'état civil de Voissant, 14 décembre 1795
[598] Bertet Bornaton : registre d'état civil de Voissant, 14 décembre 1796
[599] Registre d'état civil de Voissant, 22 janvier 1797
[600] Registre d'état civil de Voissant, 22 février 1797

-1797, naissance de **Marguerite Patricot**, de **Joseph**et **Angélique Apprin**[601] ;

-1798, naissance de sa nièce **Louise Boffard**, de **François II** et **Marie Bertet Bornaton**[602] ;

-1798, naissance de sa nièce **Agnès Boffard**, de **Martin** et **Josephte Chevron**[603]

-1800, mariage **Jean Allégret** (de Saint-Aupre) et sa nièce **Marguerite Buscoz** (fille d'**Antoine** et **Marie Patricot**)[604] ;

-1802, naissance de **Marie Françoise Patricot**, de **Joseph** et **Angélique Apprin**[605] ;

-1803, mariage de **Marc Chaney Prince** et **Marianne Freton**[606] ;

-1803, mariage entre **Claude Gallin** et **Françoise Bellet Mollier** tous deux domestiques chez **François II**[607] ;

-1806, mariage de **Jean Pierre Brun** avec sa nièce **Madeleine Buscoz**[608] ;

-1806, baptême de sa nièce **Marie Thérèse Boffard,** de **François II** et **Marie Bertet Bornaton**[609] ;

-1808, décès de sa cousine et domestique **Françoise Boffard Cocat**[610] ;

-1808, décès de **Marie Bertet**, épouse de **François Bertet**[611] ;

-1808, naissance de sa nièce **Louise Boffard**, de **Martin** et **Josephte Chevron**[612] ;

-1809, témoin au contrat de mariage de**Claude Buscoz** et **Jeanne Buscoz Fit**[613] ;

-1810, baptême de **Joseph Bertet**, de **François** et **Catherine Rosset**[614] ;

-1811, mariage de **Benoît Pélissier** et **Jeanne Vachon** de Saint-Bueil (son père **François**, décédé, a été maire de Saint-Bueil ; il possédait les moulins de Saint-Bueil)[615] ;

-1811, mariage de **Jacques Burlet le Plan** et **Madeleine Allemand**[616] ;

-1811, mariage de **Pierre Gallin** et **Isabeau Buscoz**[617] ;

-1812, mariage de **Jacques Morard Châtaignier** et **Françoise Villard Chappat**[618] ;

-1813, mariage de son cousin issu de germain **Isaac Boffard Cocat** avec sa nièce **Séraphie Buscoz**[619] ;

-1813, mariage de **Jean Sotat Gorin** et **Françoise Boffard Cocat**[620] ;

-1813, mariage de **Louis Recoura** et **Agnès Boffard Cocat**[621] ;

-1813 encore, baptême de **Laurent Bertet,** de **François** et **Marie Rosset**[622] ;

-1813 toujours, mariage entre **Joseph Garnier**de la Tour-du-Pin et sa nièce **Henriette Patricot** (fille de **Benoît II**, maire de Voissant, et de **Marguerite Dulac**)[623]

-1814, baptême d'**Antoine Buscoz Fit**, de **Claude** et **Catherine Boffard Cocat**[624] ;

-1817, mariage de **Guillaume Perrin** (la Folatière et **Françoise Allioud Gossard**[625] ;

-1817, mariage de **François Maria** (Savoie) avec **Marguerite Tirard Gallier** (Saint-Bueil)[626] ;

-1818, mariage de **Simon Marion** (*les rivoires* de Saint-Geoire) avec sa nièce **Madeleine Patricot**, fille de **Benoît II** et **Marguerite Dulac**[627].

---

601 Registre d'état civil de Voissant, 16 mars 1797
602 Registre d'état civil de Voissant, 9 février 1798
603 Registre d'état civil de Voissant, 8 avril 1798
604 Registre d'état civil de Voissant, 31 décembre 1800
605 Registre d'état civil de Voissant, 11 octobre 1802
606 Registre d'état civil de Voissant, 26 juillet 1803
607 Registre d'état civil de Voissant, 23 novembre 1803
608 Registre d'état civil de Voissant, 18 juin 1806
609 Registre paroissial de Voissant n°9, 134
610 Registre d'état civil de Voissant, 8 janvier 1808
611 Registre d'état civil de Voissant, 23 janvier 1808
612 Registre d'état civil de Voissant, 14 octobre 1808
613 25 mai 1809, reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20269
614 Registre paroissial de Voissant n°12, 152
615 Registre paroissial de Voissant n°12, 157, et contrat du 30 mars 1811, reçu Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20270
616 19 janvier 1811, reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20270
617 18 mai 1811, reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20270
618 12 janvier 1812, reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20271
619 Registre d'état civil de Voissant, 18 février 1813
620 Registre paroissial de Voissant n°13, 26, et Registre d'état civil de Voissant, 18 février 1813
621 18 juin 1813, reçu Roche, AD de l'Isère 3E 20272
622 Registre paroissial de Voissant n°13, 26
623 Registre d'état civil de Voissant, 1er octobre 1813 ; Joseph Patricot, oncle de l'épouse, signe aussi, ainsi que le père. L'acte est reçu par Benoît Pélissier, adjoint de Voissant.
624 Registre paroissial de Voissant n°13, 29
625 Registre d'état civil de Voissant, 15 février 1817
626 Registre paroissial de Voissant n°15, 17
627 Registre paroissial de Voissant n°16, 181

Et parrain en 1802 de sa nièce **Marie Françoise Patricot**, de **Joseph et Angélique Apprin** (Françoise Patricot est marraine)[628] ;

A son décès en 1818, **Laurent** a donc été, *a minima* selon des sources lacunaires, 5 fois parrain et 40 fois témoin.Il apparaît comme le type du notable rentier de cette époque, à la jonction d'un monde ancien, et du monde nouveau que la Révolution a installé : il est encore parrain ou témoin pour des familles moins notables de Voissant, qui cherchent là une protection. C'était la norme sous l'Ancien Régime ; mais en même tempsLaurent est volontiers parrain ou témoin dans la famille **Boffard**, suivant en cela une tendance qui s'affirme jusqu'à aujourd'hui.

Les informations qui suivent confirment et affinent cette constatation.

Le 25 novembre 1790 est signé devant **François Dulac** le contrat du mariage de **Laurent** avec **Françoise Patricot**. C'est un beau mariage typique de la bourgeoisie d'Ancien Régime. Une sorte de chant du cygne sous un ciel menaçant.

L'épouse apporte une dot de 3 400 livres, dont 500 proviennent de sa mère **Françoise Marion**. Elle y ajoute 1 200 livres tant en argent qu'en trousseau, provenant de « son industrie » (c'est-à-dire qu'elle a gagné elle-même).

En considération de ce mariage, **François I** fait donation à l'époux de tous ses biens. Il détaille ensuite ses dispositions de dernière volonté, de la même manière qu'il le ferait dans un testament. Laurent doit acquitter plusieurs legs, et la légitime de ses frères et sœurs fixée à 2 000 livres. La situation d'**Agnès Baudrand** est aussi précisée. C'était une pratique courante à cette époque, lors du mariage de l'aîné. Ainsi, il n'est plus besoin de faire un testament au sens strict, sinon pour léguer diverses autres sommes, en particulier à l'Eglise et aux pauvres de la paroisse, et pour faire dire des messes de requiem.

Sont témoins officiels de ce mariage les meilleurs amis des deux familles : **Antoine Brossat** ancien châtelain de Vaulserre et commandant de la garde nationale, et **Pierre Carre** capitaine de la garde nationale de Saint-Geoire ; signent aussi l'acte les deux époux, **Allégret** et **Roche** de Saint-Geoire (cousins de **François I**), **Claude Marion** du côté **Patricot**, **Jean Baptiste Valory** curé de Saint-Albin, **André Blachon** curé de Voissant, **Jacques Bellemin**, **Joseph Patricot** frère de **Françoise**, un **Bertet**, un **Buscoz** et un **Queyron**[629].

Le 11 janvier 1791 est célébré le mariage à l'église de Voissant. Sont témoins pour **Laurent**, ses frères **Benoît** et **François** ; pour **Françoise Patricot**, ses frères **Sébastien** (notaire à Faverges) et **Joseph** (qui restera à Voissant avec son frère **Benoît II** ; ils habiteront tous deux le **château Garnier**, actuelle maison **Callies** dans une cohabitation qui marqua les esprits jusqu'à aujourd'hui.)



Registre paroissial de Voissant n°6, 409

[628] Registre paroissial de Voissant n°8, 126

[629] AD de l'Isère, reçu François Dulac, 3E 32975, images 1235-1239

Françoise Patricot appartient donc à la famille Patricot dont nous avons parlé dans le tome 1. Renvoyons encore ici à la : *Petite histoire de notre famille Patricot*, écrite en 2003 par **Robert Allier** et surtout **Marie-Hélène Mathieu[630].**

Françoise naît à Corbelin en 1761 de **Benoît I Patricot** (1718-1799) et **Françoise Marion** (1719-1791), et meurt à Voissant en 1837[631]. Son père s'installe à Voissant en 1762, elle n'a donc jamais connu Corbelin. A Voissant, elle est marraine en :

-1781, de **Marie Françoise Boffard Cocat**, d'**Isaac** et **Marianne Berger**[632] ;

-1802, de sa nièce **Marie Françoise Patricot**, de **Joseph** et **Angélique Apprin** (**Laurent Boffard** est parrain)[633] ;

-1805, de sa nièce **Françoise Patricot,** de **Benoît II** et **Marguerite Dulac**[634] ;

-1817, de **Françoise Queyron**, de **François** et **Françoise Pélier**[635] ;

-1822, de sa petite fille **Françoise Gallin**, de **Benoît** et **Julie Boffard**[636].

Malgré des recherches approfondies, l'acte de répartition de la succession de **François I**reste introuvable. L'on sait seulement qu'un tribunal de famille s'est réuni le 25 avril 1792. Devant l'insuffisance des sommes d'argent, il a fallu partager les terres. On ne connaît de cette répartition que la part de Benoît, puisque celui-ci la vend à Laurent en 1798[637].

C'estbien peu de choses ; mais voici ce que l'on peut en dire en recoupant les informations disponibles.

D'après le contrat de mariage de **Laurent** et **Françoise Patricot**, en novembre 1790, **Laurent** l'aîné recevait le tout, sauf la légitime de chacun des enfants puînés. Le testament du 18 novembre 1791 apporta quelques modifications dans les différents legs à faire, mais sans bouleverser l'architecture générale. Le 8 janvier 1792, le texte du contrôle n'apporte rien de plus[638].

En 1792, les déclarations faites à Vaulserre pour la mise en place de la contribution foncière et du nouveau système d'impôt, montrent trois déclarations **Boffard** : celle de **Laurent** l'aîné, celle de **Pierre Emmanuel** agissant pour ses frères et sœurs utérins, et enfin celle de **Pierre Emmanuel** pour son frère **FrançoisII**[639]. **Joseph** et **Benoît**, les frères utérins de Laurent, ont été dédommagés en argent.

Laurent dispose alors de plus de 16.5 ha, avec une maison à la *chanéaz*, grange, four, cellier, jardin et verger pour 5 400 m² environ, **François II** possède en propre 1 900 m², et ensemble les enfants de **Agnès Baudrand** de 11.5 ha, dont une maison, grange et verger sur 2 500 m². Les déclarations sont faites début mai 1792. L'ensemble arrive donc à environ 28.5 ha. Il est donc certain que le partage successoral et la succession ont été liquidés entre le 11 décembre, date du décès de **François I**, et le 4 mai, date de la déclaration de Laurent pour le parcellaire. Ce qui est extrêmement rapide…

La loi des 8 et 15 avril 1791 supprime toutes les inégalités de sexe ou d'aînesse des anciennes lois. **François I** étant décédé en décembre 1791, ses dispositions doivent être appliquées. Mais cela n'entraîne pas un partage égal entre les enfants : en effet, pour respecter les espérances en vue desquelles les mariages avaient été conclus auparavant, et ne pas brutaliser la société toute entière, la loi prévoit que les Français mariés avec enfants restent soumis au droit en vigueur durant leur mariage. C'est le cas de **Laurent**, marié le 25 novembre 1790. Ainsi peut-il prétendre à succéder entièrement à son père. En revanche, aucun de ses frères et sœur n'était marié avant la loi de 1791.

---

[630] Mentionnons quelques documents susceptibles d'intéresser tous les descendants Patricot :

-1791 : Testament et codicille de Françoise Marion ép de Benoît Patricot, reçu Roche à Saint-Geoire le 12 septembre, AD de l'Isère 3E 20260

-1827 : la convention privée par laquelle les frères Patricot vendent tous les fonds de Voissant, Saint-Bueil, Saint-Albin et la Sauge (tant sur Saint-Geoire que sur Saint-Martin) au marquis de Corbeau de Vaulserre ; la mention faite par ce dernier dans son livre de compte ; les réserves et conditions supplémentaires de cette vente ; les baux passés avec divers particuliers en 1827 : Girerd, Tripier, Recoura Massaquant, Buscoz. Le tout figure aux Arch de Vaulserre, sous diverses cotes.

[631] Registre paroissial de Voissant n°18, 1030

[632] Registre paroissial de Voissant n°6, 375

[633] Registre paroissial de Voissant n°8, 126

[634] Registre paroissial de Voissant n°9, 131

[635] Registre paroissial de Voissant n°16, 175

[636] Registre paroissial de Voissant n°17, 50

[637] Vente reçue François Dulac, in AD de l'Isère 3E 32980, image 1720-1723

[638] AD de l'Isère 8C 2083, à sa date.

[639] Voyez le classement alphabétique du parcellaire de Vaulserre en 1792 sur le site « Familles de Valdaine ».

Mais la succession n'est pas aussi simple, car **François I** a renouvelé ses dispositions testamentaires dans un testament daté du 18 novembre 1791, donc après l'entrée en vigueur de la loi.

Pour ne pas entrer dans un conflit aléatoire, les héritiers, qui s'entendent apparemment assez bien, négocient. **Laurent** reçoit seul la grande maison de *la chanéaz* (la *boffardière)*, à charge pour lui de dédommager ses frères **Joseph** et **Benoît** qui vivent à Lyon. C'est la raison d'être de la quittance passée par **Joseph** à **Laurent** le 29 décembre 1791 de la somme de 1 000 livres, pour partie de sa légitime fixée amiablement à 3 000 livres, alors que celle-ci avait été fixée à 2 000 livres dans le mariage de **Laurent** en 1790[640]. Des actes sont aussi passés avec **Benoît** chez le notaire **Dulac**, dont les minutes sont malheureusement perdues[641].

Les enfants de **François I** et **Agnès Baudrand** reçoivent ce que l'on appelle maintenant la « maison **Martin** », qu'ils se partagent en quatre, ainsi que plus de 11 ha de terres. Il semble que la sortie de l'indivision ait lieu à la mort le 31 mai 1804 d'**Agnès Baudrand** leur mère, qui demeure chez Martin.

Ainsi, **Laurent** est avantagé dans la succession du père commun : il reçoit environ 5 fois plus que chacun de ses frères et sœur ; c'est loin de ce qu'il aurait pu prétendre suivant l'ancien droit, car chaque enfant reçoit environ 50% de plus que ce que ce dernier lui attribuait.

C'est ainsi que, d'après nos recoupements, la succession de **François I** a été répartie durant l'hiver 1791-1792.

Laurent dispose de plus de 16 ha de terres, en plus de *la boffardière.* Cela le place au 9ème rang (rang de surface) de l'ensemble des propriétaires de Vaulserre, tandis que **Pierre Emmanuel** et ses frères et sœurs indivis, sont classés 17èmes.

Voici quelques-uns des lieux dits où se trouvent les terres les plus importantes de **Laurent** : le *prégrobon* (1.2 ha), en *bramaret*(1 ha), à *rozaz* (1 ha), la *bioudière* (2,2 ha), la *combette* (1,6 ha), la *grabitière* ou la *bégasse* (plus de 3 ha), aux *taillies* (1,8).

Le tableau des impositions confirme cette position. Pour le calcul de la contribution foncière de 1801, son revenu est estimé à 323 FF, ce qui le place au 11ème rang de Vaulserre, et au 6ème rang de Voissant[642]. En 1813, ce revenu augmente de près de 13%, plus forte hausse parmi les 10 plus importants patrimoines des 4 communes issues du démembrement de Vaulserre en 1801.

Le tableau suivant dresse l'état des patrimoines les plus importants de Vaulserre et de Voissant (seuls les contribuables résidant à Voissant seront donc classés dans les deux cas) en 1801 et 1813 :

NOM	**Revenu en FF**		**Rang Vaulserre (Voissant)**	
	1801	***1813***	***1801***	***1813***
Corbeau de Vaulserre (les anciens seigneurs et marquis)	2948	2484	1	1
Bellemin Jacques	1205	1191	2	2
Patricot Joseph et Benoît, fils de Benoît père	763	766	3 (1)	3 (1)
Bellemin Pierre (frère de Jacques)	578	578	4	4
Dulac François (ses héritiers en 1813)	405	374	5 (2)	5 (2)
Dusserre François	361	?	6 (3)	?
Buscoz Antoine	354	340	7 (4)	8 (5)
Buscoz Fit Jeoffray	348	348	8 (5)	7 (4)
Bermond Vincent	327	327	9	10
Brossat Antoine	326	337	10	9
Boffard Laurent	**323**	**370**	**11 (6)**	**6 (3)**
Garavel Charles	309	303	12	11

[640] Quittance reçue Dulac le 29 décembre 1791, Répertoire des actes de Me Dulac (Arch Dulac), ou AD de l'Isère 3Q 18/1, contrôle à la date du 6 janvier 1792 ; AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32976, images 1330-1331

[641] Vente du 4 janvier 1798 par Benoît à son frère Laurent, pour la somme de 2 000 livres ; on ne connaît pas le sujet de cette vente, peut-être une terre située hors de Vaulserre (sinon Benoît aurait été mentionné au parcellaire de 1792, Arch Dulac (répertoire des actes Dulac, 464).

[642] Lorsque le patrimoine était regroupé entre les mains de François I, son père, il était classé au 4ème rang de Vaulserre, et au 2ème rang de Voissant derrière Benoît Patricot père, beau-frère de François I.

Les chiffres donnés ici sont tirés des registres d'imposition détenus aux Archives Dulac.

En décembre 1811, la commune rachète la cure de Voissant au prix de 1509 FF. Elle avait été vendue aux enchères à **Benoît I Patricot** en 1791, qui avait été le mandataire tacite des paroissiens. Tous les propriétaires de Voissant sont mis à contribution en fonction de leur contribution totale : les frères **Patricot** payent la plus lourde contribution (261 FF), suivis par **Laurent Boffard** (145 FF) ; suit **Charles Dulac** (192 FF). La décision de la municipalité est signée du maire, **Benoît II Patricot**, et des conseillers municipaux : **Antoine Buscoz**, **Laurent Boffard**, **Charles Dulac**, **Martin Boffard** et un **Bertet**.

Cette situation le plaçait au cœur des relations sociales et économiques En 1780 (avant la mort de son frère aîné), sa tante **Louise Boffard**, fille de **Isaac** et veuve de **Pierre Piot Colomb**, résidant à Saint-Bueil, le fait son héritier universel, à la charge de payer quelques legs[643].

En 1798, il acquiert l'ensemble des terres qu'il avait dû délaisser à son frère Benoît pour lui payer sa part d'héritage. Au bout de ces quelques années, alors même que ce furent des années difficiles, il peut payer les 2 000 livres nécessaires « en monnaie métallique »[644].

En 1804 intervient la succession d'**Agnès Baudrand**, belle-mère de **Laurent** et mère de ses demi-frères et sœur **Pierre Emmanuel, François II, Martin et Louise**. Ces derniers passent alors quittance à **Laurent** de la somme de 612 FF. Au terme du contrat de mariage entre **François I** et **Agnès Baudrand** en 1766, 600 livres étaient dues à cette dernière si elle survivait à son mari. En 1791, **Laurent** avait conservé cette somme avec l'accord de sa belle-mère, ce qui explique les 12 FF d'intérêt qui s'ajoutent au capital[645].

L'acte livre quelques renseignements sur les relations entre les frères et sœurs. **Martin** s'entend très bien avec **Laurent** : il ne fait aucune difficulté pour reconnaître que sa mère a touché de **Laurent** depuis 1791 tout ce que le testament de **François I** son mari lui donnait, en plus du contrat de mariage de 1766[646]. **Pierre Emmanuel** est beaucoup plus méfiant. Déjà installé à Saint-Pierre de Paladru, pour des raisons peut-être familiales, il ajoute de sa main en bas de l'acte : « je proteste de tous plus amples droits » avant de signer ; **François II, Martin** et **Pierre Gallin** (au nom de **Louise Boffard** son épouse) signent sans réserve…

En 1805, **Laurent** vend à **Antoine Magnin Robin**, lointain cousin, un marais et vernay (lieu humide puisque les vernes y poussent) d'environ 800 m² à Saint-Bueil au cossert du *tuf*. La pièce joint l'Ainan et, entre autres, d'autres terres de l'acquéreur. Le prix est de 144 FF, payable avec délai et intérêt. Entre autres témoins, **Claude Gallin** futur adjoint de Saint-Bueil, cousin de **Laurent** et époux de **Catherine Boffard Cocat**[647].

En 1809, il vend à **Antoine Berton dit Jaya**, taillandier de Saint-Bueil, un pré verger et vernay de 1882 m² au pré du *vivier* à Voissant ; il s'agit du démembrement d'une pièce plus grande appartenant à **Laurent**, à prendre le long de l'Ainan ; il est donc prévu de planter les limites nécessaires. Le prix est de 300 FF payables en 2 ans avec intérêts à 5% (chiffre habituel).

Des conditions spécifiques sont prévues. En effet, l'acquéreur souhaite établir le long de l'Ainan une taillanderie (fabrique d'outils taillants : faux, bêches, couteaux, outils de cuisine et de jardinage en général…). L'eau de l'Ainan est donc nécessaire, et elle est apportée à la fabrique par un canal projeté par l'acquéreur. Mais comme l'irrigation des prés est une nécessité, **Laurent** se réserve le droit de prendre ce qui sera nécessaire dans le canal, sans préjudicier au fonctionnement de la taillanderie. Il se réserve aussi le droit de pêcher dans le canal ou directement dans l'Ainan le long de la pièce vendue[648].

En 1810, **Laurent** vend à **Laurent Bellemin**, maçon à Voissant, 2 500 m² de broussailles à la *roche*de Voissant (proche de la *chanéaz)*[649].

---

643 Reçu Dulac à Voissant, pour lequel le notaire (son fils et héritier) ne fut payé que le 17 avril 1805 : Arch Dulac

644 AD de l'Isère 3E 32980, images 1720-1723

645 Reçu le 19 novembre 1804 Permezel au Pont-de-Beauvoisin, AD de l'Isère 3E 20590

646 Voir par exemple la quittance que passe Agnès à son beau-fils Laurent le 22 avril 1795, pour 2 ans de pension : AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32975, images 1542-1543

647 Reçu le 20 août 1804 Permezel au Pont-de-Beauvoisin, AD de l'Isère 3E 20589

648 Reçu le 3 septembre 1809 Charmeil à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20450

649 Reçue le 16 août 1810 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20597

Toujours en 1810, il traite avec son beau-frère **Sébastien Patricot**, notaire à Corbelin et fils aîné de **Benoît I Patricot**. Ce dernier, peu de temps avant sa mort, avait donné 1 000 FF à sa fille **Françoise**, épouse de **Laurent**. **Sébastien**, l'héritier universel, lui verse donc le reliquat, avec les intérêts[650].

Laurentest fréquemment témoin d'actes divers:

En 1791, lui et son frère **Benoît** de Lyon sont témoins de la résiliation de leur mariage par **Isaac Boffard Cocat** et **Thérèse Blanc**. **Isaac Boffard Cocat** est le frère d'**Antoine** ; tous deux sont fils de **Michel** et **Anne Boffard**, c'est-à-dire les cousins germains de **Laurent** et **Benoît**[651].

En 1802, **Laurent** est témoin d'une quittance passée par **Jean Bertet Bornaton** aux frères **Joseph et Benoît II Patricot**. Dans son testament, leur père **Benoît** avait assigné un legs à **Françoise Truffier** sa nièce et filleule (fille de **François** et **Reine Patricot**, épouse de **Bornaton**[652].

Le même jour, aux mêmes et pour les mêmes raisons, quittance de **Marie Mury**, fille de **Joseph et Marguerite Patricot**, petite fille de **Benoît I Patricot**[653].

En 1805, **Laurent** est témoin du testament de **Jeoffray Buscoz Fit**, époux d'**Isabeau Boffard Cocat**, du *barioz* à Voissant[654]. Mais le malade se remet ; après le décès de son épouse, il fait changer son testament « …quoi qu'en bonne santé, et conséquemment sain d'esprit ainsi qu'il a paru à nous notaire… » en faveur de son fils aîné **Claude**. **Laurent** est encore témoin, alors même que l'acte a été passé à Saint-Geoire dans l'étude du notaire. Il ne s'agit donc pas d'un témoin que l'on requiert parce qu'il est voisin comme souvent dans les testaments : le notaire se déplace dans la maison du mourant et saisit les témoins nécessaires en chemin[655].

En 1808, il assiste au testament de sa voisine **Marie Bertet**, épouse de **François Bertet** de la *chanéaz* à Voissant[656].

La même année, il est nommé expert pour dresser l'inventaire de la succession d'**Antoine Boffard Cocat** son cousin (Etaient toujours nommés deux experts, l'un par le conseil de famille, l'autre par le tuteur des éventuels enfants mineurs ; **Laurent** dans le premier cas, **Jacques François Dulac** dans le second, nommé par **Isaac** le frère du défunt)[657].

Encore en 1808, **Laurent** est témoin d'une quittance passée par **Marie Villard Chappat**, veuve de **Pierre Boffard Cocat** de Saint-Bueil (la *cayère*), à son fils **Pierre** du *sâtre*[658].

En 1809, décède **Pierre Desemptes Curtet**, de Saint-Bueil. Sa veuve **Françoise Tirard Pipet** et les deux filles majeures du premier mariage du défunt avec **Françoise Charreton**, désignent **Laurent** comme expert pour pratiquer l'inventaire. Le subrogé tuteur des enfants mineurs du second mariage, **Benoît Roullet Matton**, nomme **Jacques François Dulac**. L'inventaire est réalisé immédiatement. Mais du fait des deux mariages, et de la masse des créanciers, il faut attendre 1813 pour la constitution des lots et le partage, réalisé par les mêmes experts devant le même notaire[659].

En 1811, **Laurent** est témoin d'une quittance passée par **Isaac Pélissier Cugnet** de Voissant à **Claude Buscoz Fit** (fils de **Jeoffray** rencontré plus haut). Il s'agissait pour ce dernier d'acquitter le prix (1 000 FF) d'une vente passée en novembre 1810 (chez **Roche** notaire, toujours)[660].

---

650 Reçue le 17 septembre 1810 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20597

651 Reçu le 26 juin 1791 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20260

652 Reçu le 6 juin 1802 Charmeil à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20448

653 Reçu le 6 juin 1802 Charmeil à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20448

654 Recu le 25 janvier 1805 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20265

655 Recu le 22 décembre 1809 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20269

656 Recu le 13 janvier 1808 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20268

657 Recu le 8 novembre 1808 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20268

658 Recu le 9 novembre 1808 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20268. Il s'agit d'une autre branche des Boffard Cocat. Pierre le père était fils de François et Ennemonde Vachon, et donc frère de Michel, qui avait épousé en 1735 Anne Boffard fille d'Isaac notre ancêtre. Cette branche n'est donc pas directement parente avec nous.

659 Reçu le 7 avril 1809 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20269 et le 12 février 1813, AD de l'Isère 3E 20272

660 Reçu le 21 avril 1811 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20270

En 1812 a lieu un fait divers d'importance à Voissant : le matin du 12 août est découvert le cadavre dans l'Ainan, près de l'écluse d'**Antoine Berton dit Jaya**, taillandier de Voissant[661]. Le maire, **Benoît II Patricot** se transporte sur place avec un officier de santé (médecin) du Pont-de-Beauvoisin, assisté de **Laurent** et **François II Boffard**. On sort le cadavre et **Germain Paret** le médecin l'examine.

Le rapport supposait que le cadavre –un homme de 20 à 25 ans, avait passé environ 10 jours dans l'eau. Le corps ne porte pas de traces de violences.

Le maire, officier de police judiciaire, et les frères **Boffard** commencent alors l'enquête. Suit la description de l'homme (taille de 1,51 m, cheveux châtains liés par un cordon noir), méconnaissable par un séjour aussi prolongé dans l'eau. On découvre de l'argent dans ses poches, ainsi qu'un petit livre de dévotion. Selon le témoignage unanime d'une dizaine de témoins accourus par la rumeur, confirmé par le maire et les frères **Boffard**, il s'agit du cadavre de **Jean Bertet Bornaton** de Voissant, fils de **Jean** (toujours en vie) et de **Françoise Truffier** (donc un cousin –éloigné- du maire **Benoît II Patricot**). **Jean Bertet Bornaton** était célibataire, domestique chez **Pierre Galliard** de la *lambertière* à Saint-Geoire.

Les 3 enquêteurs interrogent ensuite le père, sans lui laisser de répit… Il est avéré que son fils passa une partie du dimanche 2 août chez son père, qu'il en partit vers 15 h pour rejoindre la maison de son maître. Celui-ci ne l'ayant pas vu revenir envoya le chercher chez son père, en vain.

Sur ce, **Jean Chaney Savoyen** et **Pierre Peylin** de Voissant, affirmèrent avoir bu un pot de vin avec lui à saint-Bueil le dimanche après les vêpres. En sortant du cabaret, ils ont vu Je défunt repartir seul sur la route de Saint-Geoire.

La conclusion s'impose : la cause de la mort est soit le suicide, soit une chute liée à l'état alcoolique, dont le défunt n'a pu se relever, emporté par l'eau.

Le corps est immédiatement enterré au cimetière de Voissant[662].

En 1816, **Laurent** assiste au testament de **François Gruat**, tisserand habitant à la *chanéaz* de Voissant[663].

A la position sociale répondla position politique. Comme son père **François I** avant lui, **Laurent** est au cœur du fonctionnement de la commune de Vaulserre (puis de Voissant à partir de 1801).

Rappelons rapidement l'organisation administrative de Vaulserre. En 1790, les quatre paroisses, qui formaient depuis le XVIème siècle au moins une communauté, sont fondues en une seule commune : Vaulserre. Le maire est élu au suffrage censitaire, tout comme les 6 conseillers municipaux et les 12 notables. Les conseillers municipaux forment le corps de ville ; quand ils s'assemblent avec les notables, l'ensemble forme le conseil général de la commune. La commune est rattachée au canton de Saint-Jean d'Avelanne[664].

En 1790, l'ensemble de ce personnel n'est pas affecté à l'une ou l'autre section. Nécessaire et naturelle, cette spécialisation vient vite, et commence par l'organisation de la garde nationale, élue par section.

Un décret de l'assemblée nationale de novembre 1790 organise les communes en sections. Vaulserre y satisfait le 7 février 1791, calquant les sections sur les limites des anciennes paroisses : Saint-Albin devient la section 1, Saint-Martin la section 2, Voissant la section 3 et Saint-Bueil la section 4. **Laurent Boffard** signe d'ailleurs cette délibération, ainsi que le maire **Jacques Bellemin**, **Antoine Buscoz** et d'autres.

Tout s'organise désormais par section : ainsi des nominations pour réaliser un nouveau cadastre faites le 20 février : **François I Boffard** et **Antoine Buscoz** dirigent les opérations dans la section de Voissant.

---

[661] Qui avait édifié sa taillanderie sur un terrain acquis de Laurent Boffard en 1809

[662] Ce procès verbal figure aux Archives Dulac.

[663] Reçu le 18 février 1816 Dode à Saint-Geoire, 3E 20231

[664] En 1790, Saint-Jean d'Avelanne était aussi devenue une commune à part entière. Le canton regroupait les communes de Saint-Jean, Pressins, la Folatière et Vaulserre. En 1797, il comprenait 3101 habitants (le département de l'Isère comprenait 92 cantons en 1800, contre 45 aujourd'hui.

C'était là une promotion stupéfiante pour cette paroisse qui, sous l'Ancien régime, ne formait même pas une communauté à elle seule ; elle était rattachée à celle du Pont-de-Beauvoisin en tant que « forestier ». Cette promotion se comprend par l'importance de quelques-uns de ses habitants. En particulier François Favot, l'un des notaires les plus considérables du bas Dauphiné, très lié avec les Corbeau de Vaulserre…

En 1791 a lieu la réunification de Saint-Bueil. Depuis la constitution du mandement de Saint-Geoire au XIIIème siècle probablement, la paroisse de Saint-Bueil avait toujours été répartie entre les deux mandements de Saint-Geoire et Vaulserre. La limite passait par le berger et la roche et joignait l'Ainan, remontait le long du rif du fonds qui sépare depuis toujours les paroisses de Saint-Bueil et Voissant. Les habitants de la partie de Saint-Geoire pétitionnent depuis le début de la Révolution pour être rattachés à Vaulserre. Le 8 mars 1791, la municipalité de Vaulserre accepte « avec empressement » à l'unanimité. Quelque temps plus tard, le rattachement est effectif.

En 1794-5 a lieu une réforme considérable de l'administration locale : les communes de moins de 5 000 habitants sont regroupées dans des municipalités de canton ; l'ancienne municipalité ne comporte plus qu'une administration embryonnaire : un agent municipal et un adjoint, élus par l'assemblée des électeurs. Vaulserre devient une section de Mont de Velanne, chef lieu du canton (nouveau nom de Saint-Jean d'Avelanne)[665]. Le 10 septembre 1794, le conseil municipal de Vaulserre envoie, à partir du lendemain, le maire **François Dulac** et l'agent national **Charles Garavel** pour délibérer à l'assemblée de la municipalité de canton de Mont-d'Avelanne.

Mais il continue de se réunir régulièrement. Il faut donc croire qu'il existait une répartition des taches entre deux structures bien vivantes.

En 1801, réforme napoléonienne oblige, Voissant devient une commune de plein exercice, comme chacune des trois autres sections : Saint-Albin, Saint-Martin et Saint-Bueil. Le canton de Saint-Jean d'Avelanne étant supprimé[666], les quatre communes sont réparties entre le canton du Pont-de-Beauvoisin (Saint-Bueil et Saint-Martin), et celui de Saint-Geoire (Saint-Bueil et Voissant). La situation administrative perdure aujourd'hui. Depuis 1802 et jusqu'après le décès de **Laurent**, les maire et adjoint(s) (institution nouvelle) sont nommés par le préfet (ville de moins de 5 000 habitants), qui choisit parmi les plus aisés, garants de la stabilité politique. Le conseil municipal est aussi nommé pour 20 ans par le préfet selon le système des présentations par les assemblées électorales en vigueur.

En 1816, on admet le principe du renouvellement quinquennal ; mais en pratique, une stabilité remarquable manifeste bien leur position de notable local. Les maires et adjoints peuvent être nommés en dehors du conseil municipal. Jusqu'en 1830, ce dernier est nommé par le préfet, malgré plusieurs projets dans le sens d'une élection.

En 1831, réforme municipale qui durera jusqu'en 1871. Les maire et adjoint(s) restent nommés (au sein du conseil municipal), mais le conseil municipal est élu pour 6 ans. En 1871, éphémère vent de liberté, qui permet l'élection des maire et adjoint par un Conseil municipal lui-même élu. L'Ordre moral se hâte de rattraper la bévue (loi du 20 janvier 1874).

En 1876, avec la victoire des républicains, les maire et adjoint(s) sont élus (provisoirement) par le conseil municipal, sauf dans les chefs lieu de canton, d'arrondissement et de département où ils restent nommés (jusqu'en 1882 où ces derniers rejoignent le droit commun). Cette élection concerne donc Voissant.

En 1884, on en arrive à l'architecture actuelle : le conseil municipal est élu et élit en son sein les maire et adjoint(s)[667].

---

[665] Durant quelques mois, de mars 1794 à 1795, la Terreur anti chrétienne battait son plein, et toutes les communes portant dans leur nom « le souvenir de la royauté de la féodalité ou de la superstition » durent changer d'appellation : décret de la Convention du 16 octobre 1793. La section de Vaulserre se réunit le 6 avril 1794 (donc tardivement), et adopta le principe du changement des « saint » en « mont » : Saint-Albin devint Mont-Albin … Vaulserre et Voissant conservèrent la même appellation : Arch Dulac

Sur Saint-Jean d'Avelanne, on doit lire l'ouvrage très documenté que lui a consacré Lucien SAGE, *Un village du Bas-Dauphiné : Saint-Jean-d'Avelanne*, Grenoble : Centre alpin et rhodanien d'éthnologie, 1976, notamment p.36 sq.

[666] La menace de suppression pesait depuis 1791 ; le directoire du département de l'Isère avait lancé des consultations. Le 29 mai 1791, le conseil général de la commune de Vaulserre demandait son rattachement au canton du Pont-de-Beauvoisin, et non à celui de Saint-Geoire en cas de suppression de Saint-Jean d'Avelanne. De nombreuses raisons étaient avancées, notamment la plus grande proximité de la ville du Pont, et le meilleur état des chemins pour y accéder : Arch Dulac.

[667] Voici un tableau de l'évolution générale, qui reprend les lignes qui précèdent :

Les archives de la commune de Vaulserre et de Voissant sont lacunaires. Les Archives Dulac détiennent les registres (complets ?) jusqu'à la fin de l'année 1795 : l'arrêt à cette époque est-il dû à la réforme des municipalités de canton ?

Si c'était la seule raison, les archives auraient repris en 1801 alors que Voissant devient une commune parfaite. Or, cette absence dure jusqu'en 1828. Les délibérations du conseil municipal sont ensuite conservées.

Jacques Bellemin fut le premier maire de Vaulserre en 1790 ; **François Dulac** depuis décembre 1792 ; il doit démissionner en octobre 1795 : il tombe sous le coup de la loi qui interdit de fonction publique les parents d'émigrés[668] ; **Antoine Brossat** est nommé par le conseil municipal pour le remplacer. A cette occasion, **Laurent**, notable depuis le décès de son père en 1791, devient officier municipal pour la section de Voissant ; malheureusement, les documents manquent pour aller plus loin. Lorsqu'ils reprennent, **Laurent** est décédé depuis 10 ans.

François Dulac est de nouveau maire de Voissant jusqu'à sa mort en 1802 ; il est remplacé par son fils **Jacques François** ; en 1805, **Benoît II Patricot** jusqu'en 1827 ; puis **Charles Magloire Dulac** ; en 1831, **Antoine Buscoz** ; en 1835, **Charles Magloire Dulac** de nouveau ; en 1849, **Jean Evangéliste Dulac**, fils de Charles, jusqu'en 1872. Le maire et l'adjoint alternent ensuite : **Antoine Boffard**, **Louis Goguet**, **Benoît Antoine Boffard**, **Buscoz, Eugène Durand** …

Entrons maintenant dans le détail :

En septembre 1789, la Révolution a bien commencé et le roi boulanger se prépare à rentrer à Paris avec la boulangère et le petit mitron (en octobre). Les communautés fonctionnent comme auparavant tout en respirant à grands traits l'air de liberté qui souffle depuis quelques mois ; sans texte officiel, les villes et villages organisent souvent une milice pour le maintien du bon ordre ; elle est appelée « milice bourgeoise », et appelée à se réunir aux milices voisines pour défendre la province tant contre les brigands que contre les nobles supposés à la reconquête du pouvoir.

Constatant la mise sur pied de milices autour d'elle, Vaulserre organise la sienne, constituée de 100 hommes. L'élection est le système spontanément utilisé. **Antoine Brossat**, capitaine châtelain du mandement, en devient logiquement le commandant. Suivent ensuite les élections des officiers et sous (« bas ») officiers dans chaque paroisse :

	1790 (naiss de la cne de Vaulserre)	**1790-1791**	**1795** (municipalités de canton)	**1801-1802** (démemb de Vaulserre et naiss des 4 cnes)	**1816**	**1831**	**1871**	**1876 et 1884** : organ act. sauf détails
Maire (et adjoint depuis 1801)	Elu	Elu	1 agent municipal + un adjoint : élus	Naiss des adjoints. Maire et adjt nommés	Idem 1801 (peuvent être pris en deh du cl mpal)	nommés (in cl mpal)	Elus par cl mal ds cne de – de 20 000 h	Elus par le cl mpal
Conseillers municipaux	Elus : corps mpal + cl gl de la commune	Elus ; corps mpal (répartis entre les sections de la cne) et cl gl de la cne (notables)		Nommés ; subsiste un conseil des plus forts imposés	Idem 1801	Cl mpal élu pour 6 ans ; pour le reste : idem	Elus	Elus

[668] Il est beau-frère du notaire Favot, de Saint-Jean d'Avelanne, qui a émigré avec son frère, le curé.

Milice bourgeoise	***Saint-Albin***	***Saint-Martin***	***Voissant***	***Saint-Bueil***
Capitaine	Bellemin Jacques	Garavel Charles	Dulac François	**Boffard Laurent**
Lieutenant	Grobon Joseph Pierre	Bermond Louis	Patricot Benoît père	Patricot Benoît fils
Sergent	Bertuy Louis	Lance Antoine	Buscoz Antoine	Colomb François
Caporal	Muzy Jean	Satre Charles	Boffard Cocat Isaac	Charreton Michel

François I n'était pas encore décédé, et les traditions voulaient qu'il fût nommé lui-même ; **François Dulac**, capitaine de Voissant, avait déjà 56 ans ; **Benoît I Patricot** ; lieutenant de Voissant avait 72 ans !, mais il laisse sa place à son fils aîné pour le représenter sur d'éventuels terrains d'opérations physiques.

Autre enseignement de ce tableau : les nominations ont été faites à l'ancienne, c'est-à-dire selon le niveau de reconnaissance sociale ; cela explique que **Benoît I Patricot**, quoique plus fortuné que **François I Boffard**, ait dû céder une place de capitaine au fils de ce dernier. En contrepartie, il obtint 2 lieutenances, mais qui ne font pas une capitainerie. Cela montre aussi que les **Dulac** et les **Boffard** bénéficiaient de la même reconnaissance sociale. Avec un très léger avantage des premiers, puisque les **Boffard**, de Voissant, prennent la capitainerie de Saint-Bueil… Mais **François Dulac** était notaire de Voissant et lieutenant du châtelain de Vaulserre, alors que **François Boffard** n'était que bourgeois de Voissant… C'est dire l'importance sociale de **François I**, qui rejaillit sur ses enfants.

En revanche, pour tout ce qui concerne les taches d'administration, **François I** tient sa place : par exemple, il a été élu dès le départ second officier municipal de Vaulserre (le maire est **Jacques Bellemin** et le premier officier **Jean Baptiste Valory** curé de Saint-Albin) ; et il assure ses fonctions jusqu'au bout. Par exemple le 20 février 1791, il est nommé pour diriger les opérations de cadastrage de la section de Voissant avec **Antoine Buscoz** ; la délibération est signée par son fils **Laurent** ! Dans l'esprit de tous, **FrançoisI** et son fils **Laurent** ne faisaient qu'un. Nous avons un manque dans les registres entre juillet 1791 et septembre 1792 : il est donc aujourd'hui difficile d'être certain du sort de **Laurent** à la mort de son père. Y-a-t-il eu de nouvelles élections ?

Au renouvellement de la municipalité, en décembre 1792, **Laurent** n'est pas élu parmi les maire et 5 conseillers, mais 3ème notable (sur 12) ; la personnalité de son père, visiblement considérable, s'ajoutait à sa longue expérience des affaires de la communauté ; **Laurent**, à peine plus de 30 ans au décès de son père, ne jouit ni de l'une, ni de l'autre : il doit faire ses preuves.

Suit alors une période de quasi-absence des registres des délibérations. Par exemple le 15 juin 1794, il faut fournir du vin aux « défenseurs de la patrie » qui passent par la commune ; **Benoît I Patricot**, **François Dulac** et **Antoine Buscoz** sont réquisitionnés pour en fournir selon leur fortune (7,5, 7,5, 5). **Laurent**, pourtant producteur de vin et l'un des plus importants propriétaires de la commune, n'est pas cité ; idem le 10 juillet, alors que sont cités **François Vincent Bermond**, **Jean Bertet Bornaton** ou **Isaac Boffard Cocat**[669].

Si l'ensemble de nos sources nous livre un trait de caractère de **Laurent**, c'est bien la modération qui émerge. Il semble qu'il se retire prudemment devant le développement de la Terreur. Au contraire de son frère **Pierre Emmanuel**, qui prend alors une grande importance dans la commune[670]. Quelques mentions éparses concernent **Laurent** :

-le 11 juin 1794, on apprend qu'il possède un cheval, qui échappe de peu à la réquisition pour conduire des marchandises du Pont à Grenoble[671].

-il intervient à la délibération du 17 juin, qui a pour objet de fixer les prix du travail et des marchandises : la journée d'homme pour faucher, sans nourriture : 30 sous, avec nourriture : 15 sous ; pour piocher ou bêcher : 24 ou 12 sous ; la journée de femme pour moissonner : 18 ou 9 sous ; journée de charpentier ou maçon : 36 ou 18 sous ; la journée de bœufs avec bouviers pour labourer : 9 livres ou 4 livres et 10 sous ; idem pour le transport des récoltes.

669 Arch Dulac.
670 Voir : 4. Pierre Emmanuel 1767-1843
671 Arch. Dulac.

-le 1er août 1794, il est taxé, comme son frère **Emmanuel**, pour envoyer du froment, du seigle et de l'orge à *Commune affranchie* (Lyon), suivant un arrêté du district de la Tour-du-Pin (il faudra le rappeler à l'ordre, lui et quelques autres, le 7 octobre, pour qu'il verse sa quote part. parmi ces autres, on compte des **Gallin**, **Jean Bertet Bornaton**, **Antoine Freton** ou **Antoine Boffard Cocat**)

-il apparaît le 5 août au conseil municipal, avec d'autres notables absents des séances depuis la Terreur : **Benoît II Patricot** fils, **Jacques Bellemin**, **Joseph Gallin**, **Jeoffray Tirard**, **Antoine Boffard Cocat**. Il s'agit de débusquer les habitants de la ville ou de la banlieue de *Commune Affranchie* ; le conseil constate leur inexistence.

Puis on retrouve **Laurent** présent à toutes les réunions importantes, où le conseil général de la commune est assemblé (conseil municipal et notables) :

-à la séance du 24 août 1794, où on fait état des difficultés de la récolte des grains de cette année. La neige est tombée en abondance la nuit du 12 au 13 mai ; puis ce fut la pluie, et enfin la grêle le 24 juin qui a achevé de hacher ce qui avait échappé à la pluie, et notamment le raisin et le chanvre ; on fait état aussi du manque de fer chez les marchand ou les fabriques, ce qui handicape les charrues et oblige à différer le labourage. On évalue la récolte en seigle au 6ème d'une année courante, en froment à la moitié et l'orge au quart. En conséquence, le conseil mandate **Louis Bertuy** pour demander au district de ne plus faire de réquisitions à l'avenir.

-**Laurent** est taxé le 30 septembre 1794, mais pas le 1er octobre, ni le 12 janvier 1795…

-le 28 octobre 1794 au conseil statuant sur les dépenses locales : le salaire du greffier (il émet seulement un avis ; le département décide en dernier ressort), le prix des fournitures nécessaires à son fonctionnement… La réponse du département est lue au conseil du 21 février 1795. Le 1er mars, la commune établit son budget pour l'année « 1794 » (bien que le calendrier révolutionnaire soit encore en vigueur, le temps du budget communal est d'un an, du 1er janvier au 31 décembre…).

-le 2 décembre alors que le conseil, où il manque 4 conseillers, propose 14 noms au choix du district (l'un des « nommés » est **Pierre Emmanuel Boffard**).

-le 27 janvier 1795, où il faut régler de multiples questions, aussi diverses que les secours aux parents des défenseurs de la patrie, la récolte et les réquisitions des chanvres, les statistiques d'ensemencement de la commune

-le 11 février 1795, lui et **Antoine Buscoz** sont nommés par le conseil général comme experts. Il s'agit d'évaluer les dégâts causés par les intempéries aux biens d'**Ennemond Allioud Gossard** et à ceux de **Claude Villard Chappat**, tous deux de Saint-Bueil (neige pour le premier, crue de l'Ainan pour le second)

-le 27 février où comparaissent **Jean** et **Isaac Pélissier** de Voissant, de nouveau pour les conséquences des intempéries. De nouveau, **Laurent** et **Antoine Buscoz** sont nommés par le conseil général comme experts.

-le 1er mars où la commune arrête ses dépenses pour 1794.

-le 21 mars 1795, les experts **Laurent Boffard** et **Antoine Buscoz** rendent leur rapport : la perte estimée d'**Ennemond Allioud Gossard** est de 4 000 livres, celle de **Claude Villard** de 2 000 livres. Perte considérable

-le 7 mai à propos du « désarmement de ceux qui ont participé aux horreurs commises sous la tyrannie qui a précédé le neuf thermidor » ; comme Saint-Jean d'Avelanne, la commune de Vaulserre n'allait pas dénoncer certains des siens, en particulier les membres du Comité de surveillance … tous liés de près ou de loin aux notables qui dirigeaient sous l'ancien régime et dirigent encore aujourd'hui !

-le 26 et le 31 mai 1795 pour organiser les secours à porter aux indigents et aux parents des défenseurs de la patrie de la commune (liste de 23 noms). Pierre Emmanuel est nommé pour distribuer le quartier de messidor (la distribution se faisait par trimestre).

-en revanche, il est absent lors de la nomination des deux garde champêtres le 15 août 1795 : **Benoît Recuron** chargé plus particulièrement de Mont-Martin et Mont-Albin, et **Michel Baude** chargé plus particulièrement de Voissant et Mont-Bueil.

-il est encore notable en octobre 1794 et en février 1795 jusqu'à son élection comme officier municipal en octobre 1795[672]. Ses premiers actes dans cette nouvelle fonction, sont de se charger de la contribution foncière pour 1795 dans la section de Voissant (**Antoine Buscoz** et lui doivent recevoir les déclarations des propriétaires) ; le 30 octobre 1795, il reçoit, avec **Jean Muzy** autre officier municipal, le serment civique de **Joseph Fuzier** et **Jean Baptiste Valory**, pour reprendre le culte à Mont-martin et Mont-

[672] Arch. Dulac.

Albin. Le 13 novembre enfin, il reçoit le serment de fidélité du nouveau juge de paix du canton de Saint-Jean-d'Avelanne, **Antoine Brossat**.

Le registre s'arrête ici. Nous ne disposons plus d'aucun registre pour Vaulserre ou Voissant jusqu'en 1828. Il reste seulement très peu d'actes épars ; par exemple, l'affaire de la cure de Voissant, confisquée sous la Révolution comme bien d'Eglise. En 1811, la préfecture de l'Isère organise la vente aux enchères ; la mise à prix est fixée à 900 FF. Après plusieurs enchères, **Benoît II Patricot**, maire de Voissant et en vertu d'un mandat tacite de tous les habitants de la paroisse, l'emporte avec 1 450 FF[673].

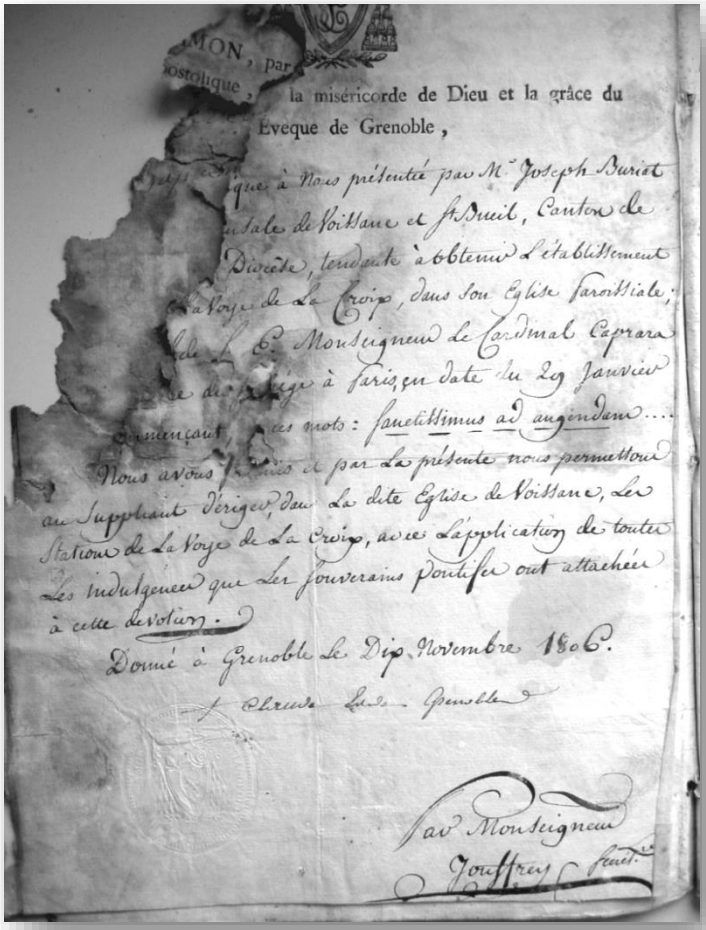
Le conseil municipal répartit ensuite cette somme en fonction des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1811. La répartition, datée du 5 décembre 1811, est signée par les conseillers : **Buscoz**, **Charles Dulac**, **Bertet**, **Martin Boffard**, **Laurent Boffard** et le maire **Benoît II Patricot**.

C'est donc sans preuve formelle, mais avec beaucoup d'indices, qu'on peut affirmer que **Laurent** resta membre du conseil municipal jusqu'à sa mort.

Sur le plan religieux, nous n'avons aucun souvenir de sa présence. Les registres de la Fabrique de Voissant : institution qui gère les biens de l'Eglise, dont les membres sont nommés par l'évêque pour la majorité, et par le préfet pour le reste, avec le maire et le curé comme membres de droit (loi 1809) ne remontent qu'à la nouvelle organisation de 1821. Rien auparavant. Elle se réunit ordinairement une fois par an, le dimanche de Quasimodo, c'est-à-dire le premier dimanche après Pâques[674].

Mais si l'on en croit l'omniprésence des **Boffard**, en particulier le fils et le petit-fils de **Laurent** jusqu'en 1906, on peut supposer sa présence depuis la Révolution et particulièrement le décès de son père François I.

Le (premier ?[675]) chemin de croix fut installé dans l'église de Voissant en 1806, sur la demande du curé **Joseph Burriat** à l'évêque de Grenoble. La réponse de l'évêché a été conservée dans les registres paroissiaux ; la voici :


...MON, par ...ostolique, la miséricorde de Dieu et la grâce du Siège
Evêque de Grenoble,
...que à Nous présentée par Mre Joseph Buriot
...tale de Voissans et St Duit, Canton de
...Vizille, tendante à obtenir l'établissement
...la Voye de la Croix, dans son Eglise Paroissiale;
...de L. E. Monseigneur le Cardinal Caprara
...de Légat à Paris, en date du 29 Janvier
...commençant par ces mots: sanctissimus ad augendam....
Nous avons [illegible] et par la présente nous permettons
au Suppliant d'ériger dans la dite Eglise de Voissans, les
Stations de la Voye de la Croix, avec l'application de toutes
les indulgences que les souverains pontifes ont attachées
à cette dévotion.
Donné à Grenoble le Dix Novembre 1806.
+ Charles Evêque de Grenoble
Par Monseigneur
Jouffrey Secrét.

Registre paroissial de Voissant n°17

Le 5 juillet 1818, pressentant une fin proche, **Laurent** fait son testament devant un notaire de Saint-Geoire, **François Xavier Dode** (famille du maréchal de Napoléon I) : **Françoise Patricot** recevait l'usufruit de la moitié des biens meubles et immeubles de la succession. **Noël**, le fils aîné, reçoit un quart de tous les biens en

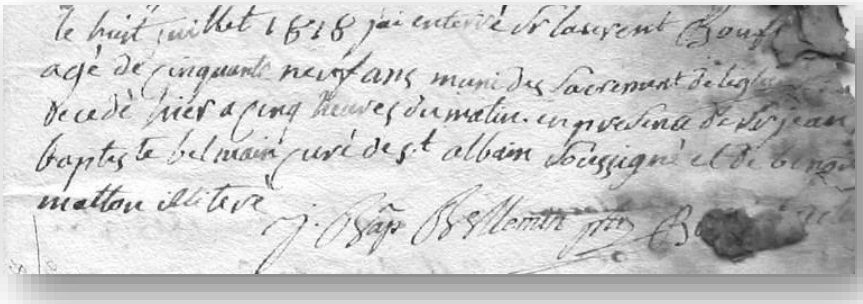
673 26 novembre 1811, Arch Dulac.

674 Parce que l' « Introït » de ce dimanche commençait par ces mots : « Quasi modo geniti infantes, alleluia : rationabile, sine dolo lac concupiscite. Alleluia, alleluia, alleluia.
Ps. Exsultate Deo adjutori nostro : jubilate Deo Jacob. Gloria Patri ".
= "Comme des enfants nouveau-nés, alleluia : enfants spirituels, aspirez au lait pur et sincère. Alleluia, alleluia, alleluia. *Ps*. Célébrez dans la joie le Dieu notre protecteur : louez avec allégresse le Dieu de Jacob. Gloire au Père. Comme des enfants. »

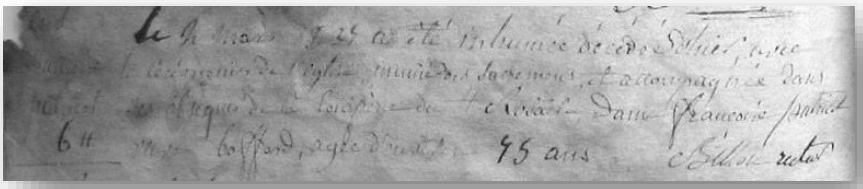
675 Le chemin de croix fut introduit en Europe par les Franciscains, au profit des chrétiens qui ne pouvaient faire le voyage de Jérusalem et mettre leurs pas dans ceux du Christ. A la fin du XVIème siècle, les 14 stations furent définitivement fixées.

pleine propriété, par préciput et outre sa part. il pourra prendre ce quart supplémentaire sur les meilleures terres, c'est-à-dire la *bégasse* et la *combette* et successivement sur les autres fonds les plus rapprochés des premiers cités ; puisque le droit obligeait au morcellement, on tentait ainsi de maintenir le cœur le plus rentable du patrimoine pour l'aîné qui allait reprendre l'exploitation (c'est là une disposition habituelle des testaments).

Suivent les legs pies : à la fabrique de Voissant (personne morale chargée de gérer les biens de l'Eglise), à la confrérie des pénitents et à celle des pénitentes de Voissant et aux pauvres de la paroisse[676].



Registre paroissial de Voissant n°16, 181



Registre paroissial de Voissant n°18, 1030

Deux jours plus tard, le 7 juillet, **Joseph Patricot** (beau-frère de Laurent) et **Benoît Pélissier** (neveu de **Laurent**), annoncent son décès au maire **Benoît II Patricot**, lui aussi beau-frère du défunt[677]. Le 8, il est enterré au tombeau de ses ancêtres.

Françoise Patricot lui survit jusqu'en 1837. Elle meurt à l'âge de 75 ans.

Ainsi les contours du visage de **Laurent** se dessinent-ils progressivement devant nous : il est bien un notable de son époque, mais sans ambition démesurée ; il est profondément croyant, clérical comme le sont globalement les **Boffard** au XIXème siècle, il apprécie l'ordre avec la certitude millénaire que chacun est à sa place ; sur le plan matériel, il est cohérent avec ce qui précède : rentier avant tout, il fait fructifier sans excès un capital venu en héritage. L'un de ses frères, **Pierre Emmanuel**, affectionne les offices publics, et finit par quitter Voissant pour Montferrat, où il devient l'un des plus gros propriétaires de la région. **Martin**, le dernier frère de **Laurent** (après la disparition d'**Antoine**) est lui aussi élu pour administrer l'état civil de Voissant, lorsque celle-ci n'était qu'une section de la commune de Vaulserre (donc avant 1801) ; quant à **Benoît** et **Joseph**, ils font tous deux fortune à Lyon dans la fabrique et le négoce.

Pour finir sur **Laurent** et **Françoise Patricot**, laissons la parole à **François Napoléon**, l'un de leurs enfants qui note ces quelques lignes dans son testament de 1880 : « Je suis né, grâce à Dieu, de parents chrétiens et catholiques, braves gens, bons et honnêtes. Je n'avais encore que onze ans quand j'ai perdu mon père ; j'ai été privé de sa direction et de ses conseils, je sais qu'il était bien vu et estimé de ceux qui le connaissaient ; sa bonne réputation m'a facilité mon entrée dans la société que j'ai eu à fréquenter, et a guidé les premiers pas de ma jeunesse. J'espère qu'il est au Ciel. »

Sur sa mère, qu'il a mieux connue, il est plus disert : « J'ai eu le bonheur de conserver ma mère jusqu'à l'âge de 77 ans, j'avais 31 ans quand j'ai eu la douleur de la perdre. Elle était vertueuse dans toute l'acception du mot, bonne, charitable, éclairée dans ses conseils comme dans sa piété ; je lui dois le peu que je vaux, je l'aimais et la respectais, son souvenir m'est cher et précieux. La crainte de lui déplaire, de lui donner du chagrin, m'a certainement empêché de commettre quelques sottises de jeunesse… »

[676] Reçu le 5 juillet 1818 Dode à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20233

[677] Registre d'état civil de Voissant, 7 juillet 1818

Et le mot de la fin sera pour **Laurent** lui-même, homme droit et honnête homme, dans son testament : « J'invite mes enfants à vivre entre eux en bonne union, et à avoir pour leur mère tous les égards et le respect qu'ils lui doivent… »[678]

Du mariage de **Laurent** et **Françoise Patricot** naissent 8 enfants, dont 4 meurent jeunes, sans descendance :

-Agnès, naît et décède en 1792 ;

-Françoise, naît en 1794 (**Pierre Emmanuel Boffard** et **Joseph Patricot** sont témoins) et décède en 1801 ;

-Laurent, naît en 1795 et décède en 1807 ;

-**Antoine Noël** (que l'on appellera **Noël** pour le distinguer des nombreux autres Antoine de la famille, et quoique son prénom usuel soit « **Antoine** »), qui suit ;

-Pierre, naît en 1800 (les témoins sont sa tante **Louise Boffard** et son mari **Pierre Gallin**, qui devient son parrain) et décède le lendemain ;

-Joseph Romain, qui suit **Noël** ;

-**Julie**naît à Voissant en 1804[679]. Les témoins sont **François II Boffard** et **Martin Boffard**, ses deux oncles habitant Voissant.

Elle épouse son cousin germain **Benoît Gallin** (fils de **Pierre Gallin** de *miribelière* à Miribel, et de **Louise Boffard**) ; le mariage a lieu le même jour que celui de son frère **Noël** avec **Thérèse Gallin**, la sœur de **Benoît**. Il y a là un mariage, sans doute d'intérêt, mais dont on sent qu'il correspond aux inclinations des uns et des autres. Il dut faire jaser à Voissant. Nous en reparlerons dans les passages concernant **Noël**.

En tous cas, **Julie** décède prématurément en 1838 à Voissant[680].

-et **François Napoléon**, qui suit **Joseph Romain**.

Il est temps maintenant d'étudier la branche créée par **Noël**, fils aîné de **Laurent** et **Françoise**.

[678] Reçu le 5 juillet 1818 Dode à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20233

[679] Le registre paroissial pour 1804 a disparu.
Voir Registre d'état civil de Voissant, 27 janvier 1804

[680] Registre d'état civil de Voissant, 18 juillet 1838

1.1 Noël 1798-1877

1. Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)
    1.1 Antoine Noël (1798-1877) + 1821 Thérèse Gallin (1801-1874)
        1.1.1 Benoît Antoine, dit Antonin (1828-1906)
        1.1.2 Romain (1838-1907)
        1.1.3 Jules (1844-1938)
    1.2 Joseph Romain (1802-1852)
        1.2.1 Jean Pierre dit Joanny (1837-1910) + 1861 Claudine Berloty
    1.3 François Napoléon (1806-1880) + 1833 Thérèse Guerre (1.3.1), et + 1849 Angélique Charreton (1.3.2, 1.3.3)
        1.3.1 Napoléon (1833-1902) + 1867 Clémentine Boffard
        1.3.2 Laurent (1851-1926) + 1880 Noémie Chabert
        1.3.3 Joseph (1862-1948) + 1893 Marguerite Comte

Antoine Noël est né le 25 décembre 1798, ce qui justifie le second prénom de **Noël** (tout comme un autre garçon, né en 1806 le jour de la victoire d'Iéna, sera prénommé **François Napoléon**). La déclaration en est faite par le père, par **Joseph Patricot**, frère de **Françoise** la mère de l'enfant et de **Benoît II**, le maire de Voissant. Elle est aussi faite par **Antoine Boffard** le soldat[681]. En l'absence de l'acte de baptême (lacunes de la conservation des registres paroissiaux), il faut supposer qu'il était le parrain du nouveau-né.

Son prénom usuel était « **Antoine** », et jeune, il signait d'ailleurs « **Antoine Boffard** » ; nous le désignerons ici par son second prénom, pour le distinguer des cinq « **Antoine Boffard** » de la même période...

Comme cela fut déjà dit, les registres paroissiaux de la Révolution et du XIXème siècle sont extrêmement lacunaires ; ainsi, tous les renseignements sur les parrainages ou les témoignages des Boffard à cette époque sont donnés *a minima*.

Noël est parrain 5 fois :

-1814, d'**Antoine Laurent Buscoz Fit**, de **Claude** et **Catherine Boffard Cocat**[682].

-1815, de **Julie Françoise Villard**, d'**Antoine** et de **Françoise Buscoz** (la marraine est sa sœur **Julie**)[683].

-1818, de **Laurent Boffard Cocat**, d'**Isaac** et **Séraphie Buscoz** (la marraine est **Julie**, sœur du parrain)[684].

-1821, d'**Antoine Benoît Pélissier**, de **Benoît** et **Marine Vachon**. La marraine est **Thérèse Gallin**, alors non mariée avec le parrain[685].

-1830, d'**Antoine Boffard**, de son cousin **Antoine** (fils de **François II**) et **Louise Allemand**. La marraine est **Thérèse Gallin** épouse du parrain[686].

Il est témoin 14 fois, en :

-1818, baptême de **Françoise Queyron**, de **François** et **Françoise Palier**. La marraine est **Françoise Patricot**, mère de **Noël**[687].

-1820, mariage de **Jacques Croibier Bâton** (fils de **Joseph** et **Claudine Veysselier**), et de **Marianne Pélissier** (fille de **Benoît** et **Louise Patricot** –elle est donc la cousine de **Noël**). **Benoît II Patricot** et **Antoine Buscoz** signent aussi[688].

[681] Registre d'état civil de Voissant, 26 décembre 1797
[682] Registre paroissial de Voissant n°13, 29
[683] Registre paroissial de Voissant n°14, 169
[684] Registre paroissial de Voissant n°16, 180
[685] Registre paroissial de Voissant n°17, 40
[686] Registre paroissial de Voissant n°18, 1010
[687] Registre paroissial de Voissant n°16, 175
[688] Registre paroissial de Voissant n°16, 193

-1823, baptême de **François III**, de son cousin **Antoine** (**François II**) et **Louise Allemand**[689]. Il semble donc assez lié avec cette branche de la famille

-1825, mariage d'**AntoineColomb** avec sa cousine **Marie Thérèse Boffard**, fille de **François II** et **Marie Bertet Bornaton**. **Antoine** (**Martin**) est aussi témoin[690] ;

-1826, naissance de **Claude Boffard Cocat**, d'**Isaac**et **Rose Buscoz**[691] ;

-1827, mariage de son cousin **Jacques** (de **François II**) avec **Rose Rosset**[692].

-1831, mariage de **Joseph Queyron** et **Madeleine Dulac**[693] ;

-1836, naissance d'**Antoine Hippolyte Boffard**, de son cousin **Antoine Martin**[694] ;

-1847, décès de **Josephte Chevron** sa tante, veuve de **Antoine Martin Boffard**[695] ;

-1847, mariage de **Jacques Barral Poulat**(Merlas), avec **Marianne Sotat Gorin**(Voissant)[696] ;

-1854, mariage de **Victor Bornat Quérat** avec **Madeleine Bellemin**[697].

-1855 mariage de **François Périer dit Lamby** de Miribel, avec **Thérèse Goguet** de Voissant (fille de **Louis** et **Marie Boffard** –fille de **Martin**-). **Antoine**, fils de **Martin** et oncle de la mariée, signe aussi, ainsi que **Jean Evangéliste Dulac** et **Louis Grobon**[698] ;

-1866, naissance de **Marius Girard**, d'**Augustin**et **Jeanne Marie Girard**[699] ;

-1867, mariage de **Jean Pierre Barbier** avec **Séraphie Angélique Buscoz**[700] ;

Durant la fin du XVIIème siècle et tout le XVIIIème, nos alliances nous orientaient vers Saint-Geoire ou Vaulserre. Orientation nouvelle dès le début de XIXème siècle, la famille **Boffard** (branche aînée et dernière –celle de **Martin**-) se tourne résolument vers Miribel. En témoigne en 1821 le mariage croisé qui dut mettre le pays en émoi : **Noël**, fils aîné de **Laurent**, épouse **Thérèse Gallin** ; **Julie**, la sœur de **Noël** épouse **Benoît Gallin**, frère de **Thérèse**. Ce double mariage est d'autant plus important pour la famille et surprenant pour les autres que les **Gallin** sont enfants de **Pierre** et de **Louise Boffard**, sœur de **Laurent**…

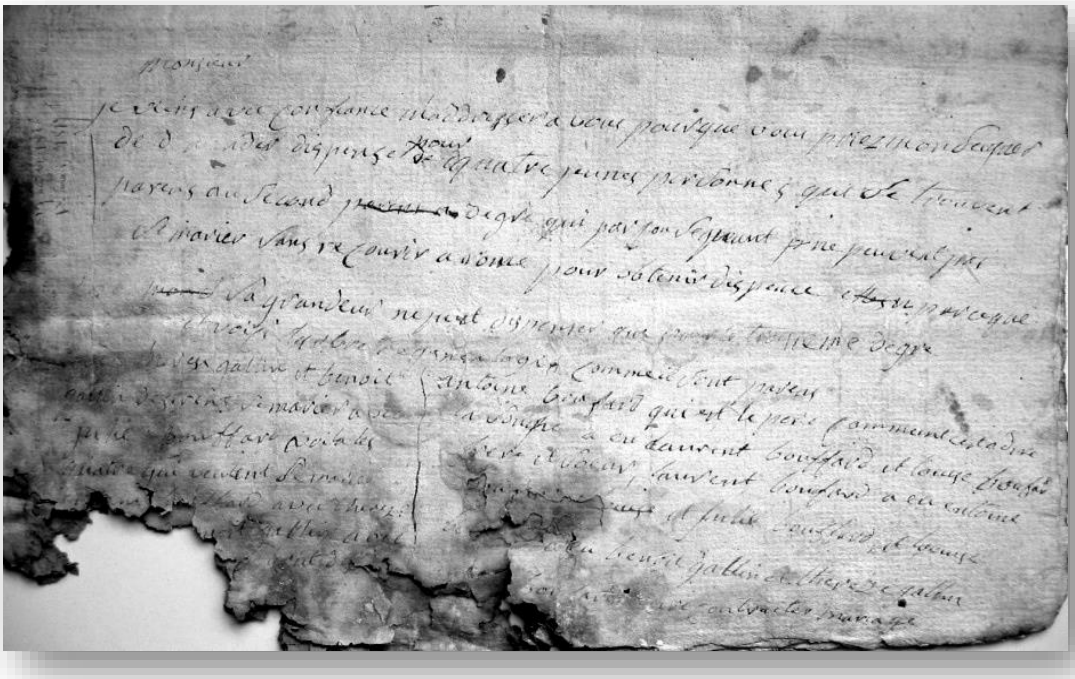
Les familles tenaient tant à ce mariage qu'elles ont accepté de souscrire aux formalités pesantes qui le permettaient : le mariage entre cousins germains (parents au deuxième degré selon la computation de l'Eglise) est interdit depuis le IVème siècle, et nécessite une dispense. L'évêque de Grenoble est sollicité, mais il ne peut dispenser que pour le troisième degré.

Il fallait (c'est toujours le cas) recourir directement au pape pour la dispense du deuxième degré. Ce fut le cas, et la dispense fut accordée[701].

Le mariage est célébré le 23 juillet 1821 à Voissant.

Voici le brouillon de la lettre rédigée par le curé de Voissant :

[689] Registre paroissial de Voissant n°17, 56
[690] Registre d'état civil de Voissant, 8 juin 1825
[691] Registre d'état civil de Voissant, 30 janvier 1826
[692] Registre paroissial de Voissant n°17, 82
[693] Registre d'état civil de Voissant, 27 juillet 1831
[694] Registre d'état civil de Voissant, 7 octobre 1836
[695] Registre d'état civil de Voissant, 13 janvier 1847
[696] Registre d'état civil de Voissant, 7 octobre 1847
[697] Registre d'état civil de Voissant, 9 février 1853
[698] Registre paroissial de Voissant n°18, 1082
[699] Registre d'état civil de Voissant, 19 août 1866
[700] Registre d'état civil de Voissant, 11 septembre 1867
[701] Ce type de dispense ne semble pas être une exception : en 1834, Joseph Carre Pistolet et Françoise Gallin (fille de Claude et Madeleine Carre Pistolet) l'obtiennent apparemment sans difficulté majeure : Registre paroissial de Voissant n°18, 1022. En revanche, le mariage entre cousins germains semble exceptionnel…



Brouillon retrouvé dans les registres paroissiaux de Voissant, à la date du mariage

Il faut évoquer ici la famille **Gallin**.

Les **Gallin** sont proches des **Boffard**. Remontons à la fin de XVIIIème siècle : **Laurent**, le père de **Noël** et **Julie**, n'a qu'une sœur survivante (**Louise**). Celle-ci naît en 1775 ; Ses parrain et marraine sont **Sébastien** et **Louise Patricot**, enfants de **Benoît I** et frère et sœur de **Françoise** (qui épouse Laurent Boffard en 1791).

En 1793, **Louise** épouse **Pierre Gallin** de *péréaz* à Miribel (mais *péréaz* a toujours eu un statut particulier : au milieu passe la limite entre les mandements de Miribel et de Vaulserre d'avant la Révolution. Au début du XVIIème siècle, le mandement de Miribel s'était même étendu sur celui de Vaulserre à la suite d'une entreprise guerrière des seigneurs de Miribel, à laquelle celui de Vaulserre n'avait pu résister. Les bornes avaient été repoussées[702], et *péréaz* avait été annexé au mandement de Miribel, tout en continuant d'appartenir à la paroisse de Voissant.

Après la Révolution, *Péréaz* est rattaché à la commune de Miribel, mais demeure dans la paroisse de Voissant. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, en 1927, les familles de *péréaz* demandent avec succès à l'évêque de Grenoble à être rattachées à la paroisse de Miribel. Les familles **Corporon** et **Billot Mornet** obtiennent de rester dans la paroisse de Voissant : le territoire de *péréaz* est très vaste et accidenté, et ces deux familles sont bien plus proches de l'église de Voissant que de celle de Miribel (2 heures de marche)[703].

La famille **Gallin** est étendue, mais la souche semble se trouver du côté de la Sauge, entre Saint-Geoire, Saint-Martin de Vaulserre et Saint-Jean d'Avelanne[704]. **François** (fils de **Joseph** et de **Louise Perrin**), habitait à Voissant et s'était installé à Miribel après son mariage avec **Marie Vivier** en 1751 (fille de **Joseph** et **Françoise Faure Bondat**). Ils ont quatre fils parvenus à l'âge adulte : notre **Pierre** (1761-) ; **Joseph**, installé à Voissant comme marchand propriétaire, qui fit parler de lui par son activité chez les notaires de Saint-Geoire (décès le 28 décembre 1802 à Voissant dans sa maison voisine du château) ; **Françoi s**(1756-) cultivateur à Miribel ; et **Jacques** (1768-) tailleur d'habits.

[702] Description générale de 1679, Arch Vaulserre L 1526, voyez ma transcription p. 12

[703] Arch du diocède de Grenoble, décision du 4 mars 1927

[704] Nombreux documents sur la/les famille(s) Gallin aux Arch Boffard. Je les tiens à disposition.

Le « Rôle pour le payement de la cure de Voissant » établi par le conseil municipal de Voissant en 1811 permet d'évaluer la surface sociale de **Pierre Gallin**. La coutume exemptait les habitants de *péréaz* de l'entretien et des réparations de l'église ; à cette occasion, et suivant l'exemple révolutionnaire, la coutume est renversée ; le conseil arrête que les contributions des habitants de *péréaz* seront remises à **Pierre Gallin**, le plus gros contributeur (80 FF, par rapport aux 145 FF de **Laurent Boffard** -2ème contribution par ordre d'importance). Ainsi, **Pierre Gallin** est le plus important propriétaire de *péréaz*. Mais sa fortune (sur Voissant) ne représente que 55% de celle de **Laurent Boffard**.

Pierre Gallin et **Louise Boffard** ont eu **Louise** (1797), mariée en 1816 à **Antoine Rive**, de Belmont Tramonet[705] ; **Benoît** (1799) et **Thérèse**(1802) qui épousent en 1821 **Noël** et **Julie Boffard**, leurs cousins germains.

Pierre Gallin et **Louise Boffard** sont restés leur vie durant à Miribel (*miribelière* à *péréaz*), tout en étant très présents à Voissant. Ils participent régulièrement à la vie de la famille : en 1804, par exemple, lors du règlement de la succession d'**Agnès Baudrand**, la mère de **Louise**[706].

Louise et son mari sont plusieurs fois marraine et parrain à Voissant :

-1792, de **Pierre Girerd**, d'**Antoine** et **Marie Billion**[707] ;

-1799, de **Pierre Boffard**, de leur frère et beau-frère **Laurent**[708] ;

-1808, de leur nièce **Louise Boffard**, de **Martin**[709] ;

-1826, de leur petit-neveu **Antoine François Boffard**, de **Noël** et **Thérèse Gallin**[710].

Louise et **Pierre** n'apparaissent pas comme témoin. Reste à étudier précisément les registres paroissiaux de Miribel.

Après le décès de **Pierre**, **Louise** et son fils **Benoît** se tournent résolument vers Voissant. Par exemple, en 1833, **François Cayère Codé**, d'une vieille famille de la *chanéaz*, vend à **Benoît** tout ses biens de Voissant : un domicile, des bâtiments, terre et vignes. L'ensemble jouxte des biens appartenant aux parents de **Benoît**, **Pierre** et **Louise Boffard**, et d'autre part des biens acquis peu de temps auparavant de **Jean Sotat Gorin**[711].

Benoît est installé à Voissant lors de la naissance de sa fille **Thérèse** (1834)[712].

En 1837, il est élu au conseil municipal de Voissant, jusqu'en 1848. C'est qu'à partir de 1839, **Benoît** et sa mère décident de s'installer à Voiron, sans doute à la suite du décès de **Julie** en 1838 (âgée 34 ans) ; ils organisent la vente des biens possédés à Voissant et à Miribel :

En avril 1839, **Louise** vend 5 900 m² de bois châtaigneraie au *petit crolard*de Saint-Albin (vers l'ancienne maladrerie, près de l'Ainan) pour 375 FF[713].

Le 24 mai, nouvelle vente, cette fois à **Antoine Boffard** (fils de **Martin**), neveu de **Louise** : une terre et pré *en boinan* à la*chanéaz* de 5 000 m² pour 1 000 FF[714]. La quittance du total est reçue par Me **Cholat** notaire à Miribel le 12 septembre 1847.

Le même jour, **Louise** et son **fils** vendent à **Laurent Bertet Bornaton**, du *berte*tà Voissant, une maison, hangar, four, cour, grange, écurie, jardin, terre treillée et terre nue ; l'ensemble fait 1,5 ha d'un seul tenant au hameau de la *chanéaz*. Le prix est donc élevé : 6 000 FF ; les vendeurs s'empressent de faire inscrire une hypothèque sur tous les biens de l'acquéreur, peu sûr[715].

Toujours le même jour, **Laurent Bertet Bornaton** obtient de **Benoît Gallin** un prêt de 2 400 FF …[716]

---

[705] Registre de l'état civil de Miribel, 1er octobre 1816

[706] Reçu le 19 novembre 1804 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20590

[707] Registre paroissial de Voissant n°6, 349

[708] Registre d'état civil de Voissant, 12 janvier 1800

[709] Registre paroissial de Voissant n°11, 144

[710] Registre paroissial de Voissant n°17, 175

[711] Reçue le 22 février 1833 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20521 ; cette vente est conclue pour le prix de 500 FF. Mais elle est assortie de conditions particulières : le vendeur pourra demeurer sa vie durant dans ses biens, en compagnie de son fils cadet ; s'il veut obtenir le prix de la vente, il devra justifier auprès de l'acquéreur de l'employer à acheter un autre bien.

Durant la vie du vendeur, si les bâtiments s'écroulent d'eux-mêmes (ils ne devaient pas être en fameux état…), aucune habitation ne sera due par l'acquéreur.

[712] Registre d'état civil de Voissant, 19 juillet 1834

[713] Arch Boffard, Rouge 1

[714] Recue Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20437

[715] Recue Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20437

[716] Recue Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20437

En 1845, c'est le tour des biens de Miribel, notamment le domaine de la *miribelière*, ainsi qu'un petit domaine appelé *Bioud* et divers bois et prés, vendus pour 42 000 FF à **Joseph Romain Boffard**, fils de **Laurent** et donc autre neveu de **Louise**[717].

Pour en revenir au double mariage **Boffard-Gallin** : le contrat de mariage de 1821 est signé à Miribel chez le notaire **Péclet** le 4 juillet[718]. Le trousseau des deux épouses est estimé 600 FF, et **Benoît** reçoit de son père le quart de ses biens par donation entre vifs ; pour le reste, **Benoît Gallin** renonce pour **Julie Boffard** à sa part successorale des biens parentaux ; **Noël** renonce quant à lui pour **Thérèse Gallin**, à sa part dans la succession de ses père et mère. Aucun chiffre n'est précisé, mais d'autres sources évoquent la somme de 10 000 FF[719].

Ainsi, à défaut d'être brillant, (il n'était pas mauvais non plus), ce mariage était habile ; il permettait de contourner les règles si strictes de la succession égalitaire, qui morcelait les propriétés et conduisait les familles à quitter la terre pour l'industrie.

Comme son père avant lui, **Noël** est au centre de la vie du village jusqu'à sa mort. Sur le plan économique d'abord (jusqu'en 1865, puisque nos recherches chez les notaires s'arrêtent à cette date), sur le plan politique et religieux ensuite :

La succession de **Laurent** intervient en plusieurs étapes : en 1821 avec la renonciation de **Julie**, seule fille, au profit d'**Antoine Noël**. Quelques temps après, **Noël** achète sa part à **Joseph Romain** (vendeurs de bougies à Lyon, qui n'a pas d'intérêt à conserver des immeubles à Voissant)[720] ; en 1827, **Noël** transige avec son dernier frère **François Napoléon**. Celui-ci obtient : un pré et bois taillis au pré du *vivier* (Voissant) pour plus de 1,5 ha ; un bois à Saint-Martin de 5 250 m² ; 2 512 m² de bois en *bois brûlaz*(Saint-Bueil) ; 1,5 ha de terre et vigne appelée la *grandebudière*(Voissant) ; la moitié de la grange située à côté du domicile, ainsi que la moitié des vergers et basse cour qui l'entourent ; le « salon » de la maison, la chambre au-dessus et le galetas supérieur : pour les entrées et sorties, il pourra utiliser celles de l'hoirie (il s'agit donc de la partie de la maison située au sud de la maison, qui donne sur la basse cour, triangle fermé par des murets surmontés de grillages) ; un petit pré de 2 000 m² au *savoyen* ; un paquerage et vernaie de 2 350 m² ; **Françoise Patricot**, veuve de **Laurent Boffard**, a droit à la moitié de l'usufruit de tous les biens : elle choisit de conserver l'usufruit sur la portion de maison et les immeubles proches de celle-ci : grange, verger, basse cour[721].

Ainsi en 1827, la répartition de la succession de **Laurent** est réglée. Celle-ci peut donc être liquidée, et les créanciers payés.

En 1827, **Noël** vend à **Jean Bertet** fils de **François**, cordonnier à Voissant, un bois de 1675 m² au *mont* (Voissant) ; les confins : **Jean Chaney Savoyen**, **François Cayère Codé** et **Jean Bertet** lui-même, toutes familles installées à la *chanéaz* et donc loin du *mont*, font penser que des communs ont peut-être existé à Voissant, quoique des documents du début du XVIIIème siècle affirment le contraire. Si tel est le cas, ces communaux ont été partagés avant le XVIème siècle : aucun des documents que nous possédons, nombreux à partir du XVIème, ne mentionne ou ne rappelle l'existence de communaux. Le prix du bois est de 100 FF[722].

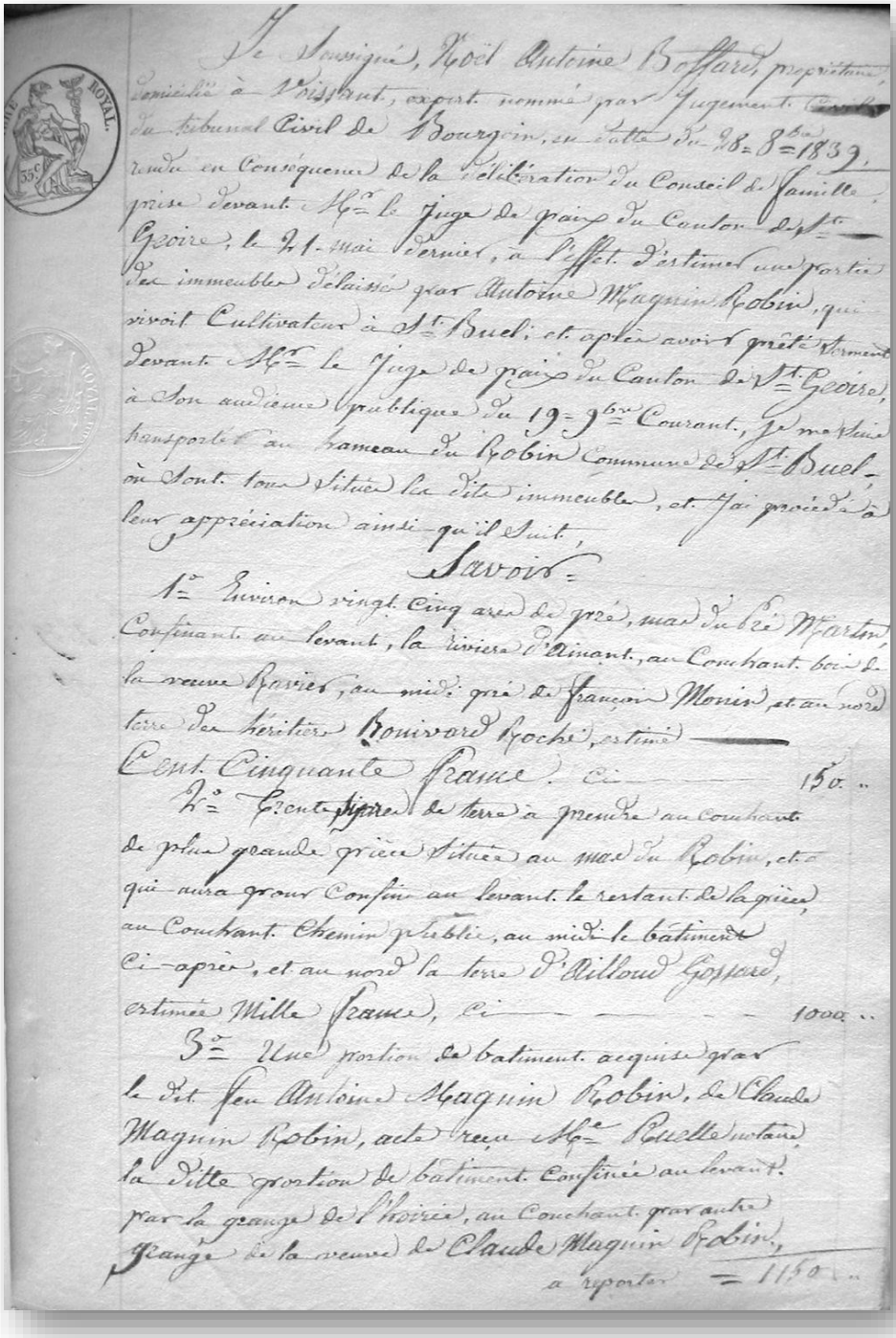
En 1831, **Noël** achète à **Benoît Freton**, charpentier à Voissant, une terre bien plus stratégique pour lui : une terre plantée de 4 rangées de vignes à la *combette* ou à *rozaz*, c'est-à-dire en limite des meilleures terres des **Boffard**. Ces 2 600 m² sont vendus 790 FF. Ce qui pousse **Benoît Freton** à vendre une excellente terre ? Une dette, comme bien souvent, impossible à régler. En l'espèce, une dette de 650 FF à **Joseph Gallin**, marchand de Voissant (qui l'avait acquise lui-même de **Jean Billot Mornet** ; celui-ci était créancier de **Marie Anne Freton** et de **Marc** (mari de **Marianne**) et **François Chaney Prince**, cultivateurs à Voissant)[723].

---

[717] Cette vente est rappelée dans l'inventaire après décès de Joseph Romain, mort en 1852, reçu le 2 avril 1853 Berloty à Lyon.
[718] Reçu le 4 juillet 1821 Péclet à Miribel, AD de l'Isère 3E 31213
[719] En particulier un transport du 29 août 1845 de Benoît Gallin à Noël Boffard, reçu Favot, AD de l'Isère 3E 20533
[720] Acte reçu Péclet à Miribel, date exacte inconnue.
[721] Acte reçu le 23 avril 1827 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20623
[722] Reçue le 23 juillet 1827 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20624
[723] Reçu le 21 mars 1831 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20631

En 1832, **Noël** (représenté par son frère **François Napoléon**) participe à la répartition de la succession de **Claude Magnin Robin** de Saint-Bueil. L'ensemble a été emporté par **Jean Baptiste Menuel** et **François Puget** de Saint-Geoire, qui le vendent ensuite par lot : il acquiert une vernay (terre humide, où croissent les aunes et les bouleaux ; on dit aussi : une « aunaie ») à Saint-Bueil, pour le prix de 185 FF[724].

Noël est parfois nommé expert pour la succession de cultivateurs habitant autour de Voissant. Par exemple le 28 octobre 1839, le tribunal de Bourgoin le désigne pour apprécier la valeur de certains biens de la succession d'**Antoine Magnin Robin** de Saint-Bueil (le fils de **Claude** vu au-dessus). Voici le rapport rendu le 25 novembre suivant, écrit de sa main:



Je Soussigné, Noël Antoine Bottard, propriétaire, domicilié à Voissant, expert nommé par Jugement du Tribunal Civil de Bourgoin, en date du 28=8bre=1839, rendu en Conséquence de la Délibération du Conseil de famille, prise devant Mr= le Juge de paix du Canton de St=Geoire, le 21 Mai dernier, à l'effet d'estimer une partie des immeubles délaissés par Antoine Magnin Robin, qui vivait Cultivateur à St=Buel; et après avoir prêté Serment devant Mr= le Juge de paix du Canton de St=Geoire, à Son audience Publique du 19=9bre Courant, je me Suis transporté au Hameau du Robin Commune de St=Buel, où Sont Tous Situés les dits immeubles, et J'ai procédé à leur appréciation ainsi qu'il Suit,

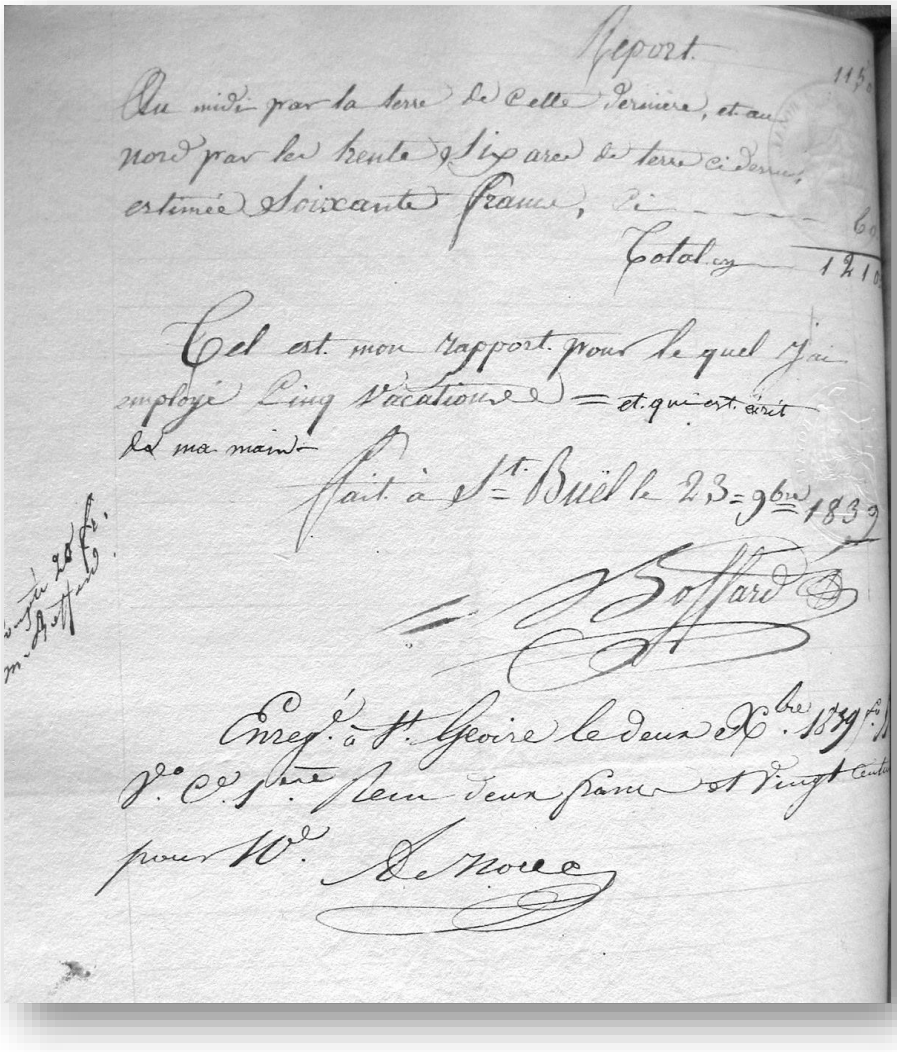
Savoir=

1°= Environ vingt Cinq ares de pré, mas du bois Martin, Confinant au levant, la rivière d'Aimant, au Couchant. bois de la veuve Ravier, au midi pré de François Monin, et au nord terre des héritiers Bonivard Roche, estimé
Cent Cinquante Francs. Ci ——— 150. ..

2°= Cinq cents Sapins de terre à prendre au Couchant de plus grande grange Situés au mas du Robin, et qui aura pour Confin au levant. le restant de la grange, au Couchant. Chemin public, au midi le bâtiment ci-après, et au nord la terre d'Antoine Gossard, estimés Mille Francs, Ci ——— 1000 ..

3°= Une portion de bâtiment. acquise par le dit feu Antoine Magnin Robin, de Claude Magnin Robin, acte reçu Mr= Ruelle notaire, la dite portion de bâtiment. Confinée au levant par la grange de l'héritier, au Couchant. par autre grange de la veuve de Claude Magnin Robin,
a reporter = 1150 ..

[724] Reçu le 21 juin 1832 Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20241


Report.

Au midi par la terre de Celle Perrière, et au nord par les hoirs de Sirp aree de terre ci dessus estimée soixante francs, ci ---- 60

Total ci 1210

Tel est mon rapport pour lequel j'ai employé cinq vacations = et qui est écrit de ma main

fait à St Buël le 23=9bre=1839

Bottard

Enregé à St Geoire le deux 9bre 1839 fo
vo C. 5ne Reçu deux francs et vingt cent
pour 10e

23 et 25 novembre 1839 reçu Ruelle à Saint-Geoire, ADI 3E 20243

En 1842, nouvelle expertise, dans le cadre de la succession de **Jacques Morard Châtaignier** cultivateur de Saint-Bueil. Ses héritiers, **Benoît**, **Pierre**, **Jacques**, enfants de **Reine Pélissier**, et **Luce Angélique** et **François Joseph** enfants de **Françoise Villard Chappat**[725].

En 1876, expertise à l'amiable rendue dans une affaire opposant **Antoine Buscoz** à **Antoine Magnin** de Voissant. Il s'agissait de déterminer qui avait droit de couper les branches d'une haie ; en l'absence d'écrit, il faut recourir à la coutume : les frères **Antoine** et **Claude Freton**, proches voisins et âgés de plus de 68 ans, consultés, certifièrent que la famille **Buscoz** la coupait de père en fils, tandis que les **Magnin** n'avaient que le droit de couper les branches qui en tombaient chez eux. La coutume l'emporte[726].

En 1846, **Noël** achète à **Laurent Bertet**, négociant à Lyon, un pré de 1 800 m² à Voissant, pour 250 FF[727].

[725] Reçue le 23 avril 1842 Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20244

En 1839 était décédée Françoise Villard Chappat, épouse de Jacques Morard Châtaignier, et mère de François et Angélique. Cette dernière était mariée à Hugues Antoine Buscoz. La succession a été reçue le 18 mai 1839 par le notaire Ruelle à Saint-Geoire, Arch Micoud 83

[726] 25 mars 1876, Arch Micoud 117 ; l'autre expert est Louis Goguet, maire de la commune.

[727] Acte sous seing privé, 17 mai 1846

L'année suivante, intervention dans l'affaire de la succession (faillite) de **Joseph Gallin**. **Noël** achète de **Joseph Francisque** et **Mélanie Gallin**, frère et sœur et enfants de **Joseph**, une terre labourable de 7 410 m² à la *chanéaz*. Le prix est de 2 000 FF[728]. Cette terre valait beaucoup plus cher ; elle est vendue à ce prix parce qu'elle est grevée de 2 488 FF de dettes, due par le défunt **Joseph Gallin** à **Rose Mathieu Descombes**. En 1852, **Alexis Mathieu Descombes** et **Benoît Boffard** (mandataire des autres héritiers de Rose), quittent **Noël** de la somme totale[729].

En 1865, intervient la succession de **Jean Pélissier**, propriétaire et cultivateur à Voissant. Ses héritiers : **Thérèse**, **Claude**, **Louis**, **Marie** et **Marguerite** (ou leurs enfants pour certains), dont aucun ne réside à Voissant, ne trouvent pas d'accord et le tribunal de Bourgoin met la succession aux enchères (mobilière dans un premier temps, puis immobilière).

En particulier, le domicile de cette branche des **Pélissier** (« **Cugnet** »), situé au-dessus de l'église, comme celui des autres **Pélissier** (« **Picot** » : l'ensemble de ce territoire s'appelle le *pélissier*depuis des temps immémoriaux) est mis à prix 800 FF. **Antoine Pélissier**, membre de l'autre branche des **Pélissier**, l'emporte à 1 100 FF ; un pré et verger de 5 640 m², mis à prix 1 500 FF, trouve preneur à 3 500 FF ;

L'ensemble des prix offerts monte à 6 805 FF. Conformément au cahier des charges de la vente, les héritiers décident alors de mettre en vente en un seul lot l'ensemble des biens adjugés par lots. Le cahier des charges limite cependant la manoeuvre : un éventuel adjudicataire de l'ensemble ne l'emportera que si son enchère est supérieure au total des enchères partielles (c'est-à-dire plus de 6 805 FF). De nombreuses enchères ont été présentées ; la meilleure est celle de **Pierre Boffard Cocat** et **Octavien Lavergne**, pour 7 200 FF par moitié. Ils l'emportent[730].

Compte tenu des dettes de **Jean**, il reste un actif net de 6 501 FF, à partager entre les héritiers : chacun reçoit selon son rang, entre 1 465 et 1 300 FF.

Sur le plan politique et religieux, **Noël** est au centre de l'activité du village. Au point qu'on a parfois l'impression d'un certain repli sur le village.

Son grand-père **François I Boffard** avait souvent été élu maire de Vaulserre (les quatre villages de Saint-Martin, Saint-Albin, Saint-Bueil et Voissant), et ses relations de travail s'étendaient vers la Bâtie-Montgascon, Chirens, Saint-Geoire et le Pont-de-Beauvoisin.

Son père **Laurent** ne nourrissait pas la même ambition : il n'occupa jamais de fonctions électives en dehors de Voissant, et se contenta de faire fructifier son exploitation agricole. Mais ses alliances et sa fortune (organisées par **François I** et **Isaac** le père de ce dernier), le plaçaient d'emblée parmi les notabilités du canton.

Avec **Noël**, l'abandon des ambitions cantonales et le repli sur Voissant se confirment ; elle se déduit aussi des mariages organisés avec des familles de Miribel, hors du champ traditionnel des relations des **Boffard**. **Noël** est aussi un propriétaire aisé, qui parvient au fil de sa vie à rassembler le patrimoine de la famille, morcelé par les successions ; mais il ne le développe pas.

Cela fait de la famille **Boffard** une famille sur le déclin dans le canton, mais qui occupe les premières places à Voissant durant tout le XIXème siècle. Un papier manuscrit recense vers 1830 les 134 chefs de famille de la commune et leur revenu (nous ignorons quel est le critère retenu, taxe foncière ou mobilière, ou la totalité des contributions) : le premier contributeur est **Charles Dulac** (33,57 FF), le second est **Noël** (27,28) à égalité avec **Claude Buscoz Fit** ; le quatrième est **Claude Gallin** (24,78)[731].

Ce repli sur Voissant et cette fortune se traduisent par une position hégémonique dans la municipalité : entre 1830 et 1874, **Noël** reste adjoint du maire de Voissant.

Les registres des délibérations du conseil municipal ne commencent qu'en 1828 (rappelons que nous avons évoqué plus haut les conditions d'élection et/ou de nomination des conseillers municipaux, adjoint et maire).

Le 17 septembre 1830, le préfet nomme **Antoine Buscoz** maire de Voissant et **Noël Boffard** adjoint ; en 1837, **Charles Dulac** et **Noël Boffard** sont « élus par arrêté du préfet… » (mais **Charles Dulac**

[728] Reçue le 17 novembre 1847 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20337

[729] Quittance reçue le 26 août 1852 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3e 20347

[730] Succession reçue en juin et août 1865 Chevrier à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20309 ;

Notons qu'Octavien Lavergne a épousé en 1857 Françoise Pélissier Picot, sœur de Benoît Antoine, enchérisseur de l'autre branche des Pélissier (« Picot »).

[731] Arch Boffard, Rouge 1

avait déjà été maire entre 1828 et 1831, et depuis 1834) ; en 1851, **Jean Dulac** remplace son père **Charles**. **Noël** est reconduit. C'est encore le cas en 1860, 1865 et 1871 (en 1870, le conseil avait été renouvelé, mais **Noël**, curieusement, n'en faisait pas partie ; en 1871, les maire et adjoint sont élus par le conseil municipal : **Jean Dulac** obtient 9 voies sur 10, **Noël Boffard** 8 sur 10).

A partir de 1872, le décès de **Jean Evangéliste Dulac** laisse **Noël** seul aux commandes. En septembre, le conseil municipal (8 membres) vote pour l'élection du nouveau maire : au second tour de scrutin, **Louis Goguet** est élu par 6 voies sur 7 votants.

En 1874, le gouvernement de l'Ordre moral fait de nouveau nommer les maires et adjoints : le préfet reconduit le maire **Louis Goguet** et l'adjoint **Noël Boffard.**

Enfin, au renouvellement complet de novembre 1874, ce dernier n'appartient plus au conseil. Pourtant, il est bien encore adjoint de la commune, ainsi que l'attestent les délibérations de la Fabrique de Voissant : le dimanche de quasimodo 1875, la Fabrique se réunit avec « Mr Boffard adjoint » (il est d'ailleurs membre sortant tiré au sort… et réélu immédiatement par les autres conseillers, à l'unanimité) ; officiellement, ce n'est que le 8 octobre 1876 que **Noël** abandonne son poste d'adjoint, au profit de son cousin **Antoine** fils de **Martin**, élu par 5 voies contre 1 à **Louis Carre**[732]. Ultime mention : le 30 novembre 1876, **Noël** est nommé membre du bureau de bienfaisance du village par le préfet[733] : en tout, **Noël** est donc resté 47 ans au poste d'adjoint ![734]

Certaines délibérations concernent **Noël** de près. C'est le cas des modifications des chemins du village. Le conseil s'engage dans des modifications ou des créations importantes dans les années 1860. Cette année-là a lieu notamment la rectification du chemin ancestral qui montait du pont de l'Ainan vers l'église (il montait quasiment tout droit de l'Ainan jusqu'au dessous de l'église). Désormais, il prendra son trajet actuel. La rectification d'un chemin aussi long coûte très cher : 4 369 FF. Il fallait notamment se rendre propriétaire des terrains longeant le nouveau tracé ; heureusement, les propriétaires touchés étaient pour deux d'entre eux les protecteurs-nés de la commune : le comte **Garnier des Garets**, acquéreur du château de Voissant et de son domaine du marquis de Vaulserre, abandonna gracieusement 2 450 m² ; le marquis de **Vaulserre** fit de même pour 420 m² de pré.

Les trois autres propriétaires dont il faut acquérir les terrains sont **Marie Buscoz** (280 m²), **Antoine Martin Boffard** (624 m² de pré au mas des *gagères*), et **Noël** pour 690 m² au pré *grobon*. Les prés sont estimés 60 centimes le m², la commune s'engage donc à lui verser 414 FF.

Le conseil municipal accepte la dépense et vote un impôt extraordinaire pour le financer en partie. Les travaux seront financés par des journées de travail que l'on demandera aux habitants selon leurs possibilités et leur métier, et le gouvernement sera sollicité pour environ la moitié du budget total[735].

Cette omniprésence de **Noël Boffard** à Voissant se manifeste aussi (et peut-être surtout, car il semble avoir hérité de ses parents une foi profonde) dans la gestion de la paroisse. Entre 1825, première délibération conservée, et 1877, année de son décès, il apparaît comme un membre permanent du conseil de fabrique. A partir de 1875, bien que toujours membre, il ne signe plus : c'est son fils **Tonin** qui assiste (avec son père ?) aux délibérations et les signe[736] : près de 50 ans de présence !

Il semble d'ailleurs qu'une bonne entente ait toujours régné entre le conseil municipal et la paroisse, favorisée par certains, membres actifs des deux institutions ; les **Boffard** font partie de cette catégorie. Cette entente allait assez loin, si l'on en croit le curé **Mollier**, qui affirme en 1875 qu'à

[732] *Registre des actes du conseil municipal de Voissant,* Arch de Voissant : élection du maire et de l'adjoint : Louis Goguet et Antoine Martin Boffard

[733] Ces informations sont tirées des *Registres des actes du conseil municipal de Voissant*, Arch de Voissant.

[734] Le maintien d'Antoine Noël comme adjoint de la commune est problématique : puiqu'il ne faisait plus partie du conseil, un autre adjoint aurait dû être nommé par le préfet. Or, ni le maire (son cas est différent, puisque Louis Goguet, nommé en 1874 comme l'adjoint, a été réélu en novembre), ni l'adjoint n'ont été démis, puis renommés. Probablement par souci de simplicité administrative ; cette situation reste à la limite de la légalité, puisque elle a pour conséquence que l'adjoint n'est pas membre du conseil municipal … Et en effet, Noël ne signe plus les délibérations à partir de novembre 1874, sauf lorsqu'elles concernent le bureau de bienfaisance de la commune. Exemple : délibération du 19 mars 1876, *Registres des actes du conseil municipal de Voissant*, Arch de Voissant.

[735] Arch de Voissant.

[736] Arch de la cure de Voissant.

« Voissant, il y a quasi une habitude de faire agir le curé par le maire. Ensuite on s'en applaudit. Cette manière de faire tout naturellement nuit à l'influence que le curé peut exercer dans sa paroisse… »[737].

Bien sûr, le curé dénonce cette habitude dans un contexte de dégradation des relations : en effet, il veut obtenir du conseil municipal qu'il répare le presbytère en très mauvais état. Celui-ci renâcle, pour des raisons financières : le devis est de 9 500 FF, dont la fabrique ne peut prendre en charge que 1 700. Restent 7 800 FF à la charge de la commune (le maire est alors **Louis Goguet**, qui entretenait pourtant les meilleures relations avec le curé **Mollier**, et l'adjoint est toujours **Noël**, par ailleurs secrétaire du conseil de fabrique).

Furieux, le curé s'active, rencontre le préfet, écrit nombre de lettres à sa hiérarchie et au député **Michal**, scrute le budget de la commune : il est délicat d'imposer extraordinairement, mais on peut aliéner une rente au capital de 1 100 FF que la commune possède sur l'Etat ; bon nombre d'habitants signent une pétition en ce sens. Il dresse alors une liste de contributeurs (au premier rang desquels se trouvent les Chartreux et **Marie Bail** veuve de **Joseph Romain Boffard**, de Lyon). Le curé se dévoue véritablement pour sa paroisse[738].

Entre-temps, les difficultés s'amoncellent, tous les prétextes sont bons. Pour bien marquer son autorité, le curé décide unilatéralement de modifier l'organisation de la procession de la *croix du mont*. Dans des temps « reculés », les habitants de Voissant avaient été ruinés par plus de sept années de grêle. Pour détourner ce fléau, à l'exemple de saint Mamert, ils firent vœu de placer une croix au lieu le plus élevé de la paroisse de Voissant : le mont, et d'y processionner tous les ans. Le temps de la procession varia : jusque dans les années 1860, elle eut lieu aux environs de la Pentecôte. Elle fut ensuite fixée à la première semaine de mai, en même temps que les Rogations. La ferveur des habitants à cette époque n'avait pas faibli depuis le vœu.

Ce qui explique que la polémique enfle vite, en 1875, lorsque le curé décide de ne pas faire la procession, estimant que la procession des Rogations par les gens de *péréaz* (qui les a conduits à la croix du *mont*) en tient lieu pour tous les paroissiens de Voissant.

Il est donc vrai que lorsque le curé affirme vouloir secouer les habitudes évoquées, il intervient dans un contexte de dégradation des relations avec la municipalité. Mais n'ajoute-t-il pas dans la lettre précitée de 1875 au vicaire général : « le père **Goguet** qui n'est maire que grâce à moi, … » ? Il décrit donc ici des relations d'influence réciproque entre le sabre et le goupillon, marquées comme partout par des difficultés passagères, aggravées parfois par des incompatibilités d'humeur.

Entre les deux, toujours présents malgré les successions d'administrateurs et de desservants : les **Boffard**, de génération en génération.

[737] Lettre du curé au vicaire général du diocèse de Grenoble, 29 mai 1875, Arch diocésaines de Grenoble.

[738] Malgré les efforts du curé Mollier, le presbytère n'est pas reconstruit dans ces années. La mort dans l'âme, on continue ainsi jusqu'en 1892 ; il est alors près de tomber en ruine, au point que le conseil municipal estime qu'aucune réparation n'est possible, et qu'il faut reconstruire. Le devis s'en ressent, qui passe de 9 500 FF en 1874 à 11 100 FF en 1892. La fabrique, qui a déjà utilisé ses fonds pour la reconstruction de la grange dix ans auparavant, ne peut y contribuer que pour 10 FF…

Le conseil municipal décide alors de chercher du secours tous azimuts : le département, le ministère des cultes, le général directeur du couvent de la Grande Chartreuse, les habitants (qui souscrivent pour 694 FF en 1893 : Arch de Voissant et de la cure de Voissant).

Il ne faut jamais remettre au lendemain…

Voici deux photos de **Noël** et sa famille :



La famille Noël Boffard devant la boffardière à la chanéaz, 1870 environ : Noël (debout à droite), Thérèse Gallin (assise au milieu), Tonin, Romain le confiseur et Jules (de droite à gauche, derrière). La photo est prise avec les deux domestiques, assis sur la droite.



Thérèse Gallin et Noël Boffard assis, Tonin Boffard et Angélique Montagnat Rentier debout, 1870 environ.

Thérèse décède le 20 novembre 1874[739] : 53 ans de mariage ! Fragilisé par l'absence d'une si longue présence, **Noël** s'éteint le 10 avril 1877.

La succession est partagée à l'amiable devant **Jules Cholat**, notaire de Miribel, le 8 septembre de la même année. A lire les 19 pages, rarement une succession importante (40 000 FF pour les biens paternels, 10 000 FF pour les biens maternels) se sera passée aussi bien. La famille Boffard apparaît, à cette génération comme à celle de **Laurent**, très liée et sans ambition exacerbée. A bien observer les

[739] Registre d'état civil de Voissant, en sa date. Les déclarants sont Noël et son fils Tonin.

photos, les visages paraissent gais et prompts à l'humour. Ce n'est pas si courant à cette époque, ce que nous aurons l'occasion de vérifier dans d'autres branches[740].

Thérèse et **Noël** ont 9 enfants :

-**Thérèse Franceline** naît à Voissant en 1822[741]. Les déclarants sont **Charles Dulac**, percepteur des contributions directes, et **Jean Pierre Dulac**, rentier de Saint-Geoire. Tous les deux sont les fils du notaire **François Dulac**, grand ami de **François I Boffard**. **Pierre Gallin**, son grand-père maternel, et **Françoise Patricot**, sa marraine paternelle, sont parrain et marraine[742].

Thérèse ne se marie pas, elle reste sa vie durant dans la maison de la *chanéaz*, habite avec la famille de son frère. Il est fort probable qu'elle habite l'appartement au sud de la maison. Elle décède en 1891[743].

-**Julie** naît à Voissant en 1824[744]. Son oncle **Benoît Gallin** et sa tante **Julie Boffard**, tous les deux mariés, sont parrain et marraine[745]. Elle décède en 1832[746].

-**Antoine François** naît à Voissant en 1826[747]. **François II Boffard** est son parrain et **Louise Boffard**, tante de son père **Noël** et épouse de **Pierre Gallin**, sa marraine[748]. Il décède en 1835[749].

-**Benoît Antoine**, dit « **Tonin** », qui suit ;

-**Victorine** naît à Voissant en 1833[750]. Son oncle **François Napoléon** et sa sœur **Franceline** sont parrain et marraine[751].

Elle épouse le 30 septembre 1851 **Pierre Boffard Cocat**, instituteur de Voissant, né en 1825 dans cette commune[752]. L'acte religieux est signé par **Jean Dulac** maire de Voissant et par **François Napoléon**, frère du père. Encore un indice de la position centrale de ce dernier dans la famille. Il assiste, à peu près lui seul, aux mariages de toutes les branches. L'acte civil est signé par les mariés, leurs pères et **Thérèse Gallin**, **François Napoléon**, **Tonin** le frère de la mariée, **Antoine** fils de **Martin Boffard**, **Jean Sotat Gorin** oncle du marié[753].

La famille **Boffard Cocat** a déjà été évoquée[754]. **Pierre** est le fils de **Pierre**, garde champêtre de Voissant dans les années 1820, et **Marie Ogier**. Il appartient donc à la branche aînée, des descendants d'**Antoine** (1718-1758) et sans lien de parenté avec les **Boffard** de Voissant. Ces **Boffard Cocat** sont installés à Voissant. **Pierre** a pour oncle **Isaac**, marié à **Rose Buscoz**, et de nombreux cousins à Voissant.

Comme son père, il signe souvent « **Boffard** » sans plus. Son père, qui avait obtenu en 1816 son brevet de capacité d'instituteur primaire avait travaillé à Voissant. Dans sa séance du 19 novembre 1839, le conseil municipal demande au sous préfet de le nommer définitivement dans la commune[755]. Il est remplacé en 1842 par **Joseph Gondrand**, qui démissionne en janvier 1846[756].

En 1844, **Pierre**, le fils obtient son brevet de capacité, délivré par la commission d'instruction primaire élémentaire des Hautes Alpes. Le conseil municipal le propose en 1846 et il est nommé. Alors qu'il avait été muté à Saint-Bueil, les réclamations de ses élèves, anciens élèves et finalement de tout le

740 Voir notamment celle de Joseph Romain, frère de Noël…
741 Registre d'état civil de Voissant, 19 octobre 1822
742 Registre paroissial de Voissant n°17, 53
743 Registre d'état civil de Voissant, 18 décembre 1891
744 Registre d'état civil de Voissant, 5 janvier 1824
745 Registre paroissial de Voissant n°17, 61
746 Registre d'état civil de Voissant, 16 juillet 1832
747 Registre d'état civil de Voissant, 31 janvier 1826
748 Registre paroissial de Voissant n°17, 75
749 Registre d'état civil de Voissant, 1er janvier 1835
750 Registre d'état civil de Voissant, 18 mai 1833
751 Registre paroissial de Voissant n°18, 1018
752 Registre paroissial de Voissant n° 18, 1070.
753 Arch Boffard, Rouge 2
754 Voir Chap. II Section II. Des cousins … à la mode de Bretagne
755 *Registres des actes du conseil municipal de Voissant*, en sa date, Arch de Voissant.
756 Pierre devient garde champêtre, fonction dont il démissionne en 1851, remplacé par Jacques Boffard : *Registres des actes du conseil municipal de Voissant* 7 janvier 1851, Arch de Voissant.

village forcent le sous préfet à le réinstaller à Voissant où il demeure jusqu'en 1872, date à laquelle est nommé **Pierre Loubet**.

Rappelons que **Pierre**, le fils, emporte la totalité de la succession immobilière de **Jean Pélissier**, dont la maison au-dessus de l'église de Voissant (7 200 FF par moitié avec **Octavien Lavergne**)[757]. En 1870 d'ailleurs, **Pierre** le père est le deuxième plus imposé du *village de Voissant* (partie de l'habitat de la commune groupée au-dessus de l'église) ; le fils habite la *chanéaz*[758].

Les deux **Pierre**, le père comme le fils sont très estimés à Voissant : entre 1856 et 1872, ils siègent au conseil municipal ; le fils est élu maire en 1878 contre son beau-frère **Tonin Boffard** (7 voies contre 2) ; il meurt quelques jours plus tard. L'émotion… (14 février).

Lors de la succession de son père **Noël** (1877), elle reçoit des terres, mais aucune maison[759].

Le décès subit de **Pierre II** laisse **Victorine** dans le plus grand dénuement, avec ses 10 enfants ; il fallut vendre la maison le 16 juin, et son frère **Romain** confiait à son autre frère **Jules** tout l'enjeu de l'affaire : « il faut que l'on fasse 10 000 FF pour couvrir les dettes, et qu'il reste pour faire bâtir. »[760]

Les terres aussi trouvent peu d'acheteurs : l'oncle **Boffard** (**François Napoléon**, frère de **Noël**, qui habite Saint-Geoire et semble fortuné) avait donné sa parole et vient de la retirer ; **Lombard**, un voisin, en a acquis une pour 800 FF ; il a dû régler 90 FF de frais au gouvernement… « est-il voleur, le gouvernement ? …»[761]

Victorine et **Pierre** ont 10 enfants, dont 9 filles… et **Joseph**. Parmi les filles, **Marie** (née en 1855) épouse **Antoine Jacques Buscoz**, maire de Voissant en 1879 et 1880 (en remplacement de son beau-père décédé), puis entre 1887 et 1889. D'autres membres de la famille sont maires au XXème siècle, et les descendants habitent toujours la maison des **Boffard Cocat** à la *chanéaz*[762].

Le statut de seul garçon de la famille permettra à **Joseph** d'échapper en partier au service militaire. Né en 1869, de la classe 1889, il est décrit comme ayant les cheveux et sourcils châtains, les yeux gris, le front ordinaire, le nez et la bouche moyens, le menton rond et le visage allongé, d'une taille d'1,67 m.

Il est incorporé au 99ème de ligne le 11 novembre 1890 et sert comme chauffeur de véhicule. En disponibilité le 23 septembre 1891, il a reçu un certificat de bonne conduite. En 1914, il était rappelé pour 1 mois de campagne militaire, puis renvoyé le 31 août dans ses foyers, pour être finalement rappelé en février 1915 et affecté à l'effort de guerre, d'abord à la poudrerie de Saint-Fons, puis à la société électrométallurgique de Saint-Béron, et enfin détaché à son domicile le 30 mars 1917 puis enfin libérér du service militaire en novembre 1918. Malgré son âge de 45 ans au début de la guerre, il a effectué plus de 2 ans de service actif loin de la maison[763].

-**Marie « Mélanie »** naît à Voissant en 1836[764]. L'un des deux déclarants est **Antoine Boffard**, fils de **Martin** et cousin de **Noël**. Son oncle **Benoît Gallin** et sa tante **Franceline Gallin** sont parrain et marraine[765].

Elle épouse en 1860 **Théodore Million**, propriétaire à Saint-Pierre de Paladru, plus tard employé de commerce, avec lequel elle vivra à Voiron.

---

[757] Voir nos passages sur Noël Antoine Boffard (1798-1877)

[758] Le premier est le comte Garnier des Garets. Précisons (Arch Boffard, Rouge 2) :
Au *barioz* (22 habitants) : Jean Louis Boursier ;
Au *bertet*(54) : Jean Dulac, maire ;
A *chailles*(36) : François Curtet et Jean Berger
à la *chanéaz* (42) : Noël Boffard
au *village* (60) : comte des Garets et Pierre I Boffard Cocat
aux *sangles*(22) : Joseph Dulac
à *verchère* (45) : Laurent Buscoz et Joseph Buscoz

[759] Arch Boffard, Rouge 2

[760] 5 juin 1878, Arch Micoud 86

[761] 5 juin 1878, Arch Micoud 86

[762] Une autre fille, Marie Victorine, lingère au Pont, épouse en 1881 Charles Joseph Eugène Varloud, huissier résidant au Pont (régime dotal) : la future apporte son trousseau (600 FF), ses ustensiles de lingère (1 000 FF) et sa part dans la succession de son père et de sa sœur Angéline (estimation, car non liquidées et partagées : 2 080 FF) : reçu le 14 décembre 1881 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20569

[763] http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/577922/575433:578624:578748:578749:577922/1024/1280

[764] Registre d'état civil de Voissant, 27 septembre 1836

[765] Registre paroissial de Voissant n°18, 1029

Théodore est le fils de **Jacques Clément** et de **Claudine Jayet Laviolette**. L'acte civil est signé par les époux, les parents de l'épouse, ses frères **Tonin** et **Romain** (le confiseur)[766]. L'acte religieux est signé en plus par **François Napoléon Boffard**, frère du père et centre nerveux de la famille, et **Jean Dulac**, maire de Voissant et grand ami de la famille[767].

Le 14 avril avait été signé un contrat de mariage (régime choisi : la dot) devant **Favot** au Pont : le trousseau de **Mélanie** est estimé 500 FF ; en plus, son père lui donne en avancement d'hoirie la somme de 2 000 FF. Les biens du futur ne sont pas évoqués[768].

A la succession de ses pères et mère (1877), elle reçoit des terres et surtout le tiers de la *boffardière*, à prendre au nord, du bas en haut (la partie qui jouxte la remise et le four[769].

-**Louis Romain** (dit « Romain le confiseur » pour le distinguer de son oncle et de son neveu du même prénom), qui suit Benoît Antoine (« Tonin ») ;

-**Joseph « Auguste »** naît à Voissant en 1841[770]. **Antoine** son frère et **Victorine** sa sœur sont parrain et marraine. Il décède à Voissant en 1849[771].

-**Jean « Jules »,** qui suit **Romain** le confiseur ;

1.1.1 Benoît Antoine dit « Tonin » 1828-1906

1. Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)
    1.1 Antoine Noël (1798-1877) + 1821 Thérèse Gallin (1801-1874)
        1.1.1 Benoît Antoine, dit Tonin (1828-1906) + 1863 Angélique Montagnat Rentier (1837-1907)
            1.1.1.1 Antoine dit Tonin (1864-1954)
            1.1.1.2 Emmanuel (1866-1947)
            1.1.1.3 Romain (1872-1949)
        1.1.2 Romain (1838-1907)
        1.1.3 Jules (1844-1938)
    1.2 Joseph Romain (1802-1852)
    1.3 François Napoléon (1806-1880)

Tonin naît à Voissant en 1828[772]. Le nom de son parrain est illisible, sa marraine est sa grand-tante **Louise**[773].

Il est témoin 22 fois, en :

-1850, décès d'**Etienne Debelle Duplan** de Voissant[774] ;

-1851, mariage de **Claude Galland** de Saint-Geoire avec **Agnès Bertet** de Voissant[775] ;

-1851, mariage de sa sœur **Victorine** avec **PierreBoffard Cocat**. Sont aussi témoins **François Napoléon Boffard**, frère de **Noël**, oncle de **Victorine**, et **AntoineBoffard** fils de **Martin**, cousin de l'épouse[776] ;

---

766 Registre d'état civil de Voissant, 19 avril 1860
767 Registre paroissial de Voissant n°18, 1094
768 Reçu le 14 avril 1860 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20548
769 Arch Boffard, Rouge 2
770 Registre d'état civil de Voissant, 7 mai 1841 ; registre paroissial de Voissant n°18, 1042
771 Registre d'état civil de Voissant, 18 octobre 1849 ; registre paroissial de Voissant n°18, 1065
772 Registre d'état civil de Voissant, 11 novembre 1828
773 Registre paroissial de Voissant n°18, 1003
774 Registre d'état civil de Voissant, 16 octobre 1850
775 Registre d'état civil de Voissant, 15 janvier 1851
776 Registre d'état civil de Voissant, 30 septembre 1851

-1852, naissance de **Marie Adèle Dulac**, de **Jean Evangéliste** et **Stéphanie Vial**[777] ;

-1853, naissance de **VictorDulac**, de **Jean Evangéliste** et **Stéphanie Vial**[778] ;

-1855, naissance de **Roseline Dulac**, fille de **Jean Evangéliste** et **Stéphanie Vial**[779] ;

-1855, mariage d'**Antoine Périer Combet** avec sa cousine **Thérèse Goguet** (son cousin **Antoine Martin** est aussi témoin)[780] ;

-1857, mariage d'**Etienne Bégoz** avec **Françoise Chollat Trouille**t[781] ;

-1858, mariage de **Michel Bertet** avec **Françoise Gallin**[782] ;

-1859, mariage d'**Antoine Gallin Martel** avec **Marie Françoise Debelle Duplan**, de Saint-Jean d'Avelanne et Saint-Albin de Vaulserre[783] ;

-1860, mariage de sa sœur **Mélanie** avec **Théodore Million**[784] ;

-1865, mariage de **François Billon Lanfrey** d'Attignat Oncins avec **Marguerite Fugier**[785] ;

-1865, mariage d'**Antoine Billot Mornet** avec **Suzanne Debelle Duplan**[786] ;

-1867, mariage de **Michel Bertet** avec **Catherine Bertet Bornaton** (son cousin **Antoine Hippolyte Boffard** est aussi témoin)[787] ;

-1875, au mariage de sa cousine **Adèle Boffard**, fille d'**Antoine Martin** et d'**Adèle Payerne**[788] ;

-1877, décès de **Véronique Bolongeat**, fille d'**Antoine** et **Marie Chaboud**[789] ;

-1877, décès de **Jeanne Berland**, veuve de **Pierre Freton**[790] ;

-1879, mariage de **Jean Baptiste Ruat** de Saint-Albin avec **Pauline Boursier** de Voissant et Miribel[791] ;

-1879, mariage d'**Antoine Jacques Buscoz** avec sa nièce **Marie Boffard Cocat**, fille de **Pierre** et de **Victorine Boffard**[792] ;

-1880, naissance de **Marie Louise Boffard**, d'**Antoine Hippolyte** et **Marie Adeline Giroud**[793] ;

-1882, mariage de son frère **Jean Jules** avec **Emilie Buscoz**[794] ;

-1891, décès de sa sœur **Thérèse**[795] ;

Approfondissant la tradition familiale, **Tonin** se tourne vers Miribel pour son mariage ; il épouse en 1863 **Marie « Angélique » Montagnat Rentier**, fille de **Joseph** et **Jeanne Marie Berger**[796].

Les **Montagnat Rentier** sont une ancienne et très nombreuse famille ancrée à Miribel, divisée en plusieurs branches. Les principales sont les **Montagnat Tatavin** et les **Montagnat Rentier**[797].

Comme pour tout mariage à cette époque, à la campagne comme à la ville, il s'agissait d'unir des familles plus que des jeunes amoureux. On pourrait croire ici, face à la modestie de la dot, qu'il y aurait eu une exception.

---

[777] Registre d'état civil de Voissant, 20 septembre 1852
[778] Registre d'état civil de Voissant, 24 décembre 1853
[779] Registre d'état civil de Voissant, 23 juillet 1855
[780] Registre d'état civil de Voissant, 21 novembre 1855
[781] Registre d'état civil de Voissant, 25 juin 1857
[782] Registre d'état civil de Voissant, 13 janvier 1858
[783] Registre d'état civil de Voissant, 5 janvier 1859
[784] Registre d'état civil de Voissant, 19 avril 1860
[785] Registre d'état civil de Voissant, 16 février 1865
[786] Registre d'état civil de Voissant, 19 juillet 1865
[787] Registre d'état civil de Voissant, 4 juin 1867
[788] Registre d'état civil de Voissant, 21 décembre 1875
[789] Registre d'état civil de Voissant, 21 mars 1877
[790] Registre d'état civil de Voissant, 13 août 1877
[791] Registre d'état civil de Voissant, 18 juin 1879
[792] Registre d'état civil de Voissant, 20 novembre 1879
[793] Registre d'état civil de Voissant, 8 décembre 1880
[794] Registre d'état civil de Voissant, 13 septembre 1882
[795] Registre d'état civil de Voissant, 13 décembre 1891
[796] J'écris « approfondissant », car sa mère Thérèse Gallin, mariée à son père Noël en 1821 était aussi bien installée à Voissant qu'à Miribel : son oncle Joseph était un marchand très bien établi à Voissant (Voir sa succession en 1803, reçue Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20588 : 54 pages d'inventaire et de partage…)
[797] Virginie Tirard Collet a établi un très bel arbre généalogique de sa famille Tirard de Miribel, grâce auquel on peut remonter la généalogie des Montagnat Rentier et des Berger de 2 à 5 générations au-dessus de Joseph et Jeanne Berger ! Voici le lien vers la page « Généanet » :
http://gw.geneanet.org/index.php3?b=ginnie&lang=fr&m=N&v=BERGER
La famille est très présente chez les notaires de Miribel : par exemple Millias, Gondrand et Cholat, dont les minutes sont conservées aux Archives départementales de l'Isère. Travailler sur son histoire implique un inventaire systématique des actes de ces notaires. Ceux de Saint-Laurent du Pont doivent aussi être lus.

En fait, quelques indices rapprochent les deux familles. Outre qu'elles se connaissaient par la proximité géographique, il semble que les **Gallin** aient joué les entremetteurs. Rappelons que **Louise Boffard**, grand-tante de **Benoît Antoine**, a épousé **Pierre Gallin** de Miribel; et surtout que **Thérèse Gallin**, leur fille, est la mère de **Benoît Antoine**, par son mariage avec **Noël Boffard** en 1821.

Or, **Pierre Gallin** est propriétaire du domaine de miribelière à *péréaz* ; il y croise fréquemment **Joseph Berger**, propriétaire important du même quartier, après avoir racheté en 1789 les terres des **Garnier** dont il était sous fermier (le fermier était **Benoît Patricot**). Son fils **Jacques** a épousé **Louise Montagnat Rentier**, tante de **Joseph**, et donc grand-tante de notre **Angélique**.

N'évacuons pas toute possibilité d'un hymen absolu ; mais, à la lumière de ces indices, il faut bien entrevoir un mariage raisonnable entre des familles liées.

En plus d'avantages physiques indéniables[798], **Angélique** apporte 2 000 FF d'économies, une génisse estimée 100 FF, son trousseau estimé 200 FF. De plus, son père lui fait donation en avancement d'hoirie d'une somme de 2 000 FF : 4 300 FF en tout[799] ; c'est un mariage modeste : **Thérèse Gallin**, mère du marié, recevait 10 000 FF en 1821, et son trousseau était estimé 600 FF ; la valeur de la monnaie n'a pas été bouleversée entre-temps. Autre comparaison, plus proche : le trousseau de sa sœur **Mélanie**, lors de son mariage avec **Théodore Million** (1860) est estimé 500 FF.

Ainsi le niveau social de la branche aînée des **Boffard** semble stagner, voire baisser d'un cran au moment ou d'autres branches connaissent la fortune, à Lyon notamment. Mais nous sommes loin de la pauvreté : d'après **Henry Boffard** : « [**Tonin** et **Angélique**] furent des cultivateurs aisés. Ils profitèrent des avantages du droit d'aînesse, des droits et des devoirs inhérents »[800]. **Henry** se fondait sur des souvenirs de famille, une réputation transmise à travers les générations.

En effet, **Tonin** reçoit en 1877, dans la succession de ses parents, un quart préciputaire, et son lot égalitaire. Si on estime la succession à 50 000 FF (c'est le montant fourni par la famille pour la fixation du droit d'enregistrement ; on peut supposer qu'il n'a pas été surévalué…), on peut estimer la valeur du préciput à 12 500 FF. Restent à partager 37 500 FF en 6 héritiers : 6 250 FF pour chacun. Voilà qui porte la part totale de Tonin à 18 750 FF.

Tonin et ses frères et sœurs s'entendent manifestement très bien. La maison est partagée entre les trois derniers des enfants : à **Mélanie** la partie nord, à **Romain** la partie centrale (avec la cuisine) et à **Jules** la partie sud. **Tonin** reçoit un lot (normalement tiré au sort) qui ne comprend que des terres. On peut douter de ce tirage au sort : tous les héritiers devaient être d'accord pour accroître ainsi la part utile de leur frère (la maison représente souvent un poids mort).

De nombreux débats et de grandes manœuvres ont eu lieu à cette période entre les frères et sœurs, qui ont dû solder les dettes de leurs parents. Dont les courriers échangés à cette époque entre les trois frères **Tonin**, **Romain** le confiseur et **Jules** gardent la trace.

Jules a été le plus difficile à convaincre de la nécessité de réunir les terres, et de vendre la maison à son frère aîné **Tonin**.

Pour avoir la maison entière, **Tonin** a clairement mis en balance la possibilité de construire une maison neuve, plus petite et confortable. Apparemment, chacun des héritiers savait à cette époque que *la boffardière* nécessitait des réparations importantes et urgentes. Et que la valeur de la part des uns et des autres en était diminuée d'autant. **Romain** affirmait que : « les planchers sont tous à changer, les escaliers le toit ne vaut rien, le galetas a plusieurs pièces à changer, crépir dedans, partout blanchir dehors… le four et le hangar, tout va tomber …»[801]

Voici comment **Tonin** envisageait les choses, dans une lettre à son frère **Jules** : « et moi je tiendrai aussi à savoir à quoi m'en tenir si j'achète votre maison ou si j'en fais construire une autre, car celle-là jointe aux réparations me coûtera autant qu'une neuve ; néanmoins si vous voulez me la rendre et que vous soyez raisonnable, je l'achèterais, car enfin si je sors de la maison paternelle et que j'en fasse construire une autre, alors on pourrait dire chacun chez soi ; et cependant comme étant votre aîné, j'ai

[798] Voir la photo d'Angélique jeune, avec son mari Tonin et ses beaux-parents, dans nos développements sous Noël Antoine Boffard (1798-1877)

[799] Reçu le 12 septembre 1863 Gondrand à Miribel, AD de l'Isère 3E 31106

[800] *Histoire anecdotique de la famille Boffard*, 1995

[801] 5 juin 1878, Arch Micoud 86

des sentiments de famille aussi bien que quiconque : je représente le Père et chacun pourrait venir à la maison et être reçu en bon frère … »[802].

A ce moment, **Jules** avait besoin d'argent pour pouvoir se marier. Il semble que cette question de l'apport du marié ait été essentielle à cette époque : il est probable que **Jules** devait se marier, mais que la mort de son père **Noël** ait remis le mariage en question : **Tonin** aborde la question directement, mais sans nommer la fiancée (ou du moins la personne envisagée), et rappelle que « cela te fait à peu près comme moi quand je voulais me marier toujours cela échouait… »[803]. Pour **Tonin**, il s'agissait d'amener **Jules** à ne pas vendre son héritage à des étrangers, surtout sa portion de maison, mais aussi son pré *grobon*, sa partie de la *buissière* et du *savoyen*. Jusqu'à ce que lui, **Tonin**, ait réuni l'argent nécessaire.

Mais **Jules** cherchait à vendre ses terres rapidement, et était tombé d'accord en mai avec **Romain** sur l'impossibilité pour **Tonin** de racheter, même le *savoyen* auquel il était pourtant très attaché[804].

Sur la lancée, il avait missionné son frère **Romain** le confiseur pour sonder différentes connaissances. En juin 1878, celui-ci lui rapporte ses recherches, d'abord au sein de la famille : **Jacques Boffard** a refusé une fois encore ; le « cousin Boffard », c'est-à-dire **Antoine** fils de **Martin**, 78 ans, se souciait peu d'acquérir de nouvelles terres ; d'ailleurs, son fils **Antoine** l'en avait dissuadé : lors de la succession qui ne manquerait pas de s'ouvrir bientôt, il faudrait probablement vendre…

Romain s'est ensuite présenté chez les **Collomb** de Saint-Bueil, avec lesquels les **Boffard** avaient conservé des relations depuis leur alliance du 18ème siècle. Sans succès non plus.

Après avoir épuisé les possibilités familiales, **Romain** se tourne vers l'un des industriels de la vallée de l'Ainan, M. **Veyre**, qui possède l'usine de tissage de Saint-Bueil, placée sur l'Ainan au-dessous du *savoyen*. Il reçoit un accueil favorable ; il semble que l'industriel avait l'intention d'établir du côté de Voissant une maison importante. Pas de meilleur emplacement que le *savoyen*, qui domine directement l'usine, de l'Ainan en remontant au plat de *la chanéaz*, et qui sépare deux terres dont **Veyre** est déjà la propriétaire[805].

En ce qui concerne la maison, **Romain** insiste sur l'impossibilité pour les différents héritiers d'y faire des réparations. Ainsi, il est impossible de la louer telle quelle. Si les choses restaient en l'état, « on aurait une vieille caserne qui tomberait en lambeau »

C'est finalement cette voie de la sagesse qui fut suivie : les trois propriétaires de la maison : **Mélanie**, mariée et vivant à Voiron, **Romain** et **Jules** à Lyon, louèrent chacun leur partie à leur frère aîné **Tonin**, et s'engagèrent à la lui vendre lorsque celui-ci aurait rassemblé les deniers nécessaires. Il fut fait de même avec les terres, exploitées par **Tonin**.

La succession réglée à l'amiable. Il n'ya donc pas eu d'inventaire détaillé, autre que celui des immeubles ; les meubles et l'argent en espèces n'ont pas été évalués. Or, dans les 10 ans qui suivent, **Tonin** parvient à racheter ou échanger leur lot à 4 de ses frères et sœurs.

C'est aussi par ce que seule **Victorine**, cultivatrice avec son mari, pouvait avoir intérêt à une succession immobilière ; **Mélanie** vivait à Voiron avec **Théodore Million** son mari, employé de commerce et propriétaire à Saint-Pierre-de-Paladru ; **Romain** était confiseur et négociant à Lyon ; **Jules**, après avoir fait son tour de France, était corroyeur à Paris. Ainsi les biens hérités en 1877 ont certainement été exploités par **Tonin** lui-même, qui en versait tout ou partie des revenus à ses co-héritiers.

Dès 1877 ou 1878, **Tonin** échange avec **Victorine** sa sœur, mariée à **Pierre Boffard Cocat**, le lot qui lui avait été attribué en 1877 contre des terres qu'il avait acquises avant le décès de ses parents[806].

Puis **Tonin** acquiert l'ensemble du lot de sa sœur **Mélanie**[807].

---

[802] 20 avril 1878, Arch Micoud 90

[803] Cette question de la dot est aussi posée avec insistance par Romain le confiseur, à Lyon. Dans plusieurs des lettres qu'il écrit à son frère Jules de Voissant, il regrette que ses enfants ne puissent trouver époux(ses). Par exemple en 1901 : « Tu vois cher ami s'il est facile de caser ses filles. Juliette a eu de la chance de trouver un mari, car aujourd'hui sans argent pas d'homme » : 18 mars 1901, Arch Micoud 123 ; en 1902 : « Voilà Juliette bien casée, mais c'est notre aînée notre chère Augusta qui est bien en âge de se marier … mais quand on n'a pas d'argent à donner à ses filles aujourd'hui, on risque bien de les garder pour son compte …» : Arch Micoud 101

[804] Lettre de Romain à Jules du 22 mais 1878, Arch Micoud 96

[805] La terre du *savoyen* est finalement vendue par les Boffard à Veyre, qui y construit le château qu'on peut encore y voir, le « château Gravier ».

[806] Echange reçu Brizard à Miribel, date incertaine

[807] Vente reçue Cholat à Miribel, date incertaine

En 1884, il acquiert le lot de son frère **Jules** pour 2 000 FF ; somme très inférieure à la valeur théorique de 6 250 FF en 1877[808]. Cet écart, que l'on retrouve moins fortement dans l'achat du lot de **Romain** 3 ans plus tard, s'explique par un accord entre les deux frères sur le prix du fermage de **Tonin**.

En 1887, **Tonin** acquiert le lot de son frère **Romain** pour 3 500 FF[809].

Enfin, en 1891, **Franceline** décède. Elle avait fait un testament en 1884 instituant son frère **Tonin** pour héritier universel[810].

En 1891, l'unité de la succession de **Noël** et **Thérèse** est donc retrouvée. Elle sera maintenue par **Tonin** jusqu'à sa mort.

En outre, deux parcelles y ont été ajoutées :

La première est acquise de **François III Boffard** : 5 000 m² de terre et bois à la *combette* (Voissant) ; le prix n'est pas rappelé[811]

La seconde est acquise de **Désiré Gallin**, cousin germain de **Tonin** : 3 000 m² de pré à *patarin* (Voissant). L'acte est signé sous seing privé le 3 juillet 1868 et déposé chez **Margot** notaire à Voiron le 13 juillet. Le prix est de 1 051 FF[812]. Cette terre dépendait de la succession des parents de **Désiré**, **Benoît** et **Julie Boffard**, réglée en 1868[813].

Jusqu'en 1895 environ, **Tonin** a cultivé ses terres lui-même, aidé de ses fils et de domestiques. A cette date, son fils aîné **Tonin** semble parti, peut-être installé avec sa femme à la Folatière ; **Emmanuel** était établi à Lancey (vallée du Grésivaudan) depuis 1892 ; en 1895, son dernier fils **Romain** semble lui aussi parti, peut-être pour le service militaire (il est né en 1872). **Tonin** se retrouve seul à 67 ans, et doit louer ses terres. Cela produisit un petit choc à Voissant, où **Jules** semble l'avoir reproché à son frère[814]. Leur frère **Romain** le confiseur s'en soucie, et demande à **Jules** de veiller à ce que **Tonin** se conserve une occupation (crainte de l'alcool), ainsi qu'il ne se fasse pas « rouler » par les marchands : depuis la location, il doit tout acheter des marchands, et « il y a des malins partout »[815].

A Voissant, la position des **Boffard** évolue peu. Certes, puisque désormais, le préfet ne nomme plus les maire et adjoint, l'omniprésence de **Noël** doit laisser la place à plus d'incertitude du temps de **Tonin**. Le conseil municipal, après avoir élu **Louis Goguet** en 1874, élit **Pierre Boffard Cocat** contre son beau-frère **Tonin** en 1878, puis **Antoine Jacques Buscoz** la même année pour remplacer le maire décédé. **Tonin** comme **Antoine Martin** sont tous deux conseillers municipaux. En 1881, **Tonin** est éluà l'unanimité (9 voies), avec **Louis Goguet** pour adjoint. Au renouvellement de 1884, ilest remplacé par le même **Antoine Jacques Buscoz**, qui reste maire jusqu'en 1891. Sont alors élus **Eugène Durand** (1891-1895), puis **Joseph Goguet** (au moins jusqu'en 1919)[816].

Durant le mandat de **Tonin** se posent plusieurs questions :

Tout d'abord la question de l'accueil des filles : la commune compte 80 élèves et la salle d'école, dont 35 filles, est bien trop exiguë pour les accueillir. La commune, sollicitée par le maire, demande à la préfecture la nomination d'une institutrice, pour remplacer la « directrice des travaux à l'aiguille »[817].

Il fallait aussi construire une école qui puisse accueillir les 80 garçons et filles avec leurs instituteurs. C'est une question récurrente. Car la réglementation exige que la commune atteigne 400 âmes pour autoriser l'ouverture, et donc permettre le financement (au même moment, Merlas et Saint-

---

808 Vente reçue les 25 août et 1er septembre 1884 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20572

809 Vente reçue les 11 et 18 mars 1887 Tochon au Pont, AD de l'Isère 3E 20575

810 Testament du 18 février 1884, déposé le 23 décembre 1891 chez Brizard à Miribel.

811 Vente reçue après 1881, puisque Joseph Brizard prit ses fonctions à Miribel cette année-là. Ses minutes semblent perdues. La référence est tirée de l'acte de vente de la succession de Tonin et de Marie Angélique en 1909, Arch Boffard, Bleu. Le vendeur François Boffard pourrait donc être François III, le fils d'Antoine et petit-fils de François II…

812 AD de l'Isère 3E 29133

813 Succession partagée chez Chevrier à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20314 et 20315

814 Lettre de Romain Boffard à son frère Jules, 16 octobre 1895, Arch Micoud 95 : « notre frère est bien obligé de louer, dans les conditions où il est, Romain parti, pas de domestiques sérieux, comment peut-il faire en cette saison où il y a tant de travail ? »

815 Idem

816 *Registres des actes du conseil municipal de Voissant*, dates diverses.

817 *Registres des actes du conseil municipal de Voissant,* délibération de février 1881, et vote par le conseil municipal et les plus imposés d'une imposition de 100 FF pour le salaire de l'institutrice demandée (16 mai 1881), Arch de Voissant.

En 1894, la (première ?) institutrice s'appelle Jacquette Rullet : registre d'état civil de Voissant, 16 septembre 1894

Bueil ont respectivement 3 et 5 écoles…). En 1883 est lancée une souscription parmi les habitants, qui recueille l'équivalent de 623 FF en argent ou en nature. **Gustave Veyre**, propriétaire de l'usine de l'Ainan, et **Tonin** donnent la plus forte somme : 100 FF[818]. Dans un premier temps, il avait été prévu de munir la commune d'un groupe scolaire. Mais le projet est finalement jugé trop coûteux : on décide de construire une nouvelle école pour les garçons, et d'adapter l'ancienne pour les filles. Mais en 1883, rien n'a changé, et la commune demande encore à l'administration d'autoriser la création d'une salle de classe supplémentaire[819]. L'école sera finalement construite à la fin des années 1880[820].

Intervient en même temps la question des réparations de la grange du curé. Celui-ci dispose en effet de la cure et d'un pré planté en partie de vigne. Depuis la Révolution, ce ne sont plus des biens d'église. La cure seule a été acquise par **Benoît II Patricot** en 1811, muni d'un mandat tacite des habitants de la paroisse. Le pré et la grange appartiennent toujours à la commune, mais sont alloués au curé pour son entretien et sont exploités.

Il est donc nécessaire de remplacer la vieille grange ruinée. En 1882, **Tonin** représente la commune quand il signe avec **Auguste Despierre Corporon**, maçon à Saint-Bueil, une convention pour livrer une nouvelle grange : les dimensions sont fixées dans l'acte, et le prix est un forfait de 1 200 FF (le maçon utilise les matériaux de la ruine)[821].

Mais en novembre 1885, le conseil municipal doit reprendre la question. En effet, le maçon n'a reçu qu'une partie de la somme prévue, et exige le reste.

La lecture du procès verbal nous en apprend plus : « il y a fort longtemps, un nommé **Quérat** de la Montagne de Miribel-les-Echelles fit donation au curé de l'époque de Voissant, pour être transmise à ses successeurs, d'une somme de 1 200 FF dont l'intérêt à 4% l'an serait converti en rente viagère et perpétuelle en échange de messes.

Cette somme fut placée au Pont-de-Beauvoisin (Isère) chez un banquier et y resta assez longtemps.

Le père de M. **Boffard** ancien maire, lequel était adjoint de la commune de Voissant, retira cette somme et en payait les revenus aux curés [à quel titre ? adjoint de la commune ? Membre du conseil de fabrique ? La confusion entre les deux administrations est évidente à Voissant].

A la mort de M. **Boffard** adjoint, M. **Boffard** fils continua à garder la somme et à en servir les intérêts à qui de droit. Mais on ne sait comment, cette somme devint 1 100 FF.

En 1882, le curé actuel, désireux d'avoir une grange un peu plus commode que celle qu'il avait [qui était en ruine…], feignit d'abandonner et la rente et la somme pour arriver à son but.

M. **Boffard**, qui tenait aussi à se débarrasser des 1 100 FF, crut avoir saisi l'occasion, ignorant, sans doute, qu'une donation ne peut se perdre de la sorte, et passa une convention avec un maître maçon… »

Ainsi, personne ne sait ce qu'il est advenu des 100 FF manquants. Il est évident que **Tonin** lui-même l'ignore : il n'aurait pas conclu une convention pour 1 200 FF, qui l'exposait à quelques ennuis, alors que ceux-ci auraient été évités au moyen d'une convention pour 1 100 FF. Finalement, les **Boffard** ne semblent pas inquiétés et la commune comble la différence.

La confusion entre la fabrique et la commune est donc caractéristique de Voissant. C'était vrai du temps de **Noël**, çà l'est encore avec son fils **Tonin** : ce dernier est membre « permanent » du conseil de fabrique, comme du conseil municipal.

En 1885, **Tonin** et son cousin **Antoine Hippolyte** n'y participent plus (y aurait-il un lien de causalité avec les difficultés de la grange ?).

En 1890, ils sont tous deux réinstallés, **Tonin** comme président du conseil et du bureau des marguilliers[822], **Antoine Hyppolyte** comme trésorier. Ils sont ensuite toujours réélus dans ces fonctions. La

[818] *Registres des actes du conseil municipal de Voissant,* souscription du 21 septembre 1883, Arch de Voissant.
[819] *Registres des actes du conseil municipal de Voissant,* délibération du 15 mai 1883, Arch de Voissant.
[820] Sur un terrain vendu à cet effet à la commune par Joseph Laurent Goguet en 1889 (reçu le 13 mai Tochon au Pont).
[821] 6 m de long, 4 m de large et 5 m de haut. Les murs font 50 cm d'épaisseur. Les fondations sont en pierre et sortent d'environ 80 cm ; le reste est en pisé : 1er août 1882, Arch de Voissant.
[822] Avant la Révolution, un « marguillier » est un laïc chargé de l'entretien de l'église en général et de tenir le registre des pauvres de la paroisse.

dernière réunion de **Tonin** est du 30 avril 1905. Les séances extraordinaires de novembre et décembre 1906, en plus d'organiser le front ecclésiastique face aux menées laïques, a pour objet de remplacer **Tonin**, décédé[823].

Nous avons proposé une photo de Tonin et **Marie Angélique** jeunes, avec **Noël** et **Thérèse Gallin**[824]. Les voici plus âgés, avec leur famille :



Angélique (assise à gauche), Tonin (au centre debout), vers 1895.

Et les voici au mariage de leur fils **Romain** avec **Laurence Fugier Garrel** (1903) :



Après le Concordat de 1801, le sens se précise : un « marguillier » est un membre du conseil de fabrique d'une paroisse, et plus précisément l'un des trois membres pris dans le conseil de fabrique, pour composer un bureau sous le titre de président, secrétaire et trésorier. Ce bureau des marguilliers est chargé de dresser le budget de la fabrique, de préparer les affaires qui doivent être portées au conseil, d'exécuter ses délibérations et de diriger l'administration journalière du temporel de la paroisse.

[823] Arch de la cure de Voissant.

[824] Voir nos passages sur Noël Boffard.

3ème rang en partant d'en bas, 2ème et 3ème place en partant de la droite : Angélique et Tonin.

A partir de 1895, la vie à *la chanéaz* change. Aucun des trois garçons n'étant plus à la maison, les terres et les vignes sont louées, et il semble que **Tonin**, désoeuvré, se laisse aller à la bouteille. Avec les années, il en devient même dépendant. Les premiers effets d'une probable cirrhose se font sentir à l'hiver 1903-1904 alors qu'il a déjà 76 ans. **Romain** le confiseur s'en fait l'écho dans une lettre à son frère **Jules** : « il faut qu'il abandonne la bouteille, à cet âge il faut se soigner, mais avec la tranquillité et le bon air sa santé va se raffermir … »[825]. En septembre 1904, l'affaire est sérieuse : « j'ose croire que Tonin saura se ménager, car malgré la tentation il faut qu'il s'en prive. Il a dû aller à vos vendanges ; avec des ménagements il se portera encore très bien. »[826]

Un mieux est constaté à la fin de l'année : il est bien soigné à la maison et surtout, d'après **Romain**, il n'a pas le souci de ses enfants, qui sont tous casés[827]. **Tonin** le dit lui-même à **Romain** : son état de santé se stabilise et il est soigné à la maison par sa fille **Marie**, la religieuse, qui a obtenu une permission de son ordre pour garder ses parents. Mais par ailleurs, aujourd'hui comme auparavant, les garde malades comme les malades ne sont pas toujours sérieux : **Tonin**, plusieurs fois, engage sa garde malade à aller à l'église (elle est religieuse …) et reste seul à la maison, sans feu en plein hiver…

Angélique, elle, ne va pas bien : elle a eu un commencement d'attaque qui l'a laissée très fatiguée.

Cependant, **Tonin** lui-même ne se fait pas d'illusions : en suivant le régime au lait (ne boire que du lait) que lui a prescrit le médecin, il assure à son frère **Romain** qu' « il fera encore une campagne » ; il ne promet pas le rétablissement…

Pourtant, l'année se passe sans histoire ; mais la fin de l'année est difficile, et **Tonin** semble avoir fait des entorses à son régime ; aussitôt, il rechute, mais réussit à se rétablir en février, au prix de soins permanents : lavements, purgations : l'estomac ne digère plus[828].

Au mois de mai, **Tonin** est à l'article de la mort. **Jules** l'écrit à **Romain**, mais celui-ci est aussi très affecté par de graves soucis de santé ; les médecins ayant déconseillé toute inquiétude, sa femme et sa fille **Juliette** décident de lui cacher cette nouvelle, et demandent à **Jules** d'en faire autant pour qu'il ne se rende pas à Voissant. Jusqu'à ce que, plus tard, elles puissent lui apprendre progressivement l'éventuelle nouvelle fatale[829].

Cette fois, plus de rémission, et **Tonin**, sans connaissance depuis quelques jours, meurt sans souffrir le 13 mai[830].

Tonin décède le 13 mai 1906, et **Angélique** le 25 mai 1907[831].

Ils ont 6 enfants :

-**Antoine Marie Joseph « Tonin »** (qu'on désignera par « **Tonin II** » pour le distinguer de son père), qui suit ;

-**Joseph « Emmanuel »,** qui suit **Tonin** II ;

-« Marie » Antoinette Joséphine naît à Voissant en 1868[832]. Les témoins sont **Pierre Boffard Cocat**, cultivateur et beau-frère du père, et **Adolphe Brun**, instituteur de Voissant.

Elle entre en religion, dans la congrégation de la Providence[833], d'abord à Turin, puis à la Tour-du-Pin (sœur **Marie Alexandrine**) où elle réside en 1909. Elle décède en 1936.

Marie fut pleine de sollicitude pour ses parents, obtenant l'autorisation de sa congrégation de rester auprès d'eux pour les soigner jusqu'à la fin (1906 et 1907). Ce dévouement ne fut pas du goût de

825 23 avril 1904, Arch Micoud 91
826 29 septembre 1904, Arch Micoud 119
827 28 décembre 1904, Arch Micoud 102
828 Réponse de Romain à Jules le 8 mars 1906, Arch Micoud 109
829 Lettre de Juliette à son oncle Jules, 8 mais 1906, Arch Micoud 101
830 D'après ce qu'Augustine Boffard-Jouffray sa fille a précisé aux enfants de Romain le confiseur, ses cousins, lors du mariage de l'un d'entre eux, Paul, à la fin du mois de mai.
831 Registre d'état civil de Voissant, aux dates évoquées. Le décès de Tonin est notamment déclaré par son fils Romain, négociant à Saint-Geoire.
832 Registre d'état civil de Voissant, 20 janvier 1868.
833 Ordre féminin né à Grenoble et qui a occupé un moment ce qui est aujourd'hui le Rondeau-Montfleury.

tous, apparemment. Certains ont soupçonné un intérêt successoral. **Romain** le confiseur s'en indigne devant son frère **Jules** en 1907 : « … si l'on n'apprécie pas ses services on a bien tort, car si on avait été obligé de les faire soigner par des étrangers, on aurait vu la dépense… »[834]

En 1911, un nouvel envoi au Chili de sœurs missionnaires est décidé par la congrégation. Marie et quelques autres quittent Grenoble le 8 septembre, en train en direction de la Rochelle où il était prévu qu'elles prennent la mer.
Elle relate son voyage au jour le jour dans un courrier adressée à son frère **Emmanuel**, dans lequel tout témoigne de son âme délicate, de sa foi ardente et de son grand amour pour ses frères et sœurs (aux sens strict et général) : « Soyez tous rassurés que je ne vous oublierai pas ; la distance n'est rien pour les cœurs qui s'aiment ; ».
Le départ a lieu le 8 septembre, nativité de la Vierge Marie, et jour important à Lyon durant lequel l'archevêque bénit la ville. **Augustine** et **Jean Jouffray** espèrent que les religieuses auront le temps d'assister à la bénédiction, et seule Augustine attend sa sœur Marie à l'arrêt du train à la gare des Brotteaux. Mais le train repart 20 minutes plus tard, et Marie ne peut voir Jean.
Arrivées à la Rochelle, elles sont prises en charge par une sœur, puis prennent le train pour le port de la Palice (30 minutes en train de la Rochelle) et embarquent sur l'Oriana, se mettant « entre les mains de la divine Providence ».



Il s'agit d'un navire anglais, où le confort semble parfait, quoiqu'elles soient logées en seconde classe, dans une cabine pour 4 avec 2 lits superposés. « Nous ne faisons pas un grand sacrifice de partir, nous n'avons aucun souci » explique Marie : nombreux personnel, en tenue, propreté parfaite, nourriture abondante : thé ou café au petit déjeuner, « à 9 heures déjeuner qu'ils nomment Breakfast », dîner à 19h, pommes de terre et viande à tous les repas. Dans toutes les cabines, ventilateur, électricité, piano « nous nous endormons au son de la musique ».

[834] Lettre de Romain à son frère Jules le 29 janvier 1907, Arch Micoud 92

Les voyageurs sont de toutes nationalités européennes « c'est la tour de Babel », les Espagnols, Italiens et Français se rejoignent tandis que les Portugais et Anglais font « bande à part ». Les religieuses sont le centre de l'intérêt, les voyageurs les abordent et certains leur offrent des remèdes.
Après avoir ressenti fugacement « une pesanteur sur l'estomac », Marie n'a pas été malade.
En revanche, la première nuit a été difficile du fait d'un « gros rat » qui « s'est promené sur mon lit [et] m'a effrayée ».
(Heureusement), la nuit suivante il est allé visiter le lit de ses 3 voisines de chambre, puis l'on n'a plus entendu parler de lui. Peut-être a-t-il été édifié par leur foi.
Et toutes les nuits suivantes, Marie ne s'est « même pas aperçue que le bâteau marchait ».

A la Corogne en Espagne, le bâteau fait escale et embarque des familles entières (200 personnes environ) aspirant à des jours meilleurs en Amérique. En attendant, leur traversée se fait en 3ème classe, sans cabine et dormant sur des tables et des bancs ; « Que le bon Dieu aie pitié de ces pauvres gens ».
Cet afflux de passager s'est poursuivi à Vigo dans une moindre ampleur, et à Porto avec la même ampleur qu'à la Corogne. 1100 passagers se trouvent alors sur l'Oriana (150 en 2ème classe, sans doute moins en 1ère classe, cela laisse imaginer le nombre de passagers en 3ème classe). Les classes sont étanches, y compris par les ponts du bâteau, sauf lorsque celui-ci est à l'arrêt. On peut alors circuler sans limite, ce qui indique bien que l'étanchéité mentionnée est en grande partie liée à la sécurité des voyageurs.

Le passage par Lisbonne a beaucoup marqué. « de beaux clochers et des couvents situés sur la colline. On aperçoit de belles allées bordées de palmiers ; on croirait que ce sont des sapins… On est sorti par l'embouchure du Tage, immense fleuve. Le coucher du soleil est magnifique, formant des reflets de toutes nuances sur cette étendue d'eau d'un bleu foncé… »

Les occupations courantes sont « lire, écrire, tricoter, étudier notre future langue ».
Les bonnes sœurs visitent les machines et sont impressionnées : « il y a des chaudières énormes, c'est tout un mécanisme qui s'enchaîne ; on dirait tout un magasin de machines, c'est très intéressant à voir marcher. Ils [les charbonniers] sont au moins cinquante, ils se remplacent toutes les deux heures. »
Marie assiste à leur déjeuner à Rio de Janeiro, et déplore leur misère, entre un travail harassant et une nourriture sommaire : « de gros pois noirs, de la viande dans leur soupe ».

Aux Iles Canaries, une pratique curieuse est mentionnée par Marie : le bâteau a mouillé et des hommes venant d'autres navires arrivés alentour, sont montés avec des cordes pour vendre des marchandises variées : cigares, broderies, corsages, tapis, dessus de lit, à des prix si faibles qu'ils en étaient surprenants. Marie suppose que les prisonniers de ces îles avaient réalisé ces effets.

Des drames jalonnent aussi la traversée : un enfant de 4 ans meurt en quelques jours d'une pneumonie. On le transporte dans une cabine de attendant l'immerger le lendemain. Sa mère, seule avec deux autres enfants, n'a pas les moyens de le faire enterrer lors d'une escale, qu'il faudrait d'ailleurs attendre une nuit et un jour, ce qui paraît long en pleine chaleur. « Vers 9 h du matin, quatre hommes ont dexscendu ce petit mort, l'ont tenu quelques instants sur le brancard. Le capitaine, médecin, commandant s'approchent. Le livre à la main, le capitaine a dû recommander l'âme à leur façon (religion protestante, ce sont des Anglais). On l'a fait ensuite glisser à la mer ».

Les cotes du Brésil sont en vue. Les ports desservis sont charmants, beaucoup de verdure, des maisons peintes et des châteaux. Quelques collines. Certains voyageurs descendent. Rio de Janeiro fait une forte impression, ainsi que Montevideo et Buenos-Aires, où nos religieuses logent chez les sœurs de saint Vincent de Paul, où elles sont très bien traitées. La tonalité générale est d'une activité florissante de ces ports où se cotoient des bâteaux portant tous les pavillons, et notamment européens.
Buenos-Aires notamment, qu'elles traversent pour se rendre à la gare, leur paraît une « belle ville, grandiose même, beaux magasins de draperie, horlogerie ; des rues larges et bien propres ; à tous les angles il y a un gardien surveillant les voitures, … prévenir les dangers. De magnifiques églises et de beaux hôtels ayant des tours à la façade. La gare est immense. Il y a plus de cinquante ordres religieux différents ».
Marie et ses sœurs prennent le train pour le reste de leur voyage.
Elles font l'expérience des mirages, décrivant « la sensation d'un air chaud et froid reproduisant l'effet de l'eau qui semblait baigner des arbres et des baies. On aurait dit la mer avec des arbres au milieu ».

Puis, après la ville de Mendoza commence la traversée de la cordillère des Andes. Marie admire la construction du rail, accroché aux collines et face à des précipices « dans le genre de Chaille, mais plus haut » (Chaille est le défilé creusé par le Guiers entre Les Echelles et Saint-Béron, formant frontière entre la Savoie et la France jusqu'en 1860, et passant au pied de Miribel les Echelles et de Voissant).
Le train monte jusqu'à une altitude de 3990 m, à laquelle l'on trouve 2 ou 3 mètres de neige.

Le chemin de fer ayant pris du retard (la notion est ancienne), les sœurs, qui avaient prévu d'arriver sur le soir à Santiago, doivent se loger à Santa Rosa. Heureusement, des couvents existent partout, et aprèsd avoir essuyé 2 refus (raison non mentionnée) elles sont reçues par des sœurs hospitalières.

Enfin le 7 octobre, après un voyage d'un mois, elles arrivent toutes en bonne santé à Chillans lieu de la maison mère. Des cris de joie les attendent, une grande fête est organisée en leur honneur et surtout pour leur mère, très estimée de toutes ses filles et que le voyage avait mis à rude épreuve.

Marie semble avoir eu des relations proches avec son frère Emmanuel, Romain et Augustine. Dans la longue lettre écrite à Emmanuel, elle mentionne écrire aussi à Romain.
A l'occasion d'une fête d'anniversaire d'enfants de 4 ans sur le bâteau, qui avaient bénéficié d'excellents gâteaux et de bonbons, elle confie à son frère Emmanuel : « Cela m'a fait penser à la naissance de ton héritier [pourquoi pas fils ?]. J'ai fait des vœux pour espérer une bonne chance, je vous le souhaite de tout mon cœur » (Paul était né durant l'année 1911). « tu me répondras au plus tôt, le temps me dure de savoir si Blanche va bien [après l'accouchement et la naissance de Paul] ».

Le travail commence rapidement, et le 21 octobre, Marie explique à Emmanuel qu'elle travaille à l'hôpital, s'occupant de la salle des femmes, distribuant les remèdes et la lingerie. Elle fait le catéchisme aux malades. Elle est heureuse et demande des nouvelles. Elle annonce sa prochaine lettre à son frère : pour le premier de l'an[835].

-**Romain** naît à Voissant en 1871[836]. Il décède dans les minutes qui suivent.

-« **Romain » Paul Napoléon**, qui suit Emmanuel ;

-Et enfin **Marie Joséphine « Augustine »** naît à Voissant en 1876[837].

Elle épouse en 1902 **Jean François Jouffray**, pâtissier installé 9 quai de Vaise à Lyon. Il est fils de **Jean** et de **Thérèse Liobourg**, originaire de la Tour-du-Pin. **Augustine** est bien dotée, puisqu'elle apporte son trousseau évalué 1 200 FF, et 5 000 FF en espèces. Cette somme importante étonna la famille. **Romain**, le frère de **Tonin** et oncle d'**Augustine**, confie ses doutes à son frère **Jules** : « il m'est venu qu'Augustine a apporté 5 000 FF en se mariant : où diable les prennent-ils, donc le frère doit s'endetter ? »[838] Le futur déclare un avoir de 4 400 FF[839].

Jean était un pâtissier renommé et apprécié par les **Boffard**. **Romain** le confiseur, toujours lui, confie à son frère **Jules** qu'il « a vu plusieurs fois son mari, il est très bien, pas lourdeau et pas bête.. »[840]. Ils s'installent à Vaise où ils se trouvent à la Grande Guerre. C'est déjà un beau magasin ;

[835] Archives de Jean-Louis Boffard
[836] Registre d'état civil de Voissant, 25 mars 1871
[837] Registre d'état civil de Voissant, 30 juillet 1876
[838] Lettre du 30 décembre 1902, Arch Micoud 101
[839] Contrat reçu le 2 août 1902 Brizard à Miribel.
[840] Lettre du 30 décembre 1902, Arch Micoud 101



Puis la pâtisserie s'installe au 26, cours Lafayette, toujours à Lyon. A cette époque, **Augustine** ne tient plus le magasin. C'est une belle pâtisserie, avec un nombreux personnel. **Augustine** voyage souvent, visite régulièrement toutes les branches de la famille. Elle y a laissé une empreinte encore bien vivante aujourd'hui. Ceux qui l'ont connue décrivent une « grande dame » qui les impressionnait.

Elle fut le pivot de la famille pendant 60 ans, jusqu'à sa mort, en 1958 à Saint-Geoire[841].



Augustine Boffard, épouse Jouffray

Ses rapports avec son fils, **Charles**, né en 1899, viennent ternir cette vie aisée et élégante et cette belle réputation. **Charles** était le filleul d'**Emmanuel**, le frère d'**Augustine**.

Dès le départ, **Charles** est mis en nourrice, et **Augustine** s'en désintéresse ; **Emmanuel** doit l'appeler et la « gronder ». Alors **Charles** est emmené à *verchère*(Voissant) dans la maison où habite la famille de **Jules Boffard**, oncle d'**Augustine** : **Jules**, **Emilie Buscoz** sa femme et leurs deux filles : **Julie** et **Hélène**.



Charles Jouffray



Il y reste plusieurs années, et considère **Julie** et **Hélène** comme ses sœurs.

Aussi, lorsque vers l'âge de 8 ans, sa mère vient le chercher pour l'emmener aux Lazaristes de Lyon, c'est un déchirement. Il pousse des hurlements déchirants, qui épouvantent le village. Désormais, il ne vient plus à Voissant que pour les vacances, avec toute sa famille. Il en a voulu à sa

[841] Registre d'état civil de Voissant, 30 juillet 1876, mention marginale, du 13 février 1958

mère jusqu'à la fin. A sa mort en 1958, il la laissa enterrer dans la fosse commune. Beaucoup lui en ont voulu à l'époque, et le souvenir en est encore vivant aujourd'hui.

Charles et sa femme ont une fille, **Josette**, épouse Hôtelier.

1.1.1.1 Antoine, dit Tonin 1864-1954

Antoine Marie Joseph « Tonin » naît à Voissant en 1864[842].

De la classe 1884, il est décrit ainsi par l'administration militaire : 1,67 m, cheveux sourcils et yeux noirs, front couvert, nez long et bouche moyenne, menton rond et visage ovale.

Incorporé au 16ème régiment d'infanterie de Bourgoin le 2 décembre 1885, soldat de 2ème classe, puis caporal en septembre 1886, congé le 12 septembre 1888. A reçu un certificat de bonne conduite. Passé dans la réserve le 1er novembre 1889, première période d'exercice en 1891 puis seconde période en 1897 et une troisième en 1902, dispensé pour soutien de famille la même année, et libéré du service militaire en 1910[843].

Il épouse en 1892 **Philomène Virginie Duret**, d'une famille de la Folatière[844]. Comme le voulait la coutume, **Tonin père** fait donation à son fils d'un quart de ses biens par préciput et hors part.



Mariage de Tonin Boffard et Philomène Duret, 1892 à la boffardière.
On reconnaît, au premier rang, Antonin et Philomène, puis Antonin le père.
On aperçoit aussi Jules Boffard, frère de Tonin père, dans l'embrasure de la porte.

Tonin fils est donc destiné à reprendre le domaine des **Boffard** à Voissant. Durant les premières années, il fait l'apprentissage de la position de son père. Il est élu adjoint de la commune en 1892. Cette

842 Registre d'état civil de Voissant, 24 septembre 1864
843 http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/577827/575433:578609:578738:578739:577827/1024/1280
844 Contrat reçu le 2 juillet 1892 Genin au Pont, minutes absentes des Archives départementales.

même année, il est membre du comité de bienfaisance de la commune[845]. En 1893, il signe la délibération du conseil concernant la réouverture du chemin du *village* à *verchère*[846].

Puis, que s'est-il passé ? A partir du 9 septembre 1895, il réside à la Folatière[847]. Dès cette année, il ne siège plus au conseil ; en 1906, on le retrouve négociant et marchand de vin toujours à la Folatière. Il habite alors une vaste maison encore belle, achetée par la famille **Yvrai** dans les années 1920 (chemin des routes, qui prend sur la grande route de Pressins (les Abrets) à la Folatière (Le Pont-de-Beauvoisin) ; faire quelques dizaines de mètres ; sur la gauche).

Pourquoi ce départ de Voissant pour résider plus près de sa belle-famille et abandonner la succession pour laquelle il avait pourtant été formé ? Probablement un conflit avec son père, ou avec ses frères et sœurs ?

Il participe pourtant à une réunion de famille à la *boffardière* en 1904 ou 1905 :



Assis, de g à dte : Tonin, Emmanuel
Debout, de g à dte : Benoît Antoine, Philomène Duret épouse Tonin Boffard, Romain Boffard, Augustine Boffard épouse Jouffray, Romain Boffard, Angélique Montagnat Rentier épouse Benoît Antoine Boffard, Blanche Palluel épouse Emmanuel Boffard.
Les trois enfants sont les filles de Tonin et Philomène Duret.

Quelle qu'en soit la raison, son départ de Voissant semble avoir été vécu comme un abandon, voire une trahison ; à partir du renouvellement municipal de 1895, le conseil municipal ne compte plus aucun Boffard, jusqu'à 1919 au moins[848].

---

[845] Aux termes de la loi du 7 frimaire an V (27 NOVEMBRE 1796), toute commune doit ouvrir un bureau de bienfaisance, et plus si les besoins de la population l'exigent. Si cette loi n'a pu être appliquée d'une manière complète, on peut constater néanmoins que toutes les municipalités de quelque importance ont organisé un bureau de bienfaisance.

Dans les départements, chacun de ces bureaux est composé : 1° de cinq membres nommés par le Préfet, du maire et du plus ancien curé de la commune : les fonctions de ces membres sont gratuites ; 2° d'un receveur rétribué, nommé également par le Préfet, et d'un certain nombre d'agents et d'employés suivant les besoins du service. Les ressources des bureaux de bienfaisance se composent des fonds qui leur sont attribués sur les revenus des établissements hospitaliers et des dons et legs qui leur sont faits directement par des personnes charitables ; les administrateurs peuvent employer tous les moyens qu'ils jugent propres à augmenter la somme des secours, tels que quêtes, collectes, souscriptions particulières, etc. ; ils peuvent en outre, en cas d'insuffisance, recevoir des subventions sur les fonds municipaux.

[846] Arch de Voissant.

[847] http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/577827/575433:578609:578738:578739:577827/1024/1280

[848] Terme de nos recherches dans les *Registres des actes du conseil municipal de Voissant,* Arch de Voissant.

Après la mort de son père en 1906, il fait office de chef de famille. Par exemple en novembre 1906, c'est lui qui vend à la commune, au nom de ses frères et sœurs, la partie de terrain nécessaire à l'achèvement du chemin de la *chanéaz* à Saint-Bueil[849].

Avant le décès de leur mère, **Tonin II, Emmanuel, Romain** et **Augustine** ne décident rien (celle-ci décède le 25 mai 1907); mais les tractations vont bon train, entre des héritiers tous établis avec une certaine prospérité.

Dans une première version de ce livre, la mauvaise entente entre **Tonin II** et **Emmanuel** paraissait la cause essentielle de la vente de la maison et du domaine. De nombreux indices confirment cette mésentente : jamais **Emmanuel** n'évoque son frère, et réciproquement. Quantité de photos de famille montrent **Romain** avec **Emmanuel**, et **Augustine** avec **Tonin** ou **Emmanuel**, mais quasiment jamais **Emmanuel** et **Tonin** ensemble[850].

Les archives de **Paule Micoud** confirment cette interprétation : le départ de **Tonin II** de Voissant a vraiment été ressenti par tous comme une trahison de l'aîné, notamment par ses frères et sœurs. Elle occasionna une grande souffrance à **Tonin I**, qui avait tant fait entre 1877 et 1891 pour réunir l'héritage de son père **Noël Antoine**. C'était là sa fierté, et il ne rêvait pour ses enfants que d'une succession harmonieuse et du maintien de la propriété.

Or la succession harmonieuse d'un tel domaine impose l'entente entre les enfants héritiers, à l'exemple de la transmission de 1877 au profit d'**Antonin père** ou de 1818 au profit de **Noël** :

Ici, non seulement l'entente n'existe pas, mais aucun n'est présent à Voissant.

De plus, l'aîné **Tonin II**, avait été avantagé par son père, dans le but de rester à la maison : à l'occasion de son mariage en 1892, il avait reçu le quart préciputaire : un quart du patrimoine du père en plus de sa part d'héritage (clause fréquente). On comprend qu'il se soit comporté en chef de famille dès le décès de **Tonin I** en 1906.

Naturellement, ses frères et sœurs se sont tournés vers lui pour reprendre la propriété. Son refus a certainement déclenché leur opposition, et particulièrement celle d'**Emmanuel**. Passe encore que l'aîné ait quitté la terre, au mépris de toutes les coutumes et des espérances de la famille. Mais qu'il perçoive malgré cela le quart et qu'il se comporte en chef de famille, c'en était trop.

On en appelle à **Joanny Boffard** ancien notaire à Lyon et cousin du père, pour savoir si le quart peut être contesté dans ces conditions. Pour l'oncle **Romain Boffard** (le confiseur), la cause est entendue : « si le quart n'est pas bon, ce serait justice, car le désir de notre frère était en le favorisant de rester à la maison ; ne l'ayant pas fait, consciemment, il ne lui revient pas …»[851]

Romain conseille à son frère **Jules**, résidant à Voissant, de leur parler : pourquoi ne pas vendre la maison et affermer les terres ? Aucun n'ayant de difficultés financières, ils pourraient attendre une solution en ménageant l'avenir…

Quant aux dettes, la vente de la maison et de bois permettrait sans doute de les régler. D'autant que **Jules** semble l'un des principaux créanciers, avec **Romain** l'un des héritiers. Il faut y compter aussi l'oncle **Romain** et le cousin **Joanny**. Mais ce ne sont là que des petits comptes, et de la famille. Tant qu'il y a une propriété, on est « tranquille », comme l'écrit l'oncle **Romain**.

Ces conseils ont manifestement été suivis dans un premier temps : depuis novembre 1907, l'ensemble des terres est loué à **Félix Guiboud Ribaud** (cultivateur à Voissant) pour 1 200 FF annuel. La maison même n'est pas vendue. **Romain** notamment s'occupe de régler les dettes de son père, comme en témoignent ses démarches envers la veuve de son oncle **Romain** (le confiseur).

Et pourtant, en 1909, la maison et l'ensemble de la propriété sont vendues aux deux frères **Ambroise** et **Elie Louvat**, le premier gareur, le second propriétaire cultivateur à Saint-Bueil[852].

Au prix de 29 000 FF. Alors même que cet ensemble était légèrement augmenté par rapport à 1877 (décès de **Noël Boffard**), et 1818 (décès de **Laurent Boffard**), et qu'alors on l'estimait à environ 50 000 et 40 000 FF respectivement...

---

[849] Au prix de 100 FF, Arch de Voissant.

[850] Seules exceptions : les photos du mariage de Romain Boffard et Laurence Fugier Garrel, en 1904, et de Denise Boffard avec Henry Bigallet en 1928 ; ainsi que la photo d'une réunion de famille prise à *la boffardière* en 1904 ou 1905.

[851] Lettre de Romain à son frère Jules le 29 janvier 1907, Arch Micoud 92 ; Romain ne cite jamais le nom de Tonin II, alors que ses lettres fourmillent de citations de ses autres neveux : Emmanuel, Marie, Romain probablement son filleul, et Augustine. Tonin II a vraiment été considéré comme un traître à la famille.

[852] Fils de Ambroise Louvat ; vente reçue le 20 avril 1909 Genin au Pont, Arch Boffard Bleu.

Les petits-enfants des acheteurs, qui habitent toujours la maison, ont conservé l'unité du domaine, et vouent à ces derniers une grande admiration : ils apprécient de confier que leurs grand-père et grand-oncle, passant devant la maison tous les jours pour travailler, ont économisé chaque sou dans le but d'acquérir un jour l'ensemble.

Quelques souvenirs leur restent aussi : en partant, les **Boffard** ont rassemblé tout ce dont ils ne voulaient plus dans la cour, et en ont fait un immense brasier. En même temps que sa base, disparut ainsi la mémoire de la famille : puisque les terres qui nous avaient vu croître étaient vendues, les archives devenaient inutiles...

Quelques années plus tard, au lendemain de la seconde guerre, les propriétaires actuels se souviennent d'avoir eu la visite d'un **Boffard** (sans autre détail). Celui-ci, peut-être **Tonin** (il est décédé en 1954), regrettait, mais un peu tard, d'avoir abandonné le cœur de l'histoire de la famille…



Ainsi s'expliquent la disparition des **Boffard** de la branche aînée de Voissant, et l'absence d'archives anciennes de la famille. « Ainsi passe la gloire du monde », par le jeu des différends misérables que la vanité des hommes procure à l'envie.

Claudine Badin et Antonin II Boffard en 1928

Philomène Duret décède en 1920 (30 décembre). A partir de cette date, **Tonin** déménage pour Lyon, où il acquiert une maison sur l'actuel boulevard Pinel (n°10). Il y vit en rentier. Le 20 octobre, il épouse **Claudine Badin**, de Saint-Foy-les-Lyon, fille de **François** et **Jeanne Marie Poizat**, veuve de **Benoît Delorme**. Le contrat de mariage estime l'apport de la future 4 000 FF (démembrement de propriété sur 30 ha de terre à Sainte-Foy), et la maison de **Tonin** à 30 000 FF[853].

Tonin décède en 1954 à Annecy. **Philomène Duret** et lui ont 4 filles :

-**Philomène** (sans postérité) ;

-**Anna** naît à Voissant en 1894[854], alors que ses parents habitent *la boffardière*, comme tout garçon aîné après son mariage. Elle épouse à la Folatière en décembre 1913 **Jean Claude Berthier**, boucher à Annecy. Elle décède dans cette ville en 1978. Postérité ;

-**Antonia**, épouse **Coutaz** ;

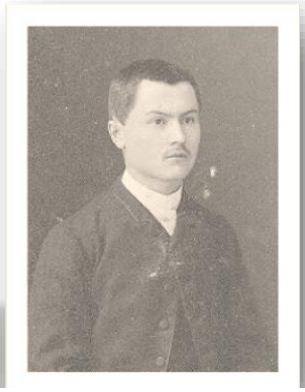
-**Berthe**, épouse **Clément Mathon** à Thonon. Postérité ;

-**Hélène** (sans postérité).

[853] Reçu Henri Giraud à Sainte-Foy, en présence de Jean Jouffray, beau-frère de Tonin.
[854] Registre d'état civil de Voissant, 16 septembre 1894

1.1.1.2 Emmanuel 1866-1947

Emmanuel naît à Voissant en 1866[855].



Emmanuel Boffard, 1886 environ.

Il n'est pas destiné à rester à Voissant et à reprendre le domaine. Aussi suit-il des études de pharmacie. Le voici jeune :

« La légende familiale veut qu'**Emmanuel**, parti à pied de Voissant, avec son diplôme de pharmacien en poche, après avoir traversé la Chartreuse arriva tard au Col du Coq. Là, il put contempler la vallée du Grésivaudan. Les lumières commençaient à briller dans la brume du soir. C'étaient des ateliers, des entreprises, des habitations.

Il se dit : « tous ces gens vont avoir besoin de soins, de médicaments, c'est là que je m'installe »[856].



Emmanuel Boffard, 1904 env.

De la classe 1886, il est décrit ainsi par l'administration militaire : 1,72 m, cheveux sourcils et yeux châtaings, front ordinaire, nez et bouche moyens, menton rond et visage ovale.

Dispensé de service militaire du fait de son frère Tonin incorporé au même moment. Il a néanmoins réalisé des périodes d'exercice dans l'armée d'active en 1887, puis dans la réserve en 1893, 1897 et 1903 (96ème régiment de ligne et 140ème régiment d'infanterie). Libéré du service militaire en 1912[857].

En mars 1888 à 22 ans, il est domicilé 63 rue de la Charité à Lyon (2ème arrondissement) ; 2 ans plus tard en mars 1890 il emmenage à Yenne (Savoie), puis à 26 ans en septembre 1892 à Pont-de-Beauvoisin. Enfin le 23 mai 1897, il s'installe à Villard-Bonnot comme pharmacien[858].



Emmanuel Boffard, 1947

L'histoire familiale a retenu qu'il avait fondé la pharmacie de Lancey (38) en 1892, qui sera occupée par deux générations de **Boffard** après lui. Lui et son fils **Jean** ont laissé le souvenir de pharmaciens dévoués à la population, procurant gratuitement des soins et médications aux plus nécessiteux.

Emmanuel était considéré par la famille comme l'un des mieux établis : l'oncle **Romain Boffard** (le confiseur) écrit à son frère Jules que « pour celui-là il a la prospérité, il n'est pas à plaindre »[859].

En 1901, un mariage est en vue : **Emmanuel** écrit à sa famille pour inviter chacun à l'événement. Puis, plus rien. Toute la famille se perdait en conjecture pour trouver une raison à cette rupture. L'oncle **Romain** imagine qu'il s'est retiré, préférant sa liberté et son indépendance. **Romain** ajoute que c'est fort dommage, car la dot promise était considérable…[860].

---

855 Registre d'état civil de Voissant, 25 janvier 1866

856 Henry Boffard, *Histoire anecdotique de la famille Boffard*, 1995

857 http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/577867/575433:578615:578742:578743:577867/1024/1280

858 . *Idem*

859 23 avril 1904, Arch Micoud 91

860 Sans donner de chiffre plus précis. Lettre du 18 mars 1903, Arch Micoud 123

Finalement, en 1904, c'est gagné ; par l'entremise d'une « marieuse », **Emmanuel** épouse **Blanche Palluel**, d'une famille bourgeoise du Pont-de-Claix (38)[861]. Le voici à cette époque.


Blanche Palluel, 1928

Et enfin le voici plus âgé, tel que certains membres de la famille se souviennent de lui.

Emmanuel décède en 1947, **Blanche** en 1949. Ils ont quatre enfants :

-**Jean** (1905-1971), épouse en 1934 **Madeleine Dobremez** (1910-1986). **Jean** continua la pharmacie de Lancey, ainsi que l'un de ses fils, **Jean Pierre**. **Jean** et **Madeleine** ont eu 11 enfants :

Monique (1935-) et **Claude Arbez** ; **Jean Pierre** (1936-) et **Catherine Caennine Novat** ; **Françoise** (1937-) et **Jack Daumet** ; **Jacqueline** (1939-) et **Bernard Charrignon** ; **Michel** (1940-) et **Eva Ghérart** ; **Jacques**(1943) ; **Jean-Louis** (1944-) et **Marie-Paule Ratel** ; **Marie-Christine** (1946-) et **Bernard Chataing** ; **Brigitte** (1949) ; **Cécile Emmanuelle** (1953-) et **Gérard Thévenin**.

Et 24 petits enfants…

-Denise (1906-1979), épouse en 1928 **Henry Bigallet** de Panissage et Virieu-sur-Bourbre (38), d'où9 enfants et 34 petits-enfants…

-**Emmanuel**, né et décédé en 1908

-**Paul** (1911-1981), épouse en 1939 **Germaine Tabusse** (1912-1955), d'où 4 enfants :

Françoise (1940-) et **Michel Perret** ; **Nicole** (1940-) divorcée de **Jean-Paul Baude** ; **Guy** (1945-) et **Christine Mary** ; **Anny** (1949-) et **Jean-Pierre Charras**.

Et 14 petits-enfants. Parmi cette descendance certaine, la Providence a placé l'auteur de ces pages…

1.1.1.3 Romain 1872-1949

Romain Paul Napoléon naît à Voissant en 1872[862]. Nous savons peu de choses sur son enfance ; néanmoins, les archives de l'ancienne mairie de Voissant conservent un certificat du docteur Liénard, médecin du Pont-de-Beauvoisin, daté du 18 avril 1895 : Romain avait été atteint du « mal de Pott » en avril 1894[863]. Il resta couché durant un an, affaibli par des abcès qui suppuraient de manière continue et qui l'avaient mis en état de cachexie profonde, Le 9 avril 1895, il put se lever de nouveau, mais encore très faible, il ne pouvait encore rester que quelques heures dans un fauteuil. A travers la froideur apparente d'un compte rendu médical, que d'inquiétudes et de souffrances !

De la classe 1892, il ne figure pourtant pas dans le registre matricule correspondant.

En 1903, il épouse **Laurence Fugier Garrel**, d'une famille de Saint-Geoire. Elle est fille de **Louis** et de **Joséphine Jeannot**, propriétaires à Saint-Geoire. La future épouse apporte un trousseau évalué 300 FF, un livret de Caisse d'épargne au capital de 600 FF et 400 FF en espèces ; son père ajoute la somme de 1 000 FF. 2 300 FF en tout, ce qui semble bien faible face aux 6 200 FF qu'**Augustine**, la sœur de **Romain**, apportait l'année précédente à son mari **Jean Jouffray**.

[861] La généalogie de la famille Palluel a été étudiée de manière approfondie par Françoise Boffard Perret.
[862] Registre d'état civil de Voissant, 24 février 1872
[863] Infection des disques vertébraux due au bacille de la tuberculose. Encore aujourd'hui, le traitement est antibiotique d'une durée de 12 mois minimum.



Photo officielle du mariage de Romain Boffard et Laurence Fugier Garrel, 1903

Romain est alors négociant en nouveautés (vêtements notamment). il a quitté la maison paternelle en 1895 pour établir son commerce à Voiron[864]. Les débuts sont difficiles, et en 1901 son oncle et parrain **Romain** (le confiseur) regrette qu'**Emmanuel** ne se soit pas marié : « avec une dot pareille, il aurait pu aider **Romain** à s'établir ». Mais **Romain** semble avoir de bonnes connaissances à Voiron ; son oncle ajoute qu' « il est si gentil, on lui viendra en aide »[865]. Devant les difficultés, ou saisissant une opportunité, **Romain** s'installe à Saint-Geoire, où il est établi sur la place de l'église au moment de son mariage.

Au moment de l'annonce de celui-ci, à la fin de l'année 1902, il semble avoir bien besoin d'un apport d'argent frais, comme le lui souhaite l'oncle **Romain** : « Je souhaite à Romain une femme gentille et un gros sac. Il en a bien besoin. »[866]

Le contrat de mariage donne quelques précisions : la valeur totale de son commerce est estimée à 20 000 FF ; il possède aussi une maison sur la place de l'église de Saint-Geoire, évaluée 5 000 FF ; il faut y ajouter 500 FF de matériel de ménage. Mais l'ensemble est grevé de 17 500 FF. Son apport total est donc de 8 000 FF[867].



Les voici devant le magasin, en compagnie de cousins **Boffard** :

[864] Lettre de Romain à son frère Jules le 16 octobre 1895, Arch Micoud 95
[865] Lettre de Romain à son frère Jules le 18 mars 1901, Arch Micoud 123
[866] Lettre de Romain à son frère Jules le 30 décembre 1902, Arch Micoud 101
[867] Contrat reçu le 1er septembre 1903 Eymery à Saint-Geoire, Arch Boffard, Bleu

Laurence décède en 1944. **Romain** la suit de près, puisqu'il décède à Grenoble en 1949[868].

Ils ont deux filles :
-**Marguerite** (1904-1969) épouse **Pierre Perrichon**, d'où **Jean Claude**.
-**Augusta** (1911-1983) épouse **Blondel**, sans postérité.



Romain et Laurence en 1928

1.1.2 Louis « Romain » 1838-1907

1. Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)
   1.1 Antoine Noël (1798-1877) + 1821 Thérèse Gallin (1801-1874)
   1.1.1 Benoît Antoine, dit Antonin (1828-1906)
   1.1.2 Romain (1838-1907)
   1.1.3 Jules (1844-1938)

Romain naît à Voissant en 1838[869]. Son frère **Antoine** et sa sœur **Franceline** sont parrain et marraine.

En 1866, il est installé comme négociant à Lyon, 5 cours Morand. Il fréquente en particulier la famille de son oncle **Joseph Romain**, dont tous les enfants sont installés à Lyon (avec son fils **Joanny**, le notaire).

Cette année-là, il épouse **Marie Caroline Dufey**, née à Massilly en Saône-et-Loire, habitant avec ses parents 33, rue de la Reine à Lyon (plus tard, 68 av de Saxe) ; elle est fille de **James Dufey** et **Augusta Préaud**, rentiers[870].

Les parents du marié ont consenti par un acte reçu **Favot** le 7 octobre ; l'acte du mariage civil, devant l'adjoint au maire du 2ème arrondissement, est signé par son cousin **Joanny Boffard** et le beau-frère de celui-ci **Joseph (ou Stanislas) Pézerat**[871].

---

[868] Registre d'état civil de Voissant, 24 février 1872, mention marginale.

[869] Registre d'état civil de Voissant, 9 octobre 1838 ; registre paroissial de Voissant n°18, 1034

[870] Registre d'état civil de Lyon, Mi 059, 713

James (né à Paris le 12 décembre 1812) est le fils de Jacques Gaspard et d'Eléonore Poitevin. Jeanne Préaud est la fille de Claude Joseph et Jeanne Gormand.

James et Jeanne se marient en 1839 à Salornay-sur-Guye e, Saône-et-Loire ; contrat reçu Talmoeuf le 10 février 1839.

Ils ont 4 enfants : Marie Louise épouse Charles Benech ; Marie Caroline épouse Romain Boffard ; Henry, d'abord dessinateur montée Saint-Barthélémy puis religieux chartreux à Simandre (canton de Ceyzériat, Ain) ; Emile, voyageur de commerce 4, montée Saint-Barthélémy.

James est sous inspecteur des enfants assistés du département du Rhône.

[871] En 1883, les formalités liées au décès de James Dufey, beau-père de Romain, sont réglées par Joseph Pézerat et Gabriel Robert, beaux-frères de Joanny Boffard : notaire Coste (cousin germain de Félix Berloty, lui-même beau-frère de Joanny Boffard), 4 décembre 1883

Marie Caroline apporte son trousseau estimé à 1 000 FF, et un don de ses parents de 10 000 FF. **Romain** déclare un avoir net de 10 000 FF[872].

C'est donc un beau mariage pour Romain, qui prend un bon départ : songeons que son frère **Tonin le père**, alors même qu'il était l'aîné, n'avait reçu de **Marie Angélique Rentier** que 4 300 FF en 1863 !

Romain a un grand esprit de famille. Il aime profondément ses frères et sœurs, notamment **Tonin** et **Jules**. De nombreuses lettres adressées à l'un ou l'autre, ou reçues d'eux, en témoignent. Il les termine le plus souvent par des formules aux accents de sincérité évidents : « A bientôt, ton frère très affectueusement »[873], ou « Reçois cher Jules, les sincères affections de ton frère »[874], ou encore « vous embrasser tous très affectueusement ; bien à toi de tout cœur, ton dévoué frère »[875].

Il a joué un rôle clé dans la famille aux moments les plus importants. Notamment en 1878 lors du règlement de la succession de son père **Noël Antoine**. Il reliait les uns aux autres, demandait des nouvelles, proposait des solutions en se gardant de paraître d'un camp ou de l'autre. Si bien que, malgré sa résidence lyonnaise, il fut chargé par ses frères et soeurs de contacter tel ou tel acquéreur potentiel, et même de vendre l'une ou l'autre terre. Et notamment le *savoyen*, belle pièce appartenant à plusieurs frères et sœurs, à M. **Veyre** qui souhaitait construire sa résidence en face de l'usine de tissage installée sur l'Ainan.

Romain avait l'habitude de se rendre à Voissant plusieurs jours en septembre, juste avant les vendanges. Tant que **Jules** habitait Paris et Lyon, il habitait alors *la chanéaz*, à la *boffardière* : d'ailleurs, il en est toujours propriétaire d'une partie par héritage ; il ne la vend à son frère qu'en 1887. Entre temps, **Jules** s'établit à Voissant, et en particulier à *verchère* après son mariage en 1882 avec **Emilie Buscoz**. On peut supposer alors que **Romain** allait chez l'un et chez l'autre, alternativement.

Il tenait beaucoup à ces voyages, comme il tenait à ses deux frères. Chacune de ses lettres en témoigne.

Pour **Romain**, le travail est une valeur essentielle : pas une de ses lettres dans lesquelles il ne donne des nouvelles de son commerce, où il ne parle de la difficulté des affaires et de son manque d'argent. Sa devise, si l'on peut dire, est exposée dans une lettre du 12 janvier 1905 : « gagner honnêtement notre vie par le travail est notre devise, aussi je suis vexé de ne rien pouvoir produire »[876].



Romain et sa famille en 1890 environ.
De g à d : Irma, Charles, Marguerite, Louis, Juliette, Romain, James, Paul, Marie Caroline.

Avant 1878, il fonde à Lyon sa maison de confiserie, dans laquelle il vend tous les bonbons, les thés, cafés, épices (vanille par exemple). Les

[872] Contrat reçu le 12 novembre 1866 Berloty à Lyon
[873] Par exemple le 5 juin 1878, Arch Micoud 86
[874] Par exemple le 22 mais 1878, Arch Micoud 96
[875] Par exemple le 19 février 1905, Arch Micoud 124
[876] Arch Micoud 116

premiers temps semblent prospères, et en 1878 **Romain** confie à son frère **Jules** que, si l'hiver est traditionnellement mauvais pour les affaires, elles ne se portent pas mal en général[877]. Notamment on préparait la fin de l'année, et en particulier le nouvel an, dès le mois d'octobre[878].

Mais l'activité est sensible à la conjoncture, et **Romain** se plaint en cette année 1895 des troubles, des complots dont la France bruisse : « on ne sait où l'on va cette année ; si vous consultez les journaux, ils ne parlent que d'après leurs opinions personnelles, selon qu'ils sont dreyfusards, gouvernementaux ou socialistes, de manière qu'on n'est jamais fixé et que l'on ne sait qui croire. Espérons que tout se dissipera et que la confiance reprendra, mais en attendant cela fait beaucoup de tort ».

Romain a alors 57 ans, et **Jules** lui propose d'assurer la pérennité de sa maison en la cédant à son fils **Charles**, 25 ans, confiseur comme son père. **Romain** objecte que la situation économique est très difficile, que l'activité baisse d'année en année ; il faudrait renouveler, il faudrait se lancer dans la pâtisserie, même la cuisine. Mais **Charles** n'est pas plus ouvrier que son père, et ce dernier préfère imaginer de vendre à terme[879].

Nous manquons d'information pour les dernières années du siècle. Les lettres reprennent en 1901, et nous apprennent que la maison est vendue et **Romain** désoeuvré. Ecoutons-le s'en plaindre à son frère **Jules** : « …moi qui ait si bien le temps et si besoin de distraction. Je vais assez bien cher Jules, néanmoins j'ai presque toujours mal à l'estomac ; cela vient de mon trop peu d'activité ; je ne sors pas assez… il faut s'habiller, tout cela m'ennuie. Je préfèrerais un travail à la maison, pourtant c'est moi qui fais la cuisine. Je vais aux provisions et sors tous les matins… »[880].

Ne pouvant se résoudre à l'inactivité, **Romain** devient représentant en thé, café et vanille pour une maison de Paris : « cela m'occupera »[881].

Fin 1902, la représentation continue, mais on sent **Romain** à l'orée de la déprime quand il confirme à **Jules** que « c'est moi qui vais aux provisions et qui fais le dîner, heureusement que nous sommes dans un quartier où nous ne sommes pas connus alors cela ne me gêne pas. C'est égal, je regrette le temps passé, mais quand je songe que les affaires allaient toujours en diminuant avec mes forces, je ne le regrette pas. »[882] Il évoque explicitement le mal causé par les « gros magasins » dans les grandes villes.

Et encore, « dans mes insomnies j'ai le temps de penser à tout ; que je trouve le temps long ! On ne devrait jamais changer son existence, à moins que ce soit pour bien mieux ».

En 1904, ce sont les mêmes plaintes : la santé se dégrade et **Romain** met cette évolution au crédit du désoeuvrement : « Pour moi je vieillis vite, je n'ai ni courage ni volonté, maux de reins et d'estomac, cela me rend paresseux ; la tête seule réfléchit trop et pas de distraction ; je n'ai de goût à rien. »

Il a pourtant une nouvelle représentation, en placement d'amandes cette fois ; « mais cela ne rapporte rien ; après avoir payé mes tramways et l'usure de mes effets il ne reste rien. La maison n'est pas connue et elle veut cher. »[883]. Quelques mois plus tard, le placement des amandes ne fonctionne toujours pas[884].

Tout cela détermine le départ de Lyon pour s'installer à Genève, à la fin de l'année 1904. **Romain** et **Marie-Caroline** se rapprochent ainsi de **Juliette**, leur seule fille mariée, installée depuis quelques années sur place avec son mari le dentiste **Henri Perron**.

« le froid m'empêche de sortir ; l'autre jour chez Juliette (30 minutes de tramway), …, nous étions sortis après dîner, il faisait si froid que j'ai eu une indisposition et depuis je ne suis pas sorti… Tu dis que tu ne peux faire qu'une demi-journée ; moi je ne peux en faire du tout. Je ne connais personne et n'ai point de distraction. »[885]

Le début de l'année 1905 voit **Romain** et sa femme se réinstaller à Lyon, probablement dans leur appartement qu'ils auraient conservé. Le ton de la lettre est plus assuré, on sent **Romain** plus à l'aise dans

[877] 22 mai 1878, Arch Micoud 96
[878] Lettre de Romain à Jules le 16 octobre 1895, Arch Micoud 95
[879] Idem
[880] Lettre de Romain à Jules le 18 mars 1901, Arch Micoud 123
[881] Idem
[882] 30 décembre 1902, Arch Micoud 101
[883] Lettre de Romain à Jules le 23 avril 1904, Arch Micoud 91
[884] Lettre de Romain à Jules le 29 septembre 1904, Arch Micoud 119
[885] Lettre de Romain à Jules le 28 décembre 1904, Arch Micoud 102

une ville qu'il connaît, avec des visites de courtoisie à rendre en ce début d'année[886]. Une autre lettre est signée de Lyon en février 1905.

A l'été 1905, nouveau départ pour la proche banlieue de Genève, définitif cette fois. **Romain** se plaint constamment de son genou, il ne peut plus marcher, a des vertiges, se plaint de lourdeurs et que sa lucidité l'abandonne, subit quelques syncopes. Soit pour raison médicale, soit par ce qu'il aide son gendre en accueillant les malades au cabinet, il doit remettre ses séjours à Voissant chez son frère Jules. Il ne reverra jamais plus Voissant, jamais plus il ne dégustera les lapins et le bon vin que Jules lui réservait à chacune de ses visites.

L'état de santé reste stable durant l'année 1906 ; il est faible et ne peut se rendre à Voissant durant la dernière maladie de son frère aîné (et tant aimé) **Tonin**, ni pour ses funérailles. Sa fille **Juliette** s'était mise d'accord avec son oncle **Jules** pour éviter à son père toutes les contrariétés[887]. Il n'apprit le décès de **Tonin** qu'au mois de juillet.

La dernière lettre de **Romain** à **Jules** est datée du 29 janvier 1907 ; il ne se montre pas pessimiste sur son état de santé, évoquant seulement des rhumes et petites indispositions. Une grande partie de la lettre concerne la succession de leur frère aîné **Tonin I** à *la chanéaz*. **Romain** se désespérait du risque de vente et de division de la propriété.

A la fin de l'hiver, son état de santé se dégrade brutalement et il décède en mai ou juin.

Aux aléas de santé s'ajoute le souci permanent de l'avenir des enfants, qui sont tous très instruits mais peinent à commencer leur vie professionnelle ; ses fils **James** et **Charles** connaissent des difficultés et vont s'installer à Paris. **Paul** est plus jeune et reste à Lyon dans la tulle. Les filles sont le plus grand souci de **Romain** : si l'on met à part **Juliette**, mariée à un homme très apprécié par **Romain** et qui assure l'avenir de la famille, **Augusta** l'aînée et **Marguerite** restent célibataires et vivent de peu. Tout cela désespère un père qui a dépensé sans compter pour leur instruction, et qui met ces difficultés sur le compte de ses revers de fortune ultérieurs.

La famille élargie a aussi occupé **Romain**. Après avoir épousé **Marie Caroline Dufey** en 1866, il s'inquiète beaucoup de l'avenir de son beau-frère **Emile**. En 1878 notamment, **Emile** rencontre de grands obstacles pour lancer sa société de vente de tissus (?) : « pas de crédit, obligé de porter ses traites dans un comptoir d'escompte sitôt la marchandise livrée, très gêné pour l'argent. »[888]. **Romain** le soutient dans ses démarches et financièrement à coup de billets de 1 000 FF, dans une affaire qui pourrait lui assurer la prospérité. Mais la grande espérance, c'est le mariage : « en trouverait-on une qui aurait tué père et mère, on la prendrait avec de l'argent »[889].

Romain et **Marie-Caroline** ont 7 enfants :

-**Augusta** (1867-1958), née et décédée à Lyon[890]. Célibataire, sans postérité.

Ses parents se lamentaient de ne pas lui trouver de mari, surtout lorsque sa cadette **Juliette**, sera « casée » (expression favorite de **Romain** lorsqu'il évoque ses filles). Son père maudissait le manque d'argent, obstacle quasi insurmontable à un mariage convenable « à notre époque ».

Augusta travaille toute sa vie. En 1895, elle est professeur particulier de français en Angleterre, et affirme à son père que les affaires fonctionnent[891].

Cette prospérité cesse pour des raisons inconnues, et elle se retrouve chez ses parents en 1901. Elle enseigne maintenant l'anglais, mais n'a qu'une élève là où il lui en faudrait une douzaine pour vivre de son métier. En attendant, elle réalise des travaux de couture et de dentelle avec sa mère, mais qui sont trop peu payés pour qu'elle se « crée un avenir »[892].

[886] Lettre de Romain à Jules le 12 janvier 1905, Arch Micoud 116
[887] Lettre de Juliette Boffard-Perron à Jules le 8 mai 1906, Arch Micoud 101
[888] Lettre de Romain à Jules le 22 mai 1878, Arch Micoud 96
[889] Lettre de Romain à Jules le 22 mai 1878, Arch Micoud 96
[890] Précisément le 12 février 1958 à Saint-Rambert Île Barbe.
[891] Lettre de Romain à son frère Jules le 16 octobre 1895, Arch Micoud 95
[892] Lettre de Romain à son frère Jules le 18 mars 1901, Arch Micoud 123

En 1902, la voilà professeur dans une pension de Genève, sans doute introduite par **Henri Perron** le mari de sa sœur **Juliette**, habitant à Genève. C'est du moins ce qui ressort d'une confidence de **Romain** à son frère **Jules** en 1902 : après avoir évoqué l'âge d'**Augusta** et son souci de lui trouver un mari, il ajoute que « les Perron ont beaucoup de connaissances à Genève. Espérons qu'il en sortira quelque chose »[893].

En 1904, grâce à une correspondante autrichienne, **Augusta** réside à Vienne. Possédant le dessin, la musique (probablement le solfège et le piano), elle est finalement employée en Hongrie dans un château comtal, où l'on parle le français, le hongrois et l'allemand. Mais en 1905, retour à Lyon, avec le projet de partir en Allemagne ou en Autriche comme institutrice, pour apprendre la langue…

En 1906, les projets d'**Augusta** ont changé : au lieu de l'Allemagne ou de l'Autriche, elle apprend la sténographie et la machine à écrire. En 1907, elle a trouvé un travail de bureau à Genève.

Comme aînée, c'est elle qui prend en charge avec sa mère les formalités du décès de son père : « au revoir, mon cher Oncle, quand nous recevrons de vos nouvelles, cela nous fera bien plaisir et je vous répondrais à la place de mon pauvre cher papa. Maman se joint à moi pour … »[894].

En particulier, **Romain** avait prêté 700 à 800 FF à son frère **Antonin** en 1906 ; le capital avait été remboursé, mais pas les intérêts. C'est **Augusta** qui demande à l'oncle Jules de s'en occuper[895]. **Jules** avait averti son neveu **Romain**, fils de **Tonin I**, et celui-ci s'était adressé à la veuve de **Romain** pour connaître le montant exact des intérêts dus. Après des recherches infructueuses, celle-ci se tourne de nouveau vers **Jules** le 8 décembre, pour lui demander conseil[896]. Nous ignorons ce que ce dernier conseilla.

-« James » Romain (1869-1941) né et décédé à Lyon. Célibataire, sans postérité.

Il est très lié avec son frère **Charles** ; au début, ils sont tous les deux voyageurs de commerce. Ils passent de temps à autres chez leurs parents, qui se font beaucoup de soucis.

En 1902, **James** voyage toujours et vient à Lyon de temps à autres. Il a sa chambre en ville (62, rue de l'Hôtel de ville), et prend ses repas chez ses parents. En 1904, il voyage dans le nord, où il cherche à représenter pour des maisons de draperie. Là encore, son père se désole : « la chose serait facile avec quelques milles francs, malheureusement nous ne les avons pas »[897]. Il s'installe définitivement à Paris en 1904.

-« Charles » Marie (1870-1922), né et décédé à Lyon. Il épouse en 1920 **Philomène Neyret Vioz**, née à Novalaise. Ils n'ont pas d'enfant.

Charles est le seul des enfants à devenir confiseur, comme son père ; il est question en 1895 qu'il remplace son père à la tête de la confiserie familiale ; mais **Romain** y renonce : la diminution des affaires imposerait une diversification de l'activité, de la pâtisserie, de la cuisine même. Les grands magasins font des ravages chez les commerçants de détail. Or, pour accomplir cette évolution, il faudrait un ouvrier, alors que **Charles** a reçu une formation de représentant de commerce en confiserie. **Romain** est très pessimiste et donne un an ou deux avant de prendre une décision à laquelle il songe déjà : la vente.

Finalement, la confiserie est vendue. **Charles**, après avoir voyagé un temps avec son frère **James**, se fixe à Paris où il représente une maison (dans quelle acitivité ?, son père ne le précise pas) de Lyon.

-« Louis » Antonin (1871-1898) né et décédé à Lyon. **Jules Boffard**, frère du père et corroyeur 1, rue Neyrard, est l'un des témoins. Célibataire, sans postérité.

-**Marie Julie dite « Juliette »** naît en 1873 à Lyon. Elle épouse en 1901 à Lyon **Henri Perron** de Genève[898].

La famille **Perron** est bien installée à Genève, où Henri démarre comme dentiste. Là encore, les débuts sont difficiles, avec des dettes, mais cela s'améliore rapidement. **Romain** apprécie les qualités de son gendre (« très bon…très habile dans son art, on l'apprécie …»[899]) et **Juliette** paraît très amoureuse.

---

[893] Lettre de Romain à son frère Jules le 30 décembre 1902, Arch Micoud 101

[894] Lettre d'Augusta Boffard à son oncle Jules Boffard, 10 juin 1906, Arch Micoud 111

[895] Lettre d'Augusta Boffard à son oncle Jules Boffard, 10 juin 1906, Arch Micoud 111 ; Jules connaissait l'existence de cette dette, dont Romain lui avait fait part dans une lettre d du 29 janvier 1907

[896] Lettre de Marie-Caroline Dufey-Boffard à son beau-frère Jules Boffard le 8 décembre 1907, Arch Micoud 115

[897] Lettre de Romain à son frère Jules le 23 avril 1904, Arch Micoud 91

[898] 28 décembre à Lyon 6ème.

[899] Lettre de Romain à son frère Jules le 30 décembre 1902, Arch Micoud 101

Juliette et **Henri** s'installent à Genève, dans le même quartier que les parents **Perron**. Il semble que **Juliette** se plaigne de visites quotidiennes de sa belle-mère…

Le 18 décembre 1902, grande nouvelle : **Juliette** met au monde **Marguerite** (sa sœur est probablement marraine) : à 5 heures du soir, premières contractions, à 11 heures, c'était fait. Une petite blonde aux yeux bleus[900].

En 1905, c'est la prospérité pour les **Perron**. **Henri** a deux cabinets qu'il fait fonctionner tous les jours : un dans la banlieue de Genève, dans la même maison qu'habitent **Romain** et sa femme, où il vient de 14 à 15 heures ; l'autre dans la ville même, dans la maison de ses parents, où lui et **Juliette** disposent d'un appartement.

Dans ces années, la présence de ses parents à Genève et l'éloignement de ses frères et sœurs donne à **Juliette** un rôle central dans la famille. Ainsi, à l'annonce de la grave maladie de **Tonin Ier** à Voissant, c'est elle et sa mère qui prennent la décision de ne pas mettre **Romain** au courant : d'après les médecins de Lyon et de Genève, « notre pauvre papa a besoin des plus grands ménagements, et qu'il ne lui faut surtout pas d'émotion et de contrariété »[901]. Et notamment, un voyage à Voissant, la vision de son frère, pourraient lui être fatals.

Décision est prise d'attendre la fin, si elle devait arriver, et de lui apprendre ensuite la nouvelle progressivement. **Juliette** demande à son oncle **Jules** de lui écrire pour le dissuader de se rendre à Voissant. Comprenant la situation, Jules écrit à son frère ; et mieux, il avertit **Juliette** personnellement du décès de son frère quelques jours plus tard. Celle-ci l'en remercie.

Les liens forts entre **Romain** et **Jules** se sont poursuivis entre **Juliette** et **Emilie Buscoz** (épouse de Jules Boffard) ; elles s'écrivent plusieurs fois pas la suite : en 1910 par exemple, **Juliette** demande à sa tante si **Félicie Buscoz**, son ancienne bonne, est encore disponible. (Pourquoi se sont-elles séparées la première fois ? mystère, mais **Juliette** semble douée d'un bon caractère) ; « je suis un peu pressée de savoir pour Félicie, par ce que je ne peux pas garder la bonne que j'ai, elle est somnanbule et se lève la nuit et fait toutes sortes d'extravagances. J'ai peur qu'elle mette le feu à la maison ! »[902].

En 1912, **Jules** prend en charge la mise en location des biens que **Romain** possédait encore à Voissant. Un contrat est établi avec **Jacques Bedot**, gendarme à Voiron, au nom de ses neveux dont il est le tuteur : un pré, 3 terres labourables, l'ensemble situé à *verchère* est loué pour 100 FF par an[903].

-« Paul » Victor (1875-1963) né et décédé à Lyon. Il épouse en 1906 à Lyon **Renée Marguerite Plantin**, d'où **Marcelle** et **Marie Louise**. Sans postérité.

Sans doute son père **Romain** n'a-t-il pas de convictions chrétiennes prononcées. Pas plus que **Jules**, le frère de celui-ci[904]. Mais Paul va bien plus loin, dans la fougue de la jeunesse certainement… en 1897, il écrit une lettre de vœux enflammée à son oncle **Jules**, de Voissant : partant de la remise en cause de la naissance de Jésus le 25 décembre et à Bethléem, en passant par la condamnation classique des méfaits du clergé au fil de l'histoire, il en vient à nier la « superstition » chrétienne, la nature divine de Jésus.

Et ce morceau de bravoure pour la fin : « Je me suis laissé entraîner bien trop loin, mais mon cher oncle [Jules] je sais à qui je m'adresse et vous me comprendrez certainement. M'excuserez-vous de ce qu'au lieu de vous parler en enfant, j'ai parlé comme un homme devrait toujours parler à un autre. Mais on aime mieux s'entretenir de sa cravate et de son chapeau que de ce qui nous fait tous vivre –la pensée- . Alors cher oncle, je vous aime bien et vous serre la main » ![905]

[900] Lettre de Juliette Boffard-Perron à son oncle Jules Boffard 9 mars 1903, Arch Micoud 110
[901] Lettre de Juliette Boffard-Perron à son oncle Jules Boffard, Arch Micoud 101
[902] Lettre de Juliette Boffard-Perron à sa tante Emilie Buscoz-Boffard en 1910, Arch Micoud 108
[903] Brouillon de l'acte : Arch Micoud, 130
[904] L'aîné Tonin en a certainement plus : il participe assidûment à la gestion de la paroisse en même temps que de la commune : voir les archives de la cure de Voissant.
[905] Lettre de Paul Boffard à son oncle Jules Boffard de Voissant le 30 décembre 1897, Arch Micoud 93

En 1902, il semble fixé à Lyon, vendeur dans une maison de tulle. Comme son frère James, il a sa chambre en ville et prend ses repas chez ses parents. **Romain** précise d'ailleurs qu'ils payent pension pour cela, car lui n'en aurait pas les moyens[906].

En 1904, **Paul** n'est plus vendeur mais représentant pour des maisons de tulle de Lyon. Les affaires semblent satisfaisantes, au point qu'il décide en 1904 de créer sa propre maison de négoce en tulle et soie. Débuts difficiles, mais son père est fier de lui et a confiance. Il s'occupe de mariage…

A la fin de l'année 1904, il fait une mauvaise chute de bicyclette et reste fatigué jusqu'en fin février 1905, parfois couché, avec des complications dans les deux jambes. Ses affaires en souffrent, bien sûr.

Paul est très lié avec le médecin **Joseph Boffard**, fils de **François Napoléon**, qui vit à Lyon à cette époque. Le départ de celui-ci pour Cannes en 1906 est une perte pour lui.

Mais cela coïncide avec un événement heureux : après plusieurs espérances, **Paul** se marie avec **Renée Plantin** de Lyon, en mai ou juin 1906. Son père n'a pas pu y assister, du fait de son état de santé, de même qu'il n'avait pu se rendre à Voissant pour l'enterrement de son frère **Tonin**. Quelques jours plus tard, leur voyage de noce les mène à Genève, où **Renée** fait forte impression : « nous sommes très satisfaits de son choix, elle a bon caractère, pas fière. Ils s'entendent très bien, nous l'avons trouvée très affectueuse et nous l'aimons beaucoup »[907].

Paul vit successivement au 41, cours Morand, puis rue Royale, puis au 25, cours de la liberté en 1907. On le retrouve en 1912 au 3, quai de Retz, où il est encore en 1937.

-enfin, **Jeanne « Marguerite »** (1879-1975) née à Lyon et décédée à Tarare (69), sans postérité.

Marguerite enseigne le français et a la chance de rencontrer une dame anglaise et sa fille ; à partir du début de l'année 1901, elles la prennent avec elles à demeure en Angleterre, peut-être comme préceptrice, peut-être comme gouvernante.

Marguerite apprend alors l'anglais avec assiduité, dans l'espérance de pouvoir ensuite donner des leçons de piano sur place.

En 1903 ou 1904, cette dame l'emmène aux Indes, à Calcutta. Pour son plus grand bonheur, d'après les lettres qu'elle écrit à ses parents.

En 1907, elle y est toujours, mais comme professeur de piano dans une grande école. Elle passe ses vacances d'été dans l'Himalaya.

1.1.3 Jean « Jules »1844-1938

1. Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)
    1.1 Antoine Noël (1798-1877) + 1821 Thérèse Gallin (1801-1874)
        1.1.1 Benoît Antoine, dit Antonin (1828-1906)
        1.1.2 Romain (1838-1907)
        1.1.3 Jules (1844-1938)

Jean « Jules » est l'une des personnalités saillantes de notre famille. Il naît à Voissant en 1844, 9ème et dernier de la famille[908]. Il n'était pas destiné à être cultivateur, et reçoit une formation de corroyeur[909] . Il disait, d'après sa petite-fille Paule Micoud, qu'il avait quitté la maison paternelle à 11 ans pour faire son « tour de France » des compagnons corroyeurs. Mais il lui a faut aussi remplir ses obligations militaires.

Il suit d'abord son instruction au dépôt, à la fin de 1865 et de janvier à mars 1867. En mai, il est incorporé comme soldat au 45ème régiment d'infanterie, avec lequel il participe à la campagne contre

[906] Lettre de Romain à son frère Jules le 30 décembre 1902, Arch Micoud 101
[907] Lettre de Romain à son frère Jules le 25 juillet 1906, Arch Micoud 106
[908] Registre d'état civil de Voissant, 15 juin 1844, registre paroissial de Voissant n°18, 1052
[909] Artisan qui transforme la peau travaillée par les tanneurs en cuir pour lui donner les façons nécessaires d'être en état de servir aux Cordonniers, Selliers, Carrossiers, Bourreliers, Malletiers, Gaîniers ou Relieurs.

l'Allemagne, du 21 juillet au 2 septembre 1870. Il est prisonnier de guerre du 3 septembre au 9 mars 1871. En juillet, il est de nouveau incorporé, puis versé dans la réserve le 29 juillet. Il est libéré définitivement des obligations militaires le 31 décembre 1871[910]. Le congé de libération indique des cheveux et sourcils châtains, des yeux « roux » et une taille de 1,68 m.

Toujours selon le congé de libération, il est alors corroyeur à Thonon en Haute Savoie. En 1872, il est installé comme corroyeur à Lyon rue Neyrard. Où il se trouve toujours en 1873 ; il participe aux élections législatives et sa carte d'électeur a été conservée. En 1877, on le retrouve à Paris, au 18, avenue d'Italie. Il quitte Paris en avril 1878, comme en témoigne une lettre de son frère aîné **Tonin** le 19 juillet[911], ainsi que l'ordre de la gendarmerie du 12 avril : **Jules** devra remettre son livret ouvrier le 14[912].

C'est à la même époque qu'a lieu le partage de la succession de son père **Noël Antoine**. **Jules** n'était pas attaché aux terres, qu'il souhaitait vendre pour pouvoir se marier. En revanche, il tenait à sa part de la *boffardière*. Comme son frère **Romain** et sa sœur **Mélanie**, il loua sa part à son frère aîné **Tonin**, qui y restait habiter. Cette situation dura jusqu'en 1884 où **Tonin** put la lui racheter.

Le 1er novembre 1880, **Jules** est engagé comme contremaître à la fameuse tannerie industrielle Simon Ullmo de Lyon. De concert avec un certain **Caruble**, il était employé pour la tige, avec un salaire de 3 000 FF par an. Une gratification de 500 à 1 000 FF était prévue selon la qualité du travail réalisé. Si la qualité était insuffisante, le contrat sera nul de plein droit au 1er novembre 1881[913].



Puis, saisi par l'appel de la terre, et l'amour d'une terrienne, il revient à Voissant à environ 40 ans (la légende familiale dit au moins 50 ans, ce qui est manifestement exagéré mais montre le souvenir que l'on en a). A son mariage en 1882, il est qualifié de propriétaire cultivateur à Voissant : il cultive probablement les terres héritées de ses parents en 1877, puisque l'ensemble est racheté par son frère aîné **Tonin** en 1884[914].

Il est élu répartiteur titulaire des contributions en 1885, puis conseiller municipal en 1892. C'est son seul mandat : il n'apartient plus au conseil au renouvellement de 1895, et jusqu'en 1919.



Il épouse **Emilie Buscoz**, d'une des plus anciennes familles de Voissant (plus ancienne que les **Boffard**), et qui portait jusqu'au début XVIIème siècle le nom de « **Gay** ». C'est pour individualiser une branche qu'elle s'appela d'abord « **Gay Buscoz** », puis « **Buscoz** » tout court, à la fin du XVIIème et au début du XVIIIème siècles. Mais c'est la première alliance directe avec les **Boffard**. A partir de la Révolution, le statut social de la famille se compare à celui des **Boffard**.

Emilie est la fille d'**Hugues Antoine** et d'**Angélique Morard Châtaignier**. **Hugues Antoine** était fils d'**Antoine Benoît**, lequel était fils d'**Antoine** et de **Marie Patricot**. Le père de celle-ci, **Benoît Patricot**, est donc l'arrière arrière grand-père d'**Emilie**, en même temps que l'arrière grand-père de **Jules Boffard**.

---

910 En 1912, Jules reçoit la médaille commémorative de la campagne de 1870-1871, décidée par une loi de 1911 (358 000 attributaires environ), Arch Boffard, Bleu.



911 Arch Micoud 100

912 Arch Micoud 131

913 Arch Micoud 125

914 Voir nos passages sur Antonin Boffard

Benoît Patricot
+ Françoise Marion
Marie Patricot
+ Antoine Buscoz
Antoine Benoît Buscoz
+ Marie Guilloud
Hugues Antoine Buscoz
+ Angélique Morard Châtaignier
EMILIE
+ JULES BOFFARD
+ Thérèse Gallin
Noël Boffard
+ Laurent Boffard
Françoise Patricot
+ Françoise Marion
Benoît Patricot

Le frère d'**Emilie**, **Antoine Jacques**, dit « **Tonin** » est témoin au mariage. Il est maire de Voissant entre 1878 et 1880, puis il succède à **Tonin Boffard** le père à partir de 1883 jusqu'en 1889.

Emilie était un beau partie : elle apporte son trousseau, de 800 FF, de *Emilie Buscoz, ép Jules Boffard* ir 6 800 FF ; sa part dans la succession de son père, encore indivise, est estimée 1 000 FF, et sa mère lui donne en avancement d'hoirie la même somme de 1 000 FF. Et surtout, elle apporte des immeubles à Voissant évalués (pour la fixation du droit d'enregistrement) à 18 000 FF ! (en tout : 27 600 FF)

Ces immeubles à Voissant provenaient de son oncle **Laurent Buscoz** (1811-1876), contremaître dans la fabrique de bougies de **Joseph Romain Boffard** puis propriétaire rentier à Lyon, décédé sans postérité. Il lègue tous ses biens à l'une de ses nièces, **Louise Buscoz** (fille d'**Alphonse**), sauf les biens de Voissant.

Parmi ceux-ci, certains sont légués à son neveu **Tonin**, les autres à **Emilie** la sœur de **Tonin**. Ces derniers comportent des terres, mais aussi « le tènement d'immeubles que je possède à *verchère* commune de Voissant comprenant la petite maison bourgeoise que j'ai fait construire avec tout le jardin situé au midi… »[915]. Voici cette maison, toujours bien en place aujourd'hui :



Cette maison était déjà bien connue d'**Emilie** : son oncle **Laurent** n'y venait qu'aux vacances d'été. Entre temps, il la lui avait confiée.

Les souvenirs de famille rapportent qu'il était très exigeant : en arrivant, il passait soigneusement un papier de soie sur les cheminées (en marbre) pour vérifier l'état de la poussière…

Face à ce que l'on peut déjà considérer comme une fortune, **Jules** apporte son trousseau évalué 100 FF, une somme de 5 000 FF et son héritage à Voissant et Saint-Bueil, estimé 5 000 FF (en tout 10 100 FF)

[915] Testament du 30 octobre 1875, déposé aux minutes de Joanny Boffard, notaire à Lyon, le 20 mai 1876, Arch Boffard, Rouge 2

Ainsi **Jules** épouse-t-il **Emilie**, presque 3 fois plus riche que lui[916]. Ajoutons que sa sœur, **Séraphie**, née en 1841 (12 ans de plus qu'**Emilie**), sans enfants, lui lègue sa « propriété sur le *champ de mars* » du Pont (le « pot de chambre du Dauphiné » disait **Jules**), à charge pour **Emilie**de régler plusieurs legs à des neveux et nièces, pour un montant de 7 700 FF[917].

Un mariage est toujours l'occasion de rassembler tous les parents, même éloignés. C'est ainsi que **Jules** informe la « riche famille »[918], en la personne de sa tante **Marie Bail**, veuve de l'oncle **Joseph Boffard** depuis 1852. Malgré la distance géographique et sociale, celle-ci lui répond affectueusement. Elle ne peut se rendre à Voissant à cause de sa santé (elle mourra dans les trois mois), mais adresse à **Jules** et **Emilie** « les choses les plus affectueuses » de sa part et de ses enfants. Elle joint aussi un cadeau de 150 FF[919].


Emilie Buscoz, épouse Jules Boffard

Les contacts avec les cousins lyonnais ne se sont pas limités à ces événements familiaux. A l'occasion de la succession de **Jean-Pierre Barbier**, **Jules** consulte **Joanny** qui est le notaire d'une grande partie de la famille.

Jean-Pierre Barbier était marié à **Séraphie Buscoz**, la sœur d'**Emilie** épouse de **Jules**. Lors de son décès en 1893, sans enfants, s'élève une contestation entre **François Barbier**, le père de **Jean-Pierre**, et sa veuve. Celle-ci est notamment accusée d'avoir détourné 90 000 FF, somme importante, de la communauté. Outre des conseils immédiats, **Joanny** propose sa médiation, tout en regrettant que **Jules** n'ait pas pensé à solliciter un avocat sûr, **Ennemond Patricot** « notre cousin », avocat à Bourgoin[920].

Nous ignorons la fin de l'affaire ; l'épisode montre cependant une certaine proximité entre les cousins. Elle ne va pas jusqu'à la familiarité, puisque **Joanny** ne donne ni ne demande aucune nouvelle des familles respectives, ni de Voissant en général.

Il est témoin en :

-1885, décès de **Joseph Boffard Cocat**, fils d'**Isaac** et **Rose Buscoz**[921] ;

-1886, naissance d'**Angéline Buscoz**, d'**Antoine Jacques**et de **Marie Céline Boffard Cocat**[922] (et son décès le 14 décembre de la même année)[923] ;

-1886, décès de **Pierre Roullet Matton**[924] ;

-1887, décès d'**Isaac Buscoz Fit**, fils de **Claude** et de **Catherine Boffard Cocat**[925] ;

-1887, décès de **Marie Rose Berger**, fille d'**Isaac** et **Marie Rose Buscoz**[926] ;

-1888, décès de **Louis Freton**, fils de **Joseph**et **Madeleine Buscoz**[927] ;

-1888, naissance de **Joséphine Agnès Buscoz**, d'**Antoine Jacques** et de **Marie Céline Boffard Cocat**[928] ;

-1903, mariage de **Jean Perrin Cocon** avec sa nièce **Rose Célestine Buscoz**[929] ;

---

916 Contrat reçu le 2 septembre 1882 Favot au Pont, Arch Boffard, Rouge 2

917 Testament olographe daté du 10 novembre 1920, Arch Boffard, Bleu. Le champ de mars est aujourd'hui la place du monument aux morts du Pont Isère. L'ensemble se composait d'une maison mitoyenne et de vastes jardins. Les jardins sont occupés maintenant par la toute récente école maternelle.

918 Expression que nous devons à Romain Boffard, confiseur à Lyon et frère de Jules, au sujet des enfants de leur oncle Joseph Boffard, qui avait épousé Marie Bail et fait fortune dans les bougies à Lyon : 23 avril 1904, Arch Micoud 91 ; il use parfois d'une autre formule « les richars lyonnais » (12 janvier 1905, Arch Micoud 116), due peut-être à un soupçon de jalousie. Mais Romain a travaillé toute sa vie et avait tout juste de quoi vivre. Ses lettres sont remplies d'allusions à son manque d'argent.

919 Lettre du 5 septembre 1882, Arch Micoud 117

920 Lettre du 4 août 1893, Arch Micoud 119

921 Registre d'état civil de Voissant, 13 mars 1885

922 Registre d'état civil de Voissant, 25 mars 1886

923 Registre d'état civil de Voissant, 14 décembre 1886

924 Registre d'état civil de Voissant, 22 décembre 1886

925 Registre d'état civil de Voissant, 21 juillet 1887

926 Registre d'état civil de Voissant, 24 avril 1887

927 Registre d'état civil de Voissant, 23 janvier 1888

928 Registre d'état civil de Voissant, 24 janvier 1888

929 Registre d'état civil de Voissant, 19 mars 1903

-1904, décès de sa nièce et belle-sœur **Marie Céline Boffard Cocat**, fille de **Pierre** et de **Victorine Boffard**, mariée à **Antoine Jacques Buscoz**[930] ;

Sa petite-fille **Paule Pélissier**, épouse **Auguste Micoud**, lui voue une grande admiration, notamment pour sa culture encyclopédique : il connaissait tous les départements, leur chef-lieu et nombre de sous préfectures.

Plus généralement, tous ceux qui, enfants, l'ont connu à la fin de sa vie à Voissant, ont été impressionnés par lui. Ils se souviennent encore précisément de sa barbiche blanche à la Napoléon III, de sa pipe qu'il fumait sous la tonnelle … et de l'avoir taquiné. Jules déteste que l'on se mêle de ses affaires et, dans la même veine, refuse de se laisser photographier.


Jules Boffard, âgé de 93 ans.

La photographie ci-contre, de 1937, est donc exceptionnelle. Nous la devons à l'épouse de **Charles Jouffray** (fils d'**Augustine Boffard**, elle-même nièce de **Jules**), à l'occasion de la communion de **Jean Pélissier**, l'un des petits-enfants de **Jules** :

-« Pépé ! »
-« Et ! Qu'est-ce qu'il y a ma belle ? … Oh, la coquine, elle m'a eu ! »

Jules et **Emilie** habitent toute leur vie durant la maison de *verchère*, construite par Laurent Buscoz.
Elle revient à leurs deux filles

Emilie décède en 1924[931], **Jules** en 1938. Chétif à la naissance, il avait été plongé dans du vin ; la formule a connu un succès retentissant, puisqu'il est décédé à 94 ans (doyen de nos Boffard, selon toute apparence), et quasiment debout. Le dimanche matin, il dit à Hélène, sa fille aînée, qu'il allait retrouver la mère de celle-ci : il se coucha et mourut à 20 heures[932].


Hélène Boffard

Ils ont deux garçons nés sans vie : en 1883[933], et en 1899 (le père avait alors 54 ans et la mère 46 ans[934]. Et deux filles nées bien en vie :

-**« Hélène » Marie Joséphine** naît à Voissant en 1886[935]. Elle réside, célibataire, toute sa vie dans la maison de *verchère*, où elle décède le 2 février 1954[936].
Elle a peut-être accompagné son cousin **Romain**, fils de **Tonin I**, pour apprendre le commerce des

[930] Registre d'état civil de Voissant, 14 avril 1904
[931] Registre d'état civil de Voissant, 29 mai 1924
[932] Témoignage de Paule Micoud.
[933] Registre d'état civil de Voissant, 13 juillet 1883. L'acte est reçu par Tonin Boffard le fils, maire. Le père est le premier déclarant ; le second est Antoine Hippolyte Boffard « non voisin mais parent ».
[934] Registre d'état civil de Voissant, 13 février 1899
[935] Registre d'état civil de Voissant, 9 mars 1886
[936] Registre d'état civil de Voissant, 9 mars 1886, mention marginale.

nouveautés. C'est la proposition que faire l'oncle **Romain** (le confiseur) à son frère **Jules** en 1902[937].

Beaucoup se souviennent d'elle encore aujourd'hui, à travers de nombreuses anecdotes. Par exemple, une côte derrière *verchère* est encore connue sous le nom de « côte à l'Hélène »… De forte personnalité, ce que d'après Paule Pélissier-Micoud on pouvait lire dans ses yeux, elle a passé sa vie dans le village à rendre service. Elle était pour tous : « tante Hélène ». Elle décède dans de grandes souffrances en 1954 d'un cancer du foie, elle qui n'avait jamais fait d'excès. Une grande proximité existait entre Paule et sa tante : celle-ci avait dit que Paule n'était pas attendue (après les trois premiers enfants) mais qu'elle serait la dernière à donner à boire à ses parents. Et en effet, Paule a gardé son père Alphonse Pélissier durant 3 mois dans leur appartement de Voiron ; il est parti à l'hôpital où il est décédé un jour plus tard.



Julie Boffard, épouse Alphonse Pélissier

-**« Julie » Marie Antoinette** naît à Voissant en 1889[938]. Julie rappelait qu'elle portait un prénom destiné à un garçon, que ses parents avaient donc « féminisé » au dernier moment. Elle état d'une grande douceur, ce qui se voyait là aussi dans ses yeux, déjà toute petite.

Elle épouse en 1920 **Alphonse Benoît Pélissier**, d'une très ancienne famille de Voissant[939]. **Alphonse** est le fils d'**Antoine Claude** et de **Séraphie Bournat Quérat**, et l'arrière arrière petit-fils de **Louise Patricot**, sœur de **Françoise** mariée à **Laurent Boffard**[940]. La famille **Pélissier**, déjà installée à Voissant, derrière l'église au XVème siècle, comptait à cette époque des notaires de père en fils. Elle a même donné à Vaulserre des châtelains aux XVIème et XVIIème siècles.

La famille a de bonnes relations avec l'ensemble des cousins Boffard, et notamment avec tante Augustine, qui voyageait beaucoup et accueuillait toute la famille à Lyon pour maintenir le lien, et particulièrement avec son fils Charles Jouffray. Il figure très souvent sur les photos de famille. Paule se souvient que durant la guerre, Charles faisait le trajet de Lyon en vélo pour passer du temps et se ravitailler. L'histoire de Charles Jouffray est triste, puisqu'il ne s'entendait pas avec sa mère, et toute la famille en souffrit.

Julie Boffard et **Alphonse Pélissier** avaient d'excellentes relations avec les cousins **Boffard** de Chambéry, descendants de **Napoléon Boffard** (voir plus bas, 1-3). **Laurent** et **Germaine née Favre** avaient trois enfants, **Jean**, **Marie-Thérèse** et **Henry**. Ils se recevaient régulièrement. **Paule** appréciait beaucoup **Henry**, né en 1928 comme elle. Elle épouse en 1953 **Auguste Micoud**. Lors du mariage, **Henry** rencontre la sœur d'**Auguste**, devenue son épouse. Plus tard, les relations familiales se détériorèrent, malheureusement.

Julie Boffard et **Alphonse Pélissier** ont 4 enfants :

-**Henri** (1921-1991) épouse **Marthe Rogéraz** puis **Andrée Mibord**, d'où **Michèle** et **Dominique** ; il a été mobilisé durant la guerre, après un départ au Maroc avec Monsieur Gravier directeur de l'énergie électrique, il est rentré lorsque les Américains ont débarqué, puis a fait la campagne d'Italie et notamment la bataille du Mont Cassin en février 1944 ; **Elise Jeanne** (1922-2014) épouse **Pierre Pichat**, d'où **Françoise** et **Jean Paul** ; **Jean** (1926-) épouse **Geneviève Gailland**, d'où **Patrick** (1954-) et **Pascal** (1957-) ; **Paule** (1928-) épouse **Auguste Micoud**, d'où **Marie Paule** (1955-), **Jean Yves** (1957-) et **Eric** (1963-) qui habite maintenant la maison de famille des **Pélissier** à Voissant. Tous ont eux-mêmes des enfants.

[937] Lettre du 28 décembre 1902, Arch Micoud 101
[938] Registre d'état civil de Voissant, 1er avril 1889
[939] Registre d'état civil de Voissant, 7 avril 1920
[940] Antoine Claude est le fils de Benoît Antoine, lui-même fils de Benoît, lui-même fils de Benoît et Louise Patricot.

Les voici, plus âgés :



1.2 Joseph Romain 1802-1852

1 Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)
- 1.1 Antoine Noël (1798-1877) + 1821 Thérèse Gallin (1801-1874)
  - 1.1.1 Benoît Antoine, dit Tonin (1828-1906)
  - 1.1.2 Romain (1838-1907)
  - 1.1.3 Jules (1844-1938)
- **1.2 Joseph Romain (1802-1852) + 1835 Marie Bail (1813-1882)**
  - 1.2.1 Jean Pierre dit Joanny (1837-1910) + 1861 Claudine Berloty
- 1.3 François Napoléon (1806-1880) + 1833 Thérèse Guerre (1.3.1), et + 1849 Angélique Charreton (1.3.2, 1.3.3)
  - 1.3.1 Napoléon (1833-1902) + 1867 Clémentine Boffard
  - 1.3.2 Laurent (1851-1926) + 1880 Noémie Chabert
  - 1.3.3 Joseph (1862-1948) + 1893 Marguerite Comte

Joseph Romain naît à Voissant en 1802[941]. Outre le père, la naissance est déclarée par ses oncles maternels **Joseph** et **Benoît II Patricot**. Ce dernier est élu en 1792 par les habitants de la section de Voissant (commune de Vaulserre) pour constater l'état civil. Il le reste jusqu'en 1799. Puis il est nommé maire de Voissant en 1804, jusqu'en 1828. C'est l'époque où la famille quitte Voissant : à la mairie, les **Patricot** sont remplacés par les **Dulac**.

Ses parrain et marraine sont **Joseph Patricot** et **Angélique Apprin** son épouse[942].

Joseph n'est pas destiné à reprendre l'exploitation familiale ; celle-ci est réservée à **Noël**, l'aîné des garçons. Il quitte Voissant pour la ville de Lyon, où il entre comme employé de commerce dans la fabrique de bougies de **Claude Bail**. Celui-ci, marié avec **Pierrette Duplâtre**, est né à Chasselay (69) ; il ne fait pas partie de la notabilité lyonnaise et a créé son entreprise de ses mains[943].



Joseph Romain Boffard, 1850 env

En un temps où l'électricité est bien plus rare, cette fabrique est florissante ; des lettres écrites par lui après son mariage attestent que **Joseph** vend des bougies jusqu'en Suisse. Un établissement est même ouvert à Paris, et **Claude Bail** et **Joseph** partagent leur temps entre les deux villes.

Il faut dire que Joseph réussit au delà des espérances dans son métier de commercial. Dans la mémoire de la famille, il est d'ailleurs qualifié de « génie du commerce »[944].



Marie Bail épouse Joseph Romain Boffard

941 Registre d'état civil de Voissant, 20 septembre 1802

942 Registre paroissial de Voissant n°8, 125

943 Aussi loin que l'on remonte, les Bail, qui se prénomment « Claude » de père en fils depuis 3 générations, sont ancrés à Chasselay.

Pierrette Duplâtre est fille de Louise Dumarest et de Guillaume, marchand cirier et épicier paroisse Saint-Paul à Lyon. La cire est donc une affaire de famille.

Pour plus de détails, consultez la *Chronique de l'ascendance de Joanny Boffard*, établie en dernier lieu par M. Denis Glénard.

944 *Mémoires* du docteur Joseph Boffard.

Ses qualités sont appréciées par **Claude Bail**, qui se retrouve peut-être en lui. Ayant un seul fils qui n'était probablement pas intéressé par ses affaires, il s'inquiète sans doute de la pérennité de la fabrique après lui. Progressivement, l'évidence se fait : **Marie** est présentée à **Joseph**, ils s'aiment et s'épousent en 1835 devant le maire de Lyon[945]. **Marie** semblait pourtant destinée à un mariage avec M. **Missol**, si l'on en croit un courrier écrit à Marie par sa meilleure amie **Justine Corcevay** (qui habite à Villefranche sur Saône) le 5 mars 1835. Le mariage avec M. **Boffard** est alors décidé, et **Justine** s'inquiète de savoir si son amie cède à ses parents ou si c'est un choix personnel. Elle précise que **Romain Boffard** a un caractère égal et qu'il montre beaucoup de prévenance[946].

Joseph Romain déclare un avoir net de 88 000 FF. **Marie** apporte son trousseau (3 000 FF) ; son père lui donne 30 000 FF[947].

C'est donc un mariage « arrangé ». Mais à fréquenter de plus près **Joseph** et **Marie**, on se surprend à apprécier ces mariages, qui méritent sans doute mieux qu'une réputation trop noire, élaborée par un romantisme triomphant. Ce mariage ne noue pas l'hymen autour d'inclinations éloignées ; bien au contraire, **Joseph** et **Marie** ont sans doute conçu l'un pour l'autre l'amour le plus sincère, l'admiration et la confiance réciproques. Les qualités de **Joseph** transpirent de la photo qui suit : droiture, franchise, dynamisme, sens du concret. Elles accompagnent facilement celles de **Marie**, qui sourdent de tous les actes qu'elle a signés : sens des responsabilités et de l'effort, dignité, courage.

Le voyage de noces a lieu en Suisse : Neuchâtel où **Marie** écrit une lettre à sa mère sur place le 10 septembre 1835. Elle décrit le voyage depuis Dijon sous une pluie continuelle et la traversée des belles montagnes du Jura.[948]. Le voyage se poursuit à Lucerne où le courrier du 25 septembre est écrit par **Joseph Boffard** à ses beaux-parents, **Marie** étant souffrante. Il espère que ce ne sera qu'une indisposition, un médecin de bonne réputation ayant été choisi, ainsi qu'une aide à temps plein (dans une lettre ultérieure, Joseph précise que les deux époux avaient envisagé que ce soit un début de grossesse, car après un fort mal de tête, elle avait été prise d'une fièvre constante et forte). Mais c'est une maladie beaucoup plus grave avec de forts maux de tête, une fièvre intense, une bouche très sèche et une respiration difficile.

Un second médecin a été appelé, et les deux ensemble ont diagnostiqué une fièvre nerveuse et bilieuse, tout en rassurant Joseph sur l'absence de danger mortel. Les parents de Marie adressent des courriers pour insister sur le traitement à prendre : pas de sangsues ni de saignées, de la moutarde sur les pieds, des potions, de la limonade et des infusions de tilleul. Ils souhaitent même se rendre sur place, mais Joseph tente de les en dissuader en arguant des conditions déjà difficiles, de l'impossibilité d'améliorer le traitement et de l'absence de crainte pour son issue.

Il en fallait plus pour les dissuader, et les parents Bail se rendent à Lucerne.

Cela avait pour avantage de permettre à Claude Bail et à Joseph de continuer leurs affaires en Suisse, en laissant Marie avec sa mère à Lucerne. En effet, le voyage avait aussi pour objectif de développer les ventes dans ce pays. Outre de nombreuses maisons, il doit notamment rencontrer un certain **Poncet** de Genève. Le 14 octobre, Joseph est à Saint-Maurice et écrit à sa belle-mère que de nombreuses commandes ont été prises et que son beau-père est parti du côté de Genève voir plusieurs amis. L'impression de ces lettres est celle d'une famille très unie par l'affection et par le commerce : les détails fournis par Joseph à sa belle-mère sur les commandes (type de cire, nom des clients, quantités et prix de vente), indiquent que celle-ci était partie prenante dans la société, tout comme le frère de Marie Antoine dit « Tonin »[949].

En 1838, **Tonin Bail** le frère de **Marie** est atteint d'une maladie, que les courriers n'évoquent pas plus précisément. Durant l'hiver, **Mme Bail mère** est à Nice (alors en Italie) avec lui, pendant que le reste de la famille est à Lyon. Des lettres sont échangées entre Marie et sa mère. Elles sont à la fois touchantes, évoquant par exemple les nouvelles familiales ou les modes vestimentaires, et à la fois raisonnables, la fabrique étant toujours abordée à l'occasion. On apprend à cette occasion que les curés de Lyon

[945] Registre d'état civil de Lyon Mi 627, n°644
[946] Lettre figurant dans le dossier « Actes individuels / 10.1 Laurent / 2.2 Joseph Romain / lettres diverses et poèmes, imag 52-55
[947] Renseignements issus de l'inventaire après décès de Joseph Romain, reçu le 2 avril 1853 Berloty à Lyon, Arch Boffard, Rouge 2
[948] Lettre figurant dans le dossier « Actes individuels / 10.1 Laurent / 2.2 Joseph Romain / lettres diverses et poèmes, imag 60-61
[949] Lettres figurant dans le dossier « Actes individuels / 10.1 Laurent / 2.2 Joseph Romain / lettres diverses et poèmes, imag 63-84

recevaient tous pour Noël un panier de cire, accompagné d'un cornet de bonbons et de deux bouteilles de ratafia[950].

La famille prospère et **Marie** est loin d'être une épouse « aspirine ». Elle prend toute sa place, comme une femme moderne, et participe au développement de la fabrique aux côtés de son mari et de ses parents. Plus tard, dans les années 1850, **Joseph Romain** prend spécifiquement en charge la fabrique et **Marie** la gestion des biens familiaux. Cette répartition devient plus formelle en 1851, avec la procuration que lui passe son mari pour gérer toutes les affaires de la famille[951].

Et en effet, cette répartition est bien nécessaire pour gérer les consistantes acquisitions de **Joseph** et **Marie** : en particulier deux domaines dans la Drôme, communes de Donzères et Pierrelatte, appelés Reboul (42 ha) et Saint-Ferréol (45 ha) ; ces deux domaines sont évalués ensemble 186 500 FF.

Et les domaines de **Benoît Gallin** et sa mère **Louise Boffard** (beau-frère et tante de Joseph Romain) dans la commune de Miribel les Echelles : domaine de *miribelière*, à *péréaz*, et d'autres petits fonds ; l'ensemble a été acquis en 1849 pour le pris de 42 000 FF.

Il faut aussi gérer le patrimoine existant : de nombreuses rentes françaises et piémontaises, des immeubles à Villeurbanne, rue Ferraille et quai de l'hôpital (actuellement 2, quai Jules Courmont) à Lyon, des biens à Saint-Geoire. La famille déménage souvent, mais toujours au centre de Lyon : en 1835, avant leur mariage, **Joseph** habite 7, rue Clermont (disparue ; quartier de l'Hôtel de ville), tout comme **Marie**. L'acte précise qu'elle habite avec ses parents. Ainsi, les futurs étaient déjà très proches ; ils y restent jusqu'en 1849 au moins[952]. En 1851, ils habitent place de la Fromagerie (n'existe plus aujourd'hui plus que la rue de la Fromagerie, qui longe l'église Saint-Nizier ; la place était juste derrière l'église) ; en 1852, au moment du décès de **Joseph**, 1, rue Gentil, à proximité immédiate de la place de la Fromagerie.

La vie suivait son cours dans une famille heureuse. Mais en 1852, alors que **Joseph Romain** et son frère **François Napoléon** se trouvent dans une voiture aux environs de l'étoile d'Alaï, le cheval s'emballe et la voiture verse. François en sort indemne, mais Joseph a subi une lésion de la moëlle épinière. Il décède quelques jours plus tard, âgé de 50 ans, laissant une veuve et 4 enfants dont l'aîné a 16 ans. **Joseph Romain** est enterré au cimetière lyonnais de Loyasse[953].

Il faut maintenant assurer l'avenir de ces enfants. Par testament du 7 janvier 1852, **Joseph Romain** avait légué la moitié de ses biens à **Marie**[954]. Celle-ci tiendra la barre courageusement, et sera soutenue par son beau-frère **François Napoléon Boffard**. Dès avant le décès de **Joseph Romain** (en avril 1852), **François Napoléon** avait été nommé régisseur de tous les biens de la famille de son frère[955]. Désormais, il s'occupe avec **Marie** de la fortune de la famille. **Marie** habite alternativement à Lyon, au 4, rue Mercière, et à Paris 21, rue des Sept voies. La fabrique a été dissoute dès le 31 octobre 1852[956].

En plus de rester mandataire général jusqu'à son décès, **François Napoléon** est nommé subrogé tuteur des quatre enfants mineurs de son frère, par décision de l'assemblée de famille du 19 octobre 1852 devant le juge de paix du 2ème arrondissement. **Marie** est la tutrice légale.

Sur le plan patrimonial, **Marie** est rentière, mais une rentière active. Durant les années qui suivent, elle s'appuie sur sa famille de Saint-Geoire, son beau-frère **François Napoléon** et **Benoît Boffard**, un cousin germain de celui-ci, pour acheter et vendre en toute connaissance de cause, et gérer les biens acquis.

---

950 Lettres figurant dans le dossier « Actes individuels / 10.1 Laurent / 2.2 Joseph Romain / lettres diverses et poèmes, imag 86-91

951 Sous seing privé et déposée le même mois d'août 1851 chez Berloty à Lyon, Arch Boffard, Rouge 2

952 Naissance de Marie Boffard.

953 La sépulture (allée 9, n°578) avait été acquise par Jean Marie Dugard, qui en avait cédé la moitié à Joseph Romain le 9 février 1850. La sépulture avait ensuite été partagée en deux parties sur le terrain. Mais la ville de Lyon n'a pas avalisé cette cession, car les cessions entre vifs sont interdites par le règlement du cimetière. Pour permettre aux descendants de Joseph Romain d'y être inhumés, un descendant de M. Dugard, non intéressé par la sépulture, a cédé ses droits par testament sur l'ensemble du terrain concédé, c'est-à-dire 25 m², à deux arrières petits-enfants de Joseph Romain.

954 Ouvert par le président du tribunal de Lyon le 19 octobre.

955 Procuration générale reçue Berloty à Lyon, Arch Boffard Rouge 2

956 Voir l'Inventaire après décès des biens de Joseph Romain, dressé le 2 avril 1853 par François Berloty notaire.

En 1855, **François Napoléon**, agissant pour sa belle-sœur, acquiert aux enchères une partie de la succession du notaire **Louis Joseph Bonnard** de Saint-Geoire, au mas des *perrins* : près de 8 ha de terres, pour 38 000 FF. Il faut y ajouter les intérêts jusqu'au payement qui intervient réellement en juillet-août : 1 348 FF. La somme totale payée aux créanciers de l'hoirie est donc de 39 348 FF[957].

En mars 1855, **François**, toujours pour sa belle-soeur et pour plusieurs autres, donne ce domaine à ferme à **François** et **Antoine Morard Châtaignier** de *péréaz* à Miribel. Les surfaces des autres propriétaires montent à environ 9 ha ; donc 17 ha en tout, ce qui est un domaine considérable. **Marie Bail** s'engage à faire construire une maison et creuser un puits au-devant. Dans la foulée, **François Napoléon** préside avec le notaire à l'état des lieux de la parcelle de 7 ha de **Sylvain Margot** (de Saint-Laurent-du-Pont), auquel Marie Bail a intérêt puisqu'elle se propose d'acquérir l'ensemble[958].

En 1855 toujours, **Marie** et **François Napoléon** achètent à **Claude Matton** de Saint-Geoire un domaine acquis par ce dernier aux enchères dans la succession de **PierreMignot** de Saint-Bueil (le 7 novembre 1847, pour 9 605 FF). Le prix de cet achat est de 12 000 FF, que le vendeur délègue l'acheteur de payer aux créanciers de la succession **Mignot**. En 1859 a lieu le règlement définitif de la succession et les biens acquis sont purgés de toute hypothèque[959].

La même année, **Alexandre Michal Ladichère**, avocat à Grenoble et curateur à l'hoirie vacante du notaire **Ruelle**, quitte **François Napoléon** de 150 FF dus à la succession Ruelle. Les débiteurs ont vendu un bois en *coreyzin*à **Marie Bail** pour ce prix ; elle remet le prix à la succession[960].

Marie a de très bonnes relations avec d'autres branches de la famille. Lorsque **François Napoléon** n'est pas disponible, elle se fie à **Benoît Boffard**, autre cousin germain de son mari installé à Saint-Geoire. Celui-ci est le fils de **Pierre Emmanuel I**, résidant au manoir de *marinière* à Montferrat[961]. Il sera bientôt nommé juge de paix du canton de Saint-Geoire.

C'est donc **Benoît** qui acquiert pour **Marie** un chemin communal qui traversait la propriété des *perrins* qu'elle venait d'acquérir. Ce chemin était devenu en grande partie inutile, et le conseil municipal en avait demandé le déclassement. Le préfet l'ayant autorisé, la commune vend ce chemin à Marie pour le prix de 400 FF[962].

En 1857, changement de fermier aux *perrins* : après avoir affermé à **Pierre Christolhomme** quelques terres vers le *mollard des perrins*, **Marie** et **François Napoléon** afferment à **Pierre Charreton** l'essentiel du domaine des *perrins* (et *monnet* et *gorges*) : une maison, prairie et verger (4,68 ha) ; une terre contiguë (2,75 ha) ; vaste bâtiment fermier, écurie, four et terre (2,5 ha), sauf une côte destinée à la plantation d'une vigne ; terre au mas du *plan* (4 ha) ; une terre plantée en partie de châtaigniers au mas de *côte haut* (3,51 ha) ; une autre terre au mas de *l'essard*(1ha) ; terre au mas du *plan* appelée le « grande journal » (2 500 m² environ) ; un pré marais au mas des *prairies*(3 800 m² environ, c'est-à-dire ce qui reste du pré déjà donné en ferme à **Christolhomme**) ; un autre pré marais au même mas, venant des **Parendel** cette fois et non des **Bonnard** (4 800 m² environ) ; et enfin un bois au mas de l'*essard*, à la *martinette*et en *coreyzin* (2.5 ha). Le tout forme un ensemble, non contigu mais de parcelles proches, de plus de 21 ha. Le bail est conclu pour 10 ans, pour le prix annuel de 2 100 FF, auquel s'ajoutent 3 chapons gras et 2 paires de poulets par an.

Les conditions du bail sont soigneusement précisées : le fermier entretient avec soin les haies vives (on ne parle pas encore de fils de fer barbelé), et crée celles qui n'existent pas ; celle du jardin sera plantée en aubépine. La taille du bois est aussi bien précisée (importance du bois pour le chauffage surtout ; les fermiers avaient parfois tendance à en couper plus pour le vendre à leur profit). Aucun arbre, sec ou vert, ne peut être coupé sans l'agrément du propriétaire. De même les systèmes d'écoulement des

---

[957] La succession était grevée de dettes ; le tribunal de Bourgoin a ordonné la vente de tout l'actif.

Quittance générale passée les créanciers de la succession à Marie Bail, reçue le 13 août 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20355

Joseph Bonnard était notamment débiteur de Benoît Joseph Boffard de Saint-Geoire (branche de Pierre Emmanuel Boffard, installé à Montferrat : Benoît Joseph est un cousin germain de Joseph Romain et François Napoléon).

[958] Reçu le 13 mars 1855 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20352. L'acquisition a eu lieu, mais elle n'a pas été passée chez un notaire de Saint-Geoire.

[959] Reçue le 23 octobre 1859 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20361

[960] Reçue le 30 juillet 1855 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20353

[961]Voir nos passages sur Pierre Emmanuel I Boffard.

[962] Reçue le 3 mai 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20353

eaux et d'arrosage des prés seront soigneusement entretenus : après chaque labour, le fermier devra creuser les rigoles pour l'écoulement, et même creuser des canaux recouverts s'il en est besoin ; les bâtiments seront entretenus en bon père de famille, ainsi que les têtes de bétail, l'engrais sera répandu loyalement ; la sortie du bail est aussi décrite avec force détails. Ce ne sont là que quelques conditions, parmi beaucoup d'autres[963].

En 1857 encore a lieu la vente aux enchères des meubles se trouvant dans la maison des *perrins* (acquise dans la succession **Bonnard**), jugés inutiles pour l'exploitation du domaine. Elle est conduite par **François Napoléon** et le notaire **Maunaix**. Le fermier **Pierre Charreton** y acquiert deux vaches, pour le prix total de 350 FF[964].

En 1858, **Marie** est depuis longtemps en relations d'affaires avec **Barthélémy Montaland**, négociant à Lyon (et son oncle par ailleurs). Après lui avoir vendu son domicile du 1er de la rue Gentil, elle lui vend une propriété close de murs à Villeurbanne, cours Lafayette. L'ensemble provient de la succession de **Claude Bail** son père (mort en 1848) et se compose d'une maison bourgeoise, cour « salle d'ombrage » et jardin. Le tout pour 25 000 FF[965].

La question des eaux était essentielle avant les réseaux publics d'adduction. Chacun imaginait les systèmes les plus ingénieux et les plus appropriés pour irriguer un pré ou les bâtiments d'habitation comme les bâtiments fermiers. Les réglementations se multiplient, les droits d'usage s'installent au fil du temps. En 1859 par exemple, il apparaît que la partie haute du domaine des *perrins* n'est pas assez irriguée. L'obstacle disparaîtrait si l'on pouvait canaliser les eaux s'écoulant dans le ravin de la *vie creuse* (commune de Saint-Geoire) situé au-dessus du domaine et qui en fait partie. Un barrage est nécessaire, mais il ne peut être construit qu'en s'adossant à une terre appartenant aux héritiers **Gaillard**. Or, ces derniers ne disposent pas de source pour abreuver la maison et les bêtes. Echange est conclu : **Marie Bail** leur concède l'usage de sa source, juste au-dessus de la maison ; les **Gaillard** concède l'adossement sur leur terre de la *vie creuse*[966].

C'est encore la question des eaux qui conduit à un traité entre **Marie Bail** et la **comtesse du Vallier**. Celle-ci possède une ferme dite « de *cotagon* » contiguë à une grande partie du domaine des *perrins* de **Marie**. Les sources des environs –par exemple les « eaux des *échineaux* » et la « source de *cotagon* » se répartissent l'irrigation des prés des deux domaines depuis des temps immémoriaux. Le détail est rappelé dans le traité.

Mais des difficultés sont survenues entre les fermiers des deux propriétaires au sujet des « eaux des *échineaux* ». Il faut donc formaliser cette répartition. Désormais **Marie Bail** disposera de ces eauxdu dimanche 8 h du matin au mardi 8 h du matin, après qu'elles aient irrigué le pré de la **comtesse du Vallier**. **Mme du Vallier** ne pourra s'y opposer, les retenir ou les détourner de quelque manière que ce soit. Le reste de la semaine, les eaux seront à sa disposition entière[967].

La même année 1860, **Marie** et **François Napoléon** complètent le domaine des *perrins* en achetant des héritiers de **Marie Gallin Martel** leur mère[968], une maison et terrain appartenant à sa succession encore indivise. Le tout jouxte au couchant et de bize les terres de **Marie**. Le prix est fixé à 100 FF[969].

En 1875, il ne s'agit plus des *perrins*. **Marie** et **François Napoléon** vendent à **Victor** et **Gustave de Montal**, frères, un domaine à Saint-Geoire appelé le « clos *d'hautes rives* », comprenant une maison d'habitation, le tout sur une surface de 3,31 ha ; une terre inculte au *marais*, de 2,29 ha ; une parcelle de terre et pré marais à *hautes rives*, d'environ 6 000 m².

963 Reçu le 26 janvier 1857 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20356
964 Reçu le 19 avril 1857 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20356
965 Reçue le 3 novembre 1858 Berloty à Lyon, Arch Boffard, Rouge 2. La mère de Marie, Pierrette Duplâtre, réside à ce moment à Villeurbanne, 54, rue du 4 août, et non chez sa fille.
966 Echange reçu le 7 juillet 1859 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20361
967 Traité reçu le 26 septembre 1860 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20363
968 Et subsidiairement de Pierre Richard Martin leur père.
969 Reçue le 16 novembre 1860 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20363

Tous ces biens avaient été acquis en 1866 par **Marie Bail** de **Michel Charreton**, des côtes de Saint-Geoire. **Michel Charreton** est loin d'être un inconnu : il est marié à **Angélique Boffard**, fille de **Pierre Emmanuel I** et donc cousine de **Joseph Romain**. **Marie Bail** est donc sa cousine par alliance. Ajoutons que l'une de ses filles, **Angélique**, a épousé en 1849 **François Napoléon Boffard** ; on est donc en famille…

Michel Charreton les avait acquis de **Louise Breton**, veuve du notaire **Ruelle**, qui les avait acquis elle-même aux enchères, lors de la vente judiciaire de la succession de son mari. Le prix est de 24 000 FF[970].

Au terme d'une vie bien remplie, ayant assuré l'avenir de ses enfants, **Marie Bail** décède en 1882, âgée de seulement 69 ans.

Joseph Romain et **Marie** laissent quatre enfants ; voici les trois premiers, en 1844 environ :



-**Claude Joseph, dit « Claudius » ou « Didi »** étant enfant, naît à Lyon en 1836. Il est très affecté par la pousse de ses dents durant l'hiver 1838-1839. Il avait l'habitude à cette époque, quand on le contrariait, de dire qu'il voulait aller à Nice avec « bonne-maman » (Pierrette Duplâtre épouse Claude Bail ; celle-ci avait passé un séjour à Nice avec son fils Tonin Bail pour la santé de ce dernier, et sans doute Didi les avait rejoint à l'occasion avec ses parents)[971]. Doué d'un sens moral et artistique profond, ses poèmes lui avaient attiré une réputation familiale. On faisait appel à lui pour animer les réunions de famille. Certains poèmes ont été conservés[972].

En 1861, il a terminé ses études de droit et est installé à Paris comme avocat près la Cour impériale de Paris. Il habite alors 44, rue de Madame. En 1861, il est toujours avocat, mais s'est installé à Lyon quai de l'hôpital dans l'immeuble de ses parents[973].

Saisi par la vocation, il devient ensuite prêtre.



Abbé Claudius Boffard

D'après les souvenirs de famille, il était très brillant et vivait dans la pénitence. Il a fini prêtre libre (c'est-à-dire sans paroisse, par décision épiscopale) à Ainay, 14, rue Vaubecour. Il meurt en 1892, laissant une fortune au pape : 1 million de FF ! Son testament fait aussi un legs à son frère **Joanny**, de 20 000 FF, et désigne comme légataire universel son beau-frère Gabriel Robert[974].

-**Jean Pierre** dit « **Joanny** », qui suit ;

-**Anna** naît à Lyon en 1840.

[970] Reçue le 9 août 1875 Chevrier à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20323

[971] Lettre figurant dans le dossier « Actes individuels / 10.1 Laurent / 2.2 Joseph Romain / lettres diverses et poèmes, imag 93

[972] Ils figurent dans le dossier « Actes individuels / 10.1 Laurent / 2.2 Joseph Romain / lettres diverses et poèmes, imag 97-124. On compte notamment des poèmes en l'honneur de sa grand-mère Pierrette Duplâtre veuve Claude Bail, en faveur de sa mère, de divers mariages dont celui de son frère Joanny.

[973] Mariage de son frère Joanny.

[974] Testament olographe du 28 octobre 1892, déposé aux minutes de Me Lavirotte à Lyon.



Anna Boffard Pézerat, 1860 env

Elle épouse en 1863 **Joseph Stanislas Pézerat** (1829-1907), d'une famille de Châlons sur Saône. Lui était avocat au tribunal de Châlons sur Saône, bâtonnier de l'Ordre. Il est fils d'**Antoine** et **Elisabeth Milliez** demeurant à Châlons.

Il apporte une somme de 30 000 FF en espèces et obligations.

La future apporte son trousseau évalué 5 000 FF, 45 000 FF donnés par sa mère, 240 000 FF issus de la succession de son père, plus la nue propriété de valeurs estimées à 210 000 FF (sa mère conservant l'usufruit). Soit un total de 500 000 FF[975] ! Très beau mariage pour le futur …



Anna et Stanislas Pézerat, 1900

Anna et **Stanislas** habitaient 2 quai de l'Hôpital à Lyon, dans l'immeuble des **Bail-Boffard**.

Ils ont 4 enfants : **Joseph** (1867-1952) médecin, mais n'a jamais exercé. Il épouse en 1909 **Marie Elise Treppoz**, sans postérité ; **Paul** (1868-1868), **Elise** (1872-1872) et **Elisabeth** (1874-1952), restée célibataire.



[975] Contrat reçu en mai 1863 Berloty à Lyon, Arch Boffard, Rouge 2



-« **Marie** » **Claudine** naît à Lyon en 1849[976].



Elle épouse **Gabriel Robert** en 1873 à Lyon. La famille **Robert** est issue de Tullins en Isère. Le père de **Gabriel**, **Joseph**, était avoué à Saint-Marcellin. Son grand-père, **Pierre**, était fabricant de couvertures à Tullins. **Gabriel** est avocat à Lyon et juge suppléant au tribunal civil de Lyon. Il n'exerça quasiment pas.

En 1907 environ, avec leurs enfants et **Marie Bellissen** leur première petite-fille :



Les **Robert** ont de nombreux descendants, dont certains habitent encore l'immeuble du 2, quai de l'hôpital[977].

Gabriel Robert, **Joseph Pézerat** et **Joanny Boffard**, tous les trois beaux-frères, s'entendaient à merveille, et ont traversé leur vie ensemble. Ils adoptent les mêmes intérêts, déclarent les naissances et décès ensemble, sont témoins des mariages, jusqu'à être enterrés dans le même caveau à Loyasse (celui de **Joseph Romain Boffard** leur beau-père et père).

[976] Registre d'état civil de Lyon, 2 janvier 1849

[977] Voir la généalogie établie en 1995 par Gabriel Robert Charrérau, aux Arch Boffard.

1.2.1 Jean Pierre dit Joanny 1837-1910

Joanny naît à Lyon en 1837[978]. Il fait des études de droit, jusqu'à la licence, et devient avocat. Il n'exerce pas[979].

En 1865, il épouse **Joséphine Claudine Berloty** fille aînée du notaire (François)[980]. Le lien avec les Berloty était ancien : déjà avant le décès de son père **Joseph Romain**, la famille avait fréquemment recours aux services de **François Berloty**. Il est le notaire habituel de la famille.

Ainsi, de proche en proche, il est probable que ces relations de travail aient évolué vers un rapprochement plus amical, au moins mondain. **Joanny**, devenu avocat, pouvait prétendre à cette alliance, pas particulièrement notable, mais extrêmement riche.



François Félix Berloty

La famille **Berloty** vient du département de l'Ain[981]. **Joséphine** est née en 1841 à Lyon.

François Berloty (1808-1871) est un notaire connu à Lyon (étude aux Terreaux). Il est notamment le notaire de la *Société de la Rue Impériale de Lyon* depuis le début, en 1854[982]. L'immeuble du 2, place de la Bourse, lui a été donné en guise d'honoraires par la *Société*. Ses affaires étaient prospères, et il constitua pour sa famille un patrimoine foncier considérable : des immeubles à Lyon, les propriétés dans la Loire (*Vougy*), le Beaujolais (*Arcis* à Ouroux), dont voici la cour intérieure prise en photographie entre 1870 et 1880[983] :

[978] Registre d'état civil de Lyon Mi 453, n° 4386, 23 décembre 1837

[979] Exemplaire de son écriture dans une lettre écrite à son épouse en 1900 : Lettre figurant dans le dossier « Actes individuels / 10.1 Laurent / 2.2 Joseph Romain / lettres diverses et poèmes, imag 95-96

[980] Registre d'état civil de Lyon Mi 056, n°710

[981] François Félix est le fils de Claude (1779-1852) et Scholastique Poullat (1786-1883), de Bourg-en-Bresse et Treffort dans l'Ain.
Claude est fils de Pierre (1750-1778) et Marie Anne Fleuret (1750-1800) ; il est laboureur vers Saint-Etienne du Bois (Ain)
Pierre est fils d'Antoine et Marie Roddet.

[982] Arrivé au pouvoir, Napoléon III nourrissait pour Paris et Lyon le fol espoir d'en faire des cités modernes. Des tentatives, des plans avaient été élaborés, mais avaient avorté faute de volonté politique.

En 1853, Claude Marius Vaïsse est nommé administrateur du département du Rhône (c'est-à-dire qu'il cumulait, comme Haussmann à Paris, les fonctions de préfet et de maire). En janvier 1854, l'administration approuve l'ouverture de la « rue Impériale » (rue de la République depuis la défaite de Sedan en 1870) depuis la place de la Comédie au nord, jusqu'à la place Bellecour au sud : 1 076 m de longueur et 22 m de large, condition posée par l'Empereur, ainsi que son nom.

En février, la ville confie à la *Société de la Rue Impériale de Lyon* la mission officielle d'ouvrir cette rue. Le même mois, le premier conseil d'administration de la Société se tient en l'étude de François Félix Berloty. Entre le 20 et le 22 février, sont souscrites les 14 000 actions composant à l'origine le capital de la société : 7 millions de francs. Les 178 souscripteurs sont Lyonnais, essentiellement rentiers, négociants et artisans.

La première pierre est posée en avril 1855 et la cérémonie fait l'objet d'un procès verbal signé des membres du conseil d'administration et du notaire fondateurs François Félix Berloty.

Les travaux sont menés, grâce à l'appui sans faille des autorités, en un temps record, inimaginable aujourd'hui : en moins de 4 ans, 294 immeubles sont démolis ou reconstruits. Immédiatement, la nouvelle et majestueuse artère, qui n'a d'équivalent qu'à Paris, devient le centre des affaires de Lyon. Le cloaque médiéval propice aux révolutions ouvrières a vécu. C'est le chef d'œuvre que le Second empire laisse à Lyon.

Les actions de la *Société* sont introduites à la Bourse de Lyon en 1870. Après bien des évolutions, la société est absorbée par Eurazéo. Mais elle avait créé en 2003, avant cette absorption, une SAS dénommée *Rue Impériale Immobilier*, dont le siège est toujours 49, rue de la République à Lyon.

C'est aussi chez François Félix Berloty que les élites lyonnaises et parisiennes constituent la *Société royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg* en 1857 : la *Société* avait pour objet la construction et l'exploitation des chemins de fer du Luxembourg. Parmi les fondateurs : Jean marquis d'Albon, Alphonse de Boissieu (membre de l'Institut, habite Lyon), Gaspard de la Fontaine (ancien gouverneur du Luxembourg), Thérèse Jurion (ancien administrateur général du grand duché), Joseph Prost (directeur général des caisses d'escompte, habite à Paris) et Augustin, baron de Thurey (propriétaire habite à Paris).

[983] http://r.sangouard.free.fr/pagesOuroux/Ougrim304.html



Il acquiert des propriétés à Beaujeu (Lantignié) et le château de Montcarra près de Bourgoin (vendu à sa mort).

François Félix Berloty est marié à **Jeanne Coste** (1818-1862), d'une importante famille de notaires lyonnais[984].



L'acte de mariage eentre Joanny et Joséphine est signé par les deux époux, les parents de l'épouse, **Marie Bail Boffard**, **Claude Joseph Boffard** frère aîné de **Joanny**, et **François Napoléon Boffard** son oncle et ex subrogé tuteur.

Sur un plan matériel, **Joséphine** apporte son trousseau (non estimé, mais qui comporte des diamants et autres bijoux) et la somme de 150 000 FF donnée par ses parents (qui ont 6 enfants).

Les apports de **Joanny** sont très détaillés : près de 100 000 FF donnés par sa mère, 123 719 FF de créances, valeurs mobilières…, une rente de 360 FF sur l'Etat français, 18 209 FF d'économies personnelles, 50 000 FF offerts par sa mère pour le mariage, et 243 000 FF environ de succession immobilière de son père, sur laquelle somme sa mère dispose de l'usufruit. Sans compter l'immobilier, **Joanny** dispose de près de 292 000 FF. Le mariage est donc équilibré[985].

En 1871 décède **François Félix Berloty**. **Adrien**, né en 1851 est encore trop jeune pour reprendre l'étude paternelle, comme prévu. Les relations entre **Joanny** et son beau-père étaient plus proches de celles qui existent entre un père et un fils. C'est ainsi qu'en son testament de 1870, il écrit ceci : « j'éprouve aussi le besoin d'en remercier particulièrement **Joanny**, que j'ai rangé parmi mes enfants et à qui j'ai confié le bonheur de ma fille. Je compte qu'il viendra en aide à **Denise**, à **Adrien** et à **Bonaventure**

[984] Jeanne est la fille de Benoît et de Joséphine de Colomb de Hauteville. Rappelons que Benoît est le principal fondateur de la *Congrégation des Messieurs de Lyon*, sorte de société secrète dont l'objet est la diffusion du catholicisme dans la ville.

Une généalogie des Coste a été établie par Christian Martin sur « Généanet » ; elle remonte au tout début du XVIIème siècle ; voici l'adresse :

http://gw0.geneanet.org/index.php3?b=chmcls&lang=fr&m=N&v=COSTE

Cette adresse permet d'aborder aussi la généalogie Berloty, jusqu'à aujourd'hui.

Les mêmes informations se trouvent aussi mises en ligne sur « Généanet » par Paul Coste, à l'adresse suivante : http://gw1.geneanet.org/index.php3?b=pacoste&lang=fr&m=N&v=COSTE

[985] Reçu le 29 avril 1861 Ducruet et Legendre à Lyon, ADR (Archives départementales du Rhône) 3E 9867

dans les circonstances graves de leur vie ». Preuve de cette estime, **Joanny** remplace son beau-père et s'engage à rendre l'étude à son beau-frère **Adrien** dix ans plus tard.

De nombreux documents familiaux retracent la vie de **François Félix Berloty**. Ils insistent sur ses qualités d'homme mais aussi sur la prospérité de son étude et sur son appétence pour les domaines ruraux[986].

Son décès subit, en 1871 après une opération, laisse une situation complexe à résoudre entre les 4 héritiers, son épouse étant prédécédée en 1862 : **Joséphine** mariée à **Joanny Boffard**, **Adrien** âgé de 20 ans, **Denise** âgée de 18 ans et **Bonaventure** âgé de 14 ans.

En effet, des dettes nombreuses interdisent l'application du testament écrit en août 1870. La succession s'est donc faite en plusieurs étapes, organisées par Joanny, puis par lui, Joseph **Rambaud** et Adrien **Berloty** :

-la dot de **Joséphine Boffard** (150 000 FF) a été rapportée à la succession ;

-vente de divers biens immobiliers, dont le domaine de Montcarra près Bourgoin, celui de Saint-Régis du Coin dans la Loire, celui de Pressy Saint-André le Désert (Saône et Loire), maison 27 rue Gasparin, et quelques parcelles à Ouroux et Vauxrenard.

A ce prix, les dettes peuvent être payées.

Le 1er janvier 1879 a lieu le partage des biens situés sur Ouroux et Vauxrenard et communes voisines (environ 600 ha à partager) : 4 lots sont réalisés, dont 1 (**Adrien**) et 2 (**Bonaventure**) restent en indivision (159 ha environ, avec le château de Grosbois) ; **Joséphine** eut Arcis et autres (196 ha environ) et **Denise** eut d'autres domaines pour environ 232 ha.

Le 16 décembre 1887 ont lieu les partage, vente et licitation du reste des biens immobiliers encore en indivision : l'immeuble 2 place de la Bourse à Lyon (avec sa façade sur la rue Gentil également, estimé en tout 600 000 F), la propriété de Vougy (département de la Loire au nord de Roanne, 283 ha, estimée 410 000 F) et le domaine de Lantignié (dans le Rhône près de Beaujeu, 23 ha, estimé 245 000 F).

Le total montait donc à 1 255 000 : 4 = 313 750 F pour chacun des héritiers.

Pour éviter la vente, **Joanny Boffard** et **Joséphine Berloty** qui en avaient la possibilité financière, proposent de conserver la place de la Bourse et Vougy, et de verser 696 000 F environ aux 3 cohéritiers, dont 68 750 F à **Denise** (attributaire de Lantignié), et 313 750 F à chacun des deux garçons.

Comme aujourd'hui, la transmission intacte des biens immobiliers dépend de la fortune de la génération suivante. Il y faut aussi beaucoup de valeurs familiales et de confiance entre les personnes pour éviter que les familles ne se déchirent.

Durant ces dix ans, entre 1870 et 1880, **Joanny** « fut un notaire de haute honorabilité professionnelle. Il se distinguait par une aménité charmante, encore plus par sa charité toujours généreuse et discrète, et par son dévouement aux œuvres religieuses de notre ville. Excellent chrétien, et d'une irréductible modestie, il a laissé aux siens un grand modèle des vertus familiales »[987]. Ce n'est pas le souvenir qu'il a laissé à tous : une remarque ironique est écrite à la main en marge de ce paragraphe…



Adrien Berloty

Joanny devient le notaire de la famille **Boffard**. Mais surtout, les convictions religieuses et cléricales qu'il partageait avec son beau-père, le placent au cœur de la vie politique et religieuse de Lyon, formant le parti clérical de la ville. Tous les membres de ce parti appartiennent à une puissante société secrète fondée à Lyon en 1802 par **Benoît Coste**, le beau-père de **François Félix Berloty** : la *Congrégation des Messieurs de Lyon* (CML). Cette société accompagne et encourage le renouveau religieux, en direction des couches populaires, en dispensant des cours d'alphabétisation le soir, ou en organisant l'aide matérielle aux plus démunis.

[986] Notamment les travaux de Léon Peillon sur la famille Berloty et sur Adrien Berloty ; les souvenirs de Félix Berloty.

[987] Abbé Vachet, *Nos Lyonnais d'hier*, Lyon : A. Vachet, 1912, classement alphabétique.

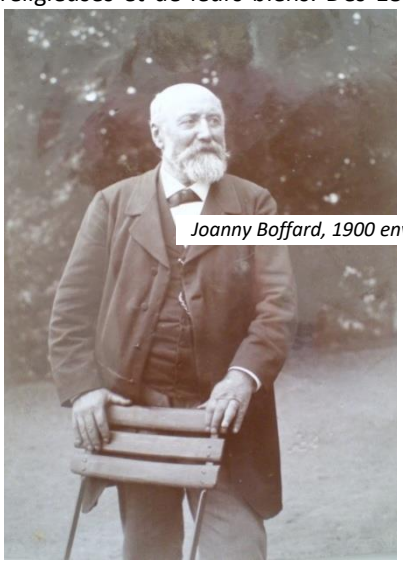


Joanny Boffard, vers 1880

Après 1870 et les troubles liés à la défaite et la Commune de Paris, la crainte d'un régime républicain se fait sentir. On se souvient alors de la politique révolutionnaire anti chrétienne et notamment de la confiscation des biens ecclésiastiques à partir de 1789.

Bien sût, depuis les persécutions révolutionnaires, les congrégations étaient revenues en force dans un sursaut catholique comparable à celui de la Contre-Réforme ; le XIXème siècle est, comme le début du XVIIème, le « Siècle des Saints », tant en France qu'en direction du monde. Et Lyon est au centre de ce grand mouvement de retour du catholicisme.

Devant les risques, il est temps d'organiser la protection juridique des congrégations religieuses et de leurs biens. Dès 1873, les Jésuites constituent une *Société civile de l'externat Saint-Joseph*, composée d'associés laïcs et religieux. La constitution a lieu devant **Joanny Boffard**, qui apparaît comme le notaire officiel des Jésuites de Lyon. Cette « Société civile » est propriétaire des bâtiments des Jésuites à Fourvière et rue Sainte-Hélène.



Joanny Boffard, 1900 env

En 1879, les mêmes qui appartiennent à la CML créent un *Comité de défense des intérêts catholiques*, dans lequel on retrouve les familles **Boffard**, **Berloty**, **Boissieu**, **Rambaud** (avec le *Nouvelliste* qui débute dans ces années), **Ducreux**, **Perrin**, **Brac de la Perrière**, **Lucien Brun**, **Cottin**, **Gindre**, **Le Mire**, le **baron de Jerphanion**, **Jacquier**, **Chenevaz**…)

Ces initiatives se multiplient à Lyon, si bien qu'en 1880, les rapports très précis de la préfecture affirment que les congrégations non autorisées à Lyon (la grande majorité, et notamment les Jésuites, les Franciscains, les Dominicains, les Carmes…) ne possèdent rien en propre.

On va même plus loin : en 1880, les débats parlementaires révèlent la menace d'une attaque imminente contre les congrégations non autorisées ; les Républicains, qui disposent de la majorité à la Chambre, au Sénat et tiennent la Présidence, veulent en finir avec les congrégations enseignantes. Ils pensent y parvenir en détruisant toutes les congrégations non autorisées. C'est le but des deux décrets du 29 mars 1880, qui dispersent les Jésuites et ordonnent à toutes les congrégations non autorisées de solliciter l'autorisation du gouvernement et du parlement.

On tente alors de se prémunir davantage : les Jésuites et le « parti clérical » de Lyon constituent en août la *Société anonyme des pères de famille*, toujours devant le notaire **Joanny Boffard**. Cette *Société* loue le bâtiment de la rue Sainte-Hélène à la *Société civile* propriétaire.

Plus généralement, le parti clérical en France s'organise en tentant une riposte juridique : pour lui, l'autorisation n'était pas l'acte de naissance d'une communauté. Elle donne seulement des privilèges : achat de biens communs, réception de dons et legs… Il est donc permis de vivre en communauté, d'autant que l'article 291 du Code pénal n'interdit que les réunions, en exceptant d'ailleurs les personnes vivant sous le même toit.

Les décrets violent la liberté individuelle. Puisque l'autorité judiciaire est gardienne des libertés fondamentales, elle est compétente pour « examiner la valeur légale de l'arrêté … »[988]. Rappelons que les juges judiciaires sont en majorité acquis aux conceptions cléricales (à Lyon, cinq des six procureurs, dont le procureur général, démissionnent pour ne pas avoir à appliquer des décrets « scélérats »).

L'avocat **Rousse**, bâtonnier de l'Ordre de Paris rend une consultation en ce sens. Elle est parée de toutes les vertus dès que le célèbre civiliste **Demolombe** la signe.

[988] Tribunal civil de Lyon, 1er décembre 1880, in Jules AUFFRAY et Léon de CROUZAZ, *Les expulsés devant les tribunaux*, Paris, 1881, p. 256. On frise l'atteinte à la séparation des pouvoirs.

A Lyon, **Joanny Boffard** et **Adrien Berloty** rendent une consultation dans le même sens : elle est signée par soixante des cent avocats lyonnais. Ainsi, les défenseurs des congrégations jugeaient leur position juridique imprenable[989].

On tente aussi des manifestations d'intimidation : le 4 juillet 1880 a lieu dans l'établissement des Jésuites de Mongré (alors dans la banlieue immédiate de Villefranche-sur-Saône[990]) la réunion traditionnelle des anciens élèves en l'honneur du recteur. Cinq cents avaient répondu présents ! « Parmi eux, on trouvait … **Berlotti**, beau-frère du notaire **Boffard** »[991]

Il semble que l'intimidation jointe aux autres manifestations de défense des Jésuites aient permis d'obtenir pour eux une relative mansuétude des autorités. Les bons pères se séparèrent d'eux-mêmes, et des écoles libres les remplacèrent. Les directeurs laïcs de ces écoles obtinrent du préfet que demeurent sur place un ou deux Pères : à Mongré par exemple, le recteur (pour faire le lien avec les familles) et l'économe (pour l'exploitation des 20 ha de terres cultivées). Les autres revinrent vite[992].

Ils formaient une belle famille, comme le montre cette photographie ci dessus, prise en 1883.



Famille Joanny Boffard 1900 env

Joanny et son épouse donnent régulièrement des réceptions champêtres dans leur propriété du chemin de Montribloud à Lyon (limite Tassin). Ils invitent une grande partie de la famille **Boffard**, notamment les descendants de **François Napoléon**, qui avait joué un si grand rôle dans l'enfance de **Joanny**. Ils reçoivent aussi tous les cousins Boffard de la branche aînée, des descendants de **Laurent** (1756-1818) ; en particulier, on y a vu **Romain** le confiseur, fils de **Noël** et donc cousin germain de **Joanny**.

Grâce aux photos prises à ces occasions, et conservées par la famille, nous pouvons identifier nombre de cousins. En 1900 eut lieu une grande fête de famille dont le souvenir s'est perpétué. En voici un témoignage :

---

989 Ils s'appuyaient non seulement sur Demolombe, mais encore sur Vatimesnil et Berryer, consultés en 1845. Lesquels avaient déjà affirmé la légalité des associations religieuses non autorisées, seulement privées de la personnalité morale : rapporté par Catherine LECOMTE, « Les expulsions de 1880-1883 à l'abbaye bénédictine de Solesmes », in *Eglises et pouvoir politique*, Actes des journées internationales d'histoire du droit d'Angers, Université d'Angers : Presses de l'Université, 1985, p.361-379, p.374, note 13.

990 En 1842, Marie-Thérèse Bottu de la Barmondière vend à la Compagnie de Jésus une vaste propriété de 100 ha environ, comprenant le château, des bâtiments et terres agricoles. A la condition qu'ils y établiront un établissement d'enseignement général pour garçons. L'établissement fut créé en application de la loi Falloux de 1850.

991 ADR, V 274 -4. Le rapport précisait le nom des officiers (tous en tenue) présents, et allait même jusqu'à mentionner le nom de jeune fille des épouses des anciens élèves présents. De cette manière, le parti clérical à Lyon était bien connu des autorités ; qui pouvaient en concevoir toute l'étendue.

992 Sur cet épisode de la vie lyonnaise : Tristan Boffard, « Combat pour l'école (Lyon 1870-1880) », in *Cahiers d'Histoire*, 2001 ¾, pp 425-462



*On reconnaît, **assis** derrière les enfants, de g. à d. : Gabriel Robert, Marie Boffard Robert, Anna Boffard Pézerat et Stanislas Pézerat, Joséphine Berloty Boffard, Joanny Boffard, Paul Madinier et Marguerite Boffard Madinier*

A l'occasion de ces fêtes, des familles plus restreintes étaient prises en photo, ou même des individus. Par exemple :



***Assis**, au premier rang, de g. à d. : Marguerite Comte épouse du docteur Joseph Boffard, François leur fils, Napoléon d'Espagne et son épouse Clémentine Boffard, Marie Boffard Robert, Joséphine Berloty Boffard, Anna Boffard Pézerat, Joanny Boffard. **Debout**, de g. à d. : docteur Joseph Boffard, un fils Robert, Laurent Boffard, 2 enfants Robert, Thérèse et Marguerite Boffard (filles de Joanny), Joseph Mollard (Napoléon, Joseph et Laurent Boffard sont les trois fils de François Napoléon)*

Napoléon et **Romain Boffard**, cousins germains de **Joanny**. Avec **Joanny**, sont réunis les trois rameaux de la branche aînée (**Laurent**) : **Noël**, **Joseph Romain**, **François Napoléon**.





Les **Pézerat** et les **Robert** recevaient aussi les cousins des diverses branches **Boffard**, que ce soit le docteur **Joseph** ou la famille de **Romain** le confiseur. En témoigne cette photographie prise à la *peyzeratière*, à Ecully :

De g à d : Elisabeth Pézerat, Anna Boffard ép Pézerat, docteur Joseph Boffard, Mme Joseph Boffard, Mme Romain Boffard, 2 filles de Romain Boffard, Stanislas Pézerat

En 1910, **Joanny** décède. **Joséphine Berloty** le suit dans la tombe en 1916. **Joanny** avait fait un testament en 1906. Leur succession monte à 3, 3 millions de francs[993]. Elle comporte notamment encore les domaines de *miribelière* à Miribel les Echelles, des immeubles à Saint-Geoire, un domaine à Montluel et un autre à Quincieux, à Saint-Ferréol et Donzères, une maison et ses dépendances à Villeurbanne, un immeuble place Sathonay ; tous ces immeubles lui viennent de sa mère. Il faut y ajouter l'immeuble du 2, place de la Bourse (estimé 800 000 FF), les domaines d'Arcis et de Vougy, sur lesquels **Joséphine Berloty** devait conserver l'usufruit, comme sur tous les biens issus de la communauté).

Ils ont 8 enfants, mais seuls survivent :

-**Pierrette « Marie » Blandine** naît à Lyon en 1861. Elle est religieuse carmélite –sœur Marie Berkmans- à Corioule (commune d'Assesse en Belgique, près de Namur) en 1910 lors du décès de son père. Comme son frère et sa sœur religieux, elle reçoit 100 000 FF au titre de sa succession. Elle décède en 1940. La voici :

[993] Liquidation réalisée le 11 mai 1910 Charrat (étude Berloty), partage successsoral de Joséphine Berloty Boffard du 31 décembre 1919 reçu Charrat également. La valeur des francs 1910 est à multiplier par 3,85772 pour obtenir la valeur en euros de 2017 (http://leparticulier.lefigaro.fr/jcms/c_57169/valeur-en-euros-des-francs-erosion-monetaire). Nous avons déjà dit la prudence nécessaire dans le maniement de ces comparaisons, puisque ce qui avait de la valeur à cette époque n'a pas nécessairement la même aujourd'hui. C'est donc un ordre de grandeur, qui permet d'évaluer la succession du couple à la somme de 12,7 millions d'euros d'aujourd'hui.



Marie Boffard

-« Marguerite » Marie Françoise naît à Lyon en 1865. Elle épouse en 1884 le docteur **Paul Madinier**[994]. Ils habitent ensemble 32, rue de Trion (entre le lycée Saint-Just et le cimetière de Loyasse). Au décès de **Joanny**, **Marguerite** reçoit *vougy* et *miribelière* entre autres. Elle décède à Lyon en 1953. La famille compte de nombreux descendants[995].



-**Claudine Marie « Thérèse »** naît à Lyon en 1866. Elle épouse en 1890 le docteur **Joseph Mollard**, médecin des hôpitaux (médecin à l'Antiquaille puis à l'Hôtel-Dieu notamment). La famille **Mollard** est une famille de soyeux lyonnais. **Thérèse** et **Joseph** résident au 35, rue Victor Hugo. **Thérèse** décède en 1926. La famille compte de nombreux descendants[996].

[994] Contrat reçu le 12 août 1884 Lavirotte à Lyon.
[995] Voyez les diverses généalogies réalisées par les descendants de Joanny et Joséphine, par exemple Georges Lépine, Denis Glénard.
[996] Voyez les diverses généalogies réalisées par les descendants de Joanny et Joséphine, par exemple Georges Lépine, Denis Glénard.



Les voici plus âgés





Félix Boffard, jésuite

-**Joseph François « Félix »**naît à Lyon en 1874. C'est le seul garçon de la famille. Il devient prêtre jésuite (où l'on mesure la dévotion de ces familles bourgeoises catholiques et cléricales…). Au décès de son père en 1910, il est domicilié au 2, place de la Bourse, mais réside à Canterbury (Angleterre). Pendant la Grande Guerre, il n'est pas mobilisé, et remplace des curés en Savoie. Il dépendait de l'évêque de Moûtiers, encore en 1924. Il fréquente diverses maisons jésuites : Thonon, la Louvesc et Annecy où il prêchait des retraites. Il décède en 1949.

Le voici, en compagnie de ses parents et de sa sœur **Thérèse** :



1904 Joanny Boffard, Félix Boffard, Thérèse Boffard-Mollard, Joséphine Berloty-Boffard

-**« Jeanne » Marie Joséphine** naît à Lyon en 1877. Elle entre en religion chez les Petites sœurs de l'Assomption. Elle décède en 1944.

1.3 François Napoléon 1806-1880

1 Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)
- 1.1 Antoine Noël (1798-1877) + 1821 Thérèse Gallin (1801-1874)
  - 1.1.1 Benoît Antoine, dit Tonin (1828-1906)
  - 1.1.2 Romain (1838-1907)
  - 1.1.3 Jules (1844-1938)
- **1.2 Joseph Romain (1802-1852) + 1835 Marie Bail (1813-1882)**
  - 1.2.1 Jean Pierre dit Joanny (1837-1910) + 1861 Claudine Berloty
- 1.3 François Napoléon (1806-1880) + 1833 Thérèse Guerre (1.3.1), et + 1849 Angélique Charreton (1.3.2, 1.3.3)
  - 1.3.1 Napoléon (1833-1902) + 1867 Clémentine Boffard
  - 1.3.2 Laurent (1851-1926) + 1880 Noémie Chabert
  - 1.3.3 Joseph (1862-1948) + 1893 Marguerite Comte

François Napoléon naît à Voissant en 1806[997]. Son parrain est son oncle **François II** et sa marraine l'épouse de ce dernier, **Marie Bertet Bournaton**.

Le choix des prénoms indique où penche le cœur des parents. **Laurent Boffard** et **Françoise Patricot** ne sont pas nécessairement royalistes, mais aspirent au calme. Et sont sensibles à la grandeur de la France. C'est ici un indice supplémentaire de ce nous avions déjà soupçonné de leur caractère conservateur et profondément catholique.

François n'est pas destiné à reprendre l'exploitation familiale, dévolue à **Noël** le fils aîné. Mais dès le départ, il reste très présent à Voissant et dans les environs, au contraire de **Joseph Romain**, le troisième fils de **Laurent**, rapidement parti à Lyon vendre des bougies[998].

Cela ne signifie pas qu'il cherche à concurrencer son frère aîné pour recevoir une part du domaine. Mais il a dès cette époque, et conserve toute sa vie, un fort attachement à la terre : il fut gros propriétaire terrien autour de Saint-Geoire et géra la fortune foncière de son frère **Joseph Romain** et sa belle sœur **Marie Bail**. Il appréciait tout autant les droits et- devoirs inhérents à un propriétaire terrien. Notamment, il a été longtemps membre du conseil municipal de Voissant, membre de sa garde nationale, et secrétaire de la mairie de Saint-Geoire (chef lieu de canton), poste essentiel à cette époque. On lui prête même l'intention d'avoir voulu se présenter à la députation… En tous cas, les actes qui nous restent montrent assez qu'il jouissait de la confiance de tous à Saint-Geoire et dans le canton.

D'après les registres paroissiaux, même lacunaires, **François** est parrain en 1833, de sa nièce **Marie Victorine**, fille de **Noël** et **Thérèse Gallin**[999].

Il est témoin plusieurs fois en :
-1823, mariage de sa cousine **Agnès Boffard** (fille de **Martin**) avec **Joseph Gallin**[1000] ;
-1831, mariage de **Joseph Queyron** et **Madeleine Dulac**[1001] ;
-1834, mariage de **Joseph Carre Pistolet** avec **Françoise Gallin**[1002] ;
-1851, mariage de sa nièce et filleule **Marie Victorine** (fille de son frère **Noël**), avec **Pierre Boffard Cocat**[1003].

Il faudrait aussi sonder systématiquement les registres paroissiaux de Saint-Geoire.

997 Registre d'état civil de Voissant, 12 janvier 1806 ; registre paroissial de Voissant n°9, 132
998 Voir nos passages sur Joseph Romain Boffard (1802-1852)
999 Registre paroissial de Voissant n°18, 1018
1000 Registre paroissial de Voissant n°17, 58
1001 Registre d'état civil de Voissant, 27 juillet 1831
1002 Registre paroissial de Voissant n°18, 1022
1003 Registre paroissial de Voissant n°18, 1070 ; Registre d'état civil de Voissant, 30 septembre 1851

Dans un premier temps, **François Napoléon** réside à Voissant chez son frère **Noël** : en 1827, à 21 ans, il transige avec lui sur la succession de **Laurent**, encore indivise entre eux deux. Pour sa part légale, **François Napoléon** reçoit un bois châtaigneraie à Saint-Martin (5 025 m²), un bois taillis à Saint-Bueil en *bois brûlaz* (2 512 m²) ; tout le reste est à Voissant : le pré du *vivier* (pré et bois châtaigneraie : 15 854 m²), une terre appelée « la grande budière » à *la budière* plantée de vignes (15 000 m²), une partie des bâtiments à usage de grange, du verger attenant, une partie de la maison (salon, chambre au-dessus et galetas supérieur = la partie sud de la maison, qui donne sur la basse cour, triangulaire), un petit pré au *savoyen* (1 980 m²), une vernaie au savoyen (2 344 m²)[1004].

François Napoléon n'habite pas lui-même sa portion de maison : sa mère l'occupe, au titre de son usufruit sur la moitié des biens de la succession de **Laurent**.

C'est insuffisant pour faire fonctionner une exploitation. Aussi, en 1828, il achète de **Joseph Fuzier** prêtre à Grenoble, un petit domaine à la *chanéaz* : une maison fermière couverte en tuiles plates, des bâtiments de granges…, un verger, des prairies, terres et bois (ce dernier sur Saint-Albin), le tout couvrant environ 2 ha. Le prix est de 3 000 FF. **Joseph Fuzier** avait acquis ce domaine dans l'adjudication des biens du sieur **Toniel** du Pont[1005].

De 1828 (il a 22 ans) à 1831, **François** figure parmi les plus imposés de Voissant[1006].

De 1832 jusqu'en 1840 au moins, **François Napoléon** est conseiller municipal de Voissant. Il est parfaitement intégré à la vie du village.

En exécution d'une loi de mars 1831 qui restaure les gardes nationales dans chaque commune sur le modèle de 1791, Voissant élit sa garde nationale en avril (17 membres) ; François Napoléon est élu capitaine par 32 voix sur 36 votants.

En outre, par délibération du 8 février, le conseil municipal décide de députer **François Napoléon** à l'assemblée cantonale qui répartira la contribution foncière comme ayant « le plus de connaissances sur le revenu de la commune, et le mieux à même de discuter sur ses intérêts ».

C'est sans doute au cours de ces voyages à Saint-Geoire, le chef lieu du canton, qu'il rencontre la famille **Guerre**.

Et en 1833, **François Napoléon** épouse à Saint-Geoire **Marie Thérèse Guerre**, fille unique de **Claude**et de **Séraphie Carre Pistolet**.

Thérèse apportait en dot son trousseau, estimé 600 FF, et tous ses biens présents et à venir[1007].

Mais après avoir mis au monde deux enfants, elle décède en 1838. De ses deux enfants, un seul vivra : **Napoléon**. L'autre, **Jules**, né en 1836, meurt en 1839.

Claude Guerre décède en septembre 1846, après avoir passé deux ans chez **François Napoléon** en pension.



François Boffard, vers 1850

En 1849, **François Napoléon** épouse **Angélique Charreton**, fille de **Michel** et **Angélique Boffard**. **Michel Charreton** appartient à la grande famille **Charreton** de Saint-Geoire, qui a donné des notaires au XVIIème siècle[1008]. Il épouse donc la fille de sa cousine, sa petite cousine. La dispense au 3ème degré de parenté est obtenue de l'évêque de Grenoble.

La future apporte son trousseau, estimé 1 200 FF, et tous autres biens présents et à venir, sans estimation. Son père lui verse une rente annuelle de 400 FF, qui cessera à la mort du donateur[1009].

Trois enfants naissent de ce mariage : **Laurent**, **Angélique**, **Joseph**.

[1004] Partage reçu le 23 avril 1827 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20623

[1005] Reçu le 13 mars 1828 Gaymé à Grenoble, AD de l'Isère 3E 8184

[1006] Rappelons que les *Registres des actes du conseil municipal de Voissant* ne commencent qu'en 1828.

[1007] Reçu le 14 janvier 1833 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20430

[1008] La famille est encore florissante, puisque Pierre Charreton Labrunière, frère d'Angélique et fils de Michel, est adjoint au maire de Saint-Geoire en 1880 : vente reçue le 1er juillet 1880 Chevrier à Saint-Geoire, Arch Boffard Rouge 2

[1009] Contrat reçu le 26 août 1849 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20341

A partir de son mariage avec **Thérèse Guerre**, **François** semble résider à Saint-Geoire. Rapidement, il y est très estimé, puisqu'on le retrouve dès 1837 secrétaire de la mairie, poste stratégique pour le fonctionnement de la municipalité et la vie quotidienne des habitants. Il cesse ces fonctions en 1851.

Alors commence une longue carrière de rentier respecté et toujours de bon conseil. On s'adresse à lui pour les soucis de la vie courante, pour les formalités à accomplir, pour des décisions à prendre en matière patrimoniale ; souvent, il est mandaté pour réaliser des opérations immobilières en lieu et place de vendeurs ou d'acheteurs résidant loin de Saint-Geoire ; le tribunal de Bourgoin le désigne, comme son frère **Noël** et avant eux leur père **Laurent**, comme experts pour évaluer les biens d'une succession.

C'est le cas en 1841 dans la succession d'**Antoine Perrin** de Saint-Geoire[1010].

Il est aussi resté très proche de son frère **Joseph** de Lyon, et c'est lui que sa veuve **Marie Bail** et le conseil de famille choisissent pour être subrogé tuteur des enfants et la gestion des biens immobiliers de l'Isère. Nous avons déjà évoqué les nombreux actes qu'il signa comme mandataire de sa belle sœur[1011].

En 1851, **François** intervient comme mandataire de « l'union des créanciers du sieur **Michel Chevallier** », auparavant commerçant à Saint-Jean d'Avelanne et maintenant cultivateur à Velanne (alors commune de Saint-Geoire). **Michel Chevallier** avait abandonné au profit de cette « union » tous ses biens en 1851. **François** reconnaît avoir reçu de **Anne Villeton**, épouse de **Pierre Flandin** de Saint-Jean d'Avelanne, et maintenant propriétaire de ses biens, 74, 70 FF que son mari devait à **Michel Chevallier**[1012].

En 1861, « l'union des créanciers du sieur Michel Chevallier » cherche maintenant à vendre les biens de ce dernier. Le 17 mars 1861, **François** vend donc pour eux à **Joseph Gallin** l'aîné, fils d'**Antoine**, de la Sauge (commune de Saint-Geoire), un bois taillis au même lieu[1013].

Il intervient parfois en cas de difficulté passagère : en 1843, **Joseph Guillet** de la Sauge ne peut régler à sa sœur **Jeanne** le prix (1 080 FF) d'une vente qu'elle lui a consentie en 1839. **François** s'en acquitte à sa place[1014].

François achète, vend ou prête souvent pour son compte.

En 1837, **Joseph Chaboud**, agriculteur de la *danière* (Saint-Geoire), reconnaît lui devoir la somme de 600 FF que **François** lui a prêtée[1015].

En 1838, **Marie Baritel Trouillet**, épouse séparée de biens de **Jean Chaney Savoyen** (habitent ensemble à la *chanéaz* de Voissant), doit 600 FF à **François**. Pour se libérer, elle lui transporte une créance de même valeur contre **Jean Sotat Gorin** de Voissant[1016].

En 1841, **François** acquiert de **Sébastien Roullet Matton**, propriétaire et percepteur à Saint-Geoire, un pré aux *prairies*, appelé le *présourd* (commune de Saint-Geoire) : 6 150 m², pour le prix de 1 200 FF[1017].

En 1843, il s'agit d'un achat important : les héritiers de **Joseph Poccat**, propriétaire et cabaretier au bourg de Saint-Geoire, vendent à François une maison dans le bourg, contiguë à celle de **Claude Guerre**, beau-père de l'acquéreur… le prix est de 4 313 FF, réglé par **François** à **François Puget**, propriétaire à Saint-Geoire, en compensation des dettes de **Joseph Poccat**[1018]. Par cette acquisition, **François** montre qu'il est très attentif à ses propres affaires (en 1885, soit environ 40 ans plus tard, la maison est estimée 8 000 FF[1019]).

En 1846, une convention sous seing privé est signée avec **Louis Chamard Landorce** ; ce dernier est le voisin immédiat de la maison, et il faut « prévenir les difficultés que pourrait faire naître l'inexactitude des confins desdits immeubles… et faire cesser les réclamations qui pourraient s'élever sur

---

1010 François Napoléon rend son rapport le 12 juin 1841, reçu Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20244

1011 Voir nos passages sur Joseph Romain Boffard (1802-1852)

1012 Quittance reçue le 7 octobre 1851 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20345

1013 Reçue le 17 mars 1861 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20364

1014 Reçu le 24 septembre 1843 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20441

1015 Reçu le 1er avril 1837 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20434

1016 Reçu le 18 mars 1838 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20435

1017 Reçue le 1er juillet 1841 Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20244

1018 Reçue le 16 mai 1843 Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20244

1019 Partage de la succession de François Napoléon Boffard, reçue le 9 janvier 1885 Berloty à Lyon, Arch Boffard, Rouge 2

les droits dérivant de son domicile… ». Suivent les questions de la propriété du mur séparant les deux propriétés, l'usage et l'entretien de ce mur et des ouvertures pratiquées à travers, les droits de passage enfin. Le ton de l'acte, de la main même de **François**, et qui lui est très favorable, suggère l'importance sociale de son auteur[1020].

En 1841, les dettes de **Jean Monin** contraignent le tribunal de Bourgoin à saisir certains biens pour les vendre. L'adjudicataire est **François Napoléon**. Le prix payé règle donc les créanciers, notamment les 3 enfants et héritiers de **Jean Monin**, au titre du contrat de mariage entre **Jean** et **Marie Chaboud Mollard**. Les biens apportés par celle-ci sont sa propriété et doivent lui être payés ou à ses héritiers (ce sont les reprises »). Ils sont créanciers privilégiés pour cette raison[1021].

En 1843, **François** vend à **Jean Perrin** (cultivateur à Saint-Sixte alors commune de Merlas) un bois taillis et une pâture dépendants de cette adjudication. L'ensemble de 8 750 m² est situé à saint-Sixte ; le prix est très faible : 390 FF[1022]. D'autres ventes ont lieu en 1845 et 1847 à **Joseph Tirard Gattel** et **Charles Monin**[1023] (ces derniers revendent les mêmes biens le 30 décembre 1851[1024]).

En 1843 toujours, **François** achète à **Antoine Martin** de Saint-Geoire, une terre et côte de 3 900 m² aux *rieux* et un bois de 8 000 m² aux côtes de *consuoz* (le tout à Saint-Geoire). Le prix est de 1 500 FF[1025]. Les deux articles seront revendus en 1859 et 1861.

En 1844, **François Napoléon** et **Claude Roullet Matton** (d'une ancienne famille d'huissiers à Saint-Geoire) prêtent 300 FF à **Joseph Vagnon** et **Charles Jayet** agriculteurs *au bessey* (Saint-Geoire)[1026].

En 1844 toujours, nouvelle vente d'un bien dépendant de l'adjudication de **Jean Monin** : **Joseph Moine Picard**, cultivateur de Saint-Sixte, acquiert une terre labourable de 2 000 m² au même lieu. Là encore, le prix est peu élevé (300 FF) ; soit ces terres ne sont pas riches, soit elles sont en vente depuis longtemps[1027].

En 1846, **François** achète l'usage d'un chemin à Saint-Geoire à **Louis Chamard**, pour 40 FF[1028].

L'année suivante, nouvel achat à **Joseph Cleyet Marrel** (Saint-Geoire) de 1 000 m² de terre à *la ramelière*, au prix de 300 FF[1029].

En 1848, nouveau prêt, cette fois à **Sébastien Cholat Rat**, des rivoires (Saint-Geoire), de la somme de 301, 40 FF[1030].

En 1853, **Joseph Giroud Garampon**, agissant comme administrateur de **Louise Guiboud Ribaud** son épouse, vend à François un bois taillis aux *perrins* (Saint-Geoire) de 4 000 m² environ. Le prix est de 300 FF[1031].

En 1853, **François** (parmi d'autres) passe quittance à **Claude Roullet Matton** des sommes que celui-ci doit payer aux créanciers comme adjudicataire des biens de **Sulpice Robert Reymond** : 404, 81 FF. Ces opérations sont en général défavorables aux créanciers, et favorables à l'adjudicataire : celui-ci n'est tenu de payer les dettes qu'à concurrence de son prix d'adjudication…[1032]

En 1854, autre quittance : **Antoine Prieur Bardin** de *crossey* (Saint-Geoire) avait acquis en 1852 quelques biens de la succession de **Charles Gaillard**, presseur d'huile de Saint-Geoire. Le prix de ces biens doit être réparti entre plusieurs créanciers : **Alphonse Chaboud**, **François Napoléon Boffard** et **Laurent**

[1020] Arch Boffard, Rouge 2

Le même acte est renouvelé en 1875, lorsque Louis Chamard Landorce a vendu sa maison à Joseph Journel, propriétaire et marchand, Arch Boffard, Rouge 2

En 1889, Jean Journel, le fils de Joseph, veut établir un hangar le long du mur appartenant à Laurent Boffard, fils de François Napoléon et nouveau propriétaire de la maison. Ce dernier vend à Jean Journel, fils de Joseph, la moitié du mur dans la largeur (sur une longueur déterminée), et l'autorise à faire reposer sur sa partie de mur la toiture du hangar projeté, le tout pour le prix de 120 FF : acte sous seing privé, de la main de Laurent Boffard, Arch Boffard, Rouge 2

Enfin, en 1910, l'ensemble des biens des Journel qui avaient fait l'objet de ces conventions minutieuses est vendu à Laurent Boffard, pour le prix de 1 400 FF (important, vu l'état des bâtiments et granges vendus), Arch Boffard, Rouge 2

[1021] Quittance reçue le 16 juillet 1843 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20441

[1022] Reçue le 8 juin 1843 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20441

[1023] Ventes reçues le 30 septembre 1845 (Chaboud, AD de l'Isère 3E 20443) et le 12 avril 1847 (Chaboud, AD de l'Isère 3E 20445)

[1024] Reçue le 30 décembre 1851 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20345

[1025] Reçue le 13 juin 1843 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20441

[1026] Reçue le 14 janvier 1844 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20441

[1027] Reçue le 1er juin 1844 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20442

[1028] Reçue le 23 décembre 1846 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20444

[1029] Reçue le 23 juin 1847 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20445

[1030] Reçue le 24 septembre 1848 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20340

[1031] Reçue le 6 janvier 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20349

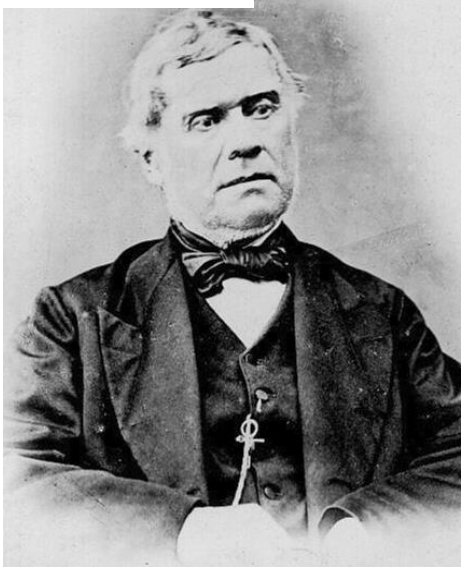
[1032] Reçue le 27 février 1854 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20350

Goddard (et **Louise Cavoret** sa domestique). Il est dû à **François** 200, 25 FF, qui lui sont payés immédiatement[1033].

En 1856, a lieu le règlement des créanciers de **Sébastien Burlet Parendel** (époux de **Reine Apprin**), dont les biens ont été vendus et acquis par **Sylvain Margot**, juge de paix du canton de Saint-Laurent du Pont. L'un des créanciers était **Ennemond Patricot**, avoué à Bourgoin et cousin des **Boffard**, pour 982,90 FF. Il cède sa créance à **François Napoléon**, qui retrouve alors dans la discussion ses acolytes habituels : **Claude Roullet Matton** (huissier) et **Alphonse Chaboud** (négociant et maire de Saint-Geoire), auxquels les habitants avaient l'habitude de s'adresser pour des prêts d'argent[1034].

En 1859, **François** vend à **Catherine Tripier Chant**, veuve de **François Gallien Lamarche**, propriétaire *au roulet* à Saint-Geoire, une pièce de terre au mas des *rieux*, d'environ 3 900 m², pour 800 FF. C'est une terre qu'il avait acquise d'**Antoine Martin** en 1843[1035].

François Napoléon Boffard



En 1861, **François** vend à **Pierre Regnaud Berne**, garde champêtre de Saint-Geoire (habite à la *danière*), un bois taillis aux *côtes de consuoz* d'environ 8 000 m², pour le prix de 300 FF[1036]. C'est le second article acquis en 1843 d'**Antoine Martin**. On constate que l'appât du gain n'entre pas dans le caractère de **François Napoléon** : les deux biens ont été acquis 1 500 FF ; 16 et 18 ans plus tard, ils sont revendus 1 100 FF…

En 1874, pour compléter ses biens immobiliers de Saint-Geoire, il achète des époux **Argentin** et **Colomb** un petit jardin avec pavillon (petite maison d'aisance). En 1885, lors du partage de sa succession, l'ensemble est estimé 2 000 FF[1037].

En 1875, revente par **François** du pré aux *prairies* (le *pré sourd*), acquis de **Sébastien Roullet Matton** en 1841, à **André Michal Ladichère**, fabricant de soie à Saint-Geoire. Le prix est de 1 400 FF (le prix d'achat en 1841 était de 1 200 FF)[1038].

François Napoléon agit aussi en qualité de tuteur de son fils **Napoléon** :

En 1846 par exemple, **Charles** et **Antoine Carre Pistolet**, les frères de **Séraphie**, et donc les oncles de **Napoléon**, reconnaissent devoir à ce dernier 3 345, 50 FF au terme d'un accord de 1816 qui partageait la succession de **Jean Carre Pistolet**[1039]. Ils en règlent immédiatement 1 345, 50 FF, et reconnaissent devoir le solde (2 000 FF). Les Carre semblent illettrés[1040].

En 1854, **Napoléon** est employé de commerce à Lyon. Sans doute se présente alors une occasion de s'installer en Algérie. Pour la saisir, il doit être émancipé. Ce qu'il obtient par jugement du juge de paix du 31 octobre ; il est alors pourvu d'un curateur jusqu'à sa majorité pleine, par le conseil de famille rassemblé. **Félix Allégret**, cousin éloigné, est choisi (il a été maire de Saint-Geoire, est conseiller général).

L'émancipation entraînait la fin de la tutelle par son père **François Napoléon**, et donc la remise du compte de tutelle. Celui-ci est remis le 14 novembre et approuvé par **Napoléon** et son curateur le 26. Nous y reviendrons dans nos passages consacrés à **Napoléon**[1041].

Une fois établi à Oran comme négociant, **Napoléon** a besoin d'argent et charge son père de vendre tous ses biens de Saint-Geoire : un domaine à la*ramelière*, composé d'une maison, cour jardin, pré de 7 500 m² ; une terre au même lieu de 8 000 m² ; une terre et un bois au *champ pigna* de 18 000 m² ;

1033 Le juge de paix du canton de Saint-Geoire avait condamné Gaillard à verser cette somme à François : jugement du 15 octobre 1850. La quittance est reçue le 15 octobre 1854 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20351

1034 Reçue le 13 août 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20355

1035 Reçue le 14 juillet 1859 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20361

1036 Reçue le 20 janvier 1861 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20364

1037 Partage reçu le 9 janvier 1885 Berloty à Lyon, Arch Boffard, Rouge 2

1038 Reçue le 31 janvier 1875 Chevrier à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20323

1039 Partage reçu le 21 décembre 1816 Charmeil à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20453

1040 Reçue le 8 septembre 1846 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20444

1041 Voir nos passages sur Claude François « Napoléon » Boffard (1833-1902)

terre de la *clape*de 13 500 m² ; une terre au mas de *grosses*de 2 000 m² ; terre, pré et parcelle de bois au mas du *chardonnet* de 23 500 m² ; une maison, grange sol, cour dans le bourg de Saint-Geoire[1042].

François Napoléon fait le lien entre toutes les branches **Boffard**. Il reste proche de son frère **Noël** de la *chanéaz*, qui garde la maison que tous considèrent comme le berceau de la famille. Signe de cet attachement, il conservera toute sa vie le pré du *vivier* à Voissant, reçu dans la succession de son père **Laurent**.

Il est aussi très proche de son frère **Joseph Romain**, dont il est le régisseur des nombreux domaines, dans la Drôme, à Saint-Geoire et à Miribel les Echelles. Il est même nommé subrogé tuteur des enfants de **Joseph Romain** et **Marie Bail** à la mort du premier. Jusqu'à sa mort, il reste l'intendant de **Marie Bail**, et très proche de ses neveux.

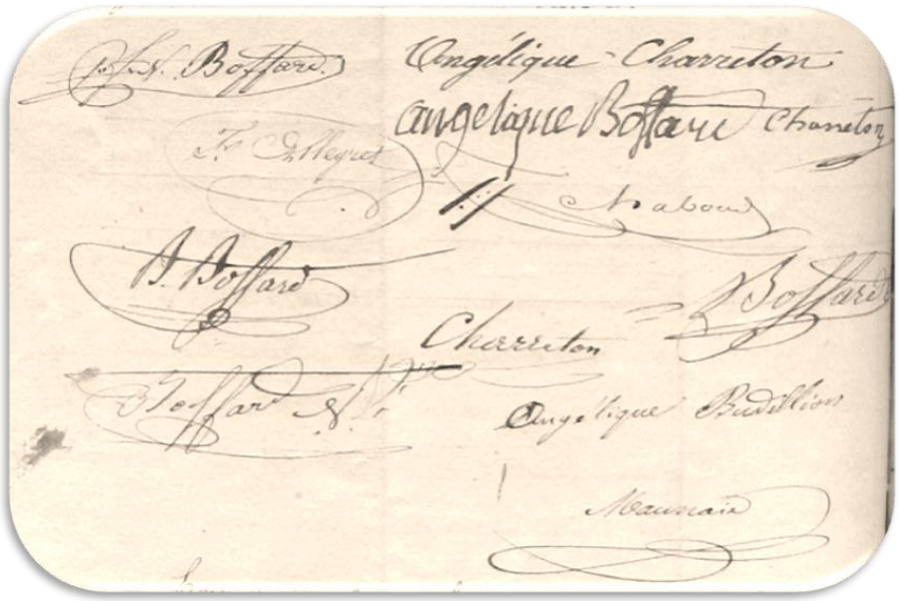
Il est aussi en très bons termes avec ses enfants, notamment **Napoléon**, le premier, dont il est tuteur jusqu'en 1854. Après la remise de son compte de tutelle, il demeure son procureur pour toutes les affaires dauphinoises de ce dernier, parti à Oran, puis en Espagne.

Il conserve des relations avec les **Benoît Boffard** de Lyon. Une fois au moins, il intervient auprès de son cousin **Benoît Michel** (1808-1876) pour qu'il prête une importante somme d'argent à son fils **Napoléon,** pour développer son négoce algérien.

François fait aussi le lien avec une des branches de la famille les plus éloignées des autres : celle de **Pierre Emmanuel**, installé à Montferrat. Tout d'abord, il épouse en secondes noces **Angélique Charreton**, fille de **Michel Charreton** et d'**Angélique Boffard**. Cette dernière est aussi fille de **PierreEmmanuel I**.

En outre, son installation à Saint-Geoire lui fait croiser régulièrement son cousin **Benoît**, autre enfant de **Pierre Emmanuel**, et donc en même temps l'oncle de sa seconde épouse **Angélique Charreton**. **Benoît** devient juge de paix du canton de Saint-Geoire.

A titre d'illustration, voici la reproduction des signatures au contrat de mariage avec Angélique en 1849 :



Reçu le 26 août 1849 Maunaix à Saint-Geoire, ADI 3E 20341
*On reconnaît, **de haut en bas et de gauche à droite** : François Napoléon Boffard, Angélique Charreton, Félix Allégret (ami et parent), Angélique Boffard Charreton (mère de l'épouse), Michel Charreton (père de l'épouse), un des frères Chaboud (Gaspard ou Alphonse, amis des époux), Benoît Joseph Boffard (oncle de l'épouse), Benoît Charreton (oncle de l'épouse), Noël Boffard (frère de François Napoléon), Napoléon Boffard (fils aîné de François Napoléon), Angélique Budillion (cousine de la mariée)*

Ce lien est si bien serré qu'en 1867, son fils **Napoléon** épouse **Clémentine Boffard**, seule héritière de **Pierre Emmanuel II**, fils de **Pierre Emmanuel I.**

[1042] Procuration reçue le 18 septembre 1857 David à Oran et Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20357

Le secret de ces liens qu'il maintient, un peu seul il est vrai, réside notamment dans sa disponibilité : il voyage entre Saint-Geoire, Lyon, la Drôme et le Beaujolais, à une époque où cela n'allait pas de soi. Combien d'actes de mariage ne sont pas signés par les parents lorsque ces derniers résident loin !


François Napoléon Boffard

Jusqu'en 1868, la famille réside en priorité à Saint-Geoire. Par la suite, elle émigre à Lyon, rue Saint-Pierre d'abord, puis dans l'immeuble que **Marie Bail** vient de faire construire, au 2, quai de l'Hôpital (actuel quai Jules Courmont). En 1870, elle regagne Saint-Geoire.

Quelques rendez-vous marquants dans l'année : en mai, **François Napoléon**, avec femme et enfants, passe plusieurs semaines à Saint-Ferréol, pour la récolte des vers à soie. En septembre, même séjour de 4 semaines pour les vendanges.

Ces fréquents et réguliers séjours sont imposés par le métayage, fondé sur le partage des récoltes. Le propriétaire ou son représentant doit être présent.

En 1933 environ, **Joseph**, le dernier enfant de **François Napoléon**, s'en souvient encore avec émotion : « …4 semaines passées ainsi, en pleine et riche nature, plus belle qu'à Saint-Geoire ; éveil de mon âme : fermiers bons, honnêtes, travailleurs ; les vers à soie, les vendanges, la rentrée des troupeaux le soir… »[1043]

En 1880, après une vie bien remplie, **François Napoléon** décède à Saint-Geoire (74 ans). Il avait pris la précaution d'écrire un testament en 1877, déposé chez Me **Chevrier** le 25 mai 1880. Il donne l'usufruit de la moitié de ses biens à son épouse, et aux trois enfants qu'il a eus avec celle-ci le quart de tous ses biens par préciput.

Conformément à sa personnalité attachante, deux codicilles suivent, au gré desquels il distribue quelques conseils à ses enfants[1044]. On y découvre notamment quelques souvenirs de jeunesse sur ses parents (**Laurent** et **Françoise Patricot**) ; une profession de foi manifestement peu cléricale (au contraire de la foi professée par ses parents) ; une confession de quelques péchés, notamment la vanité ; des considérations sur la marche du monde, en particulier face à la « roue » de la fortune, qui passe pour tous une fois au moins, et qu'il s'agit de saisir, de « s'y cramponer (sic)» ; l'ensemble se termine par la proclamation des vertus cardinales : « Dieu, la patrie, la famille, sans s'oublier soi-même »[1045].



A partir de 1880, ses trois enfants du second lit et sa veuve règlent la succession[1046]. En 1885 est réalisé le partage : le patrimoine net du défunt s'élève à 42 762 FF, à partager en quatre, soit près de 10 691 FF par héritier. La part d'**Angélique**

[1043] *Mémoires*, du docteur J. Boffard, Arch Boffard, Bleu.

[1044] A première vue, ces codicilles peuvent (et ont pu) paraître vaniteux, comme François Napoléon le reconnaît lui-même. En réalité, ils permettent de brosser quelques traits de caractère de leur auteur. En cela, ils sont inestimables.

Il n'est pas interdit de penser que le docteur Joseph Boffard, en rédigeant ses *Mémoires* quelques années avant son décès, avait encore en mémoire ces quelques lignes de son père…

[1045] Arch Boffard, Rouge 2

[1046] Napoléon, fils du premier lit, a vendu tous ses droits successifs à ses frères et sœur en 1880.

Angélique renonce au profit de ses enfants à une partie de son héritage : renonciation reçue le 4 novembre 1880 Berloty à Lyon, Arch Boffard, Rouge 2

sa veuve est à prendre en usufruit ; en particulier, elle reçoit la maison de Saint-Geoire, dans laquelle elle vivait ordinairement avec son mari.

Angélique Charreton décède en 1898. La répartition de sa succession montre encore une excellente entente entre ses enfants. Sur la fin de sa vie, elle habitait Saint-Geoire avec sa fille **Angélique**, qu'elle tient à remercier pour « ses bons soins » ; **Angélique** reçoit, en plus de sa part, la somme de 2 000 FF, ainsi que la moitié des affaires personnelles de leur mère : meubles, linges, bijoux…[1047]

Le partage a lieu le 4 avril 1898 : **Angélique** disposait de ses meubles et affaires personnelles, évalués 2 000 FF ; de diverses créances et obligations (emprunt russe, chemins de fer du nord de l'Espagne…), pour 14 500 FF environ ; d'immeubles provenant de la succession de son père **Michel Charreton** : une pièce de terre et pré à la *gavanière* (Saint-Geoire) d'environ 3 ha, et un bois taillis de 16 251 m² aux *fayeux*(Saint-Geoire), le tout estimé 12 000 FF ; ainsi que la maison de Saint-Geoire, sur laquelle **Angélique** disposait de l'usufruit. L'ensemble de la succession est donc évalué à 37 402 FF, à diviser entre les trois héritiers ; **Laurent**, **Angélique** et **Joseph**[1048].

François Napoléon et **Thérèse Guerre** laissent un fils survivant : **Claude François « Napoléon »**, qui suit ;

De son second mariage avec **Angélique Charreton**, **François Napoléon** laisse trois enfants :

-« **Laurent** » **Michel**, qui suit **Napoléon** ;

-**Angélique**, naît et décède à Saint-Geoire, en 1853 et 1901. Elle ne s'est pas mariée, et n'a pas eu d'enfants ; elle habite avec sa mère à Saint-Geoire dans la maison dont celle-ci était usufruitière (la maison achetée en 1843 aux héritiers **Poccat**) ; elle soigne sa mère durant plusieurs années.

Au décès d'**Angélique Charreton** (1898), sa fille hérite la moitié de la maison, l'autre moitié allant à son frère **Joseph**. Elle continue d'y habiter, et, pressentant une fin malheureuse rapide, fait son testament la même année. Elle décède en 1901 ; le testament est déposé chez **Eymery** notaire à Saint-Geoire : ses frères **Laurent** et **Joseph** sont légataires universels ; ils doivent donner des messes, une lettre « aux pères trappistes », ses linges aux pauvres et la somme de 5 000 FF à son filleul et neveu **Laurent** (fils de **Laurent**)[1049].

Le 15 octobre a lieu le partage : les deux frères reçoivent chacun 4 327 FF. En particulier, **Laurent** reçoit la partie indivise de la maison du bourg de Saint-Geoire, dont l'autre moitié appartient déjà à **Joseph**.

-« **Joseph** » **François**, qui suit **Laurent**.

[1047] Acte sous seing privé du 4 avril 1898
[1048] Reçu Berloty à Lyon, Arch Boffard, Rouge 2
[1049] Arch Boffard, Bleu.

1.3.1 Claude François « Napoléon » (1833-1902)

Napoléon est né en 1833 à Saint-Geoire. Sa vie mériterait sans doute un roman, lequel serait inapproprié ici.

Sur le plan matériel, **Napoléon** est aisé, puisqu'il est le seul héritier de sa mère, **Thérèse Guerre**, qui l'était de son propre père, **Claude** (sauf la réserve pour son frère **Jules**, mort très jeune, qui retourne donc à son père **François Napoléon**).

Tous les actes consultés laissent supposer une bonne entente entre père et fils. Dès la mort de sa mère en 1838, son père est son tuteur.

Un certain nombre d'actes sont passés par son tuteur : les quittances, avant ou après la reddition du compte de tutelle en 1854, visent toutes à recouvrer des sommes prêtées par **Claude Guerre**, le grand-père de Napoléon.

En 1847, il acquiert de **Joseph Cleyet Marrel** un verger à la *ramelière* ; 1 000 m² au prix de 300 FF[1050].

Cette même année, il quitte les héritiers de **Balthazard Rey Berthollet**, de la *ramelière* à Saint-Geoire, d'une dette ancienne due à **Claude Guerre** : 1 085 FF[1051].

En 1849, **François Rey Berthollet**, acquéreur des biens de son beau-père **Claude Seigle Ferrand**, règle les dettes de ce dernier. On y comptait notamment des obligations pour **Claude Guerre** (210 et 400 FF)[1052].

En 1851, c'est au tour de **Jean Benoît Cattin**, de la *rebatière* à Chirens. Celui-ci a acquis en 1848 aux enchères l'ensemble de la succession de **Joseph Berger**, du même lieu, pour 14 875 FF.Comme d'habitude, le tribunal procède ensuite au classement des dettes (un « ordre », qui commence toujours par le classement des privilèges selon leur rang, puis par le classement des hypothèques, aussi selon leur rang) ; **Benoît Joseph Boffard**, fils de **Pierre Emmanuel I** et cousin germain de **François Napoléon**, arrive au premier rang des privilèges pour près de 444 FF ; **Napoléon** arrive au troisième rang des hypothèques, pour 808 FF, qui lui sont réglés[1053].

Enfin en 1854, **Marie** et **Marianne Seigle** (sœurs, toutes deux domestiques à Voiron) règlent la dette de leur père **Balthazard**, cultivateur à la *ramelière* envers Napoléon : 730 FF[1054].

A cette époque, **Napoléon** est encore mineur et employé de commerce à Lyon, probablement dans les bougies. En 1854, il forme le projet d'installer un négoce à Oran, en Algérie ; il réclame son émancipation à son père.En novembre, le compte de tutelle est rendu. Il est approuvé sans réserve par **Napoléon** et son curateur nommé ad hoc **Félix Allégret**.

Dès avril 1855, il est établi négociant à Oran. Il est alors célibataire, et cette période de vie fut sans doute plus aventurière que confortable.

Napoléon n'a pas investi tous ses biens de Saint-Geoire dans cette aventure. Il faut donc continuer de les gérer. Ce sera le travail de son père, muni d'une procuration générale.

Le 27 avril 1855, celui-ci intervient au nom de son fils. En 1850, **Alphonse Chaboud** avait acquis aux enchères les biens de **Joseph Carre Pistolet**, pour la somme de 8 320 FF. L'ordre de remise du prix aux créanciers est fixé par le tribunal : au premier rang des privilégiés se trouve **Félix Allégret**, l'ancien subrogé tuteur. Au deuxième rang arrive **Napoléon**, pour la somme de 2 380 FF[1055].

[1050] Reçue le 23 juin 1847, Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20445
[1051] Reçue le 16 décembre 1847 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20337
[1052] Reçue le 14 avril 1849 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20340
[1053] Reçue le 27 février 18451 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20344
[1054] Reçue le 23 octobre 1854 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20351
[1055] Reçue le 27 avril 1855 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20352

En 1856, nouvelle quittance, au profit d'**Etienne Micoud**, propriétaire à la *ramelière* (Saint-Geoire). Ce dernier a acquis les biens d'**Antoine Seigle Buat** du même lieu. Il règle 284 FF à **Napoléon**[1056].

En 1857, **Claude Mollier Sabet**, de la *ramelière*, acquiert les biens de son beau-père **Louis Perrin Confort**. Il y trouve une dette de 400 FF faite au profit de **Claude Guerre**, qu'il rembourse à son petit-fils **Napoléon**[1057].

Les affaires d'Oran nécessitent plus de capitaux, et **Napoléon** charge son père de vendre tous ses biens de Saint-Geoire. Ils sont décrits pour l'occasion. L'essentiel se trouve à la *ramelière* et provient de son grand-père **Claude Guerre** : le tout couvre 6 ha environ[1058].

Puis commencent les ventes : en 1858, **Balthazard Cleyet Marrel** (déjà rencontré plus haut, propriétaire à la *ramelière*) achète une terre de près de 9 000 m² à la *ramelière*, pour le prix de 1 400 FF[1059].

Quelques jours plus tard, **Antoine Garcin Furet**, fils d'**Antoine**, militaire en convalescence résidant à la *ramelière*, achète la terre de 2 500 m² au mas des *grosses terres* (260 FF)[1060].

Mais le temps pressait, et l'on ne parvenait pas à vendre l'ensemble. Il fallut recourir à la famille. **François Napoléon** était au cœur de toutes les branches **Boffard** ; il fréquentait particulièrement celle de son frère **Joseph** (décédé en 1852 ; il fut tuteur de ses enfants, mineurs), mais aussi les **Benoît** de Lyon, eux-mêmes en relation avec la famille **Joseph**. A la dissolution de la fabrique de bougies et savons de **Joseph Romain**, en 1852, **Benoît Boffard** est débiteur d'une somme de 100 000 FF.

Sans doute pour ne pas encourir de soupçons, **François Napoléon** préfère se tourner vers son cousin **Benoît** que vers ses pupilles. En 1858, Benoît prête 10 000 FF à **Napoléon**, remboursables par semestre par parts égales (et au taux de 5 %). Tous les biens de l'emprunteur restant à Saint-Geoire sont hypothéqués.

En 1859, on vend la terre de la *clappe*à la *ramelière* à **Jean Charpenne Montagne**, cultivateur du lieu : 12 000 m², pour le prix de 1 100 FF[1061].

Peut-être les affaires n'ont-elles pas fonctionné comme il l'aurait voulu, ou peut-être l'aventure l'a-t-elle tenté une nouvelle fois ; **Napoléon** quitte Oran pour Madrid en Espagne, où il installe son affaire de bougies.

Et en 1867, coup de théâtre ! L'aventurier dont toute la famille parlait, toujours à court d'argent, épouse à 43 ans, après tractations, **Clémentine Boffard** (27 ans), fille et héritière de **Pierre Emmanuel II**. Là encore, l'organisation de ce mariage passe par **François Napoléon**, omniprésent : non seulement il est marié depuis 1849 avec la cousine de **Clémentine**, mais en outre, il fréquente **Benoît Joseph Boffard**, oncle de **Clémentine**, et notable de Saint-Geoire (futur juge de paix du canton de Saint-Geoire).

Ainsi le contrat est signé devant **François Félix Berloty**, beau-père de **Joanny Boffard**, le 30 août 1867 : **Clémentine**, qui réside à cette époque 4, cours d'Herbouville à Lyon, apporte une terre de 3,5 hectares à Neytrins (proche des Abrets –38-), un bois à Fitilieu (idem) et la somme de 11 000 FF. Mais elle a des espérances, puisque son père possède une petite fortune, dont le manoir de *marinière* (à Montferrat) est la vitrine[1062].

La célébration civile a lieu le lendemain. Signent l'acte **Henri Martin**, médecin du Pont, oncle de l'épouse, **Joseph Pézerat** avocat rue Boissac, **Joanny Boffard**, propriétaire 2, place de la Bourse, **Romain Boffard** (le confiseur) 5, cours Morand, tous les trois cousins des époux. Toutes les branches lyonnaises sont rassemblées, seule manque celle des **Benoît** ; nous savons pourtant qu'ils entretenaient des relations avec **Napoléon**, depuis le prêt que **Benoît** lui avait accordé en 1858.

1056 Reçue le 5 août 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20355

1057 Reçue le 6 septembre 1857 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20357

1058 Reçue le 18 septembre 1857 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20357

1059 Reçue le 6 janvier 1858 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20358 ; quittance de plus de 1 000 FF le 21 août : Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20359 ; quittance générale le 1er avril 1860 reçue Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20362

1060 Reçue le 13 janvier 1858 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20358 ; quittance générale le 27 mars 1860, reçue Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20362

1061 Reçue le 17 avril 1859 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20360

1062 Contrat reçu le 30 août 1867 Berloty à Lyon, Arch Boffard, Rouge 2

A l'époque de leur mariage, **Napoléon** et **Clémentine** habitent Madrid, où les affaires semblent leur sourire. Ils ont abandonné les bougies, concurrencées par l'électricité, pour les fromages. D'après **Clémentine**, leur position sociale est alors « brillante »[1063].


Napoléon Boffard, 1900

En 1878, ils font le sacrifice de cette dernière pour tenter de guérir leur fils **Emmanuel** (né à Madrid en 1873) d'une forme grave de coxalgie (tuberculose de la hanche, qui lui a valu la raccourcissement de la jambe gauche). Les médecins l'avaient condamné. Ses parents quittent la Portillo des Coude Duque de Madrid pour s'installer à Santa Cruz de Inguna (province de Santander), espérant tout des bienfaits de la campagne[1064].

Le registre matricule militaire indique qu'il est de la classe 1893, d'abord déclaré insoumis le 1er février 1895, puis dispensé le 27 février de la même année, du fait de sa maladie

C'est aussi l'époque où **Napoléon** vend à son demi-frère **Laurent** sa maison du bourg de Saint-Geoire (sur la place de l'église), contiguë à celle de son père, qu'il avait héritée de son grand-père **Claude Guerre**. Le prix est de 4 000 FF, payés par leur père commun[1065].

Peu après décède **François Napoléon** (mai 1880). **Napoléon**, qui a reçu de son père des avancements d'hoirie et à qui des biens à Saint-Geoire seraient plus une charge qu'un avantage, vend l'ensemble de ses droits paternels à ses frères et sœur. Le prix est fixé à 3 000 FF, et s'ajoute à sa dette de 7 000 FF envers la succession (prêt que son père lui avait consenti) ; sa part étant évaluée à 10 000 FF, il est libéré de la succession[1066].

A cette époque, **Napoléon** possède encore divers bâtiments, terres, prés et bois à Saint-Geoire (la *ramelière*), à Merlas et Saint-Bueil.

Se libérer de cette succession était important pour **Napoléon**, au moment où il crée la première industrie fromagère d'Espagne de fromages à pâte molle : camembert, brie, port salut ; la fabrique prend le nom de *reinosana*.

Contrairement à la bougie, la fabrication de ces fromages est florissante, et **Napoléon** obtient même du roi le privilège de « fournisseur de la Maison Royale d'Alphonse XII » en 1882. Cela lui permet d'utiliser l'emblème royal sur les fromages et pour toute l'activité de la société.

Entre 1884 et 1895, l'entreprise ouvre même des succursales dans toute l'Espagne ; elle remporte de nombreux prix, par exemple à Santander en 1887 et à Barcelone en 1892.

En 1900, **Napoléon** et **Clémentine** (sans leurs enfants apparemment) se rendent à Paris pour l'exposition universelle. Ils s'arrêtent à Lyon où leur cousin **Joanny** le notaire, organise pour eux une

---

[1063] Lettre à Camille Flammarion de mars 1907, in *La mort et son mystère*, par Camille Flammarion, Arch Boffard, Bleu.

[1064] Santander est la capitale de la Cantabrie, au nord de l'Espagne ; la province est bordée par le golfe de Gascogne.

[1065] Reçue le 18 février 1878 Chevrier à Saint-Geoire, Arch Boffard, Rouge 2

[1066] Arch Boffard, Rouge 2

François Napoléon prête beaucoup durant sa vie. Et notamment à ses enfants : nous venons d'évoquer le prêt de 7 000 FF à Napoléon, mais il faut aussi rappeler le prêt de 4 000 FF à Laurent pour l'achat de la maison de Saint-Geoire de son frère Napoléon (en 1878).

grande fête familiale. Les photos immortalisent ce moment qui fut bientôt un véritable âge d'or pour eux. Les voici donc quand tout semble leur sourire.



Napoléon et Clémentine Boffard en 1900 (entourés), chez Joanny et Joséphine Boffard.
On reconnaît aussi à l'arrière Joseph B (pipe), Laurent B (au-dessus de Clémentine).
Ainsi 7 cousins Boffard sont réunis sur cette photo :
6 germains : Joseph, Napoléon, Laurent (tous 3 demi frères),
Marie ép. Robert, Anna ép. Pézerat et Joanny (frères et sœurs).
Clémentine est la cousine issue de germains des 6 précédents.

Cet état de grâce disparaît en deux mouvements : en 1902 meurt **Napoléon**, à 69 ans. Son corps est rapatrié, mais n'est pas enterré à Saint-Geoire : **Napoléon** avait vendu tous ses droits à ses frères et sœurs en 1880. Il est donc enterré à Montferrat où la famille acquiert un caveau[1067].



La famille se réduit alors à **Clémentine** et à ses deux enfants : **Blanche** et **Emmanuel**.

Ce dernier est en bonne voie de guérison.

Sa mère place en lui de grandes espérances, après l'avoir vu si près de la fin. En 1900, il marche avec une béquille et une cane anglaise. Et deux ans plus tard, il semble entièrement remis ; l'admiration que lui porte alors sa mère vient tempérer la douleur de la perte de **Napoléon** : « …c'était le plus beau garçon qu'on pût voir… Tout le monde était subjugué par son charme ; il avait ce don de plaire qui ne s'explique ni ne se définit ! Hommes, femmes, enfants, vieux et jeunes se laissaient séduire par ce je ne sais quoi qui rayonnait de toute sa personne… »

Clémentine se prenait à espérer que son fils pourrait mener une vie « normale », se marier et

[1067] Cette tombe, dont la statue et la croix ont disparu entre 1998 et 2007, a disparu elle-même entre 2007 et 2019. Vous ne la trouverez plus au cimetière. Elle a probablement fait l'objet d'une reprise, la commune n'ayant pas connaissance de descendants.

avoir des enfants. **Emmanuel** prenait goût aux affaires, se lançait dans l'industrie minière. En août 1906, on lui propose de visiter une mine à vendre. A proximité, il faut descendre de voiture et poursuivre à cheval. **Clémentine**, qui l'accompagne, tente de le faire renoncer, puis cède devant son empressement.

La visite fatigue **Emmanuel**, qui au retour doit s'aliter. Une fièvre gastrique l'envahit ; les médecins aussitôt appelés ne diagnostiquent pas le cancer qui se développe dans la vessie. Quelques mois plus tard, la vessie éclate. Un chirurgien se déplace de Madrid, mais l'opération ne peut le sauver. Suivent treize jours d'agonie: « Oh ! Ce visage torturé par les souffrances ! Ces yeux semblant voir quelque chose de l'au-delà ! Et sa bouche crispée par la douleur essayant encore de sourire ; sa main pressant la mienne en me disant : Adieu mère chérie, adieu ! Je t'aimais tant ! Ne m'oublie pas ![1068]

Le 26 février 1907, son corps épuisé, **Emmanuel** décède. Il est enterré dans le caveau de la famille au cimetière de Montferrat. Pour l'occasion, sa mère fait apposer une plaque : « Il est mort victime de l'ignorance des médecins », et placer une statue de la « grande faucheuse », en marbre blanc :

Sous la douleur, plusieurs auraient perdu la foi ; au contraire, **Clémentine** et **Blanche** se tournent vers le spiritisme : la salle à manger est tendue de longs et nombreux voiles noirs depuis le plafond jusqu'au sol. La pièce est ornée de deux crucifix de deux mètres de hauteur chacun. Quatre couverts y sont dressés tous les jours, comme aux temps heureux…

La fabrique de fromages continue, s'étend même. Mais l'enthousiasme a quitté **Clémentine**. Durant la Première Guerre mondiale, la monnaie espagnole prend de la valeur face au franc. Profitant de cet avantage, elle vend la fabrique et les formules. L'acquéreur est **Manuel Nunez Morante**.

La maison et les bâtiments de l'usine sont loués, sauf la fameuse salle à manger. Le locataire doit aussi entretenir un vieux cheval de 23 ans jusqu'à sa mort.

Clémentine rentre en France avec **Blanche**. Elle décède à Grenoble en 1928. **Blanche** revient alors à Reinosa vendre les bâtiments.

Elle rentre ensuite à la Bauche, en Dauphiné, où elle vivait dans une grosse maison sur le bord de la grande route. Toute la famille parlait de « **Blanche** de la Bauche ». Elle jouissait d'une certaine fortune, lui venant tant de sa mère que de son père. Notamment de vastes terrains à Voiron, juste derrière le couvent de la Visitation. Ces terrains avaient fait l'objet d'une vente verbale au couvent pour le prix de 45 000 FF. Il semble que la supérieure ait ensuite refusé d'officialiser la vente, s'abritant derrière la nécessité d'obtenir l'autorisation formelle de l'évêché de Grenoble. C'est une déception importante pour **Blanche**, qui écrit une lettre enflammée à la mère supérieure : « je suis bien forcée d'y renoncer [à cette vente] puisque vous êtes assez criminelle pour ne pas tenir vos engagements ! Vous, une religieuse ? Mais vous feriez bien haïr la Religion Catholique qui peut abriter de pareilles hypocrisies… et je comprends maintenant pourquoi, vous, gens d'Eglise, avez tant d'ennemis acharnés ! …»[1069]

Blanche ne s'est jamais mariée, pour soigner son frère. Elle reste seule, dans un pays qu'elle ne connaît pas, où elle n'est pas née et où elle n'a pas vécu. Cette solitude la prédisposait sans doute à tomber aux mains d'aventuriers sans scrupules. C'est ainsi que, succombant aux charmes d'un dentiste nommé **Maury**, qui lui promettait le mariage, elle rentre en Espagne avec lui en 1939, juste avant la fin de la guerre d'Espagne. Après quelques années, il la quitte. Elle, ruinée, supplie l'acquéreur de la fabrique de fromage de la nourrir. Abandonnée de tous, elle meurt au pavillon de bienfaisance de la Casa Salud Valdecilla[1070].

[1068] Lettre à Camille Flammarion de mars 1907, reprise in *La mort et son mystère*, par Camille Flammarion, Arch Boffard, Bleu.

[1069] Lettre adressée le 31 janvier 1931, Arch Boffard, Bleu.

[1070] Aujourd'hui, la fabrique de fromage existe toujours, sous le nom de « Quesos Boffard SA », à Corcos del Valle, à côté de Valladolid.

1.3.2 Laurent 1851-1926



Laurent naît à Saint-Geoire en 1851. Sa petite enfance se passe entre Saint-Geoire et Lyon. Dans les années 1865, toute la famille réside à Lyon, d'abord rue Saint-Pierre, puis dans l'immeuble tout neuf de **Marie Bail** au 2, quai de l'Hôpital[1071].

En 1868, **Laurent** apprend à Lyon la reliure et la papeterie. Avec sa famille, il habite alors à Lyon ; sa myopie est forte et l'exempt du service militaire.

Mais la défaite de 1870 et le développement des insurrections de la Commune décident **François Napoléon** à rentrer à Saint-Geoire.

De la classe 1871, il ne figure pourtant pas dans le registre matricule correspondant.

Laurent ouvre alors une papeterie dans le bourg de Saint-Geoire, face à l'église. La commune de Voissant se fournit en livres d'école (pour les élèves indigents) chez lui, comme en témoigne la facture que le Conseil municipal acquitte en novembre 1882[1072].

En 1878, il acquiert avec les deniers de son père la maison du bourg vendue par son frère **Napoléon** en 1878. Lui et sa mère (qui habite avec sa sœur **Angélique**), sont donc voisins immédiats.



De g à d : Laurent fils, Laurent père, Henriette, Noémie et Joseph, en 1905 environ

En 1880, le décès de son père le rend propriétaire du jardin acquis par ce dernier dans le bas de Saint-Geoire, avec son pavillon. Rien de plus, compte tenu de la dette de 4 000 FF qu'il doit à la succession.

En 1881, donc après la mort de son père, il épouse **Noémie Chabert**. Le contrat est signé chez Me **Martin**, notaire à Voiron.

Tous les deux sont installés à Saint-Geoire, mais ils fréquentent couramment les **Boffard** de Lyon. Ils participent à de nombreuses réunions familiales, et notamment à celle de 1900 où nous avons vu **Napoléon** et **Clémentine Boffard**, frère de **Laurent**.[1073]

Autre exemple : en 1895, **Laurent** et **Noémie** achètent une terre de 18 739 m² à **Auguste Barruel**, voyageur de commerce habitant alors à Paris. La terre est située à *grosset*, lieux dits *champ doulet*et

[1071] Immeuble qui appartient encore aux descendants de Joseph Romain et Marie Bail.
[1072] Registre des actes du conseil municipal, 12 novembre 1882. Son cousin Tonin I Boffard est alors maire de Voissant.
[1073] Voir nos passages sur Claude François « Napoléon » Boffard (1833-1902)

combe (à Saint-Geoire) et son prix est fixé à 8 000 FF. L'acte est signé chez **Gustave Boffard**, notaire à Montalieu Vercieu[1074].

En 1901, **Laurent** et **Joseph** partagent la succession de leur sœur **Angélique**. Elle disposait de la moitié de la seconde maison de Saint-Geoire ; cette moitié est donnée à **Laurent**. Le même jour, **Joseph** vend sa moitié à son frère. **Laurent** possède maintenant les deux maisons contiguës, celle héritée de **Claude Guerre** et celle acquise en 1843 des héritiers **Poccat**.

Laurent décède en 1926, âgé de 75 ans sans testament. **Noémie** quitte Saint-Geoire et s'installe chez son fils à Chambéry. Elle suit **Laurent** dans la tombe en 1933, à 78 ans. Sans avoir testé non plus. Leur succession est évaluée en 1937 à 40 000 FF. Elle se compose des deux maisons du bourg de Saint-Geoire, ainsi que de la terre de *grosset* et de meubles divers.

Ils ont 4 enfants, dont voici la photo prise avant 1899 :



De g à d : Joseph, Henriette, Laurent, Thérèse, 1896 environ

-**Thérèse** naît à Saint-Geoire en 1881. Elle décède de la fièvre typhoïde en 1899.

-**Joseph** naît à Saint-Geoire en 1883.

Entré au Rondeau en 5ème à l'âge de 10 ans (1893), il en ressort 7 ans plus tard après de solides études. D'une nature réfléchie et dur au labeur, il devient licencié en droit et principal clerc à l'étude de Me Jocteur-Monrozier à Voiron. D'une santé fragile, il est exempté de service militaire, puis réformé pour « bronchite spécifique ».

Mais cette situation contrevient à sa volonté de servir son pays ; célibataire et sans enfant, il s'engage et est affecté au 29ème régiment d'Infanterie en février 1915. Il part pour les tranchées le 7 juillet. Il meurt dans la boue des Eparges le 22 mars 1916, âgé de 33 ans. Tombé au champ d'honneur, décoré de la croix de guerre étoile de bronze, la citation du 26 avril 1916 précise : « Quoique réformé, est venu au

[1074] Mention dans l'acte de partage de la succession de Laurent et Noémie Chabert, le 3 avril 1937, reçu Perrot à Saint-Geoire, Arch Boffard Bleu.

front sur sa demande. Toujours volontaire pour les postes dangereux. Le 22 mars 1916, malgré un violent bombardement et le feu d'une mitrailleuse, s'est porté spontanément à un petit poste, situé entre deux entonnoirs, où il a été blessé mortellement. » Le registre matricule indique : « Brave soldat tué en accomplissant vaillamment son devoir ». Le monument aux morts de Saint-Geoire en garde la mémoire[1075].

-**Henriette** naît à Saint-Geoire en 1885. Elle réside avec ses parents à Saint-Geoire. A leur décès, elle partage leur succession avec son frère **Laurent**, seul survivant de ses frères et sœur. Elle reçoit alors l'une des deux maisons du bourg. Sur la fin de sa vie, elle réside à Chambéry chez sa belle-sœur **Germaine Favre**, alors veuve de **Laurent Boffard**. Pour la remercier, elle lui cède son héritage de Saint-Geoire en 1950 (Germaine vend le tout en 1964 à **Henri Montagnat Tatavin**, pour le prix de 18 000 FF).

-**Laurent**, qui suit ;

1.3.2.1 Laurent (1890-1940)

Les limites temporelles que nous nous sommes donnés ne permettent pas d'étudier cette génération en détail. Donnons seulement quelques informations générales.



Laurent naît à Saint-Geoire en 1890.

De la classe 1910, il est décrit par l'administration militaire comme mesurant 1,63 m, cheveux châtains et yeux marrons, front grand et vertical, nez rectiligne et relevé et visage allongé.

Il a été affecté à de nombreux régiments d'infanterie et de zouaves, à partir de son incorporation en 1911. Caporal en 1912 et sergent en 1913, il est renvoyé dans ses foyers en novembre 1913 avec un certificat de bonne conduite. Rappelé en 1914, il est blessé plusieurs fois : le 18 août 1914 par des éclats d'obus à la cuisse gauche ; le 9 septembre 1916 à son poste de combat du 3ème mixte zouaves et tirailleurs dans la zone des Dardanelles (plaie pénétrante au thorax), il fréquente alors plusieurs hôpitaux de la région parisienne. Il contracte à cette occasion une dysenterie amibienne (transmise par un parasite évoluant dans les eaux souillées) qui sera reconnue officiellement par l'armée. Employé par la Compagnie des chemins de fer PLM avant guerre, il est remis à la disposition de cette dernière en 1919, tout en restant à la disposition des armées. Il est réformé en 1929 avec une pension d'invalidité de 30% qui diminuera à 20% à partir de 1932.

Il est cité deux fois : à l'ordre du régiment le 23 décembre 1917 : « sous officier brave et dévoué ; s'est distingué par son énergie en particulier le 9 septembre 2016 a été blessé deux fois à son poste de combat » ; à l'ordre de la brigade le 21 avril 1918 : « sous officier particulièrement brave et énergique, tempérament de chef qui obtient tout de ses hommes. Pendant la dure période du … au … 1918, s'est élancé trois fois de suite à l'attaque sous le feu des mitrailleuses, toujours suivi par ses hommes avec le même entrain ». Il y gagne la médaille militaire étoile de bronze par décret du 17 octobre 1921[1076].

[1075] http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/578213/575433:578666:578776:578777:578213/1024/1280
[1076] http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/578345/575433:578687:578790:578791:578345/1024/1280 et pages suivantes

Laurent demeure à Chambéry quand il épouse en 1922 **Germaine Alice Favre**, d'une famille de Meximieux (dans l'Ain). **Germaine** habite alors à Lyon, 92 bd des Belges. Elle est la fille de **Jean Marie Favre**, et de ? **Charvet**.

L'apport de **Laurent** est estimé à 8 449 FF, en valeurs mobilières. **Germaine** apporte quantité de meubles et ustensiles d'intérieur, et d'importantes valeurs boursières ; l'ensemble est estimé 64 931 FF[1077].

De profession, il est dessinateur géomètre.

Ils résident à Chambéry, et ont trois enfants :

-**Jean** (1922-), marié à **Gisèle Jacquier** (1929-2002), d'où deux filles : **Marie Laure** (1958-) et **Elisabeth** (1961-) ;

-**Marie Thérèse** (1925-), épouse **Léon Miguet** (1920-1997), d'où postérité ;

-Enfin, **Henry**, surnommé **Riquet**, mémoire de la famille, auteur de sa première généalogie et de l'arbre tel qu'il se présente encore aujourd'hui. **Henry** (1928-2008) épouse **Marie Thérèse Micoud** (1935-2016), d'où cinq filles : **Geneviève** (1955-), **Anne** (1957-), **Catherine** (1960-), **Marie Pierre** (1963-) et **Laurence** (1969-) ; toutes sont mariées et ont des enfants.

1.3.3 Joseph (le docteur) 1862-1948

Joseph, fils de **François Napoléon Boffard** et **Angélique Charreton**, naît en 1862 à Saint-Geoire. Il est celui des **Boffard** qui a le plus fait pour la connaissance de notre famille à la charnière des XIXème et XXème siècles. En effet, vers 1933, **Joseph** écrit des *Mémoires,* qui sont d'ailleurs plutôt des notes ; sur 18 pages, il y décrit, souvent rapidement, sa famille proche : frères et sœurs, oncles et tantes, cousins, et surtout sa propre vie.

Ainsi, toute description de la vie de **Joseph** passe par la lecture de ces *Mémoires*.

La relation commence en 1869, au passage de l'Impératrice **Eugénie** et du Prince impérial à Lyon. **Joseph** se souvient les avoir observés, juché sur un camion de balles de soie.

Mais l'année suivante, c'est la défaite et la chute du régime. La Commune de Paris déteint à Lyon, avec des échauffourées sur le pont de la Guillotière, et sur la place de la mairie du 6ème arrondissement.

Face au danger, **François Napoléon** quitte Lyon avec sa famille pour rentrer à Saint-Geoire. Là, **Joseph** est fasciné par les gardes nationaux qui s'entraînent : il les suit avec son fusil de bois. On peut supposer qu'il n'était pas le seul, et qu'ils étaient accompagnés de toute une bande de joyeux garnements.

Pendant les vacances, les premières lectures furent *Les lettres de mon moulin* d'Alphonse Daudet, ou *Mémoires et récits* de Frédéric Mistral.

De 1870 à 1873, **Joseph** entre à l'école des frères maristes de Plan Palais à Saint-Geoire. C'est l'école de la bourgeoisie des environs. Il y fréquente les **Franclieu**, **Perroy**, **Allégret**, **Michal Ladichère**, **Chaboud**, **Chevrier**, les enfants de **Benoît Joseph Boffard** (qu'il désigne comme le « grand oncle à ma mère », alors qu'il en est l'oncle direct ; en outre, il ne mentionne pas qu'il est aussi le cousin germain de son père **François Napoléon**, et que les deux se fréquentent régulièrement). Durant l'année 1873, l'abbé **Besson** lui donne des cours de latin à la cure.

En 1874 vient l'heure de la confirmation, par Mgr **Ginouilhac**, alors évêque de Grenoble et qui devient plus tard archevêque de Lyon.

[1077] Contrat reçu le 31 janvier 1922 Guyonnet à Lyon, Arch Boffard, Bleu

A la rentrée d'octobre, **Joseph** entre au petit séminaire du Rondeau et participe aux jeux olympiques[1078]. L'enfant doué entre dans l'adolescence sans heurts manifestes. On s'attache à ses maîtres ; en 3 ème, l'abbé **Moyet** (?) le choisit pour son servant de messe, ce que **Joseph** n'oubliera pas. Il décrit même son maître comme un bonapartiste ardent, revenu d'Afrique où il avait servi comme spahi ; en 1878, l'abbé pleure même le prince impérial tué chez les Zoulous.

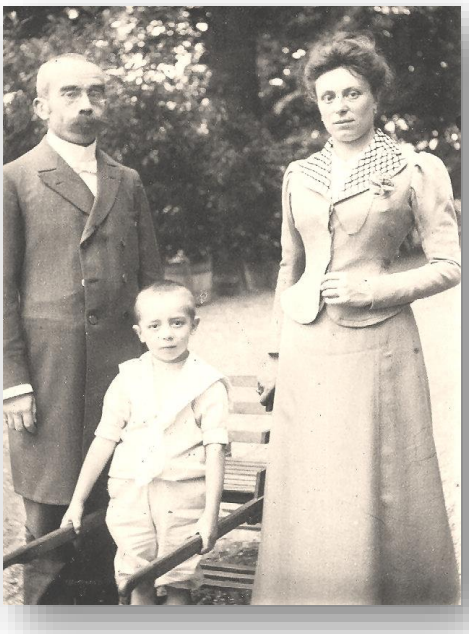
Sept ans plus tard, en 1881, **Joseph** est le seul du Rondeau à préparer le « bachot », qu'il obtient (bac es sciences). Ses bons résultats lui ouvrent les portes de la faculté de médecine de Lyon où il entre en septembre.

Durant quelques mois, il vit à la pension Chevret, rue des prêtres, dans le 5ème arrondissement[1079]. Une solution plus pratique est trouvée dès février 1882 : **Joseph**, sa mère et sa sœur s'installent à Lyon, dans une ancienne villa de la famille **Bail** au 33, chemin Saint-Antoine (**Laurent** habite Saint-Geoire). Commence alors une vie de famille bien remplie : **Joseph** se souvient de voir régulièrement tous les **Boffard** installés à Lyon ou de passage : **Romain**, confiseur cours Morand, cousin germain ; **Gustave**, clerc de notaire et futur notaire, fils de **Benoît Joseph** le juge de paix du canton de Saint-Geoire, et cousin germain de sa mère **Angélique Charreton** ; l'abbé **Claudius**, frère de **Joanny** et cousin germain ; **Joanny** enfin, notaire et cousin germain.

De la classe 1882, le registre matricule le décrit comme bâchelier, étudiant en médecine, yeux chatains et front ordinaire

De la classe 1882 le registre matricule le décrit comme bâchelier, étudiant en médecine, cheveux et sourcils bruns, les yeux châtaings, le front ordinaire et le nez et la bouche moyens, le menton rond et le visage ovale. Il mesurait 1,61 m (photos les pages suivantes). Passé dans la réserve en 1888, d'abord médecin auxiliaire en 1887, il est promu médecin aide major de 2ème classe (correspondant au grade de sous lieutenant) en 1891, et promu 1ère classe (lieutenant) en 1902. Libéré du service militaire en 1908[1080].

En 1884, déménagement de toute la famille au 11, rue de Castries. **Joseph** est alors externe des hôpitaux, il prépare l'internat.



En 1887, il est reçu premier au concours de Grenoble ; il devient médecin principal de l'hôpital militaire de Grenoble. Mais, l'ambition s'ajoutant aux qualités intellectuelles, Joseph prépare et obtient sa thèse en 1889 ; le sujet : « le diagnostic des lésions du globe occipital »[1081] ; le dîner de thèse fut mémorable.

En septembre, **Joseph** prend son premier poste comme médecin au Pont-de-Beauvoisin (Savoie). L'année suivante, départ pour Domène, où le docteur **Marmonier** demandait un remplaçant (à 74 ans).

En août 1889, il rencontre **Marguerite Comte**, sa future épouse. Rencontre inopinée, puisqu'elle a lieu dans le compartiment du train qui emmène les **Comte** (et **Perrachon**, famille maternelle) et les **Boffard** au pèlerinage de la Salette.

[1078] En 1832 avait eu lieu la première édition des Jeux Olympiques du Rondeau en France. Ces épreuves sportives scolaires locales, organisées tous les quatre ans pendant 120 ans, ont été déterminantes pour la rénovation du véritable rendez-vous olympique à la fin du siècle. La devise olympique « Citius, altius, fortius » est due au fameux Henri Didon, triple champion olympique des JO du Rondeau dans les premières années et ami de Pierre de Coubertin.

[1079] La rue des prêtres est devenue la rue Mgr Lavarenne en 1950. Parallèle au quai, elle aboutit à l'avenue Adolphe Max.

[1080] http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/577808/575433:578603:578734:578735:577808/1024/1280

[1081] Henri Jouve, *Dictionnaire biographique du Rhône,* 1899

Se sont-ils revus entre temps ? **Joseph** n'en dit mot. En tous cas, pour les démarches officielles, il faut attendre 1893 : sa mère se rend à la Verpillière pour la demande officielle. Celle-ci reçoit bon accueil et l'espoir est de mise. Un émissaire de la famille **Comte** vient aussi aux renseignements à Domène : **Joseph** est-il bien installé ? Quelle est sa réputation ? Quelles pourraient être les conditions matérielles d'une union ?

Tout est en règle, et les fiançailles sont célébrées le 11 septembre. Le 18 octobre, mariage à la Verpillière et départ pour un voyage de noce de 3 sema *Joseph, François, Marguerite Comte épouse Boffard* on, Cannes, Nice, Vintimille. Puis les nouveaux mariés embarquent pour Alger sur le « Ville d'Alger » : Bouira, Constantine, Philippeville, Sétif, puis Blidah et Oran.

Au retour, **Joseph** abandonne son poste à Domène et les mariés s'installent à Lyon. Dans un premier temps, ils vivent chez la mère de **Marguerite**, rue Victor Hugo. Et en octobre 1894, emménagement au 11, rue Duquesne.

Entre temps, le 23 juillet 1894 était né **François**, enfant unique du couple. Tout ce qui le concerne directement dans les *Mémoires* de son père est placé dans son étude particulière.

En 1900 a lieu l'exposition universelle de Paris. Pour l'occasion, **Napoléon** d'Espagne passe par Lyon, où une grande réception familiale est organisée chez **Joanny**. **Joseph** y est présent. Heureusement pour nous aujourd'hui, c'est une branche de la famille qui apprécie la photographie (même si les visages souvent fermés nous surprennent) ; et heureusement pour nous une fois de plus, les héritiers de cette branche, nourrissant pour la famille un intérêt légitime, en ont conservé l'essentiel…

Durant cette époque, il semble que **Joseph** ait cessé d'exercer, comme bon nombre de médecins ou d'avocats, titulaires de leur diplôme mais qui vivent en rentiers. C'est le cas dans la famille de **Joanny**, où lui et ses beaux-frères **Stanislas Pézerat** et **Gabriel Robert** n'exercent qu'exceptionnellement. **Joanny** ne reprend l'étude de son beau-père **Berloty** que dans l'attente de la fin des études du fils de ce dernier. Il est bien probable que ce modèle ait influencé **Joseph**.


Joseph Boffard, 1914

Mais soit cette existence de rentier ne lui convient pas, soit ses revenus n'y suffisent pas ; en 1903, la famille quitte la rue Duquesne pour emménager au 48, av de Noailles. Un certain docteur **Chapotot** confie à Joseph quelques clients.

En 1906, évolution radicale : **Joseph** et sa famille, qui avaient apprécié Cannes durant le voyage de noces, s'y installent rue Louis Blanc dans la villa Juglard. En 1911, déménagement dans une villa à Nice, vieux chemin de Cimiez. Durant toutes ces années, **Joseph** et les siens continuent de voyager pendant les vacances, de Saint-Geoire à Lyon, en passant par la Verpillière dans la famille de **Marguerite**.

L'été 1914 bouleverse toute la France dans ses habitudes d'abord, dans ses bases sociales et économiques ensuite ; le 1er août arrive la dépêche de mobilisation. **Joseph** (52 ans) entreprend des démarches pour servir dans le corps de santé militaire. En août, il obtient la direction de l'hôpital municipal de la Tour-du-Pin : 300 lits, avec 3 médecins civils pour l'assister.

En 1915, **Joseph** demande à se rapprocher de Cannes, où vit **Marguerite**. Il est alors muté à Marseille pour prendre la direction de l'infirmerie de garnison. La charge de travail semble alors bien plus importante qu'à la Tour. **Joseph** y reste jusqu'à la fin du conflit.

L'année 1918 sonne la fin de la « Der des ders ». Mais le soulagement de la population est de courte durée : dès le mois d'octobre commence l'épidémie de grippe la plus sévère qu'on ait connu. L'une

des 410 000 victimes françaises[1082] fut **Marguerite** : alitée le 13, elle décède le 18. **Joseph** ne s'en remit jamais.

Lui et **François** quittent alors leur appartement de Nice, pour l'hôtel de Noailles ; puis ils acquièrent à tous les deux une villa rue Grimaldi (20 000 FF). En 1919, **Joseph** est démobilisé au quartier de la Part Dieu à Lyon. Proposé pour la Légion d'honneur, le dossier se perd entre Lyon et Marseille. Encore une déception…

La vie reprend son cours d'avant guerre. **Joseph** reprend ses voyages, à Saint-Geoire, Lyon, la Verpillière, la Tour-du-Pin, Voiron, Chambéry et même Saint-Ferreol avec son frère **Laurent**.

En 1920, des démarches sont entreprises avec la famille **Chevresson** de la Tour-du-Pin ; elles sont couronnées par des fiançailles de **François** (**Boffard**) et **Suzanne** (**Chevresson**) à la Tour le 25 août, et par le mariage le 23 octobre.

Les années suivantes, la relation se fait plus rapide et plus impersonnelle. Tous les étés, **Joseph** voyage et visite la famille (y compris les **Madinier**, fille de **Joanny Boffard** son cousin germain, à Lyon ou à Vence). En 1929, il reste plusieurs jours à Lyon et visite notamment **Augustine Boffard** épouse **Jouffray**, la fille de son cousin **Benoît Antoine**[1083]. Le reste de l'année, il se donne à ses patients.

A partir de 1925, les relations se tendent avec son fils. **Joseph** lui reproche de négliger son épouse. Il fera tout pour les rapprocher, au fil des années suivantes. Sans succès.

Cette année 1925 est aussi une année difficile pour la santé de **Joseph** (63 ans), qui subit de nombreux examens à l'hôpital Saint-Joseph de Lyon en août. Jusqu'à Noël, convalescence et régime.

Sur le plan matériel, l'illusion que rien n'a changé tombe vite après la guerre ; la monnaie se déprécie fortement, la rente également, certains emprunts ne sont plus remboursés (cas emblématique des emprunts russes). Les difficultés financières ne peuvent plus être masquées. Dès 1923, **Joseph** note systématiquement le prix de ses frais : les voyages, déménagement, restauration de tableau, achat de vêtement… On décèle que ses finances deviennent une préoccupation constante. En 1927, il faut abandonner la villa de la rue Grimaldi pour emménager dans un appartement au 4, rue Bardon, loué à **Marie Menthon**. Cette dernière est une ancienne domestique de **Joseph**, de l'époque de l'appartement du 11, rue Duquesne à Lyon (1902)… !

En 1932, Joseph trouve enfin un travail : il dirige 3 caisses médicales. C'est un travail de bureau, mais il est rétribué 500 FF par mois. Le soulagement de **Joseph** transpire dans ses lignes.

Ces *Mémoires* s'arrêtent en avril 1933. Sans doute **Joseph** n'a-t-il pas eu la force de les poursuivre : en 1934, son fils se suicide … Et lui vivra avec cette douleur de longues années encore. Il décède en 1948 à Lamarche dans les Vosges, entouré de la famille **Chevresson**.

1.3.3.1 François 1894-1934



François Claude naît le 23 juillet 1894 à Lyon, avec 20 jours d'avance. Tout avait été prévu pour l'accueillir à la Verpillière, dans la maison de ses grands-parents **Comte**, où **Marguerite** devait accoucher. Son parrain est **Claudius Perrachon**, oncle de **Marguerite** et sa marraine sa grand-mère **Angélique Charreton Boffard**.

[1082] Les estimations du nombre de victimes dans le monde varient entre 20 et 40 millions, soit à peine moins que les 50 millions de morts dus à la peste noire au milieu du XIVème siècle. Là encore (a fortiori), les estimations sont aléatoires.
[1083] Voir nos passages sur Benoît Antoine dit Tonin Boffard (1828-1906)

Après un passage d'un an chez les sœurs de la Tour Pitra, **François** est placé comme externe dans la célèbre école Ozanam, rue de Créqui.

En bon médecin, **Joseph** n'oublie pas de mentionner les maladies enfantines de son fils : la scarlatine en 1904, durant un séjour à la Verpillière, la rougeole en 1906 ; puis une fièvre typhoïde en 1907, dont il réchappe sans séquelles.

, 1914 environ

A l'arrivée à Nice, **François** entre au collège Stanislas, établissement privé religieux, puis au lycée de Nice. Mais en 1913, déception pour son père : **François** échoue au bac. Il se passionne alors pour la mécanique, et passe d'abord son permis de conduire[1084]. Ce qui est aussi exceptionnel que le bac à cette époque. Il suit ses leçons dans l'école de **Jean Bellissen**, époux de **Berthe Robert**, présent dans toutes les réunions de famille organisées chez **Joanny**. L'école se trouvait quai Augagneur (Lyon). Puis il apprend la mécanique à Cannes, chez un mécanicien.



François Boffard, 1914 environ

La voiture était sa passion, et quelques photos de famille le rappellent :

En 1914, le registre matricule militaire le décrit ainsi : cheveux chataings et yeux marrons, front haut, nez rectiligne, visage long, 162 cm.

il est d'abord ajourné pour faiblesse.

Mais en décembre 1914, il arrive au 414ème régiment d'infanterie de la Valbonne (Ain) ; il part au front en août 1915 et devient caporal le 29 octobre 1915. En 1917, il reçoit un éclat d'obus dans une vertèbre lombaire ; aussitôt, il est opéré et évacué à Paris. La jambe gauche est paralysée momentanément ; il souffre d'une lésuin radiculaire du nerf sciatique gauche. En 1918, son père obtient de lui faire terminer sa convalescence à l'hôpital du Belvédère de Nice. Le conseil de réforme le renvoie définitivement dans ses foyers le 3 juin 1918, avec une gratification de 466 francs. Il recevra ensuite une pension permanente de 40%. Les différentes commissions de réforme qui se succèdent font le même constat de la permanence des douleurs, et sa pension passe à 50%.

Toujours en 1918, après la mort de sa mère, il reste à Nice avec son père et achète la maison du 11, rue Grimaldi.

En 1920, les tractations commencent avec la famille **Chevresson**, de la Tour-du-Pin. Elles aboutissent rapidement par les fiançailles, suivies du mariage de **François** et **Suzanne** le 23 octobre.

[1084] Une loi du 30 mai 1851 sur la police du roulage et des messageries publiques a servi de fondement juridique à nos divers codes de la route.

Sur le fondement de la loi de 1851, apparaît le premier code de la route. Il s'agit du décret du 10 mars 1899 portant règlement relatif à la circulation des automobiles. L'article 11 du décret dispose que " nul ne pourra conduire une automobile s'il n'est porteur d'un certificat de capacité délivré par le préfet du département de sa résidence, sur l'avis favorable du service des mines ", et l'*article 32* prévoit le retrait de ce certificat par arrêté préfectoral *" après deux contraventions dans l'année "*. Une *circulaire d'application du 10 avril 1899* précise les conditions de délivrance du certificat de capacité.

Plusieurs fois modifié, ce décret est ensuite remplacé par le décret du 31 décembre 1922 portant règlement général sur la police de la circulation routière. Ce texte reprend les dispositions antérieures et en y apportant quelques nouveautés : désormais, le certificat de capacité est appelé permis de conduire, ses conditions d'établissement et de délivrance sont fixées par arrêté du ministre des travaux publics, l'agent chargé de donner au préfet son avis sur la délivrance du permis n'est plus le représentant du service des mines, mais un expert accrédité par le ministre des travaux publics.

Il n'est pas certain que la rencontre entre ces derniers ait eu tous les traits d'un coup de foudre, comme son père en avait connu avec **Marguerite Comte** dans le train du pèlerinage de Lourdes. Peut-être est-ce plutôt durant sa direction de l'hôpital de la Tour, au début de la guerre, que **Joseph** a fréquenté la famille **Chevresson**.



Mariage de François Boffard et Suzanne Chevresson, 1920
Assis au premier rang, à l'extrême gauche : Laurent Boffard père, oncle du marié ; à gauche du groupe de droite : Joseph Boffard, père du marié ; à l'extrême droite : Laurent Boffard fils, fils de Laurent père et cousin du marié.

Toujours est-il que le mariage fonctionne bien, avec la naissance de deux garçons :
-**André** (1923-1998), épouse **Monique Rozet**, d'où **Elisabeth** (1949-) ;
-**Claude** (1924-2015), épouse **Madeleine Haddadi**, d'où **Anne** (1955-) et **Jean Michel Chevé** ; **Alain** (1957-) et **Françoise Porri** ; **Daniel** (1960-) et **Bénédicte Marty**, puis **Corinne Vendé** ; enfin **Jean-Luc** (1962-). **Alain** et **Daniel** ont des enfants.

Le 6 novembre 1934, il est retrouvé noyé dans la Saône à Albigny (69). Plusieurs hypothèses pour expliquer ce décès, mais aucune ne peut prétendre à la vérité. Il est certain néanmoins que ses rapports avec son père n'ont jamais été parfaitement sereins, peut-être du fait qu'il n'ait pas obtenu son bac, et que des placemetns hasardeux aient eu lieu ; il est certain également qu'il souffrait de douleurs permanentes et qu'il avait perdu sa mère à la fin de la guerre de la grippe espagnole.

2. Joseph 1762-1830

François I (1727-1791) + 1750 Marie Allégret (1726-1766)

1 Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)

2 Joseph (1762-1830) + av 1788 Françoise Gouillon

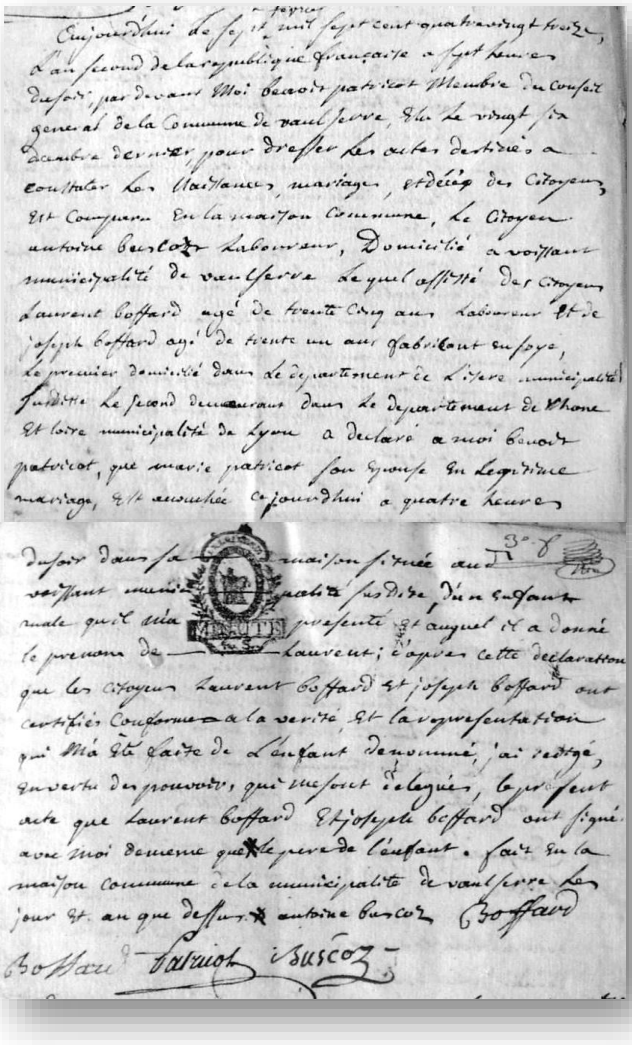
3 Benoît (1765-1810 + 1797 Catherine Marron

François I (1727-1791) + 1766 Agnès Baudrand (1732-1804)

4 Pierre Emmanuel (1767-1843) + 1793 Thérèse Garavel

5 François II (1768-1840) + 1795 Marie Bertet Bornaton (1767-1810)

6 Antoine « Martin » (1771-1844) + env 1797 Josephte Chevron (1775-1847)



Joseph est né le 5 avril 1762 à Voissant. Comme pour son frère aîné **Laurent**, ses parrain et marraine sont pris hors de la famille, dans les relations professionnelles de leur père **François I** : **Joseph Croizel**, maître cordonnier au Pont-de-Beauvoisin, et Dlle **Louise Simard** du même lieu (on ignore si elle est l'épouse du parrain)[1085]. Ni le parrain ni la marraine ne savent signer… Seul l'un des témoins, **Etienne Permezel** signe : il est greffier du mandement de Vaulserre.

Joseph est parrain une seule fois : en 1779 pour **François Cayère Codé** de **François** et **Denise Croibier Bâton**[1086].

Il est témoin 6 fois :

-1793, naissance de **Laurent Buscoz**, d'**Antoine** et **Marie Patricot**

Registre d'état civil de Voissant, 7 février 1793 (à gche, la signature de Joseph ; à dte, celle de Laurent)

-1797, mariage de son frère **Benoît** de Lyon et de **Catherine Marron veuve Séon**[1087] ;

-1808, naissance de **Benoît Michel Boffard**, de son frère **Benoît** et de **Catherine Marron**[1088] ;

-1813, mariage d'**Isaac Boffard Cocat** et **Séraphie Buscoz**[1089] ;

-1815, baptême un enfant

[1085] Rappelons la forte présence des Croizel à cette époque à Voissant : Jacques et Modeste Croizel sont témoins au baptême de Louise Martin Tapion le 21 mars 1762 ; Modeste est témoin du mariage Brosse Marron Dulac le 26 avril 1768 ; Modeste est parrain et Jacques témoin du baptême de Joseph Morard Châtaignier le 4 octobre 1768 ; tous les deux sont témoins du baptême de Marc Chaney Prince le 11 août 1771 : Registre paroissial de Voissant n°6, 301, 315, 316, 337

[1086] Registre paroissial de Voissant n°6, 368

[1087] Registre d'état civil de Lyon, 1er mars 1797, Mi 616

[1088] Registre d'état civil de Lyon, 2 novembre 1808, Mi 417

[1089] Registre paroissial de Voissant n°13, 25

dont le nom est illisible[1090] ;

-1818, baptême de **Laurent Boffard Cocat**, d'**Isaac** et **Séraphie Buscoz**, auxquels il semble assez lié[1091].

Cela fait donc assez peu, et son négoce lyonnais le tenait sans doute éloigné de Voissant. Cependant, les contacts ne se sont pas perdus, puisqu'on retrouve plus tard ses deux filles en relations avec leur cousin **François Napoléon** (fils de **Laurent** aîné) à Saint-Geoire, qu'elles mandatent dans diverses opérations.

Avant 1788, Joseph se marie avec **Françoise Gouillon**. L'acte de mariage n'a pas été retrouvé. La famille ne nous est pas connue. **Françoise** décède avant 1830.

En 1791, **Joseph** habite déjà à Lyon lorsqu'il reçoit de son frère **Laurent** une somme de 3 000 livres pour une partie de ce qui lui est dû dans la succession de ses parents[1092]. A cette époque déjà, il est fabricant en soie ; progressivement, il devient négociant en étoffe de soie. L'adresse change : montée de la Grande Côte en 1798, 37 rue Neyret en 1811 au décès de son frère **Benoît**, au 29 de la même rue à son propre décès, c'est-à-dire près du Jardin des plantes dans un immeuble qui lui appartient. En 1830 à son propre décès, il est rentier.

Il paraît proche de son frère **Benoît**, parti chercher fortune comme lui à Lyon. Tous les deux forment apparemment un groupe solide avec d'autres familles issues de notre région : les **Marron** originaires du Pont-de-Beauvoisin, très proches de **François I** ; les **Bertet**, notaire de la Sauge et résidant aussi au Pont-de-Beauvoisin. Les affinités d'origine se transforment en liens familiaux, aussi bien pour **Joseph**, dont une fille épouse un Bertet et l'autre un **Marron**, que pour **Benoît**, qui épouse lui-même une **Marron**.

De même, les **Valencon** sont d'abord de bonnes relations de travail des Boffard : en 1791 au baptême de **Claudine Boffard**, fille de **Joseph** et **Françoise Gouillon**, la marraine est **Claudine Valencot**[1093]. Le mariage de **Benoît** (frère de Joseph) en 1797 avec **Catherine Marron** transforme cette relation amicale en relation familiale : est témoin **Charles Valencon**, cousin de l'épouse… . En 1798, l'un des témoins de la naissance de **Anne Marie** (fille de Benoît), est encore **Charles Valencon**.

Il faut y ajouter les **Patricot** et les **Allégret**, ainsi que, un peu plus tard deux des enfants de **Laurent Boffard** : **François Napoléon** et surtout **Joseph Romain**, qui fait fortune à Lyon au milieu du siècle.

Les deux frères sont donc restés proches. Outre le même cercle de relations, **Joseph** est le seul représentant de la famille au mariage de Benoît en 1797 ; en 1810, c'est lui qui déclare le décès de son frère[1094].

Joseph est aussi resté proche de son frère **François II**. En 1825, il lui prête la somme importante de 1 100 FF, remboursable en 1833[1095]. **François**, incapable de rembourser, doit vendre des terres au **marquis de Corbeau de Vaulserre** en 1827. C'est ce dernier qui rembourse **Joseph** progressivement, le dernier versement étant effectué aux héritiers en 1833[1096].

En effet, Joseph décède en 1830, âgé de 68 ans. Ses deux gendres déclarent le décès : **Pierre Marron**, négociant au 63 rue Tupin, propriétaire rentier à Caluire en 1833 et **Aurélien Bertet** rentier au 29 rue Neyret -s'agit-il du même logement que son beau-père- (habite à la Sauge en 1833[1097]. La succession est déclarée par **Aurélien Bertet** : 649 FF en meubles (selon un détail joint à la déclaration), et une maison au 29 de la rue Neyret, en partie louée pour 1 000 FF par an. Elle est estimée 20 000 FF. Sans compter l'argent en espèces, visiblement retranché de la succession[1098].

1090 Registre paroissial de Voissant n°14, 169

1091 Registre paroissial de Voissant n°16, 180

1092 Contrôle du 6 janvier 1792, AD de l'Isère 3Q18/1 à sa date. Et une mention de cette quittance au Répertoire des actes Dulac, Arch Dulac.

1093 Registre d'état civil de Lyon, 9 janvier 1791, Mi 293

1094 Registre d'état civil de Lyon, 4 novembre 1810, Mi 828, 3039

1095 Obligation reçue le 28 mai 1825 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20422

1096 Arch Vaulserre, Liasses 18, 119 et 514 ; la quittance finale de cette affaire est donnée le 25 février 1834, reçue Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20522

1097 Registre d'état civil de Lyon, 10 avril 1830, Mi 848, 1909

1098 Déclaration au second bureau des successions, 28 août 1830, ADR 42Q 19

Joseph Boffard et **Françoise Gouillon** ont deux filles :

-**Anne Françoise**, naît en 1788 à Lyon. Elle épouse **Aurélien Bertet** de la Sauge, fils du notaire **Antoine Bertet**[1099]. Mais ils n'ont pas d'enfant. **Aurélien Bertet** décède avant 1852, et fait son testament en 1844 : il institue son épouse comme seule héritière[1100].

Anne Françoise décède le 15 juillet 1852[1101]. Elle habitait alors 31 rue Neyret. Elle lègue tout à sa sœur **Claudine**.

-**Claudine** naît le 9 janvier 1791 à Lyon, dans la paroisse Saint-Pierre et Saint-Saturnin[1102]. Le parrain est **Joachim Dupont** maître fabricant et la marraine **Claudine Valencot** épouse Genevay[1103].

Elle épouse le 1er mai 1811 à Lyon **Pierre Marron** (né à Lyon le 19 décembre 1776 de **Paul** et **Elisabeth Vial**), Maître cirier rue Tupin. **Pierre Marron** est le frère de **Catherine**, qui épouse en 1798 **Benoît Boffard**, frère de son père **Joseph**.

Elle a une fille unique, qui épouse **Jean Antoine Fournier**, notaire à Saint-Andéol le Château.

Claudine conserve des relations avec sa famille restée à Voissant et Saint-Geoire. Le pivot de la famille **Boffard** au milieu du XIXème siècle semble avoir été **François Napoléon**, fils de **Laurent**. Il est fréquemment mandaté par les membres de toutes les branches de la famille pour réaliser des actes divers.

Claudine lui fait aussi confiance. En 1852, elle prête à **Antoine Colomb,** cabaretier à Saint-Bueil (cousin de la famille **Boffard**), 930 FF destinés à rembourser une dette qu'il avait contractée. La somme doit être remboursée 5 ans plus tard. **François Napoléon** la représente dans toutes les formalités[1104].

Anne Françoise sa sœur, veuve d'**Aurélien Bertet**, décède en 1852. **Claudine** hérite de toute sa fortune. C'est ainsi qu'en 1856, elle et les époux **Frier** de Grenoble (**Eugène** et **Virginie Bertet**) vendent à **François Gallin**, instituteur, une maison de tisserand et ses 10 ha de bâtiments, terre, verger, bois, pré… au mas des *éteppes* de Saint-Geoire.

Sur l'ensemble, 5 ha environ appartenaient à **Virginie Bertet**, et lui venaient de la succession de son père **Désiré** et de son grand père le notaire **Antoine Bertet**.

Le reste appartenait à **Claudine**, qui l'avait reçu dans la succession de sa sœur. Cette dernière le tenait de son mari **Aurélien Bertet**.

Aurélien et **Désiré Bertet** étaient fils d'**Antoine**, notaire important de la seconde moitié du XVIIIème siècle dans le Val d'Ainan, qui décède en 1834[1105]. Tous les biens vendus lui appartenaient « comme biens patrimoniaux, ils existaient depuis longtemps dans sa famille ».

Le prix total est de 12 000 FF, reçus en totalité par **Claudine Boffard**, dont 5 312 directement et le reste par transport des époux **Frier** en sa faveur. Des facilités de paiement sont accordées à l'acquéreur.

Claudine et sa sœur **Anne Françoise** sont attentives à l'éducation et à l'instruction des enfants, comme au soin des pauvres : **François Gallin** devra livrer chaque année 30 fagot de bois au curé de Saint-Etienne de Velanne, qui les distribuera aux pauvres de la paroisse. en 1845 en effet avait été créée la paroisse de Saint-Etienne de Velanne, qui regroupait les hameaux de la *sauge*, la *ramelière*et *Velanne*. Ces hameaux appartenaient aux communes de Saint-Geoire et Saint-Jean d'Avelanne[1106].

Il s'agissait maintenant de construire une école dans cette nouvelle paroisse, et **Anne Françoise Boffard** épouse **Bertet**, s'en occupait activement avec le curé et l'instituteur **François Gallin**. Aussi avait-elle exigé de sa sœur et héritière qu'elle fît donation de 1 000 FF à la commune de Saint-Geoire pour réaliser l'école. **François Gallin** verse directement cette somme sur le montant de sa dette envers **Claudine**.

[1099] Les minutes de ce dernier ont d'ailleurs disparu.

[1100] Reçu le 7 novembre 1844, Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20442

[1101] Registre d'état civil de Lyon, 15 juillet 1852, Mi 883

[1102] Registre d'état civil de Lyon, 9 janvier 1791, Mi 293

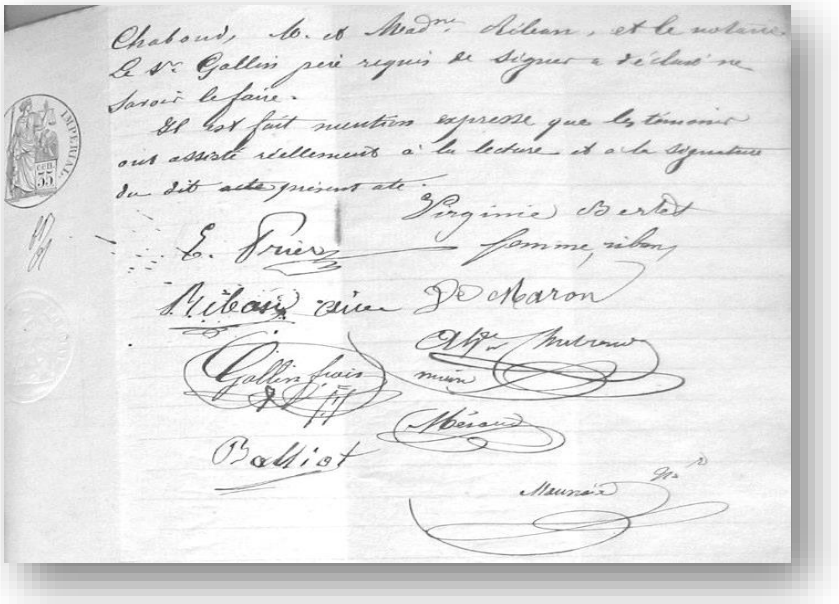
[1103] Registre d'état civil de Lyon, 15 juillet 1852, Mi 293, 13

[1104] Quittance reçue le 6 juillet 1852 Maunaix notaire à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20347

[1105] Partage de sa succession le 14 mai 1834 reçu Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E20432

[1106] Lucien SAGE, *Un village du Bas-Dauphiné : Saint-Jean-d'Avelanne*, Grenoble : Centre alpin et rhodanien d'éthnologie, 1976, notamment p. 73

Voici la dernière page de l'acte, sur laquelle figurent les signatures :



Vente par Claudine Boffard veuve Marron à François Gallin, et donation à la commune de Saint-Geoire pour bâtir une école,reçue Maunaix 11 juillet 1856, ADI 3E 20355

Le conseil municipal de Saint-Geoire accepte la donation le 24 août 1856 ; un arrêté préfectoral du 2 janvier 1857 autorise le maire **Alphonse Chaboud** à l'approuver définitivement ; c'est chose faite par une décision du 25 juin 1857[1107].

Claudine décède en 1859 ; le décès est déclaré par son gendre **Jean Antoine Fournier**, ancien notaire à Saint-Andéol le Château[1108]. Elle habitait alors 14 rue Neyret, comme sa sœur à son propre décès, et à deux pas de leur père qui résidait au 29 à son décès en 1830.

De sa fille unique, épouse de **Jean Antoine Fournier**, nous ne savons rien encore. Il faudrait consulter les archives de l'état civil de Saint-Andéol-le-Château.

[1107] Acceptation reçue Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20356

[1108] Registre d'état civil de Lyon, 9 janvier 1791, Mi 885

3. Benoît 1765-1810

François I (1727-1791) + 1750 Marie Allégret (1726-1766)

1 Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)

2 Joseph (1762-1830) + av 1788 Françoise Gouillon

3 **Benoît (1765-1810 + 1797 Catherine Marron**

3.1 Benoît Michel (1808-1876) + Félicité Fière

3.1.1 Benoît Joseph « Jules » (1848-1895) + 1883 Anne Marie Chartron (1890-1943)

3.1.1.1 Germaine (1890-1943) + Germain « Auguste » Girard (1881-1965)

Dont postérité.

François I (1727-1791) + 1766 Agnès Baudrand (1732-1804)

4 Pierre Emmanuel (1767-1843) + 1793 Thérèse Garavel

5 François II (1768-1840) + 1795 Marie Bertet Bornaton (1767-1810)

6 Antoine « Martin » (1771-1844) + env 1797 Josephte Chevron (1775-1847)

Benoîtnaît le 18 novembre 1765. Son parrain est **Benoît I Patricot** et sa marraine son épouse **Françoise Marion**, arrivés dans le village depuis 3 ans pour tenir la ferme de tous les biens des frères **du Sozay** (ancien fief des **Garnier**)[1109]. L'acte est aussi signé par **Isaac Dulac**, bourgeois de Voissant et père de **François Dulac** notaire de Voissant. Les 3 familles sont déjà très liées.

Benoît semble être celui des fils de **François I** le plus éloigné de ses origines. Il n'apparaît pas comme parrain dans registres de Voissant, et une seule fois comme témoin, au mariage de son frère **Laurent** avec **Françoise Patricot**[1110].

Nous avons déjà dit que **Joseph** et **Benoît** étaient proches, et nous avons aussi évoqué leur milieu social et professionnel[1111]. Leur installation à Lyon en est sans doute une bonne raison. Or **Benoît** n'apparaît pas au baptême de sa nièce **Claudine** en janvier 1791. En revanche, en juin 1791, il est dit « citoyen de Lyon » dans l'acte de résiliation du mariage d'**Isaac Boffard Cocat** et **Thérèse Blanc**[1112].

On peut donc supposer qu'il a quitté Voissant pour Lyon au début de l'année 1791, au moins trois ans après Joseph.

Il se marie dans la famille **Marron** en 1797, avec **Catherine Marron**, 25 ans et déjà veuve de **Louis Séon**. **Benoît** (31 ans) est noté marchand de soie rue des Treize Pas. Catherine Marron est marchande mercière. Les témoins sont **Jean Baptiste Vial**, négociant rue Mercière et oncle de l'épouse, **François Meunier** fabricant place Saint-Pierre, **Charles Valençon** négociant place Confort et cousin de l'épouse, et enfin **Joseph Boffard**, fabricant montée de la Grande Côte, frère de Benoît[1113].

La famille **Marron** est donc bien intégrée dans ce monde de la fabrique et du négoce qui fait la prospérité de Lyon. Cette prospérité est contagieuse, et **Benoît** prospère. Il abandonne alors la fabrique et le négoce de la soie, et développe la mercerie de son épouse. Désormais, jusqu'à la fin de sa vie, il sera marchand mercier[1114].

Benoît est un homme d'affaires avisé. Le 25 avril 1798, il acquiert une maison avec ses dépendances au 79 rue Sala (3027 m² au total). La maison appartenait à **Victor Murat**, émigré. Elle avait été vendue aux enchères comme bien national à **Léonard Detours**, architecte à Lyon, pour le prix de

[1109] Registre paroissial de Voissant n°6, 305

[1110] Registre paroissial de Voissant n°6, 409

[1111] Voir nos passages sur Joseph Boffard (1762-1830)

[1112] Résiliation reçue le 26 juin 1791 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20260 (Son frère Laurent Boffard est le second témoin).

[1113] Registre d'état civil de Lyon, 1er mars 1797, Mi 616

[1114] Exemple : en 1798 à la naissance de sa fille Anne Marie ; en 1810, à la naissance de ses jumelles Claudine et Fleurie Marie, il est qualifié de « négociant ».

210 000 livres. Prix que ce dernier ne paya pas, et la maison fut revendue à **Benoît** et l'un de ses amis **François Boyard**, mercier, pour le prix de 182 500 FF.

En 1801 ; il acquiert aux enchères la succession de **Claude Bolliand**, marchand du Pont-de-Beauvoisin[1115]. Il faut régler les dettes du défunt, par exemple envers **Joseph Gallin** de Voissant. Le 10 septembre, celui-ci lui passe quittance de 630 FF et se désiste de ses hypothèques sur les biens en cause[1116]. En 1805, **Benoît** vend une maison dépendant de cette succession à **Jacques Girerd**, marchand de chanvres de la Folatière. Le prix est fixé à 2 765 FF payable en partie à crédit[1117].

Les relations semblent distendues avec la famille restée entre le Pont et Saint-Geoire ; elles ne sont pourtant pas coupées : en 1798, **Benoît** vend à son frère **Laurent** une terre pour le prix de 2 000 francs[1118].

Son domicile évolue : de la rue des Treize Pas à son mariage, il passe probablement à la rue Mercière, puis au 29, rue Tupin en 1798, et enfin au 32, rue des Quatre Chapeaux à la naissance des jumelles **Claudine** et **Fleurie Marie** en 1810 et à son décès.

Il décède à 45 ans en 1810. La déclaration est faite par son frère **Joseph** et son beau-frère **Aimé Michel Marron** (32, rue Tupin)[1119]. Son frère **Joseph** fait partie des héritiers[1120].

Benoît et **Catherine Marron** ont six enfants.

-**Anne Marie** naît à Lyon le 25 juin 1798. Les déclarants sont son père, **Charles Valencon** et **François Meunier**, fabricant rue Tupin.

Le 17 avril 1817, elle épouse **Jean Joseph Nugué**, marchand drapier rue Sainte-Hélène, né à Lyon le 14 novembre 1788 (fils de **Jean Nugué** propriétaire et de **Pierrette Labret**)[1121]. Celui-ci est témoin au mariage de sa belle-sœur **Fleurie Marie** en 1833.

Elle décède en 1833, probablement en couches[1122].

-**Bénigne Pierrette** naît à Lyon le 31 octobre 1800. L'un des déclarants est **Jacques Lemaire**, tailleur d'habits du pont du Change[1123].

Elle épouse le 25 avril 1822 **François Félicien Varnet**, marchand drapier rue Dubois, né à Vasselin (Isère) en 1790 (fils de **François Félicien**, drapier à Passin (38) et **Marie Bornerand**)[1124].

-**Catherine**, dont nous ne savons rien ;

-**Benoît Michel**, qui suit ;

-**Claudine** et **Fleurie Marie** naissent à Lyon en 1810[1125]. Parmi les déclarants figurent **Jean Girard** négociant au 65 rue de la Gerbe, et **Paul Marron** (oncle des enfants), cirier au 14, rue du Charbon blanc.

Claudine épouse **Claude Maugé**, né en 1804 et négociant rue de la Gerbe[1126]. Ils eurent au moins une fille, **Antony** (décédée en 1904), qui épouse en 1836 **Alfred Monthi**. 3 filles naquirent : **Jeanne** épouse **Tardy**, **Marguerite** épouse **Combet** et **Marthe** épouse **Thivel**.

[1115] Succession expropriée par jugement du tribunal de Bourgoin du 16 avril 1801

[1116] Reçue le 10 septembre 1802 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20587

[1117] Vente reçue le 26 août 1805 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20590

[1118] Reçu le 4 janvier 1798 Dulac à Voissant, Arch. Dulac ; nous ne disposons malheureusement pas de plus de détail, cette vente n'étant connue que par une mention dans le répertoire des actes de François Dulac.

[1119] Registre d'état civil de Lyon, 4 novembre 1810, Mi 828, 3039

[1120] ADR 78Q 1 ; la déclaration est faite le 26 avril 1811 : ADR 39Q 7 : elle comprend probablement une estimation du patrimoine du défunt.

[1121] Fonds Frécon bleu, ADRhône (ADR) 2Mi 2 (R9)

[1122] Registre d'état civil de Lyon, 26 septembre 1833, Mi 851, 3534

[1123] Registre d'état civil de Lyon, 31 octobre 1800, Mi 412

[1124] Fonds Frécon bleu, Archives départementales du Rhône (ADR) 2Mi 2 (R9)

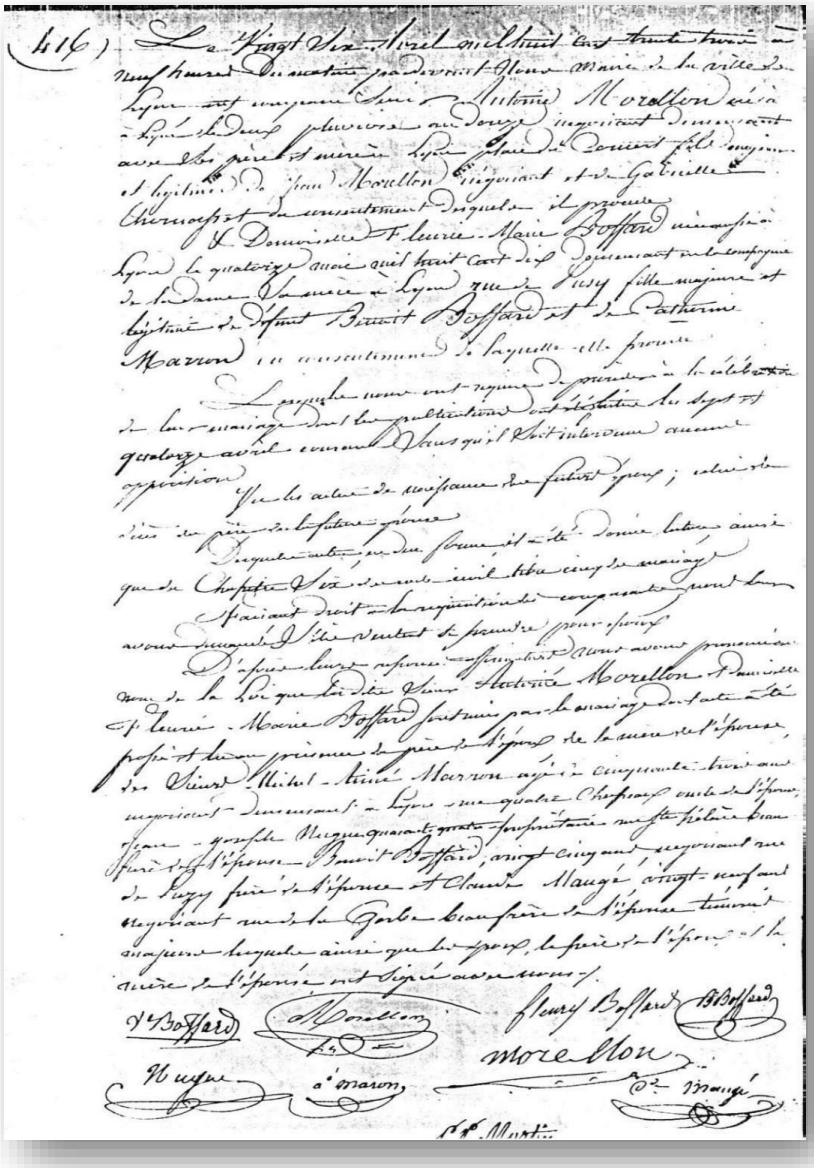
[1125] Registre d'état civil de Lyon, 15 mai 1810, Mi 419, 1567

[1126] Il est témoin au mariage de sa belle-sœur Fleurie Marie en 1833.

Elle décède le 24 septembre 1884 à son domicile au 68 chemin des Aqueducs des Massues. Déclarent son décès deux de ses petits enfants : **Joseph Combet**, 29 ans, fabricant de soieries quai de l'Est, et **Henri Thivel**, 26 ans, industriel 42 place de la République[1127].

Fleurie Marie habite en 1833 rue de Puzy avec sa mère. Elle épouse cette année-là 1833 **Antoine Morellon**, fils de **Jean Morellon**, négociant et **Gabrielle Thomasset**[1128].

Voici l'acte du mariage civil :



Registre d'état civil de Lyon, Mi 24, 642

Ils ont deux enfants : **Jules**, sans postérité et **Claudia** (née en 1839), qui épouse **Louis Deville** (avoué au tribunal civil de Lyon, né en 1832). Naissent de ce dernier mariage **Antoinette** et **Charles Deville**. Charles n'a pas de postérité ; **Antoinette** épouse **Charles Souchon**. Ils ont **Louis Souchon**, tombé au champ d'honneur durant la Première Guerre.

Fleurie Marie décède le 14 avril 1885, alors qu'elle est veuve de son mari. **Louis Deville** son gendre déclare le décès. Elle habitait alors 5 rue Constantine avec sa fille et son gendre[1129].

[1127] Registre d'état civil de Lyon, 24 septembre 1884, Mi 985, 1052
[1128] Registre d'état civil de Lyon, 26 avril 1833, Mi 416, 642
[1129] Registre d'état civil de Lyon, 14 avril 1885, Mi 894, 297

3.1 Benoît Michel 1808-1876

Benoît Michel est né à Lyon en 1808[1130]. Parmi les déclarants, on trouve **Gabriel Million** négociant au 167 rue Grenette ; **Joseph Boffard**, marchand fabricant au 37 rue Neyret. Figure aussi une signature **Allégret**[1131].

Nous savons bien peu de lui. Il est noté « négociant » au mariage de sa sœur **Fleurie Marie** en 1833, mariage dont il est témoin[1132].

Il épouse probablement en 1844 **Félicie Antoinette Fière** (décédée à Lantignié –Rhône- en 1881).

Il était marchand de soie quai de Retz. Grâce à une belle carrière, il a accédé au poste de secrétaire général du tribunal de commerce de Lyon, position stratégique au cœur des relations commerciales dans la ville.

Comme pour son père avant lui, les liens, distendus avec sa famille d'origine, ne sont pas coupés :

En 1852, la société **Bail – Boffard**, fabricant et vendeur de bougies, est dissoute par le décès de **Romain Boffard** (fils de **Laurent**, branche aînée). A l'occasion de l'inventaire après décès, **Benoît** se trouve débiteur de la société de 100 000 FF [1133]!

Le 3 mars 1858, c'est lui qui prête de l'argent à **Napoléon**, fils de son cousin **François Napoléon** de Saint-Geoire. Avant de s'installer définitivement en Espagne, où il gagna son surnom de « Napoléon l'Espagnol », il passait quelques années comme négociant à Oran (Algérie). La somme prêtée est de 10 000 FF remboursable dans 5 ans avec intérêts.

Pour plus de sûreté, **Benoît** exige de **Napoléon** l'hypothèque sur tous les biens qu'il détient à Saint-Geoire[1134]. L'hypothèque est transmise à **Jules** au décès de son père en 1876 ; enfin, elle est radiée le 16 mars 1878 par acte reçu **Joanny Boffard** à Lyon, transcrite au bureau des hypothèques de Bourgoin le 7 mai[1135].

Mais il n'est probablement pas resté à Lyon durant toute sa vie. Les Archives de l'état civil de Lyon ne regorgent pas d'actes le concernant.En tous cas, il décède le 24 mars 1876 à Hyères (Var).

Benoît Michel Boffard et Félicité Fière ont deux enfants :

-**Jeanne Marie** naît à Lyon en 1845. Elle épouse en 1870 environ **Jérôme Mital**, avocat à Lyon, né en 1836 et décédé en 1914. Ils ont trois enfants : **Marguerite** épouse **Henri Gourd** (dont postérité), **Edouard** né en 1875 époux **Anne Denis** (dont postérité), **Paul** tombé au champ d'honneur en 1913, époux **Coralie Morellet**.

Elle est témoin au mariage de son frère **Jules** en 1883.

La tombe des **Mital** se trouve au cimetière de la Croix Rousse.

-**Benoît Joseph « Jules »**, qui suit.

[1130] Registre d'état civil de Lyon, 2 novembre 1808, Mi 417, 3243

[1131] Appelé « Benoît » dans les actes. Dans l'index, nous le classons à Benoît Michel, ce second prénom étant très peu répandu dans la famille.

[1132] Registre d'état civil de Lyon, Mi 24, 642

[1133] Reçu le 2 avril 1853 Berloty à Lyon, dossier 10 1852, n°1075

[1134] Reçu le 3 mars 1858 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20358

[1135] Arch Boffard, Rouge 2

3.1.1 Benoît Joseph « Jules » 1848-1895

Jules naît en 1848 à Lyon (secteur de la Guillotière). Il poursuit le négoce de soie de son père jusqu'en 1883.

De la classe 1868, le registre matricule de Lyon central indique qu'il réside alors 3 quai de Castellane, qu'il a les sourcils et les yeux chatains, le nez petit et le front découvert, la bouche moyenne, le front en arrière, le visage ovale et le teint clair, 1,71 m et qu'il est représentant de commerce.

Le 28 avril 1869, il s'est fait remplacé pour le service par Barthélémy **Bertrand**[1136]**.**

Preuve supplémentaire que les cousins germains et issus de germains **Boffard** se fréquentaient toujours, **Jules** souffre d'une réputation sulfureuse, rapportée par plusieurs branches de la famille. On le disait bon consommateur d'alcool, et d'autres substances...

Le 21 novembre 1883, il épouse **Anne Marie Chartron**, beaucoup plus jeune que lui. Elle naît en effet en 1860 à Lyon de **Casimir Chartron**, rentier et maire de Poncin dans l'Ain et de **Marie Jeanne Pupunat**, d'une ancienne famille de l'Ain. La famille possède d'ailleurs le château de Poncin, où la célébration religieuse a lieu.

Jules vient alors de liquider son commerce, qui lui a rapporté la somme importante de 170 000 FF. En 1883, il est donc rentier, et réside à Lyon au 13, rue de l'Arbre sec.

Il possède en outre son vestiaire, non estimé ; 10 000 FF en meubles, argenterie, chevaux et voitures ; un immeuble et une cour à Villeurbanne, au 14 cours de la République, loué, d'une valeur de 100 000 FF ; enfin, la moitié indivise avec sa sœur de bâtiments, ancienne usine, jardin et terre leur venant de leur mère à Villeurbanne au chemin de la Viaberte, sa moitié estimée 20 000 FF. Le total est donc d'environ 300 000 FF.

Le mariage est conclu sous la communauté réduite aux acquêts. La future épouse apporte une dot assez mince semble-t-il, eu égard au patrimoine de **Jules Boffard** : 50 000 FF, auxquels il faut ajouter son trousseau estimé à 5 000 FF. La différence d'âge en est sans doute la cause.

Le contrat est signé devant le notaire **Coste** (ami et parent de la famille **Boffard** – **Berloty** dont il sera parlé plus tard), 8, rue Saint-Joseph chez **Joseph Chartron** frère de la mariée. Ses autres frères et sœurs : **André, Elise, Julie, Berthe, Camille**.

Pour le marié, le contrat est signé par sa sœur **Jeanne Marie Mital** et par **Marguerite**, fille de cette dernière[1137].

Peu de souvenirs de famille. Tout (ou presque) a été perdu lors du débarrassage, il y a quelques années, de l'appartement du 13 rue des capucins à Lyon 1er, appartement d'**Auguste Girard** et **Germaine Boffard** son épouse.

Mme **Mireille Destrem** est la fille de **Marie-Thérèse Girard vve Eliard** (90 ans en 2008). Elle réside dans la région parisienne, et collecte ce qui peut l'être des souvenirs familiaux.

Nous lui devons les renseignements qui suivent, et notamment ces photos prises au château de Poncin :

En 1885 probablement :

[1136] Archives du Rhône, Lyon Central 207_07, 1RP732

[1137] Reçu le 21 novembre 1883 Coste à Lyon, ADR 3E23315

De gauche à droite, 1er rang : *AndréeChartron (10.08.1873 à Poncin- 12.06.1956 à Lyon 7e) ; Joséphine Falcouzép Pierre Joseph Chartron et leur 2e enfant ; Casimir Chartron avec l'aînée Falcouz- Chartron; Emilie Pupunat ; Anne Marie Chartron ép Jules Boffard ; Berthe Marie Louise Chartron*



- 2e rang : *Elise Chartron future épouse GUETAT ; Pierre Joseph Marie Chartron ; Julie Marie Camille Chartron Religieuse du Cénacle ; Jacques Louis Chartron ; Camille Chartron ; Jules Boffard ép Anne Marie Chartron.*
Il y aurait eu 2 filles carmélites à Lisieux peut-être : Camille et Berthe Marie Louise ?

Voici les portraits d'**Anne-Marie Chartron** et de son mari **Jules Boffard** :





Et toujours à Poncin, en 1888 :



De g à d, 1er rang : *Berthe Chartron ; Joséphine Falcouzép Pierre Joseph Chartron et leur 3e enfant ; Elise Chartron ép Pierre Maximin Guétat ; 2ème enfant Falcouz-Chartron ; Casimir Chartron avec l'aînée Falcouz-Chartron ; Emilie Pupunat ; Fanny Falcouz ép Jacques Louis Chartron et leur fils Etienne né en*

mai 1888 ; AndréeChartron- 2e rang : *Julie Chartron Religieuse du Cénacle ; Pierre Joseph Chartron ; Pierre Maximin Guétat ; Anne Marie Chartron et Jules Boffard mariés ; Camille Chartron ; Jacques Louis Chartron.*

Voici le livret de famille des époux, communiqué par Mme **Mireille Destrem**, arrière petite-fille de **Jules** et **Anne Marie** :



DÉPARTEMENT De l'Ain — VILLE DE PONCIN — MARIAGE

Année 1883. — N° 13 — Du 11 Décembre 1883.

Entre Mr Boffard Benoit Joseph Jules
Né le 3 février 1848, à Lyon
arrondissement de Lyon département du Rhône
profession de rentier
domicilié à Lyon
Fils de Mr Benoit Michel et de Mme Félicité Antoinette Marie Fière, mariés.
Veuf de

Et Mlle Chartron Anne Marie
Née le 23 octobre 1860, à Lyon
arrondissement de Lyon département du Rhône
profession de sans profession
domiciliée à Poncin
Fille de Mr Jean Casimir Chartron, D. C. P., et dame Marie Jeanne Emilie Pignat, mariés.
Veuve de
Contrat de mariage du 21 novembre 1883, reçu Mc Castel, notaire à Lyon

Délivré le 11 novembre 1883.
L'officier de l'Etat civil,
Pignat

Timbre et signature.

ENFANTS

1 Nom : Boffard
prénoms : Mary Jeanne Emilie
née le 1er 7bre 1884 à Villeurbanne — Décédée le 16 7bre 1884 à Villeurbanne
L'Officier de l'Etat civil, — L'Officier de l'Etat civil,
Timbre et signature. — Timbre et signature.

2 Nom : Boffard
prénoms : Germaine - Jeanne - Marie
née le 4 novembre 1890 à Poncin (Ain) — Décédée le à
L'Officier de l'Etat civil, — L'Officier de l'Etat civil,
Timbre et signature. — Timbre et signature.

ENFANTS

3 Nom : Boffard
prénoms : Paule - Marie - Elise
née le 11 Janvier 1893 à Poncin. — Décédée le 12 Janvier 1894 à la Ciotat
L'Officier de l'Etat civil, — L'Officier de l'Etat civil,
Timbre et signature.

Le couple a donc 3 filles : l'aînée vit un jour et la dernière un an (ses parents devaient passer l'hiver sur la Méditerranée : elle est décédée à la Ciotat. **Benoît Michel** le père de **Jules**, était décédé à Hyères). Seule **Germaine** survit.

Jules décède en 1895 (47 ans), et **Anne Marie** le 23 mars 1943 à Lyon (82 ans).

3.1.1.1 Germaine 1890-1943

Germaine est née le 5 novembre 1890 à Poncin –ses parents y résident. Les déclarants sont son grand-père **Casimir Chartron** (62 ans, propriétaire), **Pierre Maximin Guettat** (37 ans, notaire) et l'institutrice **Agathange Fontaine** (42 ans)[1138].



Auguste Girard, lieutenant d'infanterie, 1916

Germaine épouse le 29 juillet 1913 **Auguste Firmin Girard**, soyeux à Lyon. La famille **Girard** est originaire de Montluel (01) ; on remonte son histoire au début du XVIIIème siècle ; le père d'Auguste, Dominique, est architecte, son grand-père François est propriétaire.

Mais **Germaine** décède tôt, en 1943 à son domicile de Lyon, 13 rue des Capucins.



Auguste et **Germaine** ont eu 8 enfants : **Dominique** (1914-2000), **Marie-Thérèse** (1917-, veuve de **Jean Eliard**, d'où **Mireille Eliard** épouse **Destrem** ; Noëlle (1919-1920) ; **Marc** (1921-2004) ép **Simone « Monette » Dernoncourt** ; **Jacques** (1924-1959) ép **Michèle Guigue** ; **Jean** (1925-2000) ép **Raymonde Bernard** ; **Geneviève** (1927- ; **Nicole** (1928-1999).



*1933 Famille Girard : **Les enfants** de g à d : Jacques (sur le vélo), à côté Geneviève, au-dessus Nicole, appuyé à un manche Marc, Marie Thérèse, Dominique (contre l'arbre). Il manque Jean.*

***Les adultes** : Françis Gay avec la pipe, Francis Gay le père de Francis (possible), Auguste Girard, Germaine Boffard Girard derrière l'épaule, Elise Girard Gay sœur d'Auguste et mère de Francis, Anne Marie Chartron Boffard.*

[1138] Archives départementales de l'Ain (ADA) 2E 30328, n°27

4. Pierre Emmanuel 1767-1843

François I (1727-1791) + 1750 Marie Allégret (1726-1766)

1 Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)
2 Joseph (1762-1830) + av 1788 Françoise Gouillon
3 Benoît (1765-1810 + 1797 Catherine Marron

François I (1727-1791) + 1766 Agnès Baudrand (1732-1804)

4 Pierre Emmanuel (1767-1843) + 1793 Thérèse Garavel -1833)
4.1 Pierre Emmanuel + 1836 Amélie Saléchère
4.1.1 Clémentine Alphonsine (1840-1928) + 1867 Napoléon Boffard
4.2 Benoît (1815-1892) + av 1844 Pauline Garavel
4.2.1 Gustave (1844-1917) + 1890 Jeanne Marie Ferroux
5 François II (1768-1840) + 1795 Marie Bertet Bornaton (1767-1810)
6 Antoine « Martin » (1771-1844) + env 1797 Josephte Chevron (1775-1847)

Pierre Emmanuel est né à Voissant le 30 octobre 1767. Son parrain et son oncle **Pierre Baudrand,** notaire à Faverges ; sa marraine l'épouse de ce dernier **Madeleine Lapierre**. **François I** et **Agnès** ont respecté la tradition, qui voulait que l'on consacre le premier né à la famille maternelle[1139].

Pierre Emmanuel, souvent appelé **Emmanuel** dans les actes, mais qui signe le plus souvent de son double prénom, est 2 fois parrain :

-1802, de sa nièce **Marie Gallin** fille de **Louise** et **Pierre Gallin**[1140] ;

-1806, de **Marie Thérèse** fille de son frère **François II** et **Marie Bertet Bornaton**[1141].

Il est aussi témoin :

-1792, baptême de **Marie Françoise Gallin**, de **Joseph** et **Françoise Borot** ; il signe « **Emmanuel Boffard** »[1142]. Mais à l'inverse, il signe « **Pierre Boffard** » dans un acte dont il est témoin avec son frère **Benoît** de Lyon[1143] ;

-1794, mariage de **François Bertet** et de **Marie Bertet** de la *chanéaz* de Voissant[1144].

La vie de **Pierre Emmanuel** peut être divisée en 2 grandes périodes : la première se termine entre 1795 et 1798 : elle se déroule à Voissant ; **Pierre Emmanuel** vit probablement dans la « maison martin » avec ses frères **François II** et **Martin**, sauf durant ses études au petit séminaire.

La seconde se termine à son décès en 1842 : elle se déroule à Saint-Pierre de Paladru et à Montferrat. Les raisons pour lesquelles il s'y est installé sont obscures. Les documents sont rares, il faut supposer.

Le frère aîné de sa mère, **Pierre Baudrand**, notaire à Faverges, est mariée à **Madeleine Bovier Lapierre**, d'une famille importante de Montferrat à Chimilin (des notaires, bourgeois, et même après la Révolution, députés). **Madeleine** est la marraine de **Pierre Emmanuel**. Par ailleurs, **Madeleine** est la sœur de **Léonor**, épouse d'**Antoine Turin**, relation très proche de **François I Boffard**, père d'**Emmanuel** (**Antoine Turin** est le parrain de **Martin Boffard**, frère d'**Emmanuel**). Les **Bovier Lapierre**, comme les **Baudrand**, ne pouvaient ignorer les **Patricot**, installés dans le même pays. Il est certain que **Pierre Emmanuel** a pu profiter de ce cercle de relations très proche.

Probablement est-il devenu dans un premier temps fermier d'un gros domaine. Il habite au *revon*(ou revou) de Montferrat en 1813 au mariage de sa fille **Marie**. Il termine sa vie propriétaire du manoir de *marinière*, riche.

[1139] Registre paroissial de Voissant n°6, 313
[1140] Registre paroissial de Voissant n°8, 126
[1141] Registre paroissial de Voissant n°9, 134
[1142] Registre paroissial de Voissant n°6, 350
[1143] Acte reçu en 1785 Bret au Pont, AD de l'Isère 3E 20292
[1144] Registre d'état civil de Voissant, 9 janvier 1794

Pierre Emmanuel épouse le 17 décembre 1793 **Thérèse Garavel**. Celle-ci est la fille de **Marie Jayet** et de **Charles Garavel** propriétaire à *bat*de Saint-Martin, et qui a joué un rôle central dans l'historie de la commune de Vaulserre durant toute la Révolution. La famille **Garavel** est comparable aux **Boffard** en dignité et en fortune.



Manoir de Marinière, à Montferrat (38)

La dot est étudiée pour satisfaire les **Boffard** : **Thérèse** reçoit :

-une terre d'environ 3 journaux (7 500 m²) au *savoyen* de Voissant, donc située à proximité immédiate des terres des **Boffard**. Et qui plus est une terre très accessible, à l'angle du chemin de Voissant à la *chanéaz* etdu chemin de *la chanéaz* à Mont-Bueil.

-un pré et verger au mas des *larderat* de Voissant d'environ 1 600 m² jouxtant du couchant le chemin de *la chanéaz* à *verchère*.

Ces terres étant louées à **Antoine Boffard Cocat**, **Pierre Emmanuel** attendra la fin du bail pour les exploiter.

Le trousseau, linges, bijoux de **Thérèse Garavel** est estimé à 1 000 livres ; les biens d'Emmanuel ne sont pas évalués.

Le contrat de mariage est conclu devant des témoins qui manifestent l'importance des époux dans la commune de Vaulserre : **Antoine Brossat**, **François Dulac**, **André Melchior Roche**, cousin de **FrançoisI** et juge de paix du canton de Saint-Geoire (« Val d'Ainan » depuis la déchristianisation des noms des villages), **Antoine Bertet** notaire, dont nous avons parlé à propos de **Anne Françoise Boffard**, fille de **Joseph** (frère de **Pierre Emmanuel**), qui épouse **Aurélien Bertet**, le fils du notaire[1145]. Dans la sourde lutte que se livrent **Laurent** et **Pierre Emmanuel**, les deux aînés des lits différents de **François I**, voilà le second aussi bien marié que le premier.

Le mariage se déroula peut-être dans une ambiance morose, ou électrique : en effet, le 4 décembre 1793, **Claudine Boffard Cocat** avait fait une déclaration de grossesse contre le futur époux, que celui-ci avait contestée avec la dernière énergie[1146]. Le 12 mars 1794, sa mère met l'enfant en nourrice chez **Jeoffray Gudimard** à la Chapelle-de-Merlas, et obtient une ordonnance du tribunal de district de la Tour-du-Pin condamnant le père à payer 35 livres de frais de couches. Le 29 mars 1795, **Jeoffray Gudimard** n'étant pas payé depuis 6 mois du prix convenu (10 livres par mois), s'adresse au juge de paix du canton de Mont-d'Avelanne Celui-ci, après avoir visé la nouvelle loi du 14 janvier sur l'état civil des enfants nés hors mariage, renvoie les parties devant les « juges compétents ». En l'espèce, l'enfant était né durant le mariage du père supposé et de **Thérèse Garavel** : il était donc exclu du bénéfice de la loi de brumaire an II (2 novembre 1793), qui supprimait toutes les distinctions anciennes entre enfants nés hors mariage et enfants légitimes. L'enfant toujours « naturel » se voyait pourtant reconnu le droit de recevoir une partie des biens de ses parents : 1 tiers, mais à titre de créance et non de part successorale. On comprend pourquoi **Pierre Emmanuel** en refuse obstinément la paternité… Et comme cette loi de

[1145] Recu le 17 décembre 1793 Favot à Saint-Jean d'Avelanne, AD de l'Isère 3E 25154

[1146] Pour éviter les naissances clandestines et l'infanticide qui suivait bien souvent, un édit d'Henri II en 1556 oblige les futures mères à déclarer leur grossesse, sous peine de mort (si l'enfant mis au monde mourait, elles étaient alors suspectées sauf preuve contraire). La déclaration permettait aussi d'établir la paternité (présomption quasi définitive) et donc de partager avec le père les frais de couches et l'entretien alimentaire de l'enfant) ; ainsi que le paiement de son apprentissage. Au XVIIIème siècle, ces déclarations sont courantes. La législation est toujours en vigueur au début de la Révolution, toujours moraliste.

brumaire a supprimé (même implicitement) la recherche en paternité, il ne risquait pas d'être inquiété ; sauf à considérer que, son éventuel enfant étant exclu du bénéfice de la loi, celle-ci ne s'appliquait pas non plus sur les recherches de paternité dans ce cas précis.

Dès lors, on comprend bien l'hésitation du juge de paix, qui renvoie au tribunal civil. En tous cas ici, la Révolution est tributaire d'un courant de fond du XVIIIème siècle, hostile à la recherche en paternité ; on croyait alors dur comme fer au mythe de la liberté : la paternité ne saurait être que volontaire…[1147]

Et pourtant, le mariage n'était pas la vocation première de **Pierre Emmanuel**. Dans le contrat de mariage de son frère **Laurent**, le 25 novembre 1790. **François I** lui lègue 200 livres en plus de sa légitime, en ajoutant que ce legs lui tiendra lieu de titre clérical s'il parvient à l'état de prêtrise. Il n'est encore que clerc tonsuré : après le séminaire, premier « grade » ecclésiastique, le clerc qui reçoit la tonsure (représentant la couronne de saint Pierre) peut réaliser les fonctions d'un sous diacre durant l'office ; il est membre du clergé et jouit des droits et devoirs communs à tous ; notamment, il ne peut se marier[1148]…

La Révolution se chargera de lui faire abandonner cette vocation peut-être mal assurée. Grâce à sa formation, il doit être le plus instruit de ses frères, sauf peut-être **Laurent**. Dès la mort de son père, on le retrouve très actif. Sa condition de puîné l'empêche de tenir les premiers rôles à la commune de Vaulserre. A la campagne, encore longtemps après la Révolution, le seul qui compte vraiment est l'aîné, qui représente toute sa famille. C'est le chef de famille, au sens strict, celui qui détient la fortune familiale et pour lequel ceux de ses frères et sœurs non établis doivent travailler en contrepartie de leur nourriture.

Mais il reste l'aîné des enfants de **François I** et **Agnès Baudrand**, et il saisit cette occasion dès le décès du père commun[1149]. Lors de la réalisation du parcellaire de 1792, c'est lui qui déclare les biens indivis des enfants d'**Agnès Baudrand**[1150]. Tous les 5 disposent ensemble de 11,5 ha, et de la « maison martin », ce qui les place au 18ème rang de surface dans la commune de Vaulserre et leur donne à chacun 2,3 ha (surface insuffisante pour faire vivre une famille).

Dès lors et durant toute la Révolution, **Pierre Emmanuel** apparaît régulièrement dans les archives de la commune. Au début 1794, le district de la Tour-du-Pin exige de la commune qu'elle entretienne la diligence du canton (8 chevaux à nourrir, pour la commune de Vaulserre) : **Laurent Boffard** est taxé de 10 quintaux d'avoine et Emmanuel de 6 quintaux.

A cette époque, **Laurent** ne signe plus guère les procès verbaux de la commune, alors qu'il en est toujours membre en tant que notable. Est-il hostile aux événements qui se précipitent, ou même éventuellement se juge-t-il suspect ? Au contraire, c'est une époque où **Pierre Emmanuel** devient inévitable. Il est même certain qu'il a appartenu au Comité de surveillance de la commune[1151]. Après s'être destiné à la prêtrise … stratégie et conviction se sont sans doute conjugués.

Le 26 mars 1794, **Pierre Emmanuel** est nommé par le conseil municipal pour vérifier et activer la fabrication du salpêtre du canton de Mont-d'Avelanne.

Le 11 mai, on se trouve au plus haut flot des conceptions jacobines d'économie assistée. Alors que certains habitants de la commune manquent cruellement de grains pour survivre et qu'ils s'en plaignent à la commune. Le conseil municipal organise même une pétition à l'attention du district, qui revient en exigeant un recensement sous une forme nouvelle : chaque maison sera visitée par des membres nommés par le conseil et le comité ; mais pour garantir leur impartialité, ces visiteurs doivent appartenir à une autre section de la commune.

Pour effectuer les visites à Mont-Albin, sont désignés **François Dulac**, **Joseph Gallin** et **Emmanuel Boffard**. **François Dulac** est le maire, **Joseph Gallin** l'un des notables ; **Pierre Emmanuel** n'en est pas : il

---

[1147] Autre intérêt de l'interdiction de la recherche de paternité, bien exprimé dans le Premier projet de code civil de Cambacérès d'août 1793 : « … l'intérêt social ne permet pas la recherche d'un fait sur lequel la nature a jeté un voile impénétrable » (Livre 1, Titre 4, art 12)

[1148] La tonsure a disparu ; le terme n'évoque plus aujourd'hui qu'une calvitie circulaire rappelant l'ancienne tonsure…

[1149] Voir nos passages sur Laurent Boffard (1759-1818)

[1150] Voir nos passages sur Laurent Boffard (1759-1818)

[1151] Au temps de la Terreur, de nombreuses communes s'étaient adjoint des comités de surveillance dans le plus grand désordre et parfois sans aucune formalité démocratique. Selon les régions, ces comités eurent plus d'influence. Au mieux, ils se formaient pour ne pas « faire tiède » ; au pire, ils fagocitaient le conseil municipal.

doit appartenir au Comité de surveillance. Tenons le même raisonnement pour ceux de Mont-Albin qui font les visites à Voissant : **Joseph Pierre Grobon** appartient au conseil municipal, **Louis Bertuy** est un notable ; **Jacques Ravier** n'est rien, officiellement. Encore un bon candidat au Comité de surveillance. On pourrait poursuivre le raisonnement pour les sections de Mont-Martin et Mont-Bueil qui échangent leurs visiteurs. Sur les 3 visiteurs, un devait être nommé par le conseil municipal, le troisième par le Comité de surveillance, le deuxième faisant l'objet d'un accord entre conseil et comité.

Parmi les signatures à la suite de cette délibération figurent donc celle des visiteurs nommés, ainsi que celle, plus curieuse, d'**Isaac Boffard Cocat**. A la lecture de la suite des actes de la commune, la curiosité s'efface : **Isaac Boffard Cocat** apparaît comme un membre important du Comité de surveillance. Peut-être en est-il le chef. Nous y reviendrons dans les pages consacrées à cette famille.

Résultat de cette visite : il existe à Mont-Albin la quantité totale de 114 quintaux et 50 livres de tous grains et farines (116 et 84 à Voissant, 49 et 84 à Mont-Bueil, 112 et 60 à Mont-Martin). La subsistance de l'armée en exige 27 quintaux ; il en reste donc 393 quintaux et 78 livres aux habitants, jusqu'à la prochaine récolte.

Toujours le 11 mai 1794, on comprend mieux le fonctionnement des deux instances qui dirigent Vaulserre, le Conseil municipal et le Comité de surveillance. Je cite le texte : « Vu le certificat de l'autre part, par nous membres révolutionnaires de la commune de Vaulserre, le 22 floréal an II de la république fse une, indivisible et démocratique, signés : **Pélissier** président [du Comité, ndlr], **Bermond**, **P Em Boffard**, **Donaz**, **Bertuy**, **Lanet**, **Garavel** secrétaire. Vu par la municipalité de Vaulserre du 22 floréal an II de la répub fse une, indivisible et démocratique. Signé **Dulac** maire, **J Muzy** off mpal, **Grobon** off mpal, **Garavel** agent national, **Allioud** off mpal".

Ainsi, dans le domaine qui les concernent chacune (l'encouragement des sentiments révolutionnaires pour le Comité, le reste pour le Conseil), les deux instances sont officiellement mises sur le même pied, puisque les formules sont identiques. Mais les registres ne mentionnent plus par la suite l'existence de ce Comité, qui dut se dissoudre rapidement après l'exécution de Robespierre (27 juillet 1794)

Le 1er août, il est taxé, autant que son frère **Laurent**, pour envoyer du froment, du seigle et de l'orge à *Commune affranchie* (Lyon), suivant un arrêté du district de la Tour-du-Pin.

Puis il ne fait plus parler de lui avant le 2 décembre 1794. A cette date, le district de la Tour-du-Pin cherche à recenser les membres des conseils municipaux. Le conseil général de Vaulserre constate alors qu'il manque 4 membres. Il propose donc 14 noms au choix du district. Parmi ces noms se trouvent d'anciens membres du Comité de surveillance, que le conseil cherche à réconcilier avec la commune : **Louis Bertuy**, Louis Bermond, **Sébastien Donaz**, **Jean Baptiste Lanet**, **Joseph Garavel**, **Isaac Boffard Cocat** et … **Pierre Emmanuel Boffard**. La délibération est signée par **Laurent Boffard**, notable.

On ne connaît pas le résultat de cette nomination.

Le 26 et le 31 mai, le conseil général s'assemble pour organiser les secours à porter aux indigents et aux parents des défenseurs de la patrie de la commune (liste de 56 noms). **Pierre Emmanuel** est nommé pour distribuer le quartier de messidor (la distribution se faisait par trimestre).

Puis nous ne trouvons plus trace de sa présence. Mais nos archives s'arrêtent en novembre 1795.

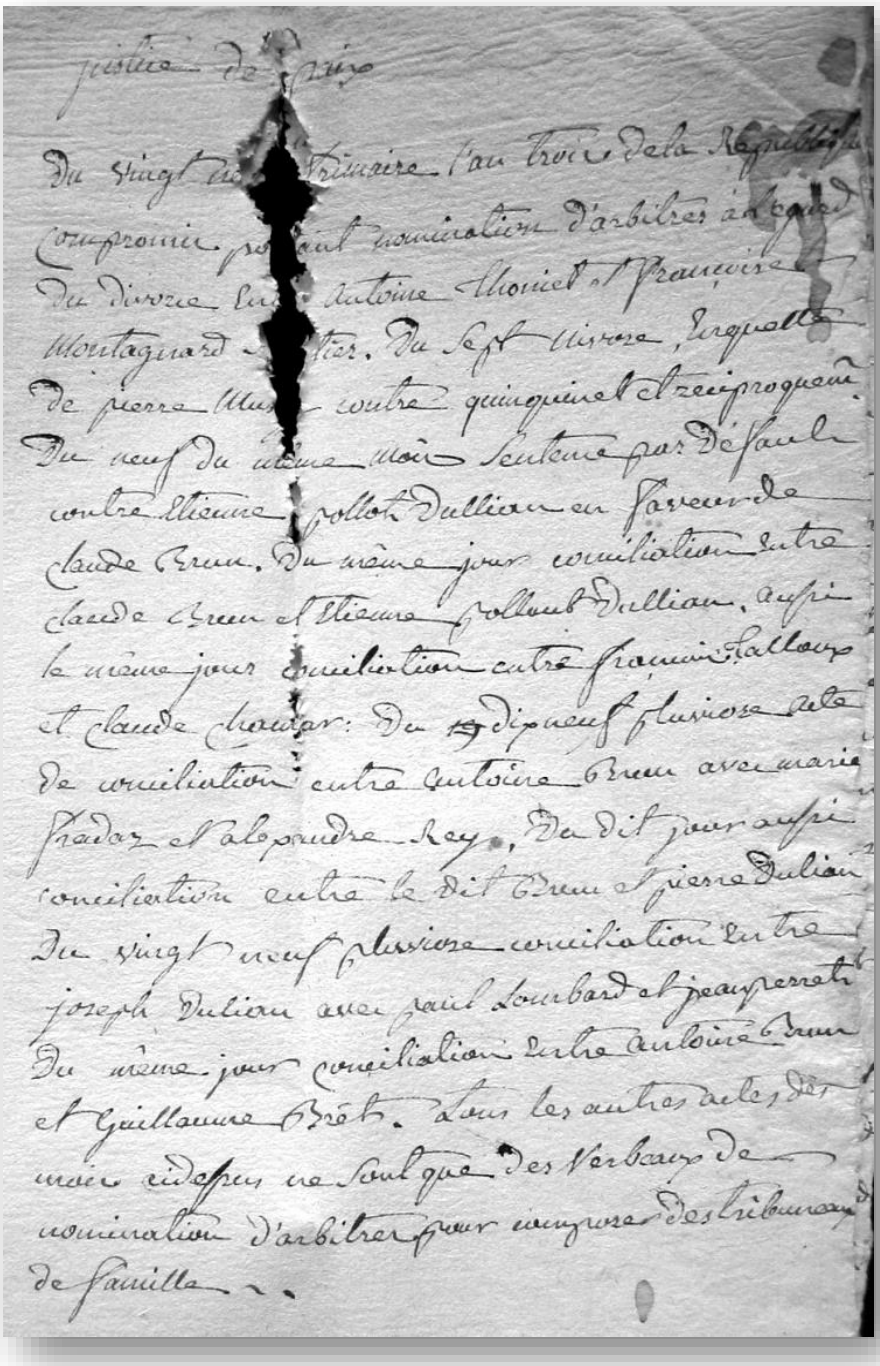
Pierre Emmanuel n'est pas resté inactif durant cette période. En 1794, il est devenu greffier du juge de paix du canton de Mont-d'Avelanne.

Les juges de paix sont élus par les citoyens pour 2 ans. Ils ont des compétences civiles et pénales de premier ressort. Aucune expérience professionnelle n'était exigée : ils étaient plutôt des arbitres, qui devaient concilier les parties. En cas d'échec de la conciliation, ils tranchaient en droit ou en équité. A partir de Bonaparte, ils sont nommés, comme les autres juges. Ces compétences, au plus près des préoccupations quotidiennes, nécessitaient la confiance de la population : les juges de paix élus sont toujours des notables, ceux qui dominaient socialement les communautés d'ancien régime.

En 1790 avait été élu **Jean Baptiste Roche** (de la famille des notaires de Saint-Geoire). On vote à la majorité absolue au premier tour, puis à la majorité relative En 1792, nouvelle élection : 91 votants, dont 24 savent signer, dont **Laurent Boffard**. Au second tour de scrutin, **Jacques Bellemin** obtient la majorité relative contre Roche ; il est élu. 63 votants se présentent pour l'élection du secrétaire : au second tour, **Permezel** secrétaire de la municipalité, était opposé à **François Dulac** ; il est élu. 4 assesseurs

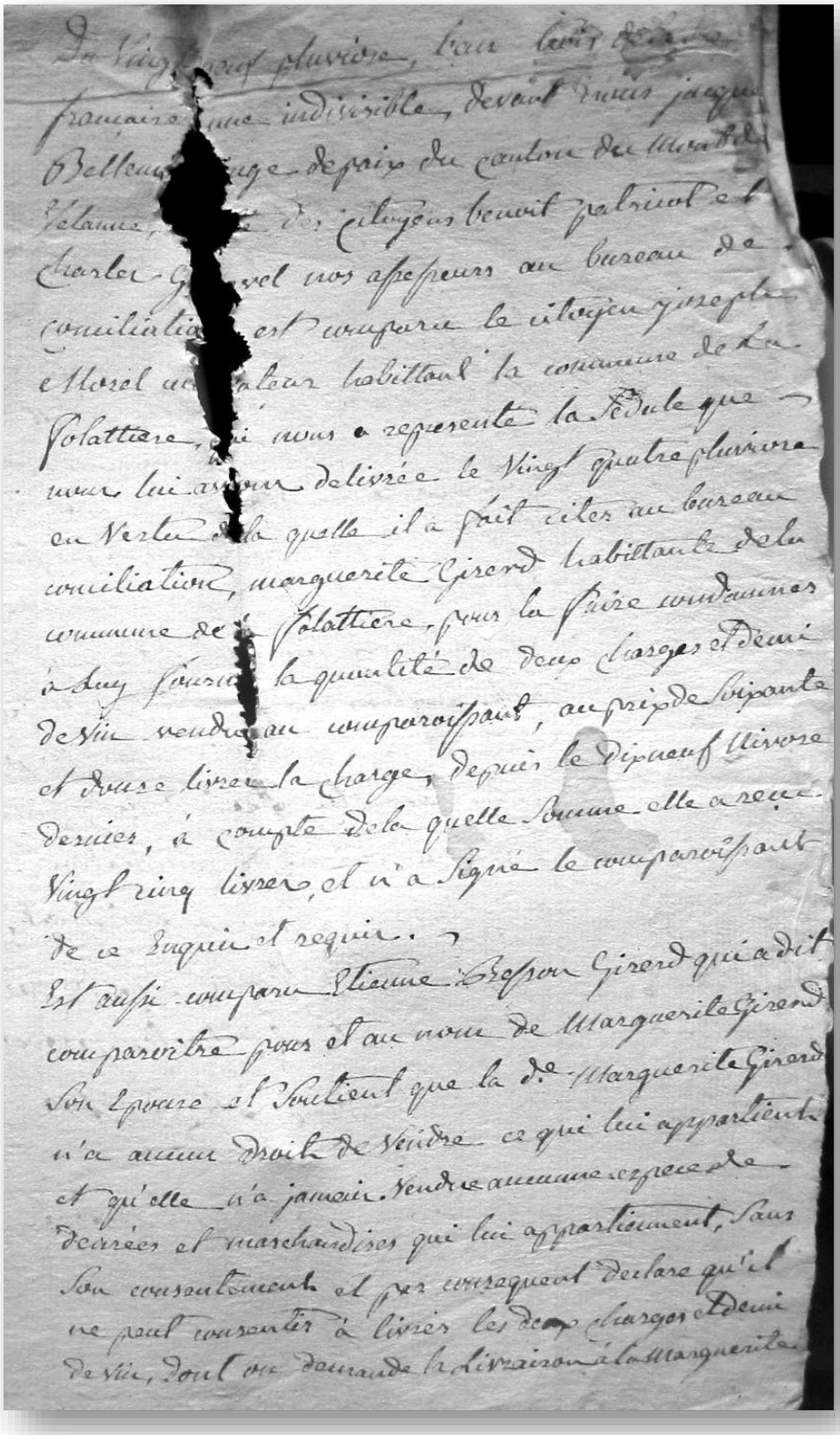
doivent être pris dans chaque commune. Pour Vaulserre sont élus **Antoine Brossat**, **Benoît I Patricot**, **Charles Garavel** et **Ennemond Allioud**[1152].

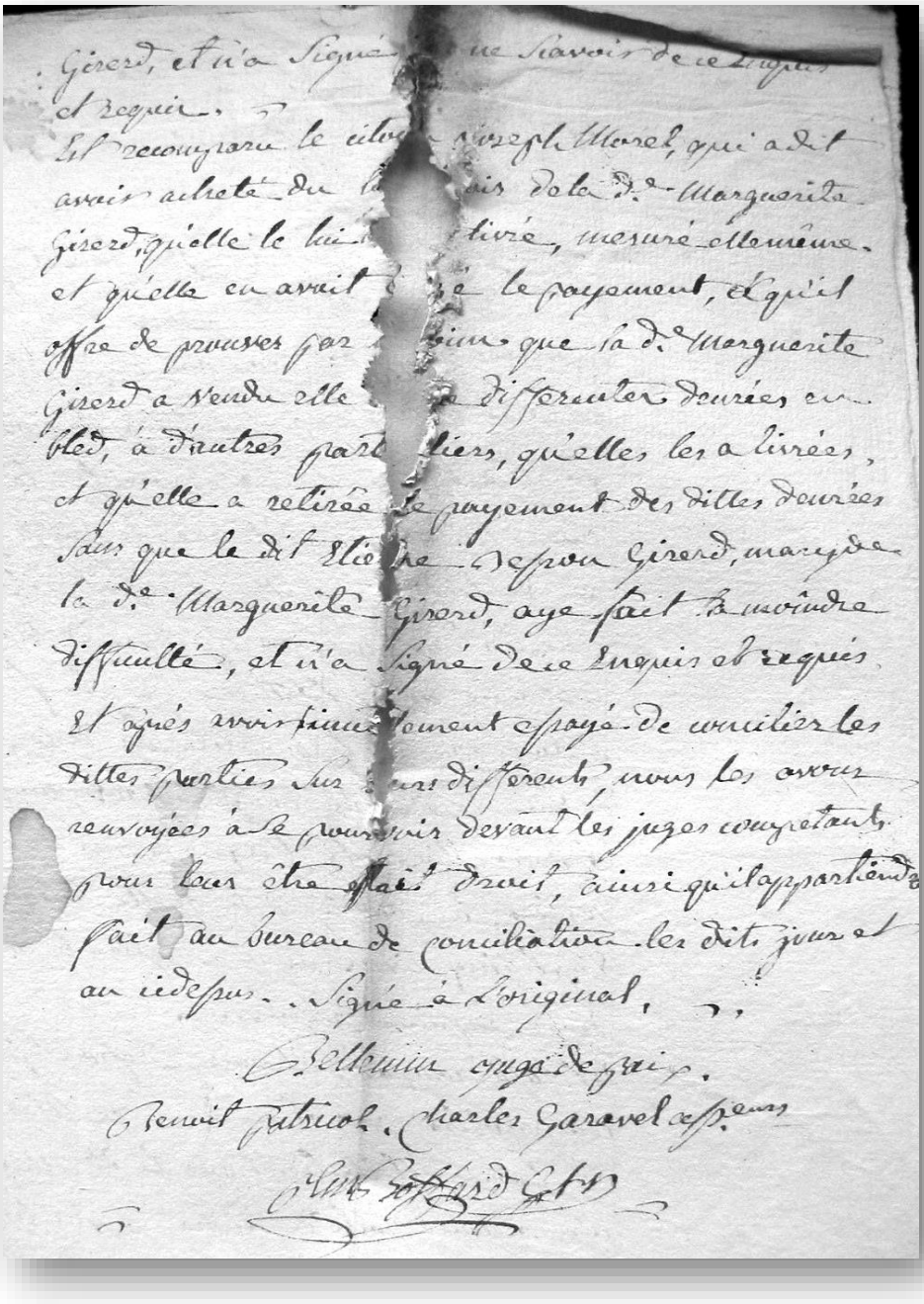
Nous ne disposons pas de l'élection qui eut lieu à la fin de 1794. **Jacques Bellemin** fut reconduit, ainsi que les assesseurs **Benoît Patricot** et **Charles Garavel**, et **Pierre Emmanuel Boffard** élu secrétaire (greffier) du tribunal[1153]. Lors de l'élection anticipée de novembre 1795, il est réélu. Voici un exemplaire de son écriture au service de la justice de paix de Mont-d'Avelanne :



[1152] Arch Dulac, assemblée du canton du 2 décembre 1792

[1153] Le 1er novembre 1795 a lieu une nouvelle élection, qui désigne Antoine Brossat. Pourquoi cette élection anticipée ? Nos sources sont muettes, mais on peut rappeler que François Dulac, atteint par la loi qui privait de fonctions publiques les parents d'émigrés, avait démissionné en octobre 1795 de la mairie de Vaulserre. Jacques Bellemin est aussi un beau-frère de Favot. Il est fort probable qu'il ait aussi démissionné à la même date. D'où l'élection anticipée d'Antoine Brossat.



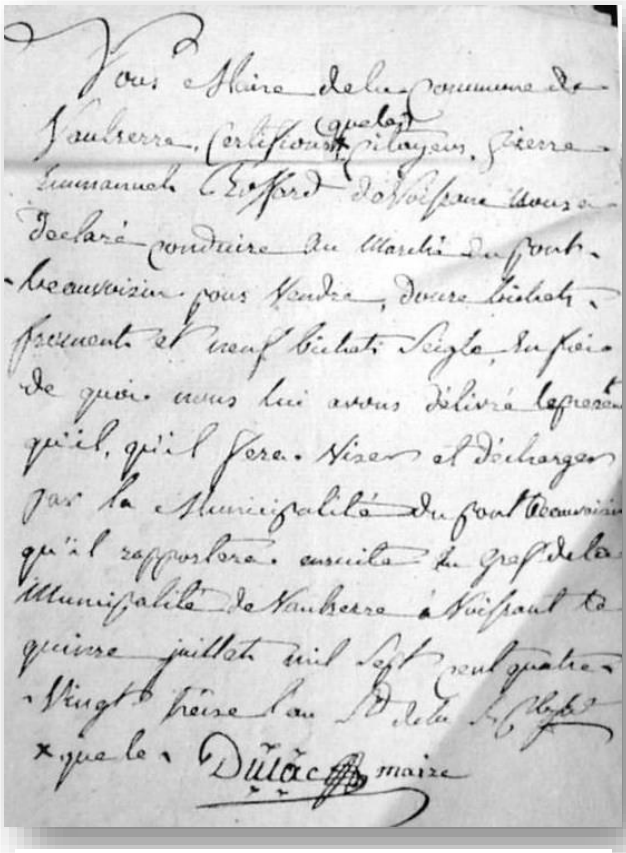


ADI L 2468

Durant toute cette période, il n'oublie pas ses propres affaires. Le 15 juillet 1793, il obtient une autorisation du maire de Vaulserre pour aller vendre des grains au marché du Pont-de-Beauvoisin[1154]. L'autorisation était bien nécessaire en ces temps de réquisitions des marchandises, pour approvisionner le marché du Pont-de-Beauvoisin (photo ci-après).

Il se charge aussi de préparer le mariage de sa sœur **Louise** avec **Pierre Gallin**. Le repas eut sans doute lieu à Voissant, dans la maison Martin ou un pré en dépendant. Ainsi le 19 juin, le maire de Vaulserre lui délivre un sauf conduit pour aller moudre du froment chez **Morel**, meunier de Saint-Bueil[1155]. Les marchandises étant rationnées et les routes surveillées, mieux valait ne pas être pris sans passeport : les sanctions contre les agioteurs-accapareurs-spéculateurs allaient jusqu'à la mort.

[1154] Arch Boffard, Jaune 2
[1155] Arch Boffard, Jaune 2



Arch Boffard ; l'acte est écrit de la main de Pierre Emmanuel

Puis, après son départ de Voissant, on ne trouve plus trace de lui dans nos archives, hormis pour le partage successoral d'**Agnès Baudrand** leur mère entre lui et ses frères et sœurs (1804). Rappelons qu'à cette occasion, il se distingue en réservant tous ses droits dans le partage et les quittances qui viennent d'être faits. La lecture de l'acte permet de ressentir l'agacement de ses frères et sœur devant ce comportement bien peu familial[1156].

De tous les enfants de **François I**, il est celui qui semble le plus éloigné de ses frères et sœurs, signe que son départ ne s'est peut-être pas fait sans douleur[1157]. Son notaire de famille était **Pierre François Bovier Lapierre** à Montferrat, puis son fils **Joseph François**, encore non étudiés systématiquement.

Pour ce qui concerne les notaires de Saint-Geoire, où il aurait pu rencontrer d'autres Boffard, il apparaît en 1800 comme témoin au contrat de mariage de **Sébastien Parendel** (de *consuoz* à Saint-Geoire) et **Reine Apprin** (fille de **Pierre François** et **Marie Jayet**, des *jayet*à Saint-Pierre de Paladru commune de Montferrat). Rappelons que **Joseph Patricot**, fils de **Benoît I** de Voissant et beau frère de **Laurent Boffard**, co propriétaire du château de Voissant, avait épousé dans les mêmes années **Angélique Apprin**, sœur de **Reine**. Rappelons aussi que l'épouse de **Pierre Emmanuel**, **Thérèse Garavel**, est fille de **Charles** et de **Marie Jayet** ; rappelons enfin que le contrat de mariage de **Marie Jayet** et **Charles Garavel** a été reçu en 1770 au Passage par le notaire **Apprin** … Les **Jayet**, **Garavel**, **Apprin**, **Patricot** et **Boffard** fréquentent donc le même cercle familial élargi[1158].

Mais chez les notaires de Saint-Geoire, **Pierre Emmanuel** n'apparaît généralement que comme « mari et maître des droits de son épouse » dans le cadre des affaires de la famille **Garavel**. En particulier les suites de la succession de **Charles Garavel**, qui s'achève en 1806.

Ainsi en 1807, **Marie Jayet** veuve de **Charles Garavel** père et ses enfants reconnaissent devoir à **Antoine Brossat** de Saint-Albin la somme de 3 180 FF[1159].

En 1819, **Marie Jayet** sa belle-mère, qui avait reçu l'usufruit sur la moitié des biens de son époux, fait donation à ses 6 enfants de cet usufruit et des 3 200 FF d'avantages qu'elle avait reçus dans son contrat de mariage avec **Charles Garavel** en 1770[1160]. En échange, ses enfants lui versent une pension annuelle et viagère de 420 FF et la libèrent de toutes ses dettes[1161].

1156 Reçus le 19 novembre 1804 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20590, déjà mentionné : Voir nos passages sur Laurent Boffard (1759-1818)

1157 En 1813, les seuls Boffard qui signent le contrat de mariage de sa fille Marie avec Benoît Jayet Dumont sont : la mariée, sa soeur Julie et son père. En revanche, on trouve plusieurs Garavel.

1158 Reçu le 30 mai 1800 Charmeil à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20447 ; La dot est de 2 500 FF en espèces et en marchandises. On trouvera aussi des signatures Bigallet et Roche (juge de paix du canton de Saint-Geoire).

1159 Reçue le 2 janvier 1807 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20267

1160 Reçu le 8 février 1770 Apprin notaire au Passage.

1161 Reçu le 22 mars 1819 Dode et Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20275

En 1809, il vend à **Jacques Chevallier**, négociant au Pont, 1 700 m² de bois taillis à Saint-Martin[1162].

Par convention privée, le 9 juin 1836, **Pierre Emmanuel** s'associe avec son fils homonyme pour l'exploitation de ses biens (contrat annexe au contrat de mariage de **Pierre Emmanuel II**).

Thérèse Garavel décède le 25 juillet 1833. **Pierre Emmanuel Boffard** décède le 13 décembre 1842.

Sa succession est réalisée par **Joseph François Bovier Lapierre**, son notaire de famille[1163]. Elle nécessita 90 pages.

On trouve 5 082 FF en espèces, immédiatement partagés. Mais les difficultés surgissent lors du partage des immeubles. **Pierre Emmanuel II** prétend pouvoir choisir son quart de la succession totale comme bon lui plaît. Ses frères et sœurs (surtout son frère **Benoît**) exigent qu'il le prélève sans morceler les terres. Finalement, le tribunal civil de Bourgoin nomme comme expert le juge de paix du canton de Virieu, Me **Rouillon**, pour évaluer les terres, répartir l'ensemble en quatre lots égaux, parmi lesquels le fils aîné en choisira un. De l'ensemble restant, formant la réserve légale, il fait six lots égaux, qui sont attribués par tirage au sort à chaque héritier.

Le 30 juin, l'estimation est réalisée, pièce après pièce : la succession est estimée à 129 870 FF. Son règlement s'étale jusqu'en septembre et se termine par une vente aux enchères des meubles. L'aîné reçoit donc 48 701FF et les 5 autres enfants reçoivent chacun 16233 FF. C'est une belle succession, si l'on songe que celle d'**Antoine (Noël) Boffard** en 1877, chef de la branche aînée, valait 50 000 FF.

Pierre Emmanuel et **Thérèse Garavel** ont 6 enfants :

-Marie Thérèse naîtle 27 septembre 1795 à Voissant. **Pierre Emmanuel** déclare lui-même l'enfant à la mairie, accompagné de ses frères **Laurent** et **François II**.

Elle épouse en 1813 **Benoît Jayet Dumont**, de Saint-Pierre de Paladru, fils de **Benoît** et **Anne Chalon la Garenne**[1164]. Le régime dotal est choisi ; le trousseau de **Marie** est estimé 500 FF et **Pierre Emmanuel** donne 3 000 FF en avancement d'hoirie. Le mariage plaît tellement aux parents du marié qu'ils lui donnent tous leurs biens présents et à venir dès la célébration du mariage (évalués 10 000 FF pour le droit d'enregistrement –et donc sous évalués-). Les mariés vivront avec les parents **Jayet**. Ces derniers sont illettrés.

Ils ont **Benoît** (1825-), **Adèle, Pierre et Marie** (épouse **Louis Meunier Belluant**). Le 26 octobre 1865, **Benoît**, veuf de **Marie Favre Giraud**, épouse **Angélique Jayet Gendrot**, née en 1832.

-**Julie Marie** naîtle 11 mars 1798 à Montferrat ; elle épouse le 30 mai 1819 **Jean Pierre II Budillon** fils de **Jean Pierre I** et de **Françoise Jayet Dauphiné**, de Bilieu. Elle décède avant 1843.

Naissent de ce mariage **Jean Pierre, Emmanuel, Angélique, Michelle, Adèle, François, Léon, Thomas, Julie.**

-**Pierre Emmanuel II**, qui suit

-**Angélique**naît le 27 juillet 1802 à Montferrat. Elle épouse le 12 juin 1826 **Claude Michel Charreton Labrunière**, fils de **Claude** et de **Marthe Cholat**, de Saint-Geoire. Elle décède en 1866. Les **Charreton** sont une famille importante de Saint-Geoire, qui a donné des notaires au XVIIème siècle.

Parmi leurs enfants, **Benoît** et **Pierre** (1826-1884)

Et une fille, **Angélique** (1830-1898), qui épouse en 1849 **François Napoléon Boffard**, cousin de son père.

[1162] Reçue le 6 juin 1809 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20594

[1163] Reçue Bovier Lapierre à Montferrat, AD de l'Isère 3E 20405, n°98, 181, 200, 242 et 243

[1164] Reçu le 3 juin 1813 Pierre François Bovier Lapierre à Montferrat, AD de l'Isère 3E 20375

-**Louise Pierrette** naît le 25 août 1804 à Montferrat. Elle épouse le 30 janvier 1838 **Mathieu Micoud**, fils **d'Ambroise** et **Catherine Millase** de Montferrat.

La future se constitue en dot : 1 225 FF provenant de la succession de sa mère **Thérèse Garavel** ; 300 FF de ses économies ; 592 FF pour son trousseau ; et 3 280 FF, en créance (sur **Thomas Meunier Blanchon** aubergiste de Montferrat), espèce et pièce de toile. L'ensemble représente près de 5 400 FF[1165].

Louise décède en 1859.

Par jugement du tribunal civil de Bourgoin du 3 août 1849, elle demeure adjudicataire d'une portion des biens de son mari **Mathieu Micoud** : des terres à Montferrat pour 2 000 FF. En 1862, elle vend à son frère **Pierre Emmanuel II** la plus grande partie de ses terres à Montferrat, pour 7 300 FF.

-Et enfin **Benoît Joseph**, qui suit **Pierre Emmanuel II**.

4.1 Pierre Emmanuel II

Pierre Emmanuel II demeure mystérieux. Nous savons qu'il est demeuré à *marinière* à Montferrat toute sa vie. Il est encore vivant en 1867 lors du mariage de sa fille **Clémentine**.

Il épouse en 1836 **Clémentine Amélie Laléchère**, fille de **Joseph** et **Sophie Mory**[1166]. Les **Laléchère** sont une très bonne famille de Fitilieu. **Joseph** le père est capitaine en retraite et maire de la commune.

Pierre Emmanuel reçoit de son père la propriété du quart de ses biens par préciput, mais ne pourra en jouir qu'après la mort de son père (tout le caractère de **Pierre Emmanuel I** surgit ici).

Les parents de la mariée lui constituent une dot importante de 10 000 FF, payée comptant immédiatement ; plus en nature des matelas, draps, paillasses, draps de lit, garde robe, d'un total de 662 FF.

Et la mariée se constitue elle-même son trousseau. C'est souvent dans les trousseaux que l'on apprécie concrètement les manières de vie de nos ancêtres : lisons la composition de celui de **Clémentine Laléchère** :

« 1 couvert d'argent,
1 collier et des boucles d'oreille,
13 robes,
2 schales,
18 mouchoirs garnis,
24 mouchoirs de poche (de quoi ne laisser tomber un…),
2 chapeaux,
18 bonnets,
6 jupons blancs,
6 tabliers,
27 paires de bas,
60 chemises,
1 chaîne et une croix en or,
3 bagues en or,
3 colliers,
3 paires de boucles d'oreille dont une en diamant,
et autres nippes, vêtements et effets personnels… »

C'est donc, incontestablement, un beau mariage !

Il se préoccupa tout au long de sa vie de réunir les différents éléments de la succession de son père :

[1165] Contrat reçu le 30 janvier 1838 Bovier Lapierre à Montferrat, AD de l'Isère 3E 20400
[1166] Contrat reçu le 9 juin 1836 Verger à la Bâtie Montgascon, AD de l'Isère 3E 27810

En 1848, il acquiert de **Jean Pierre Budillon** son beau-frère près de 1,5 ha de terre au *champ du bœuf* à Montferrat, pour 5450 FF[1167].

En 1859, il cède ses droits dans la succession de sa tante **Annette Jayet Dauphiné** à **Jean Pierre Budillon** son beau-frère, pour 30 FF[1168].

En 1861, il acquiert de sa sœur **Angélique** des biens à Montferrat pour 2 200 FF[1169].

En 1862, il achète à sa sœur **Louise Pierrette** des biens à Montferrat pour 7 300 FF[1170].

Et même augmente son domaine : en 1845, il enchérit et emporte les biens de la succession de **Joseph Humbert** : 109 ares de terres, bois, taillis et pré à Fitilieu, pour la forte somme de 4 162,20 FF[1171].

En 1860, il échange avec **Claude Charvet**, de Corbelin, des immeubles à Fitilieu pour 1 900 FF[1172].

La même année, il achète de **Laurent Paul Gallin**, ouvrier en soie à Corbelin, 700 m² de bois taillis au même lieu[1173].

En 1863, il achète à **François Durand** de Chirens des biens à Montferrat, pour 60 FF[1174].

Les notaires de Montferrat, de même que ceux du Pont-de-Beauvoisin, doivent être systématiquement dépouillés.

Il semble très éloigné du reste de la famille **Boffard**, se contentant de faire fructifier le domaine à partir de la maison forte de *marinière* (dont il avait apparemment racheté les portions successorales de ses frères et sœurs).

De son mariage sont nés deux enfants :

-**Emmanuel**, né en 1838.

En 1860, il est militaire en garnison à Cherbourg[1175] quand sa grand-mère **Mory** décède. Sa mère, **Clémentine Laléchère**, est sans doute déjà décédée, puisque lui et sa sœur **Clémentine** héritent de leur grand-mère des immeubles aux Abrets et Fitilieu pour 795 FF[1176].

Sans doute sa sœur lui vend-elle alors l'ensemble ; en effet, il décède à Cherbourg en 1860, avant septembre ; le tribunal de Bourgoin répartit sa succession entre son père **Pierre Emmanuel II** et **Clémentine** : et notamment tout l'héritage de **Thérèse Sophie Mory**[1177].

Cette année 1860 est sans doute aux yeux de **Pierre Emmanuel II** une *annus horribilis* : son fils était le seul garçon de la famille. L'avenir repose désormais sur **Clémentine.**

-**Clémentine,** née à Montferrat le 16 juillet 1840. En 1867, elle habite au 1 cours d'Herbouville à Lyon. Elle épouse son cousin issu de germain **Claude François « Napoléon » Boffard** le 31 août 1867 : le contrat est signé devant Me **Berloty** le 30 août 1867.

Les témoins sont **Henri Martin**, docteur en médecine du Pont-de-Beauvoisin, oncle de la mariée ; **Joanny Boffard**, 30 ans, propriétaire place de la Bourse à Lyon ; **Romain Boffard**, 29 ans, confiseur à Lyon 5 place Morand ; **Joseph Pézerat**, avocat, 9 rue Boissac à Lyon.

Ainsi toutes les branches de la famille présentes à Lyon sont réunies. En revanche, le père de l'épouse est absent.

En août 1867, **Clémentine** passe quittance à son oncle **Henri Martin** de 7 680 FF pour deux ventes qu'elle lui avait passé.

Elle décède en 1928.

1167 Reçue le 19 avril 1848 Lapierre à Montferrat, AD de l'Isère 3E 20410

1168 Acte sous seing privé du 13 juillet 1859

1169 Reçue le 23 janvier 1861 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20549

1170 Reçue le 2 septembre 1862 Martin à Voiron, AD de l'Isère 3Q 25/275-276

1171 AD de l'Isère 3Q 18/466

1172 Reçue le 17 mai 1860 Reynaud à Corbelin, AD de l'Isère 3Q 18/471

1173 Reçue le 10 septembre 1860 Reynaud à Corbelin, AD de l'Isère 3Q 18/471

1174 Reçue le 12 juillet 1863 Martin à Voiron, AD de l'Isère 3Q 25/275-276

1175 Canonnier 2ème classe au régiment d'artillerie de la marine, 19ème batterie.

1176 Adjudication par le tribunal de Bourgoin le 2 février 1860, AD de l'Isère 3Q18/471

1177 AD de l'Isère 3Q 18/471, 9 septembre 1860

4.2 « Benoît » Joseph 1815-1892

Benoît Joseph est né en 1815 à Montferrat. Il épouse **Pauline Garavel** le 13 novembre 1843. Elle est la fille de **Louis Antoine Garavel**, médecin, l'un des fils de **Charles** et **Marie Jayet**, et d'**Henriette Marquis**[1178]. Les deux époux sont donc cousins germains. **Pauline Garavel** apporte 8 000 FF de dot. Les témoins sont des amis de toujours de la famille **Boffard** : **Jacques Alexandre Michal Ladichère** et **Félix Allégret**, tous deux de Saint-Geoire[1179].

Une seule autre signature **Boffard** au bas de ce contrat : celle de **François Napoléon**, cousin germain, fils de **Laurent**. Celui-ci était aussi installé à Saint-Geoire, secrétaire de la mairie, au centre de toutes les affaires de la commune et de la famille. Sa seconde épouse sera d'ailleurs **Angélique Charreton**, nièce de **Benoît Boffard**. Les deux branches de la famille apparaissent donc très liées.

Benoît a toujours vécu à Saint-Geoire, chef lieu de canton. Il est légiste, c'est-à-dire spécialiste en droit.

En 1843, **Romain Perrin** est le juge de paix du canton de Saint-Geoire. **Benoît Boffard** représente déjà certaines parties, comme **Auguste Chevalier**, maire de la Tour-du-Pin[1180].

Sa notoriété augmente avec le temps ; il joue fréquemment le rôle de mandataire dans des contrats notariés.

En 1843 par exemple, il passe quittance à **Marie Perrin**, comme mandataire des héritiers de **Jean Perrin**[1181].

En 1852, il passe quittance aux héritiers de **Laurent Bellemin** de Voissant, comme mandataire des héritiers de **Marie Mathieu Descombes**[1182]. Ces derniers étaient créanciers de **Joseph Gallin**, marchand de Voissant. Les biens de celui-ci avaient été vendus aux enchères après son décès en 1847. Les **Bellemin** en avaient acquis une portion. Le même jour, quittance est passée à **Joseph Freton**, autre propriétaire de Voissant, pour les mêmes raisons[1183]. En 1853, nouvelle quittance en faveur des héritiers d'**Antoine Gaillard** de *champet* à Saint-Geoire, pour les mêmes raisons[1184]. Le 20 juin, procuration supplémentaire par l'une des héritiers[1185].

Encore en 1853, il est mandaté par **Alexandrine Allioud** et son mari pour vendre les biens issus de la succession de son père **Jean Allioud Frémillon**, propriétaire à Merlas[1186].

En 1853 toujours, il est mandaté pour procéder au partage de la succession de **Jean Cholat** de Saint-Geoire, par l'un des héritiers, qui habite à Lyon[1187].

En 1853, il est mandaté par **Laurent Goddard**, pharmacien de Lyon et **Louise Cavoret** sa domestique, pour passer quittance à **Charlotte Chaboud Mollard** veuve de **Charles Gaillard** de ses dettes[1188]. En 1854, il passe quittance à **Louis Fugier Garrel** de Saint-Geoire, de la portion des dettes de **Charles Gaillard** qu'il doit régler, comme acquéreur de portions de biens de ce dernier[1189]. L'ensemble de ses dettes étant remboursé, **Laurent Goddard** signe décharge à **Benoît Boffard** à la fin de 1854[1190].

[1178] La famille Marquis est propriétaire à Merlas. C'est une famille notable : en 1851, Théodore, le frère de Madeleine, est juge de paix du canton de Voiron.

[1179] Reçu le 13 novembre 1843 Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20244

[1180] Arch Boffard, Rouge 1

[1181] Reçue le 20 novembre 1843 Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20244

[1182] Reçue le 26 août 1852 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20347

[1183] Reçue le 26 août 1852 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20347

[1184] Reçue le 6 mars 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20348

[1185] Reçue le 20 juin 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20348

[1186] Procuration reçue le 30 mars 1853 Ronin à Saint-Egrève, et la vente des droits successifs est reçue le 3 avril suivant Maunaix, AD de l'Isère 3^E 20348

[1187] Reçue le 15 juillet 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20348, et 15 octobre 1854, AD de l'Isère 3^E 20351

[1188] Reçu le 16 novembre 1854 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20351

[1189] Reçu le 9 novembre 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20349

[1190] Reçu le 19 novembre 1854 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3^E 20351

En 1852, il avait été nommé par le tribunal de Bourgoin curateur de la succession vacante de **Joseph Ogier Collin**, de Saint-Sixte à Merlas. Après ses vacations pour établir la masse de la succession, ses dettes et créances, il est déchargé de sa mission le 3 décembre 1853[1191].

En 1854, il est mandaté par **Anthelme Marquis**, ancien maréchal ferrand de Massieu (à cette époque commune de Saint-Geoire), pour vendre une terre à **François Pivot Pajot** de *champet*[1192]. Ce dernier est instituteur privé.

En 1856, **Anthelme Marquis** est installé à Lyon, et mandate encore **Benoît** pour vendre à son beau-frère **Georges Gauthier**, militaire, une maison à Massieu. La maison comprend une pièce par niveau, sur 2 étages et le galetas, et donne sur la grande route de Chirens à Saint-Geoire[1193].

En 1856, il reçoit quittance par **Etienne Croibier** d'une somme qu'il lui règle comme mandataire de **Madeleine Vagnon** et **Joseph Cleyet** son époux[1194].

En 1856, le tribunal avait nommé **Benoît** curateur à la succession vacante de **Félicien Berger** de *massieu* à Saint-Geoire. Le 8 janvier 1857 on procède à la vente aux enchères de ses biens. Le 10, **Benoît** reçoit sa décharge[1195].

Il n'oublie pas pour autant ses propres affaires :

Et tout d'abord ses affaires familiales : en 1849, **Benoît**, son épouse **Pauline Garavel** et **Victorine Garavel**, sœur de **Pauline**, seules héritières de leur mère **Madeleine Marquis** (décédée en 1844) ratifient des ventes passés par leur père en 1829 et 1836 d'immeubles à Merlas ayant appartenu à la défunte (pour un montant total de 12 800 FF)[1196].

En 1851, il faut partager la succession de **Louis Antoine Garavel** son beau-père. On apprend à cette occasion que **Victorine** sa belle-sœur vit avec eux. La masse à partager est de 16 700 FF. Elle ne comprend pas le domaine de Bat, domaine d'origine de la famille **Garavel**, que les deux sœurs souhaitent laisser dans l'indivision afin de le vendre[1197].

En 1852, alors que **Victorine Garavel** a épousé **Eugène Arvet**, receveur de l'enregistrement à Voiron, les deux sœurs décident d'affermer le domaine de Bat à **Charles** et **Joseph Recoura Churot** père et fils de Saint-Martin : 15 ha environ avec maison d'habitation, pour le prix de 1 200 FF par an[1198].

En 1853, les mêmes cherchent à apurer le compte du fermage passé à **Antoine Vagnon** de Saint-Martin en 1836. Des arriérés de compte sont dûs, d'un montant de plus de 1 600 FF. L'un des héritiers, **Antoine** et **Françoise Grobon**, enfants d'**Anne Vagnon**, acceptent de régler leur part de l'arriéré[1199]. **Rose** et **Madeleine Vagnon**, épouses respectives de **Perret By** et **Cleyet**, se font tirer l'oreille. Les menaces de poursuites judiciaires en eurent raison, et deux traités sont signés en décembre 1853 et janvier 1854[1200].

En 1854, une solution nouvelle est adoptée pour ce domaine de Bat : **Victorine** (et son mari **Arvet**) vend à **Pauline Garavel** (et non à son époux **Benoît Boffard**) sa moitié du domaine, pour le prix de 12 000 FF. (ce qui valorise la succession de **Louis Antoine Garavel**, évoquée plus haut, à environ 40 700 FF).

En 1845, **Benoît Boffard** acquiert des moulins dans le bas de Saint-Geoire (3,3 ha environ) de **Claude Burlet Parendel**, de Saint-Cassien, pour le prix de 22 000 FF[1201]. C'est une excellente affaire, puisque le vendeur les avait acquis en 1844 au prix de 23 225 FF de **Jean Mignot**, grevé de dettes à hauteur de 20 685 FF, que **Claude Burlet** avait payés aux créanciers.

En 1853, ces moulins sont vendus à **Hector Journel**[1202]. Le gain net de **Benoît** dans cette opération est de 11 000 FF. Il prend soin de préciser dans l'acte que cette somme correspond exactement à ce qu'il

---

1191 Reçu le 3décembre 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20349
1192 Reçu le 30 avril 1854 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20350
1193 Reçue le 31 août 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20355
1194 Reçu le 3 novembre 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20355
1195 Reçu les 8 et 10 janvier 1857 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20356
1196 Reçue le 4 juillet 1841 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20341
1197 Reçu le 3 août 1851 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20345
1198 Reçu le 17 février 1852 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20346
1199 Reçu le 20 décembre 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20349, et le 16 mai 1854, 3E 20350
1200 Reçus le 27 décembre 1853 et 11 janvier 1854 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20349 et 20350
1201 L'acte a été reçu le 30 juillet Martin, notaire à Voiron.
1202 Reçu le 19 décembre 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20349, et 28 mai 1854, 3E 20350

doit à son épouse, et qu'il souhaite employer ces 11 000 FF pour réaliser un achat que celle-ci prévoit (le rachat de sa moitié du domaine des **Garavel** à Bat par **Pauline** à sa sœur Victorine)[1203].

En 1852, il consent à la radiation d'hypothèque prise contre **Louis Meunier Rivière**, de Saint-Pierre-de-Paladru, et **Georges Morestin**, de Montferrat[1204]

En 1853, **Jean Barral** lui passe une reconnaissance de dette de 435 FF[1205].

En 1853, il obtient la main levée de l'hypothèque prise en 1845 sur ses biens par **Etienne** et **Pierre Pégoud**[1206].

En 1856, lui et **Pauline Garavel** rachètent à **Joseph Michel Fugier** une créance qu'il ne parvient pas à recouvrer sur **Henri Chamard Boudet**. C'est là un moyen bien connu de toute époque, fréquemment rencontré sous l'ancien régime et qui satisfaisait toutes les parties : un créancier vend une créance douteuse au dessous de sa valeur à un notable, plus influent. Celui-ci obtient le plus souvent le règlement de la dette. C'est ce qui se produit ici[1207].

Même **Eugène Arvet** et **Victorine Garavel** cèdent à **Benoît** leurs créances douteuses. Comme celles des soeurs **Rose** et **MadeleineVagnon** en 1857, dans l'affaire des arriérés de prix du fermage du domaine de bat, ainsi que deux autres. La valeur à recouvrer est de 845 FF, le prix de vente est de 400 FF[1208].

En 1857, **Pauline Garavel**, et **Benoît Boffard** (comme administrateur de ses biens) vendent une terre à **Joseph Jayet**[1209].

En 1859, l'une des créances douteuses cédées en 1857 est réglée : **Pauline Garavel** achète une terre à **Laurence Lariguet**, veuve d'**Ennemond Isoard** de *Bat* à Saint-Martin. Cette terre est située à proximité du domaine des **Garavel**. Le prix est fixé à 340 FF, et vient compenser la dette que la vendeuse et sa mère avaient contractée envers **Louis Garavel** père de **Pauline** en 1833 ; la vente est assortie d'un droit de rachat durant 4 ans au profit du vendeur (vente à réméré)[1210].

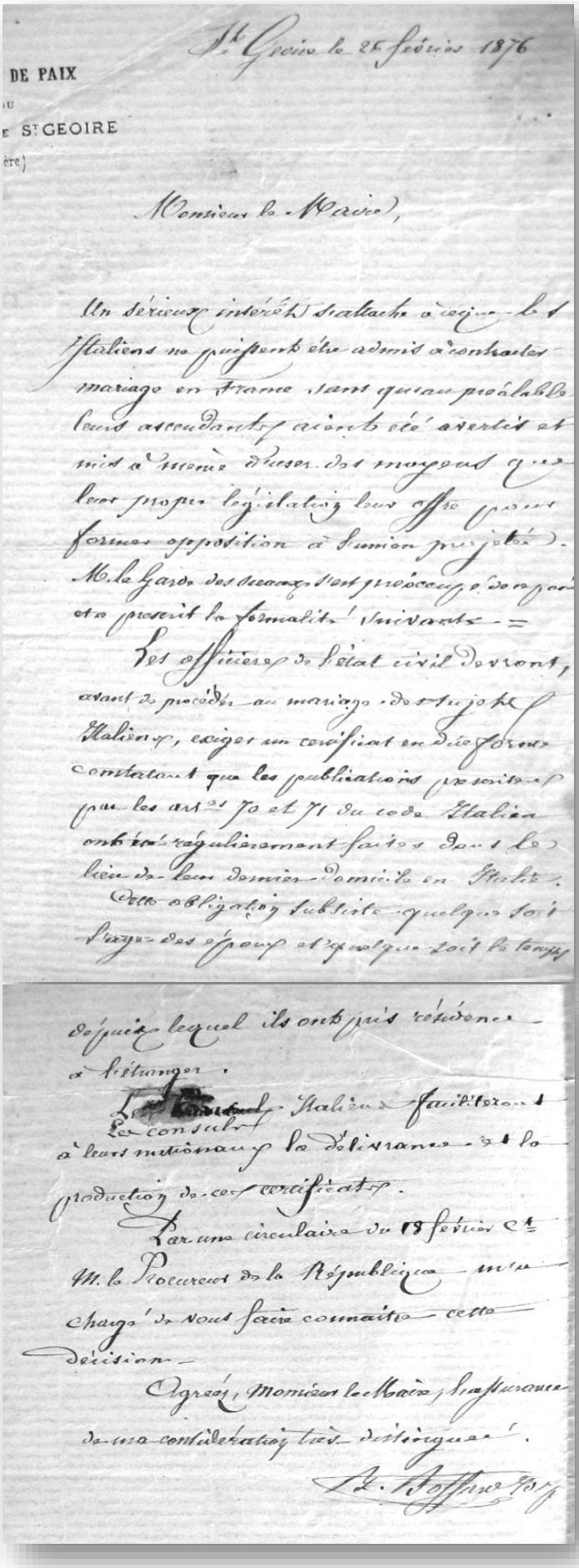
En 1860, **Benoît**se porte acquéreur aux enchères (personne n'a surenchéri sur lui…) des dettes de la succession du notaire **Ruelle**[1211].

Entre juin et juillet 1853, il est nommé secrétaire de la mairie de Saint-Geoire.

En 1876, il est juge de paix du canton, et d'une famille des plus notables de ce canton. Le docteur **Joseph Boffard** (né en 1862) se souvient dans ses *Mémoires* qu'il a été envoyé entre 1870 et 1873 à l'écoles des frères Maristes de Plan Palais, au milieu des familles bourgeoises et nobles du lieu : les **Franclieu**, **Allégret**, **Michal Ladichère**, **Chaboud** et **Benoît Boffard** juge de paix du canton, « oncle à ma mère » (et non « cousin de mon père », ce qui marque bien l'éloignement entre les famille de **Pierre Emmanuel I** et ses frères et soeurs…)[1212]

En 1876, **Benoît**, en tant que juge de paix, écrit de sa main une lettre au maire de Voissant, qui traite des formalités auxquelles les Italiens doivent se plier avant de se marier en France.

[1203] Voir plus haut.
[1204] Reçu le 17 décembre 1852 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20347
[1205] Reçue le 23 mars 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20348
[1206] Reçue le 28 octobre 1853 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20349
[1207] Reçue le 10 juin 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20353
[1208] Reçue le 16 janvier 1857 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20356
[1209] Reçue le 4 octobre 1857 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20357
[1210] Reçue le 13 février 1859 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20360
[1211] Reçu le 18 novembre 1860 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20363
[1212] *Mémoires* du docteur Joseph Boffard, p.3, Arch Boffard.



DE PAIX
U
E ST GEOIRE
ère)

St Geoire le 25 février 1876

Monsieur le Maire,

Un sérieux intérêt s'attache à ce que les Italiens ne puissent être admis à contracter mariage en France sans qu'au préalable leurs ascendants aient été avertis et mis à même d'user des moyens que leur propre législation leur offre pour former opposition à l'union projetée. M. le Garde des sceaux vient précisément de prescrire la formalité suivante =

Les officiers de l'état civil devront, avant de procéder au mariage de tout sujet Italien, exiger un certificat en bonne forme constatant que les publications prescrites par les art.ts 70 et 71 du code Italien ont été régulièrement faites dans le lieu de leur dernier domicile en Italie.

Cette obligation subsiste quelque soit l'âge des époux et quelque soit le temps

depuis lequel ils ont fixé résidence à l'étranger.

Les [redacted] Italiens feront légaliser par le consul à leurs nationaux la délivrance et la production de ces certificats.

Par une circulaire du 13 février c.t M. le Procureur de la République m'a chargé de vous faire connaître cette décision.

Agréez, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération très distinguée.

L. Hoffmann Juge

Benoît décède le 11 mai 1895 à Saint-Geoire, après avoir considérablement assis la fortune et la notoriété de sa famille. Benoît et Pauline ont deux enfants :

-**Gustave**, qui suit.

-**Théodorine**, née en 1848, épouse en 1894 **Philippe Cave,** commissaire de la Marine[1213]**. Philippe**, né à Villeneuve sur Yonne (89) le 21 avril 1847, est fils de **Louis Ferdinand** et **Marie Delafosse**. Il est veuf d'**Anna Valentine Poulain**.

Les témoins de **Théodorine** sont **Jules Garavel**, 62 ans, docteur en médecine, habitant à Montreuil sous Bois, son cousin germain ; et **Edouard Martin**, 49 ans, capitaine major au 29ème bataillon de chasseurs à pied, résidant à Vincennes. Voici leurs photos, prises à Grenoble :





4.2.1 Gustave 1844-1917

Gustave est né le 14 septembre 1844 à Saint-Geoire et mort en 1917 à Lyon. Il doit ce prénom rare dans la famille à son oncle **Gustave Garavel**, malheureusement mort jeune.

Il fait ses études de droit, est qualifié de clerc de notaire 9 rue Vaubecour à Lyon en 1877. Il devient notaire à Montalieu Vercieu (38) en 1886 jusqu'en 1909[1214].

Il est lié avec la famille **Boffard** installée à Lyon et à Saint-Geoire, en particulier les enfants de **Joseph Romain** et de **François Napoléon** (tous deux fils de Laurent). Les membres de la famille **Boffard** de passage ou installés à Lyon semblent très proches les uns des autres. En 1882, après la mort de **François Napoléon**, le docteur **Joseph Boffard** relate son installation avec sa mère dans la villa de ses cousins, 33 chemin saint antoine. Ils voyaient **Romain** le confiseur (fils de **Noël**), **Joanny**, l'abbé **Claudius**, et **Gustave Boffard**[1215].

En 1877, la déclaration de naissance de **Jeanne**, dernière fille du notaire **Joanny Boffard**, est notamment faite par **Gustave** ; la même année décède une autre fille de **Joanny**, **Antoinette** : la déclaration est encore signée de **Gustave**, clerc de notaire 9 rue Vaubecour[1216].

Ils ont été suffisamment proches pour réaliser des investissements ensemble, proposés par **Gustave** et qui n'ont pas toujours été florissants, notamment pour les enfants de **François Napoléon**.

[1213] Contrat reçu Bourdel, à Paris, le 5 mai 1894

[1214] Les Archives départementales de l'Isère ne conservent ses minutes qu'entre 1888 et 1899. Le reste semble être perdu. Elles doivent être étudiées systématiquement.

[1215] *Mémoires* du docteur Joseph Boffard, p. 5, Arch Boffard

[1216] Registre d'état civil de Lyon Mi 982, 984

Gustave épouse le 16 juillet 1890, à Morestel, **Jeanne Marie Joséphine Ferroux**, née le 18 mars 1865. **Jeanne** est fille de Joseph et de Françoise Lasserre, de Vézeronces (Drôme).

Ils ont eu **Madeleine**, artiste peintre à Lyon, qui ne semble pas avoir eu de descendants. Elle habitait 22, rue de Condé à Lyon.

Voici l'une de ses œuvres :



Mlle Madeleine BOFFARD

« INTÉRIEUR »

5. François II (1768-1840)

François I (1727-1791) + 1750 Marie Allégret (1726-1766)
- 1 Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)
- 2 Joseph (1762-1830) + av 1788 Françoise Gouillon
- 3 Benoît (1765-1810 + 1797 Catherine Marron

François I (1727-1791) + 1766 Agnès Baudrand (1732-1804)
- 4 Pierre Emmanuel (1767-1843) + 1793 Thérèse Garavel
- **5 François II (1768-1840) + 1795 Marie Bertet Bornaton (1767-1810)**
  - 5.1 Antoine (1799-1858) + 1822 Louise Allemand
    - 5.1.1 François (1825- + 1866 Claudine Péguet
    - 5.1.2 Antoine (1830-1855)
    - 5.1.3 Benoît (1834-1866) + Julie Buterne
  - 5.2 Jacques (1802-1883) + 1827 Rose Rosset
    - 5.2.1 Laurent (1832-1900) + 1856 Madeleine Lombard Cuvignet
    - 5.2.2 Pierre (1837- + Marie Discour
    - 5.2.3 Antoine (1841 + Marianne Chambon
- 6 Antoine Martin (1771-1844) + 1797 Josephte Chevron (1775-1847)

François est né en 1768, premier de deux jumeaux. Le second est **Isaac**, décédé immédiatement après. Son parrain est **Laurent** son frère et sa marraine **Françoise Boffard Cocat**. Exceptionnellement, les parents n'ont pas choisi les parrain-marraine parmi les relations de travail, mais dans la famille (de même que pour le frère jumeau Isaac). Cela ne se reproduit plus par la suite. Sans doute la naissance de jumeaux était-elle chargée d'une symbolique familiale…

François (que l'on appellera **François II** pour le distinguer de son père, et relier plus facilement ses enfants), est resté à Voissant sa vie durant, d'abord comme marchand, puis comme propriétaire cultivateur. Sa présence est fréquente dans les registres : il est 5 fois parrain :

-1782, **Françoise Muzy**, fille **Pierre** et de **Françoise Chaney Toniet** (issu de la famille Boffard par **Jeanne**, fille **d'Isaac**, qui avait épousé **Jean Chaney Toniet** en 1724)[1217] ;

-1806, son neveu **François Napoléon** (fils de son frère aîné **Laurent**)[1218] ;

-1814, un enfant au nom illisible[1219] ;

-1823, son petit-fils **François**, d'**Antoine** et **Louise Allemand**[1220] ;

-1826, son petit-fils **Jacques François Colomb**, d'**Antoine** et **Thérèse Boffard**[1221].

Et aussi 27 fois témoin :

-1789, baptême de **Michel Gruat**, de **François** et **Marguerite Bertet**[1222] ;

-1791, mariage de son frère **Laurent**,

-1792, baptême de sa nièce **Agnès** (de **Laurent**)[1223] ;

-1792, baptême d'**Antoine Isaac Boffard Cocat**[1224] ;

-1793, mariage de sa sœur **Louise** avec **PierreGallin**[1225] ;

-1793, mariage de **Claude Combe** avec **Anne Suzanne Recoura Churot**[1226] ;

-1795, naissance de son neveu **Laurent,** de **Laurent**[1227] ;

[1217] Registre paroissial de Voissant n°6, 380
[1218] Registre paroissial de Voissant n°9, 132
[1219] Registre paroissial de Voissant n°14, 164
[1220] Registre paroissial de Voissant n°17, 59
[1221] Registre paroissial de Voissant n°17, 76
[1222] Registre paroissial de Voissant n°6, 404
[1223] Registre paroissial de Voissant n°6, 412
[1224] Registre paroissial de Saint-Bueil, 4 mars 1792
[1225] Registre d'état civil de Voissant, 25 juin 1793
[1226] Registre d'état civil de Voissant, 25 juin 1793
[1227] Registre d'état civil de Voissant, 28 mars 1798

-1795, naissance de sa nièce **Thérèse,** de **Pierre Emmanuel**[1228] ;

-1800, naissance de son neveu **Antoine,** de **Martin**[1229] ;

-1801, baptême d'une autre nièce **Josephte Julie** (de **Laurent** là encore)[1230] ;

-1802, naissance de **Catherine Bertet**, de **François** et **Marie Bertet**[1231] ;

-1803, mariage de **Claude Gallin** (né à Voissant, 43 ans) avec **Françoise Bellet Mollier** (née à Saint-Pierre-de-Genebroz, 26 ans). Tous les deux sont domestiques chez **François II**, où ils se sont certainement rencontrés ! (Vive la domesticité) ; dans un monde marqué par une domesticité très familiale et bien peu informelle, on comprend que les trois frères **Boffard** présents à Voissant (**François II**, **Martin** et **Laurent**), aient été témoins de ce mariage. La fête dut être belle.

-1803, décès de son frère **Antoine**, avec son autre frère **Martin**[1232] ;

-1804, naissance de sa nièce **Julie,** de **Laurent**, toujours avec **Martin**[1233] ;

-1804, décès de sa mère **Agnès Baudrand**, en compagnie de son frère **Martin**[1234] ;

-1804, décès de sa belle-mère **Catherine Billot Mornet** (décédée dans la maison **Bertet Bornaton** = maison « **Andréa** » aujourd'hui, immédiatement voisine de la maison « **martin** » **Boffard**)[1235] ;

-1805, mariage de **Gabriel Bertet** et **Marianne Burlet Plan**[1236] ;

-1805, naissance de sa nièce **Marie**, de **Martin**[1237] ;

-1809, mariage de **Jean Chaney Savoyen** avec **Marguerite Ravier**[1238] ;

-1810, décès de sa nièce **Louise Boffard**, fille de **Martin** et **JosephteChevron**[1239] ;

-1810, il est témoin au décès de son épouse **Marie Bertet Bornaton**[1240].

-1811, contrat de mariage de **Jacques Burlet le Plan** avec **Madeleine Allemand**[1241] ;

-1812, mariage de **Joseph Muzy** et **Marie Sotat Gorin**[1242] ;

-1823, mariage de **Jean Pascal Suisse** de Saint-Albin et **Marie** ?[1243] ;

-1825, mariage de sa fille **Marie Thérèse** avec **Antoine Colomb**[1244] ;

-1827, mariage de **Claude Gay** (d'Aoste, préposé des douanes à Voissant) et **Thérèse Lanfrey** de Miribel[1245] ;

-1827, mariage de son fils **Jacques** avec **Rose Rosset**[1246] ;

A partir de 1826-1827, il laisse la place à ses enfants **Antoine** et **Jacques**.

François II épouse en 1795 **Marie Bertet Bornaton**, d'une famille de la *chanéaz* à Voissant[1247]. Ses frères **Laurent** et **Pierre Emmanuel** signent l'acte civil[1248]. Les **Bertet Bornaton** sont un rameau des **Bertet**, famille parmi les plus anciennes de Voissant, individualisé entre 1620 et 1636 (première mention d'un **Claude Bertet Bornat** dans la taille de 1636, avec filiation suivie jusqu'à la Révolution).

En plus d'avoir été toujours proche des **Boffard** (rappelons que **François I Boffard**, deux fois seulement témoin de décès, est témoin de celui de **Claude**, père de **Marie**, en 1782[1249]), les **Bertet Bornaton** font aussi figure de notables à cette époque. Dans la taille de 1788, les deux branches de la famille se classent au 13ème et 16ème rang de Voissant. En 1791, **Jean Bertet Bornaton** est élu notable de

[1228] Registre d'état civil de Voissant, 27 septembre 1793
[1229] Registre d'état civil de Voissant, 9 octobre 1800
[1230] Registre paroissial de Voissant n°7, 116
[1231] Registre d'état civil de Voissant, 19 janvier 1802
[1232] Registre d'état civil de Voissant, 22 février 1803
[1233] Registre d'état civil de Voissant, 31 janvier 1804
[1234] Registre d'état civil de Voissant, 30 mai 1804
[1235] Registre d'état civil de Voissant, 7 novembre 1804
[1236] Registre d'état civil de Voissant, 3 septembre 1805
[1237] Registre d'état civil de Voissant, 27 septembre 1805
[1238] Registre paroissial de Voissant n°12, 147
[1239] Registre d'état civil de Voissant, 6 novembre 1810
[1240] Registre d'état civil de Voissant, 23 décembre 1810
[1241] Reçu le 19 janvier 1811, Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20270
[1242] Registre paroissial de Voissant n°13, 23, et Registre d'état civil de Voissant, 4 août 1812
[1243] Registre paroissial de Voissant n°17, 59
[1244] Registre d'état civil de Voissant, 8 juin 1825
[1245] Registre d'état civil de Voissant, 25 juin 1827
[1246] Registre d'état civil de Voissant, 6 août 1827
[1247] Registre d'état civil de Voissant, 7 octobre 1795
[1248] Registre d'état civil de Voissant, 17 octobre 1795
[1249] Registre paroissial de Voissant n°6, 380

Vaulserre ; son revenu est estimé 203 livres (206 en 1801 et –seulement- 75 en 1813). Il épouse **Françoise Truffier,** nièce de **Benoît I Patricot**.

La maison des **Bertet Bornaton** semble être la maison « **Andréa** » à la*chanéaz* de Voissant.

Marie, cousine germaine de ce **Jean**, est fille unique de **Claude**, déjà cité pour les difficultés nées de sa succession, et de **Catherine Billot Mornet**. Celle-ci est l'unique héritière de **Claude** et **Lucresse Billot Mornet** ses frère et sœur. Quant à **Claude Bertet Bornaton**, il avait plusieurs sœurs, **Elisabeth**, **Catherine** et **Claudine** (tous enfants de Benoît et **Madeleine Martin Tapion**)

Marie a alors 29 ans, et fait figure de parti plus qu'honnête. Sont témoins **Laurent** et **Pierre Emmanuel Boffard**.

Il n'y a pas eu de contrat de mariage. Cette absence surprend de prime abord, alors que le contrat est traditionnellement le meilleur moyen pour préciser l'accord entre famille qu'est alors le mariage, et le meilleur moyen d'organiser sa succession ; en réalité, la Révolution a bouleversé ces domaines intimement liés que sont le droit patrimonial entre époux et le droit successoral. Il y eut d'abord l'instauration de l'égalité entre héritier et même la réduction de la quotité disponible à presque rien (10% du patrimoine) avec interdiction de l'utiliser pour avantager un enfant, entre 1791 et 1794.

Et surtout la loi de nivôse an II (6 janvier 1794), qui s'ouvre par un article abolissant le contrat de mariage, au nom de la liberté et de l'égalité.

Il s'agissait surtout de supprimer les dispositions des contrats qui anticipaient les successions ; le contrat pouvait subsister en tant qu'instrument des conventions entre époux (donation de l'un à l'autre en particulier). En même temps est défini le régime légal : la communauté de meubles et acquêts, qui s'applique en l'absence de contrat (repris par le Code civil de 1804). Mais malgré les espérances qu'avaient conçues certains, dès 1795 on enterra les velléités de direction commune des biens du ménage, pour en revenir à une direction exclusivement masculine sous Napoléon Ier.

Rappelons, enfin, que **Marie Bertet Bornaton** est seule héritière de ses parents : la mise en place d'une dot (seul intérêt d'un contrat) ne se justifiait pas.

Ceci et le contexte révolutionnaire expliquent que **François** et **Marie** n'aient pas conclu de contrat de mariage, se contentant de la communauté légale. **Marie** pouvait donc gérer ses biens comme elle l'entendait. Mais avec l'appesantissement de la puissance du mari sur sa femme (Code civil de 1804 qui revient à la législation d'Ancien régime), cette liberté était bien réduite : pour signer tout acte officiel, une femme devait bénéficier de l'autorisation de son mari… En fin de compte, le mari autorisait la femme à gérer elle-même ses biens propres.

Le couple a quatre enfants : **Louise**, **Antoine**, **Jacques** et **Marie Thérèse.**

Marie ne semble avoir été marraine qu'une fois (mais il faut rappeler les lacunes de nos registres paroissiaux, et leur totale absence entre 1792-3 et 1800) : elle est marraine de **François Napoléon** le fils de **Laurent**, comme son mari **François II** en est le parrain.

François II prend un départ favorable dans la vie. Son père l'avantage dans sa succession, de même que **Laurent**, l'aîné de toute la famille, et **Louise**, la seule fille survivante. Certes, **François II** n'était pas l'aîné du second lit (d'**Agnès Baudrand**) ; mais **Pierre Emmanuel** était destiné à la prêtrise. L'aîné devenait **François**. Chaque enfant reçoit sa « légitime » (2 200 livres : 2 000 dans le contrat de mariage de **Laurent** avec **Françoise Patricot** le 25 novembre 1790, et 200 de plus dans le testament du 8 novembre 1791), mais **François II** reçoit 400 livres supplémentaires. Avantage de plus de 18 %, considérable, donné aussi à **Louise**, la seule fille survivante.

Cet avantage destinait une belle carrière à celui qui, en 1793 au mariage de sa sœur **Louise**, était noté « marchand », comme son père **François I**… Ainsi sur les 5 garçons de ce dernier, l'aîné conservait l'essentiel des terres, **Joseph** et **Benoît** étaient fabriquant et marchand à Lyon, **Pierre Emmanuel** devait entrer en religion, **François II** était marchand à Voissant, **Antoine** était soldat et **Martin** boulanger. La place de chacun était fixée, et la famille semblait unie. **François II** lui-même poursuit les liens tissés avec

d'autres familles comme les **Dulac** : en 1802, il est témoin, avec ses deux frères **Antoine** et **Martin**, au testament du notaire **François Dulac**, meilleur ami et associé de son père[1250].

Puis, on ne sait la raison, patriotisme ou autre, **François II** partit à la guerre comme soldat volontaire ; il y est encore le 28 mars 1795 lorsqu'il est témoin de la naissance de **Laurent**, fils aîné de son frère **Laurent**[1251]. C'est la fin de son service, puisque le 7 octobre, jour de son mariage, **François** est noté « cultivateur ».

Après son retour de la guerre et son installation définitive avec **Marie**, il ne reprit jamais ses activités marchandes. Aucun acte postérieur à 1793 n'évoque cet état de « marchand ». Dès 1798, il est qualifié de « cultivateur », puis de « propriétaire cultivateur » comme ses frères **Laurent** et **Martin**[1252]. Jusqu'à 1840 dans l'acte civil de son décès[1253].

La guerre l'avait certainement changé. Mais cet état de fait doit aussi à la disparition de la vocation de son frère **Pierre Emmanuel**, dont les ambitions de chef de famille modifient la donne.

Déjà en 1791, alors que les enfants du second lit laissent leurs biens dans l'indivision, c'est **Pierre Emmanuel** qui les représente dans le registre de la contribution mobilière. De même au parcellaire de 1792, **Pierre Emmanuel** déclare non seulement les biens indivis, mais aussi les biens propres de **François II** (probablement les 400 livres d'avantages successoraux, convertis en terre)[1254].

Enfin, quand l'indivision cesse, avec le décès d'**Antoine** en 1803 et les ventes qui l'ont précédé, puis le décès d'**Agnès Baudrand** en 1804, **François II** n'apparaît pas comme un acteur majeur, là où **Pierre Emmanuel** joue ce rôle à la perfection[1255].

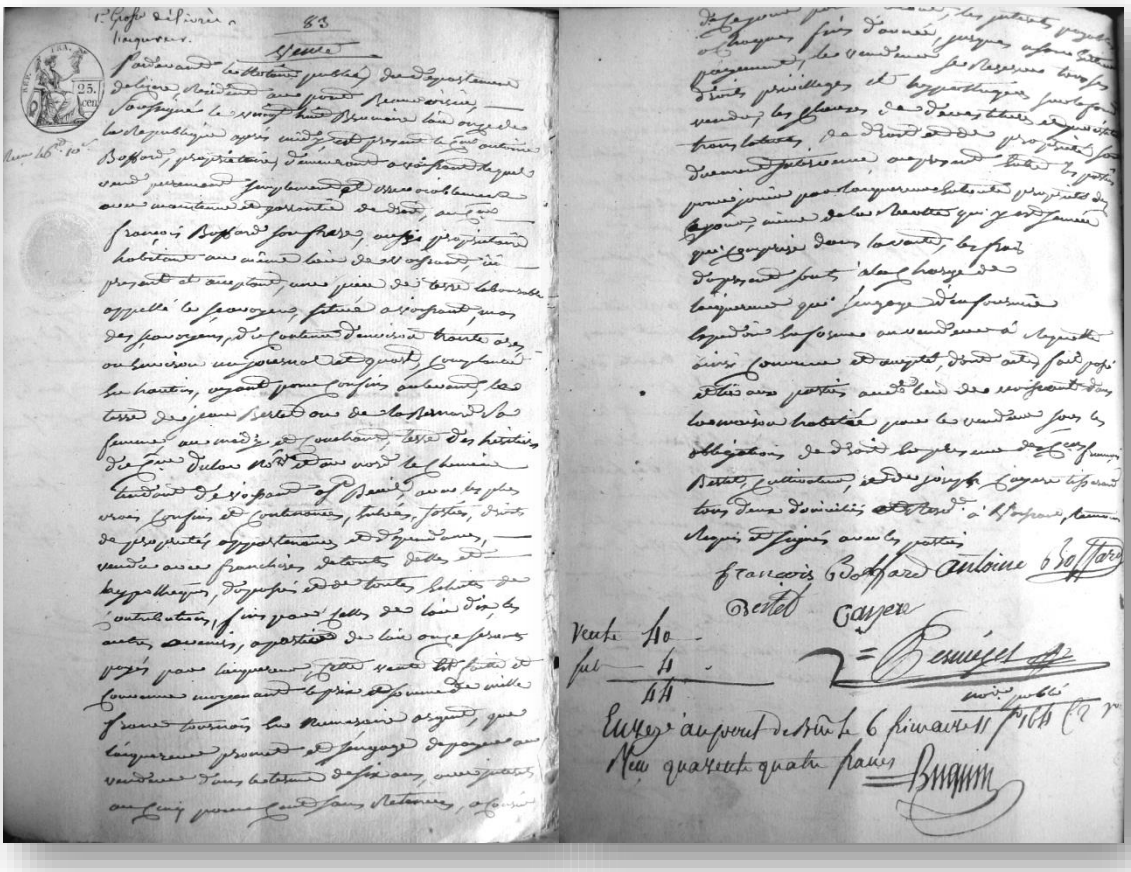
Il faut aussi imaginer que ses affaires n'ont pas été florissantes ; En 1813, dernière contribution foncière dont nous disposons pour l'instant, son revenu est estimé 44,65 FF (ceux de **Pierre Emmanuel** : 88,30 ; **Martin** : 59,05 ; **Louise** : 35,10). En plus des chiffres, cette contribution nous renseigne sur les relations entre **François II** et **Pierre Emmanuel** : l'impôt de ce dernier est acquitté par **Laurent** et **Martin**, c'est-à-dire que les terres leur étaient louées. Et non à **François**… Pour quelles raisons ? Ce dernier les aurait-il refusées ? En tous cas, ces relations n'étaient pas coupées, et même pas si mauvaises, puisque le 27 septembre 1795, **François II** accompagnait son frère **Pierre Emmanuel** pour déclarer la naissance de **Thérèse**, fille aînée de ce dernier.

François fait des dettes, notamment envers **Jacques François Dulac**. Celui-ci est l'un des notables les plus importants du canton : un temps maire de Voissant, puis installé à la maison *du mercier* à Saint-Albin, percepteur des contributions directes, puis juge de paix du canton de Saint-Geoire… En 1814, **François** souscrit une obligation de 382 FF, qu'il ne règle totalement que le 3 janvier 1831[1256].

François II et **Marie Bertet Bornaton** sont restés à Voissant toute leur vie, et nous disposons de quelques documents dans lesquels ils interviennent :

En 1802, **François II** achète de son frère **Antoine** une pièce de terre au *savoyen* à Voissant, d'environ 3 000 m², pour le prix de 1 000 FF. Les témoins sont **François Bertet** et **Joseph Cayère**, tous les deux de la *chanéaz* de Voissant, et depuis toujours amis des **Boffard**[1257].

[1250] Testament reçu le 27 avril 1802 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20513
[1251] Registre d'état civil de Voissant, en sa date.
[1252] Par exemple à la naissance de sa fille Louise le 21 février 1798 : registre d'état civil de Voissant.
[1253] Registre d'état civil de Voissant, 7 septembre 1840
[1254] Notre site, à la page parcellaire 1792, Classement par ordre alphabétique ou Classement par rang de surface.
[1255] Voir nos passages sur Pierre Emmanuel I Boffard (1767-1843)
[1256] Livre de raison de Jacques François Dulac (classé par ordre alphabétique), Arch. Dulac.
[1257] Vente reçue le 19 novembre 1802 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20588



Vente reçue le 19 novembre 1802 Permezel au Pont, ADI 3E 20588

En 1804, François II est témoin d'une quittance passée par **Pierre Charreton** de Saint-Albin, d'une obligation de 900 FF due par **Joseph Martel** de Chirens. Pour ce prix, le premier avait remplacé le second aux armées. A cette occasion, **François II** est qualifié de « propriétaire », et le second témoin, **Joseph Garrel Griche** (parent des **Boffard** de Saint-Albin), de « cultivateur » à Saint-Bueil[1258].

La même année, **Marie Bertet Bornaton** lui passe procuration générale pour gérer tous ses biens[1259].

En 1805, elle s'oblige envers **Jacques Bornat Quérat** pour régler la succession de la famille de sa mère (**Billot Mornet**).

Mais en 1808, sentant ses forces décliner, elle fait son testament. **François II** reçoit la jouissance de la moitié de ses biens ; leur fils aîné **Antoine** reçoit tout ce que la loi permet de lui donner hors part (la quotité disponible)[1260].

Ce n'était pas pour cette fois. Rétablie, **Marie** achève la succession de sa famille paternelle : son père avait une sœur, **Elisabeth**, tous deux enfants de **Benoît** et **Madeleine Martin Tapion** (autre famille de la *chanéaz*) : en 1809, elle traite avec **Pierre Bernardy** cultivateur de Coublevie (canton de Voiron), seul héritier d'**Elisabeth** sa mère, et donc cousin germain de **Marie**. Celui-ci traite sous la contrainte « sur la demande qu'étaient à la veille de former les mariés **Boffard** et **Bertet Bornaton** contre … » Les prétentions respectives remontent à la succession des grands-parents communs **Benoît** et **Madeleine**.

Benoît Bertet Bornaton + Madeleine Martin Tapion 1759)
Claude 1782) + Catherine Billot Mornet
Marie + François Boffard

[1258] Reçue le 27 janvier 1804 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20589
[1259] Reçue le 26 novembre 1804 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20590
[1260] Reçu le 19 janvier 1808 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20268

Elisabeth 1784) + Bernardy
Pierre Bernardy

Catherine 1806) + Claude Garavel SP

Claudine SP

Bernardy avait conservé la totalité de la succession de leur tante **Claudine**, mais **Marie** possédait toute la succession de leur grand-mère **Martin Tapion**… Pour terminer tous les aspects de cette succession, chacun transige et **Marie** reçoit 500 FF de son cousin **Bernardy**[1261].

En 1810, **François II** passe quittance **Jean Baptiste Villard Chappat**, de Saint-Bueil, d'une somme de 900 FF ; celui-ci la devait à **Catherine Billot Mornet** la mère de **Marie**, par acte de septembre 1797[1262].

Ces héritages, qui s'ajoutaient à sa bonne position de départ, auraient dû permettre à **François II** de vivre aisément.

En effet, il achète en 1810 de **Gaspard Chaney Prince** un pré en *gabert*à Voissant, de 1 250 m². Le prix est de 300 FF[1263].

Or l'impression de mauvaises affaires et d'une fin de vie difficile se précise pourtant :

En 1822, le voilà qui vend une terre à Voissant à son frère **Martin** pour 200 FF[1264].

En 1824, nouvelle vente, à **Pierre Huguet** de Saint-Albin, pour 600 FF[1265].

En 1825, nouvelle vente, à **François Bertet** de Voissant, de 25 ares de léchère à Voissant, pour 300 FF[1266].

En 1825, il doit solliciter de son frère **Joseph** (de Lyon) le prêt d'une somme de 1 100 FF, payable le 6 décembre 1833 avec 500 FF d'intérêts[1267]. Mais dès 1827, il est dans l'impossibilité de rembourser deux obligations de 203 FF en tout, dues au marquis de **Corbeau de Vaulserre.** Ainsiqu'uneobligation de 560 FF due à **Fuzier**, curé de Saint-Martin.

Sa situation semble bien mauvaise, et il faut qu'interviennent ceux qui ont été depuis des siècles les protecteurs naturels de la population de Vaulserre : les **Corbeau de Vaulserre**. L'intervention n'est jamais gratuite, mais elle permet de calmer les ardeurs et les appétits des créanciers, et souvent des allègements : ainsi le 7 juin 1827, **François II** vend au marquis de **Corbeau de Vaulserre**, ancien seigneur de Vaulserre, 7 500 m² de terres et vignes en *patarin* (Voissant)(d'excellentes terres), un bois de 2 500 m² à la *branchaz* (Saint-Bueil)et un pré de 3 700 m² en *gabert* (Voissant). Le prix est de 2 623 FF, en partie réglé immédiatement, en partie différé et par compensation des dettes de **François** que le marquis rembourse lui-même : à cette occasion, il obtient de **Joseph Boffard** et du curé **Fuzier** un rabais. C'est ainsi que depuis toujours et jusque bien après la Révolution française, la noblesse rurale pacifiait et organisait les relations sociales[1268].

Enfin, encore en 1828, nouvelle obligation privée de 100 FF par le même marquis à **François II** et **Jacques Boffard**, père et fils, remboursable dans 4 ans. Le capital est remboursé dans les temps, le 28 décembre 1831, mais les intérêts (20 FF) attendent le mois de juin 1832…[1269]

Ainsi **François II** décède-t-il bien appauvri.

Si ses affaires ont été très mauvaises, elles ne remettent pas en cause sa présence à la direction de la commune de Voissant. En 1812, il est témoin, avec son frère **Laurent**, de l'instruction menée par

[1261] Reçu le 25 septembre 1809 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20269
[1262] Reçue le 18 novembre 1810 Charmeil à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20451
[1263] Reçue le 30 juillet 1810 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20597
[1264] Reçue le 18 juillet 1822 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20615
[1265] Reçue le 3 avril 1824 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20518
[1266] Reçue le 18 février 1825 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20620
[1267] Obligation reçue le 28 mai 1825 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20422
[1268] Convention privée visible aux Arch Vaulserre, livre 18 (Livre domestique du marquis de Corbeau de Vaulserre), 119 et 514
[1269] Arch Vaulserre, livre 18 (Livre domestique du marquis de Corbeau de Vaulserre), 22

Benoît II Patricot, maire de Voissant, pour découvrir les circonstances du décès (suicide) de **Jean Bertet Bornaton**, cousin de son épouse[1270].

Plus généralement, ilfait partie du conseil municipal, probablement depuis le début du siècle jusqu'en 1830. Il démissionne cette année, et est remplacé par **Gabriel Buscoz Fit**.

A cette date, il fait partie des 10 plus forts imposés de la commune. Puis on le retrouve une fois membre du conseil en mai 1828. En 1831, mention la plus proche de 1828 dans le registre des actes du conseil, il a passé la main : figurent parmi les plus imposés ses deux fils **Antoine** et **Jacques**. On ne trouve plus trace de lui par la suite[1271].

François II décède le 6 septembre 1840 à l'âge de 72 ans. Le décès est déclaré par **Antoine** et **Jacques** ses deux fils. Il faut maintenant évoquer ses enfants.

François II et **Marie Bertet Bornaton** ont eu quatre enfants :

-**Louise** naît le 21 février 1798 ; sa naissance est déclarée par son père accompagné de **Laurent Boffard** et **Benoît Pélissier** beau-frère de ce dernier[1272].

Elle arrive à l'âge de 32 ans sans être mariée, ce qui ne pouvait signifier que trois choses : ses parents étaient trop pauvres pour lui trouver un parti ; elle souffrait de difformité physique dirimante ; elle refusait d'épouser tous les partis qu'on lui proposait, saisie d'amour pour un homme marié… Les deux premières possibilités doivent être écartées : ses parents ont trouvé à marier leurs trois autres enfants, dont une fille ; elle se marie en 1835. Il faut donc retenir la troisième possibilité, d'ailleurs corroborée par la suite :

Le 17 juillet 1831, elle met au monde une fille appelée **Rose**, sans avoir avoué le père. Elle accouche chez son frère **Antoine** et la déclaration est faite par ce dernier.

Finalement, elle épouse en 1835 **Claude Gaillot Drevon** de Saint-Martin, menuisier au Pont. Celui-ci était veuf de **Marie Pélisson** depuis deux ans … **Claude** est fils d'**Antoine** et de **Marie Chappat Combe**, d'une ancienne famille de Saint-Albin et Saint-Martin ; le père de **Claude** lui fait donation d'un quart de ses biens par préciput ; la mariée n'apporte que son trousseau en dot, l'ensemble des biens qu'elle pourrait posséder par la suite resteront paraphernaux (c'est-à-dire qu'elle en jouira comme elle l'entendra)[1273].

Après son mariage, elle vend sa part des biens de sa mère à ses deux frères, en 1836 et 1837.

Rose, sa fille, épouse Etienne Descotes ; ils vivent en rentiers aux *éteppes* (Saint-Jean d'Avelanne), où elle décède en 1888[1274].

-**Antoine**, qui suit.

-**Jacques**, qui suit Antoine

-**Marie Thérèse** naît à Voissant en 1806[1275]. En plus du père, la déclaration est faite par **Martin** et **Laurent Boffard**.

Elle épouse à Voissant en 1825 **Antoine Colomb**, son cousin, né à Saint-Bueil en 1798 et tisserand à son mariage[1276]. **Antoine** est fils de **François** et de **Guigonne Billion** (fileuse). Les témoins sont **Noël** et **Antoine** (fils de **Martin**) **Boffard**, tous les deux cousins de l'épouse, et **Charles Dulac** (fils du notaire **François**) futur maire de Voissant. Dernier témoin : **Benoît Morard Châtaignier** de Saint-Bueil. Ainsi en cette occasion, les trois branches des **Boffard** installées à Voissant sont réunies.

Antoine et **Marie-Thérèse** s'installent à Saint-Jean d'Avelanne. Le couple a notamment **Jacques Pierre**, né en 1838 à Saint-Jean d'Avelanne et décédé à Caluire (Rhône) en 1913. De son mariage avec **Thérèse Debriand** (1838-1878) à Lyon en 1865, ils ont **Tonin** (1866-1933), **Alexandre** (1869-1909), **César**

1270 Sur les circonstances de ce drame, Voir nos passages sur Laurent Boffard (1759-1818)
1271 Arch de Voissant, *Registres des actes du conseil municipal de Voissant*
1272 Registre d'état civil de Voissant, 21 février 1798
1273 Reçu le 22 avril 1835 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20523
1274 Registre d'état civil de Saint-Jean-d'Avelanne, 2 novembre 1888
1275 Registre d'état civil de Voissant, 6 juin 1806
1276 Registre d'état civil de Voissant, 8 juin 1825

(1873-1917), **Madeleine** (1875-1959) et **Henriette** (1877-1957)[1277]. Des descendants **Colomb** subsistent aujourd'hui de **Tonin**.

5.1 Antoine 1799-1858

Antoine naît le 19 octobre 1799[1278].

Il est parrain une fois, en 1831, de sa nièce **Rose**, fille naturelle de sa sœur **Louise** (**Louise Allemand** son épouse est la marraine)[1279].

Il est aussi témoin 5 fois, en :

-1827, mariage de **Claude Gay** (d'Aoste, préposé des douanes à Voissant) et **Thérèse Lanfrey** de Miribel[1280] ;

-1834, naissance de **Marguerite Gallin**, fille de **Benoît** et de sa cousine **Julie Boffard**[1281] ;

-1856, naissance de son neveu **Jacques François Colomb** fils de sa sœur **Marie Thérèse**[1282] ;

-1840, décès de son père **François II**, avec son frère **Jacques** ;

-1844, décès de son oncle **Martin Boffard**, avec son cousin **Antoine** (fils de **Martin**). A cette occasion, il prétend ne pas savoir signer, alors que nous disposons de nombreux documents signés[1283].

Il épouse en 1822 à Saint-Geoire **Louise Allemand**, fille de **Philippe** et **Marie Croibier**, et petite-fille de **Louis Allemand** et **Rose Marcoz**, d'une famille de Saint-Bueil[1284]. Quel que soit le contrat signé en 1822, **Louise** apparaît comme judiciairement séparée de biens de son époux en 1851.

Du vivant de son père, **Antoine** semble parfaitement intégré à la vie de Voissant, et très bien intégré dans la famille : en 1823 la naissance de son fils aîné **François III** rassemble toute la famille. Signent à l'acte de baptême son père **François II** (le parrain) et ses deux cousins germains **Antoine Noël** (fils aîné de **Laurent**) et **Antoine** (fils aîné de **Martin**)[1285] ! Toute la famille est donc réunie, l'avenir semble sourire. En 1830, **Noël** est encore choisi pour devenir le parrain de son fils **Antoine**[1286]. En 1834, il se joint à **Benoît Gallin** pour déclarer la naissance de **Thérèse**, fille de **Benoît** et de **Julie Boffard** sa cousine (soeur de **Noël**)

A partir de 1824, son père **François II** commence à lui donner son indépendance : il lui vend une terre garnie de treilles en *gabert* à la *chanéaz* de Voissant, pour le prix de 600 FF. 300 FF proviennent des deniers de **Louise Allemand** (précisé dans le contrat de mariage) ; les 300 restants sont payés par **Philippe Allemand**, père de Louise, en complément de dot[1287].

Le 23 avril 1826 a lieu le partage de la succession de **Marie Bertet Bornaton** entre ses quatre enfants **Antoine**, **Jacques**, **Louise** et **Thérèse**. Conformément au testament de **Marie**, **Antoine** l'aîné,

---

1277 Nous devons ces renseignements sur les Colomb à la généalogie mise en page par Nicolas de Boulatsel sur « généanet », et particulièrement à cette page :
http://gw0.geneanet.org/index.php3?b=boulatsel&lang=fr;p=jacques+pierre;n=collomb

1278 Registre d'état civil de Voissant, 19 octobre 1799

1279 Registre paroissial de Voissant n°18, 1014, et Registre d'état civil de Voissant, 17 juillet 1831

1280 Registre d'état civil de Voissant, 25 juin 1827

1281 Registre d'état civil de Voissant, 19 juillet 1834

1282 Registre paroissial de Voissant n°17, 76

1283 Registre d'état civil de Voissant, 2 décembre 1844 ; Antoine avait notamment consenti le 26 novembre, soit 8 jours avant, une obligation envers Marie Adèle Dérial veuve Bertet : reçue Chaboud, AD de l'Isère 3E 20442

1284 Nous disposons de quelques documents concernant les Allemand :
le 24 juillet 1802, vente par Louis à Philippe reçue Charmeil, AD de l'Isère 3E 20448 ;
le 6 janvier 1806, partage de la succession du même Louis Allemand et de Rose Marcoz son épouse, entre ses enfants (Philippe est l'aîné) : Charmeil, AD de l'Isère 3E 20449

1285 Registre paroissial de Voissant n°17, 59

1286 Registre paroissial de Voissant n°18, 1010

1287 Reçu le 22 février 1824 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20421

reçoit un quart hors part ; Le reste de la succession est divisé en 4, et chaque lot tiré au sort ; **Antoine** avait reçu le troisième, qui comprenait une grange importante. **François II** avait reçu par le testament de son épouse la jouissance de la moitié des biens : sa jouissance porte ainsi sur tout le lot hors part, ainsi que sur divers éléments de chacun des quatre lots, et notamment la grange du troisième[1288]. Ainsi **Antoine** ne dispose réellement que d'une petite partie de sa succession. S'il s'entend bien avec son père, ils peuvent travailler ensemble.

Mais bien au contraire, **Antoine** semble vouloir s'émanciper, comme en témoigne un événement survenu la même année : **François II** vend à son fils des meubles et du matériel agricole, ainsi qu'une vache, pour un prix de 300 FF, pour solder une dette du même montant à **Pierre Bertet** de Velanne. Il a donc eu recours à son fils pour le tirer de ce mauvais pas. En échange, **Antoine** exige et obtient la ferme des biens que **François** vient de recevoir en partage de la succession de son épouse. Les relations sont sans doute assez détériorées entre le père et le fils. Le bail est conclu pour 3 ans et pour le prix annuel de 150 FF ; mais ce prix est compensable avec le coût de l'entretien de **François II**, qui demeure chez son fils **Antoine** …[1289]

En 1837, il obtient encore de son père la vente d'une portion de bâtiment, sur laquelle il ne disposait jusque là que de la jouissance, pour le prix de 60 FF[1290].

La même année, il obtient de sa sœur Louise, épouse **Claude Gaillot Drevon**, qu'elle lui vende 1 200 m² de terres à Voissant, pour 300 FF[1291]. Celle-ci avait déjà vendu à son frère **Jacques**, l'année précédent, des prés pour un montant de 800 FF. C'est ainsi que les propriétés se remembraient après les successions.

En 1839, **Antoine** et sa sœur **Thérèse** échangent des biens : il s'agit en fait plutôt d'une vente déguisée : la valeur des biens échangés est très inégale : **Antoine** doit à sa sœur 450 FF dont 50 sont payés immédiatement et les 400 FF restants seront payés au décès de **François II**[1292].

La même année, son cousin **Benoît Gallin** lui vend une terre *derrière chez Bertet*à la *chanéaz*, en partie treillée, pour le prix de 1 200 FF payable en 6 termes…[1293] On voit que le décès de **François II** était attendu, sinon en bonne voie pour des raisons médicales. En effet, épuisé par ses enfants et 72 années de vie, **François II** décède à la fin de l'année 1840.

En 1844, **Marie Angèle Dérial**, veuve de **Pierre Bertet** de Velanne (déjà rencontré en 1826), prête 800 FF à **Antoine**, remboursables au bout d'un an. Tous ses biens sont hypothéqués pour plus de sûreté[1294]. Il fallait des espérances de gains considérables pour rembourser si rapidement une telle somme !

Il est probable qu'**Antoine** n'ait pu rembourser, et que ses biens aient été vendus. Il habite encore en 1848 à la *chanéaz* de Voissant[1295], mais on le retrouve en 1851 à Saint-Bueil, avec sa femme et ses enfants. Cette année, **Benoît Allemand**, frère de son épouse **Louise**, vend à cette dernière et à **François III** leur fils aîné, à parts égales, une châtaigneraie de 1 200 m² à Saint-Bueil. Celle-ci avait échu à **Benoît** dans la succession de leur père commun **Philippe**, partagée chez le notaire **Chaboud** le 3 avril 1839. Le prix est de 60 FF. Cette vente nous apprend que **François III Boffard** est illettré[1296].

En 1852, **Claude Seigle** vend une terre à **Louise Allemand**[1297].

Hier comme aujourd'hui, les sordides affaires de famille existent : à partir de 1850 s'affrontent **Joseph Bertet** et **Françoise Allemand** mariés, à **Claude Barioz** dit parisien et **Marie Allemand** aussi mariés. **Louise Allemand**, leur sœur, et son mari **Antoine Boffard** s'y trouvent mêlés depuis que **Claude Barioz**

1288 Reçu le 23 avril 1826 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20423

1289 Reçu le 11 mai 1826, Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20423

1290 Passée le 4 août 1837 sous seing privé ; AD de l'Isère 3Q25/271

1291 Reçue le 14 décembre 1837 Devalors au Pont, AD de l'Isère 3E 20644

1292 Reçu le 9 février 1839 Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20243

1293 Reçu le 24 mai 1839 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20437

1294 Obligation reçue le 28 novembre 1844 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20442

1295 A-t-il habité avec son père jusqu'au décès de celui-ci en 1840 ? En tous cas, il habite en 1848 la maison des Bertet Bornaton, placée au levant de celle des Martin Boffard.

1296 Reçue le 12 novembre 1851 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20345

1297 Reçue le 29 février 1852 Cholat à Miribel, chez Me Prunier-Vandenheede à Saint-Laurent-du-Pont.

réussit à convaincre **Antoine Boffard** de couper un arbre appartenant à **Joseph Bertet** et sa femme. Les négociations, les menaces, les voies de fait et les poursuites judiciaires habituelles s'en suivent. Mais l'affaire prend une ampleur insoupçonnée avec l'appel d'une décision du juge de paix. Le tribunal civil de Bourgoin nomme un expert pour débrouiller l'écheveau de l'affaire. Devant ces développements, **Antoine** et son épouse confessent leur mauvaise action, à la condition d'être quitte envers **Joseph** et **Françoise Allemand**. L'acte est signé le 21 novembre 1856[1298].

Antoine n'a jamais siégé au conseil municipal de Voissant. En revanche, il figure parfois au nombre des plus imposés : en 1831 et 1832, 1840 à 1846. Puis, il disparaît, ce qui correspond aux dates indiquées par les contrats mentionnés plus haut.

Antoine décède en 1858 à Saint-Bueil, plus pauvre encore que son père à son propre décès… Probablement parce qu'ils ont souhaité rester à Voissant tous les deux comme cultivateurs, **Jacques** et surtout **Antoine**, forment les deux branches les moins aisées de la famille **Boffard**. Entre 1840 et 1844, une dépense municipale, proportionnelle au revenu de chaque chef de famille, est prévue par la commune. La cote d'**Antoine** monte alors à 7,26 FF, et celle de **Jacques** à 9,75. Premier enseignement : la fortune de **Jacques**, le cadet, dépassecelle de son frère aîné; en outre, en ajoutant les deux cotes, on obtient 17,01, ce qui est nettement inférieur à la cote de **Martin Boffard**, frère cadet de **François II** le père d'**Antoine** et de **Jacques** : 19,52 FF (alors même que **François II** avait été avantagé au décès de son père). La conclusion s'impose : **François II**, comme son fils **Antoine**, ont fait de bien mauvaises affaires…

Ce départ de Voissant qu'**Antoine** et **Jacques** avaient différé, leurs enfants le feront. Aucun de leurs 6 garçons ne reprit d'exploitation à Voissant.

Antoine et **Louise Allemand** ont cinq enfants :

-**François**, qui suit.

-**Marie Joséphine** naît à Voissant le 16 février 1827[1299]. La déclaration est faite par **Jacques Burlet le Plan** et **Louis Gudimard**.

-**Elisabeth** naît à Voissant le 30 octobre 1828[1300]. La déclaration est faite par **François Chaney Savoyen** et **JeanBolongeat**.

-**Antoine**, qui suit **François**.

-**Benoît**, qui suit **Antoine**.

5.1.1 François III 1823-

François III naît le 17 août 1823[1301]. La déclaration est faite par **François Bertet** et **Charles Dulac**, percepteur des contributions directes et futur maire de Voissant. Notons qu'**Antoine**, son père, affirme ne pas savoir signer. Peut-être apprend-il juste après, puisqu'il signe les divers contrats passés avec son père en 1824 et 1826, ainsi que les déclarations de naissance de tous ses autres enfants.

Il épouse en 1866 à Saint-Geoire **Claudine Péguet**, née à Saint-Geoire en 1834. Il est alors qualifié de « scieur de long ». Puis nous perdons sa trace.

[1298] Reçu Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20355
[1299] Registre d'état civil de Voissant, en sa date.
[1300] Registre d'état civil de Voissant, en sa date.
[1301] Registre d'état civil de Voissant, en sa date.

5.1.2 Antoine 1830-1855

Il naît à Voissant le 27 mai 1830[1302]. La déclaration est faite par **Jean Pollaud Dulian** et **Claude Bertet**.

A l'âge de 20 ans, en 1850, comme tous les conscrits, il tire au sort. Il ne tire pas un bon numéro et doit partir pour 6 ans (durée officielle du service militaire jusqu'en 1868). Malgré sa petite taille (1,65 m), il est incorporé au 15ème régiment d'infanterie légère le 29 novembre 1851.

Le 29 novembre 1854, il est affecté au 1er régiment de grenadier de la Garde impériale et envoyé en Crimée où la guerre avait commencé l'année précédente. Mais, devant Sébastopol qu'elles assiégeaient, les armées françaises craignaient plus le choléra que leurs adversaires russes. 50 000 soldats moururent de maladie, avant que **Mac-Mahon** puisse prononcer le 8 septembre 1855 son fameux « J'y suis, j'y reste » !

Et notamment **Antoine**, qui entra le 1er mai à l'hôpital militaire de Constantinople et y mourut 3 jours plus tard, âgé de 25 ans[1303].

5.1.3 Benoît 1834-1866

Benoît naît en 1834[1304]. La déclaration est faite par **Claude Roullet Matton** et **François Freton** (aucun ne sait signer).

Il est menuisier cultivateur, comme souvent à Saint-Bueil, village de menuisier et de maçon avant la grande industrialisation. Malgré tout, lui non plus ne peut rester à Saint-Bueil avec sa mère ; il s'installe dans la Loire, à Saint-Just-en-Doizière, comme ouvrier menuisier.

Il épouse en 1859 **Julie Buterne**[1305].

On le retrouve à Saint-Bueil en 1865 : il achète alors à **Marguerite Queyron** épouse **Claude Dormier** (tisserand à la *Croix-Rousse* de Lyon) des biens à Saint-Bueil : 7 500 m carrés de pré et de bois taillis, pour le prix de 700 FF[1306]. Il avait sans doute l'ambition de redevenir cultivateur dans le pays de sa naissance.

L'ambition fut couchée rapidement par la Grande faucheuse, puisque lors d'un voyage à Lyon, **Benoît** décède à l'hospice de Lyon le 27 août 1866[1307]. Son décès est déclaré par deux employés de l'Hôtel Dieu : **Jean Baptiste Limon** et **François Paradon**.

5.2 Jacques 1803-1883

Jacques naît à Voissant le 2 septembre 1803[1308]. La déclaration est faite par **Martin Boffard** et **Gaspard Chaney Prince** (illettré).

Il est parrain une fois en :
-1861, au baptême de son petit-neveu **Henri Marius Gallin**, fils de **Claude** et de sa fille **Julie**[1309].

[1302] Registre d'état civil de Voissant, en sa date.
[1303] Ces renseignements proviennent tant des recherches de Henry Boffard (Chambéry), que du registre de l'état civil de Voissant, au 4 janvier 1856
[1304] Registre d'état civil de Voissant, transcription du 4 janvier 1856.
[1305] Sa mère donna son consentement le 13 octobre, reçu Maunaix, AD de l'Isère 3E 20361
[1306] Reçue le 14 août 1865 Chevrier à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20309
[1307] Registre d'état civil de Lyon Mi 488, 2389
[1308] Registre d'état civil de Voissant, en sa date.
[1309] Registre paroissial de Voissant n°18, 1097

Il est témoin 9 fois, en :

-1833, décès de sa belle-mère **Catherine Recoura**[1310] ;

-1835, mariage de sa sœur **Louise Boffard** et **Claude Gaillot Drevon**[1311] ;

-1839, contrat de mariage de **Jean Barral** de Saint-Aupre et de sa nièce **Marie Bornat l'Hermite** (fille de **Laurent** et **Marie Rosset**)[1312] ;

-1843, décès de son beau-père **Pierre Rosset**[1313] ;

-1851, décès de **Marie Louise Rauch**, âgée de deux mois et qui se trouvait en nourrice chez lui[1314] ;

-1851 décès de **Louise Roux**, âgée de 17 jours, orpheline de l'hospice de la Charité de Lyon et placée chez lui en nourrice (portant la boucle d'oreille n°23492)[1315] ;

-1854, mariage de **Jérôme Granger** avec **Marie Croibier**[1316] ;

-1862, mariage de **Joseph Gruat** avec **Jeannette Trinquet Canard**[1317] ;

-1863, mariage de **Joseph Dulac** et **Marie Antoinette Veyzin**[1318] ;

Jacques épouse **Rose Rosset** en 1827. Elle est fille de **PierreRosset** et **Catherine Recoura Churot**, qui résident *au bertet* à Voissant, et a au moins deux sœurs et un frère : **Dorothée** épouse **Pierre Rosset**, **Marie** épouse **Laurent Bornat l'Hermite**, et **Jean Rosset**. L'acte est signé par **Noël** et **Antoine Boffard**, les deux cousins chefs des branches installées à Voissant ; son père signe l'acte civil. En revanche, aucune trace de son frère **Antoine**.

Les autres témoins sont **Jacques Burlet le Plan**, **François Chaney Savoyen** et **Claude Magnin Robin**[1319]. Il semble que les mariés s'installent alors au *bertet*, chez les **Rosset**.

Jacques est ouvrier charron à son mariage, spécialiste du bois, maître de tout ce qui tourne et roule dans un village, de la brouette à la charrette. Il l'est toujours en 1828 à la naissance de **Julie**, l'aînée.

En 1828, **Jacques** et **François II** son père obtiennent un prêt de 100 FF du **marquis de Corbeau de Vaulserre**. Le capital a été remboursé dans les 4 ans prévus, les intérêts 6 mois après le terme.

En 1831, il acquiert de **Madeleine**, **Claude** et **Vincent Bâton**, de Voissant, un bois broussailles pour le prix de 150 FF[1320].

En 1836, il achète à sa sœur **Louise**, épouse **Claude Gaillot Drevon**, 3 700 m² de pré à Voissant pour 800 FF[1321]. Chez le même notaire, **Michel Laurent Devalors** au Pont, son frère aîné **Antoine** parviendra à acheter des terres à **Louise** en 1837.

Le 30 juillet 1833 son beau-père **Pierre Rosset**, avec lequel il habite au *bertet*de Voissant, lui vend gratuitement une terre de 1250 m² au *patarin* de Voissant. La valeur de cette terre est de 340 FF, comme la valeur de ce qui revient à **Rose Rosset** de la succession de sa mère **Catherine Recoura Churot**. **Jacques** est alors qualifié d'« agriculteur et charron » ;

Le même jour, **Pierre Rosset**, âgé, donne à ferme à **Jacques** tous ses biens de Saint-Bueil et Voissant (3,5 ha environ), pour 9 ans et 200 FF. Sur cette somme, 152 FF se compensent par l'entretien et le logement du bailleur par **Jacques**. En fin de compte, celui-ci payera à son beau-père la somme de 48 FF[1322]. Ainsi **Jacques** apparaît-il comme le plus capable des 3 gendres : **Pierre Rosset**, **Laurent Bornat l'Hermite** et **Jacques Boffard**.

[1310] Registre d'état civil de Voissant, 28 avril 1833

[1311] Registre d'état civil de Voissant, 19 mai 1835

[1312] Reçu le 6 juin 1839 Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20243

[1313] Registre d'état civil de Voissant, 16 octobre 1843

[1314] Registre d'état civil de Voissant, 8 février 1851

[1315] Registre d'état civil de Voissant, 30 mars 1851

[1316] Registre d'état civil de Voissant, 8 novembre 1854

[1317] Registre d'état civil de Voissant, 18 septembre 1862

[1318] Registre d'état civil de Voissant, 6 mai 1863

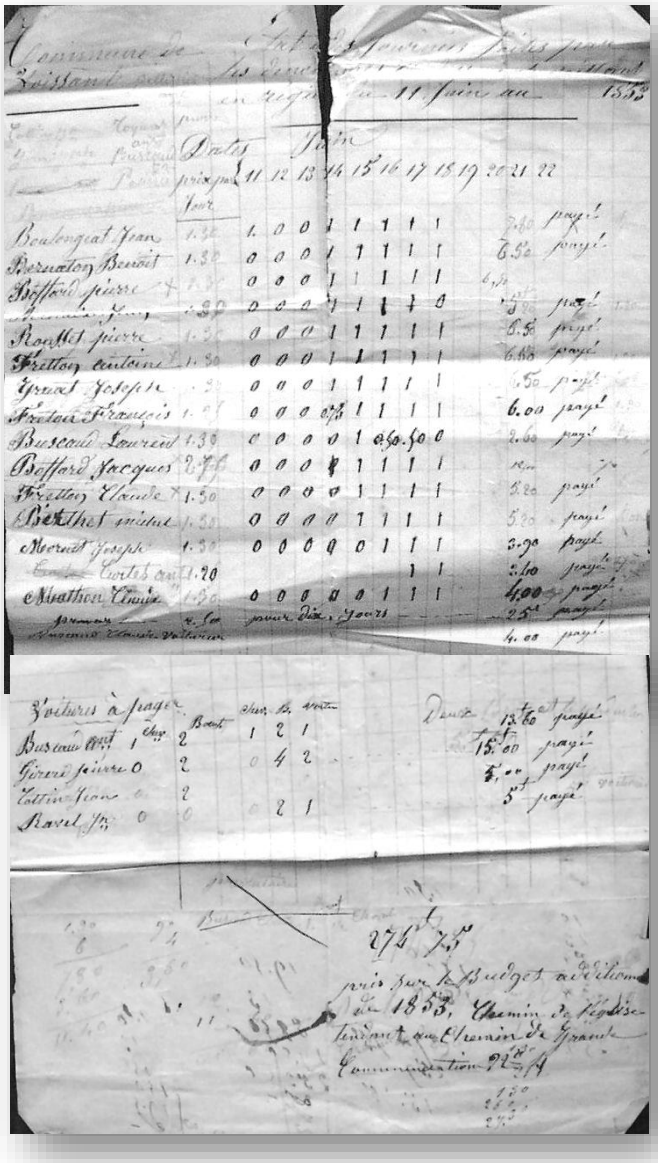
[1319] Registre paroissial de Voissant n°17, 82, et registre d'état civil de Voissant.

[1320] Reçue le 13 avril 1831 Coche à Voiron.

[1321] Reçue le 14 mars 1836 Devalors au Pont, AD de l'Isère 3E 20641

[1322] La vente et le bail à ferme se suivent et sont reçus le 30 juillet 1833 Chaboud, à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20431

Après le décès de son beau-père, **Jacques** continue d'assurer la ferme. Le 11 juillet 1844, réunion de famille autour du notaire **Chaboud** de Saint-Geoire, pour régler les arrérages de cette ferme ; pour solde de tous comptes, **Jacques** règle 69 FF aux cohéritiers de **Rose** son épouse : **Pierre Rosset** époux de **Dorothée Rosset**, sœur de notre **Rose**, **Pierre Bornat l'Hermite** fils de **Laurent** et **Marie Rosset** et héritier de celle-ci avec ses sœurs **Rosalie** et **Marie**. L'acte est signé par **François Napoléon**, cousin de **Jacques**[1323].



C'est peut-être cette situation qui pousse **Jacques** à quitter Voissant pour Romagnieu, entre 1843 et 1849 (ses filles **Julie Agathe** et **Mariette** sont nées à Voissant en 1843 et 1849). Il n'a plus aucune raison de conserver sa maison de Voissant, qu'il vend à **Joseph Perret** : la maison est située à la *chanéaz*, et composée d'un rez de chaussée, 1er étage et galetas, et une terre de 1 000 m² attenante. Le tout pour un prix de 500 FF[1324].

Mais il n'est pas resté très longtemps à Romagnieu. Dès 1851, il est réinstallé à Voissant, cette fois à la *chanéaz*. Peut-être a-t-il racheté à son frère **Antoine**, perclus de dettes, sa maison de *la chanéaz*, puisque les dates correspondent au départ de ce dernier pour Saint-Bueil.

En 1853, la commune de Voissant réalise des travaux sur le chemin de l'église vers le chemin de « grande communication n°4 » (c'est-à-dire le chemin qui mène de Saint-Albin à Saint-Bueil par la vallée de l'Ainan): elle utilise pour cela les services rémunérés d'habitants, dont **Jacques**. Il est payé 2,75 FF par jour, durant 5 jours (c'est le montant maximum ; les autres sont rémunérés entre 1,20 et 1,30 FF[1325].

En 1854, il doit prendre en charge une dette que son père avait faite envers **Lucien Blanchet**, négociant de Saint-Geoire, d'un montant important : 1 155 FF ![1326]

C'est une époque où sa famille accueille de nombreux enfants en nourrice, dont deux au moins décèdent au début de l'année 1851 ; à chaque fois, Jacques déclare le décès à la mairie de Voissant[1327] ;

En 1861, importante acquisition des héritiers de **Jean Maurice Arvet Touvet** : il s'agit d'une vigne au *patarin* de Voissant de 3 000 m², qui avait appartenu à **Joseph Gallin** dont les biens avaient été vendus judiciairement, pour le prix de 516 FF[1328].

[1323] Reçu Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20442

[1324] Reçu le 24 février 1848 Cholat, chez Me Prunier-Vandenheede à Saint-Laurent-du-Pont.

[1325] Arch Boffard, Rouge 2

[1326] Quittance de la main du créancier, Arch Boffard, Rouge 2

[1327] Registre d'état civil de Voissant, 7 février et 30 mars 1851

[1328] Prix très faible ; acte reçu le 3 avril 1861 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20364

Jacques n'a jamais été membre du conseil municipal de Voissant. En revanche, il siège régulièrement parmi les 10 plus imposés : il apparaît en 1831, puis disparaît jusqu'en 1843 et 1844. A partir de son retour à Voissant en 1851, il y figure constamment jusqu'en 1866 ; il y figure encore en 1877 et se classe 12ème en 1880.

Et pourtant, lors du recensement des capacités de toutes les maisons de Voissant pour le logement des troupes, en 1881, sa maison ne peut accueillir aucun officier (pas de chambre et pas de lit), 5 chevaux et 50 hommes de troupe. Là où la *boffardière* peut accueillir un officier, 36 chevaux et 490 hommes de troupes (seule la maison de **Joseph Goguet** peut en accueillir plus : 40 et 500, mais la maison n'est pas digne d'accueillir un officier ; le château de Voissant, et sa ferme tenue par le même **Joseph Goguet**, peuvent accueillir un officier, 50 chevaux et 1321 soldats)[1329].

Mais surtout, **Pierre Boffard Cocat** démissionne de sa fonction de garde champêtre de Voissant au début de 1851. On avait débord songé à le remplacer par **Pierre Rosset**, mais le sous préfet fait savoir qu'il ne remplit pas les conditions exigées (il est illettré). Le conseil municipal propose alors **Jacques**, élu « à la satisfaction générale »[1330].

On ne devenait pas garde champêtre n'importe comment. C'était une affaire sérieuse, sanctionnée par un examen." *Le candidat devait savoir lire et écrire, capacité vérifiée par une dictée (coefficient 1) ; savoir compter, en répondant à des questions simples pouvant porter sur les quatre opérations, la règle de trois, le système métrique. (coefficient 2) ; savoir rédiger un procès verbal de déclaration ou de contravention (essentiel, coefficient 3). Il devait être de bonne moralité et ne pas, outre sa fonction, tenir un commerce de nature à le détourner de sa surveillance ou de compromettre son autorité, comme un débit de boisson "...*

Mais rien ne lui interdisait de fréquenter de tels établissements, comme le confie Cyprien Beausoleil, garde champêtre de Clochemerle et archétype de la profession : " *Dans la profession de garde champêtre, on trouve toujours à boire : c'est l'un, c'est l'autre qui offre, rapport qu'ils ont tout intérêt, les gens, à se tenir bien avec moi et moi pareil, j'aime mieux par nature me tenir bien avec tout le monde ; on en a plus profit et ça rend la vie meilleure".*

Et c'est vrai qu'il valait mieux être bien avec lui... Cet agent municipal assermenté avait une fonction bien définie par une loi de 1791. Selon un arrêté du Ministère de l'Intérieur, " *il est chargé principalement de faire respecter les lois et règlements ayant trait à la police rurale et, de façon générale, d'exécuter les directives données par le Maire dans le cadre de ses pouvoirs de police".*

Il a droit de port d'arme et a l'obligation de verbaliser sans état d'âme dès qu'il constate un délit. Et ceux ci sont multiples : infractions concernant la chasse et la pêche, les poids et mesures, le tabac, les allumettes, les alcools, les alambics, ivresse publique, divagation d'animaux,, pâturage sur terrain d'autrui, bris de clôtures, abandon sur un lieu public de matériel agricole pouvant servir d'armes ou d'outils à des malfaiteurs, vagabondage, problèmes de bornage et de voisinage. Les règlements régissant foires et marchés sont aussi de sa compétence : vérification de l'état sanitaire des animaux, attribution des emplacements.

Autant dire que les pouvoirs du garde champêtre sont tels, qu'il peut rendre la vie infernale à qui lui déplait. Citons encore, Cyprien Beausoleil qui confesse : " *Garde champêtre, ce qui vous donne une puissance, et les moyens de foutre la paix au monde ou de l'enquiquiner à votre convenance, selon que vous préférez dans un sens ou dans l'autre, et que les têtes vous reviennent ou ne vous reviennent pas*"[1331].

[1329] Arch de Voissant.

[1330] *Registres des actes du conseil municipal de Voissant*, délibération du 7 janvier 1851

[1331] Les informations qui précèdent sur le garde champêtre sont issues et adaptées d'un article pittoresque paru sur le site « Amicale généalogie » :
http://www.amicale-genealogie.org/Histoires_temps-passe/Avis_a_la_population.htm

C'est ainsi que la nomination de **Jacques** nous renseigne précisément sur ses capacités et son importance dans la commune. D'autant qu'il le reste assez longtemps, du moins jusqu'à un fâcheux incident en 1867 : **Jacques** se présente à 15 h pour se faire régler par les commis du percepteur de Saint-Geoire son quatrième trimestre 1866 ; puis il revient avec le maire **Jean Dulac** vers les 17 h et se le fait payer par le percepteur lui-même… Le percepteur comptant sa caisse le soir même, aperçoit fatalement l'escroquerie ; il se fend d'une lettre très directe au maire : « votre garde n'est pas digne de remplir ces fonctions, n'ayant ni honneur ni probité … », le menaçant s'il ne rapporte pas l'un des deux mandats séance tenante[1332]. Il est fort probable que **Jacques** se soit immédiatement exécuté, puisqu'aucune procédure ne fut apparemment lancée contre lui.

Pour les gens sérieux, il s'était gravement compromis ; pour les plaisantins, il y avait gagné une réputation flatteuse !

Dans les années 1875, le presbytère et la grange du curé sont en ruine. Conformément au concordat de 1801 et des textes qui l'on suivi, la reconstruction est à la charge de la commune et de la fabrique (on innovait peu par rapport à l'ancien régime, où les habitants partageaient avec les seigneurs et l'Eglise l'entretien des biens du culte). Mais l'affaire est ardue, car la dépense évaluée à 11 100 FF. La fabrique est la première sollicitée, puis la commune. Puis l'on met en place une souscription, dans laquelle **Jacques** est porté parmi les premiers. Il ne donne pas une somme importante : 5 FF, là où **Noël Boffard**, adjoint, donne 100 FF[1333].

Il faudra longtemps pour que le projet soit mené à son terme, bien que Voissant ne soit pas anticlérical, et cherche sincèrement avec le curé **Mollier** à reconstruire. En 1893, on y parvient.

Jacques décède en 1883, âgé de 80 ans. La déclaration en est faite devant **Benoît Antoine Boffard**, maire de Voissant, par **Joseph Rosset** et **Charles Bellemin Comte**, voisins du défunt. Il habitait alors au mas de *patarin*[1334].

Au total, la vie de Jacques offre un contraste avec celle de son frère **Antoine**. Alors que ce dernier doit quitter Voissant pour Saint-Bueil avec sa famille, **Jacques** acquiert une certaine notabilité[1335]. La plupart de ses enfants, filles et garçons, savent signer. Mais leur nombre de 9, en ces temps de succession égalitaire, rendait chacun incapable de faire vivre une famille sur la parcelle héritée, malgré une très bonne entente notoire. C'est sans doute la raison de leur totale disparition de Voissant à cette génération.

Il est temps de les évoquer maintenant.

Jacques et **Rose Rosset** ont 9 enfants.

-**Julie** naît en 1828[1336]. Son parrain est **Pierre Rosset** et sa marraine **Catherine Recoura**, ses grands-parents[1337].Elle épouse en 1861 à Voissant **Claude Gallin**, né en 1821 à Merlas et installé à Voissant avec ses parents. Lui et ses deux frères, **Michel** et **Joseph** y sont cultivateurs. Ils sont fils de **Michel** (décédé en 1860) et **Rose Gros Flandres**. Les trois frères **Gallin** signent l'acte, ainsi que **Laurent** et **Pierre Boffard**, deux frères de **Julie**. Ils s'installent alors à la *chanéaz*.

Ils ont au moins 4 enfants : **Henri Marius**, né en 1861 et mort en 1885 du typhus au Tonkin, sur l'autel de la mission civilisatrice de la France ; **Louis Eugène**, née en 1872 et marié en 1903 à **Félicie Allioud Gossard** de Saint-Bueil ; **Auguste Sylvain** né en 1865, qui épouse **Julie Louise dite Pauline Boffard** (ils habitent Saint-Bueil en 1905. Lui décède à Saint-Bueil en 1962 !) ; et enfin **Marie Madeleine**, née en 1867 et morte en 1895, qui épouse **Jean Pierre Buisson** tisseur de soie à Merlas[1338].

Julie décède en 1908 dans sa maison de *sous le mont* à Voissant. La déclaration est faite par son fils **Auguste** et son gendre **Joseph Buisson**[1339].

1332 Arch Boffard, Rouge 2

1333 Arch de Voissant, liste de la souscription inachevée dressée par le curé Mollier.

1334 Registre d'état civil de Voissant, 27 février 1883

1335 Avec une fortune supérieure à celle de son frère Antoine, déjà entre 1840 et 1844 : Voir nos passages sur Antoine Boffard (1799-1858)

1336 Registre d'état civil de Voissant, 18 octobre 1828

1337 Registre paroissial de Voissant n°18, 1003

1338 Registre d'état civil de Voissant, 5 octobre 1895 ; il s'installe à Voissant, où il travaille dans les usines sur l'Ainan.

1339 Registre d'état civil de Voissant, 7 juillet 1908

Marie Rose naît en 1829[1340]. A son mariage en 1863, elle est cuisinière ; il était donc naturel qu'elle épousât **Benoît Froment** : celui est établi à Ambronay comme maître boulanger et aubergiste. Il est fils de **François** et **Claudine Lyard**, propriétaires cultivateurs dans la même commune[1341].

Le trousseau de **Rose** est estimé 350 FF, et elle apporte une somme de 1200 FF provenant « de son industrie et de ses économies » (dont 900 FF déposés à la Caisse d'épargne de Bourgoin et de Lyon – place de la Bourse-) ; **Benoît** déclare sa fortune : un fonds de boulangerie et une auberge à Ambronay (6 000 FF), des marchandises (1 500 FF), tout cela grevé de 6 000 FF de dettes[1342]. Les mariés s'installent à Ambronay.

-**Laurent**, qui suit ;

-**Eugénie Félicité**, qui porte mal son nom puisqu'elle naît en 1835 et décède en 1837[1343].

-**Pierre**, qui suit **Laurent** ;

-**Antoine**, qui suit **Pierre** ;

-**Julie Agathe** naît en 1843[1344]. Elle épouse en 1869 **Jean Pierre Gurdin** de la Folatière[1345]. Ce dernier (né en 1841), est charpentier à la Folatière. Le couple s'y installe.

-**Thérèse** naît alors que ses parents sont installés à Romagnieu. Elle épouse en 1874 **Louis Brun** de Saint-Jean d'Avelanne, installé comme mécanicien à Saint-Bueil. Il est probable qu'elle l'ait rencontré par l'entremise d'**Adolphe Brun**, alors instituteur à Voissant et parent de **Louis**.

N'ayant pas encore d'enfant en 1881, ils se font donation mutuelle de tous leurs biens. Si des enfants devaient malgré tout advenir, la donation serait réduite à la moitié de l'usufruit, comme cela se pratiquait généralement[1346].

-Et enfin **Mariette**, née en 1849 à Voissant[1347]. En 1861, elle est marraine de son neveu **Henri Marius Gallin**, fils de **Claude** et de sa sœur **Julie**[1348].

La plus jeune d'une famille nombreuse, elle a certainement été gâtée par sa mère et ses sœurs. Dans la fleur de l'âge et la nature aidant, elle met au monde à 19 ans une fille naturelle, **Marie Célestine**, comme sa tante **Louise** avant elle.

Sa famille ne lui en tient pas rigueur, au point qu'elle accouche dans la maison de son père et que celui-ci déclare la naissance[1349]. Preuve supplémentaire des liens unissant cette famille.

14 ans plus tard, en 1881 (elle n'a que 32 ans), elle épouse **Sylvain Antoine Bornat l'Hermite**, de 8 ans plus jeune qu'elle[1350]. Il semble exclu que **Sylvain** soit le père de **Célestine**… Il ne s'agit donc pas d'une régularisation ; **Sylvain** est fils de feu **Pierre** et **Angélique Berger**. Il est cultivateur à Voissant alors que **Mariette** est ouvrière en soie. Elle peut donc apporter un trousseau important : 500 FF + 200 FF en garde robe en noyer, lits, ustensiles de ménage, et 3 000 FF en créances[1351]. Avec une telle dot et sans enfant, elle aurait pu trouver très beau parti … Sa situation est le vivant exemple des difficultés des mères d'enfant naturel au XIXème siècle.

[1340] Registre d'état civil de Voissant, 13 décembre 1829
[1341] Registre d'état civil de Voissant, 23 janvier 1863
[1342] Reçu Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20551
[1343] Registre d'état civil de Voissant, 24 mars 1835 ; 6 octobre 1837
[1344] Registre d'état civil de Voissant, 20 septembre 1843
[1345] Registre d'état civil de Voissant, 3 juillet 1869
[1346] Reçue le 30 janvier 1881 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20569
[1347] Registre d'état civil de Voissant, 8 février 1849
[1348] Registre paroissial de Voissant n°18, 1097
[1349] Registre d'état civil de Voissant, 28 septembre 1867
[1350] Registre d'état civil de Voissant, 14 février 1881
[1351] Reçu le 29 janvier 1881 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20569

5.2.1 Laurent 1832-1900

Une si nombreuse famille imposait de placer certains (et même la plupart) comme domestiques dans des fermes plus aisées. C'est le cas de **Laurent**, placé à Pressins dans la ferme **Lombard Cuvignet.**

Il tombe amoureux de **Madeleine**, qui, ajoute à certains avantages naturels d'être la fille du maître[1352]. Nous ne savons si, comme **Henry Boffard** le craint, leurs amours furent contrariées. Pas au point de les empêcher de se marier, en tous cas, ce qu'ils font en 1856.

Au mariage de **Julie** sa sœur (1861), il est donc cultivateur à Pressins[1353].

En 1881, **André Pascal** de Saint-Laurent du Pont[1354] passe quittance à **Laurent** du prix de la vente d'un bois à *la corbière* de Pressins (1 200 FF). A l'occasion, le notaire, une idée chassant l'autre et probablement déconcentré, se trompe et désigne **Laurent** sous le nom de « **Martin** » !

En 1862 naît **Marie**, homonyme d'une première fille née et décédée en 1858. Elle épouse en 1896 **Louis Antoine Régnier** de Saint-Jean d'Avelanne, cultivateur à Pressins.

En 1865 naît **Joséphine**, mariée en 1885 à **Joseph Moiroud Lalès**, cultivateur à Pressins.

Laurent et son épouse décèdent en 1900, à 6 mois d'intervalle. Tous les mariages heureux ne s'achèvent pas de cette manière, mais aucun triste mariage ne se termine ainsi.

5.2.2 Pierre 1837-

Pierre naît en 1837[1355].

Laurent étant parti à Pressins dès avant 1856, c'est **Pierre** qui exploite les terres de son père. Rappelons que celui-ci est charron de son métier, et propriétaire-cultivateur par obligation.

Pierre est encore à Voissant en 1861 : il est témoin du mariage de sa sœur **Julie[1356]**. En 1862, on le retrouve ouvrier charpentier à Voiron. Comme ouvrier, il fait sa déclaration au livret que les maires doivent tenir[1357]. Malheureusement, sa description physique manque. Ce n'est pas le cas pour son frère **Antoine**, lui-aussi ouvrier charpentier[1358]. **Pierre** signe le registre.

Lui et son frère **Antoine** quittent (probablement ensemble) Voissant à une date inconnue, mais avant 1869, pour Aubenas en Ardèche. Il y est charpentier au faubourg de l'Esplanade. Il épouse alors **Marie Discours** (née en 1845), dont il a au moins quatre enfants nés à Aubenas[1359] :

-**Marie Antoinette**, née en 1869

-**Antoine Joseph**, né en 1871[1360] et décédé en 1896 à Lyon. Il était boulanger. Il avait été omis du registre militaire de sa classe en 1891 (une erreur de l'administration, même militaire, est toujours possible). L'erreur est réparée en 1895, mais il est précisé qu'il est exempté pour tuberculose[1361].

[1352] Madeleine est la fille de Paul et de Madeleine Bertholet, qui se marient le 29 juin 1831

[1353] Registre d'état civil de Voissant, 23 janvier 1861

[1354] De la grande famille Pascal originaire de Saint-Martin, qui s'était divisée en deux branches au milieu du XVIIème siècle : la première installée à Saint-Albin, avait habité le Mercier et accédé à la toute première place dans le mandement de Vaulserre ; la seconde s'était installée à Pressins et Saint-Jean d'Avelanne, avait souffert de n'être pas l'aînée, et finalement avait survécu à l'extinction de la première.

[1355] Registre d'état civil de Voissant, 15 novembre 1837

[1356] Registre d'état civil de Voissant, 23 janvier 1861

[1357] Loi du 22 juin 1854 et textes ultérieurs. *Livret ouvrier tenu par le maire de Voissant*, Arch de Voissant.

[1358] Voir plus bas.

[1359] Une tradition familiale évoque une installation aux Etats-Unis, et la création d'une fabrique de machines agricoles…

[1360] Registre d'état civil de Aubenas, 1871, vue 37, 13 avril 1871

-**Elie**, né en 1873[1362]. Nous n'avons aucune indication sur la suite de sa vie

-et **Marius**, qui suit ;

5.2.2.1 Marius 1874-1914

Marius naît en 1874 à Aubenas[1363]. En 1899 ; il résidait 57 rue de la Pyramide à Lyon, puis il épouse **Marie Barbalat** le 2 avril 1904 à Avignon, d'où celle-ci était originaire. Il est mécanicien. Ils résident en 1906 en Avignon, mais en 1909 s'installent à Saint-Privat d'Allier (Haute-Loire). En 1895, il est représentant de commerce et réside à Buenos Aires (Argentine).

Le registre matricule le décrit comme ayant les cheveux et sourcils noirs, les yeux marrons, le front couvert, le nez et la bouche moyens, le menton rond et le visage ovale, 1,66 m.

Il commence son service militaire en 1895 et est versé dans la réserve le 1er novembre 1898, avec un certificat de bonne conduite. Il fait la campagne de Madagascar entre juin 1896 et novembre 1898. Dans la réserve, il a effectué des périodes dans l'infanterie coloniale (8 et 4ème régiments)[1364].

Ils vivent à Saint-Privat d'Allier où **Marius** décède le 7 juin 1914.

3 enfants naissent de ce mariage :
-**Pierrette** épouse **Maisonneuve**
-**Jeanne** épouse **Meier**
-**Marius** (1913-1979), maçon né à Saint-Privat d'Allier et décédé à Terrenoire (42), qui épouse à Saint-Julien-en-Jarez en 1941 **Marcelle Jeanne Fortunier**. De ce mariage est née **Gilberte Boffard**, épouse **Albert Grousson**, qui réside à Saint-Galmier (42).

5.2.3 Antoine 1841-

Antoine naît en 1841 à Voissant[1365].

En 1860, il était ouvrier charpentier chez **Garrel** à Saint-Geoire ; grâce à la législation qui imposait aux ouvriers une déclaration précise dans un livret ouvrier, tenu par les maires, nous disposons de sa description physique : 1,70 m, le front rond, les cheveux châtains et les yeux noirs, il a le nez ordinaire et la bouche moyenne, le visage allongé. Comme souvent à cette époque (comme aujourd'hui semble-t-il), les jeunes hommes portent une barbe naissante. Seul signe particulier : il est affecté d'une verrue sur le côté gauche, au regard du nez…. **Antoine** signe l'acte aux côtés du maire **Dulac**.



1361 https://archives.ardeche.fr/ark:/39673/5c35acde0770272727rm07/daogrp/0/layout:linear/idsearch:RECH_a38d0203ef5825aed03d888a74ae6b52#id:26960362?gallery=true&brightness=100.00&contrast=100.00&center=979.304,-1192.971&zoom=10&rotation=0.000

1362 Registre d'état civil de Aubenas, 1873, vue 79, 19 août 1873

1363 Registre d'état civil de Aubenas, 1874, vue 126, 26 décembre 1874

1364 https://archives.ardeche.fr/ark:/39673/vtab0a9a85180c0a0b2/daogrp/0/layout:table/idsearch:RECH_0d2cd6d356b039612c77e612c128da86#id:1504648764?gallery=true&brightness=100.00&contrast=100.00&center=1715.115,-2074.237&zoom=10&rotation=0.000

1365 Registre d'état civil de Voissant, en sa date.

Il quitte probablement Voissant avec son frère **Pierre** avant 1869. Il épouse rapidement **Marie Louise Julien** (celle-ci décède avant 1897) et rejoint son frère **Pierre** à Aubenas. Il y est aussi charpentier. Il signe régulièrement les actes de naissance de ses enfants.

En 1873 naît **Romain** à Aubenas[1366], puis **Rose** en 1876[1367]. **Rose** épouse en 1897 à Aubenas **Louis Burlet**, employé de commerce né en 1872 à Lyon et qui y réside rue Lanterne (fils de feu **Vital Burlet** et **Victoire Ganivet**, cette dernière est commerçante à Lyon)[1368].

Voici la signature de Rose :



Puis en 1880 naît **Léon Arsène**[1369]. Le registre matricule le décrit comme ayant les cheveux, sourcils et yeux noirs, le front moyen, le nez mince et la bouche petite, le menton rond et le visage allongé, 1,79 m. Il est charpentier.

Il est tout d'abord ajourné de son service militaire en 1901 et en 1902, puis versé dans le service auxiliaire pour « faiblesse définitive » en 1903. Il décède à Aubenas le 24 février 1904[1370]. Néanmoins, il avait pu épouser **Eugénie Vernet** à Ucel (Ardèche), juste avant de décéder. Que cache la proximité des deux événements ? Est-ce un accident après le mariage ? La faiblesse récurrente mentionnée dans le registre militaire laisse plutôt penser à un mariage *in articulo mortis*. Pour concrétiser un amour total, peut-être.

Après le décès de **Louise Julien**, **Antoine** épouse **Marianne Chambon**. Nous ignorons s'il y a eu des enfants.

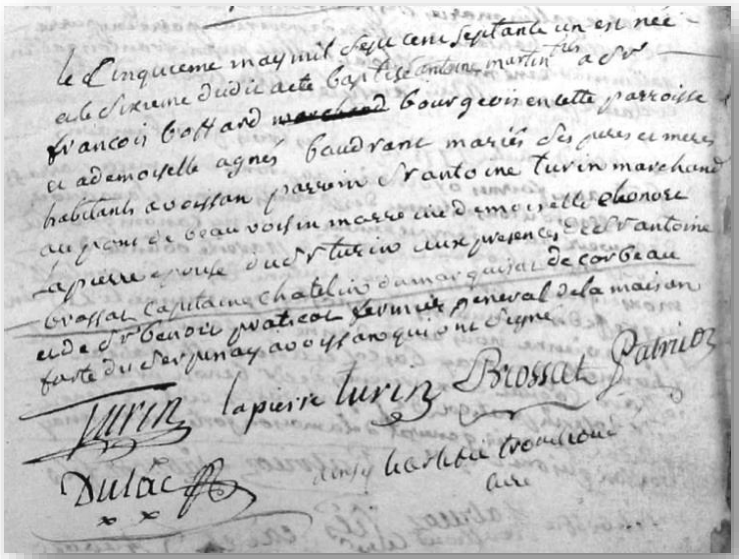
[1366] Registre d'état civil de Aubenas, 1873, vue 34, 17 mars 1873
[1367] Registre d'état civil de Aubenas, 1876, vue 68, 26 juin 1876
[1368] Registre d'état civil de Aubenas, 1897, vue 45, 16 novembre 1897 ; le contrat de mariage a été reçu le 4 octobre 1897 par Louis Paul Chevalier notaire à Lyon
[1369] Registre d'état civil de Aubenas, 1880, vue 72, 1er septembre 1880
[1370] https://archives.ardeche.fr/ark:/39673/vta195a8c94bb96193e/daogrp/0/layout:table/idsearch:RECH_232e1f8d9bd51d37501b24c4c8f145e8#id:1205739439?gallery=true&brightness=100.00&contrast=100.00&center=775.714,-1079.214&zoom=10&rotation=0.000

6. Antoine « Martin » 1771-1844

François I (1727-1791) + 1750 Marie Allégret (1726-1766)
- 1 Laurent + 1791 Françoise Patricot (1760-1837)
- 2 Joseph (1762-1830) + av 1788 Françoise Gouillon
- 3 Benoît (1765-1810 + 1797 Catherine Marron

François I (1727-1791) + 1766 Agnès Baudrand (1732-1804)
- 4 Pierre Emmanuel (1767-1843) + 1793 Thérèse Garavel
- 5 François II (1768-1840) + 1795 Marie Bertet Bornaton (1767-1810)
- **6 Antoine Martin (1771-1844) + 1797 Josephte Chevron (1775-1847)**
  - 6.1 Antoine (1800-1879) + 1835 Marie Adèle Payerne (1811-1887)
    - 6.1.1 « Antoine » Hippolyte (1836-1916) + Marie Ad Giroud Biétrix
      - 6.1.1.1 Hippolyte (1873-1915) + 1899 Marie Loubet (1873-1930)
      - 6.1.1.2 Jean Marie (1879-1940) + 1905 Mélanie Brunot Mignot
      - 6.1.1.3 Auguste (1882-1952) + 1913 Aglaé Mayenson
    - 6.1.2 Augustin (1844-1917) + av 1879 Joséphine Morel
      - 6.1.2.1 Auguste (1879-1953) + 1907 Aline Lia-Nérée Demolliens

Martin naît le 5 mai 1771 à Voissant. Ses parrain et marraine sont **Antoine Turin**, marchand au Pont, et **Eleonore Lapierre** sa femme (les deux signent). L'acte est aussi signé par **Antoine Brossat**, châtelain de Vaulserre, **Benoît I Patricot** et **François Dulac**, le notaire de Voissant. Tous les trois grands amis de **François Boffard** le père. Il est intéressant de constater ici l'alliance entre les deux cercles qui entourent François : d'un côté ses affaires en dehors de Vaulserre, de l'autre ses soutiens à Vaulserre même.



Voici l'acte :

Registre paroissial de Voissant n°6, 335

Martin est parrain 4 fois :

-1801, sa nièce **JosephteJulie**, fille de son frère aîné **Laurent**, (son épouse **Josephte Chevron** est la marraine)[1371] ;

-1810, **Joseph Bertet** (son épouse **Josephte Chevron** est la marraine)[1372] ;

-1825, sa petite-fille **Agnès Gallin**, fille **d'Agnès** et **Joseph Gallin**[1373] ;

-1826, son petit-neveu **Antoine François Boffard**, fils de **Noël** et **Thérèse Gallin**[1374].

Il est témoin 11 fois :

-1783, d'un décès ;

[1371] Registre paroissial de Voissant n°7, 116
[1372] Registre paroissial de Voissant n°12, 152
[1373] Registre paroissial de Voissant n°17, 71
[1374] Registre paroissial de Voissant n°17, 75

-1784, décès de **Jean Bertet** de la *chanéaz*, ainsi que **François Bertet** son fils et **François** et **Claude Bertet** ses frères[1375] ;

-1793, mariage de sa sœur **Louise** avec **Pierre Gallin**[1376] ;

-1793, mariage de **Claude Combe** avec **Anne Suzanne Recoura Churot**[1377] ;

-1803, mariage de **Marc Chaney Prince** et **Marianne Freton**[1378] ;

-1804, décès de **Catherine Billot Mornet** (décédée dans la maison **Bertet Bornaton** = maison « **Andréa** » aujourd'hui, immédiatement voisine de la maison « **martin** » **Boffard**)[1379] ;

-1804, décès de sa mère **Agnès Baudrand**, en compagnie de son frère **François II**[1380] ;

-1806, baptême de son neveu **François Napoléon**, fils de **Laurent** l'aîné[1381] ;

-1806, naissance de sa nièce **Marie Thérèse Boffard**, fille de **François II** et **Marie Bertet Bornaton**[1382] ;

-1808, mariage entre **François Bertet** et **Catherine Rosset** de Voissant[1383] ;

-1822, baptême de **Françoise Gallin**, fille de **Benoît** et de **Julie Boffard**[1384].

A partir de 1827, il n'apparaît plus dans les actes, bien qu'il décède seulement en 1844 ; son fils **Antoine**, né en 1800 et donc majeur à l'ancienne mode en 1825, prend alors la place.

Il épouse le 4 juillet 1797 **Josephte Chevron**, née en 1775 à Oncin en Savoie, d'une famille très implantée. Elle est fille de **Joseph** (1740-1773) et de **Claudine Roux**[1385].



Ils sont les auteurs de la branche des **« Martin »,** comme disaient les autres branches de la famille, sans en avoir informé les intéressés semble-t-il…[1386]; ils étaient installés à la *chanéaz* de Voissant, dans la maison ancienne qu'occupait encore Mme **Marcelle Henriette Boffard** au début des années 2000. Contrairement aux premières hypothèses, cette maison n'a pas été construite par **François Ier**, mais acquise par lui ou son père

[1375] Registre paroissial de Voissant n°6, 386
[1376] Registre d'état civil de Voissant, 25 juin 1793
[1377] Registre d'état civil de Voissant, 25 juin 1793
[1378] Registre d'état civil de Voissant, 26 juillet 1803
[1379] Registre d'état civil de Voissant, 7 novembre 1804
[1380] Registre d'état civil de Voissant, 30 mai 1804
[1381] Registre paroissial de Voissant n°9, 132
[1382] Registre d'état civil de Voissant, 6 juin 1806
[1383] Registre paroissial de Voissant n°10, 93, er Registre d'état civil de Voissant, 27 juin 1808
[1384] Registre paroissial de Voissant n°17, 50
[1385] Joseph : fils de Hugues (1710-1780) ép 1744 Isabeau Rosset Callier (1720-1786)
Hugues : fils de Claude (1680-av 1744) ép 1705 Thérèse Thévenon
Claude : fils de Jean (1650-1705) et Jeanne Brotel
Pour (beaucoup) plus de détails, voir l'arbre généalogique de Pascal Caillet-Rousset, d'une vieille famille de Saint-Bueil, sur « généanet », et notamment la page suivante :
http://gw1.geneanet.org/index.php3?b=pcaillet1&lang=fr&m=N&v=CHEVRON
[1386] Le marquis de Vaulserre utilise cette appellation dans ses livres de compte ; ex Arch Vaulserre livre 18 : « Domaine de Boffard : les Martin Boffard [Martin et son fils Antoine Martin]… »

d'**Antoine Larderat**. C'est ce dont nous assure un état des biens de la succession Garnier, réalisé en 1788 pour la future vente de cet héritage[1387]. Ce document renvoie au parcellaire de Vaulserre de 1670, qui précise le contenu de la parcelle : « maison, grange, four, plassages et verger à *la chanéaz*, jouxte **Antoine Martin Tapion** et lui pour la ci-après du levant et lui pour pré ci-après du vent, terre et vernayx de **Claude Boffard** de bize un peu du couchant ». Le tout pour 1/2 sesterée (environ 1 900 m²). Et dans la marge : « tient sieur **François Boffard** » (**François Ier**)

Contraste entre **François II** et **Martin** les deux frères ; **François II** reçoit des avantages importants dès la succession de son père (il était appelé à devenir l'aîné des enfants du second lit de **François I** le père commun, avant que **Pierre Emmanuel** ne renonce à la prêtrise), et apparaît alors comme marchand ; nous avons vu que les difficultés s'amoncellent au fil de sa vie et que sa descendance, à la première ou à la seconde génération, doit quitter Voissant.

Martin nous montre une progression inverse. Avant dernier garçon de la famille (et dernier à partir de 1803), il n'est pas avantagé au décès de son père. Pourtant, en deux générations (avec son fils **Antoine**), cette branche se hisse parmi les 10 plus imposés à Voissant et participe en permanence au conseil municipal. D'une maison partagée entre 4 frères en 1791, il parvient à faire la maison de sa famille ; finalement, ses descendants la possèdent jusque dans les années 2000, c'est-à-dire bien après que toutes les autres branches aient quitté Voissant. Où ils laissent un souvenir bien vivant aux plus âgés des habitants, à l'image des deux tantes **Fifine** et **Marie**.

Dès 1796, nous voyons une preuve de la confiance de sa mère dans une procuration qu'elle donne à **Martin** pour gérer tous ses biens[1388].

Martin étant l'un des derniers nés de sa famille, il ne joue pas un rôle majeur durant la Révolution à Vaulserre. Les registres sont muets en ce qui le concerne. Tout au plus peut-on mentionner qu'il signe en 1791 une protestation des habitants de Miribel qui s'opposent à la vente de la forêt de la Sarra. Cette forêt appartenait à la Grande Chartreuse, et avait été confisqué comme bien du clergé en 1791. Les habitants prétendent avoir un droit ancestral d'usage et de glandage[1389].

Une seule exception : il a été élu en 1799 adjoint municipal de la commune de Vaulserre. Jusqu'en 1801, les quatre paroisses sont regroupées en une seule commune appelée Vaulserre. En 1801, l'adjoint municipal est en fait le maire. Avec cette différence –fondamentale- qu'il n'est plus élu mais nommé… A ce moment, **Martin** disparaîtra, les autorités préférant systématiquement les plus aisés aux postes administratifs supérieurs. Le maire de Voissant sera alors **Benoît II Patricot**.

Martin apparaît dans nos archives en 1802, lorsque son frère **Antoine** (le soldat) lui vend plusieurs pièces à Voissant formant une grande partie de son héritage : un pré au *mas des gagères*, d'environ 3 760 m² ; plus une terre labourable à *la galanière*, d'environ 6 300 m² ; sa partie héréditaire de la maison et terrain de la *chanéaz*, environ 600 m² ; un bois châtaigneraie dit *bois brûlaz*, environ 2 500 m² ; sa portion sur une vernay et un paquerage, ainsi qu'un four en indivision avec ses frères et sœurs (à Voissant et Saint-Bueil). Le tout pour la somme de 2 300 FF à payer dans les 6 ans[1390].

La description des biens vendus montre que **Pierre Emmanuel** possède encore sa portion de la maison et des bâtiments de *la chanéaz*. C'est certainement dans ces années qu'il la vend à **Martin**.

En 1804, **Agnès Baudrand** sa mère et veuve de **François I Boffard**, qui vivait chez lui, se sentait certainement au bout du chemin. Il fallait mettre en ordre ses affaires, et pour cela être à jour de ses

[1387] Arch Vaulserre L 4205

[1388] Reçue le 18 mai 1796 Dulac à Voissant, Arch Boffard, Jaune 2 ; AD de l'Isère, acte reçu François Dulac, 3E 32979, images 1611-1612

[1389] Jean DESCOTES GENON, *Miribel les Echelles ; son origine, son histoire jusqu'à nos jours*, Chambéry : Les Imprimeries réunies, 1967, p. 104

[1390] Vente reçue le 19 novembre 1802 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20588

dettes et créances. Comme en 1796, elle passe procuration à **Martin** (et non à son autre fils **François II**) pour exiger le payement des 600 FF dus par **Claude Trouilloud**, de Rivas[1391].

Le 6 mai 1810, **Martin** loue les terres de **Laurence Philippe**, veuve de **Pierre Garrel Griche** (qui passeront à ses enfants et héritiers dès 1812) du *pélissier* de Saint-Bueil[1392]. En 1812, il règle le prix du fermage : 100 FF et diverses marchandises : 3 hectolitres (ou « setiers ») de vin, 18 double boisseaux de froment, 6 de seigle, 4 d'orge et 2 de blé noir (un boisseau = un bichet = 25,9 litres au Pont-de-Beauvoisin –mesure utilisée ici- comme à Saint-Geoire d'ailleurs, mais pas à Vaulserre). La valeur des marchandises est estimée 240 FF[1393]. Il est amusant de constater que le notaire qualifie de « sieur » **Martin**, le fermier, et qu'il n'use d'aucune civilité pour les propriétaires…

Le contrat était conclu pour 7 ans. En 1818, les héritiers **Garrel Griche** quittent **Martin** du reste de ce qu'il pouvait leur devoir[1394]. Il ne semble pas que le contrat ait été renouvelé. Sans doute les héritiers (**Pierre Jayet** et **Joseph Burillon**, cultivateurs à la *roche* de Saint-Geoire, **Joseph Bornat Quérat** et **Pierre Garrel Griche**, cultivateurs à Saint-Geoire) ont-ils souhaité sortir de l'indivision et exploiter eux-mêmes les terres en cause.

En 1818, **Claude Buscoz** et **Jeanne Buscoz Fit**, tous deux cultivateurs originaires de Voissant et installés à la *sauge* (hameau de Saint-Geoire, une partie était sur Saint-Martin de Vaulserre avant la Révolution). Ils ont dû quitter Voissant après le décès du père de **Claude**, **Jean**, perclu de dettes.

Ils vendent à **Martin** un pré en *vetin* à Voissant, d'environ 5 000 m² pour 1 300 FF (3,84 FF par m²). Le prix doit être payé par **Martin** à l'un des créanciers, **François Xavier Dode**, notaire à Saint-Geoire, en diminution de ce que lui devait **Jean Buscoz**[1395].

A partir de 1829 commence une nouvelle aventure. C'est une époque difficile pour **François I**I, le frère de **Martin**, contraint de faire des dettes et de vendre certaines de ses meilleures terres pour les régler. C'est ainsi qu'en 1827, il avait vendu au marquis de **Corbeau de Vaulserre**, 7 500 m² de terres et vignes en *patarin* (Voissant), un bois de 2 500 m² à la *branchaz* (Saint-Bueil)et un pré de 3 700 m² en *gabert* (Voissant) ; c'est ce que le marquis de Vaulserre appelle désormais dans ses livres de compte le « domaine de Boffard ».

La même année, le marquis de Vaulserre avait donné ces biens à ferme à **Jean Sotat Gorin** de la *chanéaz* de Voissant (qui les connaissait très bien). Le bail était convenu pour 6 ans au prix annuel de 130 FF[1396].

En 1833, à l'expiration du bail, la ferme en est donnée à **Martin**, pour le prix de 135 FF. Le marquis n'exige aucune caution : les **Boffard** (et **Martin**) devaient être de bonne réputation, tant sur leurs finances que sur leur probité. Voici la copie de cet acte, écrite de la main d'**Antoine Martin**, le fils de **Martin Boffard** :

[1391] La promesse est du 26 mai 1801. La procuration est reçue le 10 janvier 1804 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20589
[1392] Famille déjà rencontrée au XVIIème siècle, où un mariage la lie avec les Boffard de Saint-Albin.
[1393] Reçue le 26 juin 1812 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20271
[1394] Reçue le 26 juin 1818 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20275
[1395] Reçue le 26 mai 1818 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20275
[1396] Convention sous seing privé le 8 juin 1827, Arch Vaulserre L 1423

Entre les soussignés Monsieur le marquis de Corbeau de Vaulserre propriétaire à Voissant d'une part, et le Sieur antoine martin Boffard propriétaire au même lieu d'autre part; il a été convenu ce qui suit. Mr. de Vaulserre loue au dit sieur antoine martin Boffard une terre labourable d'environ trois journaux au mas de Patarin complantée de vignes commune de Voissant. 2° un pré d'environ un journal au mas dit en Gabert même commune. 3° enfin un bois chataigner d'environ un journal situé à Saint-Buel mas de la Branchat lesquels immeubles Mr de Vaulserre a acheté du S.r François Boffard en juin mil huit cent vingt sept et qu'il avait donné en ferme à Jean Gorin fils de Voissant dont le bail a expiré à la naissance du présent, ce bail est passé pour le temps et terme six années entière et consecutives qui ont commencées à la Saint-Jean-Baptiste mil huit cent trente trois et finiront à la saint-Jean mil huit cent trente neuf.-

Et pour les prix et sommes de cent trente cinq francs payables en deux termes aux fêtes de noël et de la saint-Jean de chaque année en deux payemens egaux de soixante sept francs cinquante centimes dont le premier aura lieu et sera effectué aux fêtes de noel prochaines mil huit cent trente trois, le second à la fête de la saint jean-baptiste mil huit cent trente quatre et ainsi continuant d'années en années jusqu'à expiration.

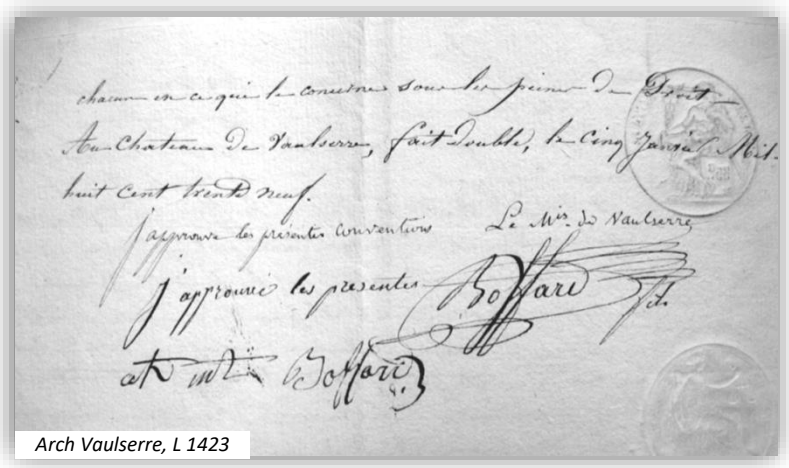
Il cultivera en bon père de famille ne fera ni ne souffrira aucune dégradation ni chemin abusif consommera les pailles sur les fonds ne sous-louera qu'avec l'autorisation de Monsieur de Vaulserre et laissera les pailles à sa sortie.

Ainsi convenu et fait double au Chateau de Vaulserre le vingt neuf avril mil huit cent trente trois

Approuvé le Mr de Vaulserre

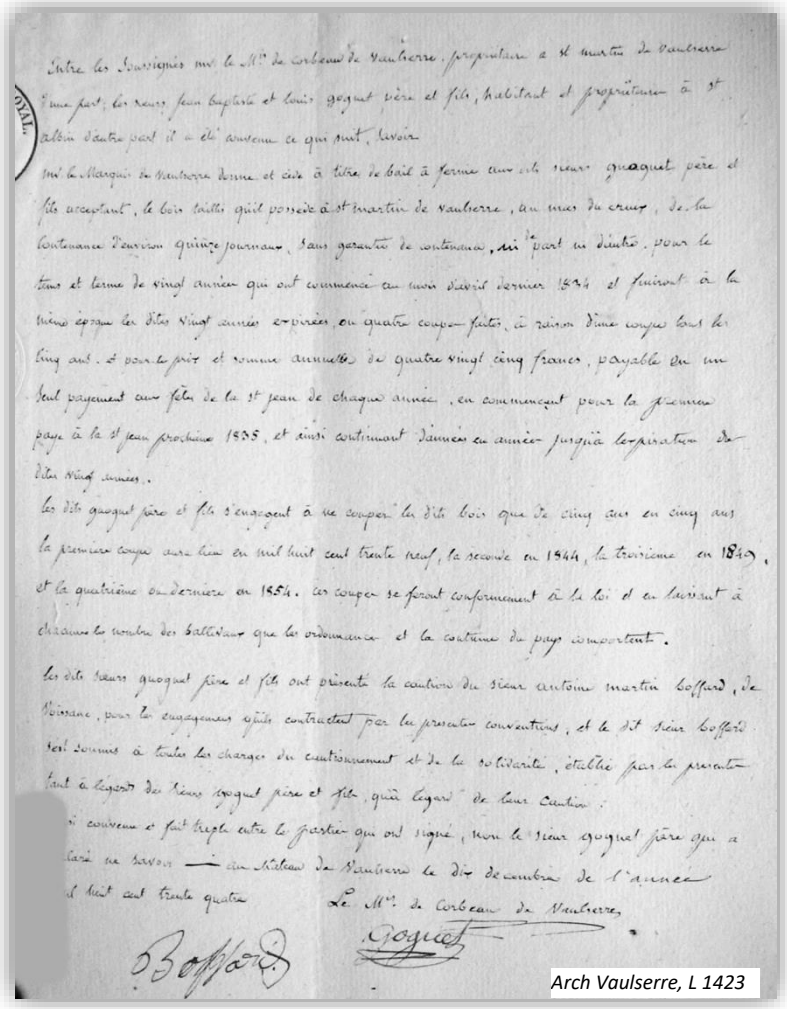
Boffard

En 1839, renouvellement du bail, mais cette fois au profit de **Martin** et **Antoine** son fils (**Martin** a alors 68 ans…) Voici les signatures de l'acte :


Arch Vaulserre, L 1423

En 1848 le bail n'est pas renouvelé ; il est consenti à **Joseph Gallin**, cultivateur à Saint-Bueil, avec caution de **Louis Goguet** cultivateur à Saint-Albin. Sans doute est-ce en partie à l'initiative d'**Antoine** (fils de Martin) : les preneurs sont ses deux beau-frères (**Joseph Gallin,** fils de **Claude**, adjoint de Saint-Bueil, est marié à sa sœur **Agnès** ; **Louis Goguet** à sa sœur **Marie**).

Au bout du compte, il n'en demeure pas moins que ces terres, **Boffard** à l'origine, sont définitivement sorties de leur patrimoine. Ce processus courant depuis toujours, de vente d'une terre en pleine propriété et de récupération par la location, est classique de l'appauvrissement du vendeur[1397].


Arch Vaulserre, L 1423

En 1834, après le renouvellement du bail du « domaine de Boffard », les relations entre le **marquis de Vaulserre** et **Martin Boffard** sont excellentes, et **Martin** a conservé sa réputation de probité[1398]. De plus, les « Martin » s'entendent très bien, et les mariages des filles de **Martin** ont été bien négociés. Ainsi, cette année-là, le **marquis de Vaulserre** donne à ferme à **Jean Baptiste** et **Louis Goguet** père et fils 15

[1397] C'est aussi de cette manière que la féodalité s'est installée. Telle famille, propriétaire d' « alleux », était contrainte de multiples manières à les remettre à un plus puissant. Qui les restituait souvent à titre de fief, c'est-à-dire, dans les débuts de la féodalité, qu'il donnait le seul droit de les exploiter. Par la suite, ce droit d'exploiter a dérivé en droit de « sous » propriété : on pouvait vendre et acheter ces biens, mais il fallait payer une taxe (le cens) au seigneur, qui symbolisait cette ancienne propriété complète que l'on gardait en mémoire.

[1398] Rappelons aussi que le marquis de Vaulserre était connu dans tout le pays comme « père du peuple » tant sa générosité était grande : Cte F. de Colbert, *Les Corbel Corbeau de Vaulserre*, 2007.

journaux de bois *au cruix* à Saint-**Martin**. L'importance du contrat exige une caution, que les **Goguet** trouvent auprès de **Martin** (image précédente)

Les relations avec les **Gallin** étaient aussi bonnes, et **Martin** et son gendre **Joseph Gallin** travaillaient ensemble. En 1831, **Martin** obtient un prêt de 300FF de **Jacques François Dulac**, juge de paix du canton de Saint-Geoire (fils du notaire de Vaulserre **François**, grand ami de **François I Boffard** ; il habitait la maison forte du Mercier à Saint-Albin, toujours propriété de ses descendants). La somme est remboursable en 1837. Toutes les annuités ont été payées par **Joseph Gallin**, sauf celle de 1837, payée par **Louis Goguet** [1399]!

En ces temps où nous apprécions mal de faire des affaires en famille… il fut réellement un temps (peut-être pas béni) où les Français y étaient habitués. Toute la société était organisée pour faire avancer la famille toute entière : dès le baptême, ou la naissance, les déclarants et les parrains marraines sont soigneusement choisis ; mais surtout, le mariage est l'événement majeur qui permet d'organiser les relations dans le voisinage, la répartition des terres et du travail. Le soin que l'on mettait à peser les avantages et inconvénients d'une alliance, les stratégies menées avec constance sur plusieurs générations, les véritables enquêtes auxquelles on se livrait, se comprennent parfaitement dans un tel contexte. Face au succès ou à l'échec d'une famille pour plusieurs siècles, que pesait alors le destin individuel des mariés ?

Tant que la terre demeura la source essentielle de la richesse, la société fonctionna ainsi, de la haute noblesse jusqu'à la paysannerie la plus crottée. C'est même le point commun, avec le sentiment religieux, de cette société pourtant tellement diverse par ailleurs.

Si la Révolution et l'autorisation du divorce ont été reçues comme un espoir de libération des aspirations individuelles, cela ne dura pas. Au XIXème siècle, les habitudes contractées depuis 1000 ans règnent en maître.

Mais ce collectivisme familial ne tenait que par le contexte général qui l'avait créé : la terre comme seule richesse, avec ses revenus toujours aléatoires. La Révolution industrielle l'écorna, puis la société de consommation l'acheva.

La révolution industrielle et le salariat séparèrent les familles, donnant des modes de vie différents aux diverses branches. Un salarié urbain n'a pas besoin de la terre pour vivre, et toutes les stratégies visant à la transmettre lui deviennent progressivement étrangères.

Le changement fut long à atteindre la campagne (XXème siècle). Depuis des siècles, les catégories supérieures de ce monde, ceux qui avaient réussi à échapper à la paysannerie pure (les maçons, cordonniers, charrons, hôteliers, menuisiers-charpentiers, serruriers…) cumulaient les revenus de la terre avec ceux de leur art. La plupart du temps, ils donnaient leurs terres à ferme, et en retiraient le revenu. Mais il s'agit d'un petit artisanat, et non d'usines, avec un outil de travail qui formerait l'essentiel du patrimoine ; la terre est toujours restée cet essentiel car dans un monde de fidélité, on savait tout ce qu'on lui devait. Ainsi, tout excédent acquis dans la charpente ou dans la maçonnerie va directement grossir le patrimoine terrien de la famille. L'idée de développer le métier de manière industrielle, dirait-on aujourd'hui, n'effleure pas l'artisan qui a réussi.

Mais il faut rappeler aussi qu'il n'existe pas de liberté de s'installer dans un métier. Depuis le XVIème siècle, tous les métiers sont organisés en France, avec des règlements stricts approuvés par l'Etat et une surveillance minutieuse. Généralement, il faut avoir été apprenti, puis compagnon, pour passer enfin un chef d'œuvre qui couronne la première partie du parcours. En cas de réussite, le compagnon devient maître dans son art (on parlera de maître cordonnier, par exemple) ; il peut alors s'installer comme artisan et recruter des apprentis et compagnons. Tout ceci concerne aussi la campagne, même si la surveillance est moindre qu'à la ville.

L'industrialisation au fil du XIXème siècle ne modifia pas les habitudes profondes : les paysans se faisaient souvent aussi ouvriers dans les usines établies le long des cours d'eau, ou travaillaient chez eux pour le compte de l'usine (le cas des tisserands en particulier). Ne quittant pas leur domicile ancestral, ils cumulaient deux sources de revenus, et la terre jouait encore tout son rôle (comme elles étaient apparues, les usines pouvaient disparaître ; la terre ne disparaît pas). Le monde rural était habitué à ces doubles emplois.

[1399] *Livre de raison* de Jacques François Dulac, p. 74, Arch Dulac.

Mais d'une part, cette évolution concerna une majorité de la population de la campagne, et d'autre part les usines ne disparurent pas, et s'installèrent dans le paysage au fil des générations. Progressivement, c'est la terre qui devint la source annexe du revenu de la campagne.

Porter tant de soin à sa transmission n'était plus essentiel ; qui prit la place ? Les sentiments. Leur irruption, liée à l'abondance des biens, accoucha sans doute notre société de consommation.

Loin d'être une évolution, c'est une rupture à laquelle on assiste. Qui veut comprendre aujourd'hui comment vivaient concrètement nos ancêtres doit faire un effort ; ce n'est pas naturel. Effort plus intense pour certains que pour d'autres, sans doute.

Martin est conseiller municipal de Voissant en 1796 (adjoint), et sans doute depuis 1801 (quoi que nos archives suivies ne commencent qu'en 1827). On le retrouve en 1811 qui signe –avec **Laurent** son frère également conseiller municipal-, la taxation à laquelle les habitants de *péréaz*sont soumis pour le rachat de la cure de Voissant, vendue aux enchères à la Révolution[1400]. Le rôle de la contribution de tous les habitants de la paroisse de Voissant a été dressé par le conseil municipal selon les revenus de chacun : Il verse 29 FF, ce qui le place au 11ème rang sur 62 familles contributrices. Ses frères et sœurs se placent ainsi : **Laurent** verse 145 FF (2ème contribution), **Pierre Gallin** et **Louise Boffard** 80 FF (6ème contribution). **François II** n'est pas mentionné…

On le retrouve en 1827 au conseil, ainsi que son frère **François II** et son neveu **Noël** (fils de **Laurent**). Il y reste jusqu'en 1834. Les archives sont lacunaires : nous n'avons pas la composition du conseil, et des 10 plus imposés, en 1835, 1837-1839 et 1841-1843. En 1840 et 1844, **Martin** figure parmi les plus imposés.

Pour donner une image juste de sa fortune, son classement parmi les plus imposés ne suffit pas : les écarts varient fortement : par exemple dans la liste des 14 plus imposés de 1877, le premier est **Gustave Veyre**, propriétaire de l'usine de Saint-Bueil-Voissant : 1 132, 28 FF. Le deuxième, le **comte Garnier des Garets** : 441, 49. Et le 14 ème, **Jacques Boffard** fils de **François II** : 32,77 FF. **Antoine**, fils de **Martin**, se classe 6ème, avec 85,65 FF.

En 1829, **Martin** est nommé membre de la fabrique de Voissant (institution qui gère les biens de l'Eglise, dont les membres sont nommés par l'évêque pour la majorité, et par le préfet pour le reste, avec le maire et le curé comme membres de droit : loi 1809). **Pierre Boffard Cocat** est nommé avec lui. Tous les deux remplacent **Benoît** et **Joseph Patricot** frères, qui viennent de quitter Voissant[1401]. Mais les archives de la fabrique sont encore plus lacunaires que les registres paroissiaux, soit parce que les documents n'ont pas été conservés, soit parce que les registres sont mal tenus[1402] ; nous ne savons combien de temps il y est resté.

Il décède en 1844, âgé de 73 ans. La déclaration en est faite par **Antoine** son fils et par **Antoine Boffard** son neveu, fils de **François II**[1403]. Celui-ci ne signe pas, affirmant ne pas savoir le faire ; huit jours avant, il avait signé une obligation devant le notaire **Chaboud** à Saint-Geoire, comme il avait signé les déclarations de naissance de tous ses enfants (hormis le premier en 1823)… Mais cet **Antoine** semble avoir eu des sautes d'humeur, et en tous cas un caractère difficile[1404].

Josephte Chevron décède en 1847.

C'est donc en 1848 que la succession est partagée. **Martin** et son épouse possèdent 6,5 ha de terres, vignes, vernay, bois, avec le domicile de la *chanéaz*. Le mobilier est estimé 960 FF, et les espèces montent à 1 200 FF. Mais les dettes atteignent 3 630 FF.

Les deux plus importantes sont faites à la famille, ce qui montre encore son unité en plein XIX ème siècle : **Anne Boffard**, fille de **Joseph** et épouse **Aurélien Bertet** (le fils du notaire de la Sauge), nièce

[1400] Arch Dulac.

[1401] Archives de la Fabrique de Voissant.

[1402] Rappelons que les registres de la fabrique ne mentionnent jamais l'affaire du legs Billion, qui la secoua pourtant, ainsi que la commune, dans les années 1880.

[1403] Registre d'état civil de Voissant, 12 décembre 1844

[1404] Voir nos passages sur Antoine Bofafrd (1799-1858)

de **Martin**, lui a prêté 2 550 FF. **Joseph Romain**, fils de **Laurent** et autre neveu de **Martin**, lui a prêté 600 FF.

Toutes dettes payées, la part successorale de chacun (sauf **Antoine** le seul garçon) atteint 2 750 FF. le patrimoine net total de **Martin** et **Josephte Chevron** peut donc être estimé à près de 14 700 FF.

La succession est signée par **Jean Evangéliste Dulac**, géomètre et futur maire de Voissant, et **Noël Boffard** adjoint de la commune[1405].

Martin et **Josephte Chevron** ont 6 enfants :

-**Agnès** naît en 1798. La déclaration est faite par **Laurent Boffard** (frère aîné de **Martin**) et **Benoît Pélissier**[1406].

Elle épouse en 1823 **Joseph Gallin** né en 1802 au *sâtre* de Saint-Bueil. **Joseph** est le fils de **Claude**, propriétaire et adjoint à Saint-Bueil, et **Catherine Boffard Cocat**. C'est un mariage économiquement équilibré sans doute (**Claude Gallin** est adjoint à Saint-Bueil et Joseph est l'aîné de ses enfants, et **Martin** le dernier de la famille **Boffard**), mais déséquilibré socialement : **Agnès** signe, alors que le marié est illettré…[1407]

Le contrat de mariage a été rédigé dans la maison de **Martin** à la *chanéaz*, devant Me **Chaboud** : le trousseau et l'épargne de la mariée sont estimés chacun à 400 FF. Elle reçoit de son père une dot de 1 200 FF (c'est donc la même somme que donne **Jacques Boffard**, fils de **François II**, à ses filles[1408]). **Joseph** reçoit en avancement d'hoirie le quart des biens de son père (pratique systématique pour l'aîné), et dès à présent la jouissance viagère d'un pré à *la michalière*de Saint-Bueil. Mais cette jouissance n'aura lieu que durant la vie en commun des mariés avec les parents **Gallin**… Précision nécessaire pour retenir un garçon qui avait déjà manifesté des tentations d'indépendance… du reste, celles-ci se réalisent puisqu'en 1839, ils habitent Voissant[1409]. Une vie hors du carcan familial valait bien 15 FF (revenu annuel de la terre de *la michalière*). Ils retournent à Saint-Bueil après le décès de **Claude Gallin** et s'installent alors dans la maison familiale.

C'est donc un beau contrat, sans doute apprécié par les deux familles. En témoigne l'affluence des signatures : la mariée, les parents bien sûr (**Catherine Boffard Cocat** est illettrée), **François II** et **Louise Boffard**, frère et sœur de **Martin**, **Noël Boffard**, fils de **Laurent** et neveu de **Martin**, son frère **François Napoléon** ; et **Antoine**, le fils de **Martin**[1410]. Et même, sur l'acte religieux, la signature de **Benoît Gallin** (parenté certaine mais non établie), cousin du père de la mariée et très proche des **Boffard** à cette époque[1411].

En 1859, elle reçoit de sa sœur **Françoise** un legs de 200 FF, payé par son frère et légataire universel **Antoine**[1412].

-**Antoine**, qui suit ;

-« **Marie » Françoise** naît en1805[1413]. La déclaration en est faite par **François II Boffard**, frère de **Martin**, et par **François Bertet**.

En 1827, elle épouse **Louis Goguet**, d'une famille de fermiers cultivateurs de Saint-Albin, fils de **Jean Baptiste** et **Benoîte Bertuy**[1414]. **Françoise** possède 280 FF par elle-même, son trousseau est évalué 200 FF (dont « une croix et cœur en or »). **Martin** donne 1 200 FF en avancement d'hoirie. Il est bien précisé que les mariés s'installeront chez le sieur **Goguetpère**, et que celui-ci dirigera la maison. Le contrat est signé par les mariés, **Martin Boffard** et les deux témoins : **Jacques François Dulac**, juge de paix du canton de Saint-Geoire, **Pierre René Chatelan** propriétaire à Romagnieu (le père de Louis, Jean Baptiste, est illettré). Les deux familles semblent de même niveau social, et le fait qu'une branche aînée (**Goguet**)

[1405] Reçue le 27 avril 1848 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20536
[1406] Registre d'état civil de Voissant, 8 avril 1798
[1407] Registre d'état civil de Voissant, 20 juin 1823
[1408] Voir nos passages sur Jacques Boffard (1803-1883)
[1409] Naissance de leur fils Benoît (Registre d'état civil de Voissant, 19 février 1839)
[1410] Reçu le 3 juin 1823 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20421
[1411] Registre paroissial de Voissant n°17, 58
[1412] Quittance passée par Joseph Gallin à Antoine Boffard le 29 novembre 1859 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20361
[1413] Registre d'état civil de Voissant, 27 septembre 1805
[1414] Benoîte est la fille de Louise Allioud Perraud et Louis Berthuy, souvent rencontré dans les affaires de la communauté et commune de Vaulserre, avant et après la Révolution. C'est par le mariage de Jean-Baptiste et Benoîte que les Goguet sont arrivés à Saint-Albin.

rejoigne une branche cadette (**Boffard**) atteste que ce mariage apporte aux **Goguet** un surcroît d'honorabilité[1415].

Nous avons déjà évoqué les rapports étroits qui les unissent à **Martin Boffard**, celui-ci cautionnant la ferme qu'ils obtiennent du marquis de Vaulserre en 1834. De même, en 1848, **Louis Goguet** cautionne **Joseph Gallin** son beau-frère, époux d'**Agnès Boffard**, qui vient d'obtenir la ferme du domaine de Boffard.

Depuis la fin des années 1830, les **Goguet** apparaissent comme une famille toujours plus prospère : il ne se passe pas unne année sans que le père ou le fils n'achètent des biens à Saint-Albin[1416].

Marie Boffard décède le 3 novembre 1848 à Saint-Albin, laissant 4 enfants mineurs : **Joseph Laurent**, **Louis Albin**, **Agnès** et **Marie**. Ils se partagent 800 m² de bois taillis en *coreyzin* de Saint-Albin[1417].

A partir de ce moment, **Louis** s'est installé à Voissant. En 1855, sa fille **Marie Thérèse** épouse **François Périer** à Voissant[1418] ; en 1865, il enchérit (en vain) sur l'un des lots de la vente des biens des héritiers de **Jean Pélissier**[1419] : une terre labourable de 2 000 m² au mas du *pilaud* à Voissant. Il est qualifié de « propriétaire domicilié à Voissant ». **Joseph Goguet**, fils de Louis et **Marie Boffard**, décède à Voissant en 1916, après avoir été conseiller municipal et maire de Voissant durant de longues années[1420].

-**Louise** naît en 1808. La déclaration en est faite notamment par **Laurent Boffard**, frère du père. Elle décède en 1810. La déclaration est faite notamment par **François II**[1421].

-**Françoise** naît en 1811. La déclaration en est faite notamment par **Charles Magloire Dulac**, fils de **François**, ancien notaire et grand ami de **François I Boffard**[1422].

Elle décède en 1856 sans avoir été mariée et sans enfant[1423]. Il semble qu'elle habite toute sa vie avec son frère **Antoine**, soit dans la maison de la *chanéaz* de Voissant, soit « momentanément » à Romanieu (1848 : partage successoral des parents **Boffard**, reçu Favot ; voir plus haut). Son testament de novembre 1856 fait de celui-ci son légataire universel, à charge d'acquitter plusieurs legs :

Sa garde robe à sa filleule et nièce **Françoise** (fille d'**Antoine**) –avantage des parrains et marraines…-

100 FF au curé de Voissant pour des messes

50 FF pour la chapelle de la Sainte Vierge dans l'église de Voissant[1424].

-**Hustache** naît en 1814. La déclaration est faite par **François Gruat** et **François Cayère Codé**, tous les deux cultivateur à la *chanéaz*[1425]. Il décède en 1817[1426].

1415 Reçu le 9 juillet 1827 Permezel au Pont, AD de l'Isère 3E 20624

1416 Quelques exemples :

-1809 (janvier), vente par Jean Baptiste Goguet à Joseph Goguet et Marianne Ravier mariés : reçue Permezel, AD de l'Isère 3E 20594

-1846 (8 juillet), acquisition du marquis de Vaulserre 5 000 m² de terres et bois à Saint-Albin, pour 800 FF : acte sous seing privé, AD de l'Isère 3Q18/ 466

-1848 (21 janvier), acquisition de Joseph Rose 1 700 m² de pré au *mas de la combe* à Saint-Albin, pour 800 FF : vente judiciaire, AD de l'Isère 3Q18/ 467

-1849 (12 février), acquisition de Benoît Micoud 300 m² de pré verger et 600 m² de bois verger à *la branchaz* de Saint-Albin, pour 100 FF, reçue Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20537

-1852 (18 novembre), acquisition de Athanase Rivoire et Joséphine Joubert 1 348 m² de terres à Saint-Albin, pour 230 FF : acte sous seing privé, AD de l'Isère 3Q18/ 468

1854 (22 mars), acquisition de Jean Allioud Perraud de Saint-Albin, de 5 960 m² de pré à Saint-Martin pour 620 FF, reçue Favot au Pont AD de l'Isère 3E 20542

1417 Enregistrement du partage le 19 avril 1849, AD de l'Isère 3Q18/ 467

1418 Registre paroissial de Voissant n°18, 1082

1419 Adjudication sous le contrôle de Romain Chevrier notaire à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20309, à partir du 25 juin 1865

1420 Louis Goguet fait son entrée au conseil municipal à l'occasion des élections de 1860. En 1872, il est élu maire par le conseil muinicipal en remplacement de Jean Dulac, décédé la même année (6 voies sur 7). En 1874, il est nommé par le préfet : *Registres des actes du conseil municipal de Voissant*, en sa date.

1421 Registre d'état civil de Voissant, 6 novembre 1810

1422 Registre d'état civil de Voissant, 13 décembre 1811

1423 Registre d'état civil de Voissant, 2 décembre 1856

1424 Reçu le 21 novembre 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20355

1425 Registre d'état civil de Voissant, 13 décembre 1814

1426 Registre d'état civil de Voissant, 2 avril 1817

6.1 Antoine Martin 1800-1879

Antoine, qui signe « **Antoine** » est parfois appelé « **Antoine Martin** » pour le distinguer des 3 autres **Antoine Boffard** vivant à cette époque. Par commodité, nous reprendrons « **Antoine Martin** ».

Antoine Martin est né le 9 octobre 1800 à Voissant. La déclaration de sa naissance est faite par **Martin**, le père, et par ses frères **Antoine** et **François II**[1427].

Antoine Martin est 3 fois parrain, en :

-1819, d'**Antoine Bertet**, de **François** et **Catherine Rosset**. La marraine est **Agnès Boffard**, sœur du parrain[1428] ;
-1828, baptême de sa nièce **Joséphine**, fille d'**Agnès Boffard** et **Joseph Gallin**[1429] ;
-1834, baptême de **Benoît Boffard**, de son cousin **Antoine** et de **Louise Allemand**[1430].

Il est aussi témoin 13 fois, en :

-1823, mariage de **Pierre Morel** (fils d'**Antoine** et **Marguerite Perraud**) et de **Jeannette Françoise Villard** (fille de **François** et **Marguerite Merron**)[1431] ;
-1823, baptême d'**Agnès Bertet**, de **François** et **Catherine Rosset**[1432] ;
-1823, baptême de **François III Boffard**, de son cousin **Antoine** et de **Louise Allemand**. **Noël Boffard**, autre cousin germain du père et d'**Antoine Martin**, signe aussi[1433] ;
-1825, mariage d'**Antoine Colomb** avec sa cousine **Marie Thérèse Boffard**, fille de **François II** et **Marie Bertet Bornaton**. **Noël Boffard** est aussi témoin[1434] ;
-1826, baptême de **Jacques François Colomb**, d'**Antoine** et **MarieThérèse Boffard** (sa cousine, fille de **François II**)[1435] ;
-1827, mariage de sa sœur **Marie** avec **Louis Goguet**[1436] ;
-1827 encore, mariage de son cousin **Jacques** avec **Rose Rosset** ; **Noël Boffard**, autre cousin germain du marié et du témoin, signe aussi[1437] ;
-1836, naissance de **Marie Mélanie Boffard**, de son cousin **Noël**[1438] ;
-1851, mariage de sa cousine **Victorine Boffard** avec **Pierre Boffard Cocat**. Sont aussi témoins **François Napoléon Boffard**, frère de **Noël**, oncle de **Victorine**, et **Benoît Antoine Boffard** fils de **Martin**, cousin de l'épouse[1439] ;
-1855, mariage d'**AntoinePérier Combet** avec sa cousine **ThérèseGoguet**[1440] ;
-1855, mariage de sa nièce **Marie Thérèse Goguet** (fille de **Louis** et de **Marie Boffard** fille de **Martin**) avec **François Périer**. Témoin de l'importance de la famille **Goguet** à Voissant, **Noël** et son fils **Benoît Antoine** signent aussi l'acte[1441] ;
-1858, mariage de **Michel Bertet** et **Françoise Gallin**[1442] ;
-1863, mariage de **Joseph Dulac** et **Marie Antoinette Veyzin**[1443] ;

[1427] Registre d'état civil de Voissant, en sa date.
[1428] Registre paroissial de Voissant n°16, 186
[1429] Registre paroissial de Voissant n°17, 82
[1430] Registre paroissial de Voissant n°18, 1021
[1431] Registre paroissial de Voissant n°17, 56
[1432] Registre paroissial de Voissant n°17, 56
[1433] Registre paroissial de Voissant n°17, 59
[1434] Registre d'état civil de Voissant, 8 juin 1825
[1435] Registre paroissial de Voissant n°17, 76
[1436] Registre paroissial de Voissant n°17, 81
[1437] Registre paroissial de Voissant n°17, 82
[1438] Registre d'état civil de Voissant, 27 septembre 1836
[1439] Registre d'état civil de Voissant, 30 septembre 1851
[1440] Registre d'état civil de Voissant, 21 novembre 1855
[1441] Registre paroissial de Voissant n°18, 1082
[1442] Registre d'état civil de Voissant, 13 janvier 1858
[1443] Registre d'état civil de Voissant, 6 mai 1863

En 1834, **Antoine Martin** épouse **Adèle Payerne**, fille d'**Augustin** et de **Sophie Garavel**, installés à Miribel. Son père lui donne le quart de tous ses biens par préciput[1444]. Ce mariage confirme l'orientation des **Boffard** de la branche aînée (**Noël** épouse **Thérèse Gallin** en 1821 et sa sœur **Julie** épouse **Benoît Gallin** frère de **Thérèse** le même jour) et de la dernière, celle de **Martin**, vers MiribelLa famille **Payerne** n'est pas encore bien connue. Ce que l'on en sait montre une famille importante : **Augustin**, le père, propriétaire cultivateur de Miribel, n'apparaît qu'une fois dans les minutes du notaire **Milias** de Miribel, entre 1828 et 1839[1445] : il y est qualifié de « monsieur » ; il devait avoir ses habitudes chez les notaires de Saint-Laurent-du-Pont.

Il est marié à **Sophie Garavel**, fille de **Charles** et **Marie Jayet**. Il est donc le beau-frère de **Pierre Emmanuel Boffard**, qui avait épousé **Thérèse Garavel**, la sœur de **Sophie**.

Il est présent à la donation de ses biens que fait **Marie Jayet** à ses enfants en 1819[1446].

En 1833, il cède à **Louis Antoine Garavel** la portion de sa femme, décédée, dans la succession de **Charles Garavel** leur père[1447].

Antoine Martin épouse donc la cousine germaine de ses cousins germains **Pierre Emmanuel II**, **Benoît Joseph**, … Ils ont 7 enfants.



1886 environ, Marie Adèle Payerne et 3 de ses petits enfants : Hippolyte, Jean Marie et Auguste, tous les trois fils d'Antoine Hippolyte Boffard et Marie Adeline Giroud Biétrix.

Antoine et **Adèle** n'ont jamais habité avec **Augustin Payerne** le beau-père. Conformément aux traditions, ils résident la plupart du temps à la *chanéaz* de Voissant, dans la maison de **Martin**, dont **Antoine** est le seul garçon. Sa sœur **Françoise**, célibataire, habitait avec eux. Elle conserva sa vie durant la jouissance d'une chambre au rez-de-chaussée, à la place de l'actuel salon.

En 1848, au partage successoral de **Martin** et **Josephte Chevron**, **Antoine Martin** habite « momentanément » à Romagnieu, toujours avec sa sœur **Françoise**. S'entendait-il mal avec sa mère, restée veuve entre 1844 et 1847 date sa mort ? Ou avait-il rejoint son cousin **Jacques Boffard**, parti à Romanieu entre 1843 et 1849 ? Compte tenu de la bonne entente générale chez les **Boffard** (hormis la

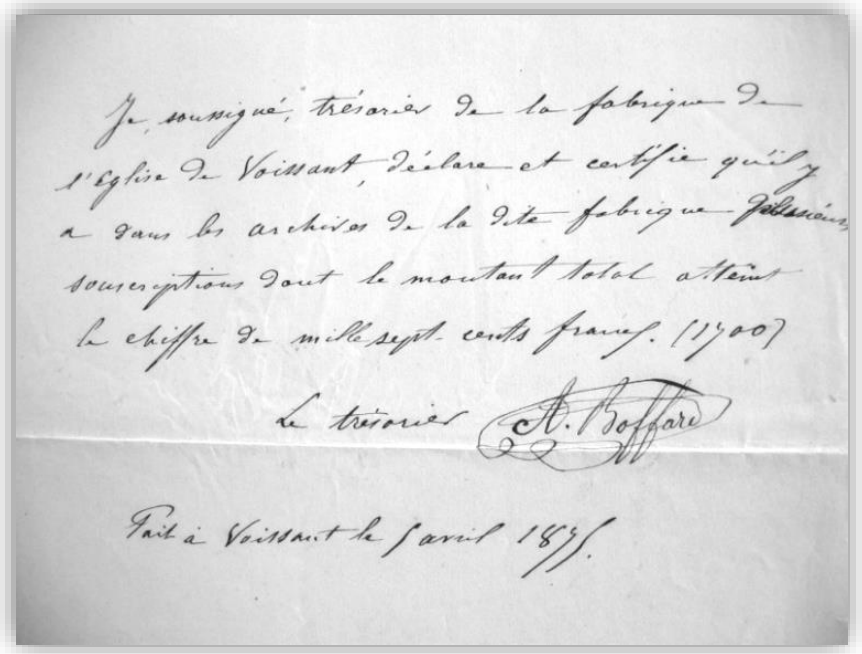
[1444] Reçu le 14 janvier 1834 Margot à Saint-Laurent-du-Pont.
[1445] Une quittance de 300 FF qu'il passe le 30 juin 1839 à Jean Berger, à la suite d'une vente qu'il lui avait consentie le 9 mai 1824, AD de l'Isère 3E 31083
[1446] Reçue le 22 mars 1819 Roche à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20275
[1447] Reçue le 14 avril 1833 Ruelle à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20241

branche de Pierre Emmanuel à Montferrat), cette solution est bien possible. D'autant que sa sœur **Françoise** part avec lui.

Antoine Martin est l'un des piliers de la commune de Voissant, comme son père avant lui. Dès la mort de ce dernier en 1844, il figure parmi les plus imposés. A partir de 1856 et jusqu'à sa mort en 1879, il est membre du conseil municipal, élu membre de la commission cantonale en 1872 et 1874[1448] et adjoint de 1876 à 1878. Il est aussi constamment membre du bureau de bienfaisance de la municipalité, comme son père aussi avant lui[1449].

Il s'occupait aussi activement de la gestion des biens de l'Eglise, à travers la fabrique où les **Boffard** et les **Buscoz** ont toujours été très présents. **Antoine Martin** est membre du bureau depuis 1863 au moins (nos archives sont lacunaires : entre 1829 et 1863, nous ne disposons que de 6 délibérations du conseil de Fabrique, sur un registre suivi ; s'il y en a eu d'autres, elles n'ont pas fait l'objet de procès verbal…). Il est renouvelé jusqu'à son décès. Notamment en 1872, il fait partie des 2 membres nommés par le préfet, l'autre étant **Antoine Boffard Cocat** (à cette date, 3 membres sur 5 sont des **Boffard** ou **Boffard Cocat**)[1450].

Antoine est même le trésorier de la Fabrique depuis 1863 au moins jusqu'à son décès. Son fils **Antoine Hippolyte** le remplace alors. En voici un témoignage, probablement de sa main :


Je soussigné, trésorier de la fabrique de l'Eglise de Voissant, déclare et certifie qu'il y a dans les archives de la dite fabrique plusieurs souscriptions dont le montant total atteint le chiffre de mille sept cents francs. (1700)

Le trésorier A. Boffard

Fait à Voissant le 5 avril 1875.

Avant le décès de son père, on voit **Antoine** actif à se constituer un patrimoine. Il fallait prévoir la succession parentale à venir. Entre 1840 et 1844, il contribue déjà en dehors de son père à la dépense envisagée par la commune de Voissant. La somme de 3,50 FF est faible, mais significative[1451] : pour reconstituer le domaine et dédommager les héritiers particuliers, l'héritier principal devait disposer d'autres biens.

En 1837, il achète à **Claude Jeoffray Garon**, de Voissant, 6 200 m² de terres et pré, avec 2 rangées de vigne, au mas de la *galanière*de Voissant. Le prix est de 1500 FF. L'acte est signé par **Charles Dulac**, maire de Voissant, et **Jacques** son fils, légiste à Bourgoin[1452].

[1448] Chaque commune envoyait deux de ses conseillers municipaux pour siéger à l'assemblée cantonale, qui établissait les listes électorales de chaque commune.

[1449] Voir par exemple une réunion en 1858 qui accuse réception d'un secours de 50 FF du ministère de l'Intérieur : le maire est le président institutionnel du bureau, et celui-ci compte sur 5 membres, 2 Boffard et 2 Buscoz, Arch de Voissant. Rappelons que les membres du bureau étaient proposés par le bureau lui-même, et nommés par le préfet.

[1450] Registre de délibérations du conseil de fabrique de Voissant, à sa date, Arch de la cure de Voissant.

[1451] Arch Boffard, Rouge 2

[1452] Reçue Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20434

En 1844, il achète à **Claude Carrand** et **Agnès Bertet** mariés de Voissant, un pré toujours à la *galanière* de Voissant, de 400 m², et une terre de 1 280 m² à la *rajonnière*. Le prix est de 460 FF[1453].

Après le décès de son père en 1844 et de sa mère en 1847, la succession est partagée. Conformément au contrat de mariage, **Antoine Martin**, seul garçon, reçoit un quart de l'ensemble, plus le quart de ce qui reste (puisqu'il ne reste que 4 enfants vivants). D'après nos calculs, il reçoit alors environ 6 400 FF, dont la plus grande partie de la maison et des bâtiments, hangar, cour, four, jardin, terre… de la *chanéaz*. Ceux-ci (5 335 m²) sont partagés entre lui et sa sœur **Françoise**, afin qu'ils continuent leur vie en commun. **Antoine Martin** en reçoit 4 630 m².

Il règlera l'essentiel des dettes de **Martin** : 3 174 FF, en compensation de dettes que lui-même avait envers son père[1454].

En même temps, **Antoine Martin** achète de sa sœur **Agnès**, épouse de **Joseph Gallin**, la part de celle-ci évaluée à 2 750 FF[1455].

En 1856, le testament de sa sœur **Françoise** le fait héritier universel, à la charge de régler certains legs[1456]. Parmi ces legs, 200 FF à sa sœur **Agnès**, qui devront être payés dans les 3 ans de son décès. En effet, en 1859, **Joseph Gallin**, au nom d'**Agnès** son épouse, passe quittance à son beau-frère[1457].

Il réunit alors à son quart préciputaire, les 3 quarts du reste de la succession, et notamment toute la maison et ses bâtiments. C'est une stratégie utilisée par tous les aînés, avec souvent la complicité de leur famille, pour réunifier ce que la loi égalitaire a morcelé.

Antoine Martin acquiert régulièrement des biens issus de ventes judiciaires :

En 1847, il avait acquis des biens de **Joseph Gallin**, ancien négociant à Voissant. Les procédures de liquidation judiciaire se sont terminées en 1852. A cette date, **Antoine Martin** en règle le prix, augmenté d'intérêts (349,40 FF en tout), aux héritiers de l'une des créancières de ce dernier, **Rose Mathieu Descombes**. Seul l'un d'eux était présent, les autres étaient représentés par **Benoît Boffard**, légiste et fils de **Pierre Emmanuel** (cousin germain d'**Antoine Martin**)[1458].

En 1855, les quatre frères et sœurs **Sotat Gorin** originaires de Voissant sont disséminés : **François** est gardien au musée de Paris, **Jeoffray** est mouleur à Saint-Etienne, et **Pierre** est militaire en activité. Il ne reste au pays que **Marie**, veuve de **Jacques Barral Poulat**, qui habite à Merlas. Les quatre sont les enfants de **Jean** et de **Françoise Boffard Cocat**. Les biens de **Jean**, perclus de dettes, ont été vendus par décision de justice. Parmi les trois enchérisseurs principaux, **Antoine Martin** : il doit régler 75 FF aux créanciers de la succession, sur un somme totale de 600 FF[1459].

L'eau est essentielle pour arroser les prés et terres et fait l'objet de stratégies minutieuses et à long terme. Ceux qui possèdent l'eau possèdent en fait la richesse de la terre ; ainsi les sources font-elles l'objet d'achat et de vente, voire de location, et le trajet de l'eau est décrit avec grand soin.

En 1856, **Antoine Martin** achète 3 sources et leur passage jusqu'à ses prés, dont 2 à **Michel Bertet** et la dernière à **Jean Bolongeat**. L'acte précise les droits et obligations des vendeurs et acquéreur, la forme des travaux et le sort des récoltes durant ces derniers. Le prix total est de 27 FF[1460].

En 1860, **Antoine Martin** acquiert de **Jeanne Freton** et de **Jean Bolongeat**, (encore lui) qui sont propriétaires de prés contigus, une source à chacun. Pour donner une idée du débit de ces sources et des précisions portées dans l'acte, l'acheteur fera construire une citerne d'un mètre cube à la sortie de la première source, dans le pré de **Jeanne Freton**. Par un conduit souterrain, il apportera l'eau dans le pré de **Jean Bolongeat**, où il la réunira dans une autre citerne de même dimension. Le tout sera conduit par un autre aqueduc souterrain au bord du chemin public, où l'acheteur fera construire une troisième citerne de même dimension. Là, l'acheteur fera de l'eau ce que bon lui semblera…

Ce dernier conserve le droit d'entretenir et de réparer les citernes et conduits. Il devra indemniser les vendeurs des dommages résultant de ces opérations. Le montant de l'indemnisation sera

[1453] Reçue le 7 octobre 1844 Chaboud à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20442
[1454] Reçue le 27 avril 1848 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20536
[1455] Reçue le 27 avril 1848 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20536
[1456] Reçu le 21 novembre 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20355
[1457] Reçue le 29 novembre 1859 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20361
[1458] Quittance reçue le 26 août 1852 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20347
[1459] Traité reçu le 22 mai 1855 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20352
[1460] Reçue le 17 janvier 1856 Maunaix à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 20353

fixé par deux experts nommés par les parties ou par le juge de paix du canton de Saint-Geoire. La première source est vendue 15 FF, la seconde 40 FF[1461].

L'eau est donc, tout autant que les successions, la source des imbrications inextricables de propriété, qui font encore aujourd'hui le malheur de certains propriétaires …

En 1860, **André Magnin** négociant du Pont, vend à **Antoine Martin** 1 000 m² de terrain, gravier et pâture à la *chanéaz* de Voissant. L'ensemble avait appartenu à **Laurent Bertet Bornaton**, dont les créanciers avaient saisi et vendu les biens. Le prix, peu élevé, est de 80 FF[1462].

Il est bien probable qu'**Antoine Martin** leur père, ou la famille de leur mère, aient eu des relations professionnelles avec Pommiers-la Placette (sur la route de Voreppe à Saint-Laurent-du-Pont, sous le col de la Placette, canton de Voiron, 19 km de Voissant). Leurs trois filles se marient avec des garçons originaires de là-bas et partent y fonder leur famille.

Cette époque voit le village modifier profondément ses chemins[1463]. En 1860 a lieu la rectification du chemin ancestral qui montait du pont de l'Ainan vers l'église, qui prend désormais son trajet actuel. Le nouveau tracé passe par *la gagère*, sur le pré d'**Antoine Martin** : les 624 m² de pré sont achetés par la commune au prix de 60 centimes le m² : 374,40 FF[1464].

Quand **Antoine Martin** décède, en 1879, c'est une figure de Voissant qui s'en va. Tout bien considéré, le surnom de « **Martin** » que le village attribuait à cette branche de notre famille, semble bien plus affectueux que critique !

Antoine Martin et **Adèle Payerne** ont 7 enfants.

-**Marie Joséphine** naît en 1835 à Voissant[1465]. En 1863, elle épouse **Antoine Gaspard Buissière**, fils de **Gaspard** et **Marie David**, de Pommiers. L'acte civil est signé par toute la famille proche des parents : **François Payerne**, frère de la mère, **Vincent Dommier** beau-frère de celle-ci, **Laurent Joseph Goguet** cousin de l'épouse, le père et la mère de l'épouse, les deux époux[1466].

-**Antoine Hippolyte**, qui suit ;

-**Pauline Sophie** naît en 1839[1467]. Elle décède en 1858, non mariée et sans enfant[1468].

-**Françoise Philomène**, dite « **Franceline** » naît en 1841 à Voissant. Son parrain est **Louis Goguet**, beau-frère du père, sa marraine **Françoise Boffard**, sœur du père[1469]. L'un des deux déclarants, en plus du père, à l'acte civil, est **Antoine Boffard**, fils de **François II**. Qui déclare ne pas savoir signer[1470].

Franceline épouse son beau-frère **Jean Pierre Buissière**.

-**Augustin**, qui suit ;

-**Thérèse** naît en 1847 à Voissant. Son parrain : **Joseph Mistrallet** ; sa marraine : **Thérèse Chevron**, sœur et beau-frère de **Josephte Chevron**[1471]. Elle épouse en 1875 **Pierre Gustave Favel**, lui aussi de Pommiers. Sans doute faisait-il partie du cercle fréquenté par les **Buissière**.

-**Marie Adèle** naît en 1849 et décède en 1853[1472].

[1461] Reçue le 8 mars 1869 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20557
[1462] Reçu le 30 juillet 1860 Favot au Pont, AD de l'Isère 3E 20548
[1463] Voir nos passages sur Noël Boffard (1798-1877)
[1464] Prix « du marché », apparemment.
[1465] Registre de l'état civil de Voissant, 1er mars 1835. L'acte est écrit de la main du père.
[1466] Registre de l'état civil de Voissant, 11 février 1863
[1467] Registre de l'état civil de Voissant, 7 avril 1839
[1468] Registre de l'état civil de Voissant, 2 octobre 1858
[1469] Registre paroissial de Voissant n°18, 1043
[1470] Registre de l'état civil de Voissant, 7 août 1841. En ce qui concerne Antoine Boffard, voir nos passages sur Antoine Boffard (1799-1858)
[1471] Registre paroissial de Voissant n°18, 1058
[1472] Registre de l'état civil de Voissant, 23 juin 1853

6.1.1 Antoine Hippolyte 1836-1916

Antoine Hippolyte est né à Voissant en 1836. Il habitait la maison de la *chanéaz* avec ses parents, puis avec sa mère une fois veuve. Même chose après le mariage, avant 1873, avec **Marie Adeline Giroud Biétrix**, d'une famille de Miribel. **Marie Adeline** avait 13 ans de moins que lui.

Il est témoin en :

-1865, naissance de **Marie Angélique Buscoz**, d'**Isaac** et **Angélique Morel**[1473] ;

-1867, mariage de **Michel Bertet**et**Catherine Bertet Bornaton** (son cousin **Antonin Boffard** est aussi témoin)[1474] ;

-1875, mariage de sa sœur **Adèle** avec **Pierre Hector Favel**[1475] ;

-1881, naissance d'**Henri Paul Freton**, de **François** et **Virginie Berger**[1476] ;

-1883, naissance d'un enfant sans vie de son cousin **Jules Boffard** et **Emilie Buscoz**[1477] ;

-1884, décès de **Marie Joséphine Buscoz**, fille de **Laurent** et **Elisabeth Bernard**[1478].

La succession d'**Antoine Martin** est partagée entre ses 5 enfants survivants. Nous n'en connaissons pas le détail. Globalement, **Antoine Hippolyte** conserve la maison de Voissant et l'essentiel des terres situées autour. L'autre garçon, **Augustin**, part s'installer à Grenoble.

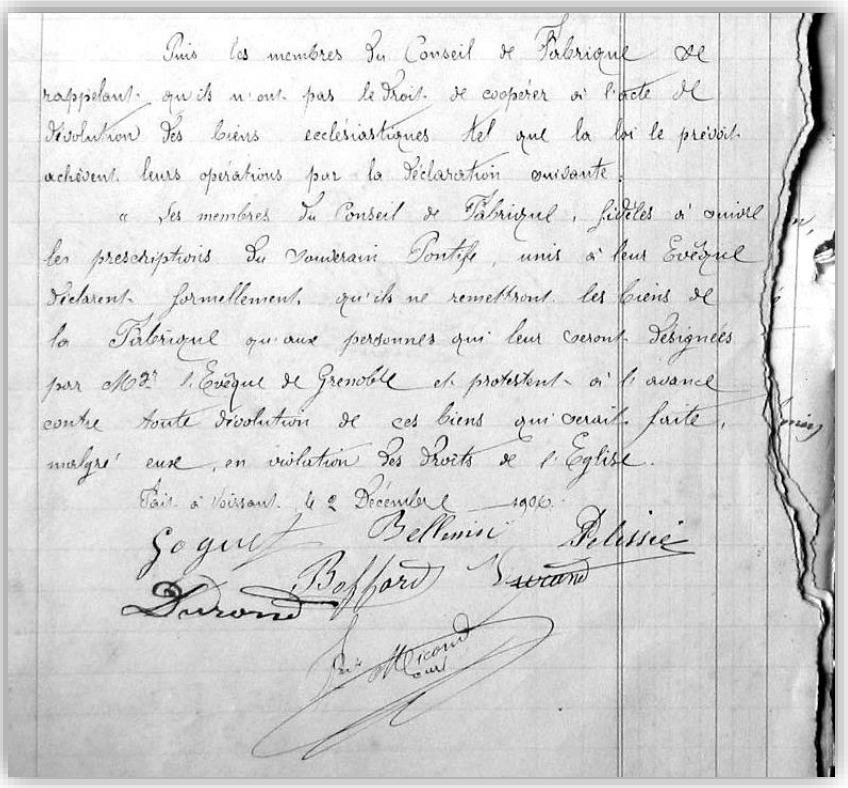
Il poursuit dans la tradition de son père et de son grand-père. En 1881 et 1884, il est élu au conseil municipal de Voissant : il signe par exemple la demande d'augmentation du traitement du receveur de la commune et du bureau de bienfaisance. A partir de 1881 commence la lutte de la commune pour créer une école véritable : l'instituteur avait alors 80 élèves qu'il instruisait dans un local de 36 m² !

Il ne fait plus partie du conseil à partir de 1888.

Comme son père et son grand-père avant lui, comme tous les **Boffard** en général, on le retrouve à la Fabrique pour gérer les biens de l'Eglise. Il en est membre dès le décès de son père. Il est élu trésorier comme son père, jusqu'en 1885 (**Claude Bertet** le remplace alors) ; Il est de nouveau élu en 1891 comme trésorier. C'est donc lui qui reçoit les contributions des fidèles (tous les habitants sont des « fidèles » à cette époque) pour les baptêmes, mariages, enterrements ; il est donc au fait des difficultés et des caractères dans chaque famille, des amitiés ou inimitiés, finalement des affaires de chacun. C'est un poste essentiel, au plus proche du terrain, qui confère une influence réelle.

Il est réélu à chaque renouvellement. C'est en tant que doyen d'âge qu'il procède à l'ouverture des séances extraordinaires ordonnées par l'évêque les 25 novembre, 2 et 9 décembre 1906. Les membres élisent un remplaçant pour **Antonin Boffard** décédé : **Antoine Pélissier** ; ils arrêtent le budget définitif pour 1906 ; puis vient une déclaration solennelle :

[1473] Registre de l'état civil de Voissant, 6 mars 1865
[1474] Registre d'état civil de Voissant, 4 juin 1867
[1475] Registre d'état civil de Voissant, 21 décembre 1875
[1476] Registre d'état civil de Voissant, 15 février 1881
[1477] Registre d'état civil de Voissant, 13 juillet 1883
[1478] Registre d'état civil de Voissant, 18 octobre 1884



Puis les membres du Conseil de Fabrique de rappelant qu'ils n'ont pas le droit de coopérer à l'acte de Révolution des biens ecclésiastiques tel que la loi le prévoit achèvent leurs opérations par la déclaration suivante.

« Les membres du Conseil de Fabrique, fidèles à suivre les prescriptions du souverain Pontife, unis à leur Evêque déclarent formellement qu'ils ne remettront les biens de la Fabrique qu'aux personnes qui leur seront désignées par Mgr l'Evêque de Grenoble et protestent d'avance contre toute Révolution de ces biens qui serait faite, malgré eux, en violation des droits de l'Eglise.

Fait à Voissant. 4 Décembre 1906.

Goguet Bellemin Pellissier

Bossard Durand

Archives de la cure de Voissant

En 1905, la commune de Voissant améliore le chemin d'exploitation de la *chanéaz*vers l'Ainan. Comme à chaque fois, il faut obtenir la cession onéreuse ou gratuite des terrains nécessaires.

Le 6 août, le maire **Joseph Goguet** signe une convention avec son cousin **Antoine Hippolyte** : celui-ci cède à la commune à titre gratuit la surface de pré et bois nécessaire au chemin, sous la condition que la commune établira un pont sur l'Ainan. Ce pont permettra de relier Voissant à Saint-Bueil. La cession est faite à deux conditions : l'ensemble sera réalisé dans les deux ans, et le tracé sera établi par le cédant : les Martin peuvent s'en enorgueillir aujourd'hui[1479].

La fin de vie d'**Antoine Hippolyte** et d'**Adeline Giroud Biétrix** fut difficile, pour eux et leurs proches : en plus de la mort de deux garçons en 1908 et 1911, ainsi que celle de leur fils aîné **Hippolyte** en 1915, ils souffraient de la « maladie de l'enfance » (« Alzheimer »). Leurs filles **Joséphine** (« Fifine ») et **Marie**, restées à la maison de la *chanéaz* avec leurs parents, devaient les attacher à leur chaise pour éviter tout accident. **Antoine Hippolyte** meurt en 1916[1480].

De son mariage avec **Marie Adeline Giroud Biétrix** naissent 11 enfants :

-**Hippolyte**, qui suit ;

-**Adèle** naît en 1875 à Voissant. Elle épouse en 1900 **Charles François Ramel**, né à Grenoble. **Charles François** est fils de **François** et de **Marie Charlotte Rebuffet** de Grenoble. Il est typographe comme son père.

Après son décès, elle épouse en 1913 **Claude Pallier**, à Grenoble aussi.

[1479] Arch de Voissant.

[1480] Registre d'état civil de Voissant, 19 janvier 1916

-**Marie « Augustine »** naît à Voissant en 1876[1481]. Le 20 septembre 1900, la même année que sa sœur, elle épouse **Jules Pierre Primard** de Saint-Geoire. Grande réunion de famille pour l'occasion : **Charles Ramel** son beau-frère a fait le voyage de Grenoble et signe l'acte comme témoin[1482].

Le couple s'installa à Saint-Geoire où **Pierre** était un pâtissier reconnu : il avait obtenu deux diplômes de pâtisserie, l'un à Bruxelles, l'autre à Luxembourg. Il meurt jeune, atteint d'un cancer de l'estomac … **Augustine** tient la pâtisserie.

Ils ont deux enfants au moins : **Gaston** né en 1903 et mort l'année suivante : il devait être de complexion fragile et est envoyé à la « campagne » chez son grand père maternel **Antoine Hippolyte** ; rien n'y fait, et il meurt à 11 mois[1483] ; **Albert**, épouse **Elisabeth Giroud** ; ils tiennent avec sa mère **Augustine** la pâtisserie, puis la transforment en papeterie. **Albert** contracte la tuberculose dans les années 20 ; il en reste boiteux. **Elisabeth** reprend ensuite le magasin avec son cousin **Narcisse Giroud** ; ce dernier est mort il y a quelques années, léguant tout à Emmaüs[1484].

Jules Pierre Primard décède en 1924.

-**Joséphine Gasparine** (« **Fifine** ») naît à Voissant en 1878[1485]. Aucun de ses trois frères ne reprenant la maison de la *chanéaz* et l'exploitation agricole, elle ne se marie pas et reste, avec sa sœur **Marie**, auprès de ses parents durant leur vieillesse. Elle laisse encore aujourd'hui un souvenir bien vivant chez les plus âgés des Voissignaux (elle et sa soeur **Marie** reprisaient et cousaient pour tout le village). Elle décède en 1958 à Saint-Geoire.

-« **Jean Marie » Joseph**, qui suit Hippolyte

-« **Marie** »**Louise** naît à Voissant en 1880. Avec sa sœur Joséphine, elle habite la maison Martin, où elle décède en 1955. Voici un exemple de son écriture, dans une carte postale écrite à son cousin Auguste Boffard :


CARTE POSTALE

Tous les pays étrangers n'acceptent pas la correspondance au recto
(SE RENSEIGNER A LA POSTE)

CORRESPONDANCE

ADRESSE

Ah ... ah ... c'est là que c'est beau l'amour

Votre cousine qui vous embrasse

Marie Boffard

Madame et Monsieur Boffard Auguste, fils
Confiseur maison Lerman
rue des 3 Cailloux n° 88
à Amiens

Somme

1907 « Tante Marie » à son cousin Auguste Boffard à l'occasion de son mariage avec Lia Nérée Demolliens.

-« **Auguste » Henri**, qui suit Jean Marie ;

-« **Pauline » Joséphine** naît à Voissant en 1884[1486]. Elle décède en 1900 à Voissant.

-**Eugène** naît en 1887 à Voissant[1487]. Il décède à Voissant en 1911[1488].

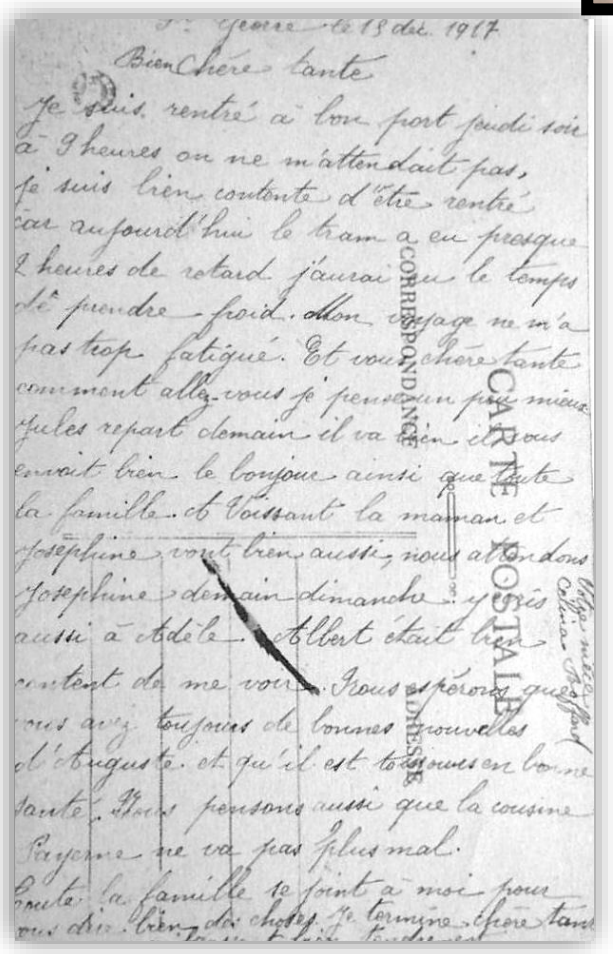
[1481] Registre d'état civil de Voissant, 10 août 1876
[1482] Registre d'état civil de Voissant, 20 septembre 1900
[1483] Registre d'état civil de Voissant, 29 juin 1904
[1484] Renseignements que nous devons à Joanny Primard, filleul de Jules Pierre.
[1485] Registre d'état civil de Voissant, 5 février 1878
[1486] Registre d'état civil de Voissant, 11 juillet 1884
[1487] Registre d'état civil de Voissant, 14 janvier 1887
[1488] Registre d'état civil de Voissant, 17 juin 1911

-« **Henri » François** naît en 1888 à Voissant[1489]. Il décède à Voissant en 1908[1490]. Comme beaucoup de Voissignaux à cette époque, il était tisseur en soie à l'usine **Veyre** (celle-ci était située sur le cours de l'Ainan en bas du *savoyen*, entre Voissant et Saint-Bueil).

-et enfin « **Célina » Anaïs** naît à Voissant en 1893[1491].

Voici son certificat de première communion et de confirmation, encadré et conservé sur les murs de la maison de ses parents à la *chanéaz* :




St Geoire le 18 déc. 1917.
Bien Chère tante
Je suis rentré à bon port jeudi soir à 9 heures on ne m'attendait pas, je suis bien contente d'être rentré car aujourd'hui le tram a eu presque 2 heures de retard j'aurai eu le temps de prendre froid. Mon voyage ne m'a pas trop fatiguée. Et vous chère tante comment allez vous je pense un peu mieux que le repart demain il va bien et vous envoie bien le bonjour ainsi que toute la famille. A Voissant la maman et Joséphine vont bien aussi, nous attendons Joséphine demain dimanche. J'irai aussi à Adele. Albert était bien content de me voir. Nous espérons que vous avez toujours de bonnes nouvelles d'Auguste. et qu'il est toujours en bonne santé. Nous pensons aussi que la cousine Payonne ne va pas plus mal.
Toute la famille se joint à moi pour vous dire bien des choses. Je termine chère tante
CORRESPONDANCE
CARTE POSTALE

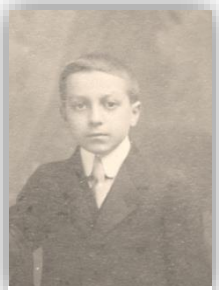
Célina était un pilier de la famille ; elle écrit dans toutes les branches Martin, par exemple à sa tante **Joséphine Morel**, tout juste veuve de son oncle **Augustin**, en décembre 1917.

Carte postale du bourg de Saint-Geoire, par Célina Boffard à sa tante Joséphine Morel épouse Auguste Boffard, décembre 1917.

Ainsi, son décès en 1918 (à Saint-Geoire) fut-il encore plus durement ressenti.

[1489] Registre d'état civil de Voissant, 28 octobre 1888
[1490] Registre d'état civil de Voissant, 14 juin 1908
[1491] Registre d'état civil de Voissant, 14 septembre 1893

6.1.1.1 Hippolyte 1873-1915



Hippolyte, vers 1886

Hippolyte naît à Voissant en 1873[1492].

Il est vacciné en 1876 à 34 mois, avec la première fournée des vaccinés de Voissant, par Mme **Charat**, sage femme de Saint-Geoire[1493].

Il est témoin en :

-1904, décès de **Paul Eugène Liatard**[1494] ;

-1908, mariage de **Benoît Paris** et **Marie Laurentine Desemptes Muzy**[1495] ;



Maria Loubet Boffard

Il ne reprend pas l'exploitation familiale ; il devient menuisier ; en réalité, il fabriquait de tout : charronage, charpentes, meubles (très beaux, d'après les souvenirs de la famille). En 1899, il épouse à Voissant **Maria Loubet**[1496]. Celle-ci est la fille de l'instituteur de Voissant **Pierre Loubet** (fils de **Louis** et de **Julie Freynet**) et de **Marie Rosalie Gallin** (fille de **Joseph** et de **Marie Madeleine Bertet**)[1497].

Le trousseau de **Maria** est évalué à 300 FF ; elle apporte de plus des immeubles à Voissant pour une valeur de 5 000 FF, sur lesquels 4 000 restent encore dus[1498].

Avec elle, il quitte une maison de famille surpeuplée pour s'installer *sous le mont*, dans la maison de famille de **Maria**.

De la classe 1893, il est décrit par l'administration militaire comme mesurant 1,60 m, avec les cheveux, sourcils et yeux châtains, le nez et la bouche moyens, le menton rond et le visage ovale, sans marque particulière.

Comme aîné de 7 enfants, il est dispensé d'une certaine partie du service militaire. Il arrive au 96ème de ligne le 13 septembre 1894 et obtient un certificat de bonne conduite.

Il est mis en disponibilité en septembre 1895 puis réformé en 1903 pour une fracture ancienne de la cuisse droite, qui lui avait laissé la jambe raccourcie. Période d'exercice entre mai et juin 1900 au 99è régiment d'infanterie. Il est maintenu réformé en 1914 du fait d'une « faiblesse irrémédiable ».

Ainsi s'explique également qu'il n'ait pas pris part à l'exploitation familiale, même lorsque son père eut faibli, après 1910[1499].

Hippolyte décède prématurément en 1915, avant ses parents. Il avait 42 ans[1500]. **Maria Loubet**, après avoir donné naissance à **Marie**, seule enfant du couple, en 1901, exerce un temps le métier de nourrice. Elle obtient pour cela un carnet de nourrice après enquête de la mairie : c'est ainsi que, comme pour les livrets ouvriers, on peut connaître sa constitution physique avec précision : elle mesure 1,55 m, a un visage ovale, des oreilles petites, une bouche et un nez moyens, un front ordinaire, des yeux gris, des sourcils noirs et des cheveux blonds. Le rapport conclut que « **Loubet Maria** est saine de corps et que son

---

[1492] Registre d'état civil de Voissant, 29 juillet 1873

[1493] Arch de Voissant.

[1494] Registre d'état civil de Voissant, 27 octobre 1904

[1495] Registre d'état civil de Voissant, 4 janvier 1908

[1496] Registre d'état civil de Voissant, 24 juin 1899

[1497] Pierre Loubet est nommé instituteur par arrêté du préfet, enregistré par le conseil municipal le 1er juillet 1872 ; son épouse Marie Rosalie Gallin est nommée directrice des travaux à l'aiguille de l'école des filles, le 6 avril 1873 : *Registres des actes du conseil municipal de Voissant,* Arch de Voissant.

[1498] Contrat de mariage reçu le 10 juin 1899 Eymery à Saint-Geoire, AD de l'Isère 3E 3141, Arch Boffard, Rouge 2 ; les biens immobiliers ont été acquis par Maria le 6 mars 1898 chez le même notaire : AD de l'Isère 3E 31412

[1499] http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/578021/575433:578636:578756:578757:578021/1024/1280

[1500] Registre d'état civil de Voissant, 29 décembre 1915

intérieur est parfaitement tenu »… Le certificat du médecin précisait qu'elle n'était atteinte d'aucune maladie contagieuse ou infirmité[1501].

Maria n'élève apparemment qu'un enfant (**Joseph Marius Vincent**, de parents établis à Saint-Bueil) ; elle devient ensuite ouvrière en soie. Elle décède en 1930.

Marie Boffard et **Alphonse Berthet** ont eu 5 enfants :

Paul Berthet (décédé) marié à **Marcelle Ermaurico**, à Voissant (*sous le mont*), d'où 3 enfants : **Marie-France**, **Jocelyne et Jean-Paul** ;

Florian Berthet (disparu) ;

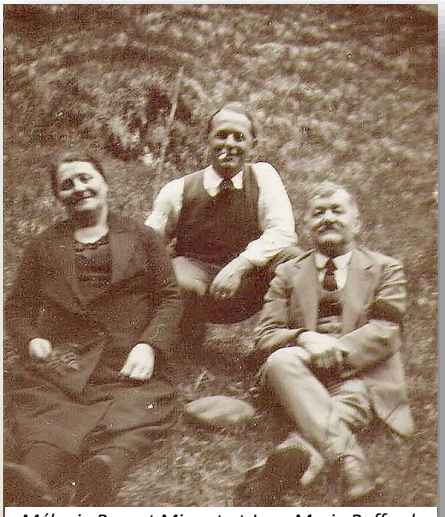
Hubert Bertet (une erreur de l'officier civil l'a privé de son ''H'') marié avec **Janine**, ils ont eu un fils **Eric**, décédé prématurément en 2006 à 46 ans, d'où un fils : **Florian** ;

Renée Berthet (Madame **Antoine CHARAT**), à Romagnieu (38), d'où 3 enfants ;
Joël, d'où **Delphine** ;
Maryse (Le Bret), d'où **Sébastien**, **Vincent** et **Anne-Sophie** ;
Dominique, d'où **Ludovic** et **Aurélie**.

Raymonde Berthet, veuve de **Serge Perrier-Bavoux**, à Cessieu (38), d'où **Fabrice**.

6.1.1.2 Jean Marie 1879-1940

Jean Marie naît en 1879 à Voissant[1502]. Décrit par le registre militaire comme mesurant 1,66 m, les cheveux et sourcils blonds, les yeux bleus, le front plat, le nez grand et la bouche moyenne, le menton rond et le visage ovale[1503].
En 1905, il épouse à Saint-Albin **Mélanie Brunot Mignot**.



Mélanie Brunot Mignot et Jean Marie Boffard, et leur fils Marcel (1936 env).



Jean Marie en 1886 (environ) et avec son épouse et ses deux premiers fils Albert et Marcel en 1914 environ.

Jean Marie a fait la guerre de 1914 en première ligne. Plus précisément, de la classe 1899, caporal en 1901 et sergent en 1903, titulaire d'un certificat de bonne conduite, dans la réserve en 1903, rappelé en août 1914, campagnes contre l'Allemagne mais déclaré « inapte toutes armes » par la

[1501] Carnet de nourrice de Maria Loubet, Arch de Voissant
[1502] Registre d'état civil de Voissant, 25 mai 1879
[1503] http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/578142/575433:578654:578768:578769:578142/1024/1280

commission de réforme de mars 1917. Dégagé de ses obligations militaires en 1925. Médaille de la victoire[1504].

De cette longue durée sous les drapeaux, ainsi que peut-être d'événements que le registre matricule ne retrace pas, **Jean Marie** en conçut une « haine » de l'armée. Bien plus tard, dans les années 1930, il fut très en colère de voir son fils **Marcel** embrasser la carrière des armes, au point qu'ils rompirent durant quelques temps.

Il s'est installé boulanger à Voiron, rue Grenette. La boulangerie fait aussi bistrot, et comporte un appartement au premier étage. Une fois veuve, après 1940, **Mélanie Brunot Mignot** y réside seule. La mémoire de la famille la décrit comme une femme « à la Balzac », endurcie par les malheurs.

Le couple a trois garçons : **Albert** (1908-1936), **Marcel** officier d'aviation (1911-1943) et **Paul** (1924-1989).

Marcel et **Gilberte Coutret** ont **Jean Claude** (1936-) et **Christine** (1937-) ; **Paul** et **Geneviève Chappant** ont **Chantal** (1950-), **Jean Marie** (1954-2019), **Pierre** (1955), **Monique** (1961-), **Alain** (1962-) et **Catherine** (1965-). Tous ont eux-mêmes des enfants.

6.1.1.3 Auguste 1882-1952

Auguste naît en 1882 à Voissant[1505]. Lui non plus ne reprend pas l'exploitation familiale, mais devient boulanger à Lyon. On le retrouve à plusieurs adresses au fil du temps : 32 rue du Bœuf en 1919, place Morand, 4 rue Pierre Corneille, 7 rue Désiré en 1923.

De la classe 1902, il est ajourné puis exempté pour orchite chronique (inflammation des testicules). Rappelé le 20 février 1915 au 29ème d'infanterie, il est classé auxiliaire par la commission de réforme d'Autun en juin 1916 pour bronchite chronique et mauvais état général. Il est alors détaché à la Poudrerie Nationale de Toulouse, puis repasse par deux régiments différents dans la même année 1916. Il est évacué en 1917 vers l'hôpital de Saint-Fons. Démobilisé le 12 mars 1919. En 1920 et 1921, il est réformé pour les même raisons, et proposé pour une invalidité de 40% avec attribution d'une pension. Libéré de ses obligations militaires en 1931[1506].



Auguste Boffard

Il épouse en 1913 **Aglaë Mayenson**, d'une famille très implantée à Cours-la-Ville dans le Beaujolais. Peut-être se sont-ils rencontrés alors qu'**Auguste** a travaillé dans la fabrication des couvertures, alors prospère à Cours (plus de 8 000 habitants en 1881) ?



Il semble qu'**Auguste** était de caractère un tantinet boudeur, du moins d'un caractère difficile, comme son frère **Jean Marie** ; mais un homme qui adore les chats ne peut être mauvais… En tous cas, le souvenir s'est transmis dans la famille que les enfants d'**Auguste** et

[1504] http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/578142/575433:578654:578768:578769:578142/1024/1280
[1505] Registre d'état civil de Voissant, 22 septembre 1882
[1506] http://archivesenligne.archives-isere.fr/mdr/index.php/docnumViewer/calculHierarchieDocNum/578194/575433:578663:578774:578775:578194/1024/1280

Aglaë étaient élevés de manière rigoureuse.

Durant la seconde guerre mondiale, la famille habitait avenue Berthelot à Lyon, vers l'Ecole de santé militaire (Musée de la Résistance actuel). En 1944 toute l'avenue fut bombardée par les Etats-Unis : **Renée Bertet-Charat**, fille de **Marie Boffard** épouse de **Laurent Bertet**, était alors en pension chez son grand-oncle **Auguste**. Elle revoit encore **Yvonne** (fille d'**Auguste**) sortant indemne des décombres, qui secouait son chemisier en criant : « On n'a plus que çà ! On a tout perdu ! »

Auguste décède en 1952 à Lyon, et **Aglaë** en 1972 à Bourgoin chez sa fille **Yvonne** mariée à **Albert Trolliet**. C'est un beau mariage pour **Yvonne**. La famille **Trolliet** (boucherie avenue Berthelot puis rue Saint-Jean à Lyon) était bien plus à l'aise que les **Boffard**, et la mère d'**Albert** aurait soufflé à **Yvonne**, sa belle-fille : « vous épousez un million ! ».

Yvonne et **Albert** ont eu **Robert** et **Josiane**, mariée à **Pierre Giraud** (habitant à Caluire –Rhône-).

Yvonne a deux frères : **Henri**, né en 1914, boulanger à Allevard puis à Grenoble, d'un caractère taciturne (qui a épousé **Marie Louise Levet**), et **Jean**, né en 1917, boucher à Lyon et à Villeurbanne (qui a épousé **Marcelle Arnaud**. Cette dernière a possédé jusqu'au début des années 2000 la maison familiale des « Martin » à la *chanéaz* , dans laquelle les enfants de **Jean Marie** et d'**Auguste** passaient souvent leur vacances d'été ; elle vient de la vendre ; la postérité de **Jean** subsiste dans les familles **Poizat** de Rochetaillée dans le Rhône et **Giroud Garampon** de Saint-Geoire en Valdaine.)

6.1.2 Augustin 1844-1917

Augustin naît à Voissant en 1844[1507].

Il est le seul frère d'**Antoine Hippolyte**. Tous les deux sont enfants d'**Antoine Martin** et d'**Adèle Payerne**. Suivant la tradition, au décès de leur père en 1879, le fils aîné reprend l'exploitation ; **Augustin** s'installe comme confiseur à Grenoble, puis à Voiron. Il épouse avant 1879 **Joséphine Morel**, née en 1856 et décédée en 1918.



Joséphine Morel et Augustin Boffard.

La famille **Martin** était très liée : des lettres sont échangées entre les enfants d'**Antoine Hippolyte** et **Joséphine Morel** ou son fils **Auguste**[1508].

[1507] Registre d'état civil de Voissant, 16 mai 1844

[1508] Par exemple, voir nos passages sur Antoine Hippolyte Boffard (1836-1916)

Joséphine et **Augustin** n'ont qu'un seul enfant : **Auguste**, qui suit.

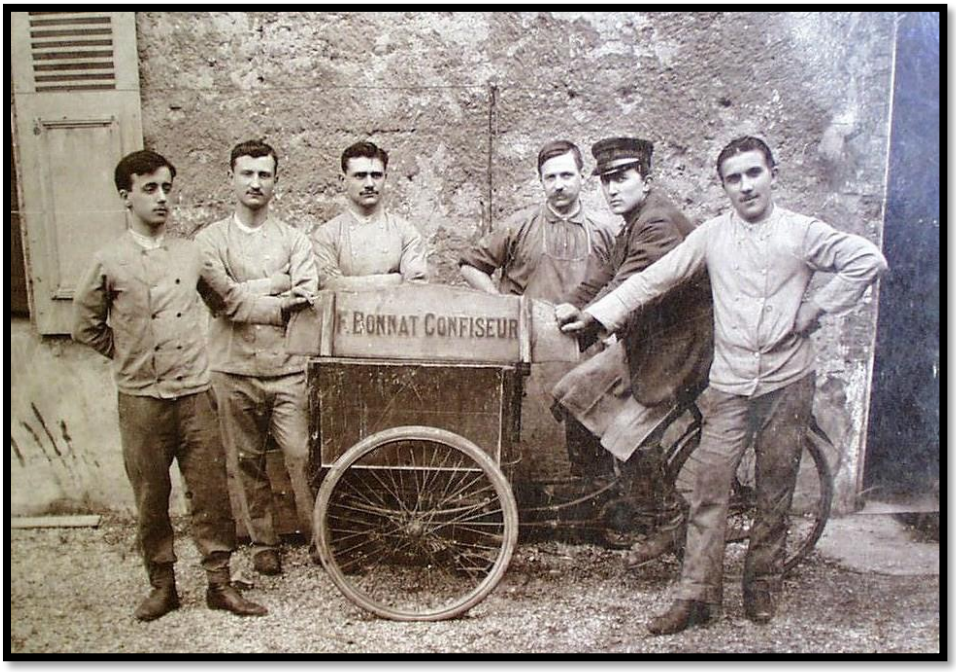
6.1.2.1 Auguste 1879-1953



Auguste naît à Voiron en 1879 où il meurt en 1953. Il est confiseur à Amiens au début du siècle. C'est là qu'il rencontre et épouse **Aline Lia Nérée Demolliens** (1878 à Amiens-1958 à Voiron) en 1907. **Aline** est issue d'une ancienne famille divisée en 2 branches, une dans la Somme et l'autre dans l'Oise ; elle est fille de **Jean Louis** et de **Marie Philomène Mantel**[1509].

Aline Lia Nérée Demollines et Auguste Boffard à leur mariage (1907).

Avant 1910, le couple s'installe à Voiron. **Auguste** est confiseur à son compte, puis devient chef confiseur chez Bonnat.



Auguste Boffard confiseur chez Bonnat (3ème en partant de la droite)

C'est lui qui achète la maison de Voiron où vit toujours son petit-fils **Jacques**.

[1509] Livret de famille d'Auguste Boffard.

Auguste et **Aline** ont deux garçons et une fille : **Maurice** (1907-1994) né à Amiens et décédé à Voiron, marié à **Germaine Rossi**, d'où **Jacques** (1949-) et **Martine** (1952-) ; et **André** (1910-1980) né à Voiron et décédé à Toulouse, marié à **Simone George**. Il est enterré à Lorient, où il était installé comme chef de chantier. **André** et **Simone** ont eu **Anne Marie** (1943-) et **Christiane** (1945-), et enfin **Simone** (1911-1996) sans descendance.



Auguste Boffard

Généalogie simplifiée des branches de la famille créées par François I (1727-1791)

Branche de Laurent BOFFARD et Françoise PATRICOT

Agnès (1792) **Françoise** (1794-1802) **Laurent** (1795-1807) **Antoine Noël** (1798-1877) + Thérèse GALLIN	**Franceline** (1822-1891) **Julie** (1824-1832) **Antoine** (1826-1835) **Benoît Antoine** dit Antonin (1828-1906) + Angélique MONTAGNAT RENTIER	**Antoine** dit Antonin + Philomène DURET + Claudine BADIN **Emmanuel** (1866-1947) + Blanche PALLUEL	**Philomène Anna** (1894-1978) >>>BERTHIER **Antonia**>>> COUTAZ **Berthe**>>> MATHON **Hélène** **Jean** (1905-1971) + Madeleine DOBREMEZ	**Monique** (1935- >>> ARBEZ **Jean**		

				Pierre(1936- + Catherine CARRAFRANCQ + Jannine BIOLA		
					Isabelle (1967- >>> CHEVRY **Nathalie** (1968- >>> PAPAIT **Christophe** (1969) **Delphine** (1972-	
				Françoise (1937- >>> DAUMET **Jacqueline** (1939) >>> CHARRIGNON **Michel** (1940- + Monique COMBES + Eva GHERART		
					Ian Frédéric (1980- **Emilie** (1984-	
				Anne Marie (1941- >>> CANTAU **Jacques**(1943) **Jean Louis** (1944- + Marie Paule RATEL		
					Thomas (1977- **Mathilde** (1980-	
				Marie Christine (1946 >>> CHATAING **Brigitte** (1949) **Cécile Emmanuelle** (1953- >>> THEVENIN		
			Denise (1906-1979) + Henri BIGALLET **Emmanuel** (1908) **Paul** (1911-1981) + Germaine TABUSSE			
				Françoise (1940- >>> PERRET **Nicole** (1943- >>> BAUDE **Guy** (1945- +		

				Christine MARY	**Tristan** (1970- + Isabelle TOUJAS	**Romain** (1999- **Antoine** (2003-
					Gaëlle (1971- **Alban** (1974- + Laetitia PEILLON	**Maxime** (2015-
		Marie (1868-1936) religieuse **Romain** (1871) **Romain** (1872-1949) + Laurence FUGIER GARREL		**Anny** (1949- >>> CHARRAS		
	Victorine (1833-1892) >>> BOFFARD COCAT **Mélanie** (1836-) >>> MILLION **Romain** (1838-1907) + Caroline DUFEY	**Augustine** (1876-1958) >>> JOUFFRAY	**Marguerite** (1904-1969) >>> PERRICHON **Augusta** (1911-1983) >>> BLONDEL			
		Irma (1867-1958) **James** (1869-1941) **Charles** (1870-1922) + Philomène NEYRET VIOZ **Louis** (1871-1898) **Juliette** (1873-) >>> PERRON **Paul** (1875-1963) + Renée Marguerite PLANTIN	**Marcelle**(190			

Pierre (1799) **Joseph** (1802-1852) + Marie BAIL **Julie** (1804-1838) >>>GALLIN **François Napoléon** (1806-1880) + Thérèse GUERRE + Angélique CHARRETON	**Jules** (1844-1938) + Emilie BUSCOZ **Claudius** (1836-1892) **Jean Pierre** (1837-1910) + Claudine BERLOTY **Anna** (1840-1909) >>> PEZERAT **Marie** (1849-1911) >>> ROBERT **Claude**	**Marguerite** (1879-1975) **Hélène** (1886-1954) **Julie** (1889-1976) >>> PELISSIER **Marie** (1861-1940) carmélite **Thérèse** (1862-1864) **Marguerite** (1865-1953) >>> MADINIER **Thérèse** (1866-1926) >>> MOLLARD **Hélène** (1869-1890) **Antoinette** (1870-1877) **Félix** (1874-1939) jésuite **Jeanne** (1877-1945) pte sœur de l'assomption	9-1979) **Marie Louise** (1917)			

	FrançoisNapoléon (1833-1902) + Clémentine BOFFARD **Jules** (1836-1839) **Laurent** (1851-1926) + Noémie CHABERT **Angélique** (1853-1901) **Joseph** (1862-1948) + Marguerite COMTE	**Blanche** (1869-) **Emmanuel** (1873-1907) **Thérèse** (1881-1899) **Joseph** (1893-1916) **Henriette** (1885-1966) **Laurent** (1890-1940) + Germaine FAVRE **François** (1894-1934) + Suzanne CHEVRESSON	**Jean** (1922-) + Gisèle JACQUIER **Marie Thérèse** (1925- >>> MIGUET **Henry** (1928- + Marie Thérèse MICOUD	**Marie Laure** (1958- >>> OLLINGER **Elisabeth** (1961- >>> LECLERCQ **Geneviève**(1955- >>> BARRIER **Anne** (1957- >>> PILON **Catherine** (1960- >>> LECLERC **Marie Pierre** (1963- >>> DUSSAUTOIS **Laurence** (1969- >>> ALLARD		

			André (1923-1998) + Monique ROZET **Claude** (1924- + Madeleine HADDADI	**Elisabeth** (1949- >>> MIELE **Anne** (1955- >>> CHEVE **Alain** (1957- + Françoise PORRI **Daniel** (1960 + Bénédicte MARTY	**Alexandre** (1996- **Julien** (1999- **Caroline** (1990- **Amélie** (1994-	

Branche de Joseph BOFFARD et Françoise GOUILLON

Anne Françoise (1788 -1852) >>> BERTET **Claudine** (1791-1859) >>>MARRON						

Branche de Benoît BOFFARD et Catherine MARRON

Anne Marie (1798-1833) >>> NUGUE **Bénigne Pierrette** (1800-) >>> VARNET **Catherine Benoît** (1808-1876) + Félicité FIERE **Claudine** (1810-1884)	**Jules** (1848-1895) + Anne Marie CHARTRON **Marie** (1845-1912) >>> MITAL	**Germaine** (1890-1943) >>> GIRARD				

>>> MAUGE **Fleurie Marie**(1810-1885) >>> MORELLO N						

Branche de Pierre Emmanuel BOFFARD et Thérèse GARAVEL

Thérèse (1795-) >>> JAYET DUMONT **Marie** (1798-) >>> BUDILLION **Pierre Emmanuel II** + Clémentine LALECHERE **Angélique** (1802-1866) >>> CHARRETON **Louise Pierrette** (1804-1859) >>> MICOUD **Benoît Joseph** (1815-1895) + Pauline GARAVEL	**Emmanuel** (1838-1860) **Clémentine** (1840-1928) >>> BOFFARD **Gustave** (1844-1917) + Jeanne FERROUX **Théodorine** (1848-) >>> CAVE	**Madeleine**				

Branche de François II BOFFARD et Marie BERTET BORNATON

Louise (1798-) fille naturelle **Antoine** (1799-1858) + Louise ALLEMAND	**François** (1823-) + Claudine PEGUET **Marie Joséphine** (1827-) **Elisabeth** (1828-) **Antoine** (1830-1855) **Benoît**(183					

Jacques (1802-1883) + Rose ROSSET	4-1866) + Julie BUTERNE **Julie** (1828-1908) >>> GALLIN **Marie Rose** (1829-) >>> FROMENT **Laurent** (1832-1900) + Madeleine LOMBARD CUVIGNET **Eugénie** (1835-1837) **Pierre** (1837-) + Marie DISCOUR **Antoine** (1841-) + Marianne CHAMBON **Agathe** (1843-) >>> GURDIN **Thérèse** (1846-) >>> BRUN **Mariette** (1849-1935) >>> BORNAT l'ERMITE	**Marie** (1852) **Marie** (1862-) >>>REGNIER **Joséphine** (1865-) >>> MOIROUD LALES **Antoine** (1871-1896) **Marius** (1874-1914) + Marie BARBALAT	**Pierrette**>>> Maisonneuve **Jeanne**>>> MEIER **Marius** (1913-1979) + Marcelle FORTUNIER	**Gilberte**>>> GROUSSON		

Branche de Martin BOFFARD et Josephte CHEVRON

Agnès (1798-) >>> Gallin **Antoine** (1800-1879) + Adèle PAYERNE	**Joséphine** (1835-) >>> BUISSIERE **Antoine Hippolyte** (1836-1916) + Adeline GIROUD BIETRIX	**Hippolyte** (1873-1915) + Maria LOUBET **Adèle** (1875-1913) >>> RAMEL, puis PALLIER **Augustine** (1876-) >>> PRIMARD Joséphine (1878-1958) **Jean Marie** (1879-1940) + Mélanie BRUNOT MIGNOT	**Marie** (1873-1930) >>> BERTHET **Albert** (1908-1936) **Marcel** (1911-1943) + Gilberte COUTRET **Paul** (1924-1989) + Geneviève CHAPPANT	**Jean Claude** (1936- + Marie Laure MEILLAUD **Christine** (1937- >>> BILLARD **Chantal** (1950- >>>MARRON **Jean Marie** (1954- **Pierre** (1955- + Hélène SERPOLLIER	**Benjamin** (1980- **Léo** (1991- **Louis** **Gaël** (1978-	

					Joris (1983- **Florian** (1986- **Clément** (1993-	
				Monique (1961- >>> DETTONA **Alain** (1962- + Florence CARRIER		
					Pauline (1990- **Bérengère** (1996-	
				Catherine (1965- >>> SEONET		
		Marie (1880-1955) **Auguste** (1882-1952) + Aglaë MAYENSON				
			Henri (1914-1967) + Marie Louise LEVET **Yvonne** (1915-1975) >>> TROLLIET **Jean** (1917-1983) + Marcelle ARNAUD			
				Maryvonne (1949- >>> POIZAT **Annie**>>> GIROUD GARAMPON		
		Pauline (1884-1900) **Eugène** (1887-1911) **Henri** (1888-1908) **Anaïs** (1893-1918)				
	Pauline (1839-1858) **Franceline** (1841-) >>> BUISSIERE **Augustin** (1844-1917) + Joséphine MOREL					
		Auguste (1879-1953) + Aline LIA NEREE DEMOLLIENS				
			Maurice (1907-1994) + Germaine ROSSI			
				Jacques(1949		

Marie (1805-1848) >>> GOGUET **Louise** (1808-1810) **Françoise** (1811-1856) **Hustache** (1814-1817)			**André** (1910-1980) + Simone GEORGES **Simone** (1911-1996)	- + Véronique BESSON **Martine** (1952- **Anne Marie** (1943- >>> AMONIC **Christiane** (1945- >>> ROYER	**Ludovic** (1989- **Alexiane** (1992- **Hadrien** (1999	

INDEX NOMINUM

A

ainan pré d'
lieu dit (Voissant), 52
Allégret, 129
Benoît, 93
famille, 222, 229, 253
Félix, 210, 214, 251
Isabeau, 94
Jacques, 93, 94, 101
Jean, 128
Joseph, 93, 94, 95, 108, 109
Marie, 93, 94
Pierre, 93, 94, 102
Pierre, châtelain et expert, 114
Allemand
Benoît, 265
Françoise, 265
Louis, 264
Louise, 142, 143, 257, 264, 265, 286
Madeleine, 128, 258
Marie, 265
Philippe, 264
Allier
Robert, 7, 130
Allioud
Alexandrine, 251
Ennemond, 244
Jacques, 47
Allioud Frémillon
Jean, 251
Allioud Gossard
Ennemond, 118, 138
Félicie, 271
Françoise, 128
Allioud Perraud
Anne, 113
François, 113
Gabriel I, 113
Gabriel II, 113
Jean, 113
Apprin
Angélique, 128, 129, 130, 188, 247
famille, 247
notaire, 247
Pierre François, 247
Reine, 210, 247
Arbez
Claude, 173
Argentier
Aymé, 70
Argentin, 210
armées du Roi
tirage au sort du volontaire, 80
Arnaud
Marcelle Henriette, 298
Arragon
Jean, 118
arsenal l'
lieu dit (Chirens), 110
Arvet
Eugène, 252, 253
Arvet Touvet
Jean Maurice, 269
Ayssard
Augustin, 108

B

Badin
Claudine, 171
François, 171
Bail
Claude, 188, 192
famille, 223
Marie, 151, 189, 190, 191, 192, 193, 197, 206, 211, 212, 219
Balmetière
Louis Angélique de la, 103
Barbalat
Marie, 274
Barbier
Jean Pierre, 143
Bardin
Benoît, 109
Jean, 109
Bardin Prieur
Claude, 117
Barillion
notaire, 15
Barioz
Claude, 265
barioz le
lieu dit (Voissant), 154
Barioz le
lieu dit (Voissant), 133
Baritel
Antoine, 47
Collet, 47
famille, 82
Gabrielle, 51
Jeanne, 82
Jeoffray, 82
Baritel Trouillet
Marie, 208
Baroz
Bernard, 82
Claude, 81
famille, 56, 62
Guigues, 82
Jean, 58, 74, 81
Martianne, 56, 57
Pierre, 58, 81
Baroz Bégasse
Clauda, 65
baroz le
lieu dit (Voissant), 56
Barral
Jean, 253, 268
Barral Poulat
Jacques, 143, 289
Barruel
Auguste, 219
bat
lieu dit (Saint-Martin), 62, 241
bat en
lieu dit (Saint-Albin), 118
Bâton
Claude, 268
Madeleine, 268
Vincent, 268
Baude
Jean-Paul, 173
Michel, 87, 138
Baudet
Louise, 61, 64
Baudet Garrit
Joseph, 74
Baudrand
Agnès, 94, 95, 96, 119, 129, 131, 145, 242, 258, 259, 260, 277, 278
Agnès, enfants, 130
Agnès, succession, 132
famille, 94
Joseph, 94
Pierre, 95, 240
Pierre, notaire, 95
Bayoud
Jacques, notaire, 15
Jean, 36
notaire, 16
bégasse
lieu dit (Voissant), 65
bégasse la
lieu dit (Voissant), 131, 140
Bégoz
Etienne, 156
Bellemin
abbé de Chimilin, 119
Charles, 101
Jacques, 40, 96, 111, 117, 119, 120, 129, 131, 134, 137, 138
Jacques, juge de paix de Vaulserre, 243

Jacques, maire de Vaulserre, 136
Jacques, premier maire de Vaulserre, 118
Laurent, 132, 251
Madeleine, 96, 143
Pierre, 117, 131
Bellemin Comte
Charles, 271
Bellet Mollier
Françoise, 128, 258
Bellissen
Jean, 226
Marie, 195
Benoît Cattin
Antoine, 112
Benoît, 102, 108
Jean, 108, 109, 214
Berger
Angélique, 272
Claude, 90
Félicien, 252
François, 109
Isaac, 184
Jacques, 117
Jean Baptiste, 108, 109
Jeanne Marie, 156
Joseph, 214
Marianne, 127, 130
Marie Rose, 184
Virginie, 291
Berger By
Jacques, 71
Pierre, aide consul, 104
Berger Potageon
Antoine, 117
Bergier
Jeanne, 65
Berland
Jeanne, 156
Berloty
Adrien, 197, 200
famille, 196, 199
François Félix, 196, 197, 198, 215
Joséphine, 196, 197, 202
Bermond
François Vincent, 137
Louis, 243
Vincent, 118, 131
Bermond, membre du comité de surveillance, 243
Bernard
Elisabeth, 291
Louise, 126
Prosper, 118
bernardière la
lieu dit (Charavines), 108
Bernardy
Pierre, 261
Berrion
notaire, 15
Bertet, 51, 69, 129, 132
Agnès, 155, 286, 289
Antoine, 53, 70, 286
Antoine, notaire, 230, 241
Aurélien, 229, 230, 241, 283
Catherine, 70, 258
Claude, 267, 277, 291
Désiré, 230
famille, 72, 229, 258
François, 117, 123, 127, 128, 133, 146, 240, 258, 260, 262, 266, 277, 284, 286
François (neveu), 277
François (oncle), 277
Gabriel, 123, 258
George, 58
Jacques, 51
Jean, 51, 123, 146, 277
Joseph, 128, 265, 266, 276
Laurent, 127, 128
Louis, 58, 118
Lucien, maire de Voissant, 7
Marguerite, 127, 257
Marie, 127, 128, 133, 240, 258
Marie Madeleine, 295
Michel, 156, 286, 289, 291
Pierre, 127, 265
Virginie, 230
Bertet Bizot
Laurent, 102
Bertet Bornaton
Benoît, 127, 261
Catherine, 156, 291
Claude, 114, 259
Claudine, 262
Elisabeth, 127, 261
famille, 258
Françoise, 127
Jean, 118, 127, 133, 137, 138, 258, 263
Jean, le fils, 134
Jean, le père, 134
Laurent, 145, 290
Madeleine, 126, 127
maison, 259
Marie, 114, 127, 128, 206, 240, 258, 259, 261, 277
Marie, succession, 264
Bertet épouse Charat
Renée, 298
bertet le
lieu dit (Voissant), 86, 145, 154, 268
localisation, 20
Bertet Rat
Louis, 118
Berthier
Jean Claude, 171
Berton dit Jaya
Antoine, 132, 134
Bertuy
Benoîte, 284
Louis, 138, 243
membre du comité de surveillance, 243
bessey au
lieu dit (Saint-Geoire), 209
Besson
abbé, 222
Véronique, 299
Betet
François, 127
Beyle
Françoise, 91
Bigallet
Henry, 173
Jean Baptiste, 96
Billiard
le procureur, 41
Billion, 69
Antoine, 118
Bénigne, 89
Ennemonde, 32, 89
François, 109
Françoise, 69
Guigonne, 263
Jean, 71
Joseph, 84, 86
Marie, 127, 145
Pierre, 71, 74
Billon Lanfrey
François, 156
Billot Mornet
Antoine, 156
Benoît, 259
Catherine, 114, 258, 259, 261, 262, 277
Claude, 259
Claudine, 259
Elisabeth, 259
famille, 144
Jean, 146
Lucresse, 259
Bioud
lieu dit (Miribel), 146
bioudière la
lieu dit (Voissant), 131
Blachon
André, 129
André, curé de Voissant, 115, 119
Blanc
Laurent, 94, 126
Thérèse, 90, 133, 232
Blanc la jeunesse
Pierre, 118
Blanchet
Lucien, 269
Blondel, 175
boffard
lieu dit (Saint-Albin), 48
lieu dit (Voissant), 47, 49, 50, 56, 116
Boffard
à la fabrique de Voissant, 288

Adèle (Antoine Hippolyte), 292
Adèle (Antoine), 156, 291
Agnès, 286
Agnès (Laurent), 141, 257
Agnès (Martin), 128, 206, 276, 281, 284, 285, 286, 289
Alain (Claude), 227
Alain (Paul), 297
Albert (Jean Marie), 297
André (Auguste), 300
André (François), 227
Angélique (Fçois Nap), 213, 220
Angélique (P Emmanuel I, 207
Angélique (P Emmanuel I), 193, 211, 248, 250
Anna (Antonin II), 171
Anna (Joseph Romain), 193
Anne (Claude), 227
Anne (Henry), 222
Anne (Isaac), 71, 81, 90, 101, 133
Anne Françoise (Joseph), 230, 241, 283
Anne Marie (André), 300
Anne Marie (Benoît), 229, 233
Anny (Paul), 173
Antoine, 37, 42, 44, 49
Antoine (Antoine), 142, 267
Antoine (Benoît Antoine), 50
Antoine (Drôme), 30
Antoine (Etienne), 57, 59
Antoine (François I), 96, 123, 142, 258, 259, 260, 278, 286
Antoine (François II), 142, 143, 257, 258, 261, 263, 264, 268, 269, 271, 283, 286, 290
Antoine (Jacques), 273, 274
Antoine (Martin), 95, 143, 145, 150, 153, 154, 155, 156, 210, 258, 263, 264, 268, 279, 283, 284, 285, 286, 287, 291, 298
Antoine (Saint-Albin), 36, 37
Antoine François (Noël), 145, 153, 276
Antoine Hippolyte (Antoine), 143, 156, 160, 288, 291, 293, 298
Antoine Joseph (Pierre), 273
Antoine Martin (François I), 96, 119, 124, 128, 132, 139, 140, 143, 145, 240, 258, 259, 260, 262, 263, 264, 266, 267
Antoinette (Claude), 82
Antoinette (Joanny), 255
Antonia (Antonin II), 171
Antonin (Noël), 286
Augusta (Romain), 175
Auguste (Antoine Hippolyte), 297
Auguste (Augustin), 299
Augustin (Antoine), 291, 294, 298
Augustine (Antoine Hippolyte), 293
Augustine (Ben Ant), 165, 173, 185, 225
Bénigne Pierrette (Benoît), 233
Benoît, 228
Benoît (Antoine), 37, 51, 267, 286
Benoît (Etienne), 57, 58
Benoît (François I), 90, 94, 119, 129, 130, 228, 229, 230, 232, 240, 259
Benoît (P Emmanuel I), 251, 287
Benoît (Pierre), 50, 60
Benoît (Saint-Albin), 36, 37
Benoît Antoine (Noël), 50, 150, 153, 155, 183, 271, 286, 291
Benoît Antoine (Noël), maire de Voissant, 159
Benoît Antoine, maire de Voissant, 136
Benoît Joseph (P emmanuel I), 211
Benoît Joseph (P Emmanuel I), 149, 191, 214, 215, 222, 223, 251, 289
Benoît Joseph (P Emmanuel), 190, 191
Benoît Joseph, famille, 253
Benoît Michel (Benoît), 211, 215, 228, 235
Benoît prêtre et curé d'Avaux (Saint-Albin), 38
Benoît, milieu social, 229
Benoîte (Antoine), 59
Benoîte (Saint-Albin), 36, 39
Benoîte enfant naturel (Charlotte), 58
Berthe (Antonin II), 171
Blanche (Napoléon), 217, 218
Brigitte (Jean), 173
Catherine (Henry), 222
Catherine (Paul), 297
Catherine (Saint-Albin), 39, 40, 41, 81
Cécile Emmanuel (Jean), 173
Célestine (Mariette), 272
Célina (Antoine Hippolyte), 294
Chantal (Paul), 297
Charles, 31
Charlotte (Etienne), 57, 58
Christiane (André), 300
Christine (Marcel), 297
Clauda (Antoine), 60, 62
Clauda (Etienne), 57, 58
Clauda (Isaac), 87
Claude, 46, 278
Claude (Benoît), 50, 62, 64
Claude (Drôme), 30
Claude (Etienne), 57, 59
Claude (François), 227
Claude (Isaac), parcellaire, 67
Claude, enfant naturel (Charlotte), 58
Claudine (Benoît), 233
Claudine (Isaac), 69, 81, 101, 109
Claudine (Joseph), 229, 230, 231, 232
Claudius, abbé (Joseph Romain), 193, 197, 223, 255
Clémentine (P Emmanuel II), 211, 215, 216, 218, 219, 249, 250
Daniel (Claude), 227
Denise (Emmanuel), 173
Dimanche, 35
Dimanche, enfant naturel (Charlotte), 58
divers, 41
Dominique (Claude), 81
Elisabeth (André), 227
Elisabeth (Antoine), 266
Elisabeth (Jean), 222
Emmanuel (Ben Ant), 50, 166
Emmanuel (Emmanuel), 173
Emmanuel (Napoléon), 216, 217, 218
Emmanuel (P Emmanuel II), 250
Etienne (Benoît), 37, 49, 55, 59
Etienne (François I), 94, 122
Eugène (Antoine Hippolyte), 293
Eugénie Félicité (Jacques), 272
fabrique de Voissant, 139
famille, 85, 103, 199, 241, 247
famille, sur le déclin au XIXème siècle, 149
Félix (Joanny), 204
Fleurie Marie (Benoît), 233, 234, 235
Florent (Drôme), 30
formes différentes Bossard, Buffard, 16
Franceline (Antoine), 290
Franceline (Noël), 153, 159
Franck, 31
François (Antoine), 257, 286
François (Claude), 81

François (Joseph), 224, 225, 226
François I, 11, 44, 50, 71, 81, 83, 89, 90, 134, 137, 149, 153, 228, 240, 241, 242, 258, 276, 278, 282, 285
François I, acquisitions, 115
François I, affaires judiciaires, 114
François I, environnement social, 93
François I, expert, 113, 114
François I, fermier de la chapelle St Antoine, 107
François I, fermier du prieuré de Voissant, 107
François I, municipalité Vaulserre 1790, 118
François I, succession, 130
François I, vie professionnelle, 96
François II (François I), 95, 119, 124, 126, 127, 128, 129, 132, 134, 153, 206, 229, 240, 248, 257, 264, 265, 266, 268, 277, 278, 279, 283, 284, 285, 286, 290
François II (François I), parcellaire 1792, 130
François III (Antoine), 143, 159, 264, 265, 266
François Napoléon (Laurent), 146, 147, 153, 155, 190, 191, 192, 193, 197, 200, 214, 215, 216, 219, 222, 229, 230, 235, 248, 251, 255, 257, 259, 269, 277, 284, 286
François Napoléon (Laurent), pivot de la famille, 230
François Napoléon (Laurent), testament, 140
François, I expert, 114
François, testament, 93
Françoise, 41, 42, 47, 48
Françoise (Antoine), 285
Françoise (Jean), 173
Françoise (Laurent), 141
Françoise (Martin), 284, 285, 287, 289, 290
Françoise (Paul), 173
Gabriel (François I), 94, 95, 123, 126
Geneviève (Henry), 222
Germaine (Jules), 239
Gilberte (Marius II), 274
Gustave (Benoît Joseph), 219, 223, 255
Guy (Paul), 173
Harry, 31
Hélène (Antonin II), 171
Hélène (Jules), 166, 185
Henri (Antoine Hippolyte), 294
Henri (Auguste), 298
Henriette (Laurent), 221
Henry (Laurent), 3
Henry dit Riquet (Laurent), 222
Hippolyte (Antoine Hippolyte), 292, 295
Hugues (Claude), 82, 84, 94, 103
Hustache (Martin), 285
Isaac, 68, 123
Isaac (Claude), 65, 89, 101, 105, 106, 109
Isaac (Claude), rentier des Passard, 71
Isaac (François I), 123, 257
Isaac II (François I), 95
Jacqueline (Jean), 173
Jacques (Drôme), 30
Jacques (François II), 143, 258, 262, 264, 265, 266, 267, 283, 284, 286, 287
Jacques (Jean), 173
Jacques (Maurice), 299, 300
Jean (Auguste), 298
Jean (Claude), 81
Jean (Drôme), 30
Jean (Emmanuel), 173
Jean (Laurent), 222
Jean (noble) (Drôme), 30
Jean (Saint-Albin), 36, 39, 66
Jean (Saint-Albin), parcellaire, 67
Jean Claude (Marcel), 297
Jean Jules, 156
Jean Luc (Claude), 227
Jean Marie (Antoine Hippolyte), 296
Jean Marie (Paul), 297
Jean Pierre (Isaac), 71, 91
Jean Pierre (Jean), 173
Jean-Louis (Jean), 173
Jeanne (Antoine), 60
Jeanne (Isaac), 69, 81, 83, 87, 257
Jeanne (Joanny), 205, 255
Jeanne (Marius), 274
Jeanne (Pierre), 62
Jeanne (Saint-Albin), 38, 41
Jeanne Marie (Benoît Michel), 235
Jeoffray, 41
Jeoffray (Isaac), 69, 81, 83, 85, 86, 104
Joanny (Joseph Romain), 3, 175, 193, 195, 215, 216, 223, 224, 226, 250, 255
Joanny (Joseph Romain), notaire, 235
John, 31
Joseph (Fçois Nap), 3, 212, 213, 220, 226, 253, 255
Joseph (François I), 94, 95, 119, 130, 228, 229, 230, 232, 233, 235, 241, 259, 262
Joseph (Laurent), 220
Joseph Romain (Laurent), 146, 151, 175, 183, 193, 195, 196, 206, 208, 211, 215, 229, 255, 284
Joséphine (Antoine Hippolyte), 278, 292, 293
Joséphine (Laurent), 273
Jules, 291
Jules (Benoît Michel), 235, 236, 238
Jules (Fçois Nap), 207, 214
Jules (Noël), 45, 157, 158, 159, 166, 183
Julie (Jacques), 267, 271, 272, 273
Julie (Jules), 7, 45, 166, 186
Julie (Laurent), 130, 141, 142, 143, 146, 153, 159, 258, 264, 276, 277, 287
Julie (Noël), 153
Julie Agathe (Jacques), 269, 272
Julie Marie (P Emmanuel I), 248
Laurence (Henry), 222
Laurent (Drôme), 30
Laurent (Fçois Nap), 213, 216, 223, 225
Laurent (François I), 7, 50, 88, 90, 94, 95, 106, 118, 119, 124, 126, 131, 132, 139, 144, 145, 146, 149, 186, 206, 207, 211, 212, 228, 229, 232, 233, 241, 242, 243, 247, 248, 257, 258, 259, 260, 262, 263, 283, 284, 285
Laurent (François I), parcellaire 1792, 130
Laurent (Jacques), 271, 273
Laurent (Laurent), 141, 213, 221, 257
Laurent Berton dit Jaya, 134
légende de l'origine, 18
localisation, 19, 21
Louis (Isaac), 69, 81, 88
Louis (Saint-Albin), 38, 40, 41, 67
Louise (Antoine), 59
Louise (François I), 96, 119, 127, 132, 141, 143, 144, 145, 153, 155, 190, 240, 246, 257, 259, 260, 277, 283
Louise (François II), 128, 263, 264, 268

Louise (Isaac), 69, 81, 87
Louise (Martin), 128, 145, 258, 285
Louise Pierrette (P Emmanuel I), 249, 250
Madeleine (François I), 96, 123
Madeleine (Gustave), 256
Maisons, 49
Marcel (Jean Marie), 297
Marguerite (Claude), 81
Marguerite (Joanny), 203
Marguerite (Romain), 175
Marguerite (Saint-Albin), 39
Marianne (François I), 94, 122
Marie (Antoine Hippolyte), 278, 292, 293
Marie (Antoine), 285
Marie (Ben Ant), 162
Marie (Joanny), 202
Marie (Joseph Romain), 195
Marie (Laurent), 273
Marie (Martin), 284
Marie (Martin), 143, 258, 281
Marie (Martin), 286
Marie (P Emmanuel I), 240
Marie Adèle (Antoine), 290
Marie Anne (Isaac), 69, 87
Marie Joséphine (Antoine), 266, 290
Marie Laure (Jean), 222
Marie Mélanie (Noël), 154, 286
Marie Pierre (Henry), 222
Marie Rose (Jacques), 272
Marie Thérèse, 143, 286
Marie Thérèse (François II), 128, 240, 258, 263, 264, 277, 286
Marie Thérèse (Laurent), 222
Marie Thérèse (P Emmanuel I), 127, 248
Marie-Christine (Jean), 173
Marie-Louise (Antoine Hippolyte), 156
Mariette (Jacques), 269, 272
Marius (Pierre), 274
Marius II (Marius), 274
Martianne (Etienne), 57, 58
Martin (François I), 287
Martine (Maurice), 300
Maurice (Auguste), 300
Mélanie, 156
Mélanie (Noël), 157, 158
Michel (Jean), 173
Michelle (Pierre), 63
Monique (Jean), 173
Napoléon (Fçois Nap), 207, 210, 211, 215, 219, 224, 235, 250
Nicole (Paul), 173
Noël (Laurent), 50, 139, 141, 142, 145, 159, 160, 161, 188, 206, 207, 208, 211, 248, 263, 264, 268, 271, 276, 283, 284, 286, 287
Noël (Laurent, adjoint de Voissant, 149
orientation vers Miribel, 143
Paul (Emmanuel), 173
Paul (Jean Marie), 297
Pauline, 271
Pauline (Antoine Hippolyte), 293
Pauline Sophie (Antoine), 290
Philomène (Antonin II), 171
Pierre, 47
Pierre (Antoine), 49
Pierre (Drôme), 30
Pierre (Etienne), 50, 52, 55
Pierre (Jacques), 271, 273
Pierre (Laurent), 141, 145
Pierre (Paul), 297
Pierre Emmanuel (François I), 33, 41, 95, 96, 119, 124, 127, 132, 137, 138, 140, 141, 191, 211, 214, 240, 249, 258, 259, 260, 278, 287, 289
Pierre Emmanuel (François I), parcellaire 1792, 130
Pierre Emmanuel et ses frères et soeurs, 131
Pierre Emmanuel II (P Emmanuel I), 248, 249, 287
Pierre Emmanuel, révolutionnaire, 242
Pierre prêtre (Saint-Albin), 39
Pierrette, 64
Pierrette (Claude), 82
Pierrette (Marius), 274
première signature
Isaac (Claude), 68
rapports entre branches, 236
Romain (Ben Ant), 50, 161
Romain (Laurent), 235
Romain (Noël), 155, 157, 158, 159, 200, 215, 223, 250, 255
Rose (Louise), 263, 264
sens et formes différentes, 18
Simone (Auguste), 300
surnoms, 32
terres, 76
Théodorine (Benoît Joseph), 255
Thérèse, 156
Thérèse (Antoine), 290
Thérèse (François II), 257, 265
Thérèse (Jacques), 272
Thérèse (Joanny), 203
Thérèse (Laurent), 220
Thérèse (P Emmanuel I), 258, 260
Thérèse Franceline (Noël), 153
Victorine, 185
Victorine (Noël), 7, 153, 155, 156, 158, 206, 286
Yvonne (Auguste), 298
Boffard (Cocat)
François, 34
Gabriel (François I), 34
Jeoffray (Isaac), 34
Boffard Bail
société, 235
Boffard Charignon
Jacqueline, 30
Boffard Cocat
Agnès, 128
Antoine, 89, 90, 97, 112, 133, 138, 153, 241, 288
Antoine Isaac, 257
Antoinette, 90
Catherine, 128, 132, 142, 184, 284
Claude, 143
Claudine, 33, 241
Elisabeth, 127
famille, 32, 89
François, 32, 89
Françoise, 90, 95, 128, 257, 289
histoire rapide, 32
Isaac, 90, 117, 118, 127, 128, 130, 133, 137, 142, 143, 153, 184, 228, 229, 232, 243
Isaac Antoine, 90
Isaac le fils, 127
Isaac, le père, 127
Isabeau, 133
Joseph, 127, 184
Laurent, 142, 229
Louise, 88
Marie, 91, 153, 154, 156
Marie Céline, 184, 185
Marie Françoise, 130
Michel, 88, 89, 97, 101, 109, 133
Pierre, 7, 88, 89, 103, 133, 149, 153, 155, 156, 158, 162, 185, 206, 270, 283, 286
Pierre I, 153
Pierre II, 153, 154
Pierre II, maire de Voissant, 154, 159
Boffard Ramassot
Jeoffray, 42
Boffard Roupé
Claude, 35
famille, 35

boffardière la, 95, 130, 131, 153, 155, 157, 169, 171, 207, 211
bogat
lieu dit (Voissant), 65
boinan en
lieu dit (Voissant), 117, 145
boinan pré
lieu dit (Voissant), 117
Boiron
famille, 72
bois brûlaz
lieu dit (Saint-Bueil), 146, 207, 278
Boissieu
famille, 199
Bolian
Clauda, 37
Bolliand
Claude, 233
Bolongeat, 69
Antoine, 65, 156
Charlotte, 65
famille, 65
Jean, 266, 289
Jeanne, 65
Véronique, 156
Bon
Etienne, 116, 119
Bonivard Roche
Jacques, 74
Bonnard
Louis Joseph, 191
Bonnet
Joseph, 101
Bornat Cayerat, 59
Bornat Guerre, 35, 59
Françoise, 87
Gabriel, 35
Jean, 74
Bornat l'Hermite
Antoine Sylvain, 272
Joseph, 126
Laurent, 126, 268, 269
Marie, 268, 269
Pierre, 269, 272
Rosalie, 269
Bornat Quérat
Jacques, 104, 261
Joseph, 279
Victor, 143
Bornerand
Marie, 233
Borot
Françoise, 240
Bouarnet
Benoît, 51
bourgeois
Allégret Jacques (Saint-Geoire), 93
Balmetière François (Voissant), 81
Baudrand Joseph (Faverges), 94
Bellemin Jacques (Saint-Albin), 117
Bellemin Pierre (Saint-Albin), 117
Berger Jean Baptiste (Clermont), 108
Boffard François I (Voissant), 96, 116
Boffard Isaac (Claude) (Vaulserre) et condition, 74
Carre François (Saint-Geoire), 101
Dulac Isaac (Voissant), 94
Garavel Charles (Bat à Saint-Martin), 118
Hilaire Pierre (Chirens), 108
Ollagnier Michel (Saint-Geoire), 96
Passard Benoît (Miribel), 71
Varnier Louis (Voissant), 87
Bournat
Guigues, 80
Bournat Quérat
Séraphie, 186
Boursier, 69
Pauline, 156
boutonnière la
lieu dit (Saint-Martin), 117
Bouval
Hugues, 108
Bouvier Guillermet
Jean, 38
Louis, 38
Bovier Lapierre
Joseph François, notaire, 247
Léonor, 95, 240
Madeleine, 95, 240
Madeleine Sophie, 95
Pierre François, notaire, 247
Bovier Lapierre Turin
famille, 95
Boyard
François, 233
bozonnier
domaine de (Miribel), 118
Brac de la Perrière
famille, 199
bramaret le
lieu dit (Voissant), 131
bramaret pré
lieu dit (Voissant), 117
branchaz la
lieu dit (Saint-Bueil), 262, 279
Bret
Guillaume, 108
Bret Trolliet
François, 61
Bret Vitoz, 69
Breton
Louise, 193
Brossat
Antoine, 96, 115, 117, 129, 131, 136, 139, 241, 244, 247, 276
Antoine, châtelain et agent du seigneur, 27, 97
Antoine, maire de Vaulserre, 136
Brun
Adolphe, 162, 272
Benoîte, 30
Jean Pierre, 128
Louis, 272
Brunot Mignot
Mélanie, 296, 297
budière la
lieu dit (Voissant), 207
budière la grande
lieu dit (Voissant), 146
Budillon
Adèle, 248
Angélique, 248
Emmanuel, 248
François, 248
Jean Pierre, 250
Jean Pierre I, 248
Jean Pierre II, 248
Jean Pierre III, 248
Julie, 248
Léon, 248
Michelle, 248
Thomas, 248
bugnon
lieu dit (Chimilin), 95
Buissière
Antoine Gaspard, 290
Gaspard, 290
Jean Pierre, 290
Buisson
Jean Pierre, 271
Joseph, 271
buquinière la
lieu dit (Voissant), 118
Burillon
Joseph, 279
Burlet
Benoîte, 39
Claude, 50, 56
Burlet le Plan, 61
Jacques, 128, 258, 266, 268
Burlet Parendel
Claude, 252
Sébastien, 210
Burlet Plan
Marianne, 258
Burriat
Joseph, curé de Voissant, 139
Buscoz, 129
à la fabrique de Voissant, 288
actes en notre possession, 7
Alphonse, 183
Angéline, 184

Antoine, 117, 118, 127, 128, 131, 132, 134, 137, 138, 139, 142, 182, 228
Antoine Benoît, 182
Antoine Jacques, 156, 183, 184, 185
Antoine Jacques, maire de Voissant, 154, 159, 183
Antoine, maire de Voissant, 136, 149
Claude, 128, 279
Emilie, 156, 166, 182, 185, 291
famille, 7, 85, 182
Françoise, 142
Hugues Antoine, 182
Isaac, 291
Isabeau, 128
Jean, 279
Jeoffray, 85
Joséphine Agnès, 184
Laurent, 127, 183, 228, 291
Louise, 183
Madeleine, 128, 184
Marguerite, 128
Marie, 127, 150
Marie Angélique, 291
Marie Joséphine, 291
Marie Rose, 184
Roger
ancien maire de Voissant, 7
Rose, 143, 153, 184
Rose Célestine, 184
Séraphie, 90, 128, 142, 184, 228, 229
Séraphie Angélique, 143
Buscoz (Gay), 69
Buscoz Fit
Antoine Laurent, 142
Claude, 128, 133, 142, 149, 184
Elisabeth, 126
Gabriel, 263
Isaac, 127, 184
Jeanne, 128, 279
Jeoffray, 127, 131, 133
Laurent, 128
Buterne
Julie, 267
buyat
lieu dit (Saint-Martin), 118

C

cadastre ou parcellaire, 21
Caillet Rousset
Pascal, généalogiste, 32
Callies, château de Voissant, 129
Carrafrancq
Catherine, 173
Carrand
Claude, 289
Carre, 69
François, 101
Louis, 150
Pierre, 129
Carre Pierrat
Benoît, 82
Carre Pistolet
Charles et Antoine, 210
Jean, 210
Joseph, 206, 214
Séraphie, 207, 210
Cave
Philippe, 255
Cavoret
Louise, 210, 251
Cayère
Benoît, 54
Bert, 59
famille, 59, 62, 63
François, 52, 89
Jean, 52
Joseph, 260
Valentin, 54
Cayère Bert
Benoîte, 60
Clauda, 60
Claude, 60
Jean, 59
Cayère Codé, 69
Arnaud, 61, 63
Benoît, 54
famille, 61, 112
François, 81, 97, 112, 123, 145, 146, 285
François, le fils, 228
François, le père, 228
Françoise, 113
Jean, 51, 57, 112
Justine, 114
Michel, 47
Cayère Cotier
Clauda, 52, 56, 59
Claude, 59
Jeanne, 59
Marcian, 59
cayère la
lieu dit (Saint-Bueil), 133
lieu dit (Voissant), 50, 53
Cerf
Michel du, 48
Chabert
Noémie, 219, 220
Chaboud
Alphonse, 209, 210, 214
Alphonse, maire de Saint-Geoire, 231
famille, 222, 253
Joseph, 208
Marie, 156
Chaboud Mollard
Charlotte, 251
Marie, 209
Chaffard
George, 37
chailles
lieu dit (Voissant), 154
Chalaron, 69
Chalon la Garenne
Anne, 248
Chamard
Louis, 209
Thomas, 102
Chamard Boudet
Henri, 253
Chamard Landorce
Louis, 208
Chambon
Marianne, 275
champ au
lieu dit (Saint-Albin), 38
champ de mars
lieu dit (Pont-de-Beauvoisin), 184
champ doulet
lieu dit (Saint-Geoire), 219
champ pigna
lieu dit (Saint-Geoire), 210
champaz
lieu dit (Massieu), 108
champet
lieu dit (Saint-Geoire), 251
Chanay Toniet
Antoine, 127
chanéaz derrière chez bertet
lieu dit (Voissant), 265
chanéaz la
cadastre, 21
chemin, 292
domaine (Voissant), 117
étymologie, 3
lieu dit (Voissant), 3, 7, 44, 47, 50, 51, 54, 56, 62, 65, 97, 103, 116, 117, 124, 130, 133, 134, 145, 149, 153, 154, 169, 207, 208, 211, 241, 259, 260, 264, 265, 269, 277, 278, 279, 285, 289, 290
localisation, 20
maison, 64
Chaney, 69
Clauda, *57*
famille, 44, 51, 64
Chaney barrelon
Etienne, 54
Chaney Prince, 69
François, 117, 126, 146
Gaspard, 262, 267
Marc, 128, 146, 277
Chaney Savoyen, 56, 69, 82
Antoine, 49
Benoîte, 32
Clauda, 61
Claude, 50, 89
famille, 61, 62
François, 266, 268

Jean, 49, 50, 126, 134, 146, 208, 258
Jeoffray, 57, 89
Joseph, 74
Pierre, 116, 123
PIerre, 50
Chaney Toniet, 69
André, 83, 87
Antoine, 44
Claude, 44
Françoise, 126, 257
Isaac, 86
Jean, 83, 87, 257
Marianne, 87
Pierre, 87
chantarêt pré
lieu dit (Chirens), 111
chapelle Saint Antoine de Voissant, 106
Chappant
Geneviève, 297
Chappat
Jean, 63
Chappat Combe
Marie, 263
Chappat la combe
Louis, 114
Chapuis
Gasparde, 37
Chapuisat, 91
Charat
sage femme de Saint-Geoire, 295
chardonnet mas du
lieu dit (Saint-Geoire), 211
Charmeil
Louis François, notaire, 12
Charpenne
Antoine, 46
famille, 72
Charpenne Montagne
Jean, 215
Charras
Jean-Pierre (Paul), 173
Charreton
Angélique, 193, 207, 211, 213, 222, 223, 225, 248, 251
Benoît, 248
Claude, 248
Claude Michel, 248
famille, 207
Françoise, 133
Louis, 108
Melchior, 109
Michel, 108, 112, 193, 207, 211, 213
Pierre, 191, 192, 248, 261
Charreton Labrunière
famille, 248
Charrignon
Bernard, 173
Chartron
André, 236
Anne Marie, 236, 238
Berthe, 236
Camille, 236
Casimir, 236, 239
Elise, 236
Joseph, 236
Julie, 236
Charvet, 222
Claude, 250
Chataing
Bernard, 173
châtelain de Pressins
Grevon André, 103
châtelain de Saint-Geoire
Allégret Pierre, 93, 114
Pascal Matthieu, 70
châtelain de Vaulserre
Bellemin Charles, 101
Pascal Etienne, 57, 71
Passard Benoît, 71
Passard Charles, 73
Pélissier Michel, 39, 57, 62
Chatelan
Pierre René, 284
Chenevaz
famille, 199
Chevalier
Auguste, 251
Chevallier
Jacques, 248
Josephte, 95
Michel, 208
Chevé
Jean Michel, 227
Chevresson
Suzanne, 225, 226
Chevrier
famille, 222
Chevron
Joseph, 277
Josephte, 128, 143, 276, 277, 283, 284, 287, 290
Thérèse, 290
choché
lieu dit (Saint-Geoire), 64
Cholat
Benoît, 70
Claude, 70, 102
François, 93, 101
Jacques, 70
Jean, 251
Jules, notaire, 152
Marguerite, 93
Marthe, 248
Melchior, 70, 94, 101, 102, 108
Pierre, 70, 93, 101
Thérèse, 93, 102, 108
Cholat Rat
Sébastien, 209
Cholat Serpoud
Claude, 102
Chollat Trouillet
Françoise, 156
Christolhomme
Pierre, 191
clappe terre de la
lieu dit (Saint-Geoire), 211, 215
clermont
lieu dit (Charavines), 108
Clermont
Aymar de, 70
Aymar de, prieur de Voissant et St Béron, 47
Jacques de, seigneur de Vaulserre, 106
Sébastienne de, 106
seigneur de Vaulserre, 45
Cleyet
Claude, 42
Joseph, 252
Cleyet Marrel
Guillaume, 112, 118
Joseph, 209, 214
Colbert
François et Eliane de, 12
colletière
lieu dit (Charavines), 109
Colomb, 210
Alexandre, 263
Antoine, 143, 230, 257, 258, 263, 286
Antonin, 263
César, 264
François, 263
Henriette, 264
Jacques François, 257, 264, 286
Jacques Pierre, 263
Madeleine, 264
combe
lieu dit (Saint-Geoire), 219
Combe
Claude, 277
Combet
Joseph., 234
combette la
lieu dit (Voissant), 117, 131, 140, 146, 159
communauté de Vaulserre
Boffard Claude (Benoît), 66
Boffard François I, 104
Boffard Isaac (Claude), 79
état des archives, 79
municipalité 1790, 118
Comte
Marguerite, 223, 224, 225, 226
consul
condition, 79
consul de Saint-Geoire
Bigallet Jean Baptiste, 96
consul de Vaulserre
Boffard Claude (Benoît), 67

Boffard Cocat Michel, 90
Boffard François I, 104
Boffard Jean (Saint-Albin), 66
Bornat Quérat Jacques, 104
Dulac Jean, 104
Garavel François, 41, 104
Garavel René, 41, 104
histoire, 104
Lanet Hugues, 104
Lanet Jean Baptiste, 104
Morand Colin Claude, 67
Pélissier Odoard Benoît, 67
Petit Permezel Aimé, 104
Vallier Jeoffray, 104
Varnier Barthélémy, 104
consuoz
lieu dit (Saint-Geoire), 247
consuoz côtes de
lieu dit (Saint-Geoire), 209, 210
conversière la
lieu dit (Voissant), 103
Corbeau
Pierre, 38, 40
Corbel
Jean, seigneur de Saint-Franc, 42
seigneur de Saint-Albin, 45
corbière la
lieu dit (Pressins), 273
coreyzin
lieu dit (Saint-Albin), 112, 191, 285
lieu dit (Saint-Martin), 191
Corporon
famille, 144
cosselliat
lieu dit (Voissant), 52
Cosselliat
Aymard, 51
Jean, 51, 52
cossert au
lieu dit (Saint-Martin), 117
cossilles les
lieu dit (Voissant), 47, 49, 50, 117
Coste
Benoît, 198
Jeanne, 197
Coste dame de Chaléon
Pierrette de, 116
cotagon ferme de
lieu dit (Saint-Geoire), 192
côte haut mas de
lieu dit (Saint-Geoire), 191
Cotier
Antoine, 52
Arnaud, 43
Benoît, 47
Vincent, 48
cotier en
lieu dit (Saint-Albin), 38
lieu dit (Voissant), 50
Cottin
famille, 199
Coutaz, 171
Coutret
Gilberte, 297
Croibier
Etienne, 252
Marie, 264, 268
Croibier Bâton
Denise, 123, 228
Jacques, 142
Joseph, 142
croix du mont
lieu dit (Voissant), 151
Croizel
Joseph, 94, 95, 228
Crolard
Barthélémy, 112, 118
crossey
lieu dit (Saint-Geoire), 209
croze (ou crozat) la
lieu dit (Voissant), 50
cruix le
lieu dit (Saint-Martin), 282
Cuchet
Marie, 93
curé
Avaux
Benoît Boffard (Saint-Albin), 38
Massieu
Philippe Antoine Moyroud, 108
Pont-de-Beauvoisin
Claude Pélissier, 107
Saint-Albin
Jean Baptiste Valory, 118
Saint-Bueil
François Varnier, 88
Jean Pascal, 90, 119
Saint-Martin
Claude Pélissier, 39
Joseph Fuzier, 118
Saint-Pol
Benoît Gros, 114
Voissant
André Blachon, 115, 119
Félix Trouilloud, 86, 108
Jean Dulac, 62
Jean Passard, 108
Pierre Pélissier, 107
Cure de Voissant
confiscation et enchères, 139
cure la
lieu dit (Chirens), 111
Curtet
Pierre, 112
Robert, 8
Cytra
Louise, 62

D

Dalmais
André, 38
Benoît, 38
Gabriel, 38
Georgy, 38
Jean, 38
danière la
lieu dit (Massieu), 70, 102
lieu dit (Saint-Geoire), 208, 210
Dardarin
Benoît, 118
Joseph, 118
Louis, 118
Daumet
Jack, 173
David
marie, 290
Debelle Duplan
Etienne, 155
Marie Françoise, 156
Suzanne, 156
Debriand
Thérèse, 263
Delavy Mercier
Etienne, 94, 96, 97
Etienne, agent du seigneur de Vaulserre, 27
Delorme
Benoît, 171
Demolliens
Aline Lia Nérée, 299
Jean Louis, 299
Denis
Anne, 235
Dérial
Marie Angèle, 265
Desemptes Curtet
Pierre, 133
Desemptes Muzy
Marie Laurentine, 295
Despierre Corporon
Auguste, 160
Destrem
Mireille, 238
Detours
Léonard, 232
Deville
Antoinette, 234
Charles, 234
Louis, 234
Discours
Marie, 273
Divat
Benoît, 117
Dobremez
Madeleine, 173
Dode
François Xavier, 279
François Xavier, notaire, 139
domaine de Madame de Vallin

lieu dit (Charavines), 109
Dommier
Vincent, 290
Dona Mottet
Claude, 74
Dona Moulet
Benoît, 74
Donaz
membre du comité de surveillance, 243
Sébastien, 243
Donna
Antoine, 51
Claude, 51
Jacques, 51
donna le
lieu dit (Saint-Bueil), 109
Dormier
Claude, 267
Drevon
Antoine, 102
Jean, 70
Drevon Freydel
Jean, 102
Duchon
Jean messire, 73
Duchon des Brosses
Jean Pierre, 91
Ducreux
famille, 199
Dufey
James, 175
Marie Caroline, 175
Dulac
actes en notre possession, 9
Charles, 132, 139, 149, 153, 263, 266, 288
Charles Magloire, 285
Charles, maire de Voissant, 136, 150
famille, 9, 45, 72, 94
François, 11, 96, 103, 106, 109, 117, 119, 129, 135, 137, 153, 232, 241, 242, 243, 260, 263, 276, 282, 285
François et ses héritiers, 131
François, fermier de la chapelle St Antoine, 107
François, fermier du prieuré de Voissant, 107
François, maire de Vaulserre, 136
François, vice châtelain de Vaulserre, 105
Gabriel, 63
Isaac, 94, 95, 105, 106, 232
Jacques François, 124, 133, 260, 282, 284
Jacques François, maire de Voissant, 136
Jean, 104, 106
Jean Evangéliste, 143, 150, 153, 155, 156, 284
Jean Evangéliste, maire de Voissant, 136, 150
Jean Pierre, 153
Jean, curé de Voissant), 62
Joseph, 268, 286
Joseph Anthelme, 124
Madeleine, 143, 206
maison à Voissant, 109
Marguerite, 127, 128, 130
Marianne, 94
Marie Adèle, 156
Maurice et Carmen, 9
Michel, 63
Roseline, 156
Victor, 156
Dulac Guillomin
Antoine, 62
Benoît, 62
Duliand
Claude, 127
Duplâtre
Pierrette, 188
Dupoisle
Gabrielle, 30
Dupont
Joachim, 230
Durand
Eugène, maire de Voissant, 136, 159
François, 250
Duret
Philomène, 168, 171
Durozier
Antoine, 95
Dusserre
François, 131

E

emptes les
lieu dit (Voissant), 117
enfant naturel
Billion Françoise, 69
Boffard Benoîte, Claude, Dimanche, 58
Chaney Savoyen Catherine, 61
essard mas de l'
lieu dit (Saint-Geoire), 191
éteppes mas des
lieu dit (Saint-Geoire), 230

F

Fallatieux
vicaire de la Bâtie Montgascon, 119
Fallioz, 69
Faure Bondat
Françoise, 144
Favel
Pierre Gustave, 290
Pierre Hector, 291
Favot
Marianne, 94
Favre
Germaine, 221, 222
Jean Marie, 222
Favre Giraud
Marie, 248
fayeux aux
lieu dit (Saint-Geoire), 213
Félix
Abraham, 67
fermier, condition du, 72
Ferroux
Jeanne Marie Joséphine, 256
Joseph, 256
Ferrus
Pierre de, 116
Fière
Félicie Antoinette, 235
Flandin
Pierre, 208
Fontaine
Agathange, 239
fortune
Boffard Benoît (Pierre), 62
Boffard Claude (Benoît), 67
Boffard François I, 119
Boffard Isaac (Claude), 81
Boffard Pierre (Etienne), 58
Fortunier
Marcelle Jeanne, 274
Fouilloud Buyat
Pierre, 94
Fournier
Jean Antoine, 230, 231
Franclieu
famille de, 253
Famille de, 222
franconnière la
lieu dit (Chirens), 110, 111
Frepaz Liaudet
Claude, 38
famille, 72
Freton
actes en notre possession, 7
Albert, 7, 115
Antoine, 138
Benoît, 146
François, 267, 291
Henri Paul, 291
Jacques, 117
Jean, 117
Jeanne, 289
Joseph, 123, 184, 251
Louis, 184
Marianne, 128, 277
Marie Anne, 146
Pierre, 156
Freynet
Julie, 295
Frier

Eugène, 230
Froment
Benoît, 272
François, 272
Fugier
Joseph Michel, 253
Marguerite, 156
Fugier Garrel
Laurence, 161, 173
Louis, 173, 251
Fuzier
Joseph, curé de Saint-Martin, 118
Joseph, prêtre et curé, 138, 207, 262

G

gabert en, 117
lieu dit (Voissant), 117, 262, 264, 279
gagères mas des
lieu dit (Voissant), 150, 278, 290
Gailland
Geneviève, 186
Gaillard
Antoine, 251
Charles, 209, 251
héritiers, 192
Gaillot Drevon
Antoine, 263
Claude, 263, 265, 268
galanière la
lieu dit (Voissant), 278, 288, 289
Galbit
François, 78
galbitière la
lieu dit (Voissant), 117
Galland
Claude, 155
Galliard
Pierre, 134
Gallien Lamarche
François, 210
Gallin
Agnès, 276
Antoine, 113, 208
Auguste, 271
Auguste Sylvain, 271
Benoît, 130, 141, 143, 145, 146, 153, 154, 159, 190, 264, 265, 277, 284, 287
Claude, 87, 109, 128, 132, 149, 258, 267, 271, 272, 281, 284
Désiré, 159
famille, 87, 282
Famille, 144
famille de Miribel, 284
Franceline, 154
François, 87, 144, 230
Françoise, 130, 156, 206, 277, 286
Henri Marius, 267, 271, 272
Jacques, 144
Jeoffray, 87
Joseph, 50, 118, 138, 144, 146, 149, 206, 208, 233, 240, 242, 251, 269, 271, 276, 281, 282, 284, 285, 286, 289, 295
Joseph Francisque, 149
Joséphine, 286
Laurent Paul, 250
Louis Eugène, 271
Louise, 145
Marguerite, 264
Marianne, 87
Marie, 240
Marie Françoise, 240
Marie Madeleine, 271
Marie Rosalie, 295
Mélanie, 149
Michel, 271
Pierre, 87, 96, 101, 109, 127, 128, 132, 141, 143, 144, 145, 153, 240, 246, 257, 277, 283
Thérèse, 141, 142, 143, 145, 146, 152, 157, 159, 161, 264, 276, 287
Gallin Martel
Antoine, 156
Marie, 192
Galliot
Bertrand, 53
Pierre, 51
Garavel
Pauline, 252
Victorine, 252
Garavel, 69
Charles, 41, 118, 119, 131, 135, 241, 244, 247, 251
Charles, succession, 247
Claudine, 41, 103
famille, 72, 241, 247, 252
François, 40, 81, 104
Hélène, 41
Joseph, 243
Louis, 41, 81
Louis Antoine, 251, 252
Pauline, 251, 252
René, 41, 104
secrétaire du comité de surveillance, 243
Thérèse, 34, 41, 241, 247, 248
Victorine, 252
Garavel
Louis Antoine, 252
Garavel
Victorine, 253
Garavel
Pauline, 253
Garavel
Gustave, 255
Garavel
Sophie, 287
Garavel
Sophie, 287
Garavel
Charles, 287
Garavel
Thérèse, 287
Garavel
Louis Antoine, 287
Garcin
Charles de, seigneur de Vaulserre, 60
Claude, 51
famille, 82
Garcin Furet
Antoine, 215
Claude, 38
Louis, 82
Sébastien, 82
Garnier, 68
Antoine, châtelain de Vaulserre, 47
famille, 94, 103, 106, 116
fief, 232
fief des héritiers, 116
Isaac de, 68, 81
Jean, 106
Joseph, 128
notaire, 15
succession, 278
Suzanne de, 116, 117
Virgine de, 81
Garnier des Garets
comte, 150, 283
Garrel
Antoine, 39
Charles, 39
Claude, 117
Joseph, 39
Garrel Griche
Joseph, 261
les héritiers, 279
Pierre, 279
Gathe Barral
Jean, 59
Gauthier
Georges, 252
gavanière la
lieu dit (Saint-Geoire), 213
Gay
Claude, 258, 264
Gay Buscoz
Claude, 74
Jeanne, 69
Jeoffray, 74
Gayraud
Jeanne, 69, 87
Genin
Jean, 43
George

Simone, 300
Gerfaut
Benoît, 54
Gerfaut Charamelet
Benoît, 49
Gabriel, 49
Gergot
Auguste, ancien maire de Voissant, 25
Ghérart
Eva, 173
Gilibert
François, 41
Gindre
famille, 199
Ginouilhac
Monseigneur, évêque de Grenoble puis de Lyon, 222
Girard
Antoine, 127
Augustin, 143
Jean, 233
Jeanne Marie, 143
Marius, 143
Pierre, 127
Giraud
Pierre, 298
Girerd
Antoine, 145
Jacques, 233
Pierre, 145
Girerd Roland
Jean Baptiste, 95
Giroud
Balthazard, 74
Claude, 38
Elisabeth, 293
Marie Adeline, 156
Narcisse, 293
Giroud Biétrix
Marie Adeline, 291, 292
Giroud Garampon
famille, 298
Joseph, 209
Goddard
Laurent, 210, 251
Goguet
Agnès, 285
famille, 285
Jean Baptiste, 281, 284
Joseph, 270, 285, 292
Joseph Laurent, 285
Joseph, maire de Voissant, 159
Laurent Joseph, 290
Louis, 143, 281, 282, 284, 285, 286, 290
Louis, maire de Voissant, 136, 150, 151, 159
Marie, 285
Marie Thérèse, 285, 286
Thérèse, 143, 156, 286
Gondrand
Joseph, 153
Gonet
Antoine, 64, 82
Benoît, 64, 82
Charles, 64
Ennemonde, 64
famille, 64, 65
Georgy, 82
Pierrette, 64, 82
Gontaud Boyffard
Antoine, 42
Gouillon
Françoise, 229, 230
Gourd
Henri, 235
goutary
lieu dit (Massieu), 108
Grabit
Antoine, 93
Elisabeth, 93, 94
François, 93
notaire, 84
Pierre Daniel, notaire, 93, 94
Pierre Jacques, notaire, 93
grabitière la
lieu dit (Voissant), 117, 131
grand crolard
domaine (Saint-Albin), 117
grand vivier le
lieu dit (Saint-Aupre), 35
Granger
Jérôme, 268
Grevon
André, 103
Grevon Balmetière
François, 81
Grivet
Vincent, 39
grobon
lieu dit (Saint-Albin), 37, 97
lieu dit (Voissant), 117
pré, 89
Grobon
André, notaire et expert, 113
Antoine, 252
Catherin, 36
Claude, 86
famille, 37
Françoise, 252
Guillaume, 36
Jeoffray, 36
Joseph Pierre, 243
Louis, 143
grobon pré
lieu dit (Voissant), 131, 150
grobonnière
lieu dit (Saint-Albin), 51
Grôlée comte de Viriville
Jacques de, 106
Grôlée seigneur de Chapeaucornu
Antoine de, 106
Gros
Benoît, curé de Saint-Paul, 114
Gros Flandres
Rose, 271
Gros Fontaine
Jean, 37
grosses mas de
lieu dit (Saint-Geoire), 211
grosset
lieu dit (Saint-Geoire), 219
Gruat
François, 127, 134, 257, 285
Joseph, 268
Marie Françoise, 127
Michel, 257
Gudimard
Jeoffray, 34, 241
Louis, 117, 266
Guerre
Claude, 207, 208, 214, 215, 216, 220
Marie Thérèse, 207
Thérèse, 208, 214
Guettat
Pierre Maximin, 239
Guiboud Ribaud
Louise, 209
Guichard
François, 114
guillermet
lieu dit (Charavines), 109
Guillet
Joseph, 208
guilletière la
lieu dit (Chirens), 110
Gurdin
Jean Pierre, 272

H

Haddadi
Madeleine, 227
hautes rives
lieu dit (Saint-Geoire), 192
hautes rives clos d'
lieu dit (Saint-Geoire), 192
Hiboud Perron
Pierre, 71
Hilaire
Pierre, 108
Huguet
Pierre, 262
Humbert
Jeanne, 38
Joseph, 250

I

indicateur de Vaulserre
Boffard Isaac (Claude), 79
Isoard
Ennemond, 253

J

Jacquet, 51
Jacquier
  Claude, 48
  Claude, notaire, 15
  famille, 199
  Gisèle, 222
Janon Coderot
  Antoine, 108
Jarrin Baraudon
  Jean, 49
Jayet
  Charles, 209
  famille, 247
  Joseph, 253
  Marie, 241, 247, 251, 287
  Pierre, 279
Jayet Dauphiné
  Annette, 250
  Françoise, 248
Jayet Dumont
  Adèle, 248
  Benoît, 248
  Benoît, père, 248
  Marie, 248
  Pierre, 248
Jayet Gendrot
  Angélique, 248
Jayet Laviolette
  Claudine, 155
jayet les
  lieu dit (Saint-Pierre-de-Paladru), 247
Jeannot
  Joséphine, 173
Jeoffray Garon
  Claude, 288
Jerphanion
  baron de, 199
Joly
  Marie, 95
Jouffray
  Charles, 166, 185
  Jean, 165, 173
  Jean François, 165
  Josette, 167
Journel
  Hector, 252
Juge
  Claude, notaire, 15

L

Labret
  Pierrette, 233
Laléchère
  Clémentine, 249, 250
  famille, 249
  Joseph, 249
lambertière la
  lieu dit (Saint-Geoire), 134
Lanet
  Hugues, 104
  Jacques, 118
  Jean Baptiste, 104, 243
  membre du comité de surveillance, 243
Lanfrey
  Anne, 81
  Thérèse, 258, 264
Lanfrey Laperrière
  Pierre, 112
Lapierre
  Eléonore, 276
  Léonor, 96
  Madeleine, 240
  Madeleine Sophie, 95, 240
Larderat
  Antoine, 54, 278
  Barthélémy, 47, 48
  Benoît, 51, 54, 58
  Claude, 54
  famille, 42, 61, 63
  Françoise, 48
  Jean, 54
  Louise, 54
  origine, 42
  succession, 116
Larderat Boffard
  Claude, 47
  Etienne, 47
  Françoise, 47
  Stéphane, 42, 47
Larderat Boquin
  Benoît, 53
Larderat dit Boffard
  Barthélémy, 42
  Clauda, 43
  Claude, 43, 48
  Etienne, 43
  Michel, 43, 54
  Stéphane, 47
larderat mas des
  lieu dit (Voissant), 241
lardinière
  domaine de la, 89, 97
Lariguet
  Laurence, 253
Laroche
  Gabriel, 94
Lasserre
  Françoise, 256
Lavergne
  Octavien, 149, 154
Le Mire
  famille, 199
Lemaire
  Jacques, 233
Levet
  Marie Louise, 298
Liatard
  Marie, 113
  Paul Eugène, 295
lieu dit
  ainan pré d' (Voissant), 52
  arsenal l' (Chirens), 110
  barioz le (Voissant), 133, 154
  baroz le (Voissant), 56
  bat (Saint-Albin), 118
  bat (saint-Martin), 62
  bat (Saint-Martin), 241
  bégasse (Voissant), 65
  bégasse la (Voissant), 131, 140
  bernardière la (Charavines), 108
  bertet le (Voissant), 86, 145, 154
  bessey au (Saint-Geoire), 209
  bioud, 146
  bioud (Miribel) *Voir*
  bioudière la (Voissant), 131
  boffard le (Voissant), 47, 49, 50, 56, 116
  bogat (Voissant), 65
  boinan en (Voissant), 117, 145
  boinan pré (Voissant), 117
  bois brûlaz (Saint-Bueil), 146, 207, 278
  bramaret le (Voissant), 131
  bramaret pré (Voissant), 117
  branchaz la (Saint-Bueil), 262, 279
  budière (Voissant), 207
  budière la grande (Voissant), 146, 207
  bugnon au (Chimilin), 95
  buquinière la (Voissant), 118
  buyat au (Saint-Martin), 118
  cayère la (Voissant), 50, 53, 54, 133
  chailles (Voissant), 154
  champ au (Saint-Albin), 38
  champ de mars (le Pont-de-Beauvoisin), 184
  champ doulet (Saint-Geoire), 219
  champ pigna (Saint-Geoire), 210
  champaz (Massieu), 108
  champet (Saint-Geoire), 251
  chanéaz derrière chez bertet (Voissant), 265
  chanéaz la (Voissant), 3, 7, 44, 47, 50, 51, 54, 56, 62, 97, 103, 116, 117, 124, 130, 133, 134, 145, 149, 153, 154, 169, 207, 208, 211, 241, 259, 260, 264, 265, 269, 277, 278, 279, 285, 289, 290
  chanéaz la (Voissant) maison Martin, 124, 277, *283*, 287, 291, 292, 293, 298
  chanéaz la (Voissant)., 65
  chantarêt pré (Chirens), 111

chardonnet mas du (Saint-Geoire), 211
choché (Saint-Geoire), 64
clappe terre de la (Saint-Geoire), 211, 215
clermont (Charavines), 108
colletière (Charavines), 109
combe (Saint-Geoire), 219
combette la (Voissant), 117, 131, 140, 146, 159
consuoz (Saint-Geoire), 247
consuoz côtes de (Saint-Geoire), 209, 210
conversière la (Voissant), 103
corbière la (Pressins), 273
coreyzin (Saint-Albin), 112, 191, 285
coreyzin (Saint-Martin), 191
cossert le (Saint-Martin), 117
cossilles les (Voissant), 47, 49, 50, 117
côte haut mas de (Saint-Geoire), 191
cotier en (Saint-Albin), 38
cotier en (Voissant), 50
croix du mont (Voissant), 151
crossey (Saint-Geoire), 209
cruix le (saint-Martin), 282
cure la (Chirens), 111
danière la (Massieu), 70, 102
danière la (Saint-Geoire), 208, 210
domaine de Mme de Vallin (Charavines), 109
essard mas de l' (Saint-Geoire), 191
éteppes mas des (Saint-Geoire), 230
fayeux aux (Saint-Geoire), 213
ferme de cotagon (Saint-Geoire), 192
franconnière la (Chirens), 110, 111
gabert en (Voissant), 117, 262, 264, 279
gagères mas des (Voissant), 150, 278, 290
galanière la (Voissant), 278, 288, 289
galbitière la (Voissant), 117
gavanière la (Saint-Geoire), 213
goutary (Massieu), 108
grabitière la (Voissant), 117, 131
grand vivier le (Saint-Aupre), 35
grobon le (Saint-Albin), 37, 97
grobon le (Voissant), 117
grobon pré (Voissant), 131, 150
grobonnière la (Saint-Albin), 51
grosses mas de (Saint-Geoire), 211
grosset (Saint-Geoire), 219
guillermet (Charavines), 109
guilletière la (Chirens), 110
hautes rives (Saint-Geoire), 192
hautes rives clos d' (Saint-Geoire), 192
jayet les (Saint-Pierre-de-Paladru), 247
lambertière la (Saint-Geoire), 134
larderat mas des (Voissant), 241
marais (Saint-Geoire), 192
marinière (Montferrat), 191, 249
martinette la (Saint-Geoire), 191
mas pré du (Miribel), 118
melet le (Miribel), 117
merdaril le (Voissant), 117
merges mas des (Massieu), 102
michalière la (Saint-Bueil), 284
miribelière (Miribel), 141, 145, 146, 190, 202
mont le (Voissant), 53, 54, 117, 146
montfoulet (Charavines), 108
muzy (Saint-Albin), 38
pagettière (Charavines), 109
patarin (Voissant), 159, 262, 268, 269, 271, 279
patarin le (Voissant), 53
pélissier le (Voissant), 149
péréaz (Miribel), 144, 145, 151, 190, 191, 283
péréaz (Voissant), 117
perrins le mollard des (Saint-Geoire), 191
perrins les (Saint-Geoire), 191, 192, 209
petit crolard (Saint-Albin), 145
pilaud mas du (Voissant), 285
plan cutie le (Charavines), 108
plan mas du (Saint-Geoire), 191
prairies mas des (Saint-Geoire), 191, 208, 210
rajonnière la (Voissant), 103, 289
ramelière la (Saint-Geoire), 209, 210, 214, 215, 230
rebatière la (Chirens), 214
revon le (Montferrat), 240
rieux aux (Saint-Geoire), 209, 210
roche la (Saint-Albin), 70
roche la (Saint-Bueil), 71, 109, 112, 279
roche la (Voissant), 132
roche la (Voissant)), 117
rolin pré (Chirens), 111
roulet le (Saint-Geoire), 210
rozaz (Voissant), 131, 146
sabots bois des (Miribel), 118
sangles les (Voissant), 154
sâtre le (Saint-Bueil), 32, 109, 112, 133, 284
sauge la (Saint-Geoire et Saint-Martin), 279
sauge la (Saint-Geoire), 230
savoyen le (Voissant), 47, 50, 117, 124, 146, 207, 241, 260, 294
sentre pré de la (Massieu), 102
servajettes les (Miribel), 117, 118
serve de madame la (Saint-Albin), 38
sourd pré (saint-Geoire), 208, 210
sous le mont (Voissant), 271, 295
taillis les (Voissant), 131
terrat le (Saint-Martin), 117
tour la (Voissant), 7
tuf le (Saint-Bueil), 132
valourières mas des (Massieu), 102
velanne (Saint-Geoire), 230
verchère (Voissant), 154, 166, 168, 183, 185, 241
verchère la (Voissant), 7, 103
verdet le (Massieu), 102
verger pré du (Chirens), 111
vetin pré en (Voissant), 279
vie creuse ravin de la (Saint-Geoire), 192
village de Voissant (Voissant), 154, 168
vivary la (Massieu), 102
vivier le (Voissant), 50
vivier pré du (Voissant), 132, 146, 207, 211

Limon
Jean Baptiste, 267

Liobourg
Thérèse, 165

Lombard Cuvignet
Madeleine, 273

Loubet
Louis, 295
Maria, 295
Pierre, 154, 295

Loude
Anne, 93

Louvat
Claude fils, 109
Claude père, 109
famille, 50
Maurice, 71
Lucien Brun
famille, 199
Luliot (de)
Claude, 51
Lussat
Claude, 71
Lyard
Claudine, 272

M

Mabillon
Pierre, 114
Madinier
famille, 225
Paul, 203
Magnin
André, 290
Etienne, 114
Magnin Robin
Antoine, 132, 147
Claude, 147, 268
Magnin Rolin
Clauda, 65
Ennemond, 65
Jean, 65
Pierre, 65
Magnin Rolin Bogat
Clauda, 64
maison Martin
chanéaz la (Voissant), 124, 277, 283, 284, 285, 287, 291, 292, 293, 298
Mantel
Marie Philomène, 299
marais au
lieu dit (Saint-Geoire), 192
Marcoz
Rose, 264
Margot
Sylvain, 191, 210
Maria
François, 128
mariage
moyenne d'âge masculine, 61
Marillat
François, 114
marinière
lieu dit (Montferrat), 191, 249
manoir de, Montferrat, 240
Marion
Claude, 129
Françoise, 7, 94, 129, 130, 232
Simon, 128
Maron
Anne, 94, 95
Marquis
Anthelme, 252
Henriette, 251
Madeleine, 252
Marron
Aimé Michel, 233
Anne, 126
Catherine, 228, 229, 230, 232
famille, 229, 232
Paul, 230, 233
Pierre, 229, 230
Martel
Joseph, 261
Marianne, 87
Martin
Antoine, 209
Benoîte, 90
Henri, 215, 250
Pierre, 111
Martin tapion, 64
Martin Tapion
Antoine, 278
Madeleine, 259, 261
Martin Veyzin
Louis, 71
martinette la
lieu dit (Saint-Geoire), 191
Martout
Claude, 36
Marty
Bénédicte, 227
Mary
Christine, 173
mas pré du
lieu dit (Miribel), 118
Mathieu
Marie-Hélène, 7, 130
Mathieu Descombes
Alexis, 149
Marie (héritiers), 251
Rose, 149, 289
Mathon
Clément, 171
Matton
Claude, 191
Maugé
Antony, 233
Claude, 233
Mayenson
Aglaë, 297
melet le
lieu dit (Miribel), 117
Menthon
Marie, 225
Menuel
Jean Baptiste, 147
merdaril le
lieu dit (Voissant), 117
merges mas des
lieu dit (Massieu), 102
Merron
Marguerite, 286
métier
charpentier, 51
Meunier
François, 232, 233
Meunier Belluant
Louis, 248
Meunier Blanchon
Thomas, 249
Meunier Rivière
Louis, 253
Meyer, 69
Claude, 88
famille, 91
Louise, 123
Meyer Mathieu
Jean, 103
Jeanne, 123
Mibord
Andrée, 186
michal
lieu dit (Voissant), 71
Michal
Antoine le dissipateur, 70
Benoît, 70
Catherine, 71, 90
Charles II, 70
Claude, 70, 101
Claude, notaire, 93
député, 151
Elisabeth, 93
famille, 70
François, notaire, 93, 94
Jean le vieux, 108
Marianne, 70, 81, 84, 86, 93, 101, 102
Melchior, 71
Melchior, notaire, 93
Philibert, 70
Pierre, 81
Michal Ladichère
Alexandre, 191
André, 210
famille, 222, 253
Jacques Alexandre, 251
michalière la
lieu dit (Saint-Bueil), 284
Micoud
Ambroise, 249
Auguste, 185, 186
Elisabeth, 114, 115
Eric, 186
Etienne, 215
famille, 72
Jean, 87
Jean Yves, 186
Marie Paule, 186
Marie Thérèse, 222
Mathieu, 249
Mignot
Jean, 252
Pierre, 191
Miguet
Léon, 222

Millase
Catherine, 249
Millet
Marguerite, 114
Milliat dit Rigard
Claude, 108
Milliez
Elisabeth, 194
Million
Gabriel, 235
Jacques Clément, 155
Théodore, 154, 158
Millioz
François, 118
Millon
Théodore, 156
miribelière
lieu dit (Miribel), 141, 145, 146, 190, 202
miribelière la
domaine de (Miribel), 117
Mistrallet
Joseph, 290
Mital
Edouard, 235
Jeanne Marie, 236
Jérôme, 235
Marguerite, 235
Paul, 235
tombe des, 235
Moine Picard
Joseph, 209
Moiroud Lalès
Joseph, 273
Mollard
Joseph, 203
Mollarond
seigneur de, 50
Mollier
curé de Voissant, 151, 271
Mollier Rousson dit Canard
Joseph, 118
Mollier Sabet
Claude, 215
Monin
Charles, 209
famille, 69
Françoise, 88
Gasparde, 69, 88, 101
Jean, 69, 209
Joseph, 108
Pierre, 69, 87
mont le
lieu dit (Voissant), 53, 54, 117, 146
Montagnat Rentier
Angélique, 156
famille, 156
Françoise, 127
Joseph, 156
Montagnat Tatavin
famille, 156
Henri, 221
Montagnat Valette
Claude, 118
Etienne, 118
Montal
Victor et Gustave de, 192
Montaland
Barthélémy, 192
montfoulet
lieu dit (Charavines), 108
Monthi
Alfred, 233
Jeanne, 233
Marguerite, 233
Marthe, 233
Morand Colin
Claude, 62, 64, 66
Pierre, 62, 64
Morard, 69
Morard Châtaignier
Angélique, 182
Benoît, 148, 263
François, 117
François et Antoine, 191
François Joseph, 148
Jacques, 128, 148
Laurent, 148
Luce Angélique, 148
Pierre, 148
Morel, 69
Angélique, 291
Antoine, 286
Joséphine, 294, 298
meunier de Saint-Bueil, 246
Pierre, 286
Morellet
Claudia, 234
Coralie, 235
Jules, 234
Morellon
Antoine, 234
Jean, 234
Morestin
Georges, 253
Mornet
Antoinette, 126
Mory
Sophie, 249
Sophie Thérèse, 250
Moyet
abbé, 223
Moyroud
Philippe Antoine, curé de Massieu, 108
Murat
Victor, 232
Mury
Joseph, 133
Marie, 133
muzy
lieu dit (Saint-Albin), 38
Muzy
Antoine, 40
Antoiny, 38
Claude, 71
Françoise, 90, 126, 257
Jean, 138
Joseph, 258
Pierre, 40, 118, 126, 257

N

Neyton
Jacques, 118
Nouel
notaire, 15
Nugué
Jean, 233
Jean Joseph, 233

O

Ogier
Antoine Denis, 117
Ogier Collin
Joseph, 252
Ollagnier
Michel, 96

P

pagettière la
lieu dit (Charavines), 109
Palier
Françoise, 142
Pallier
Claude, 292
Palluel
Blanche, 173
Panix
famille, 63
Marguerite, 61, 63
Paradon
François, 267
parcellaire, 67
Parendel
Sébastien, 247
Paret
Germain, 134
Paris
Benoît, 295
Pascal, 69
André, 273
Anne, 111
Antoine, 36, 56
Antoine, notaire, 15
Catherine fille d'Etienne, 71
Dorothée, 40
Etienne, 39, 71
famille, 57, 72
Françoise, 70, 93
Jean, 40, 56
Jeanne, 40
Jeoffray, 40
Louis, 16, 56
Louis fils d'Etienne, 71
Marguerite fille d'Etienne, 71

Matthieu, 70
Michel, 56
Michel, notaire, 15
Pierre, 65
Pascal du Bois
Antonie, 42, 47
Etienne, 48
Monette, 43
Pascal Jean
Curé de Saint-Bueil, 119
Pascal Suisse
Jean, 258
Passard
Benoît, 70, 71, 73
Benoît, châtelain de Vaulserre, 28
Charles, 73, 83, 84, 87, 88, 101
Charles, administre la succession d'Isaac B, 86
Clauda, 87
Claude, 71
Etienne, 71
famille, lien avec les Boffard, 85
Jean, curé de Voissant, 108
patarin
lieu dit (Voissant), 53, 159, 262, 279
patarin le
lieu dit (Voissant), 268, 269, 271
Patricot
Benoît I, 7, 40, 94, 95, 102, 103, 106, 112, 114, 116, 117, 120, 132, 133, 137, 144, 182, 232, 244, 247, 259, 276
Benoît I, 130
Benoît II, 127, 128, 129, 130, 132, 133, 138, 139, 142, 160, 188, 263, 278, 283
Benoît II, maire de Voissant, 134, 136, 140
Ennemond, 210
famille, 7, 72, 95, 229, 247
Françoise, 106, 119, 130, 133, 139, 140, 142, 144, 153, 186, 206, 212, 232, 259
Joseph, 128, 129, 130, 133, 140, 141, 142, 188, 247, 283
Joseph et Benoît II, 131
Louise, 96, 142, 186
Madeleine, 127, 128
Marguerite, 127, 128, 133
Marianne, 95
Marie, 128, 182
Marie Françoise, 128, 129, 130
Reine, 133
Sébastien, 96, 129, 133, 144
Sébastien, notaire et expert, 114
Payerne
Adèle, 156, 287, 298
Augustin, 287
famille, 287
François, 290
Pégoud
Etienne, 253
Pierre, 253
Péguet
Claudine, 266
Pélier
Françoise, 130
pélissier
lieu dit (Voissant), 7
Pélissier
Alphonse, 7, 45
Alphonse Benoît, 186
Antoine, 149, 291
Antoine Benoît, 142
Antoine Claude, 186
Antoine, notaire, 15
Antoine, notaire et greffier de Vaulserre, 49
Aymar, 48
Benoît, 117, 128, 140, 142, 263, 284
Benoîte, 61
Claude, 61, 149
Claude, curé du Pont, 107
Dominique, 186
Elise Jeanne, 186
famille, 7, 45, 61, 72, 94, 186
Famille de notaires, 15
famille de Voissant et Saint-Albin, 44
François, 61
Gasparde, 61
Guillaume, 61, 63
Henri, 186
Jean, 61, 74, 149, 185, 186, 285
Jean et Isaac, 138
Jean, notaire, 15
Louis, 88, 149
Louise, 35, 71
Marguerite, 81, 149
Marianne, 142
Marie, 149
Michel, 61
Michel, notaire, 15
Michèle, 186
Pascal, 186
Patrick, 186
Paulette, 185, 186
Paulette (ép Micoud), 45
Pierre, 40, 61, 64, 117
Pierre, curé de Voissant, 107
Reine, 148
Sébastienne, 61
Thérèse, 149
Pélissier Cugnet
famille, 149
Isaac, 133
Jean, 103
Pélissier ép Micoud
Paulette, 7
pélissier le
lieu dit (Voissant), 149
Pélissier Odoard
Benoît, 67
Claude, 67
François, 52
Michel, prêtre, 107
Pélissier Picot
Benoît, 106
famille, 149
Pierre, 103, 114
Pélissier, président du comité de surveillance, 243
Pélisson
famille, 72
Marie, 263
Pellin
Pierre, 87, 88
péréaz
lieu dit (Miribel), 144, 145, 151, 190, 191, 283
lieu dit (Voissant), 117
péréquateur de Vaulserre
Boffard François I, 105
Boffard Isaac (Claude), 79, 105, 106
Dulac François, 106
Dulac Isaac, 106
Dulac Jean, 106
Périer
François, 285, 286
Jean, 90
notaire, 46
Périer Combet
Antoine, 156, 286
Périer dit Lamby
François, 143
Périer Muzet
Jean, 47
Permezel, 243
Etienne, 90, 94, 103, 228
Permezel Petit
Aimé, 104
Perrachon
Claudius, 225
famille, 223
Perraud
Marguerite, 286
Perret
Joseph, 269
Michel, 173
Perrichon
Jean Claude, 175
Pierre, 175
Perrin
Antoine, 208
famille, 199
Guillaume, 128

Jean, 209, 251
Louise, 144
Marie, 251
Romain, juge de paix de Saint-Geoire, 251
Perrin Cocon
Jean, 184
Perrin Confort
Louis, 215
Perrin Grivaz
Catherine, 117
perrins domaine des
lieu dit (Saint-Geoire), 192
perrins le mollard des
lieu dit (Saint-Geoire), 191
perrins les
lieu dit (Saint-Geoire), 191, 192, 209
Perroy
famille, 222
petit crolard
domaine (Saint-Albin et Voissant), 117
lieu dit (Saint-Albin), 145
Peylin
Pierre, 134
Pézerat
Antoine, 194
Elisabeth, 194
Elise, 194
Joseph, 175, 194, 195, 215, 250
Joseph Stanislas, 194
Paul, 194
Stanislas, 224
Philippe
Laurence, 279
Philippes
notaire, 84
Philippes Janon
Claudine, 65
Pichat
Françoise, 186
Jean Paul, 186
Pierre, 186
Pichot
Pierre, sacristin de Chirens, 109
pilaud mas du
lieu dit (Voissant), 285
Piot Colomb
Claude, 88
Clémence, 88
François, 88
Madeleine, 88
Pierre, 88, 132
Pitot Pajot
Antoine, 109, 110
Pivot Pajot
François, 252
plan cutie
lieu dit (Charavines), 108
plan mas du
lieu dit (Saint-Geoire), 191
Poccat
héritiers, 213, 220
Joseph, ses héritiers, 208
Poizat
famille, 298
Jeanne Marie, 171
Pollaud Dulian
Jean, 267
Porri
Françoise, 227
Pourroy
famille, 82
prairies aux
lieu dit (Saint-Geoire), 208, 210
prairies mas des
lieu dit (Saint-Geoire), 191
Préaud
Augusta, 175
prescription, 57
Prieur Bardin
Antoine, 209
prieuré de Chirens et de Voissant, 28
prieurés de Chirens et Voissant, 107
Primard
Albert, 293
Antoine, 102
Gaston, 293
Jules Pierre, 293
Louise, 94
Melchior, 102
Puget
François, 147, 208
Pupunat
Marie Jeanne, 236

Q

Quérat, 160
Queyron, 129
François, 130, 142
Françoise, 130, 142
Jean, 103
Joseph, 143, 206
Louis, 103
Marguerite, 267
Quinquine
François, 40

R

rajonnière la
domaine de, 117
lieu dit (Voissant), 103, 289
Rambaud
famille, 199
Ramel
Charles, 293
Charles François, 292
François, 292
ramelière la
lieu dit (Saint-Geoire), 209, 210, 214, 215, 230
Ratel
Marie-Paule, 173
Rauch
Marie Louise, 268
Ravet
Antoine, 74
Ravier
Barthélémy, 40
Isaac, 40
Jacques, 243
Louise, 87
Marguerite, 258
réachat, 52
rebatière la
lieu dit (Chirens), 214
Rebuffet
Marie Charlotte, 292
Recoura, 69
Catherine, 268, 271
Jean, 112
Louis, 128
Recoura Churot
Anne Suzanne, 277
Catherine, 268
Charles, 252
Joseph, 252
Recuron
Benoît, 138
Regnaud Berne
Pierre, 210
Régnier
Louis Antoine, 273
Renard, 69
revon le
lieu dit (Montferrat), 240
Rey
Antoine, 111
François, 110
Rey Berthollet
Balthazard, 214
François, 214
Reynaud
Jean, *42*
Marguerite, 108
Richard Berland
Bernardin, 114
Claude, 57
Isaac, 50
Marie, 114
Pierre, 113
rieux aux
lieu dit (Saint-Geoire), 209, 210
Rigollet
Antoinette, 39, 40
Riondet
Clauda, 37
Claude, 37
Riondet dit Corbellion
François, 109

Rive
Antoine, 145
Robert
Berthe, 226
famille, 195
Gabriel, 195, 224
Joseph, 195
Pierre, 195
Robert Reymond
Sulpice, 209
Roche, 129
André Melchior, 241
Daniel, 71
Daniel Joseph, 94, 102, 103, 108
Daniel Joseph notaire, 90
Daniel Joseph, notaire et expert, 114
Daniel, notaire, 93
famille, 91
Jean, 54
Jean Baptiste, juge de paix de Vaulserre, 243
Jeanne, 93
Madeleine, 70
roche la
lieu dit (Saint-Bueil), 70, 71, 109, 112, 279
lieu dit (Voissant), 117, 132
Rogéraz
Marthe, 186
Rol
famille, 51
rolin pré
lieu dit (Chirens), 111
Rongier
Jean, 48
Pierre, 127
Rongier Guinet
Benoît, 51
Rosset
Catherine, 128, 277, 286
Dorothée, 268, 269
Jean, 268
Joseph, 271
Marie, 128, 268, 269
Pierre, 115, 118, 268, 269, 270, 271
Rose, 258, 268, 286
Rossi
Germaine, 300
roulet au
lieu dit (Saint-Geoire), 210
Roulet Reynard
Claude, 49
famille, 49
Jean, 49
Roullet Matton, 96
Benoît, 133
Claude, 209, 210, 267
Pierre, 184
Sébastien, 208, 210
Roux
Claudine, 277
rozaz
lieu dit (Voissant), 131, 146
Rozaz
Claude, prêtre, 47
Rozet
Monique, 227
Ruat
Jean Baptiste, 156
rue impériale (société de la), 196
Ruelle
François, 107
notaire, 193
Succession, 253

S

sabots bois des
lieu dit (Miribel), 118
Salles
Jean de, 107
Sallines
Louis de, 42
sangles les
lieu dit (Voissant), 154
sâtre le
lieu dit (Saint-Bueil), 32, 109, 112, 133, 284
sauge la
lieu dit (Saint-Geoire et Saint-Martin), 279
lieu dit (Saint-Geoire), 230
savoyen le
lieu dit (Voissant), 47, 50, 117, 124, 146, 241, 260, 294
savoyen le au
lieu dit (Voissant), 207
Sébastien
Louise, 144
Seigle
Balthazard, 214
Claude, 265
Marie et Marianne, 214
Seigle Buat
Antoine, 215
Seigle Ferrand
Claude, 214
sentre pré de la
lieu dit (Massieu), 102
Séon
Louis, 232
servajettes les
lieu dit (Miribel), 117, 118
serve de madame la
lieu dit (Saint-Albin), 38
signature
première d'un Boffard de Voissant, 68
Simard
Louise, 228
Site internet "Familles de Valdaine", 17
Sotat Gorin, 82
Benoît, 51
famille, 63
François, 289
Françoise, 68
Jean, 68, 113, 127, 128, 145, 153, 208, 279, 289
Jeoffray, 289
les héritiers de Jean, 289
Louis, 114, 126, 127
Marianne, 143
Marie, 126, 258, 289
Pierre, 56, 289
Souchon
Charles, 234
Louis, 234
sources
Archives Boffard, 8
Archives de Vaulserre, 12
Archives départementales de l'Isère, 14
Archives Dulac, 12
Archives municipales de Lyon, 16
Archives notariales, 15
Archives paroissiales ou municipales de Voissant, 13
Fonds Boffard Dulac, 9
sourd pré
lieu dit (Saint-Geoire), 208
sous le mont
lieu dit (Voissant), 271, 295
Sozay du
fief (Voissant), 232
succession
calcul de la légitime, 119
droit romain, légitime, 40, 81, 119
légitime des petits-enfants, 94

T

Tabusse
Germaine, 173
tachet le
lieu dit (Saint-Albin), 48
taillies les
lieu dit (Voissant), 131
talaudière la
domaine de (Voissant), 117
Tercinel
Claude, 37
François, 37
notaire, 15
terrat au
lieu dit (Saint-Martin), 117
terrier, 116
Thévenin
Gérard, 173
Thivel
Henri, 234

Thomasset
Gabrielle, 234
Tirard
Balthazard, 71
Charles, 88
François, 88
Jeoffray, 103, 118, 138
Tirard Gallier
Joseph, 112
Marguerite, 128
Tirard Gattel
Joseph, 209
Tirard Pipet
Françoise, 133
tour la
lieu dit (Voissant), 7
Treppoz
Marie Elise, 194
Trinquet Canard
Jeannette, 268
Tripier Chant
Catherine, 210
Trolliet
Albert, 298
famille, 298
Josiane, 298
Robert, 298
Trouilloud
Claude, 279
Félix, curé de Voissant, 86, 108
fermier du prieuré de Voissant, 86
Joseph, 108
sieur, 114
Truffier
François, 133
Françoise, 127, 133, 134, 259
tuf le
lieu dit (Saint-Bueil), 132
Tuilliel
Jean, 108
Turin
Antoine, 95, 96, 240, 276
famille, 95

U

Uzier
Claire, 30

V

Vachon
Jean, 116
Jeanne, 128
Marine, 142
Vagnon
Anne, 252
Antoine, 252
Joseph, 209
Madeleine, 252, 253
Rose, 252, 253
Valencon
Charles, 229, 233
famille, 229
Valençon
Charles, 232
Valencot
Claudine, 229, 230
Vallier
comtesse du, 192
Jeoffray, 81, 104
Valory
Jean Baptiste, 137, 138
Jean Baptiste, curé de Saint-Albin, 129
Jean Baptiste, prêtre, 118
valourières mas des
lieu dit (Massieu), 102
Varnet
François Félicien, 233
Varnier
Barthélémy, 104
Barthélémy, rentier de Vaulserre, 38
Benoîte, 54
François curé de Saint-Bueil, 88
Louis, 87
Marie Anne, 87
Vaulserre
marquis de, 131, 150, 262, 279
Organisation administrative depuis 1790, 134
traits de l'histoire du mandement, 26
velanne
lieu dit (Saint-Geoire), 230
Vendé
Corinne, 227
verchère
habitants, 7
lieu dit (Voissant), 7, 32, 103, 154, 166, 168, 183, 185, 241
localisation, 20
verdet
lieu dit (Massieu), 102
verger pré
lieu dit (Chirens), 111
Verre
Antoine, 111
vetin en
lieu dit (Voissant), 279
veuvage
délai, 62
Veyre
Gustave, 160, 283
Veysselier
Claude, 142
Veyzin
Marie Antoinette, 268, 286
Vial
Elisabeth, 230
Jean Baptiste, 232
Michel, 101
Stéphanie, 156
Vianey Liaud
Michel, 114
vie creuse ravin de la
lieu dit (Saint-Geoire), 192
village
habitants, 7
village de Voissant
lieu dit (Voissant), 154, 168
localisation, 20
Villard
Antoine, 142
François, 286
Jeannette Françoise, 286
Julie Françoise, 142
Louise, 113
Villard Chappat, 69
Claude, 138
Françoise, 128, 148
Jean, 54
Jean Baptiste, 262
Louis, 67
Marie, 133
Villers Cotterêts
ordonnance, 45
Villeton
Anne, 208
Villeton Pachot
Jacques, 114
Viond, 69
Virieu
Amieu de, 30
vivary la
lieu dit (Massieu), 102
Vivier
Joseph, 144
Marie, 144
vivier le
lieu dit (Voissant), 50
vivier pré du
lieu dit (Voissant), 132, 146, 207, 211
Voissant
domaine de, 117
origine du nom, 25

Y

Yvrai
famille, 169

TABLE DES MATIERES

Prologue 2
Chapitre I. Remarques préliminaires 3
Section I. Un chemin de rencontres 3
Section II. Les sources 8
I. « Archives Boffard » 8
II. « Fonds Boffard-Dulac » 9
III. Les « Archives Dulac » 12
IV. Les « Archives de Vaulserre » 13
V. Archives paroissiales ou municipales de Voissant 14
VI. Archives départementales de l'Isère 15
Note sur les archives notariales 15
VII. Archives municipales de Lyon 17
VIII. Le site internet « Familles de Valdaine » 17
Chapitre II. Etudes sur les Boffard 18
Section I. Boffard. Origine, nom et localisation 18
I. Une origine légendaire 18
II. Un nom 18
III. Une localisation 19
Section II. Des cousins … à la mode de Bretagne 29
I. Les Boffard de la Drôme des collines, nos cousins de cœur… 29
II. Montjoie ! Saint-Denis ! Des Boffard anglo-saxons… 31
III. Chirens, Massieu, des Boffard isolés 31
IV. Saint-Aupre, Saint-Bueil, des Boffard à surnom 32
V. Les Boffard de Saint-Albin 35
VI. Divers Boffard 41
VII. Le secret des Larderat 42
Section III. Les nôtres 44
I. Les Patriarches 1516-1789 44
A. Antoine Boffard 1490 env-1545 44
B. Benoît Boffard 1525 env-1585 env 51
C. Etienne Boffard 1550 env-1595 env 55
D. Pierre Boffard 1575 env-1643 55
E. Benoît Boffard 1598-1648 60
F. Claude Boffard 1640-1690 63
G. Isaac Boffard 1676-1736 68
H. François 1727-1791 83
II. Une floraison de rameaux (1789-1914) 122
1. Laurent 1759-1818 126

1.1 Noël 1798-1877 142
1.1.1 Benoît Antoine dit « Tonin » 1828-1906 155
1.1.2 Louis « Romain » 1838-1907 175
1.1.3 Jean « Jules » 1844-1938 181
1.2 Joseph Romain 1802-1852 188
1.2.1 Jean Pierre dit Joanny 1837-1910 196
1.3 François Napoléon 1806-1880 206
1.3.1 Claude François « Napoléon » (1833-1902) 214
1.3.2 Laurent 1851-1926 219
1.3.3 Joseph (le docteur) 1862-1948 222
2. Joseph 1762-1830 228
3. Benoît 1765-1810 232
3.1 Benoît Michel 1808-1876 235
3.1.1 Benoît Joseph « Jules » 1848-1895 236
4. Pierre Emmanuel 1767-1843 240
4.1 Pierre Emmanuel II 249
4.2 « Benoît » Joseph 1815-1892 251
4.2.1 Gustave 1844-1917 255
5. François II (1768-1840) 257
5.1 Antoine 1799-1858 264
5.1.1 François III 1823- 266
5.1.2 Antoine 1830-1855 267
5.1.3 Benoît 1834-1866 267
5.2 Jacques 1803-1883 267
5.2.1 Laurent 1832-1900 273
5.2.2 Pierre 1837- 273
5.2.3 Antoine 1841- 274
6. Antoine « Martin » 1771-1844 276
6.1 Antoine Martin 1800-1879 286
6.1.1 Antoine Hippolyte 1836-1916 291
6.1.2 Augustin 1844-1917 298
Généalogie simplifiée des branches de la famille créées par François I (1727-1791) 301
Branche de Laurent BOFFARD et Françoise PATRICOT 301
Branche de Joseph BOFFARD et Françoise GOUILLON 306
Branche de Benoît BOFFARD et Catherine MARRON 306
Branche de Pierre Emmanuel BOFFARD et Thérèse GARAVEL 307
Branche de François II BOFFARD et Marie BERTET BORNATON 307
Branche de Martin BOFFARD et Josephte CHEVRON 309
INDEX NOMINUM 312
TABLE DES MATIERES 333

Mes premières recherches sur l'histoire de la famille datent des années 1993 ; elles ont accompagné les fréquents séjours dans les services d'archives et les bibliothèques nécessaires à la rédaction de ma thèse en histoire du droit (1993-1997).

Leur orientation généalogique a été confirmée par la rencontre d'Henry Boffard, auquel la généalogie de la famille Boffard doit tant. J'ai pris la suite.

Les années suivantes, l'utilisation de fonds d'archives importants concernant notre région a permis d'enrichir cette généalogie, jusqu'à remonter de manière suivie à Antoine Boffard, vivant en 1516 à Voissant.

De nouvelles recherches, de nouvelles rencontres ont apporté des informations inédites. Une réédition des *Boffard* était nécessaire.



-Docteur en droit, mention histoire du droit 1997

-Maître de conférences des universités en histoire du droit 1998-2012

-Magistrat, vice procureur de la République, Cour d'appel de Lyon

Auteur de :

-*Les Boffard*, 2008-2015
-*Victor Orsel*, en collaboration avec M. Maurice DULAC, Bordeaux, 2011
-*Dictionnaire historique de Vaulserre*, Le Puy-en-Velay, 2013

Créateur du site internet *Familles de Valdaine* en 2006, entretenu et mis à jour.